

L'histoire de France

Groupe Eyrolles
61, Bld Saint-Germain
75240 Paris Cedex 05
www.editions-eyrolles.com

Avec la collaboration de Céline Hyrien
Illustrations : Marie Leroy

Maquette intérieure : Nord Compo Mise en pages : Asiatype

Le code de la propriété intellectuelle du 1er juillet 1992 interdit en effet expressément la photocopie à usage collectif sans autorisation des ayants droit. Or, cette pratique s'est généralisée notamment dans l'enseignement, provoquant une baisse brutale des achats de livres, au point que la possibilité même pour les auteurs de créer des œuvres nouvelles et de les faire éditer correctement est aujourd'hui menacée. En application de la loi du 11 mars 1957 il est interdit de reproduire intégralement ou partiellement le présent ouvrage, sur quelque support que ce soit, sans autorisation de l'Éditeur ou du Centre Français d'Exploitation du Droit de Copie, 20, rue des Grands-Augustins, 75006 Paris.
© Groupe Eyrolles, 2007, 2009 ISBN : 978-2-212-54391-9
Aurélien Fayet
Michelle Fayet

L'histoire de France

Des origines à nos jours
Deuxième édition

Chez le même éditeur

Comprendre l'hindouisme, Alexandre Astier Communiquer en arabe maghrébin, Yasmina Bassaine et Dimitri Kijek QCM de culture générale, Pierre Biélande Le christianisme, Claude-Henry du Bord La philosophie, Claude-Henry du Bord Marx et le marxisme, Jean-Yves Calvez QCM Histoire de France, Nathan Grigorieff Citations latines expliquées, Nathan Grigorieff Philo de base, Vladimir Grigorieff Religions du monde entier, Vladimir Grigorieff Les philosophies orientales, Vladimir Grigorieff Les mythologies, Sabine Jourdain Découvrir la psychanalyse, Edith Lecourt Comprendre l'islam, Quentin Ludwig Comprendre le judaïsme, Quentin Ludwig Comprendre la kabbale, Quentin Ludwig Le bouddhisme, Quentin Ludwig Les religions, Quentin Ludwig Les racines grecques du français, Quentin Ludwig La littérature française, Nicole Masson Dictionnaire des symboles, Miguel Mennig Histoire du Moyen Age, Madeleine Michaux Histoire de la Renaissance, Marie-Anne Michaux L'Europe, Tania Régin Histoire du XXe siècle, Dominique Sarciaux QCM Histoire de l'art, David Thomisse Comprendre le protestantisme, Geoffroy de Turckheim

Nous tenons tout particulièrement à remercier Benjamin pour son appui et pour la qualité de ses relectures et commentaires.

Introduction

Saisir une allusion culturelle, donner de la cohérence à ses connaissances parfois trop éparpillées pour être exploitables, combler d'éventuelles lacunes devenues progressivement fardeau... Face à des situations de ce type, vous avez peut-être déjà tenté de découvrir un chemin rapide pour construire ou reconstruire votre culture générale. Or, il n'est pas toujours aisé de s'orienter seul dans la jungle foisonnante des connaissances historiques, sérieuses ou plus anecdotiques. Comment sélectionner les approches les plus pertinentes au milieu de la surabondance d'ouvrages traitant de sujets historiques, économiques et culturels les plus variés ? Comment acquérir une vision d'ensemble sans s'encombrer d'informations disparates ou d'anecdotes inutiles ?

Ce livre est destiné essentiellement aux non-historiens soucieux d'acquérir une vision

construite de l'histoire de France, dans l'objectif d'établir l'assise d'une culture générale utile à une compréhension plus ●ne du monde contemporain. Au cours de ces pages, nous avons en effet tenté de mettre en cohérence et en perspective les périodes qui ont forgé la France actuelle, avec l'approche la plus simple possible, sans toutefois restituer le déroulé de l'histoire de manière réductrice. Nous avons volontairement privilégié les six siècles les plus récents allant de 1364 à nos jours, découpage apte à faire émerger de manière lisible la construction de l'État et de la nation conduisant à la France d'aujourd'hui. Appui de départ, une partie introductive met en relief les ancrages à retenir depuis la conquête de la Gaule par les Romains jusqu'aux débuts de la guerre de Cent Ans.

A●n de permettre à chacun de tisser une trame solide de culture générale, il nous a semblé pertinent de croiser constamment deux démarches : chronologique (« Les Français au ●l du siècle ») et théma●tique (« Les Français et leur temps »). Il s'est donc agi pour nous de créer des repères chronologiques suf●sants pour donner du sens aux

© Groupe Eyrolles

L'histoire de France

évolutions conduisant à notre époque, et de sélectionner des thèmes porteurs aptes à éclairer de manière signi●cative une époque dans sa dimension sociale, économique, religieuse ou culturelle. Pour renforcer la lisibilité, chacune des six parties débute par une brève chronologie et correspond à un siècle. Le découpage des dates de démarrage des diffé●rentes parties peut varier toutefois pour restituer l'unité de sens propre à chaque période.

Pour chaque siècle, il nous a également paru intéressant de présenter l'environnement élargi de la France, regard porté sur ses liens avec l'Europe et d'autres continents. En effet, l'histoire d'un pays ne peut se limiter à une description des événements intérieurs. Comment comprendre le XVIIe siècle sans évoquer la découverte de l'Amérique en 1492 ?

Originalité complémentaire, un cahier en ●n d'ouvrage présente l'histoire des costumes portés par les femmes et les hommes de ces quelques siècles, faisant à la fois of●ce de repères visuels, mais aussi de moyens pratiques pour dater les tableaux contemplés lors d'une visite de musée.

Ouvrage de synthèse, ce livre doit beaucoup aux travaux des historiens, sans lesquels point de connaissance ni de ré●exion historiques ne sont possibles. L'Histoire est un formidable outil de compréhension du monde, cet ouvrage est destiné à vous en faire partager la richesse...

© Groupe Eyrolles

Partie I

58 avant

J.-C. – 1364 : de la Gaule à la guerre de Cent Ans

Survol de la période

Comment dé●nir ce que recourent les mots « histoire de France » ? Par quel biais faut-il les associer aux notions d'État, de Nation, de Patrie ? À quelle époque débute l'histoire de France ? La réponse spontanée des moins initiés est un jaillissement désordonné de mots qui, pêle-mêle, s'associent par souvenir scolaire à des noms familiers en mal de dé●nition : Gaulois, Romains, Charles Martel, avec comme ●uron l'incontournable Charlemagne, celui qui paraît-il aurait inventé l'école !

À quelle date en effet commencer l'histoire du long processus de cons●truction de la France, si l'on prend comme point de ralliement le cadre géographique, c'est-à-dire l'extrémité occidentale de l'Europe ? Géné●ralement, la notion d' « Histoire » est détachée nettement du mot « Préhistoire ». En effet, l'Histoire débute globalement avec l'écriture, au moment où la parole humaine se matérialise par un témoignage, et donc une interprétation, au temps où les hommes ont inventé un moyen de communication à distance qui a eu pour répercussion de laisser en héritage une trace matérielle et subjective de leurs pensées. Ainsi, des traces exclusives de vie matérielle, sans écriture, appartiennent à la Préhistoire et appartiennent par conséquent au champ de l'archéologie.

Concernant l'espace français, les premiers témoignages écrits émanent des colonisateurs grecs accostant sur les rives méditerranéennes au VI^e siècle avant Jésus-Christ, suivis plus tard par les Romains. Ils ne proviennent jamais des Celtes, les habitants du territoire, car ceux-ci, par peur superstitieuse de l'écriture, ne nous ont laissé aucun écrit. Les témoignages sont donc toujours indirects. On parle dans ce cas de « Protohistoire ».

Pour cette raison, l'entrée choisie dans cette partie ouvre sur le monde gallo-romain, initiateurs d'une unité administrative fédérant des peuples hétérogènes en un pays qui prendra plus tard le nom de Francia (lors du traité de Verdun, en 843). Il s'agit de se centrer sur l'essentiel des prémices pour comprendre la suite de l'histoire ; le monde gallo-romain doit donc y être évoqué comme les dynasties royales : Mérovingiens puis Carolingiens, avec Charlemagne pour figure emblématique. Les Capétiens en sont la dernière étape, quand Hugues Capet fonde cette dynastie endurent qui va régner en France pendant près de mille ans.

Cette première visite par étapes-clés est indispensable pour comprendre le fil continu de l'histoire de France, mais cette première partie doit être brève pour ne pas s'enliser en chemin. Pour comprendre la France d'aujourd'hui, il est indispensable de réunir une culture de base de l'occupation romaine en Gaule, de 51 avant Jésus-Christ à la guerre de Cent Ans au XIV^e siècle. Il faut d'abord clarifier et classer nos souvenirs dans l'ordre pour définir le cadre permettant de comprendre et d'approfondir les six siècles de construction progressive de la France.

Filigrane chronologique : 800 av. J.-C. – 1428

En « France » À l'étranger

Premiers peuplements sédentaires du territoire de la Gaule

VIII^e siècle av. J.-C. Premier âge de fer : présence de forgerons celtes installés sur une hauteur (oppidum)

600 av. J.-C. Colonisation grecque des Phocéens venus de Ionie fondant Massalia, actuelle Marseille (la cité phocéenne)

.../...

© Groupe Eyrolles

En « France » À l'étranger

Ve siècle av. J.-C. Gaulois, peuple d'agriculteurs, d'artisans, de guerriers Guerres médiques contre les Perses donnant la primauté à Athènes. Apogée d'Athènes avec Périclès (période classique). Guerre du Péloponnèse

390 av. J.-C. Prise de Rome par les Gaulois

333-323 av. J.-C. Conquête de l'Asie par Alexandre le Grand (début de l'ère hellénistique)

218-202 av. J.-C. Traversée des Alpes par Hannibal II^e guerre punique (Rome contre Carthage)

125 av. J.-C. Début des invasions romaines sporadiques. Fondation d'Aix-en-Provence par les Romains

Occupation romaine

58-51 av. J.-C. Guerre des Gaules et création de la société gallo-romaine

I^{er} et II^e siècles Paix romaine Apparition du christianisme en Judée

177 Persécutions chrétiennes au début du christianisme : sainte Blandine à Lyon

200-400 Christianisation de la Gaule

212 Édikt de Caracalla : accession à la citoyenneté romaine pour tous les hommes libres de l'Empire

253 Saint Denis, 1^{er} évêque de Paris, décapité à Montmartre

.../...

En « France » À l'étranger

IV^e siècle Conversion de l'empereur romain Constantin au christianisme. Fondation de Constantinople

394 Division en deux de l'empire romain : Empire d'Occident et Empire d'Orient

406 Début des invasions barbares : peuples germaniques

451 Invasion des Huns. Sainte Geneviève défend Lutèce. Défaite d'Attila à la bataille des Champs catalauniques Prise de Carthage par les Vandales en 439

476 Chute de l'Empire romain d'Occident
Dynastie mérovingienne
Vers 496 Conversion de Clovis au catholicisme
Vers 540 Règles monastiques de saint Benoît de Nursie (bénédictins)
Vers 625 Fondation de l'abbaye de Saint-Denis par le roi Dagobert 622. Hégire, début de l'ère musulmane (Mahomet)
VIIIe siècle 732. Arrêt des Arabes (Sarrasins) à Poitiers par Charles Martel 711. Début de la conquête arabe en Espagne. 718. Début de la Reconquista des souverains espagnols contre les Arabes jusqu'en 1492

.../...

© Groupe Eyrolles

En « France » À l'étranger

Dynastie carolingienne

754 Sacre de Pépin le Bref

800 Sacre de Charlemagne, empereur d'Occident. Refonte des règles bénédictines par saint Benoît d'Aniane

842 Serments de Strasbourg

843 Traité de Verdun. Partage en trois de l'empire de Charlemagne (Francia : part de Charles le Chauve)

IXe siècle Invasions normandes

877 Hérité des charges publiques, première étape vers la féodalité

909 Fondation de l'ordre de Cluny

911 Sédentarisation des Normands après un don du territoire (la Normandie)

962 Fondation de l'Empire germanique par Otton Ier

Dynastie capétienne

987 Élection d'Hugues Capet comme roi de France

1030 Apparition de l'art roman

1066 Conquête de l'Angleterre par le duc normand Guillaume le Conquérant

1095-1099 Première croisade 1099. Prise de Jérusalem par les croisés

1108-1137 Règne de Louis VI le Gros avec comme ministre Suger. Apparition de l'art gothique Développement de l'art gothique en Europe

1152 Perte de l'Aquitaine devenue anglaise par le mariage d'Aliénor d'Aquitaine avec le roi anglais Henri II Plantagenêt

.../...

En « France » À l'étranger

1165-1223 Règne de Philippe Auguste. Paris capitale et construction du Louvre et de Notre-Dame

1214 Victoire de Bouvines 1215. Fondation de l'ordre des Dominicains 1223.

Reconnaissance papale de l'ordre franciscain créé par saint François d'Assise

1226-1270 Règne de Saint Louis 6e et 7e croisades

1271 9e et dernière croisade

1268-1314 Règne de Philippe le Bel 1295. Retour d'Asie du marchand vénitien Marco Polo

1302 Première réunion des états généraux

1328 Fin de la branche des capétiens directs lors de la mort du 3e fils de Philippe le Bel

1337 Prétention du roi d'Angleterre Édouard III à la couronne de France : début de la guerre de Cent Ans

1346 Défaite de Crécy contre les Anglais

1356 Défaite de Poitiers contre les Anglais. Jean le Bon prisonnier des Anglais

1357 Révolte de Paris avec Étienne Marcel : volonté de réduire les pouvoirs du roi de France

© Groupe Eyrolles

Survol de la période

Les Gaulois deviennent les Gallo-romains

La Gaule conquise lors du siège d'Alésia

On peut faire remonter l'histoire de France aux années 58 à 51 avant Jésus-Christ, quand les Romains imposent leur domination au peuple gaulois d'origine celte. Toutefois, le nom

de France ne s'imposera que plus tard ; à cette époque là, il s'agit encore des Gaules. Les Gaulois, présents dans de nombreuses régions d'Europe depuis l'Anatolie jusqu'aux îles britanniques, n'ont alors aucune unité politique. Il est cependant possible de parler d'une civilisation celte caractérisée par ses valeurs guerrières et sa maîtrise du fer avec lequel les Gaulois forgent leurs glaives redoutables. Lors du siège d'Alésia, une éphémère union des peuples gaulois autour du chef arverne Vercingétorix échoue face aux légions de Jules César. Les Gaulois sont dès lors soumis par les Romains pour une période de 500 ans. Ils deviennent les Gallo-romains dans le cadre de la paix romaine (pax romana), c'est-à-dire la période de prospérité et de paix obtenue par l'intégration de la Gaule dans l'Empire romain.

Christianisation de la Gaule

La force des Romains, raison de la pérennité de leur vaste empire, réside dans leur aptitude à s'appuyer sur les élites des peuples conquis pour contrôler et diriger leurs immenses territoires en les assimilant. Aptitude rare, ils intègrent aussi quelques traits culturels des peuples soumis, en particulier certains de leurs dieux. Cette tolérance religieuse ne nous est pas perceptible car on retient surtout d'eux les persécutions chrétiennes. L'apparition du Dieu chrétien est en effet le seul moment où, en raison du concept de Dieu unique, les Romains ont versé un temps dans l'intolérance avant d'adopter eux-mêmes la nouvelle religion au IV^e siècle après Jésus-Christ. La Gaule est, comme le reste de l'Empire, christianisée peu à peu par les évangélistes chrétiens implantés d'abord dans les villes. C'est le cas de Lyon, capitale des trois Gaules (Lyonnaise, Aquitaine, Narbonnaise, les trois provinces gallo-romaines) où sainte Blandine subit son martyre lors des persécutions du II^e siècle après Jésus-Christ.

L'apport culturel des Romains

Les Romains ont imprimé sur le monde gaulois la marque d'une organisation étatique. En effet, leur autre force consiste dans leur modèle civilisateur : ville avec ses thermes, stades, routes (les fameuses voies romaines), institutions, hiérarchie sociale à laquelle on peut s'intégrer si l'on joue le jeu de la paix romaine en adoptant leur langue unificatrice : le latin. Cette langue est aussi écrite et structurée par des grammaires et des lexiques, ce qui n'est pas le cas des langues gauloises, purement orales, qui vont ainsi se diluer dans le latin pour former progressivement le roman.

Nos « ancêtres » les Gaulois

Le mythe d'une France gauloise s'est imposé au XIX^e siècle, à une époque où l'on cherche à renforcer l'identité française dans le cadre d'une période de grandes rivalités nationales. Sous le Second Empire (1852-1870), des fouilles archéologiques sont ainsi lancées pour retrouver le site d'Alésia, dont la localisation exacte reste toujours débattue. Sous le régime de Vichy (1940-1944), l'image des Gaulois et de Vercingétorix est fortement utilisée par la propagande officielle dans le cadre d'un retour aux valeurs « nationales ». Depuis 1961, le mythe des ancêtres gaulois reste porté de manière plus légère et facétieuse par la bande dessinée Astérix et Obélix de Goscinny et Uderzo.

Les hordes barbares et la fin de l'Empire : Ve siècle

Au début du Ve siècle, les peuples barbares attaquent violemment l'Empire romain affaibli par des troubles politiques internes. En 451, lorsque Attila, redoutable chef Hun surnommé « le fléau de Dieu », décide d'attaquer la Gaule, il se heurte à une forte résistance des armées romaines au sein desquelles servent des peuples germaniques résidant sur le territoire. C'est à cette époque que se déroule l'épisode légendaire de sainte Geneviève défendant Paris.

Paris défendu par une femme

Par sa particulière détermination, une jeune religieuse, Geneviève, convainc à la résistance contre les Huns les habitants de « Lutèce » installés sur deux îles au milieu de la Seine (actuelles îles Saint-Louis et de la Cité). La victoire est au rendez-vous puisque ceux-ci se détournent de la ville, sans doute mus par

© Groupe Eyrolles

d'autres objectifs. Devenue héroïne, Geneviève donnera son nom à la fameuse colline du Quartier latin et restera pour toujours la sainte patronne de Paris et de la gendarmerie nationale.

L'Empire organise la défense en s'appuyant sur les peuples germaniques venus du Nord de l'Europe qui parviennent à vaincre les Huns « aux champs catalauniques » dans le Nord de la France actuelle. La suprématie militaire n'est plus aux mains des Romains ; les peuples germaniques sont désormais les nouveaux maîtres de l'Europe.

L'Empire romain d'Occident chute en 476 après J.-C., lorsque Rome est pillée, et l'empereur destitué, par les envahisseurs germains. Cette date symbolique met fin à l'Antiquité et ouvre le long Moyen Âge (nom péjoratif donné au XVe siècle à cette période : l'âge moyen renvoie à la période coincée entre deux âges !). L'Europe de l'Ouest est alors partagée entre les différents peuples germaniques tels les Lombards, les Alamans, les Vandales, les Ostrogoths, les Wisigoths, etc.

L'Empire romain survivra dix siècles en Orient

Un Empire romain d'Orient centré sur sa capitale Byzance va cependant subsister jusqu'au XVe siècle. Il chutera à son tour lorsque les Turcs prendront sa capitale Constantinople, rebaptisée depuis Istanbul.

Les Mérovingiens fondent le royaume des Francs : Ve - VIIIe siècle

Au moment de la disparition de l'Empire romain d'Occident, les Francs, autre peuple germanique venu de la rive droite du Rhin, s'imposent par leur ardeur guerrière et apparaissent aux peuples gallo-romains, nostalgiques de la paix, comme seuls aptes à rétablir l'ordre. La disparition de l'autorité romaine ayant laissé le champ libre aux autorités religieuses, ce sont les évêques qui organisent la protection des peuples gallo-romains désemparés ; les membres du clergé, dont le fort n'est tout de même pas l'art de la guerre, vont alors s'atteler à rétablir l'autorité, nostalgiques eux aussi du modèle romain. Deux personnalités favorisent, avec intelligence, ce rétablissement de l'ordre : le roi des Francs Clovis et l'archevêque de Reims, saint Rémi. Les Francs ne conquièrent donc pas la Gaule par la force mais acceptent d'assurer sa protection avec la bénédiction des autorités religieuses soulagées. Clovis (481-511) joue le jeu : sous l'influence de son épouse catholique, il se convertit au christianisme vers 496 à Reims et fait assassiner tous les chefs païens résistants. Il fonde alors la dynastie mérovingienne (nom provenant probablement de Mérovée, le grand-père de Clovis), qui va durer deux siècles et demi. Le prénom de Louis, donné à dix-sept rois de France, dérive en français moderne du prénom de Clovis.

Grégoire de Tours en direct de Soissons

Si Clovis est si connu, c'est grâce à Grégoire de Tours qui, faisant œuvre d'historien, nous décrit son règne par période de cinq ans. C'est par son Histoire des Francs que nous connaissons l'épisode fameux du vase de Soissons (486), où Clovis, après la bataille qui lui donne la maîtrise du Nord de la France, rompt avec la tradition franque du partage de butin par tirage au sort. Il restitue en effet un vase sacré à son propriétaire, un évêque. Le soldat auquel le sort a attribué l'objet en argent s'en indigne et brise le vase (ou le cabosse selon d'autres sources, plus plausibles !). Clovis, un an plus tard, reconnaît le soldat lors d'une revue militaire, prétexte de sa mauvaise tenue pour jeter à terre son arme et lui brise le crâne lorsqu'il tente de la ramasser en disant « Ainsi as-tu fait au vase de Soissons », expression reformulée par la tradition populaire en « Souviens-toi du vase de Soissons ». Clovis n'a semble-t-il pas intégré les vertus de mansuétude chrétienne, mais c'est ainsi qu'un chef franc impose le respect de la nouvelle religion officielle à ses soldats !

Les Francs vont utiliser les structures en place et se mêler étroitement aux Gallo-romains par le biais notamment de mariages mixtes. Très rapidement, élites franques et gallo-romaines fusionnent. Les Francs abandonnent progressivement leur langue au profit du latin dans l'administration et la culture et utilisent la langue romane dans le parler quotidien, la mêlant en même temps à leur langue franque germanique. De là naîtra la langue d'oïl, fondement du français moderne. L'unité de l'État aurait pu s'enraciner sur le modèle romain, encore présent dans tous les esprits. Or, cette dynastie va respecter les pratiques franques de droits de succession, qui consistent à partager le territoire, à la mort du père, en parts égales entre les héritiers mâles. Et Clovis a quatre fils ! Cette dynastie ne survivra pas à la division des partages et sera remplacée par une dynastie de maires du palais (gérants du domaine royal) qui s'impose progressivement : ce sont les Pippinides (du nom de Pépin Ier). C'est de cette famille originaire de la vallée de la Meuse que descendent Charles Martel et Charlemagne.

© Groupe Eyrolles

Le bon roi Dagobert, idée à revoir !

Après le règne du roi Dagobert (632-639), les Mérovingiens sombrent dans la décadence (les rois « fainéants », de fait néant, c'est-à-dire qu'ils n'ont que peu de pouvoirs). Leur image a néanmoins été ternie par la dynastie suivante dans un esprit de propagande. Le roi Dagobert, ferme et débauché, est le dernier à maintenir un pouvoir fort, mais pour cela il fait exécuter les opposants. La célèbre chanson qui le ridiculise avec son pantalon à l'envers a été inventée pendant la Révolution française pour discréditer la monarchie. Le « bon » saint Éloi a également existé : c'était le trésorier de Dagobert. En 625, Dagobert fonde l'abbaye de Saint-Denis et son tombeau est le premier de la série des rois de France.

Les Carolingiens dessinent la France : 732-947

• Pépin le Bref et Charlemagne

Le terrain de la dynastie carolingienne a été préparé par le rayonnement dynamique de Charles Martel, maire du palais aux pleins pouvoirs, qui a su arrêter la progression des envahisseurs saxons au Nord puis arabes entre Tours et Poitiers en 732. Profitant de ce prestige, son fils, Pépin le Bref (751-768), écarte autoritairement le roi mérovingien en place (Childéric III) et se fait sacrer roi par le pape en 754. C'est la première fois qu'un roi reçoit cette légitimation à caractère sacré. La dynastie des Carolingiens (nom formé ultérieurement sur le nom de Charlemagne) est donc née d'un coup d'État.

Charlemagne, le fils de Pépin le Bref (« bref » signifie de petite taille), porte ensuite au faite de sa gloire l'ascension de cette famille en conquérant un immense empire. Son nom est Charles Ier le grand (magnus en terminologie latine). Pourtant, son règne débute par une défaite devenue légende : lors d'une expédition en Espagne, son arrière-garde est détruite à Roncevaux par des montagnards basques. Cet épisode donnera naissance au XIIe siècle à la Chanson de Roland, grand classique de la littérature chevaleresque.

Son long règne de trente-six ans (de 768 à 814) permet à Charlemagne de prendre la couronne des Lombards (Italie du Nord) et d'être sacré empereur d'Occident par le pape, le 25 décembre 800. Ce titre prestigieux n'avait plus jamais été donné depuis 476, date de la déposition du dernier empereur romain d'Occident. L'Empire carolingien centré sur la capitale, Aix-la-Chapelle, s'étend de l'Atlantique à la Bavière, de la mer du Nord à la Méditerranée. Beaucoup ensuite tenteront de recréer l'empire de Charlemagne, la culture européenne s'étant emparée de ce glorieux règne, que les Allemands, les Autrichiens, les Belges, les Italiens ou les Suisses peuvent aussi revendiquer !

Des réformes à tout va

Afin de mieux contrôler son immense empire, Charlemagne met en place les missi dominici (« envoyés du maître ») chargés de surveiller l'administration du royaume. L'empereur généralise également le système de la vassalité, doublant la dévotion due au roi par un dévotion d'homme à homme. Le vassal jure dévotion à l'empereur, promettant conseil et aide militaire contre une rétribution en terres. Les germes de la féodalité sont maintenant en place. Très attaché à son titre de protecteur de l'Église, Charlemagne soutient également le mouvement de réforme lancé par l'Église au VIIIe siècle visant à rétablir son autorité et à retrouver une pureté morale. Enfin, le règne de Charles est aussi le cadre d'un réveil intellectuel fondé sur une redécouverte de la culture antique : c'est la renaissance carolingienne. À Aix-la-Chapelle, l'empereur s'entoure d'intellectuels venus de toute l'Europe et fonde en son palais une école en latin, chargée de former les élites de l'Empire. De là est né son mythe d'« inventeur de l'école ».

• 843. D'un empire morcelé naît la France

Toutefois, comme dans la tradition mérovingienne, l'Empire est morcelé à la mort du fils de Charlemagne, Louis le Pieux (814-840), qui n'est pas parvenu à contenir les ambitions de ses fils. L'Empire est alors divisé entre les trois petits-fils de Charlemagne (Lothaire, Louis le Germanique et Charles le Chauve) en 843 par le traité de Verdun.

Les serments de Strasbourg (14 février 842) : le premier texte en langue française

Un an avant le traité, Louis le Germanique s'entend avec Charles le Chauve contre Lothaire. Leurs serments nous offrent les premiers textes construits que nous possédons en langue romane (ancêtre du français) et en langue tudesque (ancêtre de l'allemand). Ces textes sont les premiers à mettre les langues vulgaires (du peuple) à l'honneur. En effet, tous les discours prononcés et les réponses spontanées des soldats respectifs sont restitués dévotionnellement.

En 843, le traité de Verdun divise l'Empire en trois : Charles le Chauve a la partie occidentale, ce qui correspond à peu près au territoire de la France actuelle. C'est pour cette raison que l'on date parfois la naissance

© Groupe Eyrolles

de la France au traité de Verdun, car ses contours y sont esquissés. C'est sur cette silhouette territoriale que, plus tard, les rois de France prétendront asseoir leur autorité.

● 843-987. La naissance de la féodalité

L'empire, objet de toutes les convoitises

Aux IXe et Xe siècles, l'empire s'assombrit avec la décadence de l'autorité carolingienne. Au Sud, les Sarrasins (Arabes) attaquent, à l'Ouest, ce sont les Normands. Toutes les autorités prennent le pouvoir sans chef fédérateur. Le pays se morcelle et les rivalités s'exacerbent. Les invasions normandes créent en effet une véritable panique en Occident. Les Scandinaves, poussés par la recherche du gain, attaquent les villes portuaires puis s'engouffrent dans les terres en remontant les fleuves à bord de leurs bateaux, les drakkars. Les riches monastères faiblement défendus sont logiquement des cibles privilégiées. Les textes ecclésiastiques ont donc véhiculé l'image brutale de ces terribles Scandinaves.

u

Les Normands sédentarisés

En 911, le roi de France, las de la guerre contre les Normands, leur offre un territoire appelé ensuite Normandie. Cette concession est une bonne initiative puisque les Normands entrent désormais dans le rang. Plus tard, le duc de Normandie, Guillaume le Conquérant, partira coloniser l'Angleterre en 1066. Une seule bataille, Hastings, lui livrera le trône d'Angleterre désormais à cheval entre Londres et Rouen, ce qui constitue une lourde menace pour le roi de France.

Le système féodal : une réaction de survie

La féodalité est née de cette anarchie par souci impératif de protection. Les anciens vassaux de l'empereur gardent leur autorité tout en se déliant de la fidélité due au souverain : le pouvoir politique se morcelle, les premiers châteaux apparaissent. Ce ne sont alors que de simples tours en bois élevées sur des terre-pleins. Le pouvoir royal ne s'y trompe pas : en 864, par l'édit de Pitres, le roi Charles le Chauve tente de reprendre en main la construction des fortifications. Mais la féodalité est en marche, d'ailleurs, en 877, Charles le Chauve entérine l'émancipation de l'aristocratie en légalisant l'hérédité des charges publiques, plus soumises désormais à un renouvellement de l'hommage au souverain.

Les seigneurs s'entourent alors de vassaux qui leur jurent fidélité et protection en échange d'un bien, généralement des terres, le fief. Après l'an mil (forme d'écriture pour 1000 au singulier), la féodalité devient le nouveau mode d'organisation sociale et économique.

● Fief

Selon l'étymologie latine, le mot « fief » provient de feodum, à l'origine du mot « féodal »

Ces hommes spécialisés dans l'art de la guerre forment la chevalerie dont les armures mais aussi les mentalités (la littérature courtoise) symbolisent la période médiévale. Autour du château, un système d'exploitation des terres est mis en place où les paysans sont au service du seigneur propriétaire des terres : c'est le système du servage. En échange de la protection seigneuriale, les serfs doivent exploiter les terres du seigneur et lui payer un certain nombre de taxes (lors des successions, usage du moulin, etc.). Les droits féodaux organiseront ainsi la société et l'économie française jusqu'à leur abolition, lors de la célèbre nuit du 4 août 1789.

Les Carolingiens laissent la place aux Capétiens

C'est au milieu de ces désordres et transferts de pouvoir que va en fait naître la dynastie capétienne. Les Capétiens s'imposent au début par leurs exploits militaires. C'est le cas de Robert le Fort et de son fils Eudes qui assurent la défense de Paris contre les raids normands au IXe siècle. Eudes prend même temporairement le pouvoir, mais le restitue à sa mort au Carolingien légitime. La dynastie capétienne va patiemment attendre son heure pendant encore un siècle puis s'imposer par la branche aînée, puis par les branches cadettes, pendant huit siècles, jusqu'en 1848.

Trois siècles de Capétiens directs : 987-1328

- Hugues Capet

Louis V, le dernier des Carolingiens, meurt jeune. Hugues Capet, duc puissant et influent, va profiter de cette vacance du pouvoir pour s'emparer de la couronne. Comme Clovis, il est soutenu par l'archevêque de Reims. Il faut dire que son domaine englobe les abbayes les

© Groupe Eyrolles

plus puissantes, parmi lesquelles Saint-Martin de Tours, dont la relique sacrée, la cape de saint Martin (l'évangéliste de la Gaule), est à l'origine du nom « Capet ». On a tort de railler le domaine capétien de l'époque comme on peut le lire parfois. Certes de taille encore modeste, le domaine capétien couvre l'Île-de-France jusqu'à l'Orléanais mais, à l'époque, c'est la région la plus prospère d'Europe. C'est à partir de ce noyau originel que va progressivement se construire le territoire français par l'œuvre des souverains capétiens. Le fondateur de la dynastie, Hugues Capet, est élu prince national en 987 en ayant recherché les faveurs de son électoral. Ce n'est donc pas un coup d'État comme lors de la transition mérovingienne.

La dynastie capétienne qui détient désormais l'autorité royale va mettre encore un siècle à consolider son pouvoir, jouant sur une continuité de père en fils sans interruption. Mais leur prééminence sur les autres seigneurs ne repose que sur l'onction religieuse le jour du sacre : leur autorité est surtout morale. Conjointement, l'art architectural se développe au gré des attentes religieuses ou de prestige pour former un art, plus tard appelé « roman ».

L'art roman s'internationalise

L'art roman apparaît vers 1030. Il se développe ensuite jusqu'au milieu du XIIe siècle. C'est le premier courant artistique qui touche plusieurs pays en même temps : Italie, France, Allemagne, Espagne. L'art roman se caractérise par la sobriété des formes et des arcs en berceau. Les sculptures romanes sur les chapiteaux des colonnes et sur les façades sont de véritables « bibles en images » diffusant les épisodes de la Bible aux populations illettrées.

Le XIe siècle : la croisée des chemins

Alors que la France se féodalise, la Chrétienté entre dans les croisades : huit de ces guerres saintes seront lancées vers l'Orient méditerranéen entre le XIe et le XIIIe siècle. En 1095, sous l'impulsion du pape français Urbain II et de Pierre l'Ermite, la première croisade est organisée pour délivrer Jérusalem prise par les Turcs musulmans. Les Français s'y illustrent de manière éclatante avec Godefroi de Bouillon, canalisant ainsi les forces parfois trop remuantes des seigneurs féodaux qui ne parviennent pas à respecter « la trêve de Dieu », instaurée par l'Église pour contenir leur agressivité. Pierre l'Ermite dirige la croisade des pauvres gens, les « guenilleux ». La France acquiert lors de cette croisade un grand prestige international. Cet élan religieux a alors des conséquences inattendues : le renforcement de la bourgeoisie des villes, chargée d'équiper les seigneurs partant en croisade et se ruinant pour l'occasion, et le renforcement de la monarchie capétienne.

- Les XIIe et XIIIe siècles : le beau Moyen Âge

La conjoncture économique devient meilleure, la population s'accroît, de nouvelles terres sont conquises grâce au défrichement, le servage recule. Une bourgeoisie émerge, hostile à la féodalité. Les artisans et ouvriers s'organisent en corporations qui, regroupées, forment des communes libres, affranchies des droits féodaux. Les villes et les foires se développent comme en Champagne où les foires de Troyes, Bar-sur-Aube, Provins et Lagny attirent marchands allemands et italiens. L'activité économique est en pleine expansion. Parallèlement, la politique capétienne commence progressivement à fonder l'État en luttant contre les féodaux rebelles. Le premier roi de grande envergure est Louis VI le Gros (1108-1137) accompagné de son conseiller, l'abbé Suger, l'initiateur du rêve gothique.

L'art gothique : élévation et lumière

Dans son abbaye de Saint-Denis, l'abbé Suger est le premiers à adopter ce nouveau style architectural, conscient de l'impact visuel créé par l'espace et la lumière. L'art gothique se développe depuis le Bassin parisien et va rayonner en Europe jusqu'au XVIe siècle. Il se caractérise par l'adoption de la voûte en croisée d'ogives et des arcs-boutants qui permettent l'élévation des édifices et le percement des murs. L'art du vitrail peut alors s'épanouir dans toute sa splendeur.

Cependant, le fils de ce roi manque de tout compromettre en épousant puis en répudiant Aliénor, l'héritière du duché d'Aquitaine ; cette dernière se remarie alors en 1152 avec son rival politique, le duc de Normandie et comte d'Anjou, Henri Plantagenêt, qui devient deux ans plus tard roi d'Angleterre (Henri II). Elle emporte avec elle ses possessions d'Aquitaine qui échappent alors à l'autorité capétienne pour trois siècles. La France se trouve ainsi coincée entre l'Empire et l'Angleterre qui, en France, détient désormais l'Aquitaine et la Normandie. La future guerre de Cent Ans est en germe dans les ambitions et les rancœurs franco-anglaises.

© Groupe Eyrolles

La pérennité de la monarchie capétienne va être assurée par une série de trois grands rois capétiens qui vont poursuivre le renforcement du pouvoir royal, chacun étant le grand-père du suivant : le premier est Philippe Auguste, le second, son petit-fils Saint Louis, et le troisième, Philippe IV le Bel.

1180-1223 : Philippe Auguste donne de l'envergure à la royauté

Philippe Auguste (1165-1223) lutte un moment contre les visées de Richard Cœur de Lion, le fils d'Aliénor, puis contre le frère de celui-ci, Jean Sans Terre. Grand conquérant, acteur actif des croisades, Philippe Auguste reprend la Normandie et s'illustre surtout à la bataille de Bouvines (1214), où l'armée du roi de France vainc la coalition formée par le roi d'Angleterre Jean Sans Terre et l'empereur germanique Othon. Fait notable : cette bataille cristallise un moment de rassemblement des Français autour de leur roi, balbutiement d'une forme de sentiment national. Le territoire national se doit également d'avoir une capitale. Le choix se porte sur Paris, où Philippe Auguste décide d'installer le pouvoir royal. La cité, avec ses 100 000 habitants, est alors la plus grande ville de la Chrétienté. À cette fin, il amorce la construction du château du Louvre, installe à Paris le trésor et les archives royaux et initie un programme d'embellissement par le pavage des rues et la construction de la cathédrale Notre-Dame.

Les Cathares éradiqués

Du XIIe au XIIIe siècle, les Cathares (les purs) sont un des premiers mouvements religieux à critiquer les mœurs de l'Église catholique, ce qui inquiète les pouvoirs en place. On les appelle aussi « Albigeois », Albi étant un important foyer cathare. Toutes les instances religieuses sont convoquées pour lutter contre cette hérésie du Sud de la France : des franciscains aux dominicains (ordres mendiants fondés au XIIIe siècle, chargés de la reconquête des consciences), en passant par l'évêque romain de Toulouse. C'est à l'occasion d'un massacre à Béziers, au début de la croisade contre les Albigeois, que le légat (émissaire) du pape aurait dit : « Tuez les tous, Dieu reconnaîtra les siens ! » Ce n'est que sous les successeurs de Philippe Auguste que s'éteint cette hérésie contre laquelle sont créés les tribunaux d'inquisition.

1226-1270 : Louis IX offre un saint aux Capétiens

Sous le règne de Louis IX (1214-1270), la France atteint une période faste avant les grandes pestes du siècle suivant. C'est le siècle doré de Saint Louis qui a marqué l'imaginaire populaire, période à laquelle les Français se référeront lors des périodes sombres. Très pieux, le roi Louis IX établit son prestige lors de sa participation à la 7e et à la 8e croisade, au cours de laquelle il trouve la mort à Tunis, victime du typhus ou de la dysenterie. Son règne, bien connu par le chroniqueur Joinville, est marqué par son souci d'équité. Il rend lui-même la justice sous un chêne du bois de Vincennes et réforme les institutions judiciaires, montrant ainsi la suprématie de la justice royale sur les justices seigneuriales.

Le prestige de Louis IX s'accroît quand il se met à soigner ses compagnons malades et à laver les pieds des lépreux. Il faut noter également que son règne voit la première régence d'une reine de France, en l'occurrence sa mère, Blanche de Castille, qui assume le pouvoir au cours de son enfance ou lors de ses expéditions en Terre sainte. Le programme de prestige de la capitale est poursuivi avec la construction de la Sainte Chapelle et surtout de la Sorbonne, première université française. Le règne de Saint Louis constitue un tournant pour la monarchie des Capétiens car, par sa stature, le souverain a su s'imposer à ses vassaux. Sa piété amène le respect de tous. Il est d'ailleurs canonisé en 1297 et devient, pour l'histoire, Saint Louis.

1285-1314 : Philippe le Bel, un roi autoritaire

Au début du règne de Philippe IV le Bel (1268-1314), l'économie est en pleine prospérité

et la démographie est en hausse. Philippe IV le Bel dote la France d'une solide administration, et s'entoure de conseillers compétents. Ce roi n'est pas enclin à la guerre et préfère négocier des alliances matrimoniales, comme celle de sa fille Isabelle avec le roi d'Angleterre Édouard II, ce qui s'avérera être une fâcheuse initiative. C'est lui qui, par souci d'argent, réunit les premiers états généraux du royaume en 1302, chargés de consulter les représentants des trois ordres : le clergé, la noblesse et la bourgeoisie. Ceux-ci joueront plus tard, lors de la Révolution française, un rôle-clé. Le roi est aussi à l'origine du Parlement, chargé de la justice royale, institution dont on reparlera longuement au XVIIIe siècle. Cette politique royale de prestige nécessite toujours plus d'argent et Philippe IV tente par tous les moyens de remplir les caisses du Trésor. C'est ainsi qu'il décide de saisir les biens des Juifs de France et de les expulser du royaume. Ensuite, engagé dans un bras de fer politique avec la papauté de Rome,

© Groupe Eyrolles

il impose un Français à la tête de l'Église catholique : Clément V. Le nouveau pape, s'installe alors à Avignon, ce qui place la papauté sous l'autorité directe du roi de France.

L'ordre des Templiers

Le nouveau pape ferme les yeux sur la destruction du riche ordre des Templiers, fondé par des moines chevaliers pendant les croisades. Cet épisode a fortement marqué les esprits et donnera plus tard naissance à la légende de la malédiction envers la dynastie capétienne proférée par le grand maître des Templiers, dans les paroles du bûcher, contre toutes les générations de la dynastie.

• La guerre de Cent Ans : premier acte

Cette branche aînée des Capétiens s'éteint avec les trois fils de Philippe le Bel. Ils meurent tous sans descendance mâle, ce qui pose, en 1328, le grave problème de la succession des Capétiens directs.

Arbre généalogique de la transition des Capétiens directs aux Valois

Le trône est alors proposé à une branche cadette des Capétiens, les Valois, dont le premier roi est Philippe VI. Le rideau se déchire alors sur la guerre de Cent Ans, née de la contestation de cet héritage par le roi d'Angleterre, Édouard III, unique Capétien direct légitime. En 1337, fort de son droit, ce petit-fils de Philippe le Bel ose revendiquer la couronne de France. Les résistances françaises qui vont se déployer autour du roi Valois sont le signe de l'émergence d'une conscience nationale, construite par et autour de l'État capétien.

Une même guerre pour six rois de France !

Cette guerre n'a bien entendu pas duré cent années consécutives, et même un peu plus. De 1338-1475, six rois de France doivent s'atteler à la défense du royaume contre les Anglais. La lutte entre les deux partis rivaux va varier en intensité, égrainée de trêves de plusieurs années, en fonction de nombreux facteurs : changements politiques, peste, etc. La première phase de la guerre correspond aux années 1338-1364, quand les rois Philippe VI puis Jean II le Bon s'appuient sur la noblesse pour lutter contre les Anglais. Cette guerre aux exploits chevaleresques manque cependant de coordination et donne l'avantage aux Anglais, si bien que le roi de France Jean le Bon est capturé lors de la bataille de Poitiers en 1356, malgré l'intervention de son jeune fils de 14 ans, Philippe. Celui-ci y gagnera le titre de « Hardi », et le duché de Bourgogne, pour avoir soutenu son père courageusement dans la mêlée en lançant les célèbres exclamations : « Père, gardez-vous à droite ! Père, gardez-vous à gauche ! » L'échec est maintenant consommé : les Anglais occupent une grande partie de la France à l'avènement de Charles V.

© Groupe Eyrolles

Partie II

Le XVe siècle
(1364-1498) :
un siècle charnière

Survol du siècle

Le XVe siècle est une période riche en événements : •n de la guerre de Cent Ans entre la France et l'Angleterre, découvertes de l'imprimerie et de l'Amérique, chute de l'Empire romain d'Orient, naissance de l'humanisme, début de la Renaissance en Italie, mise en place de l'État et de l'idée nationale en France, etc. Autant de moments fondateurs pour l'Europe et pour la France.

Situé entre un long Moyen Âge et le beau XVIe siècle de la Renaissance, ce siècle n'est donc pas une simple transition ; c'est une période de fécondation politique et culturelle portée par des personnages hauts en couleur : Jeanne d'Arc, Louis XI, Jacques Cœur en France, Christophe Colomb, Gutenberg, Van Eyck, pour en citer quelques-uns. Pour le décrire dans son unité de sens, il est indispensable d'englober le règne de Charles V, petit-•ls de Philippe VI de Valois, et de faire débuter cette période en 1364.

Pour saisir les enjeux de la guerre de Cent Ans, il faut d'abord se rappeler ce que représente concrètement le royaume de France. Il découle, on l'a vu, du partage en trois parties de l'empire de Charle•magne lors du traité de Verdun (843). Le royaume de France correspond à la partie occidentale de ce partage. Seule l'acquisition du Dauphiné (région de Grenoble), au XIVE siècle, a agrandi de manière signi•cative le territoire royal. Le serment prêté au roi de France est l'hommage « lige », l'hommage suprême de la pyramide des liens de vassalité. Or, aux XIVE et XVe siècles, le lien d'homme à homme a disparu avec l'hérédité des •efs, mais la prééminence du roi a subsisté. Pour cette raison, les rois d'Angleterre doivent prêter allégeance au roi de France pour la posses•sion de leur duché français d'Aquitaine, hérité de la volte-face matri•moniale de la reine Aliénor au XIIe siècle. Le refus de soumission au roi de France est l'une des raisons qui a poussé le roi anglais, Édouard III, à revendiquer la couronne de France en tant que petit-•ls de Philippe le Bel. En 1364, la guerre de Cent Ans a déjà débuté depuis vingt-sept ans.

Filigrane chronologique : 1364-1498

En France À l'étranger

Charles V le sage (1364-1380) marié à Jeanne de Bourbon

1364-1372 2e phase de la guerre de Cent Ans commencée en 1337 (début de la 1re phase)

1375-1377 Trêve entre la France et l'Angleterre. Ravage du pays par les mercenaires désœuvrés.

1378-1380 Reprise de la guerre. Victoires françaises sur les Anglais. Grand schisme de la papauté.

Charles VI le fou (1380-1422) marié à Isabeau de Bavière

1392 Faiblesse du pouvoir royal liée à la folie du roi de France. Rivalité entre Armagnacs et Bourguignons (oncles du roi).

1407 Assassinat de Louis d'Orléans : début de la guerre civile Armagnacs-Bourguignons.

1415 Défaite d'Azincourt

1420 Traité de Troyes favorable aux Anglais. Création des foires de Lyon

.../...

© Groupe Eyrolles

En France À l'étranger

Charles VII (1422-1461) marié à Marie d'Anjou

1429 Intervention de Jeanne d'Arc. Siège d'Orléans. Sacre de Charles VII à Reims. Sacre de Charles VII à Reims

1440 Révolte noble contre le roi (Praguerie)

Vers 1450 Découverte de l'imprimerie

1453 Bataille de Castillon. Guerre de Cent Ans Prise de Constantinople

Louis XI (1461-1483) marié à Marguerite d'Écosse puis à Charlotte de Savoie

1465 Révolte contre le roi : guerre du Bien Public

1475 Traité de Picquigny : •n of•cielle de la guerre de Cent Ans

1477 Annexion de la Bourgogne

Charles VIII (1483-1498) marié à Anne de Bretagne

1483 Régence d'Anne de Beaujeu (roi encore enfant)

1491 Mariage de Charles VIII avec Anne de Bretagne

1492 Prise de Grenade Découverte de l'Amérique

1494 Début des guerres d'Italie

1498 Mort accidentelle du roi, sans héritier mâle, interrompant provisoirement le rêve italien

LA FRANCE DE JEANNE D'ARC ET CHARLES VII

«Royaume de Bourges»: territoires fidèles à Charles VII Duché de Bourgogne Domination anglaise Frontières du Royaume de France Frontières actuelles de la France

© Groupe Eyrolles

Chapitre 1

Les Français au XVe siècle

Le règne de Charles V : 1364-1380

Le règne de Charles V commence dans la guerre et se stabilise par la gestion intelligente d'un roi particulièrement instruit et soucieux de promouvoir la royauté.

Charles V le sage (1338-1380) : un roi intellectuel et mécène

Son règne débute sous de mauvais auspices : la peste et la guerre font rage. Charles V, de faible constitution physique, va néanmoins réhabiliter la royauté en s'entourant de conseillers compétents et de livres manuscrits qui vont lui permettre d'élargir sa vision du monde. Très conscient de son rôle, il s'attache à l'image que doit donner un roi à son peuple. Il n'hésite pas, dans un contexte difficile, à dépenser pour le mécénat et le faste royal. Il remet en question la tactique adoptée par ses prédécesseurs et décide de mener une guerre conduite par des chefs reconnus pour leurs compétences plus que pour leurs titres, comme Bertrand Du Guesclin. Le pays en ressort victorieux, les Anglais sont repoussés. Pour magnifier le rôle de ses chefs de guerre, Charles V les enterre pour la première fois dans une nécropole dédiée aux rois de France : la basilique de Saint-Denis. Nous lui devons les prémices de l'organisation administrative et le principe de bibliothèque nationale.

© Groupe Eyrolles

• Mécène

Le mot vient du nom de Mécène, conseiller du premier empereur romain, Octave Auguste, protecteur des grands poètes romains comme Horace ou Virgile. Le mécène est ainsi une personne riche et puissante qui protège les écrivains, les artistes et les savants.

• 1364. Un royaume vacillant

En 1364, quand le roi Charles V prend la tête du royaume de France (12 millions d'habitants), celui-ci est affaibli sur tous les plans : militaire, politique, démographique. Les Français ont subi de cuisantes défaites contre les Anglais dès le début de la guerre de Cent Ans, et le roi Jean le Bon a été emprisonné pendant quatre ans en Angleterre. En outre, le pouvoir royal et la noblesse ont été contestés lors des grandes révoltes du Bassin parisien en 1358, tandis que Paris se soulevait autour du puissant prévôt des marchands Étienne Marcel, mettant en danger le dauphin.

• Dauphin

Titre de l'héritier de la couronne de France auquel est confié le territoire du Dauphiné.

Charles V est justement le premier dauphin de l'histoire. Le dernier sera le comte d'Angoulême, fils de Charles X, dauphin de 1824 à 1830.

La démographie est considérablement touchée après deux vagues de peste au cours desquelles ont péri, dans les 30 dernières années, un tiers des sujets du roi de France ! L'autorité royale est donc, partout, remise en cause. Le seul acquis du règne précédent est la création du franc en 1360, qui permet le retour à la stabilité monétaire. Voilà donc un héritage bien difficile à assumer pour le nouveau souverain !

Le franc

Créé en 1360, le franc disparaît à la fin du XIVe siècle au profit de l'écu d'or, avant de réapparaître sous la Révolution et sous le Consulat de Napoléon Bonaparte avec la création du franc germinal. Le franc restera la monnaie française jusqu'à sa substitution par l'euro en 1999.

- 1364-1380. La guérilla

Le royaume de France est plongé dans la guerre de Cent Ans depuis 1337. Une fois au pouvoir, Charles V envisage de mener le combat contre l'Angleterre par petites unités. Il recrute des soldats (rémunérés par une solde) et met à leur tête le courageux et compétent maréchal Du Guesclin. Le résultat est probant. À la fin de son règne, l'emprise anglaise recule. Toutefois, les luttes constantes, sous forme de guérillas, ravagent les campagnes, désormais repliées autour des châteaux protecteurs.

© Groupe Eyrolles

1337-1475 : la guerre de Cent Ans

La guerre de Cent Ans n'est pas une guerre de religion mais une guerre pour motifs dynastiques : le roi d'Angleterre réclame la couronne de France. En réalité, cette guerre n'a pas duré cent années consécutives sur la période 1337-1475 : la lutte entre les deux partis rivaux varie en intensité selon les périodes, égrainée de trêves de plusieurs années, en fonction de nombreux facteurs : changements politiques, pestes... La guerre de Cent Ans commence sous le règne de Philippe VI pour se terminer politiquement par un traité sous celui de Louis XI, en 1475. Avec Philippe VI, les Valois prennent le pouvoir jusqu'en 1588 avant de laisser la place à une autre branche des Capétiens, les Bourbons, avec Henri IV.

- 1374. La loi salique : un roi de France anglais, jamais !

Pour empêcher la succession légitime des héritiers anglais au trône du royaume de France, la loi salique est déterrée d'un vieux code de loi des Francs du VI^e siècle : elle permet aux rois français d'écarter les femmes et surtout leurs descendants du trône, en l'occurrence Jeanne, fille de Louis X le Hutin, et Isabelle, la mère du roi d'Angleterre Édouard III (voir généalogie p. 29).

Le royaume de France menacé par les héritiers anglais

Afin d'écarter les prétentions du roi d'Angleterre, les fils d'Isabelle, les juristes avaient été convoqués pour légitimer les Valois sur le trône en écartant les femmes. La loi salique est donc une prétendue loi coutumière servant des intérêts exclusivement opportunistes. La France rompt là avec une pratique partout en usage : le règne épisodique de femmes (entre 1350 et 1450, 12 % des successions se font au profit de femmes dans 18 pays européens). La loi salique est importante du point de vue de la construction de l'État en France car elle contribue à construire un droit public proprement national.

- 1378. Le Grand Schisme de l'Église

Sous la pression du peuple romain, un Italien est élu pape en avril 1378 à l'issue d'un conclave mouvementé. C'est le premier pape italien après une série de sept papes français, qui siégeaient depuis le début du siècle à Avignon. Mais ce nouveau pape, appelé Urbain VI, se révèle trop autoritaire et s'attire l'hostilité des cardinaux, majoritairement français. Ceux-ci élisent alors un autre pape, français, Clément VII, qui s'installe à Avignon. Le Grand Schisme de l'Église s'instaure : deux papes s'opposent désormais. L'un est à Rome, soutenu par l'Angleterre et l'Empire ; l'autre réside à Avignon, protégé par la France. Ce bicéphalisme de l'Église ne prendra fin qu'en 1417, lorsqu'un pape unique siégera de nouveau à Rome.

- Conclave

Réunion des cardinaux à Rome chargés d'élire le nouveau pape.

Le règne de Charles VI : 1380-1422

La France est déstabilisée pendant plus de quarante ans par la démence de son roi. La guerre avec l'Angleterre reprend. La confusion est renforcée par une guerre civile mais, fait intéressant, l'institution royale tient bon malgré la folie du roi. Ceci prouve que la royauté est bien ancrée dans les esprits, au-delà même des capacités du roi qui l'incarne.

Charles VI (1380-1422) : le pouvoir royal déstabilisé par la folie

Fils de Charles V, Charles VI ne peut être un roi à la hauteur de son père car il devient fou très jeune, en 1392, lors d'une guerre brève en Bretagne. Cette folie intermittente, et de plus en plus grave, ouvre le champ à toutes les ambitions, celles de son frère Louis d'Orléans, de ses oncles et de ses cousins. Même sa femme, Isabeau de Bavière, joue un rôle dans cette confusion générale en prenant d'abord parti pour Louis d'Orléans puis pour les Anglais. Sa folie le rend particulièrement dépendant de son entourage. Sous

influence, il désigne comme successeur son petit-fils, Henri VI d'Angleterre.

- 1415. Azincourt, anatomie d'une défaite

Débarqué en août dans la baie de Seine, Henri V d'Angleterre vient réclamer ses droits à la couronne de France. La rencontre décisive a lieu le 25 octobre 1415 près d'Azincourt, sur le plateau d'Artois. Ce nom reste, pour les Français, synonyme d'une des plus grandes défaites de l'histoire militaire du pays. En effet, contre toute attente, 6000 Français périrent face à une armée très inférieure en nombre. L'intelligence stratégique des Anglais consiste à mettre, pour la première fois, les archers, hommes du peuple, en première ligne. C'est là un bouleversement des mentalités chevaleresques. L'affrontement a lieu sur un champ pluvieux, boueux et étroit. Selon la tradition, mille

© Groupe Eyrolles

chevaliers, tous grands noms de la noblesse française, sont en première ligne, lourdement armés, mais ils échouent face aux archers anglais habilement retranchés derrière des pieux. Cette victoire, gagnée par les hommes du peuple, marque la fin de la grande époque chevaleresque. La reine Jeanne de France est tuée ou prisonnière. Le cousin germain du roi, le duc Charles d'Orléans, restera prisonnier pendant 25 ans en Angleterre où il produira les premiers grands poèmes de notre littérature.

- 1407-1436. Un roi fou : partie d'échecs entre Armagnacs et Bourguignons

Même si la guerre contre les Anglais connaît une période d'accalmie au début du règne de Charles VI, la folie du roi exacerbe les ambitions. Le nouveau duc de Bourgogne, Jean sans Peur, favorable aux Anglais, s'oppose à son cousin Louis d'Orléans qu'il fait assassiner en 1407. C'est le début d'une guerre civile d'une grande violence conduite par Bernard d'Armagnac, beau-père de Charles d'Orléans. Le duc de Bourgogne est à son tour assassiné en 1419. Après les assassinats des deux rivaux, la France se divise en deux clans pendant une quinzaine d'années. D'un côté, il y a le dauphin soutenu par les Orléans-Armagnacs, et de l'autre, le nouveau duc de Bourgogne, allié aux Anglais.

- Armagnacs

Français favorables au dauphin, le futur Charles VII (les Orléans font partie des Armagnacs).

Les deux partis s'opposent à l'ombre de l'alliance anglaise jusqu'en 1436, date à laquelle le duc de Bourgogne signe une paix séparée avec le roi de France. Le cas de cette Bourgogne rebelle démontre le danger des terres appelées « apanages », offertes par les rois de France à leurs enfants. C'est à ce dysfonctionnement que s'attaquera plus tard Louis XI dans sa lutte contre le duc de Bourgogne, n'ayant cessé d'annexer cette enclave pour unir le royaume.

- Apanage

Territoire donné aux cadets des rois de France et détaché de la couronne jusqu'à ce que la lignée de la branche cadette n'ait plus d'héritier. Le grand distributeur de terres apanagées est Jean le Bon : c'est lui qui donne la Bourgogne à son fils Philippe le Hardi. Il crée ainsi des raisons de soucis aux futurs rois de France.

- 1422. Le roi est mort, vive l'État !

Novembre 1422 à Paris. Le roi Charles VI vient de mourir. Le cortège funèbre traverse la capitale. Sur le cercueil est placé un mannequin représentant le roi de France vivant et portant les regalia, symboles de la royauté remis lors du sacre. Le fait est nouveau mais porteur d'un sens politique important : désormais, à côté du corps physique du roi défunt, est exposée une effigie du roi censée symboliser la continuité de la fonction royale. C'est la théorie du « double corps du roi » renforçant le processus de formation de l'État.

Le règne de Charles VII : 1422-1461

Le roi, mis en confiance par Jeanne d'Arc, dirige le royaume avec efficacité en s'entourant de gens compétents. Mais il contrôle difficilement les révoltes permanentes de la noblesse auxquelles participe son fils, le futur Louis XI.

Charles VII (1403-1461) : obligation de légitimité dans une monarchie de droit divin

Charles VII va s'imposer progressivement au cours de son règne. D'abord abandonné par une partie de la France, il doit son salut au soutien des régions du Sud et à l'intervention de Jeanne d'Arc. Elle va lui apporter la dimension religieuse manquant à son statut de prétendu bâtard. En effet, la propre mère du roi conteste sa légitimité, situation extrême dans une monarchie de droit divin ! Jeanne d'Arc va lui rendre son honneur en galvanisant les armées en déroute, en proclamant un message divin de légitimité et en favorisant son sacre. Charles VII est ainsi le roi qui termine avec succès la partie militaire de la

guerre de Cent Ans par la reconquête de l'Aquitaine, aux mains des rois d'Angleterre depuis le mariage d'Aliénor d'Aquitaine au XIIe siècle.

- 1422. Le Royaume dans la confusion

Charles VI et Henri V d'Angleterre meurent la même année, en 1422. Un conflit dynastique s'ensuit. Deux candidats sont alors reconnus par les partis adverses : les Armagnacs/Orléans soutiennent l'héritier officiel, Charles VII, roi de Bourges, tandis que les Bourguignons soutiennent Henri VI, un enfant d'un an, fils d'Henri V, représenté par son oncle, le duc de Bedford.

© Groupe Eyrolles

- 1428-1429. Le siège d'Orléans : naissance d'un mythe

Orléans, par sa position stratégique à la jonction entre la vallée de la Loire et le Bassin parisien, est une cité prospère et convoitée, affaiblie par l'emprisonnement de son duc, Charles (le prince poète). Alors que les Anglais sont retranchés autour de la ville et y siègent depuis octobre 1428, Jeanne d'Arc et l'armée de renfort arrivent à Orléans le 29 avril 1429. En une semaine seulement, Orléans est conquise après des assauts victorieux, dont celui des Tourelles qui est un épisode célèbre : Jeanne est blessée par une bêche (elle avait prédit cette blessure) mais repart courageusement au combat. Le mythe de Jeanne d'Arc naît ainsi sur les rives de la Loire. En effet, une fois réalisée sa première prophétie – la libération d'Orléans –, la « Pucelle d'Orléans » impose le sacre à Reims à un Charles VII encore hésitant, mais désormais en confiance. La poétesse Christine de Pisan traduit le nouvel espoir du royaume : « L'an mil quatre cent vingt et neuf/reprit à luire le soleil. »

Jeanne d'Arc (1412-1431) : une légende nationale

Jeanne d'Arc est femme, sainte et mythe à la fois. Comment une jeune lorraine illettrée de 17 ans a-t-elle pu parvenir à renverser le cours de la guerre de Cent Ans par sa seule foi et son attachement national ? Jeanne prétend très jeune entendre les voix de sainte Catherine, de sainte Marguerite et de saint Michel. Ils lui commandent d'aller rencontrer le dauphin pour l'aider à bouter (« expulser » en ancien français) les Anglais hors de France. Jeanne part alors à la cour de Charles VII pour réaliser quatre objectifs : délivrer Orléans, faire sacrer le dauphin à Reims, libérer Paris et ramener le duc d'Orléans prisonnier des Anglais en France.

La célèbre rencontre entre le roi et Jeanne a lieu à Chinon, en février 1429. Cet épisode fameux est réel ou symbolique : elle reconnaît le dauphin dissimulé parmi les courtisans alors qu'elle ne l'avait jamais vu auparavant. Une enquête est alors menée par l'Église afin de vérifier sa qualité de prophétesse et sa virginité ; ce second critère est particulièrement important dans la culture chrétienne, soucieuse de pureté et de moralité. Reconnue comme telle, la « Pucelle » arrive à point nommé pour sortir le roi d'une situation de crise aiguë.

À cette fin, elle reconquiert Orléans et fait sacrer Charles VII à Reims. Devenue gênante, Jeanne est progressivement abandonnée par le roi, mais elle continue de mener des actions militaires de moindre envergure. Le 23 mai 1430, elle est faite prisonnière à Compiègne puis livrée par les Bourguignons aux Anglais. La dernière phase de sa vie a lieu à Rouen où le clergé pro anglais l'accuse d'hérésie. Condamnée comme sorcière et hérétique, elle est brûlée le 30 mai 1431.

Le mythe de la Pucelle se répand dans tout l'Occident médiéval. Au XIXe siècle, les républicains en font l'une des principales figures de l'Histoire de France, louant son patriotisme quand les catholiques admirent sa piété. La figure de Jeanne d'Arc est souvent utilisée pendant la Première Guerre mondiale, même si l'ennemi n'est plus anglais mais allemand ; l'image de la Pucelle, très célèbre à l'étranger, sert notamment à lancer des emprunts aux États-Unis. À l'issue de ce conflit, Jeanne est canonisée (1920). Aujourd'hui, l'image de Jeanne d'Arc est récupérée par l'extrême droite en raison de ses valeurs de foi et de patriotisme.

- 1429. Un sacre très symbolique

Grâce à Jeanne d'Arc, le dauphin Charles est sacré roi de France à Reims, comme tous ses prédécesseurs depuis le XIe siècle. Il prend alors le nom de Charles VII. Certes, le sacre ne fait plus les rois comme par le passé. Toutefois, le rituel du sacre, par son faste et sa symbolique, est à même de conférer au dauphin la légitimité nécessaire face au prétendant anglais. La cérémonie est codifiée, mais la guerre de Cent Ans trouble un peu le bel ordonnancement.

Le roi de Bourges devient roi de France

Le dimanche 17 juillet 1429, la cérémonie commence par le traditionnel serment du roi, jurant protection à l'Église et paix, justice et miséricorde au peuple. Le roi reçoit alors les regalia, symboles du pouvoir royal entreposés à Saint-Denis, alors sous contrôle anglais (des copies sont utilisées pour le sacre de Charles VII). Pour justifier cet artifice, on inventera plus tard une légende : les regalia auraient été enterrées et défendues par Dieu contre les Anglais, puis portées au roi en 1418 par un moine. Roi chevalier, Charles VII reçoit d'abord les éperons d'or et l'épée protectrice de l'Église. Sa tête et les sièges de la force (poitrine, épaule, bras) sont oints par quelques gouttes d'huile sainte. Le roi reçoit ensuite les autres insignes royaux : anneau (alliance du roi et de l'Église), sceptre (symbole de la toute-puissance) et main de justice. Enfin, l'archevêque bénit la couronne (3,7 kg !) puis la place sur la tête du nouveau souverain. Plus tard, le roi part toucher des écrouelles (tumeurs ganglionnaires liées à la tuberculose) car, selon la légende, les rois de France légitimes auraient le pouvoir de guérir les écrouelles par simple imposition des mains.

© Groupe Eyrolles

- 1438. La naissance d'une Église nationale

En 1438, le roi Charles VII promulgue « La pragmatique sanction de Bourges », document réglant les affaires de l'Église de France. La pragmatique sanction supprime notamment les taxes pontificales sur l'Église de France, confère au roi le rôle de nommer les principaux dignitaires ecclésiastiques (évêques, abbés) et renforce les libertés de l'Église de France vis-à-vis de l'autorité du pape. Ce texte est l'un des fondements du gallicanisme, doctrine cherchant à renforcer l'autonomie du clergé français vis-à-vis de l'autorité romaine. Bien que condamnée par le Pape, la Pragmatique sanction organise l'Église de France jusqu'au Concordat de Bologne de 1516.

- Gallicanisme

Ce mot, formé à partir du mot « Gaule », évoque l'indépendance de l'Église de France à l'égard de la papauté.

- 1439. L'impôt et l'État

La création d'un impôt permanent et national est liée à la construction progressive de l'État-nation en France. En effet, avec la guerre de Cent Ans, les dépenses militaires ont décuplé et l'idée d'une armée permanente s'impose. En outre, la mise en place d'une bureaucratie plus complexe, instituée sous les Capétiens, exige des rentrées d'argent importantes et régulières. Jusqu'alors, l'impôt était accordé par les assemblées des provinces. À partir de 1439, cet impôt « la taille » est levé d'office et exigé par le roi selon le principe de répartition, c'est-à-dire en fonction du revenu. Très rapidement, la noblesse et le clergé en sont exemptés. Désormais, et pour plusieurs siècles, la fiscalité royale pèse uniquement sur le peuple. Pour répondre aux besoins les plus pressants, le roi s'entoure aussi de riches prêteurs comme Jacques Cœur, le premier grand entrepreneur français à la tête d'un empire commercial, qui, au faite de sa puissance, devient une sorte de ministre des finances avant d'être disgrâcié et emprisonné.

L'État en France, une vieille histoire

On date l'origine de l'État en France quelques décennies plus tôt, à la fin du XIVe siècle. Un sociologue allemand, Norbert Elias, a développé une théorie permettant de comprendre le processus de construction de l'État. Schématiquement, la création d'une armée permanente pendant la guerre de Cent Ans a nécessité la création de la taille. Cet impôt est lui-même à l'origine d'une bureaucratie efficace et centralisée chargée de sa collecte et de son utilisation. Cette bureaucratie est composée du parlement de Paris chargé de la justice, de la Chambre des comptes et du Trésor s'occupant des impôts, et de la Chambre des monnaies contrôlant la frappe monétaire. Ces diverses chambres sont relayées en province par une administration locale : baillis, sénéchaux, etc. La royauté tend donc à s'accaparer, à partir de cette époque, le monopole fiscal et le monopole militaire, caractéristiques des États modernes.

- 1440. La Praguerie, un complot au sommet de l'État

La théorie du complot est au XVe siècle une réalité bien concrète tant les révoltes nobiliaires sont courantes. En 1440, plusieurs personnages de premier plan préparent un coup d'État : Jean d'Alençon, un habitué des complots (ancien compagnon de Jeanne d'Arc), Charles de Bourbon, Jean d'Armagnac, Dunois (frère bâtard du duc Charles d'Orléans) et le propre fils du roi, le futur Louis XI. Ce grave complot a pour but d'éliminer le connétable (commandant en chef des armées royales) de Charles VII, Arthur de Richemont, de mettre le roi sous tutelle et de conférer le pouvoir au dauphin. La raison de ce mécontentement est

l'opposition à la volonté du roi de mettre fin aux dévastations des « écorcheurs », ces compagnies de soldats démobilisés, pillards de campagnes, et de contrôler la levée des troupes. Pour les nobles, ce dernier point est très grave, dans la mesure où il constitue une atteinte à leur propre droit de lever, eux-mêmes, une armée. Les comploteurs prennent les armes mais l'armée du roi les repousse ; ils ne sont pas soutenus par les nobles locaux, restés fidèles au roi. Ce coup d'État, appelé « Praguerie », avorte, et Charles VII se maintient au pouvoir.

- Praguerie

Ce nom renvoie aux révoltes d'alors ayant eu lieu à Prague, en Bohême.

Les villes se sont montrées loyales envers le roi, tout comme l'administration que Charles VII a su asservir moyennant quelques avantages financiers. Par ses libéralités, le roi développe une noblesse d'officiers qui lui doivent tout. Une coalition s'effectue entre cette noblesse récente et la bourgeoisie marchande des villes, favorable au roi, contre la noblesse d'origine féodale. La société évolue.

© Groupe Eyrolles

Le règne de Louis XI : 1461-1483

© Groupe Eyrolles

Louis XI prend progressivement de l'assise après ses erreurs de début de règne. Par la négociation voire la manipulation, il va s'imposer et fonder la France dans son territoire élargi par l'annexion de l'apanage de Bourgogne.

Louis XI (1423-1483) : l'artisan du territoire national

Louis XI, élevé loin de son père et de la cour, a développé une personnalité toute particulière. Il reste dauphin pendant une vingtaine d'années ! Roi atypique pour une époque favorable aux rois chevaliers caracolant sur des chevaux piaffants, Louis XI manque d'allure mais dirige le pays selon des critères en avance sur son temps. Peu regardant sur le droit, il évite non sans opportunisme les conflits par la négociation, voire l'achat d'adversaires à sa cause. Il est sans doute le premier roi à posséder une conscience aiguë de la France en tant qu'État, et non plus comme un patrimoine royal personnel, comme l'envisageait Jean le Bon, partageant ses terres entre ses fils cadets. Ayant lui-même autrefois combattu son père, il lutte, une fois roi, contre les dangereux apanages et annexe celui de Bourgogne. C'est pendant son règne que la France gagne la quasi-totalité de son territoire actuel. Le premier dessin des contours de l'État français s'esquisse donc au XVe siècle. Roi gestionnaire, il favorise par ailleurs l'économie en créant un véritable réseau routier, en améliorant la poste et en encourageant les foires commerciales. Il choisit, fait nouveau, de faire des bourgeois les administrateurs du pays, conscient de l'importance d'être servi par des gens qui lui doivent tout.

La figure de Louis XI a gardé une image ambivalente dans notre histoire. À la fois célébré comme l'artisan de l'État moderne, il a subsisté aussi dans les mémoires pour sa cruauté plus légendaire que réelle.

- 1465. Le trône en danger

Louis XI a quarante ans lorsqu'il devient roi à la mort de son père. Par volonté de régner, il précipite son sacre et fait maladroitement acte d'autorité en révoquant les officiers compétents de son père. L'un d'entre eux, ressentant un fort sentiment d'injustice, se déchaîne et soulève une armée contre lui avec l'aide du duc de Bretagne. Le ton est donné, la révolte se met en marche sous l'égide de son propre frère, Charles de Berry, et le futur duc de Bourgogne, Charles le Téméraire. Sans programme précis, cette guerre regroupe les mécontents, officiers du roi Charles VII et nobles. Il s'agit avant tout d'une révolte de principe, mais celle-ci parvient néanmoins à faire trembler le pouvoir d'un roi trop pressé qui n'a pas encore pris ses marques. Louis XI est finalement sauvé par le soutien des Parisiens, les des Bourguignons. Il en tire une leçon cuisante, son trône ayant vacillé en début de règne.

- 1477. La chute du Téméraire

Deux personnalités que tout oppose s'affrontent en cette année 1477. D'un côté, le duc de Bourgogne, Charles le Téméraire, prince lettré et chevalier animé d'une folle ambition et d'une grande impulsivité. De l'autre, le roi Louis XI, gestionnaire hostile à la guerre et viscéralement manipulateur. Charles le Téméraire souhaite agrandir les immenses territoires de Bourgogne par la Lorraine. Renonçant à la force, Louis XI comprend vite l'intérêt de coaliser les mécontents contre le duc et l'impérieuse nécessité de l'isoler.

Il obtient contre subsides le départ de l'allié anglais Édouard IV d'Angleterre. Le Bourguignon, esseulé, est alors encerclé devant Nancy par les Suisses, les Lorrains et les Alsaciens, ralliés par le biais des fiançailles royales. La ville est assiégée. Le corps de Charles le Téméraire est retrouvé le lendemain dépecé par les loups.

La Bourgogne, un État dans l'État

Les ducs de Bourgogne, brillants et riches, férus d'art, exercent à Dijon puis à Bruxelles un véritable mécénat, dont les rois français n'ont ni le goût ni les moyens. Au XV^e siècle, la Bourgogne est une enclave dangereuse au sein de la France : sa puissance économique et culturelle inquiète le pouvoir royal. Louis XI, soutenu autrefois par ses cousins bourguignons, comprend le danger potentiel de cet État dans l'État. La puissance de cet apanage devient encore plus inquiétante après l'annexion de la Flandre et de l'Artois par mariage. De plus, son autonomie absolue permet à la Bourgogne d'être puissante et de s'allier selon son bon plaisir en fonction de la conjoncture. L'obstination de Louis XI pour anéantir cet apanage porte finalement ses fruits : la France récupère la Bourgogne après la mort de Charles le Téméraire. L'héritière du duché, Marie, en épousant le fils de l'empereur d'Allemagne, créera la cause des prétentions futures des Habsbourg sur ces territoires.

© Groupe Eyrolles

• Empire

L'Empire germanique se veut l'héritier de l'Empire romain d'Occident et de l'Empire carolingien de Charlemagne. Théoriquement, l'empereur domine symboliquement le roi de France.

Généalogie des ducs de Bourgogne depuis le don de la Bourgogne en apanage

Philippe

le Hardie le Hardi (1363-1404)

Jean sans Peur Jean sans Peur (1404-1419)

Philippe le Bon (1419-1467) Philippe le Bon (1419-1467)

Charles le Téméraire (1467-1477) Charles le Téméraire (1467-1477)

Marie de Bourgogne Marie de Bourgogne

Le règne de Charles VIII : 1483-1498

Le pouvoir royal est d'abord affaibli par la régence d'Anne de Beaujeu pour s'achever brutalement après un début de conquête italienne, ouvrant la porte à la diffusion de la Renaissance italienne.

• 1483. Anne de Beaujeu : une femme au pouvoir

Louis XI a une grande confiance en l'intelligence de sa fille aînée Anne, laquelle, selon lui, est « la moins folle femme de France ». Comme son seul héritier mâle, Charles VIII, n'a que treize ans, c'est à elle qu'il confie la régence du royaume. Elle doit être épaulée dans cette fonction par son mari Pierre de Beaujeu, un Bourbon. En réaction à l'affaiblissement du pouvoir, les nobles commencent à fomenter des troubles avec le futur héritier du trône, Louis d'Orléans. Le dernier duc de Bretagne s'en mêle aussi. Le couple de Beaujeu réussit à enrayer le conflit et passe le relais à Charles VIII en 1491, lui faisant épouser Anne de Bretagne, seule héritière du duché.

Louis d'Orléans

C'est le fils de Charles d'Orléans (prince poète emprisonné en Angleterre). Louis d'Orléans deviendra roi de France sous le nom de Louis XII, en 1498, après la mort de Charles VIII qui n'a pas d'héritier mâle (il est son plus proche cousin Valois-Orléans). Il épousera alors Anne de Bretagne : le duché restera à la France.

• 1494. Le début des guerres d'Italie

Contrairement à son père soucieux d'éviter les guerres par la négociation, le roi Charles VIII cherche des raisons de guerroyer. Sous le vague prétexte des droits de la maison d'Anjou sur Naples, il se rend en Italie pour récupérer le bien des Angevins. Après une

brève campagne, il est couronné roi de Naples en janvier 1495. Mais la victoire est de courte durée : une coalition d'intérêts et de forces en présence (dont le pape et l'Empereur d'Allemagne) le fait reculer précipitamment et rentrer en France. Sa mort prématurée, quatre ans plus tard, ne lui permet pas de poursuivre son rêve. Les guerres d'Italie vont être récurrentes au cours des règnes suivants.

© Groupe Eyrolles

Vision extérieure : trois puissances en devenir

Le XVe siècle s'achève par une date majeure de l'histoire de l'humanité : 1492. En effet, la découverte de l'Amérique par Christophe Colomb fait entrer l'Europe dans une nouvelle ère. Plus tôt, en 1453, la prise de Constantinople par les Ottomans marque la fin de l'Empire byzantin, héritier de l'Empire romain. Le XVe siècle assiste donc à une double rupture : avec l'Antiquité (période s'étalant de l'invention de l'écriture vers 2000 avant Jésus-Christ à la chute de l'Empire romain d'Occident en 476 après Jésus-Christ) et avec le Moyen Âge (476-1492). En France, la rivalité avec l'Angleterre dans le cadre de la guerre de Cent Ans domine le siècle, mais ce conflit se joue exclusivement sur le territoire national.

• L'Angleterre, une cousine bien envahissante

C'est au XVe siècle que l'Angleterre devient l'ennemi héréditaire de la France, et ce, pour plusieurs siècles. Le territoire anglais est alors réparti des deux côtés de la Manche. La fin de la guerre de Cent Ans, favorable aux Français, précipite l'Angleterre dans la guerre civile : c'est la guerre des Deux-Roses. Celle-ci oppose la maison des Lancastre, dont le symbole est une rose rouge, à la maison d'York, à la rose blanche, et divise le pays de 1453 à 1485. C'est à cette date qu'Henri VII Tudor, héritier des Lancastre, épouse une York, mettant ainsi fin à la guerre et ouvrant la période Tudor. Comme pour la France, le sentiment national anglais s'éveille dans les tourments de la guerre de Cent Ans. Le français, langue des élites depuis la royauté normande, est abandonné au profit de l'anglais, jusqu'alors langue du peuple et des tribunaux.

Le français a laissé des traces en Angleterre

L'héritage français de la monarchie anglaise subsiste encore dans la devise en français de la monarchie, « Dieu et mon droit », renvoyant l'idée que le roi d'Angleterre ne tient son titre que de Dieu. De même, la devise « Honni soit qui mal y pense » de l'ordre de la Jarretière, ordre de chevalerie créé au début de la guerre de Cent Ans, rappelle l'usage du français à la cour d'Angleterre. L'origine légendaire est amusante : après la prise de Calais en 1347, une fête est donnée à la cour. La maîtresse du roi, la comtesse de Salisbury, perd sa jarretière, déclenchant ainsi les rires de l'assistance. Le roi, pour sauvegarder l'honneur de sa maîtresse, aurait alors mis le ruban bleu à son propre genou et prononcé cette future devise avant de faire du ruban le nouveau signe de distinction de la noblesse.

• L'Italie, foyer de la Renaissance

L'Italie est une mosaïque de territoires. Le Nord est dominé par les grandes cités-États enrichies par le commerce et la finance : la république de Venise, le duché de Milan et la république de Florence. Les États de l'Église placent le centre de la péninsule sous l'autorité du pape. Le Sud est possession aragonaise dans le cadre du royaume des Deux-Siciles. L'Italie est alors un vivier intellectuel et artistique majeur : c'est là que sont jetées les bases de la Renaissance et de l'humanisme.

• L'Espagne : de l'unité nationale à l'expansion internationale

Au XVe siècle, l'Espagne n'est pas non plus unifiée. Deux royaumes se partagent la péninsule ibérique : l'Aragon et la Castille. Ces deux royaumes mènent la reconquête de l'Espagne occupée par les Arabes depuis le VIIIe siècle. Au XVe siècle, seul subsiste le royaume musulman de Grenade, vieux de sept siècles, grand foyer intellectuel d'Europe où rayonnent la pensée et les mathématiques arabes. L'unité nationale espagnole est en marche. Les deux royaumes de Castille et d'Aragon sont d'abord réunis par le mariage d'Isabelle de Castille et de Ferdinand V d'Aragon, appelés les « Rois catholiques » en raison de leur politique religieuse intransigeante. C'est sous leur règne qu'est promue l'Inquisition espagnole, le tribunal ecclésiastique chargé de pourchasser les juifs convertis au catholicisme qui pratiquent secrètement leur religion d'origine.

L'Inquisition

Cette institution a été créée au XIIIe siècle par le pape Grégoire IX pour lutter contre toutes les formes d'hérésie selon les normes de l'Église catholique. Il faut donc

distinguer très nettement l'inquisition espagnole qui prend une forme à part et va jouer un rôle très important dans le domaine religieux et intellectuel après le XVI^e siècle.

© Groupe Eyrolles

En janvier 1492, profitant de la faiblesse de caractère du sultan en place, Isabelle de Castille réussit à conquérir définitivement la ville de Grenade. Cette conquête lui apporte des capitaux importants et lui offre les moyens de soutenir le projet utopiste d'un certain Christophe Colomb. Celui-ci découvre par hasard un nouveau continent le 12 octobre 1492, persuadé d'avoir découvert une nouvelle route des Indes. C'est un navigateur portugais, Amerigo Vespucci, qui le premier identifie ces terres comme un nouveau continent. Le nom Amérique est inventé à partir de son prénom.

L'héritage d'une découverte

Aujourd'hui, l'héritage de la découverte de l'Amérique est chaque jour présent dans nos assiettes : patate douce, tomate, avocat, maïs, haricot, ananas, café et cacao sont originaires d'Amérique. Plus généralement, la colonisation européenne de l'Amérique ouvre le processus de conquête du monde par les Européens. En détruisant les civilisations précolombiennes, les Espagnols jettent les bases d'une exportation par la force des valeurs européennes, première pierre dans la construction d'un monde uniformisé.

Chapitre 2

XVI^e : les Français et leur temps

•

Avec la peste pour l'éau...

•

Du manuscrit à l'imprimé : la démocratisation du livre

•

La langue française entre en littérature

Avec la peste pour l'éau...

Les XIV^e et XV^e siècles abritent les grands maux médiévaux : guerre, épidémie, famine. Funeste triptyque qui clôt le Moyen Âge dans la douleur. La peste de 1347-1348, à elle seule, a éliminé un tiers de la population de l'Europe. Les résurgences de peste, sous le règne de Charles V et au XVI^e siècle, avec son lot de famines, retardent la reprise démographique. Ainsi, la population de France passe de 20 millions d'habitants à la fin du XIII^e siècle, à environ 15 millions au milieu du XVI^e siècle.

• Quelle peste ?

La peste est une maladie infectieuse très contagieuse, véhiculée par une puce nichée sur les petits rongeurs, le rat noir en particulier. Deux types de peste coexistent en fonction du mode de pénétration du germe dans le corps humain : la peste bubonique est provoquée par la piqûre de la puce. Des bubons douloureux se forment à l'aisselle, aux aisselles ou au cou, provoquant des maux intestinaux et une hypotension. L'issue est fatale dans 80 à 85 % des cas. La peste pulmonaire est transmise par l'air rejeté par les poumons d'une personne contaminée et pénétrant les poumons d'une autre personne. La mort est alors assurée.

Le choc psychologique et culturel de la peste est énorme et durable. La mort frappe en effet très rapidement, le décès intervenant en trois jours. Imaginons le même taux de mortalité à notre époque : ce serait 150 millions de morts que devrait déplorer l'Union européenne, trois fois plus que les décès liés aux deux guerres mondiales réunies ! Il faut attendre 1720 pour que la peste disparaisse en France avec la dernière épidémie à Marseille.

• Un premier effet de l'internationalisation des échanges

La peste est la résultante de la première grande ouverture sur le monde. À partir du XIII^e siècle, le Moyen Âge a vu le développement des contacts commerciaux entre l'Orient et l'Occident, notamment par l'entremise des commerçants italiens ouvrant des comptoirs en mer Noire, à Constantinople ou au Proche-Orient. La peste entre en France par Marseille, porte d'entrée de l'Europe, et suit les voies commerciales terrestres et maritimes. En

deux ans, toute l'Europe est touchée.

© Groupe Eyrolles

L'organisation de la société médiévale est propice au développement de la maladie. La relative faiblesse des organismes, conséquence de mauvaises récoltes, rend les hommes plus vulnérables. D'ailleurs, la mortalité liée à la peste se surajoute à une mortalité en hausse due aux famines ou aux disettes.

Disette et famine

La disette se distingue de la famine par sa plus faible intensité : seuls quelques aliments viennent à manquer, alors qu'en cas de famine, les ressources alimentaires sont épuisées. Toutefois, la faim fait partie du quotidien des hommes de ce temps.

L'alimentation se compose en effet essentiellement de céréales : le pain de blé, de froment ou de seigle fournit à lui seul plus de la moitié de la ration alimentaire quotidienne. Une mauvaise récolte est, à une époque où l'on cultive ce que l'on consomme, annonciatrice d'une disette. Le pays de Cocagne, un pays fait d'abondance et de profusion alimentaires, est le rêve des hommes de l'époque.

• Ce qu'il ne faut pas faire... ils le font

La promiscuité des hommes et la méconnaissance des principes d'hygiène sont aussi des facteurs de propagation. Ainsi, il est d'usage, dans toutes les couches sociales, de partager le lit avec toute la famille pour se protéger du froid. En outre, les ordures sont jetées un peu partout, sans conscience des effets nocifs. On ne nettoie pas vraiment autour de soi, on « désencombre ». Toutes ces conditions d'hygiène favorisent la diffusion de la peste. La médecine est balbutiante et dans les campagnes, les soins sont prodigués par des guérisseurs ou des sorciers, où concoctions et superstitions sont étroitement mêlées.

La piqûre de puce comme facteur de transmission n'est pas perçue comme telle. Or, les parasites prolifèrent partout. Le danger est donc permanent mais ne provient pas de l'air ambiant comme chacun le croit. Les mesures de lutte sont constamment inadaptées : feux purificateurs, aspersion de parfums forts et de soufre sur les vêtements, port de masques au long bec empli de parfum. Il faudra attendre le XVe siècle pour isoler sérieusement les villes affectées, seul moyen efficace de lutter contre la propagation. Ce sentiment de fragilité face à la peste modifie les mentalités et la conception de la vie pendant cette période.

Toute l'Europe pestiférée ?

Seuls les Hongrois résistent encore et toujours à l'envahisseur bactériologique par leur groupe sanguin ! On sait aujourd'hui que les sangs de type O sont plus vulnérables à la peste. Or, les O sont partout majoritaires à la fin du Moyen Âge sauf en Hongrie où les sangs B sont plus répandus.

• La peste noire, source de toutes les interprétations

Chrétiens, les hommes du Moyen Âge lisent toujours les événements à travers le prisme de la religion. La peste est un fléau, une « plaie » comparable à celle de l'Égypte de l'Ancien Testament. Pour les ecclésiastiques, il est évident que la peste frappe les hommes coupables de cupidité, de luxure et d'orgueil. La religion est invoquée pour expliquer mais aussi pour soigner : on prie saint Roch, saint guérisseur des pestiférés, lui-même victime de la peste, ou saint Sébastien, dont on recherche la protection pour détourner ce que l'on appelle alors les « taches » de la peste. La pénitence est aussi considérée comme un bon moyen de réparer ses fautes. Dans les rues, les processions de flagellants se multiplient pour expier leurs péchés. La peur engendrée par la peste pousse à chercher de supposés responsables, boucs émissaires censés endosser les péchés de toute la collectivité. Les étrangers, les marginaux, les personnes mal intégrées sont les victimes toutes désignées de peurs irraisonnées : Juifs, voyageurs ou lépreux deviennent la cause du mal.

L'ampleur et la rapidité des décès transforment durablement les mentalités occidentales, notamment le rapport avec la mort. Avant le XIVe siècle, la mort s'intégrait naturellement au quotidien. Dans un monde où un nouveau-né sur trois meurt avant l'âge de 5 ans (25 fois plus qu'aujourd'hui), où l'espérance de vie est en moyenne de 30 ans, la mort est présente partout. Mais la puissance foudroyante de la peste et son aspect repoussant changent la donne : les cadavres, devenus noirs, modifient la vision de la mort, associée désormais à la putréfaction et à la dégradation physique du corps.

• Art de la Mort

L'art exprime ces nouvelles conceptions. Ainsi, la fresque du cimetière des Innocents à

Paris, achevée en 1425, lance la vogue des danses macabres. Dans ces peintures, la mort, représentée par un cadavre décharné ou un squelette, invite dans une folle farandole les hommes

© Groupe Eyrolles

et les femmes de tous âges et de toutes conditions sociales. Un texte accompagne souvent la peinture : la mort y parle aux vivants sur un ton accusateur et menaçant.

Dans l'art funéraire, la vogue des transis (transis de vie, c'est-à-dire des trépassés) témoigne également de ces évolutions. Ces sculptures funéraires représentent le défunt en état de putréfaction avancée ! Le médecin de Charles VI, Guillaume de Harsigny, s'est ainsi fait représenter sur des transis, comme on peut le voir au musée de Laon. Le transi du cardinal Lagrange de 1402, exposé au musée du Petit Palais à Avignon, invite quant à lui à faire preuve d'humilité avec la formule « tu seras bientôt comme moi, un cadavre hideux, pâture des vers ». La mort devient désormais le miroir où se reflètent les péchés des hommes.

Les grandes épidémies

Chaque époque possède sa grande épidémie. Le siècle suivant connaîtra la syphilis (mal napolitain pour les Français et mal français pour les Italiens !), apparue en France pendant les guerres d'Italie. On peut aussi citer trois épidémies développées au cours des deux derniers siècles : les épidémies de choléra, survenues régulièrement au XIXe siècle, ont fait plusieurs milliers de victimes, notamment en Provence, comme l'a dépeint Jean Giono dans son roman *Le Hussard sur le toit* ; l'épidémie de grippe espagnole en 1918-1919, forme particulièrement violente de la grippe, a provoqué 30 à 50 millions de victimes dans le monde selon les estimations, dont plus de 400 000 en France ; l'épidémie du sida, apparue à la fin des années 1970, compte déjà plus de 25 millions de morts dans le monde, dont 35 000 en France.

Du manuscrit à l'imprimé : la démocratisation du livre

La culture du Moyen Âge est difficile à imaginer depuis notre univers de profusion de livres. Au Moyen Âge, les livres sont des objets précieux, très coûteux, conservés et protégés au cœur des monastères, des cathédrales, des bibliothèques (appelées librairies), des universités ou par quelques laïques érudits. Seule l'élite sait lire : les clercs, la plupart des nobles et quelques bourgeois. Ainsi, Jeanne d'Arc ne sait pas lire.

• La découverte des textes anciens

Depuis le XIe siècle, époque d'un nouvel élan de la culture, les textes des grands auteurs de l'Antiquité ont été redécouverts et diffusés à partir de manuscrits conservés à Constantinople. C'est ainsi que les idées d'Aristote sur la rotondité de la terre se diffusent dans les milieux cultivés depuis le XIIIe siècle. La religion, la politique et la curiosité intellectuelle influent sur les décisions de copies, de traductions, d'enluminures de manuscrits, tous écrits et reproduits à la main, en un seul exemplaire à chaque fois.

• Le livre, un produit rare et vulnérable

Les manuscrits sont alors copiés par contrats de prêt. Dans ce contexte de rareté du livre, beaucoup d'intellectuels prennent des notes sur les œuvres côtoyées fugitivement, lors d'un voyage par exemple (on se déplace beaucoup dans une Europe où existe une langue commune des élites : le latin). Ces notes de lecture se transmettent précieusement ensuite par héritage. La connaissance en ressort très cloisonnée, souvent de manière régionale ou par secteurs d'activités. Elle dépend des préoccupations des groupes de lecteurs, de leurs moyens financiers, de leurs voyages et de leurs rencontres hasardeuses.

Depuis le XIIIe siècle, les universités comme celle de la Sorbonne, spécialisée en théologie, sont également des pôles de connaissance aux fonds diversifiés, regroupant les textes utiles aux études. Toutefois, le nombre de volumes contenus dans ces bibliothèques reste restreint au regard de notre époque : il n'y a que quelques centaines de livres, le marché du livre répondant à des besoins encore limités. Des ateliers de copistes, traducteurs et enlumineurs laïques prennent le relais des

© Groupe Eyrolles

scriptoria (de scriptorium, atelier de copie de manuscrits) monastiques où, selon leurs compétences, les moines enluminaient les textes d'illustrations somptueuses, traduisant ou recopiant quand ils n'en étaient pas eux-mêmes les auteurs. Pressés par le temps, certains copistes moins scrupuleux introduisent des fautes dans certains ouvrages,

engendrant ainsi des chaînes d'erreurs. L'information peut donc parfois manquer de

•abilité.
Toutefois, la diffusion de la connaissance par le livre n'est pas exclusi•vement spéculative ou religieuse. Les grands commerçants ressentent aussi l'importance d'initier sérieusement leurs enfants aux connais•sances pratiques. La langue parlée populaire joue alors son rôle à côté du latin. Dans ce domaine, les Italiens sont en avance sur les Français car ils ont fondé des écoles laïques. Les Français sont freinés par l'Église qui s'octroie, plus qu'en Italie, le monopole de l'ensei•nement. Le livre est donc, au gré de tous ces besoins diversi•és, manipulé, usé et parfois détruit violemment de manière imprévisible. L'indispensable pérennité des ouvrages fait que le marché du livre neuf n'existe quasi•ment pas.

Le latin, la langue dominante des intellectuels européens

Les livres sont très rarement écrits en langue « vulgaire » (dite vernaculaire), c'est-à-dire en français courant, de type Oc au sud de la Loire et de type Oïl dans le Nord. Le latin est la grande langue de la culture, même si un groupe d'intel•lectuels, les humanistes, commence par apprendre le grec et l'hébreu pour être en mesure de lire les textes dans leur version d'origine.

• Des princes intellectuels

Le roi Charles V ressent le besoin de s'entourer de conseillers et de livres pour mieux gouverner. Il a laissé l'image d'un prince intellectuel entouré de sa célèbre bibliothèque de plus de mille livres. Ce fonds équivaut à une bibliothèque d'université de l'époque. Ce goût de la chose écrite, il le partage avec ses frères, Jean de Berry et Philippe le Hardi, duc de Bourgogne. Au début du siècle, le premier exerce un mécénat centré sur la production de livres d'art, généralement des livres de prières enluminés comme Les très riches heures du duc de Berry, le plus célèbre.

La bibliothèque du duché de Bourgogne s'enrichit d'ouvrages de commande. En effet, les ducs de Bourgogne •nacent, par goût et par ambition politique, compilateurs, traducteurs, copistes, enlumineurs, encourageant les écrits à la gloire de leur règne. Ainsi, au XVe siècle, la cour de Bourgogne est la plus brillante de France, les successeurs de Charles V n'ayant eu ni le même engouement pour la vie culturelle, ni les mêmes moyens. Charles le Téméraire, le dernier des ducs de Bourgogne, redoutable guerrier, est aussi un •n lettré.

• Des révolutions techniques complémentaires : papier et imprimerie

À partir du XIve siècle, l'invention du papier végétal révolutionne le monde du livre, jusque-là fait de parchemins ou de vélin (ces deux procédés à base de peaux exigeaient un nombre considérable d'animaux : un seul volume in-folio réclamait les peaux d'un troupeau de 200 têtes !). On peut par conséquent saisir l'importance des nouveaux procédés de fabrication papetière, leur rôle sur la réduction des coûts et sur la diffusion des exemplaires. L'industrie du papier permet désormais de concevoir un procédé d'impression plus perfor•mant. L'imprimerie va naître de cette attente.

Un long périple pour le papier

Le papier est né en Chine et adopté par les Arabes au VIIIe siècle. Les Arabes l'ont introduit en Europe via Cordoue et Tolède en Espagne. Les Italiens les imitent et, au XIIIe siècle, les industries papetières se développent en Italie. La France fabrique son propre papier à partir du XIve siècle.

Les techniques d'imprimerie, étroitement liées à l'art du métal, sont le résultat technique de longues recherches menées en Orient et en Europe, en particulier à Mayence entre 1445 et 1450. Le développe•ment de cette première industrie semble lié à trois hommes : le techni•cien Johann Gens•eisch, dit Gutenberg, spécialiste du métal, le •nancier Jean Fust, banquier et lettré, Pierre Schæffer, ancien copiste et calligraphe. L'originalité de cette découverte tient dans les caractères mobiles métalliques, réutilisables plusieurs fois.

Les premiers textes imprimés ont au début trois rôles essentiels, à vocation très pratique : reproduire en grand nombre des textes touchant à la vie administrative comme les lettres d'indulgence, ces certi•cats de bonne conduite religieuse délivrés par l'Église, ou les placards, sortes de tracts de l'époque ; diffuser des informations utiles à la vie quotidienne comme les calendriers et almanachs, reproduits

© Groupe Eyrolles

chaque année en nombre ; répandre rapidement et à grande échelle les idées religieuses et culturelles (la fameuse première Bible en 42 lignes par page, de Gutenberg, est le premier grand texte imprimé).

- Les imprimeurs à la conquête de l'Europe

L'imprimerie se diffuse de manière exponentielle. Son foyer de départ est Mayence. Or, cette ville subit des troubles politiques graves en 1462, amenant les imprimeurs à s'exiler dans tous les coins de l'Europe d'où ils transmettent leur nouveau savoir. On trouve leur trace partout, à Rome, Cologne, Constance, Nuremberg, Séville, ainsi qu'aux Pays-Bas. En France, ils sont à Paris en 1470 avec Guillaume Fichet, et trois ans plus tard à Lyon.

- Les incunables

Les incunables (ou « berceaux ») sont les premiers textes imprimés avant 1501. Les caractères conçus se démarquent peu du texte manuscrit. Les imprimeurs cherchent également à intégrer les commentaires rajoutés au manuscrit d'origine. Au XVIe, au contraire, l'innovation primera.

Plus de 250 centres d'imprimerie sont implantés à la fin du siècle, pour environ 27 000 éditions parvenues jusqu'à nous, ce qui représente environ 10 millions d'exemplaires. À Venise, l'atelier de l'humaniste imprimeur Alde Manuce est l'une des plus prestigieuses imprimeries de cette fin de siècle : c'est dans son atelier que sont inventés l'écriture italique et le format in-octavo (feuille pliée en huit), plus maniable que l'in-quarto. Le livre quitte maintenant le stade de l'artisanat pour entrer dans une ère de profit économique et va subir, à partir du XVIe siècle, les lois du marché. À titre indicatif, à la fin du XVe siècle, un livre est tiré entre 300 et 400 exemplaires, dans un marché encore peu organisé, pour atteindre déjà plusieurs milliers de livres un siècle plus tard.

La civilisation Gutenberg n'est pas encore morte

Le virage technologique de l'imprimerie peut être rapproché de notre virage informatique de la fin du XXe siècle. On peut imaginer que les bouleversements sont aussi considérables aux deux époques, et qu'ils engendrent les mêmes réactions de créativité et d'inventivité, en créant parallèlement un bouleversement des mentalités des lecteurs. Certains ont même parlé, non sans exagération, de la fin de la « civilisation Gutenberg ». Or, en 2005, 436 millions d'ouvrages ont été édités en France.

La langue française entre en littérature

Les auteurs des XIVe et XVe siècles écrivent en phonétique, au gré de leurs humeurs. En effet, à cette époque, le français n'est pas encore codifié par une grammaire et un lexique. Les textes sérieux, religieux ou scientifiques sont encore rédigés en latin, langue des échanges intellectuels européens. Mais une littérature en langue parlée émerge, le français, langue dérivée du latin qui se décline en multiples facettes : patois régionaux – tendance Oïl au nord de la Loire et tendance Oc au Sud (occitan et provençal actuels).

- Oui, oui : traduction Oïl, Oc

Le terme oïl signifie « oui » dans le nord de la France et oc en est la version méridionale.

Ces auteurs spontanés en langue française n'appartiennent à aucune école. Ils écrivent au gré de leurs besoins et sont issus, fait caractéristique, de classes sociales variées, allant d'un grand prince de la famille royale, Charles d'Orléans, à un petit malfaiteur cultivé, François Villon.

- Un prince sauvé par la littérature et un poète emprisonné

L'un des premiers poètes en langue française est le père du roi Louis XII, Charles d'Orléans. Neveu du roi Charles VI, Charles d'Orléans est très tôt initié à la littérature par sa mère Valentine Visconti, princesse très cultivée influencée par la Renaissance italienne. C'est sa chance ! Fait prisonnier à la bataille d'Azincourt en 1415, il est retenu en otage pendant plus de 25 ans par les Anglais. La poésie lui permet alors de survivre psychologiquement pendant ses longues années de captivité. Ironie du sort, son contemporain, le poète François Villon, est emprisonné dans les geôles du duché d'Orléans. Moine et mauvais garçon, François Villon a vécu une vie mouvementée et connu une fin mystérieuse, sans doute égorgé au coin d'un bois ! L'histoire littéraire l'a reconnu pour la puissance de sa poésie : il est considéré comme le premier grand poète de la littérature française. Par la modernité de ses textes, certains le croient d'ailleurs plus proche de notre époque.

© Groupe Eyrolles

- En direct du Moyen Âge

Grâce à Jean Froissart, un chroniqueur de la fin du XIVe siècle, nous connaissons les

épisodes importants de la guerre de Cent Ans. C'est à lui que nous devons la description, par le menu, de la célèbre scène du bois du Mans au cours de laquelle le roi Charles VI manifeste sa première crise de folie. Froissart nous propose là un reportage en direct.

Incident dans un bois de Bretagne

Dans le texte de Froissart, un ermite crie au roi Charles VI : « Roi tu es trahi ! », et celui-ci, par quelques moulinets d'épée, tue quatre personnes de son escorte. Par cette anecdote, cette image du roi est désormais gravée dans notre histoire.

Ailleurs, un anonyme habitant de Paris, appelé « le Bourgeois de Paris », nous relate les événements du début du siècle. Ce texte est plutôt un texte de mémoires qu'un journal, malgré son titre, Journal d'un bourgeois de Paris. Texte subjectif, il arrive à l'auteur de taire complètement des événements favorables au camp adverse, en l'occurrence celui du roi de France, Charles VII. Il parvient ainsi à parler de l'année 1429 sans évoquer un seul instant le sacre du roi !

À la fin du XVe siècle, un autre chroniqueur, Philippe de Commines, nous permet d'approfondir cette période par son témoignage forgé au contact du pouvoir, car il a servi les deux grands rivaux du siècle : le duc de Bourgogne et Louis XI. S'il semble faire œuvre d'historien, c'est de manière bien subjective car il lui arrive de réécrire l'histoire pour justifier certains de ses engagements !

Une femme vit de sa plume au début du XVe siècle

Christine de Pisan (ou Pizan) est sans doute la première femme de lettres française. Elle est éduquée d'une manière exceptionnelle pour son temps, sur l'initiative d'un père aux visions avancées qui offre à sa fille la même instruction que ses frères. Grâce à ce bagage, elle peut vivre de sa production littéraire. Son ouvrage La cité des dames est considéré comme le premier livre féministe.

Partie III

Le XVIe siècle (1498-1610) : un beau siècle ?

Survols du siècle

Ouverture sur le monde, ruptures intérieures, puissance créatrice, le XVIe siècle est pour beaucoup le moment de tous les possibles. Si les hommes de ce temps inventent et découvrent, ils s'opposent et se haïssent aussi autour de débats religieux qui ébranlent l'Europe dans la fureur des guerres.

La vision de la terre s'élargit. Magellan en fait le tour complet pour la première fois, sous pavillon espagnol. Les Espagnols sont partout et bénéficient principalement de la découverte de l'Amérique. Dans leur sillage, les civilisations aztèques et incas sont révélées au monde mais aussitôt soumises, conquises par les armes et vaincues par les maladies inconnues du Nouveau Monde.

L'Europe catholique entre dans sa grande période d'actions missionnaires auprès de ces populations. La question majeure est d'estimer leur « degré » d'humanité pour savoir comment les convertir : par la force ou par la répression. Un grand débat officiel tenu en Espagne, la controverse de Valladolid en 1550, tranche dans le vif des incertitudes et fait entrer les peuples d'Amérique dans la communauté humaine. Or, à cette période, de nombreux bras sont nécessaires pour produire le coton et le sucre exigés par les consommateurs européens. Les Africains, soumis en esclavage, vont alors devenir la main-d'œuvre de l'Amérique.

De son côté, la France n'a plus, comme par le passé, son regard rivé sur l'Angleterre. Le roi François Ier est décidé à s'imposer face à l'immense puissance Habsbourg de Charles Quint. Ce dernier, qui « ne voit pas le soleil se coucher sur ses terres », dirige un immense territoire constitué de l'Empire germanique, des Pays-Bas, des cités italiennes, de l'Espagne et des vastes régions conquises en Amérique au nom de l'Espagne. La confrontation entre Français et Habsbourg émerge et se durcit, principalement sur le terrain plus neutre de l'Italie.

En France, de nombreuses influences d'idées novatrices et d'actions gouvernementales stabilisatrices des trois premiers rois s'enchevêtrent : Louis XII, François Ier et Henri II. La seconde moitié du siècle, nettement plus sombre, connaît la guerre civile entre catholiques et protestants, sous Charles IX et Henri III. Les conflits de foi font alors

monter en puissance les passions et la violence.

Paradoxalement, ce siècle de divisions religieuses est un siècle de rassemblement artistique. À partir d'influences européennes mutuelles vont naître les grands chefs-d'œuvre de cette période appelée « Renaissance » par référence à l'Antiquité, son modèle, dont elle sait se dégager pour faire émerger son propre génie.

Filigrane chronologique : 1498-1610

En France À l'étranger

Louis XII (1498-1515) marié à Anne de Bretagne

1498-1504 Paix en France Guerres d'Italie

François Ier (1515-1547) marié à Claude de France puis à Éléonore de Habsbourg

1515 Victoire de Marignan

1516 Concordat de Bologne

1517 Début de la Réforme luthérienne

1519 Charles Quint empereur

.../...

© Groupe Eyrolles

En France À l'étranger

1525 Défaite de Pavie

1532 Rattachement de la Bretagne à la couronne de France

1534 Affaire des Placards

1539 Ordonnance de Villers-Cotterêts sur la langue française

1545 Ouverture du concile de Trente (Contre-réforme catholique)

Henri II (1547-1559) marié à Catherine de Médicis

1547-1549 Répression contre le protestantisme

1559 Paix de Cateau-Cambrésis avec l'Empire

François II (1559-1560) marié à Marie Stuart (future reine d'Ecosse)

Charles IX (1560-1574) marié à Élisabeth d'Autriche

1562 Massacre de Wassy : début des guerres de religions

1564-1566 Tour de France du roi avec sa mère, Catherine de Médicis

1572 Massacre de la Saint-Barthélemy

Règne d'Henri III (1574-1589) marié à Louise de Lorraine

1588 Journée des Barricades à Paris : le roi destitué. Assassinat du duc de Guise

1589 Assassinat du roi Henri III par le moine Clément

Règne d'Henri IV (1589-1610) marié à Marguerite de Valois (reine Margot) puis à Marie de Médicis

1593 Conversion du roi au catholicisme

1598 Édit de Nantes (protection des protestants)

1610 Assassinat du roi par Ravaillac

© Groupe Eyrolles

Frontières de la France

Chapitre 3

© Groupe Eyrolles

Les Français au XVIe siècle

Le règne de Louis XII : 1498-1515

Ce règne voit la continuité des conquêtes italiennes, concentrant les guerres à l'extérieur de la France avec une paix relative dans le royaume. Louis XII est le premier roi soucieux de l'opinion publique.

Louis XII (1462-1515) : un roi très populaire

Peu connu de nos jours, Louis XII est particulièrement apprécié à son époque. Fils du poète Charles d'Orléans, il a d'abord fait partie des princes rebelles sous la régence d'Anne de Beaujeu, puis il s'est assagi. Il succède au roi Charles VIII dont la mort brutale, sans héritier mâle, fait de lui l'héritier direct. En répudiant sans état d'âme

son épouse, la fille de Louis XI, il épouse Anne de Bretagne, veuve du roi Charles VIII, conservant ainsi la Bretagne sous tutelle française. Louis XII poursuit le rêve de conquête italienne de son prédécesseur et administre parallèlement le pays avec bon sens. La douceur de vivre sous son règne est surtout due à une excellente conjoncture. Très populaire, le roi est surnommé le « père du peuple ».

- 1499. Le début de l'unification législative

La loi sort de la tradition coutumière fondée sur l'oral pour être désormais écrite. Au cours des siècles, les privilèges transmis par tradition orale ont été accordés d'une campagne, d'une ville ou d'une région à l'autre, au gré des aléas de l'histoire. Il existe alors une mosaïque de 370 ensembles coutumiers. Afin de mieux gouverner, la royauté souhaite les classer et les codifier par écrit pour renforcer leur lisibilité et leur impact.

L'uniformisation de l'ensemble est à ce prix. Or, toucher aux coutumes, c'est évoluer sur un terrain sensible : le risque de révolte est toujours latent. À cette date, sous la responsabilité des intéressés eux-mêmes et avec l'arbitrage d'un commissaire royal, les coutumes sont discutées, formalisées, voire affirmées lors de leur transcription par écrit. Désormais, le droit public et le droit privé sont écrits et différenciés.

- 1499-1504. Victoires et défaites en Italie

Louis XII reprend à son compte les guerres d'Italie initiées par son prédécesseur. Il y ajoute ses propres prétentions sur le duché de Milan, liées à l'héritage de sa grand-mère Valentine Visconti, fille du duc de Milan. Son objectif est désormais double : conquérir les duchés de Naples et de Milan. Il anticipe les oppositions en s'assurant le soutien des principales puissances européennes : Espagne, Angleterre, Scandinavie, Empire germanique. Après quelques rebondissements, il conquiert le riche duché de Milan contre le terrible Ludovic Sforza puis partage la domination de Naples avec les Espagnols. Les objectifs de départ semblent alors atteints et la France apparaît, en ce début de siècle, comme le pays le plus puissant d'Europe. Cependant, quatre ans plus tard, la situation se renverse : la France perd à nouveau le royaume de Naples.

- 1506. François Ier fait ses premiers pas

Le roi Louis XII n'a que des filles. Or, la loi salique interdit formellement aux femmes le pouvoir suprême : une femme peut seulement régner sur la France par le statut de régente. La succession du roi est donc fragile en ce début de siècle. L'héritier potentiel est issu de la branche cadette des Orléans : François d'Angoulême (12 ans), le futur François Ier. Il faut penser à renforcer sa légitimité. À cette fin, il est marié à Claude de France, fille du roi Louis XII. Sa petite fiancée n'a que 7 ans. Perspective non négligeable, elle est aussi, par sa mère, l'héritière du duché très convoité de Bretagne (c'est elle qui donnera son nom au fruit la reine Claude !).

Orléans-Angoulême

Il s'agit de la branche cadette des Orléans, descendants du frère de Charles d'Orléans. Louis XII est quant à lui le fils de Charles d'Orléans. On est donc passé de la branche aînée des Valois (donc Charles VIII) à celle de la branche aînée des Orléans (Louis XII) puis à celle des Angoulême (François Ier).

© Groupe Eyrolles

Généalogie des Valois et de leurs branches cadettes

- 1513. Rien n'est jamais acquis !

Une seconde étape dans les guerres d'Italie conduites par Louis XII tourne mal. La France s'enlise en effet dans les complications italiennes par des jeux d'alliances multiples. Elle est alors seule face à l'Europe coalisée sous l'autorité du pape. Retour à la case départ ! Les Anglais débarquent à Calais, les Allemands et les Suisses assiègent Dijon : la France est envahie. Cette difficulté est enrayée par la diplomatie de Louis XII qui se réconcilie avec le Pape et négocie avec tous les belligérants leur retrait contre subsides !

Le règne de François Ier : 1515-1547

C'est un règne brillant associé à l'implantation de la Renaissance en France et marqué par une lutte constante avec le redoutable Charles Quint, qui enserrait la France de ses possessions (Espagne, Empire, Pays-Bas). François Ier assoit de sa prestance le début du XVIe siècle et symbolise pour les Français le temps prestigieux de la Renaissance.

François Ier (1494-1547) : un prince de la Renaissance

François Ier n'aurait pas dû régner. Il appartient en effet à la branche cadette des Valois-Orléans, les Angoulême. En 1515, il succède à Louis XII, son beau-père, sans héritier mâle. Particulièrement adulé par sa mère Louise de Savoie et par sa sœur, la poétesse Marguerite d'Angoulême, François Ier s'est construit une personnalité éclatante, association d'intelligence vive et d'instruction lettrée. Doté d'un physique agréable et d'une grande taille (1,90 m environ), très sportif, c'est le roi chevalier dans toute sa splendeur. Impulsif et courageux mais piètre stratège, il gagne certes la bataille de Marignan en 1515, mais perd, dix ans plus tard, la bataille de Pavie contre Charles Quint, et, outrage suprême, il y est fait prisonnier par cet éternel rival. Sur les conseils de sa sœur dont il est très proche, il favorise les lettres et les arts au sein d'une cour brillante où sert Clément Marot, le grand poète de l'époque. Par goût et souci de prestige, il attire en France des artistes comme Léonard de Vinci. Ouvert et chaleureux, très galant, il s'entoure de femmes et affirme : « Une cour sans femmes, c'est comme un jardin sans fleurs. »

- 1515. Marignan : une date facile à retenir !

La victoire de Marignan (Melegnano en italien, petite localité au sud-est de Milan), l'année même du début du règne de François Ier, est un coup de maître : François Ier surprend alors l'Europe par sa réactivité. En effet, dès la mort du roi Louis XII, il reprend le flambeau des guerres d'Italie. Jouant l'effet de surprise, il réunit une armée considérable, passe les Alpes par un col très escarpé, dévale vers la plaine du Pô comme le prestigieux Hannibal de l'Antiquité ! À Marignan, le 10 septembre, la bataille entre Français et Suisses fait rage jusqu'au matin ; tout semble perdu pour les Français jusqu'à l'intervention inespérée des alliés vénitiens, qui prennent les Suisses à revers et déterminent ainsi la victoire.

Des Suisses peu policés !

Pourquoi des Suisses à Marignan ? Les Suisses ont été recrutés par le duc de Milan pour protéger son duché. En effet, ces Helvètes sont de redoutables mercenaires. Même le pape fait appel à eux, en 1505, pour former sa garde personnelle. Aujourd'hui encore, la garde pontificale est uniquement composée de citoyens suisses. Pourtant, leur réputation n'est alors pas très catholique ! Les Suisses de l'époque sont considérés par les Européens comme de véritables

© Groupe Eyrolles

soudards. Qui plus est, ils constituent un danger pour l'ordre social traditionnel : ils ont osé se révolter contre leurs seigneurs, les Habsbourg, au XIVe siècle. Depuis, ils ont formé un État indépendant : la Confédération suisse.

François Ier est victorieux, neuf mois après être devenu roi. Adoubé chevalier par Bayard le soir de ce jour mémorable, il s'impose alors en France et en Europe comme un roi prestigieux : le duché de Milan est reconquis ! Marignan donne l'image d'un roi victorieux apte à relever tous les défis. Pourtant, la victoire est éphémère : dès 1521, les Français sont expulsés du duché lombard. Plus durable est la paix perpétuelle avec les Suisses, rare paix dans l'histoire dont le pacte ait été respecté !

Une conquête inoubliable

Au XVIe siècle, le roi orchestre une habile propagande alliant l'image, l'écrit et la musique pour célébrer cette victoire. Les bas-reliefs de son tombeau situé dans la basilique de Saint-Denis en sont un bel exemple. Les historiens du XIXe siècle, soucieux de forger une histoire nationale, ressortiront cette victoire de l'oubli et en feront une date incontournable des manuels scolaires.

- 1516. L'Église française sous tutelle

Les pleins pouvoirs sont donnés au roi de France sur l'Église catholique quand François Ier signe le Concordat de Bologne avec le pape Léon X, en 1516. Désormais, le roi nomme les ecclésiastiques selon son bon vouloir : l'Église de France passe sous tutelle royale. Les grandes familles peuvent s'octroyer des revenus quasi héréditaires en s'attribuant des terres ecclésiastiques pour leurs enfants.

- 1519. Les luttes électorales, Valois contre Habsbourg

François Ier rêve d'incarner un nouveau Charlemagne et d'être élu empereur d'Allemagne. À la mort de l'empereur Maximilien, il est le candidat le mieux placé. Au faite de sa fulgurante gloire de prince chevalier, il apparaît comme le seul homme capable de résister à la menace turque. Mais contre toute attente, c'est le roi Charles d'Espagne qui est élu empereur : à 19 ans, il devient Charles Quint (cinq).

Pourquoi associe-t-on les Habsbourg et l'Autriche ?

Rien ne prédestinait la famille des Habsbourg à régner sur une partie de l'Europe sous Charles Quint. En effet, leur château, datant du XI^e siècle, situé en Suisse alémanique, est très modeste. Leur expansion revient à Rodolphe I^{er}, empereur Habsbourg du XIII^e siècle, en possession de l'Autriche. Cette famille doit son ascension en Europe à une habile politique matrimoniale, selon la formule : « Que d'autres fassent la guerre ; toi, heureuse Autriche, conclus des mariages. » La grand-mère de Charles Quint était la fille de Charles le Téméraire, duc de Bourgogne, dont l'apanage a été annexé à la France par Louis XI. C'est pour cette raison que Charles Quint parle français et revendique constamment la Bourgogne au cours de son règne.

Cette élection surprenante est liée aux nombreux pots-de-vin que Charles Quint a dû verser aux électeurs allemands pour acheter leur conscience ! Les sommes versées sont de loin supérieures à celles proposées par François I^{er}. Une telle victoire est ainsi l'œuvre des banquiers : Charles Quint est soutenu financièrement par de grands marchands, dont la célèbre famille Fugger.

Rêve de pierre...

François I^{er} ne se laisse pas abattre par cet échec politique et lance la construction, en septembre 1519, d'un château à la hauteur de son ambition : Chambord. Ce château se mesure à sa volonté de prestige avec 440 pièces ! Même si les travaux débutent six mois après la mort de Léonard de Vinci, le roi a sans doute discuté du projet avec lui. Un dessin de Léonard dans ses carnets personnels l'atteste : le génial Italien est semble-t-il le concepteur de l'escalier extraordinaire où celui qui monte ne peut apercevoir celui qui descend !

• 1520. Le choc des titans

Trois fortes personnalités, presque du même âge, règnent en même temps : Charles Quint sur l'Espagne, les Pays-Bas et l'Empire germanique, Henri VIII sur l'Angleterre et François I^{er} sur la France. C'est un trio dangereux et remuant, car chacun veut capter l'alliance de l'autre pour mettre en difficulté le troisième. De cette rivalité est restée célèbre la rencontre du « camp du drap d'or » (tente en tissus de fils d'or doublés de bleu), moment festif et luxueux au cours duquel François I^{er} essaie, en vain, de s'attirer l'appui politique d'Henri VIII d'Angleterre ; ce dernier, exaspéré par le luxe prodigué lors de cette rencontre, offre alors son appui à Charles Quint.

© Groupe Eyrolles

La vénalité des offices : un danger pour la monarchie

La bourgeoisie commence à se développer au XV^e siècle. Les bourgeois rêvent d'ascension sociale et d'accéder à la noblesse. Depuis plusieurs générations, ils s'insèrent dans l'administration en payant courtisans, secrétaires et clercs pour obtenir des charges d'officiers de finance ou de justice : les offices. Les rois vont exploiter cet usage à leur profit. Ainsi, dès 1524, François I^{er} décide de leur vendre les offices, tremplins de leur ambition. D'abord octroyées à vie et donc contrôlables, ces charges deviendront héréditaires sous Henri IV (en 1604), moyennant une somme d'argent encore plus importante (la Paulette). Ces officiers vont former progressivement ce qu'on appelle « la noblesse de robe », en référence à la robe des diplômés de l'université. L'administration française sera alors aux mains d'hommes que la propriété de leur charge rendra de plus en plus indépendants du pouvoir.

• 1525. Pavie : le roi est prisonnier

La troisième tentative de François I^{er} pour récupérer le Milanais commence mal. Le chevalier Bayard meurt au combat. La France est attaquée sur deux fronts : au Nord par Henri VIII, au Sud par les impériaux de Charles Quint, commandés par un prince rebelle français Charles de Bourbon.

• Les impériaux

On appelle impériaux les soldats de Charles Quint issus de la mosaïque des peuples de son empire : Pays-Bas, Allemagne, Espagne.

Après avoir pris le dessus, le roi de France dévale une nouvelle fois sur l'Italie, mais la chance n'est plus au rendez-vous. En effet, il s'embourbe dans un siège sinistre devant Pavie, qui résiste malgré l'hiver. Pris à revers, il est alors fait prisonnier après un combat héroïque de la dernière chance. Le Milanais est perdu à nouveau.

L'honneur est sauf mais le roi est emprisonné à Madrid où Charles Quint lui fait signer des traités très défavorables à la France. L'Empereur finit par lui rendre sa liberté contre une rançon considérable, et pour le contraindre à respecter ses engagements, il l'échange contre ses deux jeunes fils, François et Henri, otages pendant quatre ans. Malgré

tout, durant la longue absence du roi, le gouvernement parvient à tenir le cap, sans troubles graves, sous la férule de l'énergique Louise de Savoie, sa mère, soutenue par sa fille, la poétesse Marguerite de Navarre.

Une belle dame entre en scène

François et Henri, les deux héritiers, sont remis aux Espagnols en échange de leur père. Le cadet, le futur Henri II, rencontre à cette occasion Diane de Poitiers, alors âgée de 22 ans. La cour entière est descendue vers l'Espagne pour accueillir son roi libéré. La belle dame l'embrasse pour le consoler lors de la séparation. Elle deviendra, quelques années plus tard, une des plus prestigieuses favorites royales. C'est pour elle qu'il construira le magnifique château de Chenonceaux enjambant le Cher.

• 1530. L'enseignement hors de l'Église

Pour apporter un sang neuf à la pédagogie et à la recherche, François Ier crée une institution indépendante de l'Église, le Collège des lecteurs royaux, l'actuel Collège de France. Celui-ci est constitué de douze professeurs spécialisés en langues anciennes (latin, grec, hébreu), en philosophie et en médecine. Payés sur la cassette royale, ils ne dépendent pas de la Sorbonne. Cette dernière, faculté de théologie dont les enseignants sont des religieux, réagit mal à cette concurrence car son autorité est ébranlée.

La ville : un lieu en expansion

Paris, ville populeuse avec ses 100 000 habitants, est la cité la plus importante d'Europe, même si les villes des Flandres connaissent au même moment une progression trois fois supérieure liée aux nouveaux échanges avec l'Amérique. Lyon, l'autre grande ville en expansion, compte environ 80 000 habitants. C'est d'ailleurs de Lyon que va rayonner la Renaissance française (c'est là que sont implantées les principales imprimeries).

• 1534. L'affaire des Placards : un tournant religieux

À cette date, le mouvement protestant est tout nouveau : il a moins de vingt ans. Toutefois, si « l'affaire des Placards » est restée célèbre, c'est que la propagande protestante s'infiltra un jour jusque dans l'intimité du roi (le « placard » est le terme de l'époque pour désigner un texte « placardé »). Cloué sur la porte de la chambre de François Ier, ce placard s'attaque violemment à la messe dont il conteste l'intérêt. Trop c'est trop ! François Ier, roi catholique et de droit divin, se doit de réagir à la provocation, toute compromission avec les protestants n'étant

© Groupe Eyrolles

désormais plus possible. Cette affaire est le premier pas important de répression contre les protestants, qui va se faire par les moyens expéditifs de l'époque : arrestations, bûchers et processions expiatoires.

La montée de la répression royale et religieuse est amorcée. La réaction catholique touche notamment les humanistes dont l'indépendance d'esprit inquiète.

L'imprimeur enflammé

Taxé d'hérésie par l'Église, Étienne Dolet, l'imprimeur de Clément Marot et de Rabelais, est brûlé sur la place publique à Paris en 1546. De même, quelques années plus tard, des membres d'une secte chrétienne, les Vaudois, sont violemment massacrés dans ce mouvement de lutte contre les hérésies.

• 1535. Le scandale de l'alliance entre le roi et le sultan

Constamment soucieux de déstabiliser Charles Quint, François Ier n'hésite pas à s'allier aux princes protestants de l'Empire, au risque de faire de son rival un champion de la défense du catholicisme. Par ailleurs, le soir de l'épisode de Pavie, il établit des contacts avec le Turc Soliman le Magnifique ; à son retour d'Espagne, il s'allie officiellement avec lui contre Charles Quint. Le « Roi Très Chrétien », allié à un souverain musulman, provoque un scandale dans la Chrétienté !

• 1539. L'ordonnance de Villers-Cotterêts : acte de naissance du français

Jusqu'en 1539, les écrits de justice sont rédigés en latin. Les plaignants devaient par conséquent s'offrir les services de traducteurs pour comprendre les conclusions de leurs procès. François Ier impose, pour la première fois dans les écrits de justice, la langue compréhensible par tous : le français. Cette décision, entérinée par les articles 110 et 111 de l'ordonnance de Villers-Cotterêts, est capitale : la langue française est reconnue définitivement dans les écrits administratifs face aux dialectes régionaux et au latin.

Autre innovation d'importance : l'article qui impose aux curés d'inscrire les dates de naissance et les mariages sur un registre consacré à cet effet : l'état civil est né.

De nos jours, chacun peut donc, théoriquement, reconstituer son arbre généalogique jusqu'au XVIe siècle. Les nobles peuvent remonter plus loin, souvent jusqu'à Saint Louis.

- 1544. Chevaliers déçus

François Ier, malade de la syphilis, est moins énergique mais toujours obsédé par la reconquête du Milanais. Il veut sa revanche et engage en Italie une nouvelle guerre aux résultats mitigés. Ses deux adversaires habituels, Charles Quint et Henri VIII, vieillissent mais néanmoins combats, se coalisent à nouveau contre la France.

Charles Quint, jouant les envahisseurs, se rend donc à Château-Thierry, à quelques kilomètres de Paris. La seconde épouse de François Ier, Éléonore (sœur de Charles Quint), sauve la situation in extremis en facilitant des négociations aboutissant à un traité de paix. Charles Quint renonce donc à ses prétentions sur la Bourgogne, mais la rivalité avec les Habsbourg n'est toujours pas éteinte !

Le règne d'Henri II : 1547-1559

Henri II poursuit les vues gouvernementales, militaires et artistiques de son prédécesseur, sur fond de Renaissance française et de guerres contre les Habsbourg. C'est sous son règne que débutent les premiers heurts entre catholiques et protestants qui vont conduire à la guerre civile sous ses successeurs.

Henri II (1519-1559) : un roi qui n'était pas appelé à régner

La ressemblance est frappante avec son père François Ier : prestance, barbe et nez droit, même allure sportive de chasseur, le charisme en moins. En effet, contrairement à son père, ce roi introverti, voire un peu buté, n'a pas l'aisance et le sens du contact de son prédécesseur. En revanche, le souvenir des deux femmes de sa vie miroite au premier plan de l'histoire : la favorite, la lumineuse Diane de Poitiers, associée à la déesse grecque de la chasse, et l'épouse, Catherine de Médicis, longtemps soumise avant de se révéler comme une femme politique avisée auprès de ses trois fils rois. Gardé en otage en Espagne dans sa petite enfance, Henri II est resté marqué par un léger bégaiement lié au changement de langue et sans doute au choc psychologique. Élevé en cadet, il doit soudainement assumer un rôle de premier plan à l'adolescence, quand la mort de son frère aîné le fait roi. Renonçant à se différencier de son père, Henri II préfère jouer la continuité sans rupture. Il meurt blessé à la tête lors d'un tournoi de chevalerie.

© Groupe Eyrolles

- 1547-1549. Un règne sous le signe de l'intolérance

À des fins politiques plus que religieuses, Henri II prend position contre le protestantisme en créant les chambres de justice chargées de juger les hérétiques, notamment les protestants. Ces procès, où la torture joue un rôle central, conduisent aux repentis forcés et aux bûchers ; ces chambres sont alors appelées « chambres ardentes » ! Elles seront supprimées en 1549, face à l'opposition qu'elles soulèvent. Pendant que l'on torture, un médecin soigne et s'impose comme le premier grand chirurgien de notre

histoire : Ambroise Paré.
Ambroise Paré (1509-1590) : un autodidacte en chirurgie

Ambroise Paré est le premier grand chirurgien français. Il s'est imposé par son esprit de recherche et sa compétence exceptionnelle forgée au contact des nombreuses guerres du siècle. Barbier en début de carrière, chirurgien autodidacte, il ne connaît ni le latin, ni le grec, pourtant alors indispensables à ce métier. Malgré ces handicaps, il devient médecin des rois de France. Il invente la cautérisation des plaies (jusqu'à ébouillantes !) et le garrot. Il ne parvient pas à sauver Henri II, gravement atteint à la tête lors d'un tournoi. Il consacre la fin de sa vie à écrire pour la postérité et rédige ses traités de médecine en français, la seule langue qu'il connaisse.

- 1552-1559. Charles Quint accuse la fatigue

Dans la continuité des vues politiques de son père, Henri II repart avec succès en guerre contre Charles Quint, l'éternel rival. Mais quatre ans plus tard, les troupes de ce dernier attaquent la France au Nord tandis que les Français, commandés par le duc de Guise, s'emparent de Calais. Charles Quint, alors usé et malade, accepte de signer la paix de Cateau-Cambrésis en 1559. La France garde les prestigieux évêchés de Metz, Toul et Verdun, qui lui permettent de surveiller les terres d'Empire.

Le règne de François II : 1559-1560

Ce règne, d'une brièveté exceptionnelle, n'a laissé que peu de traces dans l'histoire de France.

- Marie Stuart, reine de France aux côtés de François II

La tuberculose emporte le jeune roi très rapidement. L'imagerie populaire a oublié ce roi discret, éclipsé par la personnalité de sa mère et celle de sa jeune épouse, Marie Stuart, héritière de l'Écosse et reine de France durant un an seulement. Devenue plus tard reine d'Écosse, Marie Stuart gardera, dans la tourmente de ses erreurs politiques, un souvenir ébloui de la France où elle a été élevée. Son passage en Angleterre lui vaudra de perdre la tête par décapitation, en raison d'une rivalité avec sa cousine, la reine Élisabeth I d'Angleterre.

Le règne de Charles IX : 1560-1574

Ce règne, sous l'influence de Catherine de Médicis, est obscurci par les guerres de religion avec la Saint-Barthélemy pour point d'orgue. Le rêve italien est oublié, les conflits se déroulent sur le territoire français.

Charles IX (1550-1574) : un roi sous influence

Le règne de Charles IX est relativement bref puisqu'il meurt à 24 ans, sans doute de la tuberculose mais peut-être aussi à cause du traumatisme psychologique lié aux massacres de la Saint-Barthélemy. Le pouvoir est exercé par Catherine de Médicis qui exerce une influence importante sur son fils. Charles IX semble avoir donné l'ordre de tuer les chefs protestants lors de la Saint-Barthélemy, ordre dont il portera ensuite la responsabilité morale.

- 1562. Le massacre de Wassy met fin à la tolérance religieuse

La famille de Guise profite de l'affaiblissement du pouvoir royal pour s'imposer en rivale, hostile à la politique de conciliation envers les protestants. Ces derniers, depuis 1562, peuvent pratiquer leur culte

© Groupe Eyrolles

librement à l'extérieur des enceintes des villes. Toutefois, à Wassy (en Champagne), une grange où prient des protestants est brûlée. La date de ce « massacre de Wassy » apparaît comme le début des guerres de religion en France.

Catherine de Médicis (1519-1589) : une reine responsable

Catherine de Médicis est devenue reine par hasard, en épousant un fils cadet de François Ier, le futur Henri II. Nul n'aurait songé à elle, une roturière, comme reine de France. Elle arrive au gouvernement par un double concours de circonstances : la mort brutale du frère aîné de son époux Henri, et le fatal accident de tournoi qui a eu raison d'Henri II. Descendante des Médicis (la grande famille de banquiers florentins devenus princes de Florence), Catherine est la nièce du pape. Follement amoureuse du roi, celui-ci la dédaigne pour Diane de Poitiers mais lui fait de nombreux enfants ! Sa revanche personnelle est atteinte quand elle peut guider, dans l'ombre, le règne successif de ses trois fils, même si Henri III, le troisième, lui résiste. Très intelligente, Catherine de Médicis conduit des négociations très subtiles.

Une fausse image nous est restée d'elle, présentée comme sorcière malfaisante sous l'influence d'astrologues, tel Nostradamus, soumise aux puissances occultes et adepte des poisons.

- 1564-1566. Un roi en campagne

Catherine de Médicis adopte le principe de nos campagnes électorales actuelles : un roi doit se montrer auprès des Français. Le fils à promouvoir est Charles IX. Elle décide de voyager pendant deux ans dans toute la France pour présenter la famille royale au peuple. Pour conduire son projet à bien, elle fait construire un immense carrosse où s'entassent enfants royaux et cousins, dont le futur Henri IV. La plupart des courtisans suivent la grande caravane qui sillonne les routes de France, traversant parfois des régions dangereuses. Le roi et sa suite sont accueillis dans chaque ville par le cérémonial des entrées royales, cérémonie instaurée pour renforcer l'image du roi.

La « joyeuse entrée » ou le roi magnifié

La joyeuse entrée est une cérémonie emblématique, réservée généralement à la première entrée du roi dans une ville, donnant lieu à un cérémonial bien rodé. C'est aussi un avantage pour la ville car le roi confirme à cette occasion ses privilèges.

- 1572. La Saint-Barthélemy : noces sanglantes

L'été 1572 devait être une date de réconciliation entre catholiques et protestants, à l'occasion du mariage de la sœur du roi, la reine Margot, avec son cousin Henri de Bourbon-Navarre, le futur Henri IV, un des chefs protestants.

Néanmoins, après la cérémonie du mariage, une émeute sanglante se produit à Paris. Un

attentat, perpétré contre l'amiral de Coligny, chef du parti protestant, fait monter la pression. Le 24 août, nuit de la Saint-Barthélemy, l'émeute éclate, déchaînée, incontrôlable... La Seine, rouge de sang, charrie des cadavres. Les règlements de compte entre catholiques et protestants sont sans pitié ! Les principaux chefs protestants meurent, mais le parti protestant en ressort renforcé. Henri de Navarre est sauvé in extremis par son statut d'époux de la reine Margot. Les protestants se replient dans le Sud pour s'organiser et, dans l'indignation, contestent la monarchie sous cette forme tyrannique, bien qu'ils étaient jusque-là très soumis au roi.

Arme à l'essai !

L'amiral de Coligny est touché de manière moderne par une arme à feu, encore peu performante : il est blessé légèrement et crie partout qu'on a voulu l'assassiner ! Un autre assassin achève le travail un peu plus tard à l'arme blanche. Est-ce un attentat commandité par Catherine de Médicis, favorable à une entente avec l'Espagne, soutenue par le duc de Guise ? Les avis sont partagés, mais le résultat est là : cet assassinat et l'émeute qui s'ensuit entraînent la mort d'environ 3000 protestants dans toute la France jusqu'en octobre. Le règne de Charles IX est marqué au fer rouge de la Saint-Barthélemy...

Le règne d'Henri III : 1574-1589

Le règne d'Henri III est particulièrement difficile, s'étalant sur une période de déchaînement des passions religieuses.

Henri III (1551-1589) : un règne au cœur de la violence

Henri III est le troisième fils d'Henri II, le plus rebelle aux conseils de sa mère, Catherine de Médicis. Afin de doter ce fils préféré d'une existence politique, celle-ci le fait élire roi de Pologne en 1573. Lorsqu'il apprend, un an plus tard, le décès de son frère, il fuit son royaume polonais de manière rocambolesque, préférant devenir roi de France. Très cultivé, ce roi est perçu de manière

© Groupe Eyrolles

controversée par les biographes. Certains le jugent léger, entouré de ses « mignons », un peu ridicule par sa tendance efféminée. D'autres l'estiment au contraire bon politique, capable de contenir les troubles graves des guerres de religion dans un contexte d'une très grande complexité. Les épreuves sont en effet nombreuses pour lui. La guerre civile est dominée par trois partis politiques. Cette guerre est appelée « la guerre des Trois Henri » (Henri III, Henri de Guise et Henri de Navarre), situation exceptionnelle où les catholiques eux-mêmes sont divisés : sous l'égide d'Henri de Guise, la Ligue catholique s'oppose au parti catholique du roi, appelé « les Politiques », au point de lui faire courir le risque d'être renversé.

• 1574-1576. Les blocs antagonistes

Les protestants forment une solide unité tandis que les catholiques se regroupent dans la Sainte Ligue d'Henri de Guise, dit « le balafre ». Les deux camps se structurent et le roi tente de jouer les arbitres en regroupant les catholiques soucieux de s'élever au-dessus des partis. Son dernier frère et son héritier potentiel, le duc d'Alençon, s'en mêle et complotte contre lui. Rien n'est simple pour Henri III !

La Ligue : un parti catholique contre le roi

La Ligue est une tentative française de regroupement des catholiques contre les protestants, sous l'influence de l'Espagne. Fondée en 1576 sur des bases religieuses par Henri de Guise, elle devient vite un mouvement politique puissant apte à mettre en péril l'autorité d'Henri III.

• 1584. Une branche casse...

Le frère du roi, son unique héritier, le duc d'Alençon, meurt en juin 1584. Se pose alors le grave problème de la succession d'Henri III, sans enfant, dernier représentant de la branche des Valois-Angoulême. Le nouveau prétendant n'est politiquement pas très correct puisque c'est son cousin le plus proche et, au grand dam des catholiques, le chef des protestants : Henri de Bourbon-Navarre (futur Henri IV) ! La situation semble inextricable puisqu'elle attise la haine anti-protestante et amène l'Espagne à soutenir financièrement les catholiques ligueurs.

• 1588-1589. Assassinats au sommet de l'État

Quatre années de troubles amènent le peuple de Paris à se soulever contre le roi, un beau

mois de mai 1588. La journée des Barricades, le 12 mai 1588, est significative puisque le peuple de Paris s'allie aux ligueurs contre le roi et couvre le Quartier latin de barricades ! Sauvé de justesse, constamment en danger, le roi réagit, six mois plus tard, en faisant assassiner le duc de Guise et son frère lors d'une rencontre à Blois, espérant ainsi sauver sa couronne. Les passions se déchaînent alors et Henri III, pourtant roi catholique, doit s'allier avec son cousin, chef du parti protestant, Henri de Bourbon-Navarre. La royauté est réellement en danger puisqu'un moine ligueur, Jacques Clément, poignarde Henri III en août 1589. Sans enfant, Henri III a pour héritier le plus proche Henri de Bourbon-Navarre. À l'agonie, le roi a la présence d'esprit de préparer administrativement, dans les règles, la succession d'Henri IV. Il prouve là, dans ses derniers instants, son grand sens de sa fonction. Henri IV va cependant devoir se battre pour conquérir son royaume.

Le règne d'Henri IV : 1589-1610

Sous Henri IV, les tensions vont s'apaiser progressivement car ce roi est ouvert et bienveillant. Il va rétablir la paix après les troubles sanglants et passionnés des guerres de religion. Cette nouvelle situation va entraîner une reprise économique, après quarante ans de guerres civiles.

Henri IV (1553-1610) : souplesse et bienveillance en temps de guerre

Henri IV, fils d'Antoine de Bourbon et de Jeanne d'Albret, reine de Navarre, effectue avec douceur la transition entre deux branches de Capétiens (Valois et Bourbons) par sa personnalité à la fois déterminée et bienveillante. Cet équilibre est nécessaire pour diriger un pays au fort passif de haine et d'intérêts opposés. Après une petite enfance en Navarre, il est élevé avec ses cousins, les enfants de Catherine de Médicis. En tant qu'époux de la fille de Catherine de Médicis, la reine Margot, il est sauvé in extremis pendant la Saint-Barthélemy et remplace, à la tête du parti protestant, l'amiral de Coligny assassiné.

En 1589, il hérite du royaume de France, étant le descendant mâle de la branche la plus proche : les Bourbons. Henri IV va alors devoir s'imposer dans une France divisée par les guerres de religion, et va réussir cette tâche, grâce

© Groupe Eyrolles

Rattachement d'Henri IV à la famille des Capétiens

● 1592-1594. Paris reconquis

Henri IV débute son règne dans la confusion. Il lui faut tout prouver, tout reconquérir, même Paris. Les protestants acceptent mal sa conversion solennelle au catholicisme, le 25 juillet 1593 à Saint-Denis, voyant là une trahison envers leur cause.

Étape supplémentaire vers la légitimité royale, il se fait vite sacrer roi à Chartres, Reims étant aux mains des ligueurs. Une fois sacré, Paris lui ouvre ses portes le 22 mars 1594. Il s'appuie ensuite sur le parti « des politiques », favorable au roi de France, et récupère progressivement tout le pays par tous les moyens : armes, négociations, achats de partisans, etc.

● 1598. L'édit de Nantes en catimini

Un édit de tolérance extrêmement moderne est promulgué par Henri IV, l'ancien protestant devenu catholique. Cet édit de tolérance instaure la paix entre les deux religions rivales. Un royaume à deux religions officielles, c'est du jamais vu ! Les protestants y gagnent l'entière liberté de conscience, l'égalité dans l'exercice des charges publiques et des places fortes de protection en cas de nouveaux conflits. En revanche, le culte protestant est limité aux églises existantes, il ne peut plus être propagé (l'intégration des protestants dans la communauté nationale ne sera définitive qu'en 1787, quand Louis XVI leur accordera la liberté de culte). La même année, la paix avec l'Espagne (traité de Vervins) éclipse l'édit de Nantes. L'action de communication au sujet de cet édit est en effet discrète. Par prudence, Henri IV se doit de canaliser les catholiques vers une paix par voie législative.

Autopsie d'un édit négocié

L'édit de Nantes est difficile à dater de manière précise, car il s'agit en fait de quatre textes, dont un principal en 92 articles, qui date du mois d'avril 1598. L'édit proprement dit est scellé de cire verte comme tous les actes importants de la monarchie française. Au

mois de juillet, l'édit n'est toujours pas connu du clergé français, tant la discrétion est grande à son sujet ! C'est seulement en janvier 1599 qu'il est soumis à enregistrement au parlement. Le roi doit argumenter lui-même pour en obtenir l'enregistrement. Ce dernier est donc obtenu en février 1599 grâce à sa force de conviction. Voilà bien le style d'Henri IV : convaincre et ne jamais imposer !

- 1600. Fonder une dynastie absolument

Henri IV divorce de la reine Margot, fille d'Henri II et de Catherine de Médicis. Désormais soucieux de fonder une dynastie, il épouse une cousine lointaine de Catherine de Médicis : Marie de Médicis, avec qui il aura quatre enfants, dont deux fils, le futur Louis XIII et son frère, le futur rebelle Gaston d'Orléans.

© Groupe Eyrolles

- 1604. La Paulette : perte du contrôle des officiers royaux

Parmi les nombreuses initiatives prises par le roi et son ministre Sully pour redresser l'économie, la création de « la Paulette » semble alors être une bonne solution à court terme, mais périlleuse à long terme avec un regard de recul.

- Paulet invente « La Paulette »

Ce droit annuel prend le nom de « Paulette » en raison du nom du financier qui l'a conçu : « Paulet ».

Il s'agit de vendre à la bourgeoisie des emplois stratégiques liés à la justice et à la perception d'impôts (les « charges »). La vente de ces offices est très rémunératrice pour la royauté, les charges n'étant pas héréditaires. Depuis longtemps, leurs détenteurs veulent obtenir un retour sur investissement : ils souhaitent transmettre leurs charges d'officiers à leurs descendants. Pour obtenir cette permission, Sully leur autorise, contre un droit annuel important (un soixantième du prix de leur charge), de transmettre leurs offices en héritage. Mais cette initiative va se révéler une lourde erreur de perspective, car la monarchie va devoir supporter le poids d'un corps d'officiers indépendants sur lesquels la mainmise ne sera plus possible comme auparavant. Ce poids se fera sentir fortement au XVIIIe siècle.

Une économie revigorée

Pendant douze ans, Henri IV rétablit la prospérité de la France, protestants et catholiques travaillant côte à côte. Une fois les passions apaisées, il s'attelle à promouvoir la prospérité interrompue par les guerres civiles, très dévastatrices dans les campagnes envahies de mercenaires. De plus, la conjoncture n'est pas favorable, même si le pays est potentiellement plein de ressources. En effet, un refroidissement de la planète génère, depuis 1580, de mauvaises récoltes. L'état général du pays est encore aggravé par des foyers récurrents de peste, épidémie difficile à éradiquer. Or, malgré ces conditions difficiles, Henri IV et son équipe, volontairement restreinte à moins de dix conseillers, relèvent l'économie par des initiatives de bon sens, en s'appuyant sur la richesse du pays, population et ressources naturelles, et en protégeant les entrepreneurs. En dix ans, son principal ministre, Sully, l'auteur de la phrase célèbre « labourage et pâturage sont les deux mamelles de la France », recueille le fruit de ses efforts : le budget est excédentaire, une grande première !

- 1610. Un couronnement et un assassinat

Henri IV projette de partir en guerre contre les Habsbourg, mais le couteau de Ravallac brise brutalement la vie du roi. La veille, sa femme Marie de Médicis, mère de ses quatre enfants, a été couronnée in extremis reine de France pour assurer l'intérim en toute légitimité. Ravallac, un jeune illuminé de 28 ans, poignarde Henri IV dans son carrosse pris dans les encombrements de Paris, rue de la Ferronnerie. Rien n'est préparé et la succession est difficile, car l'équipe compétente est écartée au profit des intérêts les plus mesquins de l'entourage de la reine Marie de Médicis.

Henri IV restera un bon roi dans les consciences

Malgré les tourments des débuts, le règne d'Henri IV laisse un souvenir durable dans la conscience nationale. Au XVIIIe siècle, s'impose ainsi l'image du « bon roi Henri IV », souvent invoquée sous les règnes plus contestés, ceux de Louis XV et Louis XVI en particulier. L'image positive d'Henri IV est encore véhiculée par le biais d'anecdotes. Ainsi, le roi aurait souhaité que chaque paysan mange de la poule au pot le dimanche, à une époque où ceux-ci se nourrissent quasi exclusivement d'un pain grossier et de quelques légumes, voire, ce qu'on appelle alors avec mépris, de racines (tout légume impur car poussant sous terre, donc près de « l'enfer », comme les navets, les carottes, etc.).

© Groupe Eyrolles

Vision extérieure : le monde est rond, c'est prouvé !

Le XVI^e siècle européen s'ouvre au monde... L'Europe réalise en effet que l'Amérique existe et donne son nom définitif à ce nouveau continent. Les conquistadors espagnols découvrent et conquièrent progressivement le continent américain. L'horizon s'élargit pour la première fois à la planète entière.

- Un trio de titans

Vus de l'Europe, ces horizons ne s'ouvrent que progressivement au cours du siècle. Au début, la France est le pays dont l'unité territoriale est la plus cohérente : elle forme un véritable début de nation. Si la puissance de l'empire de Charles Quint apparaît vite considérable dans sa diversité, elle est instable dans l'action gouvernementale en raison de l'éparpillement extrême de ses territoires. Roi d'Espagne et empereur germanique, Charles Quint cumule les possessions espagnoles, allemandes, italiennes, hollandaises et américaines.

Toutefois, un empire aussi disparate ne peut se maintenir sans combats incessants contre toutes les forces en présence : la France, les Turcs qui l'attaquent aux frontières, les protestants qui fomentent des troubles... La première moitié du siècle voit ainsi se heurter de front la volonté de puissance de ces deux blocs antagonistes aux intérêts complexes. L'Angleterre d'Henri VIII apparaît comme la troisième puissance de poids avec laquelle chacun des deux blocs cherche à s'allier pour s'imposer face à l'autre. C'est que François I^{er} et Charles Quint partagent tous deux un rêve d'empire européen, sur le modèle de Charlemagne. Ce rêve est vite brisé, lorsque le roi de France perd contre Charles Quint l'élection impériale en 1519. Philippe II, le fils de Charles Quint, représente plus tard un redoutable adversaire pour la France, infiltré partout pour défendre la cause catholique. Il est aussi marié avec la reine d'Angleterre, Marie, fille d'Henri VIII. Celle-ci est une alliée qui combat les protestants d'Angleterre avec intransigeance. De son côté, Philippe II lutte violemment contre les Pays-Bas, devenus protestants, en guerre pour leur indépendance.

Arbre généalogique de Charles Quint

© Groupe Eyrolles

- Un ennemi venu d'ailleurs : Soliman le Magnifique

Au XVI^e siècle, il faut aussi compter sur la puissance turque en Méditerranée, inquiétante pour les frontières de l'Empire. En effet, pendant que Charles Quint et François I^{er} s'affrontent, les Turcs menacent sous l'égide de Soliman II le Magnifique. Ce dernier fait de l'Empire ottoman une puissance redoutable, gênant le commerce vers l'Orient. En lutte constante avec Charles Quint, François I^{er} se rapproche de lui par opportunisme. Cet appui n'est pas négligeable. En effet, l'armée turque est l'armée la plus importante d'Europe avec ses 300 000 hommes. Au début du XVI^e siècle, les Turcs construisent un empire important.

Musulmans contre Chrétiens

Soliman le Magnifique (1495-1566) veut faire de sa capitale, Istanbul (ancienne Byzance-Constantinople), la première des villes du monde, un triomphe de l'Islam sur la Chrétienté. À cette fin, il y attire une population très diversifiée, favorise l'activité économique et commande les mosquées les plus splendides du monde musulman. Turcs, Grecs, Arméniens, Juifs et autres cohabitent sans heurts grâce à une autorité gouvernementale imposant à tous le respect des personnes et des lois. Les corporations assurent aux habitants la sécurité matérielle, tandis que les communautés religieuses leur permettent de sauvegarder leur foi et leurs traditions. Cette ascension de l'Empire ottoman va durer un siècle.

- Galions et caravelles sur les routes maritimes du Nouveau Monde

Les hommes du XVI^e siècle ne se contentent pas de découvrir l'Amérique en sillonnant les côtes avec force caravelles. Ces conquistadors l'explorent et l'exploitent en embarquant sur de lourds galions, aptes à transporter le plus de richesses possibles.

À la recherche des cités d'or et de l'Eldorado

Conquistadores signifiant « conquérants » en castillan. Ces hommes, souvent impitoyables, sont issus de la petite noblesse espagnole, celle qui ne trouve pas sa place socialement en Europe. Ils espèrent donc faire fortune dans le Nouveau Monde, pays de tous les possibles. La rumeur court que des cités d'or ou un eldorado existeraient sur ce

mystérieux continent, attirant les plus folles convoitises.

C'est durant ce siècle terrible, où la violence barbare est exportée, que sont détruites les grandes civilisations d'Amérique du Sud : les Aztèques et les Incas. Hernan Cortès soumet l'Empire aztèque, tandis que Francisco Pizarro détruit sans scrupules l'Empire inca.

Les prémices de la modernité

Les hommes du XVI^e siècle vont de découverte en découverte dans les domaines les plus variés, jusque dans les étoiles, avec Copernic qui affirme encore timidement que non seulement la Terre est ronde mais qu'elle tourne autour du soleil ! Face à un monde qui bouge, ces hommes doivent s'adapter aux situations imprévues, remettre en cause leurs valeurs et en créer d'autres. En cela, le XVI^e siècle est unique et a tout d'une naissance de la modernité.

© Groupe Eyrolles

Chapitre 4

XVI^e : les Français et leur temps

•

La Renaissance en clair-obscur

•

L'Église catholique déchirée en deux : le protestantisme

•

Le français conquiert ses lettres de noblesse

La Renaissance en clair-obscur

L'Homme de la Renaissance est un homme nouveau qui se construit par lui-même, conscient de choisir en toute liberté ses références, en l'occurrence l'Antiquité. Son regard lucide rejette l'époque précédente (le gothique) pour admirer les époques grecques et latines, apogée du génie humain. Influencé et porté par l'humanisme, il vit une nouvelle naissance, d'où le nom de « Renaissance », choisi par les acteurs de ce mouvement.

L'humanisme : une révolution intellectuelle

« On ne peut rien voir de plus admirable dans le monde que l'Homme. » Cette affirmation de l'Italien Pic de la Mirandole, dernier génie universel avec Léonard de Vinci, résume bien la pensée des humanistes. L'humanisme brasse des apports variés, sorte de fruit éclatant surgi de la conjoncture où s'imbriquent des personnalités clés (Erasmus, Thomas More), des événements décisifs (apports de textes venus de la ville de Constantinople déchue ou preuve de la rotondité de la terre), et des réactions face aux comportements extrêmes (décadence des mœurs de l'Église catholique). Né à la fin du XIV^e siècle en Italie, le courant s'enlève aux XV^e et XVI^e siècles et se diffuse par le biais d'un média

exceptionnel : le livre imprimé. Le terme « humanisme » est forgé sur le mot « homme ». Ce choix révèle un changement de représentation : l'Homme n'est plus écrasé par un Dieu tout-puissant, il est le libre moteur de ses actes. Les humanistes sont profondément optimistes et pensent qu'en chaque être de multiples horizons peuvent être dégagés par le biais de la connaissance et de la réflexion personnelle. Ils choisissent de former leur réflexion au contact des textes essentiels, sans l'intermédiaire de traductions ou de commentaires, et rejettent ainsi la méthode traditionnelle scolastique. Il s'agit d'aiguiser leur pensée critique aux sources les plus fiables, religieuses ou laïques. Pour cette raison, ils apprennent le latin, le grec et l'hébreu, langues des grands auteurs de l'Antiquité. C'est ainsi que s'instaurent les échanges entre les hommes et les idées en Europe par le biais d'une correspondance intense. Le Hollandais Érasme écrit à plus de 600 correspondants répartis dans l'Europe entière, véritable « République des lettres ». Les principaux humanistes sont l'Italien Pétrarque (XIV^e siècle), l'Allemand Nicolas de Cues, Marsile Ficin et Pic de la Mirandole, les Français Lefèvre d'Étaples, Étienne Dolet et Guillaume Budé, le Hollandais Érasme et son ami anglais Thomas More. Dans la terminologie actuelle, est qualifiée d'humaniste toute personne soucieuse de défendre les valeurs et les droits de l'Homme.

© Groupe Eyrolles

La Renaissance naît d'abord en Italie où la réflexion humaniste se diffuse jusque dans les arts. C'est l'époque éclatante du Quattrocento (XVe siècle en italien - siècle 1400 donc quatre). L'Italie est alors une terre morcelée entre cités-États, lieux de développement artistique, dont la ville phare au XVIe siècle n'est plus Florence mais Venise. Une seule ombre au tableau : les puissances européennes : la France et l'Espagne s'y affrontent constamment sous de multiples prétextes depuis 1494. La Renaissance italienne va se diffuser ainsi progressivement en Europe. Même si la « seconde Renaissance », au XVIe siècle, est assombrie par l'influence d'un contexte politique houleux, c'est son angle « lumière » qu'en a retenu l'histoire de la civilisation européenne.

- Artiste

Le mot artiste, dans le sens noble du terme (*artista*), n'existe pas à la Renaissance. Ce vide lexical n'est pas anodin : les hommes de l'art sont avant tout des producteurs d'objets utiles et beaux, issus des métiers manuels. Ils sont peintres, sculpteurs ou orfèvres. L'artisanat n'est jamais loin et les créateurs de cette époque en sont généralement issus. Ces artisans se transforment progressivement en « artistes » par l'estime admirative de leurs contemporains. Désormais, ils osent, à l'image des écrivains, signer leurs œuvres, comme Michel-Ange sur la Pietà. Pour eux, le travail artistique n'est plus strictement manuel, c'est le fruit d'une véritable réflexion intellectuelle à valoriser.

- Florence perd son statut de capitale

C'est de la Florence des Médicis qu'a jailli la « première Renaissance » : cette ville est la capitale intellectuelle de l'Italie au XVe siècle. C'est de cette cité toscane qu'a rayonné la Renaissance du Quattrocento et sa perfection plastique, même si les autres cités italiennes se battaient pour lui ravir ce titre et rivalisaient pour s'imposer politiquement. Nouvelle donne en 1494 : les Français envahissent l'Italie avec le roi Charles VIII. À partir de cette date, la mosaïque des États italiens devient un véritable champ de bataille contre les Habsbourg.

Les Médicis : une famille de marchands mécènes

Cette famille florentine de grands marchands a favorisé le bouillonnement de l'art. Les grands Médicis sont : Cosme, son fils Pierre le Goutteux et son petit-fils, Laurent le Magnifique. Tous trois ont dirigé politiquement Florence et, par amour des arts et des lettres, ont soutenu les plus grands artistes de leur temps tels le sculpteur Donatello ou le peintre Botticelli. Le rôle des mécènes est essentiel à une époque où les artistes ne peuvent vivre de leur talent faute d'acquéreurs suffisamment nombreux.

Les portes de l'Italie ne s'ouvrent pas seulement aux échanges belliqueux : elles permettent aussi de découvrir les idées et les œuvres d'art. Des artistes comme Léonard de Vinci ou Bramante expatrient leur savoir. La créativité artistique se déplace alors hors des frontières, au gré des opportunités et des rencontres. La France en est une des premières bénéficiaires.

- Les phares de la nouvelle Renaissance

Venise canalise les nouvelles tendances

Au début du XVIe siècle, l'activité culturelle quitte Florence pour Venise, cité où convergent les influences des érudits byzantins fuyant les Turcs. Venise est encore la principale ville commerciale vers le Moyen-Orient. L'humanisme y rayonne par le biais de son Académie, fondée par l'imprimeur Alde Manuce. L'école de peinture vénitienne se démarque par un style différent, fait de splendeur charnelle et de couleurs. Ses maîtres sont Bellini, le Tintoret, Véronèse et le Titien. Ce dernier règne en maître sur cette école, devenant même portraitiste officiel de Charles Quint et de son fils Philippe II. Venise est un lieu incontournable pour les peintres étrangers en formation.

Le voyage forme les grands peintres

À une époque où n'existent ni représentations papier des œuvres ni musées, les artistes doivent partir à l'aventure sur les routes, rechercher eux-mêmes les lieux où sont exposées les œuvres. Les influences artistiques sont donc étroitement liées aux voyages entrepris et aux artistes rencontrés. Ainsi, le grand peintre allemand Albrecht Dürer fait deux voyages à Venise pour étudier la perspective. En chemin, il aurait rencontré Léonard de Vinci dont il a subi l'influence !

Les papes font dans le grandiose

À Rome, les papes « bâtisseurs », très tournés vers les beautés artistiques terrestres, exercent également un important mécénat. Trois papes ont des envies profanes, très éloignées des préoccupations religieuses : Alexandre VI, Jules II et Léon X. Ils ont laissé une double empreinte d'ombre et de lumière. En effet, par leur désir de prestige, ils ont profondément desservi l'Église catholique, alimentant ainsi la critique protestante. Mais par leurs goûts artistiques concrètement soutenus par l'argent des indulgences, ils ont su commanditer les œuvres les plus remarquables de leur temps comme la construction de la basilique Saint-Pierre de Rome. L'influence des découvertes architecturales italiennes se ressent dans nos châteaux de la Loire bâtis à cette époque.

© Groupe Eyrolles

Peindre à sa manière

Le style de la période suivante (vers 1530) est souvent qualifié de « maniériste », transition entre le style Renaissance classique précédent et le style Baroque du siècle suivant. Des maîtres régionaux prennent en effet la liberté de peindre « à leur manière ». Ces artistes, formés au style de Raphaël, ont amorcé un genre nouveau, plus inquiet, révélateur des préoccupations du temps (sac de Rome par les soldats de Charles Quint, propagation de la peste et impact de la Réforme). Par son extrême sensibilité et ses exagérations, ce courant artistique se démarque de l'optimisme de la première Renaissance italienne des Médicis, introduisant ainsi une nouvelle tendance en Europe.

• La France aux couleurs de la Renaissance

Sous François Ier et son fils Henri II, la Renaissance italienne rayonne en France. En outre, après le pillage de Rome en 1527, les artistes fuient à l'étranger, notamment en France. La monarchie française prend de l'assise en cette première moitié de siècle. Les rois augmentent la pression fiscale et font des dépenses de prestige : rénovations, constructions... Au contact des Italiens, ces deux rois bâtisseurs embellissent le Louvre, devenu une véritable synthèse de tradition française et d'influences italiennes. Mais la résidence préférée de François Ier reste Fontainebleau, dont il fait une demeure royale. Les artistes italiens qui s'y installent donnent naissance à l'École de Fontainebleau, courant français de la Renaissance artistique.

Dans l'idée de promouvoir l'image de la monarchie, François Ier et son fils mènent tous deux une politique d'urbanisme de prestige comme la création, à Paris, de boulevards aptes à recevoir les cortèges royaux. Ils sont imités par les nobles qui transforment leurs châteaux gothiques en bâtiments Renaissance.

François Ier : un collectionneur d'œuvres d'art

La politique artistique de François Ier est une réussite éclatante. Ce roi est d'abord un collectionneur forcené d'œuvres d'art ! Les fonds de nos musées lui doivent beaucoup. Par l'intermédiaire de démarcheurs, il achète démesurément en Italie et invite à la cour des artistes italiens qui réalisent leurs œuvres sur place. Après Léonard de Vinci, de nombreux artistes prestigieux se pressent en France : Andrea del Sarto, le Titien, le Rosso, le Primaticcio... Le Rosso dirige ainsi la décoration de la galerie, dite François Ier, au château de Fontainebleau où les références à l'Antiquité rejoignent les thèmes religieux avec pour objectif la glorification du roi de France.

Avec la Joconde pour bagage

Invité en France par François Ier, Léonard de Vinci passe les Alpes avec ses principales œuvres : la Joconde, la Vierge, l'enfant Jésus et Sainte Anne, le Saint Jean-Baptiste...

Mais François Ier a des goûts variés. L'influence italienne ne lui suffit pas. Il porte son regard au Nord et invite des artistes flamands comme Jean et François Clouet. Ce dernier peint son portrait en buste, le premier portrait de roi souriant ! Le roi anime ainsi une cour brillante, facilitant la transition entre les styles Gothique et Renaissance. Le château de Chambord symbolise bien la nouvelle tendance architecturale, mélange de structures médiévales faites de grosses tours et de lignes antiques dans la tradition de la Renaissance.

Henri II : un roi de marbre

Henri II poursuit les travaux entrepris par son père, dont la rénovation du Louvre. Les artistes français, comme le sculpteur Jean Goujon ou l'architecte Philibert Delorme, adaptent l'architecture au goût et au climat français. Cet architecte exerce même la

fonction de surintendant des bâtiments en charge de réalisations de prestige, comme les châteaux d'Anet ou de Chenonceaux. Cette frénésie royale pour la pierre se répercute dans les couches sociales les plus fortunées : la bourgeoisie et la noblesse s'imposent comme bâtisseuses d'hôtels de ville, d'hôtels particuliers ou de nombreux châteaux.

Un château porte-malheur

Le roi Henri II s'installe au château des Tournelles pendant les travaux du Louvre. Après sa mort, traumatisée par son accident, Catherine de Médicis fait raser le château. C'est à cet endroit que sera construite la place des Vosges.

L'art délaissé au profit du politique

Pendant la seconde moitié du siècle, tout s'assombrit au contact des guerres de religion, même si Philibert Delorme construit les Tuileries

© Groupe Eyrolles

pour Catherine de Médicis. Les préoccupations des rois de France s'éloignent du mécénat, se centrant plutôt sur le maintien de l'ordre social. Les guerres de religion et la fin de la tolérance religieuse mettront un terme à la lune de miel entre les rois de France et les artistes. Un penseur autonome se dresse seul durant cette fin de siècle tourmentée en s'inscrivant dans la tradition humaniste par son autonomie critique : c'est Michel de Montaigne, l'auteur des célèbres Essais.

La musique adoucit les mœurs

Du point de vue musical, la Renaissance française n'est pas influencée par l'Italie. Les musiciens importants sont français ou viennent des Pays-Bas. Les hommes de la Renaissance se plaisent à écouter un nouveau genre musical, le madrigal : prolongement de la chanson de troubadour, c'est un poème lyrique en vers mis en musique. Le madrigal connaît un succès considérable au XVIe siècle.

Les instruments de la nouveauté

La lute et le luth sont les instruments les plus courants avec l'ancêtre du violon, la viole, et le précurseur du piano, le virginal. De nombreux instruments sont créés à cette époque pour répondre à une musique de plus en plus complexe.

La Renaissance fait école

L'art de la Renaissance, qui se voulait pourtant l'humble reproducteur des splendeurs de l'Antiquité, est devenu la référence en matière artistique. Ainsi, au XIXe siècle, les artistes les plus respectés seront les peintres académiques puisant leur inspiration dans cette période. Les impressionnistes et leurs successeurs imposeront une rupture avec cette tradition picturale, ouvrant la voie à l'art moderne. Toutefois, les qualités plastiques et techniques des œuvres de cette époque font encore le succès des galeries des musées qui leur sont consacrées. La Joconde de Léonard de Vinci est sans doute le tableau le plus célèbre au monde, faisant même l'objet de multiples théories visant à dévoiler les mystères cachés du sourire de Mona Lisa.

L'Église catholique déchirée en deux : le protestantisme

La pensée humaniste a inspiré un mouvement de réflexion critique qui prend de nouvelles dimensions en ce début de XVIe siècle. En effet, au contact des textes fondateurs de la connaissance, les intellectuels manifestent de plus en plus leur autonomie de réflexion à la suite d'Érasme de Rotterdam, le « prince des humanistes ».

Érasme (1468-1536): l'autonomie critique incarnée

Érasme de Rotterdam est considéré comme le chef de file du mouvement humaniste, le personnage le plus représentatif de cette nouvelle façon de voir et de vivre le monde en pleine autonomie intellectuelle. D'apparence physique malade (plusieurs portraits du peintre Holbein en témoignent), il a exercé un rôle considérable pour mobiliser l'élite intellectuelle de l'Europe autour de la réflexion critique. En effet, retournant aux sources des textes chrétiens et païens, il va déployer une indépendance d'esprit exceptionnelle dans une époque troublée. Ses œuvres principales sont une nouvelle traduction de la Bible, et l'Éloge de la folie est une violente critique de la décadence de l'Église. Sa méthodologie influencera Martin Luther. C'est en référence à ce personnage qu'existent de nos jours des échanges européens d'étudiants appelés Erasmus.

Grâce à la multiplicité des textes, ils peuvent maintenant remonter aux sources et vérifier la qualité des discours tenus par les élites religieuses. De surcroît, depuis la chute de

Constantinople, les intellectuels européens découvrent de nouveaux textes de l'Antiquité diffusés par les savants réfugiés. Plongés dans un bouillonnement de connaissances, les plus critiques osent désormais pointer du doigt les dérapages de l'Église catholique (vente de sacrements ou d'indulgences accordées contre toute forme de péché).

- Simonie et indulgences

On appelle simonie la vente des sacrements, jusqu'alors gratuits. Au même moment, d'autres abus se répandent comme la vente des indulgences. Il s'agit d'effacer ses fautes par un don d'argent proportionnel à la gravité de celles-ci. Un document papier est alors délivré, l'indulgence, au pécheur repentant. Ce contrat garantit la mansuétude de Dieu.

© Groupe Eyrolles

Le seuil est franchi lorsque, soucieux de construire la basilique Saint-Pierre de Rome, le pape Léon X propose une sorte de grande campagne mercantile d'indulgences pour récolter des fonds au nom de l'Église.

- Martin Luther fait table rase

Forgé à la méthodologie humaniste, un moine allemand, Martin Luther, demande avec fermeté à l'Église catholique de se réformer. Il ouvre alors la boîte de Pandore conduisant au schisme protestant.

Martin Luther et la vulgarisation des textes

Sa doctrine est entièrement fondée sur la Bible, accessible à tous depuis la découverte de l'imprimerie. Seule la parole de Dieu est, selon lui, digne de respect. Les traditions, les interprétations des papes et des conciles n'ont pas une valeur supérieure à l'interprétation sincère d'un simple modèle. Il traduit donc, avec une rigueur implacable, la Bible en allemand à partir du texte latin le plus précis, celui d'Erasmus. C'est la première fois qu'un texte de cette importance est proposé en langue vulgaire, donc accessible à tous. Lors de cette traduction, Luther se voit contraint d'unifier les dialectes allemands et fonde ainsi l'allemand littéraire moderne.

La crise, à l'origine du mouvement protestant, survient en 1517, lorsque Martin Luther publie ses 95 thèses contre le procédé scandaleux des indulgences, ouvrage qui traduit son indignation contre le « mal croire » de l'Église catholique. La papauté réagit aussitôt à cette attaque frontale, dangereuse pour son équilibre politique. Soutenu par l'empereur Charles Quint, le pape excommunique Luther deux ans plus tard.

Mis au ban de la société civile et religieuse, Luther est contraint de fonder son Église de la « réformation ». Après de violentes guerres civiles entre princes catholiques et protestants, le compromis d'Augsbourg, en 1555, reconnaît la liberté de culte aux princes allemands : libre à eux d'imposer la religion de leur choix à leurs sujets. L'Empire est désormais coupé en deux. Le protestantisme se répand dans toute l'Europe comme une lame de fond. Seule l'Italie, l'Espagne et le Portugal réussissent à marginaliser le phénomène et à organiser la résistance au nom de la foi catholique.

La voix de Luther nous est accessible grâce à l'historien du XIXe siècle Jules Michelet qui a compilé lettres et textes de lui dans un livre intitulé Mémoires de Luther.

Martin Luther (1483-1546) : bras de fer contre le pape et l'empereur

Philosophe touché par la grâce lors d'un orage, Martin Luther décide de devenir moine en 1505. Angoissé par son propre salut, il voit l'homme comme un pécheur dépendant de la miséricorde divine et de la ferveur religieuse de chaque individu : c'est la doctrine de la justification par la foi. Luther s'oppose à toute idée de bonnes œuvres salvatrices et en particulier aux dons d'argent envers l'Église sous la forme de reçus : les indulgences. Soumis aux foudres de l'empereur Charles Quint, il est protégé par l'électeur (prince participant à l'élection des empereurs) Frédéric de Saxe, qui le fait enlever pour le sauver du bûcher ! Son disciple, Philippe Mélanchthon, met en forme sa doctrine. Les protestants se multiplient dans toutes les couches de la société. En moins de dix ans, la réforme protestante est définitivement en place.

- Liens étroits entre humanistes et protestants

La diffusion rapide du protestantisme suit le sillon creusé par l'humanisme. En effet, les intellectuels imprégnés d'une méthodologie rigoureuse sont assez mûrs pour accepter une nouvelle interprétation de leur religion. En France, l'attraction de la sœur de François Ier, la remarquable Marguerite de Valois, pour la religion réformée est l'illustration de ce nouvel engouement. Tradition familiale oblige, sa sœur, Jeanne de Navarre, la mère d'Henri IV, sera quant à elle une protestante militante.

- Les guerres de religion embrasent l'Europe

Les guerres de religion sont constantes durant ce siècle et vont crescendo, de la simple émeute à la guerre organisée. La France est tout d'abord un terrain indécis en raison de l'attitude mitigée de François Ier qui s'allie souvent, en bon stratège politique, avec les princes protestants de l'Empire. Ces nouvelles idées s'infiltreront dans toutes les couches de la société française et alimentent progressivement l'intolérance. Même si une voix comme celle du ministre Michel de l'Hospital contient un temps la fureur des partis, les rivalités entre catholiques et protestants deviennent, dès 1562, de moins en moins contrôlables.

© Groupe Eyrolles

Huguenots, réformés, calvinistes ou protestants ?

Les quatre termes peuvent être employés mais renvoient à des réalités sensiblement différentes. Les protestants français sont appelés « huguenots », terme sans doute lié à la première manifestation protestante ayant eu lieu à Chartres, sous la porte Saint-Hugues. La plupart des huguenots sont des calvinistes, des disciples du Français Jean Calvin (1509-1564). Celui-ci crée un nouveau courant réformateur en définissant le principe de la prédestination, c'est-à-dire la sélection par Dieu des hommes, partagés en élus et damnés, avant leur existence terrestre. Le mot « réformé », en outre, est souvent employé, mais le terme générique reste « protestant ».

Les conflits religieux s'embrasent ponctuellement sous Henri II pour exploser dans la violence inouïe d'une « guerre sainte » sous Charles IX, pendant la Saint-Barthélemy. La situation s'envenime encore sous Henri III, alors que la France est divisée en trois partis politico-religieux dans la « guerre des Trois Henri ». La paix est néanmoins rétablie dans la dernière décennie du siècle par les efforts du roi Henri IV, qui s'élève au-dessus des partis avec l'édit de Nantes.

- L'anglicanisme : un schisme sur l'initiative d'Henri VIII

En 1530, le roi d'Angleterre Henri VIII, par esprit d'indépendance, rompt brusquement avec l'Église catholique car le Pape a rejeté sa demande de répudiation de son épouse, Catherine d'Aragon. Il souhaite en effet épouser Ann Boleyn par amour. Excommunié par le pape, il déclare l'Église d'Angleterre indépendante de l'État.

Henri VIII et Barbe Bleue

On dit souvent qu'Henri VIII a inspiré le personnage de Barbe Bleue, le conte de Charles Perrault, car il a eu six femmes, dont deux ont été exécutées sur son ordre : Ann Boleyn et Catherine Howard. Mais le conte tient sans doute davantage son origine des traditions populaires françaises.

Henri VIII fait voter l'acte de Suprématie en 1534. Par ce document, il se déclare lui-même chef de l'Église d'Angleterre. À sa mort, sa succession religieuse est houleuse ! Ses trois enfants mènent successivement des politiques religieuses contradictoires : Édouard VI impose le calvinisme, tandis que Marie Tudor, dite « la Sanglante » (Bloody Mary), tente de ramener l'Angleterre au catholicisme. Dans une Angleterre troublée, c'est en outre Élisabeth I, la seconde fille d'Henri VIII, qui promulgue la charte de l'anglicanisme, formant ainsi une synthèse originale des deux religions.

Quand une reine d'Angleterre épouse un roi d'Espagne...

Un fait d'exception s'est produit au XVI^e siècle : le mariage d'une reine d'Angleterre avec un roi d'Espagne. En effet, Marie Tudor a épousé le roi d'Espagne Philippe II dont elle n'a pas eu d'enfant. De graves problèmes de succession ont ainsi été évités !

- L'Église se réforme enfin !

Face à une montée protestante foudroyante, l'Église catholique met longtemps à prendre les mesures pour endiguer le schisme protestant, unique par son ampleur.

- « Réforme » et « Contre-réforme »

Le mouvement protestant est appelé « la Réforme ». La « Contre-réforme » est la réponse de l'Église catholique face au protestantisme : en réaction à la fuite des croyants vers le protestantisme, l'Église catholique prend, dans la seconde moitié du XVI^e siècle, des mesures sérieuses pour se réformer de l'intérieur.

Il faudra attendre 1542 pour que le pape autorise un concile de réforme dans la ville de Trente. Celui-ci va se prolonger sur deux décennies (1545-1563). La pensée humaniste triomphe : les prêtres devront lire les originaux des textes. La méthode scolastique (l'étude des commentateurs) est donc désormais révolue.

Les jésuites au service de la Contre-réforme

En 1534, le moine espagnol Ignace de Loyola fonde la compagnie de Jésus à Montmartre. Ce

nouvel ordre religieux, reconnu par le pape, se veut le fer de lance de la reconquête des consciences : les jésuites doivent suivre un enseignement de haut niveau et sont entièrement dévoués au pape. La compagnie investit également les missions pour évangéliser les terres non chrétiennes. À la fin du XVI^e siècle, les jésuites sont partout en Europe mais aussi en Chine, au Japon et en Amérique. En 1547, ils se consacrent tout particulièrement à l'enseignement des élites, soutenant, par la qualité des études prodiguées, le mouvement de la Contre-réforme. Mais leur entier dévouement au pape et le soupçon de pouvoirs occultes créent des tensions avec l'Église et les gouvernements nationaux, ce qui conduit, au siècle suivant, à l'interdiction de l'ordre dans de nombreux pays européens comme la France, en 1762.

© Groupe Eyrolles

Après le concile de Trente, le nombre des catholiques et des protestants se stabilise, mais la division du monde religieux alimente partout les foyers d'intolérance.

La religion en Europe

Il existe désormais une Europe des minorités religieuses complexifiant celles des divisions historiques et politiques. La carte religieuse de l'Europe actuelle est l'héritière de ce siècle de divisions religieuses. L'Europe méditerranéenne est restée catholique. L'Europe anglo-saxonne est devenue protestante. L'Allemagne est majoritairement luthérienne, excepté la Bavière, restée catholique. Le calvinisme aura une influence certaine en Suisse, aux Pays-Bas, en Grande-Bretagne et, par le biais de l'émigration anglaise, aux États-Unis. Pour le sociologue allemand Max Weber, le protestantisme serait l'une des origines intellectuelles du capitalisme, car la réussite matérielle est dans le protestantisme signe de l'élection divine.

Le français conquiert ses lettres de noblesse

La littérature française de la Renaissance est extrêmement foisonnante, féconde et originale, à l'image de la créativité de ces temps très artistiques. Cette littérature a besoin d'une langue écrite plus riche et plus intellectuelle que les multiples langues régionales d'alors, encore limitées aux mots concrets de la vie quotidienne.

- Le français ne fait pas encore le poids !

Le latin est toujours la langue de référence ; c'est la langue des penseurs et des érudits. Grâce au latin, les intellectuels ont l'immense avantage de pouvoir dialoguer sans traducteurs avec leurs homologues européens. La langue française ne peut donc présenter pour eux le même intérêt : elle est trop peu stabilisée. Ses textes sont rédigés sans contraintes grammaticales. Cette langue doit être formalisée par une grammaire et un lexique, et le patrimoine de mots est encore trop limité pour offrir l'assise d'une grande littérature.

- Le français : une langue d'Oïl

Parmi tous les patois régionaux, on distingue l'Oïl dans le Nord de la Loire et l'Occ dans le Sud. C'est le français parlé de la cour, la langue d'Oïl, qui émerge progressivement comme langue de référence. Les auteurs s'expriment dans la langue de leur roi et vont l'enrichir de mots nouveaux. Certains, comme François Rabelais, vont intégrer des nuances inexistantes jusqu'alors, la manier et la malaxer avec inventivité pour en faire progressivement la langue de notre culture française.

- Mission Pléiade : construire un lexique riche et nuancé

Joachim du Bellay et Pierre de Ronsard forment alors un noyau enthousiaste d'amoureux de la langue française sous le nom de « Brigade ». Plus tard, Ronsard, le prince des poètes, porté au premier rang par son succès à la cour d'Henri II, va former son groupe sous le nom, demeuré célèbre, de « Pléiade », chargé d'accroître le patrimoine des mots dits « français ».

© Groupe Eyrolles

- La Pléiade

Au III^e siècle avant J.-C., sept poètes d'Alexandrie avaient formé un groupe sous ce nom, plaçant leur groupe sous le signe de la constellation de la Pléiade. Actuellement, la collection la Pléiade est une édition de prestige qui recueille les œuvres de tous les auteurs français et étrangers classiques.

- Montaigne : un penseur dans un temps de tourmente

Né sous François I^{er}, Michel de Montaigne vit une partie de sa vie d'adulte dans la période la plus troublée du siècle, du temps de Charles IX, Henri III et Henri IV. Il réussit néanmoins un tour de force de polyvalence : rester à l'écart des passions,

conserver sa liberté de penser tout en s'engageant en politique ! Il sert même de médiateur entre le roi et Henri III et Henri de Bourbon-Navarre (le futur Henri IV). Alors maire de Bordeaux, il est un jour embastillé dans la tourmente de Paris lors de la révolte de 1588, appelée « journée des Barricades ». C'est beaucoup pour un homme que l'on imagine facilement isolé dans sa tour, la plume à la main, rédigeant ses fameux Essais.

● Agrippa d'Aubigné : le grand poète protestant

Agrippa d'Aubigné est un protestant sincère qui n'hésite pas à rompre avec Henri de Navarre lors de sa conversion stratégique au catholicisme. Homme de plume et d'épée, l'intransigeance domine sa vie. Ironie du sort, sa petite-fille, Madame de Maintenon, sera la seconde épouse de Louis XIV, le roi qui révoquera l'édit de Nantes. Le protestant Agrippa d'Aubigné, violent et passionné parlant latin, grec et hébreu, synthétise à lui seul les forces et faiblesses de ce temps tourmenté au cours d'une vie de près de 80 ans.

Partie IV

Le XVII^e siècle

(1610-1715) :

le « Grand siècle »

Survol du siècle

De l'assassinat d'Henri IV en 1610 à la mort de Louis XIV en 1715, la France vit son « Grand siècle » : c'est à cette époque qu'elle acquiert une puissance politique et un rayonnement culturel suffisants pour former sa suprématie en Europe. Elle amorce aussi son expansion coloniale en Amérique. L'organisation de l'État se structure véritablement, transformant, sous Louis XIII et surtout sous Louis XIV, la France en monarchie forte, qualifiée d'« absolue ». Les oppositions politiques, parfois débridées au début du siècle, s'éteignent peu à peu sous Louis XIV pour ne laisser entendre que les ordres du roi. Sur un scénario relativement semblable, le XVII^e connaît deux régences en raison du jeune âge des deux rois. Leur mère respective assume à chaque fois le pouvoir : Marie de Médicis pour le premier, Anne d'Autriche pour le second. Mais comme par le passé, les périodes de régence sont des moments de fragilité politique au sein desquelles s'immiscent toujours l'ambition et les troubles. La première régence est houleuse en raison des rapports difficiles entre Marie de Médicis et Louis XIII : on frise la guerre civile. Le roi doit s'imposer par un coup de force, proche d'un coup d'État. La seconde régence d'Anne d'Autriche, avec comme principal ministre Mazarin, est encore plus troublée car des révoltes parlementaires, nobiliaires et populaires font rage. C'est le temps des « Frondes ».

Sous le règne de Louis XIII, avec l'appui implacable de son ministre Richelieu, la noblesse est mise sous tutelle, les protestants à nouveau inquiétés, et l'éternelle lutte contre les Habsbourg reprise. Le rôle de Louis XIII et de Richelieu est essentiel pour comprendre la réussite du processus de renforcement de l'État, lequel atteint son apogée sous Louis XIV. Ce dernier, le Roi-Soleil, éclaire de sa volonté et de son prestige toute la seconde moitié du siècle, souvent qualifiée pour ce rayonnement de « Siècle de Louis XIV ». Les personnalités complémentaires de ces hommes permettent de saisir la réussite de la monarchie française. En Angleterre, au contraire, l'autoritarisme du roi Charles I^{er} se heurte à l'opposition du Parlement et aboutit à une violente guerre civile et à la décapitation du roi. Cet exemple contemporain démontre que l'absolutisme royal n'est pas si aisé à mettre en place. Par ailleurs, la lutte contre les Habsbourg d'Espagne semble définitivement éteinte à la fin du siècle quand le petit-fils de Louis XIV devient roi d'Espagne et fait bloc avec la France face à l'Europe coalisée, inquiète de la montée de cette grande puissance.

Filigrane chronologique : 1610-1715

En France À l'étranger

Régence de Marie de Médicis (1610-1617)

1614 Les états généraux

Règne de Louis XIII (1617-1643) marié à Anne d'Autriche

1618-1638 Guerre de Trente Ans
1627-1628 Protestants assiégés à La Rochelle
1629 Paix d'Alès : accalmie religieuse
1630 Journée des Dupes : Richelieu con•rmé par le roi

.../...

© Groupe Eyrolles

En France À l'étranger

Régence d'Anne d'Autriche et de Mazarin (1643-1661)

1648-1653 La Fronde : le pouvoir royal est contesté 1648 : traité de Westphalie

1649 Décapitation de Charles Ier d'Angleterre

1659 Traité des Pyrénées avec l'Espagne

Règne de Louis XIV le Grand (1661-1715) marié à l'infante Marie-Thérèse puis à Mme de Maintenon

1661 Annonce du gouvernement solitaire. Arrestation de Fouquet. Début des travaux de construction du château de Versailles

1667-1668 Guerre de Dévolution (succession espagnole)

1672 Guerre de Hollande

1682 Installation de la cour à Versailles

1685 Révocation de l'édit de Nantes Coalition d'Augsbourg

1689 Glorieuse révolution en Angleterre

1702-1713 Guerre de succession d'Espagne : petit-•ls de Louis XIV, roi d'Espagne.

1702-1705 Révolte des camisards dans le Languedoc

1711 Destruction de l'abbaye de Port-Royal

1713 Bulle Unigenitus. Paix d'Utrecht

LA FRANCE DE LOUIS XIV

Acquisitions sous Louis XIV

Frontières du Royaume de France Résidence royale

© Groupe Eyrolles

Chapitre 5

Les Français au XVIIe siècle

La régence de Marie de Médicis : 1610-1617

C'est le temps de la dilapidation des acquis du règne précédent, de la mainmise de Concino Concini sur le gouvernement et des troubles constants liés à l'agitation des personnages in•uents du royaume.

• 1610. Avec la France en héritage

Le couteau de Ravaillac, le 14 mai 1610, interrompt brutalement l'effort de stabilisation de la royauté et désagence le fragile équilibre mis en place entre catholiques et protestants. La remise en route de l'économie con•ée à Sully est désormais compromise par une politique opportuniste dénuée d'intégrité. Alors que la succession d'Henri IV est à peine préparée, la reine Marie de Médicis devient régente, Louis XIII n'ayant que 9 ans.

Des femmes au pouvoir : les régentes

Le cadre juridique des régences a été •xé au XIVe siècle par le roi administrateur, Charles V. Ce dernier, de santé très fragile, avait organisé les transitions de règne autour des régentes (mères, sœurs). C'est lui qui a •xé l'âge de la majorité des rois de France à 13 ans, à une époque où la peste faisait rage. La majorité était plus tardive au Moyen Âge (21 ans).

Peu préparée au pouvoir et sans talents politiques particuliers, Marie de Médicis colmate constamment les brèches ouvertes par l'ambition des plus puissants (appelés les « Grands »), qu'Henri IV avait su contrôler. Elle les contient quant à elle par le biais de pensions, de dons ou de libéralités fort coûteuses pour le budget royal. La fonction de

régente la met vite sous l'emprise d'ambitieux. Ainsi, elle accorde une confiance démesurée à l'Italien Concino Concini, époux de sa confidente Eleonora Galigaï, et lui confie de prestigieuses responsabilités. Mais Concini, particulièrement ambitieux et arrogant, s'attire de nombreux ennemis par son attitude hautaine, et en particulier la violente animosité du jeune roi Louis.

Un bouc émissaire

Ambitieux, Concino Concini a fait l'objet de nombreux pamphlets hostiles à sa personne et à sa politique. Il y est désigné comme la source de tous les maux de cette régence. La documentation à son sujet est donc très tendancieuse. Ces textes de propagande émanent en grande partie de la noblesse, hostile à la politique de fermeté qu'il prône à partir de 1616.

La France est alors composée d'environ 20 millions d'habitants, population considérable pour l'époque (les Espagnols sont 8 millions et les Anglais 5 millions). En outre, la France possède une certaine unité territoriale (notamment avec la langue française qui se développe) ; les autres gouvernements du continent ne peuvent prétendre à une telle cohérence.

• 1614. Les états généraux : une dernière avant la Révolution française

Les ressources financières accumulées sous le règne d'Henri IV ont été dilapidées par une surenchère de prodigalités. Or, lorsque les revenus du domaine royal ne sont plus suffisants, il est d'usage de réunir les états généraux du royaume (réunion des représentants des trois ordres de la société) pour leur demander le vote d'impôts exceptionnels. Marie de Médicis, signe d'affaiblissement du pouvoir royal, fait ce choix en 1614.

Richelieu se fait remarquer

Au cours de ces états généraux, lieu opportun pour les ambitieux, l'un des représentants du clergé, un dénommé Armand Du Plessis, s'impose par son intelligence et sa compétence. Remarqué par la régente Marie de Médicis et par Concini, il entre pour la première fois au gouvernement. Richelieu franchit ainsi, en 1614, les premières marches vers le pouvoir.

© Groupe Eyrolles

Déjà réunis au début du règne d'Henri IV, les états généraux de 1614 vont être un lieu de mésentente entre les trois ordres (clergé, noblesse et tiers état), ce qui va renforcer le pouvoir royal.

• Une société bien ordonnée

Clergé : représentants de l'Église catholique exclusivement.

Noblesse : possesseurs d'un fief, nobles depuis quatre générations.

Tiers état : toutes les personnes ne disposant pas de privilèges : artisans, commerçants, paysans, etc. Le tiers état représente la majorité de la population.

• 1617. La révolte violente d'un roi de 15 ans

Le personnage principal du royaume, Concino Concini, maréchal d'Ancre, s'attire en très peu d'années la haine du dauphin Louis, humilié plusieurs fois publiquement avec l'approbation de Marie de Médicis. Le jeune roi, influencé par son confident Charles d'Albert de Luynes, rompt à 15 ans les chaînes et sonne l'heure des représailles : le 24 avril 1617, il donne l'ordre d'arrêter Concini qui est assassiné dans la confusion. Ce jour-là, le jeune roi révèle une fermeté qui marque le début de son règne. Après cette violente émancipation, les tensions entre le roi et sa mère se cristallisent et se durcissent. Cette mort signe aussi l'arrêt de la récente politique de fermeté envers les nobles. Cette politique sera reprise plus tard par Richelieu, mais, pour l'heure, le roi préfère revenir aux concessions traditionnelles de la monarchie en redonnant à l'aristocratie son pouvoir de contrôle.

Le règne de Louis XIII : 1617-1643

Cette période est traversée par le pouvoir partagé entre le roi et Richelieu, dont la volonté est de soumettre la noblesse et de s'imposer à l'extérieur face aux Habsbourg d'Espagne et d'Allemagne.

Louis XIII (1601-1643) : fermeté et mystère

Par plus de 11 000 pages, nous connaissons l'état physique du futur roi dans toutes ses nuances ! En effet, son médecin, Jean Héroard, a pris la peine de noter le moindre de ses rots ou diarrhées, de sa naissance à ses 16 ans ! Au-delà de la connaissance parfaite de son corps, il est plus difficile de cerner la personnalité de Louis XIII, de l'enfant mal-

aimé par sa mère au roi ferme et imprévisible, parfois inexorable. Il faut cependant lui reconnaître la capacité de bien s'entourer puisqu'il choisit, par estime personnelle, Richelieu comme principal ministre, sans partager avec lui aucune fonction. Ces deux êtres ont besoin l'un de l'autre pour assumer ensemble leur fonction, à une période où la monarchie doit encore s'imposer face à une noblesse contestataire.

Louis XIII éprouve une indifférence froide envers son épouse, la charmante Anne d'Autriche. Deux enfants naissent toutefois en extremis à la fin de son règne. De grands amours platoniques jalonnent sa vie : femmes et hommes, indifféremment. Mais là encore, il reste intransigeant : il n'exerce pas son droit de grâce lors de la condamnation à mort de son favori, le marquis de Cinq-Mars, accusé de complot. La mansuétude n'est pas un trait de sa personnalité peu communicative, très éloignée en cela de son père Henri IV.

Louis XIII exprime dès l'enfance un goût prononcé pour les armes et se révèle, comme ses ancêtres, très grand chasseur. C'est lui qui choisit de faire construire à Versailles un pavillon de chasse qu'engloberont plus tard les autres bâtiments du château.

- 1624. Richelieu fait sa place

Le passage du duc de Luynes au pouvoir est de courte durée : il meurt en 1624, laissant le champ libre à Richelieu. Le cardinal est promu chef du conseil du roi. Mais sa position est instable entre Marie de Médicis, dont il dépend encore, et un roi en conflit ouvert avec elle ; se sortir de ce guêpier est pour Richelieu un enjeu majeur.

- L'éminence grise

L'expression « éminence grise » est appliquée pour la première fois au principal collaborateur de Richelieu, le père Joseph, portant la robe de bure grise des capucins. Il est notamment chargé de la politique extérieure et en particulier de la lutte contre les Habsbourg. Ce terme désigne actuellement tout conseiller de poids restant dans l'ombre d'un personnage important.

L'autre enjeu est de limiter les troubles intérieurs. La politique de fermeté reprend, avec l'aval de plus en plus de nobles, désormais intégrés dans le système monarchique où ils placent leurs capitaux. Une partie d'entre eux commence à voir l'intérêt d'un pouvoir royal fort. Quant aux nobles rebelles, ils sont écrasés sans concession, comme en témoigne la décapitation du comte de Chalais, conspirateur complice du frère du roi, Gaston d'Orléans. Ce frère inconséquent et léger restera pourtant longtemps l'héritier du trône avant la naissance inespérée du futur Louis XIV.

© Groupe Eyrolles

Richelieu (1585-1642) : des vertus cardinales ?

La vie d'Armand du Plessis, cardinal de Richelieu, est étroitement liée à celle de Louis XIII. Armand du Plessis, devenu homme d'Église par les hasards de la naissance, n'a pas choisi cette voie par vocation (la sienne aurait été celle des armes). Toutefois, les héritiers nobles se doivent d'accepter les chemins utiles à leur famille. L'histoire le retient en guerrier lorsqu'il est peint devant La Rochelle assiégée. Il n'empêche que sa pensée politique se nourrit de sa croyance catholique associée à son immense respect de la fonction royale.

Personnalité complexe, il donne une vision d'homme implacable, renseigné par un vaste réseau d'espions. Il faut reconnaître qu'il doit constamment déjouer des pièges tendus sur tous les fronts. Par malveillance, les décisions les plus fermes du règne de Louis XIII lui sont souvent attribuées (répression dans le sang des complots de Chalais, de Montmorency, grâce accordée en extremis sur l'échafaud à un conspirateur, le commandeur de Jars).

Malgré son apparente assurance, Richelieu a constamment craint la disgrâce... Louis XIII est trop secret et imprévisible pour être rassurant. Doté d'une belle intelligence faite d'imagination créatrice et de sens pratique, Richelieu n'a cessé de renforcer l'autorité royale tant à l'extérieur de la France, contre la maison des Habsbourg, qu'à l'intérieur, pour dompter la noblesse à laquelle il interdit la dérive, devenue mode, des duels. Dans le domaine religieux, il s'attelle à transformer le concept de « Roi Très Chrétien » en réalité concrète. La soumission des protestants participe de cet enjeu. S'il est également à l'origine de la création de l'Académie française, c'est encore pour promouvoir l'unité de l'État par le biais d'une langue unique, outil pour bien gouverner. L'image de Richelieu a été fortement influencée par la façon dont Alexandre Dumas le dépeint dans *Les Trois Mousquetaires* (1844) : les hommes du cardinal pourchassant les mousquetaires ont répandu l'idée d'un Richelieu « méchant ». Pourtant, son habileté politique a toujours été guidée par une haute conception de l'État.

- 1627-1629. Les protestants assiégés à La Rochelle

Dès que Richelieu est sur un front, l'autre front conspire. Ainsi, engagé à l'étranger dans une opération diplomatique contre les Habsbourg, Richelieu relâche son étreinte sur les protestants français et c'est la révolte. Dans ce contexte instable, les protestants ont des raisons de s'inquiéter des répercussions de la mort d'Henri IV sur l'esprit de tolérance. Ils redoutent de perdre les avantages spirituels et matériels obtenus par l'édit de Nantes, garant de leur liberté de conscience et de la sûreté de leurs personnes et de leurs biens.

Deux religions : une division politiquement incorrecte

Un pays divisé par deux religions est inacceptable pour les théoriciens politiques du XVII^e siècle. Or, la France est le seul pays où cohabitent de manière officielle deux religions, matérialisant la séparation récente de la Chrétienté entre catholiques et protestants. La situation est difficilement tolérable pour des « rois Très-Chrétiens ». Avec l'appui des Anglais, les protestants résistent à La Rochelle, la capitale protestante. Après un an d'un siège très âpre, le roi de France entre victorieux dans la ville le 1^{er} novembre 1628. De son côté, Richelieu en sort grandi aux yeux du roi, au regard de sa compétence et de ses résultats. Cette nouvelle guerre civile, soutenue par l'Espagne, ne s'achève toutefois que plusieurs mois plus tard par la grâce d'Alès, en juin 1629, où une concession est faite aux protestants : les clauses sur la liberté de culte et sur l'égalité civile de l'édit de Nantes sont maintenues, mais les annexes comportant les privilèges politiques et militaires ne sont pas prises en considération.

- 1630. Un pouvoir à deux têtes

Un projet controversé

Le projet politique de Richelieu se concrétise. Il s'avise alors de le mettre par écrit et de le présenter au roi. Richelieu souhaite ruiner le parti protestant, réduire les nobles à l'obéissance et mobiliser la puissance française contre l'encerclement des Habsbourg. Dans ce projet très construit, il se montre hostile aux prérogatives de l'Espagne, s'opposant ainsi aux positions de sa bienfaitrice Marie de Médicis, fortement engagée aux côtés des catholiques conservateurs proches des Espagnols. La rupture est imminente. Richelieu est relevé de ses fonctions pour ses vues différentes de la reine.

La journée des Dupes

Contre toute attente, la victoire est donnée à Richelieu au cours de la journée la plus décisive de sa vie, la « journée des Dupes », le 11 novembre 1630. Cette journée marque la fin du gouvernement à trois têtes. Tout commence la veille. Richelieu s'introduit sans y être invité, risque énorme, dans les appartements de la reine mère en conversation avec le roi, dans son palais du Luxembourg (où siège aujourd'hui le

© Groupe Eyrolles

Sénat). Marie de Médicis, le voyant surgir et dire « Leurs majestés parlent de moi ? », se déchaîne contre lui et l'éconduit devant le roi resté muet. Sa carrière semble s'arrêter là. Déchu, les courtisans l'évitent toute la journée. Mais, coup de théâtre, le lendemain, Louis XIII le convoque à Versailles et le confirme dans ses fonctions : « Je vous commande absolument de rester et de continuer de tenir le timon des affaires, parce que telle est mon irrévocable décision. » Cet événement, pivot du règne, marque la rupture définitive entre le roi et sa mère et la prise de pouvoir de Richelieu auprès de Louis XIII.

La reine Marie de Médicis perd alors tout crédit et s'enferme dans l'opposition, fomentant troubles sur troubles. Le roi, manifestant encore une grande fermeté, prend la décision de mettre sa mère en résidence surveillée à Compiègne. C'en est trop pour cette orgueilleuse ! Insoumise, elle prend la décision de s'enfuir aux Pays-Bas pour conspirer, à nouveau, avec son fils cadet, le rebelle Gaston d'Orléans. Son insoumission justifiera la politique de répression envers la noblesse.

Marie de Médicis : grandeur et décadence

Marie de Médicis est certes la mère du roi de France, mais c'est aussi la mère de deux reines d'Europe : Henriette, épouse de Charles I^{er} d'Angleterre, et Élisabeth, épouse de Philippe IV d'Espagne. Or, après cette fuite, Louis XIII se montre inexorable : il ne se réconciliera jamais avec sa mère. Elle vira donc sa vie à l'étranger dans une errance peu compatible avec son statut de mère de trois souverains européens, acculée par les difficultés financières, créant des complications partout.

- 1631. La presse au service du pouvoir

Cette année-là, le médecin Théophraste Renaudot lance un journal hebdomadaire, la Gazette,

hebdomadaire tiré bientôt à 1200 exemplaires, chiffre considérable pour l'époque. C'est le premier journal français. Ses articles ne portent au début que sur la politique étrangère : nouvelles de Rome, Venise, Constantinople... Il faudra attendre le sixième numéro pour voir apparaître des nouvelles nationales.

- La pie apporte le journal

Le mot « gazette » viendrait de l'italien gazzetta (« petite pie »), du nom de la pièce de monnaie vénitienne qui permettait d'acheter les feuilles d'informations périodiques publiées au XVIIe siècle.

Mais cette presse n'a rien de libre, elle doit servir les intérêts du pouvoir. En effet, Renaudot est soutenu dans son entreprise par Richelieu qui a bien compris l'intérêt d'une telle innovation. Pendant longtemps, la Gazette restera la voix officielle de la cour, allant même jusqu'à être annexée au ministère des Affaires étrangères au XVIIIe siècle, et survivra jusqu'en 1915.

- Les Français dans la guerre de Trente Ans

Le roi d'Espagne est allié à l'empereur d'Allemagne en raison de ses liens familiaux anciens, maintenus depuis la séparation de l'Espagne et de l'Empire à la mort de Charles Quint. Les Français cherchent à jouer les contrepoids. Ils interviennent d'abord dans l'ombre en soutenant les princes protestants, rebelles à leur empereur catholique. En 1635, la France catholique s'allie officiellement aux protestants avec la volonté de réduire l'influence des Habsbourg espagnols ou allemands. Cette alliance avec les protestants allemands – alors que les protestants français viennent d'être vaincus à La Rochelle – traduit bien le réalisme politique de Richelieu : la fin justifie les moyens. Cette guerre devenue européenne, à laquelle participe la France à partir de cette date, est appelée la « guerre de Trente Ans » (de 1618 à 1648). Elle oppose les princes protestants rebelles, soutenus par les Français et les Suédois, au camp austro-espagnol de l'empereur Habsbourg Ferdinand II et du roi d'Espagne Philippe III, père d'Anne d'Autriche.

Les trois mousquetaires sont là !

Cette époque tumultueuse a inspiré Alexandre Dumas : Les trois mousquetaires mettent en scène le roi, la reine Anne d'Autriche et Richelieu. Mais il s'agit d'une histoire très romancée qu'il ne faut surtout pas interpréter à la lettre, en particulier les amours de la reine avec le duc de Buckingham !

Cette guerre coûteuse se déroule sous le règne de Louis XIII jusqu'en 1643. Pour financer une armée de 135 000 hommes, le montant global des impôts est multiplié quasiment par trois en 3 ans, ce qui provoque des révoltes sporadiques un peu partout dans les provinces françaises. Remettre en question l'autorité royale n'est pas à l'ordre du jour. Le cri de ralliement royaliste de ces miséreux le prouve par le tonitruant « Vive le roi ! ». Il s'agit plutôt de réactions épidermiques à la misère et à l'injustice. Toutefois, ces révoltes spontanées ne réussissent pas à former un grand mouvement général d'opposition.

© Groupe Eyrolles

- 1642-1643. Deuils à répétition

Un étrange hasard survient lors de cette collaboration bicéphale : le roi et son ministre meurent à quelques mois d'intervalle. Richelieu s'éteint en décembre 1642, et Louis XIII, en avril 1643. Ironie du sort, Marie de Médicis meurt également l'année de la disparition de son ennemi obsessionnel, Richelieu ! Ce dernier a juste le temps de prévoir la transition en proposant Mazarin comme successeur. La reine Anne d'Autriche, longtemps restée dans l'ombre, va assurer la transition, son fils aîné n'ayant pas encore 5 ans. La seconde régence du XVIIe siècle commence.

La régence d'Anne d'Autriche : 1643-1661

Cette régence est traversée de troubles successifs liés aux différentes révoltes de « Grands », les Frondes, et à la fin de la lutte contre l'Espagne.

Anne d'Autriche et Mazarin : une équipe gagnante

Anne d'Autriche (1601-1666) a pour soutien l'Italien Jules Mazarin (1602-1661), proposé comme homme de transition par Richelieu qui avait su en apprécier les talents lors de négociations. On a beaucoup épilogué sur la relation de la reine et du ministre : amour, mariage secret... Il est certain qu'entre Anne d'Autriche et Mazarin s'est instauré un lien de forte estime mutuelle. La reine, restée dans l'ombre sous Louis XIII, entre soudain dans la lumière en devenant régente.

À côté d'elle, son principal ministre est un homme certes ambitieux mais aussi chaleureux, raffiné et très intelligent. Dans la continuité de la politique de Richelieu, il va asseoir l'autorité royale face aux puissants, toujours prêts à la révolte.

L'équipe Anne d'Autriche-Mazarin va bien fonctionner et Louis XIV, contrairement à son père, va être particulièrement bien formé à son métier de roi. En effet, même si Mazarin, avec une avidité manifeste, profite de son poste pour faire fortune, il sait aussi guider les pas du jeune roi, lui apprenant le sens politique et la conscience de la grandeur de l'État. Il lui refuse même la main de sa nièce, Marie Mancini, dont le roi est amoureux, pour lui proposer une alliance plus stratégique : son mariage avec l'infante d'Espagne Marie-Thérèse. Grand mécène, il rassemble les œuvres d'art et les livres. Ces derniers constituent le fonds de départ de l'actuelle bibliothèque Mazarine.

- 1643. Une Espagnole et un Italien à la tête de la France

Anne d'Autriche prend de l'autorité

L'histoire du royaume de France semble bégayer et suivre le scénario de la succession d'Henri IV: une régence s'impose. Cependant, les acteurs de la seconde régence du XVIIe siècle n'ont pas les mêmes rapports humains concrets. Ainsi, Anne d'Autriche, une fois nommée régente, s'appuie sur la compétence de son ministre Mazarin. Elle s'épanouit d'ailleurs dans ce rôle de premier plan, forte de la présence de ses deux jeunes fils, Louis et Philippe, garants de sa légitimité. Elle tient à veiller étroitement à leur éducation, avec une sensibilité inhabituelle pour l'époque. Par souci de leur avenir – pourtant Espagnole de cœur et dévote –, elle choisit de mener une politique en continuité avec celle de Richelieu, c'est-à-dire une politique contre l'Espagne. Parallèlement, les nobles entrent en résistance, comme lors de la régence précédente. Un complot appelé « cabale des Importants », dirigé par le duc de Beaufort et la duchesse de Chevreuse, est déjoué le 27 mai 1643, mais les nobles n'ont pas dit leur dernier mot...

Rocroi : une victoire inaugurale

Mazarin conduit la même politique inéxorable contre l'Espagne Habsbourg : en 1643, la France remporte la victoire décisive de Rocroi, dans les Ardennes, grâce au talent militaire du prince de Condé qui permet aux Français de remporter leur première victoire sur l'Espagne depuis un siècle. Toutefois, cette politique belliqueuse et coûteuse entraîne une énorme pression sociale sur le pays.

- 1648. L'opposition parlementaire : le déclencheur de la Fronde

La mort de Louis XIII fragilise à nouveau le pouvoir royal. Les parlements tentent de contrôler la monarchie en imposant une charte : la déclaration des 27 articles qui limite les pouvoirs du roi. Mazarin ne prend pas la mesure du danger et fait arrêter trois parlementaires parisiens dont le très populaire Broussel, opposant acharné aux nouvelles levées d'impôts. Paris résiste, se soulève le 25 août et se hérise de barricades une fois de plus ! L'agitation dure quelques mois malgré la

© Groupe Eyrolles

libération du parlementaire emblématique. Le gouvernement s'incline et accepte des concessions écrites face à cette ébauche de révolution : le processus de révolte est désormais enclenché.

Double coup fatal pour les Habsbourg

Au milieu de ces troubles, Mazarin signe la paix de Westphalie en octobre 1648, qui donne à la France une grande partie de l'Alsace et les places de Metz, Toul et Verdun.

L'Allemagne de Ferdinand III n'est plus un danger pour la France car elle entre en paralysie politique jusqu'au XIXe siècle malgré l'ascension de la Prusse. Toutefois, le conflit contre les Habsbourg n'est pas encore achevé : la guerre s'éternise du côté de l'Espagne. Par ce traité, l'Espagne reconnaît l'indépendance de ses possessions hollandaises : l'empire de Charles Quint est désormais définitivement disloqué. L'Espagne est en perte de vitesse. Les Provinces-Unies (autour de la riche province hollandaise) vont poursuivre au XVIIe siècle leur irrésistible ascension et devenir une puissance politique, économique et maritime de premier plan. Amsterdam devient la première place financière du monde et la capitale de la tolérance. C'est aussi là que se développe en peinture un nouveau regard sur la lumière dont Rembrandt et Vermeer sont les maîtres incontestés.

- 1649. Un roi fuit dans la nuit...

La famille royale doit quitter secrètement Paris dans la nuit du 5 au 6 janvier 1649. Cette nuit glacée et inquiétante marque irrémédiablement le petit Louis XIV qui a, à

l'époque, 10 ans. Il en tirera plus tard des leçons sur l'attitude à adopter face à la noblesse, potentiellement dangereuse. En leur absence, le parlement lève des troupes avec l'appui de certains nobles, dont le cardinal de Retz. Le désordre est complet. Tout le monde est en effervescence : les aristocrates, le clergé et le peuple. Les trois ordres sont réunis dans une commune opposition !

L'opinion publique se déchaîne alors contre Mazarin, rendu responsable de tous les maux du temps, comme Concini autrefois. La famille royale reste à l'abri des critiques, aimantées par ce « principal » ministre. Les pamphlets pleuvent par centaines contre lui : ce sont les fameuses « mazarinades ». Toutefois, la paix est signée à Rueil en mars 1649 : la révolte semble éteinte. C'est à cette époque que le nom d'un jeu d'enfants, la « Fronde », est donné à l'ensemble des révoltes, les rebelles étant alors les « frondeurs ».

Aujourd'hui, cette expression désigne toute forme d'esprit contestataire.

- 1650. Les princes s'associent aux parlementaires

Une étape de plus est franchie quand le vainqueur de Rocroi, le prince de Condé, retourne sa veste et entre dans l'opposition contre la famille royale et contre Mazarin qu'il déteste. Son ambition est bien sûr de le remplacer ! Fort de son prestige militaire, il rallie une partie de la noblesse et soulève la province. Le pouvoir royal procède à une arrestation familiale provisoire : Condé, son frère Conti et son beau-frère Longueville ! Au lieu de calmer les esprits, cette décision les enflamme. On se croit revenu au temps de la ligue, quand la guerre civile faisait rage à la fin du siècle précédent (p 87).

Une duchesse s'en va en guerre

La duchesse de Longueville, sœur de Condé, entre dans la bataille avec les amis des princes qui soulèvent la Normandie. Entraîné par sa passion pour elle, le général Turenne participe un moment à l'opposition contre le roi, puis se rallie ensuite à sa cause.

- 1651-1653. Frondes de tous bords

Le Parlement s'associe aux nobles

En janvier 1651, les parlementaires se joignent pour la première fois à la rébellion et reprennent leur programme de 1648, mais la contestation est toujours désordonnée et peu productive.

Le Parlement de Paris

Le Parlement de Paris est la cour souveraine de la monarchie française. Gardien des lois, il juge, en dernier ressort, les affaires criminelles et civiles du royaume.

Face à la révolte intérieure, Mazarin décide, à la libération de Condé, de s'éloigner à l'étranger pour calmer les esprits et éteindre le feu de l'agressivité. Ce n'est pas un abandon de pouvoir : il reste en relation à distance avec Anne d'Autriche et ses conseillers. Chance pour lui, les frondeurs ne parviennent jamais à s'entendre.

Le coup de Condé

Le prince de Condé, toujours incontrôlable, rompt avec les parlementaires et quitte Paris pour soulever la province. Pendant ce temps, l'héritier grandit dans l'ombre : Louis XIV devient majeur, à 13 ans, en

© Groupe Eyrolles

septembre 1651. Pendant près de deux ans, le prince de Condé révolté entre en relation avec l'Espagne, lui, l'ancien vainqueur de Rocroi ! Agitateur, il tente même de soulever tout le Sud-Ouest. La bataille décisive a lieu le 2 juillet 1652 sous les murs de Paris, au faubourg Saint-Antoine. Condé vaincu est sauvé in extremis par la fille du rebelle Gaston d'Orléans. Elle est restée célèbre dans l'histoire sous le nom de « la Grande Mademoiselle ». Aussi rebelle et intrépide que son père (le frère de Louis XIII), elle fait tirer le canon de la Bastille sur les troupes royales et ouvrir les portes de la ville aux insurgés !

La victoire de Condé est éphémère car Mazarin a l'intelligence de quitter à nouveau la scène. La personnalité hautaine de Condé fait le reste : il se rend détestable. Il est alors contraint de quitter la France en octobre 1652, tandis que le roi revient en triomphateur et que la contestation frondeuse s'arrête vraiment dans les provinces l'année suivante. Condé, le faiseur de troubles, quitte la scène d'un pays défait par quatre années de guerres civiles génératrices de misère. C'est à cette époque que des missions d'assistance sociale sont organisées pour les plus démunis, sur l'initiative de saint Vincent de Paul, indigné par la misère des paysans et des galériens.

- 1654. L'aube du Soleil

Sacré roi le 7 juin 1654, Louis XIV reste encore quelques années dans l'ombre volontairement. Mazarin gère le royaume et le roi observe beaucoup. La paix se réinstalle doucement dans un pays las de la guerre, aspirant au retour à l'ordre. Préparé par Mazarin à son métier, Louis XIV attend son heure en se forgeant une future ligne de conduite...
À l'école de la Fronde...

Cette époque de troubles est riche d'enseignements humains pour le jeune Louis XIV. Il n'oubliera jamais le comportement hautain de certains nobles, leur capacité de trahison, leur ambition avide et implacable, mais également le danger potentiel représenté par l'opposition parlementaire. Son besoin de stabilité, associé au souci de tout contrôler, est certainement dû à cette expérience. Les nobles et les parlementaires ont toutefois prouvé à tous, pendant ces quatre années houleuses, leur incapacité à gouverner et à s'engager sur le chemin d'un vrai projet politique, car bien que des types de gouvernement différents aient été expérimentés pendant quelques mois, aucune personnalité n'a réussi à s'imposer durablement.

- 1659. La paix scellée par mariage

Par le traité des Pyrénées, la paix est enfin signée avec l'Espagne. Cette dernière n'est plus la première préoccupation des Français. Le territoire en ressort agrandi, la frontière franco-espagnole est définitivement entérinée. Par intelligence politique, Mazarin organise le mariage du roi avec sa cousine germaine, l'infante Marie-Thérèse d'Espagne. Ce ministre italien se montre plus soucieux des intérêts de la France que les généraux Condé et Turenne, qui n'hésitent pas à s'allier à l'ennemi selon leurs passions et intérêts personnels. L'épouse de Louis XIV renonce à ses droits à la succession d'Espagne (comme l'avait déjà fait Anne d'Autriche autrefois) contre une importante dot. Or, celle-ci ne sera jamais payée, ce qui justifiera un peu plus tard ses prétentions à l'héritage espagnol.

Le règne de Louis XIV : 1661-1715

Ce règne voit l'assujettissement de la noblesse par une monarchie de plus en plus absolue, dont la pérennité est favorisée par la longévité exceptionnelle du règne.

Louis XIV (1638-1715) : la royauté à son zénith

Ses parents ont attendu cet héritier pendant plus de vingt ans. Il a 4 ans à la mort de son père, et son règne va durer 72 ans ! Louis Dieudonné, devenu Louis XIV, choisit de s'imposer en 1661 à la mort de Mazarin. À cette date, il manifeste pour la première fois sa puissante volonté, son autorité orgueilleuse et son sens des responsabilités. Conscient très jeune des exigences inhérentes au métier de roi, il exerce cette fonction avec beaucoup de sérieux, forgeant et incarnant lui-même une monarchie devenue sous son règne une grande puissance européenne. D'un physique agréable et sportif, il prend très tôt goût à la musique et à la danse qu'il exerce en public avec le talent d'un professionnel. Grand chasseur, il épuise ses proches en les entraînant dans des parties de chasse débridées ; militaire intrépide, il manifeste à la guerre les mêmes qualités de courage, servies par une solide santé. Il surprend les plus ambitieux en s'imposant très vite comme un chef de gouvernement apte à prendre seul les décisions, sans « principal ministre ». Échaudé par la Fronde, il préfère choisir la plupart de ses administrateurs. Toutefois, même si les troubles de la Fronde ne lui ont pas donné le loisir d'étudier avec régularité, il sait apprécier la culture des autres et s'en nourrir. Les grands hommes de son règne, soutenus par son mécénat, nous sont très familiers : Molière le comédien, Lully le musicien, Racine le tragédien, Bossuet et Fénelon les prêtres philosophes, Mansart l'architecte, Le Nôtre le paysagiste, Le Brun le peintre... Très sensible à l'art

© Groupe Eyrolles

sous toutes ses formes, même végétales, Louis XIV fait de Versailles le château prestigieux que l'on connaît. Il y installe une cour au cérémonial très réglé (l'étiquette), apte à transformer des nobles potentiellement dangereux en courtisans inoffensifs. Acteur né, il s'impose magistralement dans le rôle du Roi-Soleil et sait impressionner ses contemporains en jouant sur son image. Il assume avec courage et persévérance sa fonction et les épreuves égrenées sur son long chemin : politique extérieure difficile dans une lutte contre les Habsbourg puis contre les Provinces-Unies et l'Angleterre, vie personnelle douloureuse par le deuil progressif de toute sa lignée. Il léguera son royaume avec inquiétude, en 1715, au seul survivant de la branche aînée de ses enfants : un fragile enfant de cinq ans, son arrière-petit-fils, Louis XV.

- 1661. Le matin du règne

L'heure de gloire de Louis XIV a sonné. Tout est en place pour un grand et long règne : la paix est rétablie aux frontières. L'Espagne est isolée, vaincue, contrainte à reconnaître la prééminence du roi de France. La scène européenne est donc particulièrement favorable à la France. Louis XIV y débute par un coup de théâtre, en accord avec sa personnalité à la fois secrète et sociable. Du temps de Mazarin, il a eu le loisir d'observer, d'analyser, de se forger une opinion personnelle sur la conduite à tenir. Il sait ce qu'il veut et il le prouve dès le lendemain de la mort de son ministre, lorsqu'il annonce sa volonté de gouverner seul ; il se tiendra toute sa vie à cette décision, malgré les doutes de son entourage d'alors. On a qualifié ce mode de gouvernement de « pouvoir absolu ».

La terre tremble : l'affaire Fouquet

Nicolas Fouquet est un homme très brillant, particulièrement influent et sûr de lui. Longtemps prête-nom de Mazarin, qui s'est servi de lui pour couvrir certaines de ses malversations, il apparaît aux historiens actuels comme plutôt honnête au regard des capitaux manipulés. Or, un jour, cet homme rencontre un roi auquel il fait de l'ombre... Quand Louis XIV arrive au pouvoir, Fouquet organise en son honneur, en août 1661, de grandes fêtes dans son château le plus prestigieux, Vaux-le-Vicomte. Son tort est de ne pas avoir pris la dimension exacte du caractère du jeune roi. L'éclat exceptionnel de ces fêtes aiguise la jalousie du roi, attisée alors par Colbert qui cherche à éliminer un rival. Nicolas Fouquet est arrêté sans préavis le 5 septembre 1661 par le célèbre d'Artagnan ; cet événement inimaginable glace les plus hardis. Incrédule, Fouquet prend progressivement la mesure de sa disgrâce. Il est condamné à l'exil mais, fait rare, le roi aggrave cette sentence par la prison à vie !

- 1663. Le Canada devient français

Depuis le début du siècle, les Français se sont installés le long du fleuve Saint-Laurent dans l'Est de l'actuel Canada, parvenant à faire fructifier des petites colonies en dépit des conditions de vie très difficiles. La région attire les aventuriers car le commerce des fourrures est fructueux. Dans les années 1660, 4000 Français vivent ainsi au milieu des populations indiennes, s'associant avec les Hurons ou les Micmacs et faisant la guerre aux Iroquois. La Nouvelle-France devient en 1663 une colonie de la Couronne française avec pour capitale Québec. En quelques années, un encadrement militaire et religieux est mis en place sur l'initiative de Colbert. L'objectif est de peupler cette « Nouvelle-France » afin d'exploiter ses ressources au profit de l'économie française. En effet, la politique coloniale française est davantage centrée sur le profit économique que sur des visées géopolitiques.

- 1667-1668. Une guerre de « dévolution » pour un héritage

À la mort de son beau-père, le roi d'Espagne Philippe IV, Louis XIV revendique les Pays-Bas espagnols (actuelle Belgique) au nom de l'héritage dû à son épouse Marie-Thérèse, dont la dot n'a jamais été payée. Il invoque une coutume belge, appelée « droit de dévolution », qui reconnaît comme seuls héritiers les enfants d'un premier mariage, ce qui est le cas de l'infante Marie-Thérèse. Face à l'alliance Hollande-Angleterre-Suède, il négocie rapidement le traité d'Aix-la-Chapelle. La France récupère ainsi douze places fortes, dont Lille. Le « pré-carré » français, entouré de ses places fortes protectrices, commence à se constituer.

- 1669. Cumul de fonctions pour Colbert

Déjà contrôleur général des Finances, Colbert cumule depuis peu le secrétariat de la Maison du roi et la Marine. Ce cumul de fonctions va lui permettre de coordonner, dans une vision d'ensemble, différentes actions économiques mais aussi législatives et maritimes. Le « colbertisme » (voir p 138) se met en place : après l'action politique de Richelieu, l'action économique est maintenant à l'honneur.

© Groupe Eyrolles

Colbert (1619-1683) : un travailleur ambitieux et polyvalent

Issu de la bourgeoisie anoblie, Colbert a débuté sa carrière dans l'équipe Mazarin. Cette dernière est restée en l'état sous Louis XIV, mise à part la retentissante éviction de Nicolas Fouquet. D'une capacité de travail extraordinaire, Colbert veille pendant 22 ans sur les rouages de l'économie et des finances, et accumule avec boulimie les activités. Il exerce tous les postes-clés. Par cette polyvalence acharnée, il porte le règne de Louis XIV au plus haut.

- 1672-1681. Esquisse du contour définitif des frontières

La France envahit la Hollande qui résiste, mettant Guillaume III d'Orange à la tête du pays. L'engrenage de la coalition contre la France est maintenant en place : Guillaume d'Orange s'allie à tous les ennemis du roi de France. L'Angleterre y participe quand son roi, Charles II, donne sa nièce Marie en mariage à Guillaume d'Orange. Mais à la fin de cette guerre, lors du traité de Nimègue en 1678, la France gagne ses frontières presque définitives avec le Jura, ce qui lui assure une certaine sécurité. L'État français rayonne alors dans toute sa puissance. En 1681, la France est suffisamment sûre d'elle pour annexer la ville de Strasbourg par simple arrêt de justice, ce qui est contestable pour beaucoup, mais nulle puissance européenne n'ose intervenir.

Un hôtel pour les vétérans

Roi guerrier, Louis XIV souhaite proposer à ses soldats un établissement propre à soigner et abriter les anciens combattants. Pour cela, il fait construire l'hôtel des Invalides sur les bords de la Seine. Plusieurs milliers de vétérans viennent bientôt habiter le bâtiment construit à partir de 1671. C'est une première forme d'action sociale de l'État.

- 1677. Versailles : un château à la démesure du roi

Le choix du projet de Versailles comme résidence principale du roi surprend beaucoup en cette année 1677. En effet, le château de Saint-Germain où Louis XIV vit depuis 1666 est auréolé du prestige des résidences royales. Quant à la résidence du Louvre, le roi ne l'aime pas. Ce château au cœur du Paris rebelle est sans doute inquiétant, mais Louis XIV est surtout un homme de plein air, un chasseur, un amoureux des jardins. Choisir Versailles comme siège du gouvernement paraît malgré tout aberrant aux contemporains, car le lieu est encore très insalubre : « sans vue, sans bois, sans eau, sans terre, parce que tout y est sable mouvant et marécage, sans air par conséquent qui n'y peut être bon ». Toutefois, le roi s'attelle depuis quelques années à faire du possible avec de l'impossible à Versailles, et il en est fier. C'est là un défi à sa mesure. Il veut vivre dans un château marqué de son empreinte, entièrement pensé par lui.

Un château construit par tâtonnements successifs

Le chantier de Versailles commence en septembre 1661 sous la responsabilité de l'architecte Louis Le Vau, selon un projet incertain. Il s'agit d'abriter les amours inévitables du roi avec Louise de Lavallière. Le château se construit au gré des désirs du roi, très enthousiaste et fier de son œuvre. Le grand canal est percé peu après et donne de l'allure à l'ensemble, suivi du labyrinthe. André le Nôtre s'occupe des jardins, les « plaisirs de l'île enchantée » où les premières fêtes ont lieu, le château étant encore trop exigu pour accueillir les nombreuses convives. Après 1669, il est agrandi. Le château très bas, à la toiture réduite, fait l'objet de critiques. Ainsi, Saint-Simon y voit un « palais qui a été brûlé, où le dernier étage et les toits manquent encore » ! Constamment en chantier, il n'est habitable qu'en 1673. On estime à 36 000 le nombre d'ouvriers ayant participé aux travaux. Le roi encourage les constructions alentour en offrant des terrains gratuits pour attirer ses familiers, créant ainsi pour la première fois une ville neuve autour d'une résidence royale. Le plan de la ville, en étoile rayonnant depuis le château, s'inscrit dans un projet de glorification du Roi-Soleil, symbolisant la centralisation du pouvoir. La chambre du roi est également symbolique : elle est au centre exact du bâtiment et tournée vers l'est de la ville, ce qui permet au roi de se lever avec le soleil et ses sujets. Versailles devient progressivement la résidence de la haute noblesse par l'engouement affirmé du roi pour ce lieu. La décoration intérieure est l'œuvre de Charles Lebrun, grand metteur en scène de la monarchie, concepteur de la galerie des Glaces. L'harmonie extérieure est conçue en 1678 à l'architecte Jules Hardouin-Mansart, dont la mission est de transformer ce château en palais grandiose pouvant héberger toute la cour. C'est à lui que Versailles doit son allure générale actuelle ainsi que le Grand Trianon.

- 1682. Versailles, capitale de la France

Le roi s'installe définitivement à Versailles. La monarchie absolue et sa lourde administration n'ont plus l'errance des Valois, quand les rois étaient des voyageurs itinérants. Les rois vont y perdre le réalisme du contact avec leurs sujets. Les grandes fêtes de Versailles, telles qu'on les imagine, ont donc lieu pendant la période de construction du

© Groupe Eyrolles

château : ce temps où chaque bosquet révèle surprise sur surprise au milieu des jets d'eau et des feux d'artifice. La foule se presse partout, silencieuse et immobile lors du réveil du roi, debout au spectacle de ses repas, dans les jardins longtemps accessibles aux

bourgeois correctement vêtus et portant l'épée. Cette multitude est parfois difficile à contenir. Au centre, la vie du roi est immuablement réglée : ses matinées sont consacrées aux affaires de l'État, ses après-midi aux loisirs entrecoupés de rencontres d'ambassadeurs, de réunions extraordinaires au gré de l'actualité, ses soirées se passent en famille et ses nuits sont mystérieuses. Autour, les courtisans l'observent, guettent le moindre de ses regards, l'épient du haut de leur oisiveté. D'autres encore, comme Colbert, s'épuisent au travail 16 heures par jour. Contraste entre activités futiles et sérieuses et exacerbation des phénomènes relationnels, la cour de Versailles réunit toutes ces trajectoires dans un même kaléidoscope de passions humaines.

Le château de Versailles, un modèle architectural

Le château de Versailles devient le modèle à suivre pour les cours princières d'Europe. Le Palazzo Reale à Caserte près de Naples, ou le château de Sans-souci à Potsdam près de Berlin sont grandement inspirés du palais du Roi-Soleil. Le château de Versailles restera résidence royale jusqu'au départ de Louis XVI et de Marie-Antoinette le 6 octobre 1789. Ensuite, les derniers rois de France résideront au palais des Tuileries à Paris, car le château reste trop marqué par le souvenir de la monarchie d'Ancien Régime. En 1837, Louis-Philippe en fera un musée national. Versailles redeviendra durant quelques années la capitale du pays au début de la IIIe République. Aujourd'hui, le château est utilisé pour les réunions du Parlement.

• 1683. Un mariage anticonformiste

Le roi est veuf depuis deux ans. On pense encore pour lui à un mariage arrangé avec quelque grand parti d'Europe, mais il décide sur son seul avis « absolu » d'épouser officiellement Madame de Maintenon, l'ancienne gouvernante puis favorite, âgée de trois ans de plus que lui et sans lignée prestigieuse ! Ce mariage est toutefois morganatique : elle n'a pas le titre de reine de France en raison de l'infériorité de son rang de naissance. L'ascension sociale de Madame de Maintenon est exceptionnelle. Elle s'est élevée par la dimension de ses qualités maternelles envers les enfants du roi mais aussi par ses qualités de bon sens et par sa culture. Louis XIV, personnalité secrète, dialogue avec elle en toute confiance.

Louis XIV : l'homme qui aimait les femmes...

Après un éphémère amour de jeunesse avec Marie Mancini, le mariage de Louis XIV avec Marie-Thérèse d'Espagne, sa mièvre cousine germaine, sombre rapidement dans la platitude. Une chaîne ininterrompue de femmes, belles, souvent spirituelles, va alors marquer sa vie sentimentale. Trois noms sont à retenir : Louise de la Vallière, la marquise de Montespan et la marquise de Maintenon. Ces trois femmes, très différentes, ont chacune marqué la cour de leur présence. Jamais jusque-là un roi n'a porté aussi haut la fonction de « favorite », personnage central de la vie de cour. La première, Louise de la Vallière, blonde, discrète et sensible, se réfugie vite dans un monastère, après avoir donné trois enfants au roi, quand se ternit leur amour. La seconde, Athénaïs de Montespan, s'impose pendant plus de dix ans et éclipse la reine par sa beauté, son humour incisif et caustique. Elle donnera au roi huit enfants, fort aimés de la troisième de ses favorites, Madame de Maintenon ! Quand il quitte la Marquise de Montespan, celle-ci essaie désespérément de le reconquérir par la magie et s'embourbe dans l'affaire des poisons. Madame de Maintenon est celle qui accompagne son âge mûr jusqu'à sa mort, en 1715. C'est la confidente, enviée de la cour qui s'étonne de la longueur de leurs conversations !

• 1683. La mort de Colbert, le maître d'œuvre de l'économie

Colbert meurt en 1683 et avec lui, le dernier rempart protecteur des protestants. En effet, ces derniers, ayant de moins en moins l'opportunité de faire carrière dans l'administration, reportent depuis quelques décennies leur énergie sur les activités commerciales, négligées par la noblesse du sang ou de robe. C'est le rôle capital des protestants dans l'économie française qui intéressait Colbert. Une fois celui-ci disparu, plus rien ne peut contenir la répression protestante, qui aboutit à l'exode de milliers d'entrepreneurs protestants.

Le colbertisme : un protectionnisme économique

Le principe est simple. La France est un pays riche où la main-d'œuvre ne manque pas avec ses 20 millions d'habitants environ. Il suffit donc de vivre des ressources du pays en important au minimum et en exportant au maximum. À cette fin, les industries exportatrices et le commerce sont encouragés. La puissance d'un État est liée, selon Colbert, à ses ressources financières, étroitement dépendantes de sa masse de métaux précieux. Il faut donc encourager tout ce qui peut augmenter le stock monétaire par tous les moyens

économiques. Ces principes directeurs seront qualifiés par les historiens allemands du XIXe siècle de « mercantilisme ». Soucieux de la grandeur du roi, Colbert veut mettre à sa disposition un État fort par le biais de son économie. Il met donc tout en œuvre pour développer l'exportation, source de richesses : création de manufactures de produits de luxe, mise en valeur des moyens de communication, développement d'une marine marchande pour concurrencer les Hollandais, percement du canal royal en Languedoc (rebaptisé à la Révolution canal du Midi), etc. La limite de cette action est un interventionnisme de l'État extrêmement fort, parfois tatillon. Mais la conjoncture est difficile en cette seconde moitié du XVIIe siècle, ce qui justifie un tel besoin de contrôle.

● 1685. Oser la révocation de l'édit de Nantes
Louis XIV se veut « Roi Très Chrétien » et ne supporte plus la division du royaume en deux religions ; l'absolutisme entraîne une volonté de normalisation. Par l'édit de Fontainebleau, l'édit de Nantes est autoritairement révoqué : le protestantisme français est foudroyé, rayé brutalement de la carte.

Soucieux des lois, les protestants se sont pourtant bien comportés depuis l'édit de Nantes. Bien intégrés, ils participent en effet à tous les rouages de la vie du pays. Toutefois, leurs pratiques religieuses subissent au quotidien les assauts de la Contre-réforme par l'intermédiaire de jeunes excités, exaltés par les prêches des orateurs jésuites : les lieux de prière protestants sont régulièrement pris pour cibles d'exactions en tous genres. En outre, une politique de conversions « forcées » a lieu sous la pression des régiments de Dragons, les fameuses « dragonnades », à partir de 1681. C'est d'ailleurs par ces conversions que Louis XIV justifie la révocation considérant le protestantisme disparu.

Louis XIV a en effet besoin de l'appui du clergé catholique pour gagner le terrain perdu face à l'Espagne catholique. La révocation met les protestants en état de choc. La peur prend le dessus : 200 000 d'entre eux émigrent à l'étranger vers la Suisse, l'Allemagne, l'Angleterre, les Provinces-Unies ou le Nouveau Monde. Les noms d'origine française en Europe sont, de nos jours, la trace de cet exode. Pour ceux qui s'obstinent à rester en France, la répression est implacable : condamnations aux galères, interdiction de sépulture... La conversion est obligatoire, ce qui pousse de nombreux protestants à se réfugier dans une double vie où la résistance religieuse est exercée dans des lieux secrets. C'est la période du « désert » où les protestants, par référence à la Bible, prient dans des lieux isolés.

● 1685. La coalition d'Augsbourg : l'Europe inquiète

Les princes allemands sont choqués par la révocation de l'édit de Nantes et par les prétentions autoritaires de Louis XIV sur la principauté du Palatinat, héritage de sa belle-sœur, la princesse Palatine. Ils forment donc une ligue contre la France comprenant l'Allemagne, l'Espagne, les Provinces-Unies et l'Angleterre. Les rancœurs anti-françaises s'accumulent progressivement et l'Angleterre redevient rivale.

● 1695. Un effort de guerre financé par tous

Louis XIV demande un impôt exceptionnel à ses sujets pour soutenir l'effort de guerre dû à la coalition engagée contre la France. C'est à l'occasion de cet impôt appelé « capitation » que l'on découvre une situation révolutionnaire dans son principe, dans la mesure où tous les sujets sans distinction doivent le payer !

Tentative de réforme moderne de l'impôt

22 classes sont établies, dénotant le taux d'imposition, et ces classes mêlent les trois ordres : noblesse, clergé, tiers état. Ainsi, dans la première classe peuvent se côtoyer princes de sang et roturiers ! La distinction par la richesse se mêle désormais à la sélection par le rang social. Toutefois, la noblesse et le clergé s'arrangent pour ne pas payer cet impôt ! La révolution fiscale n'a pas eu lieu malgré son aspect novateur.

● 1700. Retournement géopolitique : la réconciliation franco-espagnole

Les enfants de Louis XIV descendent des rois d'Espagne par leur mère. Mais le roi Charles II, demi-frère de Marie-Thérèse l'épouse défunte de Louis XIV, meurt cette année-là sans descendance. Par testament, sur le conseil des autorités religieuses, il lègue l'Espagne à l'un de ses petits-neveux français : Philippe d'Anjou, petit-fils cadet du roi de France. L'offre du royaume d'Espagne à un prince français permet à la France d'éviter le grand péril du bloc Habsbourg reconstitué, mais cette situation diplomatique est très difficile à gérer. Certes, l'alliance avec l'Espagne est prometteuse du point de vue du commerce colonial. Mais les autres pays d'Europe, inquiets, se coalisent autour de l'Empereur

contre la France. Cette dernière et l'Espagne rassemblent leurs forces et combattent ensemble. Pour faire face, l'État français renforce son organisation

© Groupe Eyrolles

administrative pour collecter l'impôt et assumer un considérable effort de guerre : le royaume n'a jamais payé autant d'impôts, pourtant aucune révolte anti-scalaire n'a lieu, signe de la solidité de l'État français.

- 1702. Le siècle débute dans la guerre

La France et l'Espagne contre la coalition

Pour imposer Philippe V (titre du nouveau roi d'Espagne, Philippe d'Anjou), les Français et les Espagnols sont en perte de vitesse. Les guerres contre la coalition sont particulièrement difficiles car l'armée espagnole est peu nombreuse et ses chefs médiocres, alors que les coalisés sont servis par des généraux de talent, dont le fameux anglais Marlborough.

Marlborough s'en va en guerre !

C'est le personnage de la chanson Marlborough s'en va en guerre. Ce général anglais est chargé du commandement en chef de cette guerre de succession d'Espagne. Son nom est francisé dans la fameuse chanson.

Madrid même est menacée, provisoirement perdue... Les temps sont sombres pour Louis XIV et son petit-fils, devenu roi d'Espagne. Le prétendant rival, l'archiduc Charles, frère du nouvel empereur d'Allemagne, prend possession des territoires espagnols. La conjoncture semble particulièrement défavorable à l'alliance franco-espagnole. Cette guerre va durer jusqu'en 1713.

Les camisards entrent en résistance

La révocation de l'édit de Nantes offre une alternative aux protestants refusant la conversion : l'exil ou la clandestinité. Dans le Languedoc, foyer important du protestantisme français, beaucoup de protestants se sont réfugiés dans les régions montagneuses des Cévennes. En 1702, un mouvement de résistance armée s'organise autour de plusieurs chefs militaires s'investissant d'une mission religieuse, comme Jean Cavalier, un apprenti boulanger. C'est le début de la Révolte camisarde, dont le nom a sans doute pour origine la chemise qu'ils portent.

Les camisards, bien que tous originaires de la paysannerie ou de l'artisanat rural, se rebellent pour des motifs purement religieux et non sociaux. Ainsi, entre 1702 et 1705, ils multiplient les attaques d'églises et de villages catholiques, n'hésitant pas à tuer les curés les plus intransigeants. Les troupes royales chargées de ramener l'ordre s'épuisent face à une guérilla bien organisée connaissant parfaitement le terrain. Cependant, le ralliement de Jean Cavalier, à qui l'on offre une récompense, et l'exécution des principaux chefs mettent progressivement fin à la révolte.

Le symbole des guerres de religion

La Révolte des camisards constitue l'ultime rebondissement des guerres de religion nées au XVI^e siècle. La répression royale, très dure, marquera durablement les esprits dans la culture populaire cévenole, un peu à l'image de ce que vivront quelques décennies plus tard les Vendéens durant la Révolution.

- 1709. Un souffle glacé sur la France

L'année 1709 assombrit encore cette atmosphère grave de fin de règne. La crise gronde après plusieurs défaites militaires et des intempéries surviennent : une terrible vague de froid s'abat sur la France et gèle toutes les récoltes. La population meurt en masse de faim et de froid. La détresse physique et morale est totale : les pauvres quémangent même aux grilles du château de Versailles.

- 1711. Des catholiques rejetés : les jansénistes

Deux ans plus tard, les temps sont toujours aussi sombres. Avec la même intolérance que pour les protestants, Louis XIV éradique les catholiques hors normes pour les faire entrer « dans le moule ». Les jansénistes sont en effet en situation délicate car leur mouvement gêne l'Église en place et le roi, devenu drastiquement Roi Très Chrétien.

Les jansénistes doivent entrer dans le rang

Le jansénisme n'a pas une doctrine établie. C'est un mouvement catholique, dérivé des écrits d'un certain Jansen de Louvain, dont le traité l'Augustinus met en valeur la notion de grâce de Dieu pour l'homme, soumis aux passions et au péché. Le livre de Jansen est publié en 1640 et anime alors avec passion les débats religieux parisiens. Relais de ses

idées, l'abbé de Saint-Cyran devient le propagateur du mouvement, accompagné par la famille Arnauld dont une des sœurs est mère Angélique, l'abbesse de Port-Royal. Ce mouvement gêne déjà Richelieu qui affirme que « M. de Saint-Cyran est plus dangereux que six armées » et qui l'enferme au donjon de Vincennes. Mais le mouvement ne s'éteint pas, car capter la grâce divine passe par une vie de tension intérieure et de méditation.

Antoine Lemaître ouvre alors la voie de l'ascétisme ; il se retire pour méditer à
© Groupe Eyrolles

Port-Royal. Son attitude de repli sur soi fait école, au moment où la cour centralise frivolité et superficialité (hospitalité donnée par l'abbaye aux « messieurs de Port-Royal »). Ferments potentiels de troubles, les jansénistes inquiètent à la fois l'Église catholique et l'État.

Tous ceux qui ne se rangent pas derrière les convictions du roi gênent le pouvoir, de plus en plus intransigeant, réclamant par là même la normalisation religieuse. En 1679, déjà, l'abbaye de Port-Royal devait subir l'expulsion de pensionnaires et de novices. Cette uniformisation atteint son paroxysme en 1709, quand 200 archers évacuent autoritairement les religieuses, et en 1711, lorsque Louis XIV fait raser l'abbaye et détruire son cimetière, monuments qui dataient du XIIe siècle.

- 1712. Hécatombe à Versailles

En 1712, Louis XIV perd dans la même semaine trois de ses héritiers qui meurent d'une rougeole infectieuse : son petit-fils le dauphin, duc de Bourgogne, celui qui avait eu comme précepteur Fénelon ; la dauphine Marie-Adélaïde de Savoie que le roi affectionne particulièrement ; leur fils aîné de cinq ans. Seul subsiste leur second enfant, le futur Louis XV, alors âgé de deux ans.

- 1713. Entre conflit et paix Le pape contre les jansénistes

À la demande de Louis XIV, le pape Clément XI condamne par lettre (appelée « bulle », nom du sceau papal) les propositions du théoricien janséniste Pasquier Quesnel : le roi veut porter un coup supplémentaire aux jansénistes. Cette bulle dont le nom est Unigenitus va diviser le clergé français pendant tout le XVIIIe siècle. En effet, cette incursion de la papauté dans les affaires du clergé français ne convient pas à une grande partie des prélats, soucieux de leur indépendance (gallicanisme).

Une paix obligatoire

Fait nouveau, le rival à la couronne d'Espagne, l'archiduc Charles, devient empereur d'Allemagne à la mort de son frère. Il n'est pas question que l'Europe reconstitue un empire germano-espagnol aussi vaste que celui de Charles Quint ! Le nouvel empereur doit par conséquent renoncer à ses prétentions sur l'Espagne selon les clauses du testament du défunt roi Charles II : la paix est signée en 1713 à Utrecht. Quant au roi d'Espagne d'origine française, il abandonne lui aussi, pour les mêmes raisons, toute prétention sur le royaume de France.

- 1715. Soleil couchant

Le royaume a recouvré la paix in extremis. Le Roi-Soleil s'éteint progressivement d'une gangrène au mois d'août 1715. Lucide, il dit : « Je m'en vais mais l'État demeure. » Conscient de sa mort imminente, Louis XIV règle sa succession dans les moindres détails et fait ses adieux avec sérénité. Inquiet cependant de l'ambition potentielle de son neveu Philippe d'Orléans, il conçoit par testament la régence du futur Louis XV à un de ses fils bâtards légitimés : le duc du Maine. Il meurt le 1er septembre dans la dignité, laissant à son arrière-petit-fils survivant, un petit roi de 5 ans, un pays en accalmie. Le siècle de Louis XV commence.

Le pouvoir absolu n'est pas l'absolutisme

Le terme « absolutisme », forgé au XIXe siècle, n'est pas employé par les hommes du siècle de Louis XIV. Ils n'utilisent dans les textes que le mot « absolu » pour signifier le pouvoir du roi. D'ailleurs, Louis XIV n'a jamais prononcé la phrase cliché qui lui est attribuée : « L'État, c'est moi. » Il a en effet trop conscience de la priorité de l'État sur la personne du roi. La monarchie de Louis XIV n'est pas une dictature, des contre-pouvoirs existent comme les parlements provinciaux, même si le contre-pouvoir que représentait la noblesse se réduit avec son assujettissement. La monarchie est accumulation de principes (théories issues du droit romain, monarchie de droit divin, etc.), étayant les décisions d'un roi dont la forte personnalité et la longévité vont favoriser l'association entre sa personne et l'État.

© Groupe Eyrolles

Vision extérieure : La France renforce ses frontières et s'ouvre au monde

- La France, une puissance protégée

La France s'affirme progressivement durant ce siècle comme arbitre dans la guerre de Trente Ans, sous Louis XIII, puis sous Louis XIV, cette grande puissance européenne est suffisamment inquiétante pour provoquer plusieurs coalitions contre elle, avec les Provinces-Unies (les Pays-Bas actuels) pour noyau. Lors du règne de Louis XIV, aucun ennemi ne franchit plus les frontières de la France métropolitaine. C'en est fini des mercenaires écumant les campagnes. Louis XIV ose même transformer Paris en ville ouverte en détruisant ses murailles d'enceinte, prouvant ainsi à toute l'Europe sa confiance dans le système défensif mis en place par Vauban. En effet, ce dernier crée, aménage et consolide plus de 300 forteresses stratégiques, murailles défensives du « pré-carré » français. Leur forme en étoiles superposées et leurs larges murailles les préservent contre l'artillerie moderne. Les fortifications des frontières resteront le maître mot de la défense du territoire jusqu'à la construction de la ligne Maginot dans les années 1930.

Vauban (1633-1707) : le protecteur de la France

En 1678, Sébastien Le Prestre, seigneur de Vauban, devient commissaire général des fortifications après s'être imposé par ses qualités polyvalentes d'architecte de forteresses défensives (près de 300) et d'ingénieur de l'armement. Sa vision d'une France protégée par des forteresses stratégiques et des frontières naturelles remporte l'adhésion du roi. L'objectif de Louis XIV est, par son biais, de doter la France d'une ceinture de places fortes imprenables. Grand tacticien militaire, théoricien de l'art du siège, on dit de lui : « Une ville construite par Vauban est une ville sauvée, une ville attaquée par Vauban est une ville perdue. »

Les guerres du XVIIe siècle prennent un tour différent. Leur objectif est davantage centré sur la cohérence des frontières ; les hauts faits d'armes n'ont plus qu'un rôle annexe. À la fin du siècle, les contours de la France ont quasiment trouvé leur profil actuel. La protection est devenue le maître-mot de ces années de consolidation des frontières.

- Les Habsbourg, encore et toujours

La lutte frontale contre les Habsbourg allemands se termine quand Mazarin signe avec l'empereur d'Allemagne la paix de Westphalie en 1648. La carte de l'Europe se fixe dans ses grandes lignes jusqu'aux guerres révolutionnaires et napoléoniennes. Quant au conflit avec les Habsbourg d'Espagne, il s'achève véritablement en 1659, à l'avantage de la France, par le traité des Pyrénées et le mariage de Louis XIV avec Marie-Thérèse. Toutefois, ce mariage espagnol possède les germes de nouveaux conflits avec les Habsbourg d'Allemagne, lorsque le petit-fils de Louis XIV, pour devenir roi d'Espagne, doit combattre, au début du XVIIIe siècle, son cousin de cette branche.

- L'Angleterre en révolution permanente

Charles Ier d'Angleterre, le beau-frère de Louis XIII (son épouse Henriette est la sœur du roi de France), est un roi quasi tyrannique, profondément catholique dans une Angleterre anglicane, ce qui heurte les sensibilités parlementaires. En 1649, alors que la France connaît les troubles de la Fronde, le roi d'Angleterre est décapité. Une révolution en résulte et une république est instaurée pour quelques années en Angleterre, avec pour chef Oliver Cromwell.

Hache ou pendaison ?

La grand-mère de Charles Ier, Marie Stuart, avait elle-même été décapitée au XVIe siècle sur les ordres de sa cousine la reine Élisabeth Ie d'Angleterre. Elle avait été la première reine d'Europe à subir cet affront. Son petit-fils connaît donc le même sort, à une époque où la décapitation est effectuée à la hache ! Les nobles sont exécutés de cette manière, tandis que les roturiers sont pendus !

Après la mort de Cromwell, Charles II, fils de Charles Ier, restaure la monarchie des Stuarts en Angleterre. Afin de limiter toute dérive du pouvoir royal, il doit reconnaître l'habeas corpus, texte protégeant les sujets contre les arrestations arbitraires. Son frère, Jacques II, va ensuite commettre les mêmes erreurs politiques et religieuses que leur père. Il est alors destitué en 1688 au profit de son gendre Guillaume III d'Orange, stathouder (chef militaire) des Provinces-Unies, un pays en grand développement économique au XVIIe siècle. Guillaume d'Orange

© Groupe Eyrolles

doit signer, en 1689, une Déclaration des droits (Bill of Rights) limitant le pouvoir

royal. C'est sur ce principe que se construira au siècle suivant le rêve français de la monarchie parlementaire.

En cette on de siècle, le danger anglais pour la France est réel car depuis quelques années, Guillaume d'Orange se révèle son principal ennemi, devenu plus puissant des deux côtés de la Manche.

L'Espagne perd le Nord

Les Provinces-Unies sont les actuels Pays-Bas dont la principale province est la Hollande. Ces Provinces-Unies obtiennent leur indépendance en 1648 (elles appartenait jusque-là à l'Espagne). En revanche, le Sud des Provinces-Unies restera espagnol jusqu'au XVIIIe siècle (Pays-Bas espagnols, dont une partie formera la Belgique en 1830). À cette époque, elles seront rattachées à l'Autriche, puis seront annexées par la France sous la Révolution et l'Empire.

• La France s'élargit au monde

La colonisation française débute au XVIIe siècle. L'objectif est plus économique que politique, la France n'ayant pas l'ambition de créer un empire colonial. C'est surtout l'importation de denrées qui l'intéresse. Le déploiement de ce début de colonisation se porte principalement sur l'Amérique du Nord et sur l'archipel des Antilles.

L'Amérique française

Samuel de Champlain fonde l'Acadie en 1604. La Nouvelle-France est créée en 1633. Vingt ans plus tard, le Canada est rattaché à la couronne de France avec pour capitale Québec. Parallèlement, Cavalier de La Salle descend le Mississipi, fonde la ville de Saint-Louis et la Louisiane en 1682, en hommage au roi de France. Sa capitale portera le nom de Nouvelle-Orléans en 1718, en référence au régent Philippe d'Orléans.

La Guadeloupe et la Martinique sont annexées à partir de 1635 ainsi que la moitié occidentale de Saint-Domingue, actuelle Haïti (partagée avec l'Espagne), acquise en 1665. Plus au sud, la Guyane, appelée « France équinoxiale », devient française en 1626. Les planteurs français y cultivent le sucre et le café et mettent en place un commerce d'esclaves africains à partir de leur comptoir du Sénégal, dans le cadre du commerce triangulaire structurant le commerce transatlantique. Encouragés par l'État, d'autres comptoirs commerciaux s'implantent ailleurs, en particulier dans l'océan Indien, initiatives encouragées par l'État. En 1664, Colbert crée aussi la Compagnie française des Indes orientales.

Le commerce triangulaire

Les colonies manquent de main-d'œuvre. Un système très lucratif est alors mis en place, en trois étapes. La première consiste à acheter des esclaves en Afrique (du Sénégal au delta du Niger). Chargés de pacotilles comme monnaie d'échange, ces bateaux partent de Nantes, le port principal, ou de Bordeaux, La Rochelle, Saint-Malo, Le Havre, Honneur, Lorient (port construit pour assurer le commerce de la Compagnie d'Orient qui donne son nom à la ville). Ces « négriers » échangent, auprès de chefs de villages, les pacotilles contre des esclaves. La deuxième étape est leur transport vers les colonies d'Amérique, où les esclaves sont ensuite revendus. La troisième étape consiste à ramener vers leur port d'origine les mêmes bateaux, cette fois porteurs de denrées coloniales très lucratives à la vente (sucre, café, tabac, coton) qui font la fortune des grands ports de l'Atlantique. Les protestants sont écartés des colonies ; la France se prive ainsi volontairement de capitaux et de commerçants entreprenants, dont l'exode et le dynamisme vont bénéficier aux pays protestants d'Europe.

L'empreinte européenne

Après la mainmise de l'Espagne et du Portugal sur le monde au siècle précédent, le XVIIe siècle voit apparaître les prémices de l'expansion coloniale généralisée des autres pays d'Europe, dont la France. Les autres contrées du monde vont subir, à partir de cette époque, une empreinte de plus en plus forte de la culture européenne.

© Groupe Eyrolles

Chapitre 6

XVIIe : les Français et leur temps

•

La vie quotidienne dans l'air du temps

-

La langue se cristallise et scintille

-

Le siècle « classique »

La vie quotidienne dans l'air du temps

Aucune époque ne doit être jugée selon les critères actuels. En effet, pour comprendre des comportements passés, des habitudes parfois étrangement inhabituelles, il faut tenter d'effacer en nous nos connaissances scientifiques, nos croyances et nos valeurs prônées depuis l'enfance. C'est seulement au prix de cet effort d'objectivité que l'observation des pratiques d'autrefois prend tout son sens. Il s'agit d'intégrer une autre façon de percevoir la vie quotidienne avec ses rites, ses objets, ses aliments, et de comprendre, en somme, d'autres codes.

- Les parasites nés du corps

Le lien étroit entre l'action de se laver et l'élimination des parasites n'est pas aussi évidente qu'il y paraît. Après la mort, le corps se décompose. Pour nos ancêtres, c'est de cette pourriture intérieure que proviennent puces, punaises, poux... Ces parasites naissent sans doute de la transpiration mal maîtrisée ; pour les éliminer, il est donc conseillé de surveiller étroitement son régime alimentaire et non de se laver les cheveux ! D'ailleurs, les cheveux sont constamment poudrés pour en ôter les substances grasses et répandre une odeur agréable autour de soi. Par ailleurs, la mode des perruques insuflée par Louis XIV simplifie désormais la vie des hommes qui se rasent généralement la tête et portent, comme un chapeau, la perruque en société.

- Eau : attention danger !

Au XVII^e siècle encore, chacun est intimement persuadé que les pores de la peau sont perméables : il suffit de les observer de près pour voir distinctement les petits orifices qui la composent, ouvrant ainsi le corps à tous vents ! Tout liquide dans lequel on s'immerge est par conséquent source potentielle de danger : l'intérieur du corps peut en être affecté. Or, depuis trois siècles, la peste fait des ravages réguliers, plus ou moins intenses. Les gens croient qu'elle se transmet de manière impalpable, sans doute par l'eau et l'air, d'où la peur de prendre un simple bain.

© Groupe Eyrolles

Le bain de Sully

Peu avant son assassinat, Henri IV convoque Sully. En arrivant, l'émissaire du roi est informé que Sully prend un bain. Sully veut en sortir pour répondre aux ordres du roi, mais nul ne veut prendre cette responsabilité sans en référer à ce dernier ! Averti, le roi Henri IV demande alors conseil à son propre médecin qui confirme le danger d'une sortie de bain sans précaution ! Henri IV ordonne alors à Sully, par prudence, de l'attendre en robe de chambre et en bonnet de nuit. C'est lui qui se déplacera !

Afin de protéger les pores de la peau, l'enveloppe corporelle est en quelque sorte « encaustiquée », imprégnée d'huiles variées. On ne se promène pas par temps brumeux de crainte d'obstruer ses pores. Cette erreur de perspective, qui fait prendre pour perméable ce qui est en fait imperméable, a joué jusqu'au XVIII^e siècle un rôle essentiel dans les errements et tâtonnements des pratiques d'hygiène.

- Le beau linge : symbole de propreté

Se laver consiste alors à se « bouchonner » avec du linge blanc, capable de retenir comme une éponge les impuretés émanant du corps. La propreté des personnes de qualité est matérialisée par le linge à la blancheur la plus éclatante possible : grands cols blancs sous Louis XIII, poignets de dentelle, revers sur les bottes, lavallières sous Louis XIV, dentelles un peu partout... La valeur du beau linge est très forte au XVII^e siècle car seuls les plus aisés ont accès au linge le plus bon et le plus immaculé. La propreté par le linge est alors un signe apparent de richesse : elle distingue et participe à l'art de la représentation. Un voyageur anglais de la fin du XVII^e siècle affirme ainsi : « Une bonne chemise de toile changée tous les jours vaut, à mon avis, le bain quotidien des Romains. » Une utilisation limitée de l'eau

L'eau n'intervient que pour se laver la bouche et les mains, ce que fait le roi devant les courtisans réunis à son réveil. Louis XIV se lave les mains dans une eau mêlée d'esprit de

vin, versée sur une soucoupe d'argent d'une aiguière richement ornée. Il s'agit de la pratique de base de la propreté et de la santé au XVIIe siècle.

- Les effluves de parfum pour tout effacer

Au XVIIe siècle, le parfum est présent partout sauf sur la peau. Il exerce plusieurs rôles : effuvement de dissimulation, de plaisir et de purification. Il est indispensable pour se promener dans une ville où les écoulements nauséabonds débrent de toutes les ruelles. La mode est de porter devant soi une pomme d'ambre, valeur du geste esthétique associé à la senteur agréable qui se dégage de ce réceptacle à parfum. Des tampons de vinaigre permettent aussi de franchir, en se les plaçant sous le nez, les odeurs les plus déplaisantes. Par ailleurs, en guise de déodorant, des petits sachets parfumés sont placés sous les aisselles, sur les hanches des robes ou sur le revers des pourpoints. Le parfum est utilisé partout pour ses vertus pratiques mais aussi purificatrices. Il rassure contre la peste émanant de l'air ambiant ; son odeur séduisante est perçue comme l'antidote de la pourriture et le vecteur de vertus fortifiantes pour l'esprit.

Des bonnets miraculeux !

En 1670, la Pharmacopée royale de Moïse Charas fait état de coiffes dont les doublures retiennent, accumulées dans la ouate, des racines d'iris, des fleurs de lavande, des pétales de roses rouges, du musc, de l'ambre gris, tout ce matériel attirail pour « mieux conforter le cerveau ».

- Évacuer les humeurs absolument...

Selon la tradition des médecins de l'Antiquité, le corps contient des impuretés multiples appelées « humeurs », d'où l'expression « être de bonne ou de mauvaise humeur ». Il faut absolument évacuer les mauvaises humeurs qui imprègnent tous les liquides : excréments, sang, transpiration, effluves, etc. Les purges sont donc légion, et la plupart du temps préventives de maux imaginaires ou réels. La pratique des saignées, déjà en vigueur auparavant, se développe de manière exponentielle au XVIIe siècle.

La saignée, une pratique courante

Dans tous les textes, il est question de saignées (incision faite à l'aide d'un instrument, la lancette, pour retirer du sang ou par l'apposition de sangsues). Madame de Sévigné découvre par exemple, par une lettre envoyée par sa fille la comtesse de Grignan, qu'une incision a été pratiquée sur son petit-fils de trois ans, pratique qu'elle ne connaissait pas auparavant effectuée si jeune. On sait aussi que Richelieu était saigné plusieurs fois par mois, et que le chirurgien de Louis XIII l'a incisé une année 47 fois !

© Groupe Eyrolles

Une femme peut être saignée plus de soixante fois pour des affections « morales ». La saignée est donc le remède miracle par excellence du XVIIe siècle. Elle précède tout événement important comme rite de préparation, même une éventuelle fatigue.

L'affaiblissement général qui en résulte doit néanmoins en tuer plus d'un !

Le petit Louis sauvé par sa gouvernante

En 1712, toute la famille du futur Louis XV meurt de la rougeole, fort contagieuse. À la mort de leurs parents, son grand frère de cinq ans qui en manifeste les symptômes est saigné par les médecins qui s'acharnent pour le sauver : il meurt dans la journée. Suivant leur intuition, les nourrices du petit duc d'Anjou, alors âgé de deux ans, entrent en révolte, s'opposent au médecin et gardent l'enfant au chaud en lui administrant des biscuits imprégnés de vin. Remède efficace : il mourra à 64 ans !

- Les vertus du sucre

Désormais, les épices sont rejetées dans l'ombre, après des siècles d'un règne prestigieux au cours desquels elles avaient autant de valeur que des pierres précieuses. La découverte de l'Amérique, l'ouverture vers les colonies et les comptoirs situés à l'autre bout du monde amènent un flux de nouveaux produits, perçus comme d'éventuels remèdes. Le sucre, entre autres, devient le produit préféré au XVIIe siècle, ce qui explique la prise de poids des élites, des femmes en particulier. Il sert à concevoir de nouveaux sirops : de coing pour fortifier l'estomac, de la guimauve pour soulager les reins, et même un sirop généraliste à base de marjolaine pour vider quelque humeur indifférenciée. Le sucré est censé purifier le sang et améliorer sa circulation.

- Le café et le tabac ravissent

Au XVIIe siècle, le café provoque un grand enthousiasme par ses vertus sur les capacités intellectuelles. Cette liqueur « noire » vient faire concurrence à la liqueur « rouge », porteuse d'ébriété et de dérèglement. Fait de civilisation française, la liqueur dorée du vin blanc vient de produire le Champagne, que le roi boit exclusivement, à partir de 1680,

sous prétexte de médication.

Le thé est très apprécié en Angleterre, et beaucoup en prônent les vertus, comme l'évêque d'Avranches qui l'appelle « le balai de l'intelligence », en raison de ses facultés à ordonner l'esprit !

Quant au tabac, introduit en France par Nicot en 1560, il a d'abord servi en compresses comme remède contre les migraines de Catherine de Médicis. Au XVIIe siècle, il est très répandu, apprécié pour son action thérapeutique en temps de pestes. Il n'est pas fumé mais prisé, car fumer la pipe est vulgaire, tandis que priser est un signe de raffinement. Ainsi, le gentilhomme possède une tabatière dans laquelle il puise de la poussière de tabac qu'il hume par les narines. Cette pratique est perçue comme une façon de se purger le cerveau ! Comme tous les autres produits de ce temps, l'usage du tabac associe l'agrément au geste préventif, jusqu'à la prochaine découverte de l'accoutumance. C'est ainsi que la belle-sœur de Louis XIV, la princesse Palatine, constate : « On l'appelle l'herbe enchantée parce que celui qui a commencé à en faire usage ne peut plus s'en passer. »

Parcours de santé

Il faudra attendre le XVIIIe siècle pour contester la saignée par la mollesse qu'elle entraîne. L'affermissement par le froid deviendra une nouvelle valeur et l'on redécouvrira les bienfaits du bain. La découverte du vaccin a lieu à la fin du XVIIIe siècle, quand le médecin britannique Jenner permet d'enrayer la variole grâce à la vaccine de la vache. Au XIXe siècle, suite aux révolutions d'hygiénistes, l'État s'emparera de la santé en mettant en place de grands travaux d'hygiène dans les villes, développant notamment les systèmes d'évacuation des eaux usées. Les épidémies de choléra reculeront alors. Les progrès des connaissances aidant, la découverte des microbes et le développement de l'immunologie suite aux travaux de Louis Pasteur permettront de forger de nouveaux remèdes et d'accroître l'espérance de vie. La durée de vie des Français a ainsi été multipliée par trois en quatre siècles : de 26 ans en moyenne au XVIIIe siècle à 35 ans en 1800, 45 en 1900 et près de 80 ans de nos jours.

© Groupe Eyrolles

La langue se cristallise et scintille

Par un fondu enchaîné du latin au français, la langue de l'Île-de-France a émergé au XVIe siècle des dialectes régionaux et a été officiellement reconnue par l'ordonnance de Villers-Cotterêts. La Pléiade en a fait ensuite une véritable langue littéraire, lui offrant un fonds plus riche de nuances par ajouts et inventions de mots nouveaux. Malgré tous les efforts de ses ancêtres, le début du XVIIe siècle hérite d'une langue encore instable. Il manque au français les balises d'un dictionnaire et d'une grammaire structurée, véritable référence officielle reconnue par tous.

Premier inventaire du vocabulaire par le père du tabac

La première tentative de dictionnaire est le Thresor de la langue françoise publié en 1606 sous Henri IV par Jean Nicot, l'introducteur du tabac (« nicotiane », devenue depuis nicotine). Il s'agit d'un dictionnaire français/latin, donnant pour la première fois les définitions du sens des mots, sur leur genre, leur prononciation, leur orthographe, leur étymologie. C'est un point de départ de qualité pour les futurs dictionnaires.

● Malherbe fait le ménage...

Au début du XVIIe siècle, le poète François de Malherbe, accompagné de Vaugelas, prend la situation du français écrit en main. D'une grande rigueur naturelle, il estime nécessaire de créer une langue sobre, raisonnée, évitant les dérapages et dérives grâce à un code établi. À côté des dialectes régionaux encore très vivaces partout (oïl et oc), il existe à cette époque quatre langues parlées au quotidien en Île-de-France : le latin, langue des érudits et des savants ; le français du Palais de Justice, parlé par les hommes de loi ; le français populaire de la rue parisienne ; le français de l'aristocratie et de la cour du roi de France.

Malherbe choisit d'affiner la langue de l'aristocratie : « Le bon usage est l'usage de la cour », formule Vaugelas. Cette langue de la cour va devenir l'assise de référence de notre littérature et de notre langue actuelle. Malherbe l'épure et la norme, avec la volonté de rejeter les éléments subjectifs au profit de phrases logiques, construites de manière raisonnée. Il contribue à établir une langue sobre, explicite par le sens. Sur cette phrase désormais ordonnée et policée va se construire et se déployer la pensée « classique », très éloignée de la fantaisie débridée de la Pléiade.

• L'Académie française au service d'un projet politique

Stabiliser la langue française

La volonté centralisatrice de Richelieu favorise le dernier degré vers la stabilisation de la langue française : Richelieu est persuadé du rôle essentiel qu'une langue doit jouer pour unir un peuple autour du roi. De manière dirigiste, il s'applique donc à exercer un mécénat auprès d'un groupe de lettrés susceptibles de jouer un rôle dans une future formalisation du français. Afin de mettre tous les atouts de leur côté, il leur accorde des privilèges et les officialise comme membres d'une nouvelle institution : l'Académie française, née en 1635.

Choisissez vous-mêmes votre nom !

Richelieu laisse au petit groupe le choix du nom de l'institution à laquelle ils vont appartenir. Ils hésitent alors entre Académie de l'éloquence, Académie des Beaux esprits, Académie éminente et le plus sérieux Académie française, leur choix final. À l'origine du projet, les membres de cette nouvelle académie sont un groupe de jeunes lettrés (le plus vieux a 42 ans).

L'Académie française rédige alors 50 articles dont le but est de donner des règles à la langue française afin de la clarifier et de la rendre capable de traiter des arts et des sciences (article 24), de puiser dans les meilleurs auteurs des modèles de diction et de phrases (article 25) et de composer un dictionnaire, une grammaire (article 26). Ces articles sont votés par Chapelain. Mais les grands projets initiés par Richelieu sont vite oubliés, exceptés la grammaire et le dictionnaire qui ne voit toutefois le jour que 56 ans plus tard ! En effet, au cours du siècle, les académiciens se cantonnent à la critique littéraire, forme de surveillance de la norme, et aux activités mondaines bien éloignées de la tâche longue et ingrate qui leur est confiée. Lors des réunions, dont nous avons conservé certains comptes rendus, les académiciens se montrent très prudents : ils observent et commentent l'usage. C'est la langue de la cour qui prend le pas sur les dialectes régionaux. La langue française est donc celle parlée par Louis XIV et ses courtisans.

Vaugelas et le projet du dictionnaire

Devant l'inaction des académiciens autour de la mission du dictionnaire, Richelieu la confie à Vaugelas, disciple de Malherbe, le personnage de référence du groupe d'académiciens. Toutefois, tardant à recevoir les subventions prévues, Vaugelas ne peut réaliser ce projet faute d'être en mesure de se consacrer entièrement à cette œuvre. Sa mort, en 1650, en pleine Fronde, laisse en chantier le dictionnaire arrêté à la lettre C. Il aboutira seulement à la fin du siècle.

© Groupe Eyrolles

Mais les académiciens sont moins élitistes qu'on pourrait le penser. En effet, ils sont hostiles au jargon de spécialité et se centrent sur des choix de mots consacrés par un usage reconnu de tous. Leur souci primordial est la clarté, l'éloquence et l'élégance. Leurs initiatives permettent de fixer le français classique, non sans quelques dérives de complexité apportées par des règles trop raisonnées. L'Académie devient vite l'autorité qui garantit la qualité du texte au regard de la norme. Ainsi, en 1660, Corneille remanie les vers de ses anciennes tragédies pour les mettre en accord avec les directives de Vaugelas. Le XVIIe siècle a tellement besoin de normes qu'un texte signé de Corneille ou de Descartes a moins de poids qu'une remarque de Vaugelas !

La bataille des dictionnaires

Le dictionnaire de l'Académie voit seulement le jour sous le règne de Louis XIV, en 1694. Pour faire face à ce manque de réactivité, un académicien assidu, Antoine Furetière, fait dissidence et produit en douze ans son propre dictionnaire encyclopédique : il est édité en Hollande quatre ans avant le dictionnaire de l'Académie, qui connaît alors un grand déshonneur : elle doit assumer la comparaison. Les pamphlets critiques pleuvent avec des titres assassins de type « L'enterrement du dictionnaire de l'Académie française » ou « Apothéose du dictionnaire de l'Académie et son expulsion de la région céleste » ! Un ami de Furetière, Pierre Bayle, réfugié en Hollande par volonté d'opposition à l'intolérance religieuse, publie peu après un dictionnaire. Ce Dictionnaire historique et critique sera, avec celui de Furetière, la référence sur laquelle s'appuiera l'Encyclopédie de Diderot au XVIIIe siècle.

C'est ainsi que le XVIIe siècle a stabilisé la langue française par laquelle s'épanouit, pendant la seconde moitié du même siècle, une littérature dite « classique ».

Une institution immortelle

En 1795, l'Académie française est intégrée à l'Institut de France nouvellement créé, qui regroupe les académies des sciences, des arts, des inscriptions et belles-lettres, des sciences morales et politiques. Depuis 1805, l'Institut de France est installé quai Conti, sur la rive gauche de la Seine, à Paris. Le nombre d'académiciens ou « immortels » est limité à 40, tout nouveau membre devant remplacer un ancien académicien décédé. Depuis 1980 et l'élection de Marguerite Yourcenar, les femmes peuvent revêtir l'habit d'académicien. Le dictionnaire de l'Académie en est aujourd'hui à sa neuvième édition, dont la parution progressive a été lancée en 1992.

Le siècle « classique »

Dans un monde en mutation intellectuelle où la Terre n'est plus au centre de l'univers, les conceptions en vigueur sont bouleversées. La fantaisie et l'imaginaire s'expriment dans un désordre et une créativité débridée en accord avec ce temps de remise en question, temps aussi des Frondes. C'est l'époque du Baroque. Après la date charnière de 1661, Louis XIV exerce une puissante attraction culturelle par le biais d'un mécénat très actif, favorisant une tendance régentée par la raison : le Classicisme. Pierre Corneille, dont l'exceptionnelle longévité couvre quasiment tout le siècle, touche aux deux périodes, à tous les genres (du comique au tragique) et en assure la synthèse.

• La nouvelle tendance : salons et art de la conversation

Les intellectuels sont à l'écart de la cour sous Louis XIII. La vie littéraire s'épanouit dans un idéal de dépassement en des lieux nouveaux : les salons et quelques cercles privés. Les femmes s'y imposent de plus en plus ; certaines grandes dames de la noblesse accueillent, au cœur même de leur hôtel particulier, la vie littéraire de l'époque. Le salon de la duchesse de Rambouillet, surnommée « l'incomparable Arthénice ». C'est là que la littérature classique est en gestation.

L'invention des salons

Catherine de Vivonne, connue sous le nom d'Arthénice (anagramme de son prénom), invente le salon littéraire parisien dans sa « chambre bleue », concept de salon repris plus tard au XVIIIe. La qualité des propos et un certain féminisme dominant entre les esprits les plus brillants du temps, toutes générations confondues. Il s'agit d'utiliser la langue française dans toutes ses ressources, dans sa syntaxe la plus pure, entre gens de lettres bien éduqués. Des jeux de portraits et de poésie, conduits souvent sans pédantisme, dominent les activités littéraires. Le plus célèbre de ses habitués est le très spirituel Vincent Voiture. Dans ce milieu raffiné se forge l'idéal de « l'honnête homme », homme courtois et bien éduqué, généralement oisif, qui plaît à tout le monde sans faire de remous.

Ces salons prestigieux inventent « la préciosité », inséparable de la culture aristocratique. La préciosité est l'art du bien parler et du bien écrire poussé à son extrême raffinement ; avec la ferme volonté de s'éloigner de toute approche « vulgaire », dans le sens étymologique de

© Groupe Eyrolles

« peuple ». Toutefois, le mouvement précieux est resté marqué au fer rouge du label critique, en grande partie à cause de Molière et de ses Précieuses ridicules.

Très à l'écart des comportements de ses contemporains, un brin marginal et un temps rejeté en tant qu'ami de Fouquet, le généreux Jean de La Fontaine va laisser de son siècle des portraits moraux éternels par le biais de ses Fables, particulièrement à l'honneur dans notre système éducatif.

• La pensée de Descartes devient cartésianisme

Homme de l'époque de Louis XIII, René Descartes, le savant-philosophe, est tout d'abord un guerrier qui s'engage dans les armées étrangères. La fréquentation des autres cultures aiguise l'acuité de sa pensée. Il publie son recueil le plus connu, Le discours de la méthode, et la formule « Je pense donc je suis » est définitivement gravée au fronton de notre culture. Mettant en exergue la prééminence de la Raison, il exerce une influence internationale considérable dans l'Europe du XVIIe siècle. Le cartésianisme, synonyme de raison, est né, caractérisant l'esprit français jusqu'à nos jours.

Descartes ne survit pas au rythme

de Christine de Suède !

Personnalité très déconcertante et atypique, la reine Christine de Suède gouverne seule, refuse de se marier et philosophe intensément... En plein hiver, elle invite Descartes en Suède pour philosopher à 5 heures du matin ! Ce dernier ne résiste pas au froid et à ce rythme de vie : il meurt à Stockholm en février 1650, l'année où Christine de Suède se fait couronner « roi », terme qu'elle se plaît à porter par anticonformisme !

- Les engagements en faveur du jansénisme

Le mouvement religieux janséniste a une très forte influence sur la littérature et conditionne la vision des hommes du XVIIe siècle : la liberté de l'homme est réduite, la grâce de Dieu n'étant pas donnée à tous. Ainsi, le duc de La Rochefoucauld exprime dans ses Maximes une forme aiguë de ce pessimisme chrétien. Blaise Pascal, quant à lui, s'engage dans la polémique autour de ce mouvement et publie sous un pseudonyme les Provinciales (1656-1657), chef-d'œuvre de notre littérature. Pour réaliser une apologie de la religion chrétienne, ses notes et papiers sont rassemblés après sa mort. Ce sont les Pensées de Pascal, magistrale revue des problèmes insolubles auxquels l'intelligence humaine doit faire face.

Pascal invente la calculatrice

D'une intelligence exceptionnelle, Pascal est très jeune un surdoué. En mathématiques, il s'impose à 16 ans avec un Essai sur les coniques et invente deux ans plus tard l'ancêtre de nos calculatrices (la pascaline). Il jette même les bases du calcul des probabilités.

- Des classiques pas si classiques...

Les auteurs du règne de Louis XIV vivent dans un monde où les droits d'auteur n'existent pas. Issus pour la plupart de la bourgeoisie, la recherche de mécènes est donc pour eux vitale. Le mécénat de Louis XIV est ainsi décisif : le roi va encourager, à la fois par goût mais aussi par volonté de prestige, un mécénat très actif sous forme de pensions renouvelées chaque année. Les grands noms fleurissent alors sous son règne. Les théâtres tragique et comique sont dominés par Racine et Molière, tous deux assumant des charges à la cour, en proximité étroite avec le roi. Cette connaissance des goûts du roi permet à Racine et à Molière d'adapter leur œuvre à la sensibilité et aux idées du monarque.

Molière, un familier du roi

Jean-Baptiste Poquelin (1622-1673), dit Molière, a souvent l'occasion d'assister au lever de Louis XIV en raison de sa charge de tapissier du roi, héritée de son père. De cet observatoire au cœur de l'intimité royale, il écoute converser les courtisans, le roi s'exprimer, rire ou s'indigner... Il peut donc saisir sa forme d'humour, connaître son dédain aux médecins. Le roi apprécie beaucoup les pièces de Molière et assiste, en privé, même aux pièces interdites. Les comédies de Molière sont empreintes de cette familiarité avec le roi.

Molière raille les travers des hommes et de la société : l'avarice avec Harpagon dans l'Avare, la mélancolie avec Alceste dans le « Misanthrope », les prétentions sociales d'un bourgeois avec Monsieur Jourdain dans « Le Bourgeois gentilhomme »...

© Groupe Eyrolles

- Deux pédagogues de renom pour deux dauphins

Issus du clergé, Bossuet et Fénelon, le maître et le disciple, ont été tous deux le précepteur d'un dauphin à vingt ans d'intervalle. Très influent à la cour, Bossuet en est le grand prédicateur, celui dont les sermons font trembler les plus libertins et dont les oraisons funèbres marquent l'art oratoire. Avec une certaine lucidité, Fénelon prend le risque de critiquer le pouvoir en place dans ses Aventures de Télémaque, écrites pour son royal élève. On joue ses pièces à la Comédie française, théâtre d'Etat, fondé 7 ans après la mort de Molière.

Un siècle de référence littéraire

Notre époque est profondément ancrée dans la culture de ce XVIIe siècle classique. Pour preuve, les auteurs de ce siècle sont tous au programme scolaire. Enregistrée au XVIIe siècle, la langue que nous parlons est celle du siècle de Louis XIV. Il ne nous est en effet pas facile de lire un texte du siècle précédent sans notes d'éditeur, prouvant là le rôle décisif des formalisations grammaticales et lexicales du XVIIe siècle.

Partie V

Le XVIIIe siècle (1715-1814) : Lumières et Révolution

Survol du siècle

Le XVIII^e siècle est qualifié de « siècle des Lumières » en raison de l'influence de nouvelles idées portées par une communauté européenne d'intellectuels. Ce siècle, marqué par le long règne de Louis XV, voit émerger le rôle d'une opinion publique de plus en plus incontrôlable, quand la liberté de parole et l'autonomie de réflexion deviennent les valeurs de l'homme « éclairé ». La France du XVIII^e siècle, au milieu des conflits armés européens et des rivalités économiques avec l'Angleterre, est le pays de référence de l'Europe cultivée. Avec pour bagage le statut de grande puissance, elle entre dans une ère de rayonnement international apte à diffuser l'esprit des Lumières aux autres nations, par le biais de la langue française et de ses idées véhiculées par l'Encyclopédie de Diderot et D'Alembert.

Conjointement à la découverte d'un nouvel art de vivre, les tensions montent et s'exacerbent à l'intérieur du pays. Sous Louis XV, l'État tangue sous les vents violents des oppositions émergentes où les parlements jouent un rôle décisif. L'aristocratie s'y durcit dans la défense de ses privilèges, rejetant la majorité de la population dans l'insatisfaction sociale. Les problèmes sont réglés ponctuellement ou éludés, les dettes de guerre s'accumulent. Les idées, quant à elles, sont désormais brassées à l'écart du pouvoir royal dans des espaces ouverts : salons, clubs, cafés...

Dans ce contexte, la monarchie française perd de la vitesse dans un océan social, économique et politique de plus en plus houleux. La pesanteur du système de cour et le conservatisme ambiant des privilégiés freinent toute tentative de réforme. À partir de 1774, la situation s'aggrave et se noie progressivement sous Louis XVI, résultat de la convergence bouillonnante d'idées novatrices et de problèmes concrets non réglés.

De friction en friction s'embrase en 1789 le feu révolutionnaire, le roi Louis XVI se révélant inapte à éteindre le brasier. L'année 1789 ouvre une rupture fondamentale dans l'histoire de France. Après quelques années violentes, dominées par une nouvelle génération d'hommes pétris d'idées nouvelles, l'Ancien Régime est mis à bas, la République est proclamée en 1792 et le roi décapité. L'Europe est alors sous l'influence de ce vent de liberté.

Un jeune général, Napoléon Bonaparte, s'impose par un coup d'État en 1799 et centralise quasiment tous les pouvoirs sous le Consulat. Ses succès sur les plans extérieur et intérieur légitiment ses prétentions impériales : il est sacré empereur des Français en 1804. Cet empire est une synthèse entre les idéaux révolutionnaires et certains principes monarchiques. En politique intérieure, Napoléon stabilise le pays après des années de troubles révolutionnaires et de gouvernements de transition. Parallèlement, grâce à sa nouvelle puissance militaire, la France domine pendant quinze ans l'Europe sous l'égide de ce stratège d'exception. Elle s'affirme alors comme la première puissance européenne jusqu'à la chute de Napoléon en 1814 face à l'Europe coalisée.

Les découvertes du siècle

Vers 1730 : sextant (instrument de navigation)

1752 : paratonnerre

1769 : machine à vapeur de J. Watt

1774 : identification de l'oxygène, naissance de la chimie moderne

1783 : montgolfière

1785 : métier à tisser mécanique

1793 : système métrique

1796 : vaccination contre la variole

1800 : pile électrique

© Groupe Eyrolles

Filigrane chronologique : 1715-1814

En France À l'étranger

Régence de Philippe d'Orléans (1715-1723)

1720 Réforme financière de John Law

Règne de Louis XV (1723-1774) marié à Marie Leszczyńska

1731-1732 Révolte parlementaire

1733-1739 Guerre de succession de Pologne

1740-1748 Guerre de succession d'Autriche

1751 Début de parution de l'Encyclopédie de Diderot.

1756-1763 Guerre de Sept Ans

1762 Affaire Calas
1766 Séance de la •agellation : réaction royale contre les parlementaires
1768 Achat de la Corse
1770 Coup de Maupeou contre les parlementaires
Louis XVI (1774-1791) marié à Marie-Antoinette
1774 Édît de Turgot sur la libre circulation des grains.
1775 Guerre des Farines
1776 4 juillet Déclaration d'Indépendance des 13 colonies américaines
1777 Entrée de la France dans la guerre d'Indépendance américaine
1783 Indépendance des États-Unis

.../...

En France À l'étranger

1784 Affaire du collier de la reine des États-Unis reconnue par l'Angleterre
1786-1788 Échecs des tentatives de réformes de Calonne puis Loménie de Brienne
1787 Constitution des États-Unis
1789 États généraux. Serment du jeu de paume. Prise de la Bastille. Grande peur.
Abolition des privilèges. Déclaration des droits de l'Homme et du citoyen. Retour du roi à Paris
George Washington : 1er président des États-Unis. Révolution du Brabant
1790 Constitution civile du clergé. Fête de la fédération
1791 Fuite de Varennes. Fusillade du Champ-de-Mars. Constitution et élections de l'Assemblée législative
1792 Déclaration de guerre. Arrestation du roi. Valmy.
Ire République (1792-1799)
La Convention (1792-1795)
1793 Insurrection vendéenne. Arrestation des députés girondins. Comité de Salut public.
Début de la Terreur Défaite de Neerwinden
1794 Abolition de l'esclavage. Exécution des Enragés, des Indulgents. Chute de Robespierre et des Montagnards Victoire de Fleurus
Le Directoire (1795-1799)
1795-1799 Fondation des « républiques-sœurs »
1797 Conspiration des Égaux. Traité de Campoformio
1798-1799 Expédition d'Égypte

.../...

© Groupe Eyrolles

1799 Coup d'État du 18 Brumaire par Napoléon Bonaparte
Le Consulat (1799-1804)
1801 Concordat avec l'Église
En France À l'étranger
1802 Paix d'Amiens
1803 Franc germinal
1804 Code civil. Exécution du duc d'Enghien. Sacre de Napoléon
Premier Empire de Napoléon Ier (1804-1814) marié à Joséphine de Beauharnais puis à Marie-Louise d'Autriche
1805 Victoire d'Austerlitz
1808 Révolte espagnole contre l'occupation française
1812 Campagne de Russie
1814 Abdication de Fontainebleau

LA FRANCE DE 1715 À 1792

Acquisitions sous Louis XV

Acquisitions sous la Révolution

Frontières de la France Batailles Résidence royale

© Groupe Eyrolles

Chapitre 7

Les Français au XVIIIe siècle et sous le 1er Empire

La régence de Philippe d'Orléans : 1715-1723

Un vent de libéralisme et de nouvelles tentatives politiques, économiques et financières, accompagnent ici un relâchement des mœurs dans un intermède de paix extérieure.

- 1715. La noblesse reprend ses marques

La rupture avec le gouvernement précédent est nette dans la façon de gouverner. Le Régent met en place des conseils dirigés par des hommes issus de l'aristocratie : c'est la polysynodie.

- Polysynodie

Organisation collégiale du gouvernement par laquelle chaque ministre est remplacé par un conseil. Dans le cas de cette polysynodie de la régence, il s'agit de sept conseils.

Les ministres de Louis XIV, issus en grande partie de la bourgeoisie, sont éconduits. Il n'est donc pas question d'une transition dans la continuité, comme pour la succession de Richelieu et de Mazarin. Toutefois, malgré des actions efficaces, la polysynodie est très rapidement en échec. L'immense dette de l'État, héritée de Louis XIV, pèse de tout son poids. La polysynodie permet néanmoins au Régent de s'imposer en manipulant les diverses formes d'opposition et en contenant la grande noblesse, revenue désormais au pouvoir.

Philippe d'Orléans (1674-1723) : un libertin au pouvoir

Neveu de Louis XIV, fils de la princesse Palatine, ce prince Bourbon intelligent et cultivé est ouvert aux idées nouvelles et hostile à tout fanatisme. Respectueux de l'État de droit et de la chose jugée, il fait libérer tous les prisonniers qui croupissent dans les cachots, l'oubli administratif de la mort de leur peine étant alors fréquent ! De mœurs très débauchées, il est desservi par sa très mauvaise réputation, même s'il sait parfaitement cloisonner action gouvernementale et vie privée. Entouré de maîtresses, il est marié à l'une des filles bâtardes légitimées de Louis XIV. Homme dérangeant, il fait l'objet de violentes critiques : on le soupçonne par exemple, à tort, d'avoir empoisonné tous les dauphins de Louis XIV. Ce dernier s'en méfie, craignant son ambition face à la fragilité de son héritier de cinq ans : le petit Louis XV. Mais son action pendant la Régence prouve que les réticences de son oncle n'étaient pas fondées : il se montre au contraire très affectueux et attentif à l'éducation de Louis XV, lui expliquant les affaires du royaume. C'est en partie grâce à lui que Louis XV sera l'un des rois de France les plus instruits. Lorsqu'on parle de la Régence, c'est toujours à celle de Philippe d'Orléans que l'on se réfère. Le style régence est donc un style de mobilier du début du XVIIIe siècle.

- L'erreur fatale : redonner le droit de parole aux parlements

Pour obtenir les pleins pouvoirs, non prévus dans le testament de Louis XIV, le Régent restitue officiellement le droit de remontrance aux parlements, droit éludé sous le règne de Louis XIV. La décision de restaurer ce droit va se révéler une erreur grave pour l'avenir de la monarchie : la brèche de la contestation officielle des parlements est désormais ouverte.

Droit de remontrance : un contrôle de la monarchie

Les remontrances sont des objections que peuvent émettre les parlements et les cours souveraines lorsqu'un texte de loi ne leur paraît pas conforme à l'intérêt de l'État ou au bien public. C'est au XVe siècle que ce droit de remontrance est véritablement mis en place pour rendre applicables ordonnances, édits ou règlements. Le texte jugé irrecevable par le parlement est renvoyé au roi avec des remarques lui demandant de le réexaminer. Le roi peut cependant imposer son texte autoritairement et vient, dans ce cas, se présenter en personne devant les magistrats : c'est « le lit de justice ».

© Groupe Eyrolles

- 1718. La critique de la Régence

Le Régent centralise toutes les critiques tandis que le petit roi est très aimé. Il joue là le rôle habituel des premiers ministres de l'époque : dévier les forces critiques sur sa personne. Voltaire, le symbole de l'intellectuel du XVIIIe siècle, commence alors sa carrière et ironise sur le Régent par une épigramme (petit poème satirique) en latin. La réaction est immédiate : il est enfermé pendant onze mois à la Bastille ; il inaugure une longue série d'emprisonnements pour fait de pensée critique, très fréquents durant ce siècle.

L'esprit Régence : un nouvel art de vivre

Le terme Régence entraîne une association immédiate avec début de XVIIIe siècle où un vent de liberté, certes parfois débridé et licencieux, souffle sur la France. L'austérité vieillissante du règne de Louis XIV est balayée par l'expression d'un non-conformisme ouvert au monde. Toute cette légèreté de vivre se déroule dans un cadre monarchique renouvelé : un roi vieux et autoritaire est remplacé par un bel enfant bouclé : ! Les fortunes rapides et fulgurantes, liées à la spéculation, brassent les milieux sociaux dans une liberté inconnue jusqu'alors. L'esprit Régence, c'est aussi une grande liberté religieuse où le concept d'athéisme amorce ses premiers pas.

• 1720. Une affaire financière ébranle la Régence

Un Écossais, John Law (francisé en « Lass ») introduit un système de monnaie papier appelé « système de Law ». Le système devient l'affaire de Law en 1720 quand survient une banqueroute. Qu'en est-il de ce nouveau système monétaire introduit depuis quatre ans en France ?

Ouvert aux idées nouvelles, le Régent autorise Law à introduire le papier-monnaie en France en 1716 par le biais d'une banque, en lien avec une compagnie de commerce, la Compagnie française des Indes. Les transactions se font dans la veuve d'une spéculation effrénée rue Quincampoix. En quelques mois, 600 000 actions sont émises, gagnant quarante fois leur valeur de départ ! Il s'agit là d'une vraie révolution des mentalités, car il faut une forte dose de confiance pour échanger du métal précieux contre du papier. Seul un phénomène de mode pouvait y parvenir : le dernier chic est de payer en papier-monnaie ! Mais tout le système s'écroule soudainement quand, à la suite d'un délit d'initiales, envoie une rumeur inquiétante : le trésor en dépôt, garant des billets émis, serait d'une valeur inférieure à leur nombre en circulation. La panique s'empare des investisseurs. Ils veulent vendre le jour même dans une frénésie contraire pour récupérer cette fois leur or. Bousculades mortelles, ruines et suicides marquent au fer rouge ce rêve spéculateur brisé. Échaudés pour longtemps par ce premier échec, les Français vont se méfier du papier-monnaie pendant longtemps, après une deuxième expérience ratée avec les assignats de la période révolutionnaire. Ils seront ainsi les derniers d'Europe à mettre en place un système bancaire (au XIXe siècle).

Le règne de Louis XV : 1723-1774

Ce règne est marqué par un pouvoir absolu, contesté progressivement par le mouvement des idées, l'opinion publique et l'opposition des parlements. Louis XV, sous influences, tente des comportements politiques différents fragilisant par son attitude l'image royale.

Louis XV (1710-1774) :

le Bien-Aimé devenu Mal-Aimé

Orphelin à deux ans, roi à cinq ans, Louis XV est à la fois très entouré et très seul. Sur ses épaules fragiles d'enfant roi repose l'avenir de la monarchie. Très attaché au souvenir de son arrière-grand-père Louis XIV, il se crée des affections liées avec des personnes de substitution : sa gouvernante Madame de Ventadour qu'il appelle « maman », le Régent qui l'entoure d'attentions, et le cardinal de Fleury, chargé de son éducation. Très vite, il délaisse son épouse bigote, lasse d'enfanter, et multiplie les maîtresses dont la plus emblématique est Madame de Pompadour, qui exerce un mécénat actif sur les arts et les lettres. Très intelligent et doté d'une excellente mémoire, Louis XV se passionne pour la cartographie, les sciences et les techniques. Il apprend le latin et reçoit une excellente formation à la vie politique. De belle prestance, ce roi est d'une grande endurance physique et se révèle, comme ses ancêtres, un très grand chasseur. Tout comme ses prédécesseurs, Louis XV est un être secret. Il est enclin à la dépression (on parle alors de ses « vapeurs »). Certainement très timide, son image en public est celle d'un homme énigmatique à la froideur de marbre. Il semble écouter mais donne souvent l'impression de se désintéresser des affaires du royaume. Sa tendance au secret va amener ses contemporains à fantasmer autour de mystérieuses affaires le concernant : ils imaginent les pires malversations ou dépravations par le biais de rumeurs et de libelles extrêmement durs qui vont éloigner le roi de son peuple. Le roi Bien-Aimé devient au début du règne le Mal-Aimé.

© Groupe Eyrolles

• 1724. Marier le roi : une urgence dynastique

Une petite infante espagnole vit depuis plusieurs années à la cour de France en vue de son

mariage avec son cousin Louis XV. Elle est charmante mais encore trop jeune pour se marier. L'inquiétude gagne : il faut d'urgence un héritier au roi. Cette incertitude dynastique ne peut durer. La décision de renvoyer la jolie infante chez son père, le roi d'Espagne Philippe V, est donc prise, ce qui provoque la honte et la colère des Espagnols bafoués. Le choix se porte alors sur une cendrillon, sans dot, de sept ans l'aînée du roi mais en âge de procréer : Marie Leszczyńska, fille du roi de Pologne destitué. Le choix se révélera judicieux quant à sa fécondité : ils auront huit filles mais un seul héritier mâle survivra, le futur père de Louis XVI.

- 1726. Fleury : un vieillard au pouvoir

Accusé de tous les maux, le principal ministre, le duc de Bourbon, se voit brutalement écarté du pouvoir par volonté royale au profit du cardinal André-Hercule de Fleury, l'ancien précepteur du roi.

Le cardinal de Fleury (1653-1743) : le vieux sage

Appartenant à la noblesse, André-Hercule de Fleury a exercé toute sa carrière dans le clergé : il est évêque de Fréjus. Intelligent et cultivé, c'est un homme profondément intègre et d'une grande moralité, à une période où le libertinage et la licence sont courants. Louis XV, sans père, lui accorde une confiance quasi-liale. À partir de 1726, « les années Fleury » vont être les plus souriantes du règne de Louis XV. Le cardinal n'a sans doute pas des visions politiques de très grande envergure mais assume les problèmes avec réalisme. Il assainit les finances par des économies et une meilleure administration financière, stabilise la monnaie, donne une impulsion à l'industrie dans une tradition Colbertiste et s'allie avec l'Espagne pour favoriser le commerce. Fait remarquable, il conduit les affaires de l'État avec la même constance jusqu'à sa mort à l'âge fort avancé de 90 ans ! C'est le Premier ministre le plus vieux de l'histoire de France !

- 1728. L'opposition janséniste invente la presse indépendante

Les jansénistes, persécutés sous Louis XIV, structurent maintenant leur résistance face à l'intolérance religieuse. Ils créent un journal bi-hebdomadaire, Les nouvelles ecclésiastiques, tiré à 600 exemplaires, porteur de la contestation à la bulle papale Unigenitus de 1713. Cette presse janséniste, persécutée mais très organisée pour survivre, est à l'origine de la notion de presse indépendante, apte à nourrir par ses articles la réaction critique de l'opinion publique. Le parlement de Paris va soutenir son combat, alliant ainsi opposition janséniste et parlementaire.

- 1731-1732. Le parlement de Paris entre en résistance

La bulle Unigenitus revient constamment, au cours du siècle, comme un ferment d'opposition entre le parlement de Paris et le roi. Le facteur déclenchant est la destitution des jansénistes par leur évêque. Le parlement s'oppose à l'archevêque de Paris pour préserver l'indépendance du clergé de France. En août 1731, 300 magistrats se mettent en grève ! Le roi reçoit une délégation en mai 1732. Le dialogue ne s'instaure nullement puisque le roi donne l'ordre au premier président de se taire et fait déchirer le texte du discours par le comte de Maurepas. C'est le moment d'une confusion générale où se succèdent arrestations en série, grèves, exils en résidences surveillées. Le parlement se soumet en décembre 1732, mais cette crise laisse des traces ; il ressort grandit de cet affrontement et apparaît alors comme un acteur important du jeu politique. Progressivement, l'idée de séparation des pouvoirs entre le roi et le parlement commence à s'immiscer.

L'agitation parlementaire comme noyau de la contestation

En 1730, Les parlements sont au nombre de douze en France, mais le parlement de Paris joue un rôle essentiel par la taille de sa juridiction : un tiers de la France. Il est le gardien des lois du royaume contre tout arbitraire. En effet, seul le parlement de Paris enregistre tous les édits et ordonnances du roi. Ce dernier a cependant le droit de forcer autoritairement l'enregistrement d'un acte juridique par un « lit de justice ». Il s'agit d'une intervention personnelle et physique où le roi, assis au milieu de coussins sous un dais surélevé, impose par sa présence sa volonté absolue.

Tous les membres des parlements sont propriétaires de leur charge : ils forment un véritable corps indépendant, animé par une forte cohésion liée à leurs charges héréditaires depuis Henri IV (vénalité des offices). Nobles, les parlementaires défendent leurs privilèges et se posent en défenseurs du bien public. Toutefois, sous cette belle image de représentants du pays, se dissimule en fait une caste d'aristocrates soucieux

© Groupe Eyrolles

de conserver leurs droits et privilèges. Ils forment ce que l'on appelle la « noblesse de robe ». Par leur biais, la contestation qui naît de la crise de 1730-1732 provient bien du

haut de la société. Pour empêcher toute intrusion de roturiers dans leur corps, les parlementaires vont progressivement exiger quatre quartiers de noblesse (père et mère issus de la noblesse par leur quatre parents) à l'achat d'une charge, barrant ainsi la route de l'ascension sociale à la bourgeoisie.

- 1732. Des miracles à la pelle...

Le mouvement d'opposition janséniste s'essouffé à cause de l'affaire des Convulsionnaires du cimetière de Saint-Médard. Il s'agit de miracles qui se produisent sur la tombe d'un prétendu saint janséniste, un certain abbé Pâris, mort en 1727 suite à un ascétisme forcené, sanctifié par les pauvres gens ; la fureur miraculeuse devient alors un phénomène de mode. La terre du cimetière est même vendue par sachets ! Excédé par cette agitation, le roi ferme par ordonnance le cimetière. Pour autant, le mouvement « convulsionnaire » ne s'éteint pas et persiste jusqu'à la Révolution, desservant la cause janséniste par ses dérives hystériques.

- 1733-1738. Le retour de l'engrenage de la guerre : la Pologne

Le roi de Pologne, Auguste II, meurt en 1733. La France soutient alors l'élection du beau-père de Louis XV, Stanislas Leszczyński. Comme son élection est contestée, la France s'engage militairement à ses côtés. Cette guerre est un échec. Stanislas est chassé du trône polonais mais reçoit en compensation la Lorraine lors du traité de Vienne en 1738 qui met fin à la guerre. Devenu duc de Lorraine, Stanislas installe une cour brillante à Nancy. L'actuelle place Stanislas est l'héritière du faste de cette époque. La France récupérera quelques décennies plus tard cette province, en 1766, à la mort de Stanislas. La répercussion de cette guerre est l'augmentation significative de la dette de l'État. Or, tout problème financier renforce le pouvoir du parlement, sollicité par le roi pour toute demande de subsides supplémentaires.

- 1742. La police du livre existe : la censure

L'opinion publique se développe, discute, échange, noblesse et bourgeoisie confondues, dans des lieux de parole incontrôlables : salons, clubs, cafés. La répression est forte. Les Lettres anglaises ou Lettres philosophiques publiées par Voltaire sont brûlées comme livre « scandaleux, contraire à la religion, aux bonnes mœurs et aux puissances ». En 1742, pour renforcer la surveillance, un corps de censeurs royaux est créé : ils chassent et brûlent les livres indésirables. Les auteurs fuient la France dès la parution de leur ouvrage ou sont embastillés quelques mois (522 personnes seront ainsi emprisonnées pour publication de livres de « mauvaise lecture » sous Louis XV). Les auteurs et les imprimeurs s'ingénient donc constamment à détourner la censure.

- 1743. Louis XV cherche sa voie

À la mort du cardinal de Fleury, Louis XV annonce sa volonté de gouverner seul sans principal ministre, à l'imitation de son arrière-grand-père Louis XIV, son modèle de référence. Il a 33 ans, son prestige est intact, il est surnommé Louis le Bien-Aimé. Les conditions sont là, mais beaucoup se montrent réticents sur ses capacités à gouverner et à prêter intérêt aux affaires de l'État.

Le maréchal de Noailles en appui

Louis XV vient de perdre son ami, son mentor : le vieux cardinal de Fleury. Par manque d'assurance ou d'esprit de synthèse, Louis XV semble constamment éprouver des difficultés à se faire seul une opinion. Ainsi recherche-t-il l'appui intellectuel du duc de Noailles. Il débute avec lui, à cette fin, une correspondance secrète durant plusieurs années.

- 1745. La Pompadour impose son style

Peu après la glorieuse victoire de Fontenoy, au faite de sa brève gloire militaire, Louis XV impose à la cour la marquise de Pompadour. Maîtresse du roi pendant cinq ans, elle restera toute sa vie son amie et influencera même certains choix politiques. Mais ses conseils ne sont pas toujours judicieux en politique, notamment lorsqu'elle fait remplacer des ministres compétents par des amis personnels qui le sont beaucoup moins ! Ces procédés ne favorisent pas la cohésion du gouvernement. Sous ce règne, l'inefficacité de certains résultats, en particulier militaires, est souvent liée aux querelles de personnes. Les forces s'épuisent dans cette division et ces incompétences.

© Groupe Eyrolles

Madame de Pompadour (1721-1764) : le raffinement au pouvoir

Jeanne Antoinette Poisson n'est pas noble. Elle est introduite auprès du roi par un groupe de financiers dominés par la famille Pâris. Pour la première fois, une favorite royale est issue du milieu de la roture quand la noblesse, de son côté, reprend les rênes du pays. Intelligente, elle a reçu une excellente éducation qui l'a conduite à se passionner pour

les arts et les lettres, sans oublier bien sûr l'art de la conversation. Durant tout son « règne », elle va exercer un mécénat et soutenir les artistes de son temps, protégeant même le grand projet de l'Encyclopédie. D'un goût exquis, elle s'habille merveilleusement bien et impose son empreinte à l'art de la décoration, le style Pompadour. Délicieusement féminine, elle devient la directrice des plaisirs de Louis XV, l'entourant de bien-être et de raffinement. Malgré la haine à son égard, surtout de la famille royale, elle finit par devenir pour le roi une présence indispensable, agréable, rassurante et apaisante. À sa mort, en 1764, le roi se forme avec beaucoup de chagrin qu'il a perdu sa meilleure amie.

• 1740-1748. L'escalade de la guerre autour de l'Autriche

Un jeu d'alliances complexe

La guerre de succession d'Autriche est une des plus complexes du XVIIIe siècle, inaugurant les jeux compliqués d'alliances entre pays européens. La France est engagée presque malgré elle dans ce conflit par son alliance en demi-teinte avec l'Espagne, opposée à l'Angleterre du côté des Caraïbes. La France est prise également dans un autre jeu d'alliance qui l'amène à prendre position, avec la Prusse et la Saxe, en faveur du candidat de Bavière à la succession de l'empereur Charles VI (celui que la France combattait déjà lors de la guerre de Succession en Espagne, au début du siècle). Il s'agit cette fois de s'opposer à sa fille Marie-Thérèse (la future mère de Marie-Antoinette), soutenue par les Anglais et les Hollandais. La situation est, de plus, embrouillée par le petit-fils de Fouquet (le surintendant emprisonné au XVIIe siècle). Celui-ci prend des initiatives diplomatiques, s'engage pour la France et embourbe la situation ! Toutefois, malgré des interventions militaires françaises, la déclaration officielle de guerre contre l'Autriche n'a vraiment lieu qu'en 1744.

Dans un siècle de libertinage, Louis XV se reprend de ses fautes

Le roi part à la guerre, et une de ses maîtresses, la duchesse de Châteauroux, le rejoint sur le lieu des opérations militaires en juillet 1744. Le scandale de l'adultère pointe à l'horizon. Le roi tombe alors gravement malade à la suite d'une forte fièvre : cela est interprété comme un châtement divin par le parti dévot. À l'article de la mort, il demande l'extrême-onction mais les dévots ne la lui délivrent qu'en échange du repentir humiliant de ses mauvaises mœurs devant témoins, en l'occurrence quelques habitants de Metz rassemblés à son chevet ! Le roi est sauvé par la robuste constitution des Bourbons, mais ses paroles expiatoires sont cependant lues dans toutes les églises du royaume, le discréditant considérablement.

1745. Fontenoy : une victoire d'image

De cette guerre reste le souvenir de la glorieuse bataille de Fontenoy (en Belgique actuelle) contre les Anglais. Cette bataille a lieu le 11 mai 1745 sous le commandement du prestigieux maréchal de Saxe (arrière-grand-père de George Sand), en présence du roi lui-même. Cette bataille sert ensuite à magnifier l'image de Louis XV. C'est ce jour là que les généraux anglais et français, après force coups de chapeaux, échangent des civilités restées célèbres : « Messieurs les Anglais, tirez les premiers ! », même si ce n'est sans doute pas réellement cette phrase qui a été prononcée.

La culture dans la guerre

Très en avance sur son temps, le maréchal de Saxe pense qu'un soldat n'est pas une mécanique mais un être humain. Afin de le motiver et de maintenir son moral, il fait jouer, par le biais d'un organisateur de spectacles, des opéras comiques la veille même des combats. L'actrice principale annonce alors le programme, sans sourcilier, au public d'officiers et de soldats : « Messieurs, demain relâche à cause de la bataille que donnera monsieur le maréchal ; après demain, Le coq de village, Les amours grivoises... »

Malgré cette belle victoire de Fontenoy, les Français ne retirent aucun bénéfice de cette guerre contre l'Autriche, généralisée à l'Europe par le jeu des alliances. La paix est signée à Aix-la-Chapelle en 1748. Match nul : elle aboutit à la restitution réciproque des territoires ! L'opinion publique, phénomène émergent, s'indigne de ce constat d'échec pour une guerre aussi coûteuse et aussi meurtrière.

© Groupe Eyrolles

Le Pont-Neuf comme lieu d'expression

Le peuple s'exprime sur le Pont-Neuf de Paris : on y trouve ainsi une brochure satirique synthétisant les cinq plaies de la France, sorte de résumé des problèmes depuis le début du siècle : la bulle Unigenitus, le système de Law, les convulsions, le ministère Fleury

et la paix d'Aix-la-Chapelle.

- 1752-1755. Mourir avec autorisation

La contestation parlementaire s'enamme en 1746 quand l'intransigeant archevêque de Paris impose le « billet de confession » indispensable pour mourir ! Il s'agit de recevoir un papier prouvant que le prêtre ayant délivré l'extrême-onction est bien un confesseur autorisé, qui accepte la fameuse bulle Unigenitus. C'est un moyen détourné de viser les jansénistes, opposés à ce document papal de 1713. Des mourants se voient ainsi refuser les derniers sacrements, au risque de la damnation éternelle. L'émeute populaire gronde... Le parlement, favorable aux jansénistes, s'oppose alors à cette mesure en mettant sous séquestre les biens et revenus de l'archevêque de Paris. En mai 1753, le pouvoir réagit à cette opposition en faisant arrêter ou exiler des magistrats. Le négociateur entre le parlement et le roi est un noble de grande lignée, un prince de Conti, de la fameuse famille rebelle des Condé ! La grande noblesse s'oppose ainsi au roi, provoquant à nouveau des grèves, des remontrances et de l'agitation. Le roi rappelle alors, en 1754, les parlementaires rebelles : ils reviennent en triomphateurs ! Par une escalade du mouvement d'opposition, le parlement nie la bulle Unigenitus le 18 mars 1755, remettant en question la législation royale.

Les condamnations prémonitoires de Louis XV

Le roi dit à un de ses familiers : « Ces grandes robes et le clergé sont toujours à couteaux tirés ; ils me désolent par leurs querelles, mais je déteste bien plus les grandes robes. Mon clergé, au fond, m'est attaché et dévoué, les autres voudraient me mettre en tutelle. Le Régent a eu bien tort de leur rendre le droit de remontrance, ils finiront par perdre l'État. »

© Groupe Eyrolles

- 1756. Les parlements en remparts des privilèges

Au moment où débute la guerre de Sept Ans, la contestation parlementaire gagne la province. Le parlement de Paris était jusque-là le seul sur le front officiel de la défense du bien public ; désormais, l'opposition organisée gagne la province. En décembre, Louis XV fait enregistrer divers édits qui heurtent de front les magistrats parisiens.

- 1757. Damiens poignarde le roi

Un attentat accroît le trouble général : le 5 janvier 1757, Louis XV est frappé d'un coup de couteau par un déséquilibré infiltré à Versailles. Il a plus de peur que de mal, car c'est l'hiver et ses épais vêtements font rempart au coup mortel. Son agresseur, Robert-François Damiens, est un personnage exalté et instable ayant servi dans le milieu parlementaire ; les propos hostiles au roi ont alors pu influencer son esprit déséquilibré. Ses motivations ne sont pas vraiment élucidées quand il est condamné pour lèse-majesté à une mort horrible : torture et écartèlement, comme Ravailiac autrefois. Les belles dames vont au châtimement comme au dernier spectacle à la mode : sang et violence sont au rendez-vous place de Grèves, l'actuelle place de l'Hôtel de Ville à Paris. Se sentant mal aimé de son peuple, Louis XV déprime. Dans cet environnement de plus en plus sombre, Choiseul exerce une grande influence sur le roi, déstabilisé et usé par les déboires militaires et par l'opposition récurrente des parlements.

Un aristocrate au pouvoir : le ministère Choiseul (1758-1770)

L'aristocratie occupe de plus en plus de place au gouvernement. Désormais, c'est un ministre issu de la grande noblesse qui joue pendant douze ans un rôle-clé. Le duc de Choiseul (1719-1785), aristocrate modéré, ami de Madame de Pompadour, est en effet nommé secrétaire d'État à la Guerre puis aux Affaires étrangères. Sous ces titres, il exerce les fonctions de « principal ministre », mais sans en avoir le titre officiel, artifice habile pour éviter les critiques frontales. Très cultivé, il est, contrairement au roi, proche des idées des encyclopédistes et entretient même une correspondance avec Voltaire. Pendant ce temps, l'Angleterre afferme sa puissance maritime et renforce sa flotte. La dernière action du duc de Choiseul, en 1770, avant sa disgrâce, est la négociation du mariage de la plus jeune fille de l'impératrice Marie-Thérèse d'Autriche avec le dauphin Louis : Marie-Antoinette entre dans l'histoire de France.

© Groupe Eyrolles

- 1762-1763. La suppression de l'ordre des Jésuites

Faisant preuve de leur force, les parlements, hostiles aux jésuites favorables à la papauté, les rayent juridiquement de la carte. Les parlements soutiennent en effet l'autonomie du clergé français (le gallicanisme) vis-à-vis de la papauté. Pour cette même raison, ils sont proches des jansénistes très en retrait vis-à-vis du pape. Autour cette

fois de la cause des jésuites, une véritable ombée de contestation parlementaire embrase à nouveau le pays.

Les jésuites : la cible des parlementaires

La majorité des parlementaires sont pourtant issus d'écoles jésuites, dont le fameux collège de Clermont (actuel lycée Louis-le-Grand à Paris). En effet, depuis leur fondation au XVIIe siècle par Ignace de Loyola, les jésuites ont exercé un rôle capital dans le domaine de l'éducation. Toutefois, une cabale européenne se soulève contre eux. Le prince de Conti, un membre de la famille Condé travaille le terrain dans l'ombre. Le parlement de Paris les bannit du royaume. Leurs biens sont confisqués. Le pape lui-même les abandonne en 1773. Les parlements marquent là une formidable victoire en exerçant un contre-pouvoir face à un roi dépassé par les événements, dont le confesseur était d'ailleurs un jésuite.

• 1756-1763. Une guerre « mondialisée » de sept ans Des alliances inédites

Cette année-là débute la guerre, appelée par la suite « guerre de Sept Ans » : elle touche quatre continents : l'Europe, l'Amérique, l'Afrique et l'Asie, même si la plupart des combats ont lieu sur les deux premiers ! L'important mouvement d'alliances est également nouveau : la France s'allie cette fois à l'Autriche, et l'Angleterre s'allie à la Prusse de Frédéric II.

En 1756, un traité signé à Versailles entérine la nouvelle alliance avec l'Autriche. Les Français et les Prussiens sont désormais face-à-face. En même temps, un conflit franco-anglais à dominante maritime voit le jour autour de rivalités commerciales en Amérique. La France est donc engagée sur deux fronts : une guerre navale et coloniale et une guerre continentale. Les Français ont le vent en poupe et gagnent quelques batailles, puis c'est le déclin : la guerre s'essouffée par des commandements où la faveur prime sur le mérite. Le commandement français est divisé, l'incompétence et les querelles d'intérêts font loi. Les conséquences de ces conflits pour la France sont surtout financières.

Le coût de la guerre

La guerre navale a ajouté aux guerres traditionnelles des coûts considérables. Ainsi, pour avoir une vision comparative, l'arrière de la dette se monte à 467 millions de livres en 1764, alors qu'il était seulement de 21 millions de livres à la fin de la guerre précédente.

La France perd le Canada et le Sénégal mais conserve la partie ouest de Saint-Domingue (l'actuelle Haïti), Saint-Pierre-et-Miquelon, la Martinique, la Guadeloupe, Sainte-Lucie et la petite île de Gorée au Sénégal, tête de pont de la traite des esclaves sur le continent africain.

Sept ans pour en finir

Après sept ans de guerre, la lassitude gagne. Tous les belligérants souhaitent la paix. Elle est signée à Paris le 10 février 1763. Cette guerre est un peu abstraite pour le peuple français puisqu'elle s'est déroulée hors de France. En revanche, sa répercussion financière, extrêmement lourde, est très mal vécue. Au-delà des répercussions internes, la guerre de Sept Ans a bouleversé les rapports de forces en Europe. L'Angleterre s'impose comme une grande puissance : elle contrôle l'Amérique du Nord et l'Inde.

Le Québec change de couronne

Au milieu de « ses arpents de neige », le Québec intègre alors l'empire britannique qui lui reconnaît rapidement ses spécificités linguistiques (francophone) et religieuses (catholique). La France conserve l'île de Saint-Pierre-et-Miquelon à 25 km du Canada.

• 1764. La fin du protectionnisme économique

Choiseul met en pratique les idées de François Quesnay, le chef de file des physiocrates. Il instaure la libre circulation des grains à l'importation et à l'exportation. Le protectionnisme de Colbert est désormais bien loin. Nouvelle doctrine économique (1756), la physiocratie prône les sources de richesses tirées du travail de la terre et de l'agriculture, associées à la liberté du commerce et de l'industrie. Le circuit économique est comparé à la circulation sanguine. Les principaux physiocrates sont Quesnay, Dupont de Nemours et Turgot. Le libéralisme économique, en gestation en Angleterre sous la plume d'Adam Smith, fait de ce siècle le berceau des idées qui étayeront le capitalisme moderne.

© Groupe Eyrolles

• 1766. Louis XV joue la carte de la fermeté

Profondément las des oppositions parlementaires, le roi décide, en mars 1766, de faire un

discours d'une grande fermeté devant le parlement. Cette séance et ce discours prennent le nom de « agellation » : « Messieurs, je suis venu pour répondre moi-même à toutes vos remontrances. » Ce discours est empreint d'une argumentation très absolutiste, mettant en valeur le pouvoir incarné par le roi. Largement diffusé, c'est en quelque sorte le testament politique du roi Louis XV.

- 1768. L'achat de la Corse

Avant d'avoir une base avancée en Méditerranée, la Corse est achetée aux Génois. À cette occasion, la famille Bonaparte commence à faire parler d'elle en s'engageant en faveur de la France contre les résistants corses, dont le chef est Pascal Paoli. Ce dernier, fondateur du mouvement nationaliste corse, avait proclamé une éphémère république corse qui avait forcé l'admiration de l'Europe des Lumières. Cependant, l'armée française bat les Corses en 1769 à Ponto Novo, mettant ainsi fin au projet de Paoli. Jean-Jacques Rousseau écrit : « J'ai quelque pressentiment qu'un jour cette petite île étonnera l'Europe. » En 1769, Charles et Maria-Letizia Bonaparte célèbrent la naissance de leur deuxième fils, Napoléon.

- 1770-1774. La dernière réaction autoritaire sous Maupeou

Le chancelier de Maupeou gouverne en triumvirat (à trois) avec le duc d'Aiguillon et l'abbé Terray. Ils amorcent le dernier virage du règne de Louis XV, virage négocié cette fois avec poigne, tentant d'imposer l'autorité du roi face aux parlements. Se servant de la procédure du lit de justice, Maupeou fait enregistrer un édit de discipline sans explication, une véritable mesure d'autoritarisme connue sous le nom de « coup de Maupeou ». La vénalité des offices est abolie (l'achat héréditaire des charges), les parlementaires rebelles sont exilés et les juges deviennent des fonctionnaires rémunérés par l'État. Houleuse dans ses répercussions, cette tentative de fermeté va cependant s'éteindre d'elle-même avec la mort soudaine de Louis XV, emporté par la variole en 1774.

Le règne de Louis XVI : 1774-1792

Malgré une volonté de réforme, la monarchie ne parvient pas à désenclaver le royaume et à répondre aux attentes de changement de l'ensemble des couches sociales, ce qui aboutit à la Révolution, en 1789.

Louis XVI (1754-1793) : un roi dans la tourmente révolutionnaire

Louis XVI n'aurait pas dû régner, mais son frère aîné meurt à 10 ans. C'est sur ses épaules de cadet que repose désormais la lourde charge morale de remplacer ce frère craint et admiré. C'est aussi la place de son père qu'il prend puisque celui-ci meurt avant d'avoir régné. Pas étonnant que Louis XVI vive mal sa fonction d'héritier de Louis XV, entouré par deux frères ambitieux qui se verraient bien à sa place ! Peu motivé par sa fonction, il accède au trône en 1774. Toutefois, Louis XVI a reçu une bonne instruction, même si son esprit analytique, soucieux du détail, peut sembler relativement lent à certains. Intéressé par les techniques, il se passionne pour la serrurerie ; son ingéniosité dans ces domaines lui fait rectifier le projet de guillotine proposé par le docteur Guillotin, soucieux de rendre moins inhumaine la décapitation à la hache. Particulièrement timide et très myope, sa maladresse d'allure et de contact le dessert dans ses actions. Pis, son entourage fait constamment pression sur lui pour obtenir des faveurs ou détourner toutes velléités de réforme. Par cette attitude dénuée de fermeté, le roi va se mettre malgré lui dans le camp des privilégiés. Il s'éloigne ainsi du rôle d'arbitre de la nation dont il connaît peu la réalité humaine, n'étant quasiment jamais sorti de Versailles. Marie-Antoinette, son épouse, est son contraire par son pouvoir de séduction naturel. Très frivole, elle le dessert vite par son comportement et ses dépenses. La période révolutionnaire débute au moment où meurt leur fils aîné. À partir de 1789, cet homme sensible va devoir affronter épreuve sur épreuve selon un rythme effréné de difficultés, atteignant par sa velléité de fuite, à Varennes, le sommet du discrédit. C'est toutefois en homme courageux qu'il meurt décapité, en janvier 1793. Pour les royalistes partisans des Bourbons, sa mort en fait un véritable roi martyr, dont la figure sera évoquée au siècle suivant pour souligner les excès des républicains.

- Les premières tentatives de réformes avortées

Une équipe compétente

Louis XVI débute son règne avec la volonté d'effectuer des réformes. Il rompt avec la politique autoritaire des quatre dernières années de son grand-père. Semblant ouvert aux idées nouvelles, ce jeune roi de 20 ans

© Groupe Eyrolles

recherche une autre façon de gouverner. Il est accompagné par un mentor, le chancelier de Maurepas ; ce dernier le guide pendant sept ans et l'aide à choisir des ministres particulièrement remarquables, tous ouverts aux idées nouvelles, intelligents et compétents : Vergennes aux Affaires étrangères, Lamoignon de Malesherbes à la Maison du roi, Turgot comme contrôleur général des Finances. Les personnalités les plus éclairées de l'époque comme Condorcet ou Dupont de Nemours voient dans ce gouvernement une équipe extraordinaire : l'espoir se lève autour du jeune roi.

Les propositions de Turgot

Le contrôleur des Finances, Turgot, est foisonnant d'idées de réformes, parfaitement conscient de la nécessité d'instaurer des mesures de fermeté pour enrayer les problèmes économiques. Il propose par exemple que le sacre du roi ait lieu à Paris (comme celui d'Henri IV), et non à Reims, le déplacement et le logement de la cour étant fort coûteux. Il préconise entre autres la libre circulation des grains dans le royaume pour éviter la spéculation. Il supprime les corporations et la corvée, ce travail obligatoire non rémunéré dû à un seigneur, pomme de discorde depuis des siècles. Rien ne semble freiner son insatiable énergie et son imagination créatrice. Mais le roi recule toujours devant l'obstacle et n'agit pas, craignant l'hostilité déclenchée par chaque mesure remettant en question intérêts et privilèges : courtisans en colère, parlements hostiles, peuple fomentant des émeutes liées aux problèmes des grains.

Chaque tentative de réforme est d'abord approuvée puis abandonnée par Louis XVI. Il est sensible aux argumentations qui les motivent mais n'a ni le courage politique ni la carrure personnelle pour les imposer. Ainsi, Turgot, le premier de la série des réformateurs, entre vite en disgrâce sous l'influence des groupes de pression. La reine Marie-Antoinette, comme autrefois Madame de Pompadour, exerce une influence sur les décisions royales, soumises aux pressions plus qu'aux visions politiques.

Marie-Antoinette (1755-1793) :

une princesse trop gâtée

Marie-Antoinette est la fille de l'impératrice Marie-Thérèse d'Autriche, cette femme courageuse qui a su tenir tête aux coalitions européennes pendant une partie du siècle. Le frère de Marie-Antoinette, Joseph II, règne lui-même comme empereur conjoint avec leur mère. Marie-Antoinette est la dernière des seize enfants de l'impératrice. Son enfance, très gâtée, ne l'a pas préparée aux dures réalités de son destin de reine de France. Intelligente et vive, elle n'a pas développé ses capacités, ne lisant quasiment pas, restant exclusivement centrée sur les plaisirs de la vie, dans une grande insouciance. Sans songer aux répercussions de ses actes, elle suit ses goûts et ses humeurs, ne tenant pas compte des exigences liées à sa fonction auprès d'un roi en difficulté. Agréable et sensible, elle est cependant capable d'imposer ses volontés à Louis XVI qui ne sait rien lui refuser. Les Parisiens, d'abord admiratifs, vont vite la critiquer avec véhémence, l'accablant de tous les maux par des campagnes forcées de dénigrement, la désignant du titre péjoratif de l' « Autrichienne ». Les temps durs de la Révolution la révéleront à elle-même : elle s'y montrera courageuse et décidée, une fois tombé le vêtement de la superficialité, mais elle sera décapitée quelques mois après Louis XVI.

● 1775. La guerre des Farines

En avril et mai 1775, le Bassin parisien et la Champagne connaissent un mouvement de révoltes populaires contre l'édit de Turgot sur la libre circulation du grain. Pour le peuple, cette réforme donne libre cours aux accapareurs, qui pourront sortir la farine d'une province pour la revendre dans une autre. Mais ces révoltes n'entraînent pas de pillages, car le peuple paie son grain, fixant lui-même le prix « juste ». Elles se colorent plutôt d'une dimension anti-seigneuriale par l'attaque de certains châteaux. Les révoltes de la faim sont courantes au XVIIIe siècle, suivant des logiques récurrentes, visibles dans ces émeutes de 1775 : forte participation des femmes, attaques contre les boulangers, les meuniers, les fermiers, les marchands de grain accusés d'être des « accapareurs ». Le peuple réclame du pain jusqu'aux portes du château de Versailles.

La politique royale : première cause de révolte au XVIIIe siècle

Longtemps perçu à tort comme un siècle peu agité, les recherches historiques montrent au contraire que le siècle des Lumières a connu de très nombreuses révoltes populaires. Le pouvoir royal est la première cause de rébellions, pourtant considérées comme crime de

lèse-majesté. Le refus de l'impôt, des taxes et des réformes est le premier motif des révoltes paysannes et urbaines, qui vont crescendo jusqu'en 1789. Juillet 1789 n'arrive donc pas par hasard...

- 1777-1783. Les Français s'engagent en Amérique

Treize colonies anglaises prospèrent en Amérique du Nord. Forts de leur identité américaine nouvellement formée, les colons se révoltent contre leur métropole et mettent à leur tête le général George

© Groupe Eyrolles

Washington. Les treize colonies anglaises énoncent, le 4 juillet 1776, leur déclaration d'indépendance : les États-Unis sont nés. Ils proclament aussi que « tous les hommes sont créés égaux » et « sont dotés de certains droits inaliénables, dont la vie, la liberté et la poursuite du bonheur ». Le marquis de La Fayette, séduit par l'idéalisme de cette cause, prend l'initiative de s'embarquer en 1777, contre tous les avis, pour soutenir les insurgés américains. Il revient d'Amérique en triomphateur. Porté par ses succès, il repart, cette fois avec l'aval du ministre Vergennes, avec 7500 hommes commandés par le comte de Rochambeau. Forts de ces renforts, les Américains remportent une victoire décisive contre les Anglais en 1781. L'indépendance des treize colonies est reconnue le 3 septembre 1783 par le traité de Versailles. La France récupère le Sénégal, Saint-Pierre et Miquelon, mais c'est cher payé pour un milliard et demi de dépense. Le coût de la guerre va peser lourd dans le déficit budgétaire du royaume. George Washington devient le premier président des États-Unis le 30 avril 1789, l'année où Louis XVI entre dans la crise révolutionnaire.

La Fayette (1757-1834) : un aristocrate révolutionnaire

Le marquis de La Fayette participe à trois révolutions dans sa vie ! En 1777, il soutient avec enthousiasme les insurgés américains lors de la guerre d'Indépendance américaine, obtenant un très grand prestige des deux côtés de l'Atlantique : c'est le « héros des deux mondes ». Plus tard, en 1789, porté par les idées libérales américaines, il participe à la Révolution française et devient, en juillet 1789, commandant de la nouvelle garde nationale. C'est à ce titre qu'il est responsable de la tuerie du 17 juillet 1791, quand la garde nationale tire sur la foule parisienne réunie sur le Champ-de-Mars. La rupture est dénonciative entre La Fayette et le mouvement révolutionnaire en voie de radicalisation, et le marquis doit s'exiler dans les Flandres. Il ne revient en France que sous le Consulat de Bonaparte. Mais son retour au premier plan n'a lieu qu'à l'issue de la révolution de Juillet, en 1830, lorsqu'il soutient Louis-Philippe qui instaure la monarchie libérale dont il avait toujours rêvé.

Le prestige de La Fayette est particulièrement grand aux États-Unis et son nom est systématiquement évoqué lorsqu'il s'agit de réactiver l'amitié franco-américaine. En 1917, après l'entrée des États-Unis dans la grande Guerre, un général américain déclare : « La Fayette, nous voici ». Ainsi, en 1944, durant la campagne de France, le général Patton ordonnera à l'artillerie de ne pas tirer sur Metz, où La Fayette avait décidé de s'engager aux côtés des insurgés américains. Aujourd'hui encore, son nom est le plus donné aux localités américaines et, en 2002, La Fayette a reçu la nationalité américaine à titre posthume.

- 1781. Noblesse oblige...

On assiste à cette période à une montée des interdictions contre la bourgeoisie. Après l'interdiction d'accès aux charges de parlementaires, ce sont désormais les fonctions d'officiers qui sont concernées. La carrière militaire est maintenant interdite aux roturiers. Face à ces interdictions, la bourgeoisie s'échauffe et affirme son mécontentement contre la monarchie, qui se coupe ainsi des classes dynamiques et riches du royaume.

- 1784. L'affaire du collier étrangle la réputation de la reine

Marie-Antoinette est impliquée dans l'affaire du collier, scandale rocambolésque d'une extrême gravité. Cette intrigue complexe, portée sur la place publique, va alimenter sa réputation de reine débauchée et dépensière, même si elle est, dans ce cas, parfaitement innocente.

Une escroquerie aux répercussions incalculables

L'histoire tourne autour d'un collier de diamants de 2800 carats, au prix fabuleux, créé autrefois pour la comtesse du Barry qui n'a pu l'acquérir. Le bijoutier cherche désespérément à vendre ce bijou. Un stratagème est alors monté par la belle comtesse

Jeanne de La Motte-Valois, sorte d'aventurière de la cour acoquinée à un certain Cagliostro. L'objectif est de se procurer le fameux collier. Pour ce faire, elle contacte une prostituée, parfait sosie de Marie-Antoinette, chargée de jouer son rôle. Le pigeon est le cardinal de Rohan, un ambitieux qui cherche à plaire à la reine. Il tombe dans le piège : la fausse reine, dissimulée la nuit dans le parc de Versailles, demande au cardinal d'avancer l'argent de l'achat du fameux collier. Celui-ci, flatté de cette confiance, le paie à l'intrigante Madame de La Motte. Le collier est livré au cardinal qui la charge de le remettre à la reine, mais elle empoche argent et collier. Or, la vraie reine ne rembourse bien sûr jamais le cardinal ! Lassé d'attendre son remboursement, le cardinal demande audience. Découvrant alors le pot aux roses, la reine fait un scandale auprès du roi et demande que l'affaire soit portée sur la place publique, voulant être lavée de tous soupçons. Les protagonistes sont embastillés. L'affaire se retourne alors contre Marie-Antoinette. Sa réputation en est gravement atteinte. Pendant cette période, l'amalgame est fait entre les dépenses de la reine et le déficit de l'État, même si celui-ci tient davantage à des raisons structurelles qu'aux frivolités de Marie-Antoinette.

© Groupe Eyrolles

L'affaire du collier éclabousse le couple royal et cristallise les critiques contre les membres de la famille. Marie-Antoinette est violemment critiquée en raison de ses liens avec les frères du roi, dont le léger comte d'Artois (futur Charles X), pour ses dettes de jeu, son goût pour les bijoux, ses amitiés avec la comtesse de Polignac et la princesse de Lamballe... Le roi devient le mari aveugle et ridicule. Avant que la Révolution n'éclate, l'image des souverains est définitivement ébranlée. La figure sacrée du roi est déjà ébranlée.

• 1786-1787. L'impossible réforme de l'État

Après Turgot, en 1776, Necker, un autre ministre, joue une carte plus opportuniste et plus démagogue. Il utilise l'emprunt pour équilibrer le budget et pour donner l'impression d'un assainissement de la dette. Plus tard, Calonne, grand seigneur éclairé et bon gestionnaire, tente lui aussi de résoudre les problèmes et exerce une action ponctuelle sur l'économie en faisant creuser des canaux et améliorer la voirie, et en créant une nouvelle Compagnie des Indes. Toutefois, il se trouve confronté, en 1786, à la nécessité impérieuse de refondre le système fiscal pour améliorer les revenus de l'État : les riches doivent forcément payer. Il envisage même une assemblée des notables pour négocier ces mesures avec les intéressés, mais cette assemblée se montre hostile à toute altération de leurs privilèges. À chaque fois, le roi, inquiet des remous, se sépare des réformateurs les plus compétents.

En 1787, Loménie de Brienne prend le relais et, avec Lamoignon, son ministre de la justice, il réussit à supprimer la torture (appelée la « question »), à abolir la corvée, à donner un état civil aux juifs et aux protestants. Quelques mesures passent ainsi, mais les changements de fond ne parviennent pas à être réalisés face à la résistance des nobles. Un bras de fer avec les parlementaires pendant l'été 1787 provoque l'exil du parlement de Paris à Troyes, celui-ci ayant refusé de voter les réformes. La monarchie est donc contrainte d'utiliser la procédure du lit de justice pour faire passer ses réformes en force. Le vent de révolte parlementaire se diffuse en province en juin 1788, quand les parlements provinciaux refusent d'exécuter les édits royaux.

• 1788. Le prologue de la Révolution

Un an avant le début de la Révolution française, la révolte gronde dans le royaume, dans un climat de grave crise économique liée aux mauvaises récoltes.

La journée des Tuiles

Le 7 juin 1788 est souvent perçu comme la première insurrection de la Révolution. À Grenoble, l'armée est chargée d'évacuer les parlementaires du Dauphiné. Le peuple se rassemble sur les toits et jette des tuiles sur les régiments royaux. Si l'événement n'a rien d'exceptionnel dans un siècle où la grogne anti-étatique est régulière, celui-ci débouche cependant sur la réunion du château de Vizille, le 21 juillet 1788. Là, des prêtres, des nobles et des membres du tiers état se rassemblent et réclament le rétablissement des parlements provinciaux et la réunion des états généraux, tout en se plaçant dans la défense des intérêts nationaux et non provinciaux.

En août 1788, le roi cède face à la pression de l'opinion publique et à l'urgence

financière. Le 8, les états généraux, non réunis depuis 174 ans, sont convoqués pour le 1er

mai 1789. Le 25, Loménie de Brienne est renvoyé et Necker rappelé, alors que le royaume est au bord de la banqueroute.

Jacques Necker (1732-1804) : un banquier au pouvoir

Père de la femme de lettres Madame de Staël, Necker doit son arrivée au pouvoir à l'influence du salon littéraire de sa femme et de sa fille. Ce banquier protestant, suisse et roturier, surprend dans ce milieu de cour où les titres de noblesse ont de plus en plus d'importance. Il est appelé en secours deux fois; au moment de la guerre d'Amérique où il tente de résorber la dette à coups d'emprunts, ne faisant que la renforcer; en 1788, comme dernier recours. Pragmatique, il fait quelques réformes et ose en 1781 publier un compte rendu au roi (le carnet bleu) où il joue la transparence des chiffres, révélant par exemple la dot fabuleuse offerte par grâce de Marie-Antoinette à la fille de la princesse de Polignac. Celle-ci est de 800 000 livres, soit le salaire annuel de 2000 compagnons ouvriers parisiens ! Cette publication lui vaut à la fois sa disgrâce et sa notoriété. Mais Necker n'aide pas le roi à se centrer sur les vrais problèmes. Il se limite à préparer la convocation des États généraux. Il propose même de revenir aux procédures de la dernière réunion des États généraux du royaume, en 1614, au temps de Marie de Médicis, lorsque les votes étaient effectués par ordre et non par tête (les trois ordres sont la noblesse, le clergé et le tiers état). Seule concession aux temps nouveaux : le nombre des députés du tiers état est doublé afin de mieux signifier l'importance numérique de cet ordre. Ce choix de voter par ordre s'avère redoutable car la volonté de la noblesse et du clergé semble primer sur l'opinion de la majorité (25 millions de personnes contre un million environ pour chacun des deux ordres privilégiés).

© Groupe Eyrolles

Qui sont les hommes formant les états généraux ?

Près de 1300 députés sont élus pour siéger aux états généraux : 330 pour le clergé, 320 pour la noblesse et 650 pour le tiers état. C'est la plus grande assemblée représentative de l'histoire contemporaine de la France. La composition sociologique est intéressante pour comprendre les futures évolutions politiques : le clergé est dominé par le bas clergé roturier; le second ordre est composé essentiellement d'aristocrates issus de la haute noblesse servant dans l'armée; le tiers état est dominé par les professions juridiques (juges, notaires, avocats), mais on y trouve aussi des hommes issus du commerce et même de riches fermiers. En revanche, les milieux populaires sont absents. Toutefois, certains nobles siègent sur les bancs du tiers état par pur libéralisme, comme le comte Mirabeau. Le marquis de La Fayette, quant à lui, préfère siéger avec son ordre.

• 1789. Connaître les revendications de chacun : les cahiers de doléances

Des cahiers de doléances sont rédigés dans toutes les régions au printemps 1789. Ces cahiers sont un moyen pour formaliser les grandes revendications du pays. Cette ressource documentaire exceptionnelle, qui permet de connaître avec précision l'humeur générale du pays, 150 ans avant l'apparition des sondages, offre une photographie de la France à la veille de la Révolution. Au printemps 1789, dans tout le royaume, chaque ordre procède à l'élection de ses représentants et à la rédaction de ses cahiers de doléances. Des thématiques récurrentes se dégagent, comme la revendication de l'égalité et l'abolition des privilèges, traduisant parfois les idées des Lumières, notamment dans les cahiers des villes.

Les Français peuvent en parler au roi

On a souvent dit que les cahiers sont respectueux de la figure royale, mais c'est oublier que dans la moitié des cas, ils omettent de lui rendre hommage. En tout cas, les cahiers de doléances soulignent l'émergence d'une opinion publique et l'apparition d'une véritable culture politique en France.

Telle est la situation politique au printemps 1789 : le décor et les personnages sont donc plantés pour les années révolutionnaires qui vont faire trembler toute l'Europe. En janvier, l'abbé Sieyès remporte un vif succès avec son pamphlet Qu'est-ce que le Tiers État ? « Tout » répond-il, « Qu'a-t-il été jusqu'à présent dans l'ordre politique ? Rien ! ».

Le grand bouleversement révolutionnaire : 1789-1799

Les premières années de la Révolution française sont souvent comparées à un torrent incontrôlable. La multiplicité des acteurs – nobles, bourgeois, sans-culottes parisiens et

paysans des provinces –, aux intérêts divergents, tendent à donner à la Révolution française une grande variété de visages, chacun cherchant à clore la Révolution et à exercer les réformes au plus près de ses intérêts.

Ainsi, de 1789 à 1791, les modérés dominent et fondent une monarchie constitutionnelle. À partir de 1792, les girondins s'imposent et proclament la Ire République, avant d'être évincés en 1793 au profit des montagnards qui mettent en place le gouvernement de Salut public et la Terreur. Leur déchéance en 1794 ouvre la voie à une république modérée et conservatrice avec l'instauration du Directoire entre 1795 et 1799.

Derrière la Révolution française se produisent différentes révolutions : aristocratique, bourgeoise ou populaire mais aussi politique, sociale, économique et culturelle. Ces révolutions confèrent à cette période sa complexité mais aussi son originalité et son intérêt.

- Comment expliquer la Révolution française ?

Un événement de cette ampleur résulte de la convergence de multiples phénomènes :

-

Incapacité de la monarchie française à se réformer : sa volonté de centralisation et de modernisation se heurte aux résistances des ordres privilégiés et des particularismes provinciaux. Ce sera donc à la Révolution et à l'Empire de jeter les bases d'un État moderne que la monarchie des Bourbons aura été incapable d'établir.

-

Transformation des mentalités au contact des philosophes des Lumières : les notions de liberté, d'égalité, de constitution, de gouvernement représentatif touchent les élites éclairées de la noblesse et de la bourgeoisie libérale. Pour elles, l'absolutisme royal doit être relégué au rang de vestige du passé.

-

Crise économique de 1788-1789 provoquant l'ébullition des esprits des classes populaires. Le XVIIIe siècle est une période de relative croissance amenant la disparition des famines. Or, après une période de prospérité, le regain de pauvreté est ressenti comme intolérable, déclenchant la fureur populaire.

© Groupe Eyrolles

-

Peuple rodé aux pratiques insurrectionnelles : le XVIIIe siècle voit des révoltes régulières dont le rythme s'accélère dans les dernières décennies avant 1789. En avril 1789, à la veille des états généraux, la révolte des ouvriers du faubourg Saint-Antoine contre leur patron Réveillon nous rappelle que le feu couve dans les quartiers populaires.

-

Personnalité du couple royal : Louis XVI, par sa faiblesse et ses hésitations aux moments cruciaux, ne mesure pas les revendications des révolutionnaires, usant de la force quand la diplomatie est nécessaire, et inversement. La reine a accumulé, par son comportement frivole, un fort capital d'antipathie, très dangereux pour le prestige de la monarchie.

- 1789. La révolution des députés

Les états généraux s'ouvrent le 4 mai dans la salle des menus plaisirs à Versailles, avec les représentants élus des trois ordres, siégeant sous le regard attentif de 2 000 spectateurs appelés à incarner le regard de la nation. Censés réunir le royaume derrière leur roi, les états généraux vont au contraire aggraver les divisions entre le tiers état et les deux ordres privilégiés autour de la seule solution possible : faire payer des impôts aux deux ordres qui n'en payent pas.

Le tiers état, sous l'impulsion de l'abbé Sieyès, rejette le mode injuste du vote par ordre, qui induit l'absence de changement sur la répartition de l'impôt. Le 20 juin, trois jours après s'être autoproclamés assemblée nationale, les députés du tiers état prennent l'initiative de se réunir dans la salle du jeu de paume à Versailles, pour marquer leur opposition et leur force politique.

Le serment du jeu de paume : vers une première constitution

Pris d'un élan de colère et d'enthousiasme, les députés du tiers état font un coup de force et prêtent serment de ne jamais se séparer sans avoir donné une constitution à la France, seule capable de mettre fin au pouvoir absolu du roi. Ce jour-là, les députés du tiers état (accompagnés de représentants de la noblesse libérale et du bas clergé ralliés à leur cause) lancent le début d'une révolution institutionnelle dont la finalité est de mettre en place une monarchie constitutionnelle. La scène sera immortalisée par le peintre David, dans un tableau conférant une grande force lyrique à l'épisode. La salle du jeu de paume porte le nom d'un jeu de balles alors millénaire, joué d'abord à main nue puis avec une raquette : il est considéré comme l'ancêtre du tennis.

Le roi hésite alors entre concessions et répression. Dans un sursaut absolutiste, il lance des menaces à peine voilées à l'Assemblée nationale et ordonne la séparation des députés. C'est à cette occasion que Mirabeau, qui domine par son charisme et sa renommée le groupe du tiers état, aurait lancé la célèbre formule : « Nous sommes là par la volonté du peuple et n'en sortirons que par la puissance des baïonnettes. » Cette phrase a sans doute été forgée après-coup par Mirabeau lui-même, soucieux de construire sa notoriété.

Mirabeau (1749-1791) : grands mots et messes basses

Aristocrate siégeant avec le tiers état et favorable aux idées nouvelles, Mirabeau est une figure incontournable du début de la Révolution. Grand orateur, il se fait le porte-parole de l'opposition à la monarchie absolue. Après les états généraux, Mirabeau devient ensuite l'un des chefs charismatiques de l'Assemblée constituante. Toutefois, il y mène un double jeu, défendant à la fois les droits de la Nation et conseillant secrètement le roi. Il meurt de maladie le 2 avril 1791, et son corps est placé au Panthéon, jusqu'à la découverte de sa correspondance secrète avec le roi qui lui vaudra d'être « dépanthéonisé ».

Quoi qu'il en soit, l'idée de siéger « par la volonté du peuple » illustre bien l'état d'esprit des députés du tiers état qui se veulent les représentants de la nation. Le 9 juillet, l'Assemblée nationale commence ses travaux en vue de la rédaction d'une constitution, devenant par là même Assemblée nationale constituante (9 juillet 1789-1er octobre 1791).

Au nom de la nation

La nation est l'idée portée par une communauté humaine pour formaliser sa cohésion autour d'un territoire et d'une culture commune. L'idée, en germe depuis la guerre de Cent Ans, s'est imposée dans le vocabulaire aux XVIIe et XVIIIe siècles. Sieyès, dans son pamphlet *Qu'est-ce que le tiers état ?*, opère un virage sémantique décisif : la nation devient collectivité de citoyens soumis au même droit. Les révolutionnaires de 1789 suivent cette logique et proclament un transfert de souveraineté du roi vers la nation. Désormais, toute décision n'est légitime que si elle est prise au nom de celle-ci. Les armées révolutionnaires en diffuseront par la suite le principe dans toute l'Europe.

• 1789. Un peuple en révolution

Face à cette révolte politique unique dans l'histoire de la monarchie, le pouvoir royal, dérouté, déploie des troupes aux environs de Paris pour faire face à l'opposition naissante. Cette présence militaire inquiète les

© Groupe Eyrolles

Parisiens qui craignent une répression féroce. Le 11 juillet, le roi renvoie le très populaire Necker ; cette décision attise le mécontentement du peuple et déclenche la journée historique du 14 juillet 1789, jour de la prise de la Bastille.

Le 14 juillet 1789 : la révolution parisienne

Pour faire face à l'armée qui a déjà réprimé dans le sang une manifestation aux Tuileries, le peuple cherche à s'armer : il pille alors l'Hôtel des Invalides afin d'y prendre 30 000 fusils, distribués ensuite aux révoltés. Pour récupérer la poudre nécessaire aux armes, les assaillants décident de s'en prendre à la Bastille, forteresse et prison royale protégeant l'Est parisien, dominant le quartier populaire du faubourg Saint-Antoine. C'est la marque visible de l'absolutisme royal. Le gouverneur de la place refuse d'ouvrir les portes. Les Parisiens prennent alors la forteresse d'assaut et massacrent l'ensemble des occupants. La tête du gouverneur est promenée au bout d'une pique dans Paris, le peuple détournant à son profit la pratique judiciaire d'exhibition des victimes des peines capitales. À la fin de la journée, le peuple de Paris est armé et prêt à défendre ses intérêts par la force, qu'il utilisera par la suite contre ceux qu'il considère comme ennemis de la nation. Le peuple parisien devient ainsi un acteur à part

entière du jeu politique sous la Révolution. Le 14 juillet ouvre également le début de l'émigration aristocrate, notamment à Coblenche en Allemagne.

La révolte paysanne

À la suite de la prise de la Bastille, révolte urbaine parisienne, une révolte paysanne a lieu au cours de l'été 1789. Cet épisode, connu sous le nom de « Grande Peur », confère à la Révolution une dimension nationale. Touchant pratiquement l'ensemble du pays, cette révolte voit les paysans s'attaquer aux seigneurs et à leurs biens. De nombreux châteaux sont alors brûlés et détruits par une foule paysanne animée par une peur presque irrationnelle.

- La nuit du 4 août : affirmation de l'égalité et de la liberté

Le mois d'août 1789 est le théâtre d'événements fondamentaux marquant la fin du régime féodal, issu du Moyen Âge, et affirmant l'égalité entre les différents ordres de la société. Ainsi, lors de la séance du 4 août, l'Assemblée nationale approuve l'abolition des privilèges. Cette séance, restée dans l'histoire sous le nom de « Nuit du 4 août », met donc fin, en quelques heures, à des siècles d'injustice : le système de l'Ancien Régime est aboli.

- 26 Août. La Déclaration des droits de l'Homme

L'Assemblée nationale énonce clairement les Droits de l'Homme et du citoyen lors de la séance du 26 août 1789. Inspiré par les États-Unis et rédigé principalement par Mirabeau et Sieyès, ce texte a un retentissement immense. Il affirme en effet les conquêtes du peuple sur l'absolutisme royal et les ordres privilégiés. Il s'ouvre par le fameux article « Tous les hommes naissent libres et égaux en droit... ». Ce texte fondateur pour la culture politique française traduit les évolutions intellectuelles nées au siècle des Lumières. Il est aussi le reflet d'une révolution encore bourgeoise, politiquement avant-gardiste mais socialement modérée. Une nouvelle Déclaration des droits de l'Homme, moins connue, sera rédigée par les montagnards en 1793 et ajoutera aux droits civiques des droits sociaux comme le droit au travail ou le droit à l'insurrection.

Le retentissement de la Déclaration des droits de l'Homme et du citoyen de 1789

Le texte est traduit dans plusieurs langues et diffusé partout en Europe et aux États-Unis, dès 1789. Le texte est même détourné en 1791 par une pionnière du féminisme, Olympe de Gouges, rédactrice de la Déclaration des droits de la Femme et de la citoyenne. Plus tard, en 1948, une Déclaration universelle des droits de l'Homme sera votée par l'ONU sous l'impulsion du Français René Cassin, qui s'inspirera grandement du texte de 1789. D'autres déclarations protégeant les droits des femmes et des enfants suivront. La Déclaration des droits de l'Homme de 1789 a toujours force de loi puisqu'en 1958, elle est placée en préambule de la Constitution de la Ve République.

- Le roi à Paris !

Le roi, la noblesse et le clergé restent fondamentalement hostiles à ces mesures qui remettent en cause leur pouvoir. Pour être entérinées, celles-ci doivent en effet être acceptées par le roi. Or, Louis XVI s'y refuse. En octobre 1789, les femmes de Paris, soucieuses de faire valoir

© Groupe Eyrolles

leurs nouveaux droits, et affamées à la suite de mauvaises récoltes, entreprennent une marche vers le château de Versailles pour exprimer leur mécontentement.

Les journées du 4 et 5 octobre : les femmes soumettent le roi

Le matin du 4 octobre, plusieurs milliers de femmes en colère se retrouvent devant le château de Versailles. La tension est grande entre les gardes du roi et la foule. Le souverain accepte de recevoir une délégation porteuse des revendications. Touché par leur détresse, ce roi sensible promet de faire tout son possible pour ravitailler Paris ; sous la pression populaire, il accepte aussi d'entériner la Déclaration des droits de l'Homme. Mais ces décisions ne contentent pas le peuple et, au cours de la nuit, les révoltés envahissent le château, obligeant le roi à les suivre à Paris. Humiliés, Louis XVI, Marie-Antoinette et leurs enfants sont conduits à Paris, encadrés par la garde nationale et par les femmes parisiennes qui crient : « Nous ramenons le boulanger, la boulangère et le petit mitron. » Ils ne reverront plus jamais Versailles. Leur nouvelle résidence est le palais des Tuileries, gardé par le peuple parisien. Un pas est encore franchi : ils sont maintenant en résidence surveillée.

- Une France nouvelle

La fin de l'année 1789, exceptionnellement dense en événements, est le moment de poser le

cadre de la France nouvelle. Alors que les débats constitutionnels continuent, les hommes forts du moment, des modérés, craignent les débordements populaires et votent une loi interdisant les attroupements. Les bourgeois et les nobles libéraux, dominant alors l'Assemblée, veulent une révolution légaliste. C'est en ce sens qu'il faut comprendre l'instauration du suffrage censitaire d'octobre 1789. Ce mode de suffrage accorde le droit de vote aux plus fortunés, excluant ainsi le peuple de la participation politique. L'égalité civile proclamée dans la Déclaration des droits de l'Homme ne signifie donc pas égalité politique. La participation politique n'est légitime, que lorsqu'elle est « éclairée » par la raison et l'éducation, pour ces révolutionnaires issus des classes privilégiées.

Les Français doivent apprendre la carte des départements

Les départements français sont créés en décembre 1789. L'idée est de mettre fin aux anciennes divisions territoriales de l'Ancien Régime, excessivement complexes par la variété des dimensions, des droits, etc., au profit d'un découpage rationnel et uniforme. Chaque département doit avoir une taille à peu près équivalente, la logique du découpage voulant que chaque habitant du département puisse se rendre dans le chef-lieu en une journée à cheval. 83 départements sont ainsi constitués et subdivisés en districts, cantons et communes, ces dernières étant calquées sur l'ancienne carte des paroisses.

• 1790-1791. Vers la première constitution française : l'émergence d'une culture politique

Le retour au calme

Si l'année 1789 est riche en bouleversements politiques et en révoltes populaires, l'année 1790 voit les tensions s'apaiser : l'arrivée du roi à Paris calme les esprits échauffés. L'ordre ancien étant détruit, il faut maintenant en bâtir un nouveau, tâche de l'Assemblée nationale constituante chargée de rédiger la nouvelle constitution du royaume. Mais l'Assemblée est divisée entre les partisans du peuple et ceux du roi ; ces derniers sont favorables à un veto royal adopté en 1789, permettant au roi de suspendre les décisions de l'Assemblée nationale. Ce veto est rejeté par les partisans du peuple.

Le clivage gauche/droite

La notion politique de gauche et de droite est née à ce moment-là. En effet, lors des débats sur le droit de veto du roi, les partisans favorables au souverain se sont mis à la droite du président de l'Assemblée nationale, ceux favorables à la nation se sont mis à sa gauche. Les forces de gauche et de droite se redéfiniront en fonction des enjeux politiques du moment : pour ou contre le veto royal, la mort du roi sous la Révolution, pour ou contre la République au XIXe siècle, pour ou contre les réformes sociales au XXe siècle, etc.

La naissance d'un mouvement : les jacobins

Après de discuter les décisions de l'Assemblée nationale, certains de ses membres décident, à la fin de l'année 1789, de se réunir au sein du couvent des Jacobins, rue Saint-Honoré à Paris. Le Club des amis de

le Groupe Eyrrolles

la constitution, plus connu comme le Club des jacobins, réunit les membres les plus favorables à la souveraineté nationale. Peu à peu, se créent des succursales en province (on en compte 152 en juillet 1790), communiquant régulièrement avec le centre parisien. Toutefois, loin d'afficher une unité, le courant connaît peu à peu de profondes divisions entre modérés et extrémistes.

L'effervescence des clubs

Les différents clubs qui se forment à partir de 1789 traduisent l'émergence d'une véritable culture politique en France. Ce phénomène s'accompagne d'une réelle effervescence médiatique, avec la création de 184 journaux rien qu'à Paris en 1789. Les plus connus sont Les Révolutions de France et de Brabant de Camille Desmoulins, un jacobin, ou L'Ami du Peuple de Jean-Paul Marat, le journal du peuple parisien.

L'homme révolutionnaire : le sans-culotte

Symboles de la Révolution, les sans-culottes sont aux avant-postes des insurrections qui marquent cette période mouvementée. Ce sont généralement des révolutionnaires intransigeants qui rejettent l'Ancien Régime et la monarchie. Ils sont les premiers défenseurs de la révolution et la poussent toujours plus vers la radicalisation, notamment dans le domaine anticlérical. Regroupés au sein de sections où on discute de politique,

les sans-culottes afferment leur égalitarisme et rejettent le vouvoiement : ils lui préfèrent le tutoiement systématique et s'interpellent par le nom de « citoyen ». Ils développent également une culture propre et populaire par le biais de chansons (La Carmagnole), de pièces de théâtre, de caricatures et de journaux, à l'image du plus célèbre d'entre eux : Le père Duchesne, fondé par Hébert. La plume acerbe et violente de ce dernier lui vaut une grande popularité dans le peuple parisien.

- Un nom chargé d'histoire

Terme à l'origine péjoratif et synonyme de « canaille », le mot « sans-culotte » est né dans la presse royaliste afin de se moquer de tous les pauvres et désargentés qui n'ont pas les moyens de porter la « culotte », le vêtement aristocratique s'arrêtant aux genoux. Ils lui préfèrent le pantalon, vêtement du peuple. Ces sans-culottes s'approprient le mot et en font un titre de gloire pour montrer leur opposition aux aristocrates. Autre attribut vestimentaire : le bonnet phrygien, en référence aux esclaves affranchis dans l'antiquité romaine et qui était déjà utilisé dans certaines professions.

Les clubs politiques sous la Révolution

Les prémices d'une nouvelle guerre de religion

Le 12 juillet 1790, le vote de la « Constitution civile du clergé » est à l'origine d'une division profonde du pays. La question religieuse avait déjà été ouverte en novembre de l'année précédente, avec la mise « à la disposition de la nation » de l'ensemble des biens du clergé, vendus dans le but de désendetter le pays. La Constitution civile fait maintenant dépendre le pouvoir religieux du pouvoir civil. Désormais, les prêtres sont élus par les citoyens et salariés par l'État. Surtout, ils doivent prêter serment à la nation et au roi. Or, pour beaucoup, il est impensable de se délier de la fidélité jurée au pape. Avant la condamnation de la Constitution civile du clergé par le pape en 1791, l'Église de France se divise en deux : prêtres « jureurs » ou « constitutionnels », adeptes de la nouvelle loi, et prêtres « réfractaires ». Le pays entre dans une nouvelle guerre de religion.

© Groupe Eyrolles

1790 : la fête de la fédération

Afin de fêter le premier anniversaire de la prise de la Bastille, l'Assemblée organise un grand rassemblement sur le Champ-de-Mars pour unir tous les Français à leur roi. On fait venir des délégations de toutes les gardes nationales de France (milices bourgeoises créées dès juillet 1789 dans le but de maintenir l'ordre) dont leur chef, le général La Fayette, jure serment de fidélité à la constitution, à la loi et au roi. Mais si la cérémonie est grandiose, elle cache une certaine hypocrisie. En effet, officiellement, le roi n'accepte pas cette constitution qui remet en cause la monarchie absolue. Beaucoup en sont conscients, comme l'évêque Talleyrand qui anime la cérémonie.

Des réformes contestées

Entre 1789 et 1791, les députés multiplient les mesures administratives dans l'objectif de réorganiser le pays. Après la création des départements, les parlementaires suppriment les péages et les douanes à l'intérieur du pays, afin de faciliter un commerce jusque-là entravé par de multiples taxes. En outre, la Constituante crée de nouveaux billets pour combler la dette : ce sont les assignats ; leur valeur est gagée sur les biens nationaux. Cette nouvelle monnaie sera néanmoins un échec et perdra une grande partie de sa valeur dans les années suivantes.

Sous la Constituante est également votée la loi Le Chapelier (1791), interdisant aux ouvriers et aux artisans de se réunir pour défendre leurs intérêts et faire grève.

L'interdiction de la grève

La loi Le Chapelier, interdisant le droit de s'associer en syndicats, perdurera tout au long du XIXe siècle et restera le symbole de la méfiance inspirée par les ouvriers chez la bourgeoisie possédante. Le droit de grève, reconnu en 1864, puis la liberté syndicale votée en 1884 mettront fin à cette législation.

- 1791. Le roi prend la fuite

Le roi, malgré cet hypocrite serment de fidélité à la nouvelle constitution, reste un opposant du nouveau régime parlementaire. Louis XVI et sa famille, se sentant menacés au château des Tuileries, décident de s'enfuir pour rejoindre l'étranger. Dans la nuit du 20

juin 1791, la famille royale, déguisée en modestes bourgeois, tente une évasion. Mais le roi est reconnu et arrêté près de Varennes, petite ville de Lorraine. Ramenée à Paris, la famille royale est accueillie par une foule en colère, manifestant sa désapprobation par un pesant silence. Les députés modérés tentent bien de faire croire à un enlèvement du roi pour sauver le projet de monarchie constitutionnelle, mais le lien étroit qui existait encore entre le roi et ses sujets est rompu : la confiance est perdue ; la monarchie aussi, mais elle ne le sait pas encore...

L'hostilité envers le roi s'accroît ; des voix réclament alors sa déchéance. Un pas est franchi. Les révolutionnaires les plus radicaux organisent une pétition pour établir une république. Réunis au Champ-de-Mars, les pétitionnaires affirment alors clairement leur hostilité au régime monarchique. Appelés pour disperser les manifestants, La Fayette et la garde nationale font feu sur la foule désarmée, entraînant la mort de nombreux patriotes. Cet événement conduit à la division irréversible entre les révolutionnaires modérés, partisans d'un régime monarchique parlementaire, et les révolutionnaires radicaux, partisans d'une république. Les révolutionnaires radicaux comme Robespierre ou Marat sont contraints à la clandestinité et à l'exil. Le Club des jacobins se scinde alors en deux. De leur côté, les modérés décident de fonder un nouveau club : les feuillants, dont les principaux animateurs sont La Fayette, Barnave et Duport.

• Guerre ou paix ?

La divergence des feuillants et des jacobins

Le 30 septembre 1791, le travail de l'Assemblée nationale constituante est terminé et la nouvelle constitution définitivement rédigée. Une nouvelle assemblée se met en place, l'Assemblée législative (1er octobre 1791-20 septembre 1792). Cette dernière est divisée en deux tendances politiques opposées : les feuillants à droite, considérant la révolution terminée, et les jacobins à gauche, favorables pour certains à une république.

La France a mauvaise réputation

L'hiver 1791-1792 est marqué par la question de l'entrée en guerre de la France contre les puissances monarchiques européennes. Il faut dire que l'image de la Révolution française à l'étranger s'est considérablement détériorée. Après un mouvement de sympathie envers le mouvement d'émancipation français, notamment en Angleterre, les violences populaires tendent à refroidir les ardeurs européennes. Le philosophe anglais Edmund Burke est le premier à ouvrir le bal des critiques avec son ouvrage Réflexions sur la Révolution de France (1790), véritable réquisitoire contre-révolutionnaire arguant de l'importance des traditions.

De son côté, l'Autriche est ébranlée par le mouvement révolutionnaire qui s'est exporté dans les Pays-Bas autrichiens (actuelle Belgique). La

© Groupe Eyrolles

Les Français au XVIIIe siècle et sous le 1er Empire Chapitre 7

difficile reprise en main de la région échaude la cour de Vienne, directement concernée par le sort de Marie-Antoinette. En août 1791, les souverains autrichien et prussien lancent à Pillnitz un appel à une alliance européenne contre la Révolution française.

En France, la crainte d'une conspiration des nobles français émigrés à l'étranger, associée à la peur d'un soulèvement intérieur lié à la querelle religieuse, conduisent au développement d'un sentiment paranoïaque. Les girondins prennent la tête de la campagne en vue d'exporter les idées révolutionnaires et soulever les nations d'Europe contre leurs « tyrans ». Louis XVI n'y est pas hostile, sa position se fondant sur un calcul politique : soit les armées françaises sont battues et son pouvoir absolu est rétabli par les monarchies étrangères, soit les armées françaises sont victorieuses et son pouvoir en ressort renforcé. Un véritable climat belliciste se met alors en place en France, tempéré par les réserves de Robespierre énoncées dans un discours resté fameux : « Tout cela pourquoi ? Pour exporter la Révolution française ? Nullement. Personne n'aime les missionnaires armés. Pour la liberté ? Pas du tout. La guerre fait le lit du despotisme. »

Jacobins et girondins

Deux conceptions de la république s'affrontent : les jacobins (ou montagnards) sont favorables à un État centralisé et commandé par Paris. Issus de la province pour la plupart, les députés girondins sont au contraire hostiles au contrôle total de la capitale sur le pays. Ils sont ainsi accusés par les jacobins d'être fédéralistes. Le combat entre les deux tendances va durablement marquer le pays. Aujourd'hui, on considère que notre

État centralisé est issu de la victoire du jacobinisme sur les girondins ; à l'heure actuelle, et ce malgré la décentralisation, on parle toujours d'État jacobin.

La guerre qui s'annonce contre les puissances européennes ajoute donc encore à la division du pays. Face à cette situation de crise, la guerre est finalement déclarée à l'Autriche le 20 Avril 1792, après de nombreux débats à l'Assemblée législative et au Club des jacobins.

• 1792. Vers la république

Les armées françaises, mal préparées et mal commandées en raison de l'émigration des officiers nobles, subissent au début de la guerre de cuisantes défaites. La suspicion contre le roi se développe, lui qui est favorable aux armées ennemies. Soucieux de défendre l'Église, Louis XVI applique son droit de veto (en latin : « j'interdis ») contre le décret d'arrestation des prêtres réfractaires. La méfiance s'accroît alors considérablement à son égard : il ne semble pas jouer le jeu de la Révolution. Pour le contraindre à accepter cette décision, le peuple envahit les Tuileries le 20 juin 1792 et le contraint à porter le bonnet phrygien et à boire à la santé de la nation ! Toutefois, malgré ces intimidations, Louis XVI reste sourd à la volonté populaire et maintient son veto, alimentant ainsi la tension du peuple. Peu de temps après, le 11 juillet, à la suite de défaites militaires manifestes, l'Assemblée proclame la patrie en danger, entraînant ainsi la mobilisation de nombreux volontaires aux armées.

La Marseillaise à Paris

C'est à l'occasion de l'arrivée à Paris de volontaires marseillais, décidés à se battre pour défendre le pays menacé, que La Marseillaise se popularise. Cette chanson guerrière, créée par Rouget de Lisle, s'appelle à l'origine Chant de guerre pour l'armée du Rhin. Chantée par des Marseillais, les Parisiens la débaptisent pour lui donner leur nom. Elle devient chant national en 1795, mais est ensuite interdite par le régime napoléonien et par la Restauration. Il faudra attendre 1879 pour que la chanson redevienne l'hymne national.

À Paris, la situation est de plus en plus tendue entre le peuple et le roi. L'idée de république gagne du terrain. À cette situation de crise s'ajoute la panique et la colère, entraînées par l'avancée des armées ennemies qui menacent de condamner les révoltés au « supplice » s'ils touchent à la famille royale. Ces menaces provoquent alors l'insurrection du 10 août 1792 : le peuple de Paris, mené par quelques grandes figures révolutionnaires comme Danton, prend d'assaut le palais des Tuileries, massacre sa garnison, amenant le roi et sa famille à demander refuge à l'Assemblée. Sous la pression populaire, celle-ci vote la déchéance du roi ainsi que l'élection d'une nouvelle assemblée appelée « Convention » (20 septembre 1792-26 octobre 1795). La situation devient de plus en plus grave pour la famille royale. Après les événements du 10 août, le roi et sa famille sont emprisonnés.

Valmy : « Une ère nouvelle dans l'histoire du monde. »

Contre toute attente, les troupes françaises inférieures en nombre repoussent près du moulin de Valmy dans la Marne l'invasion étrangère. Goethe, le poète allemand, témoin de la bataille de Valmy, dit alors que « d'aujourd'hui et de ce lieu date une ère nouvelle dans l'histoire du monde ». Il n'a pas tort : pour la première fois, une armée de citoyens galvanisée par le sentiment patriotique bat une armée de métier. L'ère de la conscription et du nationalisme s'ouvre, bouleversant l'art de la guerre.

© Groupe Eyrolles

• 1792. Une république née dans le sang

Plus rien ne s'oppose désormais à l'instauration d'une république. Celle-ci est proclamée officiellement le 21 septembre, le lendemain de la victoire inespérée de Valmy contre les puissances européennes coalisées. Pour la première fois de son histoire, la France est républicaine.

• Le roi est mort, vive la République !

Cette transition ne se fait pas sans drames. Du 2 au 6 septembre, les Parisiens massacrent plus d'un millier de prisonniers considérés comme traîtres à la nation : ce sont les « massacres de septembre ». Le sort du roi déchu est un autre problème à régler pour la toute jeune république. En effet, au mois de décembre s'ouvre le procès du roi jugé exceptionnellement, non pas par un tribunal mais par la Convention elle-même.

Renforçant sa légitimité, cette nouvelle assemblée vient d'être élue au suffrage universel masculin (c'est la première élection au suffrage universel de l'histoire de France). Ce procès va diviser l'Assemblée entre girondins, issus de la branche modérée du Club des jacobins, et montagnards, branche des jacobins aux positions politiques plus

radicales.

- Les montagnards

Les montagnards tirent leur nom de leur place au sein de l'Assemblée, tout en haut des gradins.

Les girondins souhaitent épargner le roi tandis que les montagnards prônent la peine de mort contre l'ancien souverain. Après un procès à charge, c'est finalement la mort qui est votée par les conventionnels, entraînant l'exécution sur l'échafaud de Louis XVI le 21 janvier 1793.

Le calendrier républicain

Dans un but de déchristianisation et pour marquer une nouvelle ère républicaine, le gouvernement décide de ne plus utiliser le calendrier grégorien et de le remplacer par un calendrier républicain. Mis en place en octobre 1793, le nouveau calendrier établit 12 mois de 30 jours, composés de semaines de dix jours appelés « décadi ». On rebaptise les jours et les mois. Ces derniers portent des noms originaux inspirés par la nature et les travaux des champs, tels que fructidor, brumaire, vendémiaire, messidor, etc. Le calendrier est daté à partir de l'an I de la République, soit le 22 septembre 1792. Il sera supprimé en 1806 par Napoléon. Il illustre la volonté des révolutionnaires d'instaurer une culture nouvelle, porteuse de ses propres symboles, à l'image de la cocarde tricolore (le bleu et le rouge de la ville de Paris associés au blanc de la monarchie).

- 1793-1794. La dictature républicaine

La Convention confie le pouvoir exécutif à un comité de Salut public dont les pouvoirs étendus amènent ses membres à établir progressivement une véritable dictature sur le pays. Ce comité, d'abord composé de girondins et de montagnards, devient l'outil dictatorial exclusif des montagnards et de ses chefs : Danton, Robespierre ou encore Saint-Just. Dans les départements, la politique des conventionnels est relayée par des représentants en mission, véritables missionnaires de la République chargés de veiller à l'application des lois et de diffuser la culture républicaine.

Robespierre (1758-1794) et Danton (1759-1794) : la glace et le feu

Ces deux personnalités marquent la Révolution par leurs talents, mais aussi par leurs personnalités radicalement opposées. Ainsi, Robespierre, surnommé « l'incorruptible », est la vertu incarnée. On lui connaît ni aventures féminines, ni aucun vice. Son esprit brillant lui permet de s'affirmer comme l'un des principaux chefs du parti montagnard. Danton est son opposé, un homme passionné, volage et bon vivant. Proche du peuple, il est l'un des hommes qui a mené l'insurrection du 10 août 1792. Peu après, face aux défaites militaires qui menacent le pays, il déclare d'une voix rugissante à la tribune de l'Assemblée législative une phrase restée célèbre : « De l'audace, encore de l'audace, toujours de l'audace et la patrie sera sauvée. » Son pouvoir charismatique fait de lui un autre chef du parti montagnard. Toutefois, il est loin d'être aussi vertueux que son rival : les accusations de corruption se multiplient contre lui. Ces deux personnalités contrastées sont amenées à se combattre. Danton, par son opposition à la politique de « l'incorruptible » trop sanguinaire, est finalement guillotiné sur ordre de celui-ci. Le 5 avril 1794, intransigent et fanatique, Robespierre n'hésite pas à condamner à mort Camille Desmoulins, son ami d'enfance. Un peu plus tard, la guillotine ne l'épargne pas non plus quand, avec ses proches, dont Saint-Just, il est renversé le 9 thermidor de l'an II (27 juillet 1794) et exécuté le lendemain. C'est la fin de la domination montagnarde sur la Convention.

Au début de l'année 1793, les tensions entre girondins et montagnards s'aggravent. Les premiers ont quitté le Club des jacobins et affirment toujours plus leur différence avec les montagnards. Le combat politique engagé entre les deux tendances tourne à l'avantage des seconds qui affirment leur domination sur la France.

Le 2 juin 1793, de nombreux députés girondins sont arrêtés et exécutés le 31 octobre. La Révolution provoque ainsi une nouvelle guerre civile

© Groupe Eyrolles

puisque les partisans des girondins se soulèvent contre les montagnards : c'est la révolte fédéraliste qui gagne plusieurs régions de France (Ouest, Sud-Ouest et Sud-Est).

Charlotte Corday assassine Marat

Par sa plume de journaliste, Marat attise la haine des girondins et de tous les « ennemis de la Révolution ». Une jeune Normande, Charlotte Corday, favorable aux girondins, décide de l'assassiner à son domicile le 13 juillet 1793 en le poignardant dans sa baignoire, où

une maladie de peau le contraint à séjourner longuement. Cette mort provoque un profond émoi chez les sans-culottes qui voient Marat comme un héros. Son corps est transféré au Panthéon, église rendue à la vie civile sous la Révolution pour rendre hommage aux grands hommes. Le peintre David, ami personnel de Marat, peint la fameuse scène de sa mort dans sa baignoire, représentant le « martyr de la liberté », à la manière d'un Christ descendu de sa croix.

Une œuvre sociale dans l'ombre de la Terreur

Sur le plan social, la Convention multiplie les mesures : abolition de l'esclavage dans les colonies, abolition des droits féodaux sans aucune indemnité, distribution des biens des suspects aux plus démunis, tentative de remplacement du culte catholique par le culte de l'être suprême. Cette dernière réforme, portée par Robespierre, s'explique par son idéal de République morale et vertueuse. Saint-Just, un proche de Robespierre, n'hésite pas à lancer : « Le bonheur est une idée neuve en Europe. »

L'éphémère abolition de l'esclavage

Les colonies françaises, à l'époque Saint-Domingue (future Haïti), Martinique, Guadeloupe, Réunion (ex-île Bourbon jusqu'en 1793), sont des économies de plantation recourant à l'esclavage. La colonie la plus importante est alors Saint-Domingue avec près de 500 000 esclaves. Avant 1789, un courant progressiste réclamant l'abolition de l'esclavage s'était constitué au sein de la Société des amis des Noirs, dans laquelle militaient notamment Condorcet et Brissot. Après de longues hésitations concernant l'abolition à cause du lobby colonial, la loi est votée en février 1794 ; la Révolution française se met alors en conformité avec les principes énoncés par la Déclaration des droits de l'Homme. Toutefois, la loi n'a de portée qu'à Saint-Domingue car, ailleurs, l'abolition n'est jamais vraiment appliquée. Ailleurs, ces abus font peser la menace d'un ralliement à l'Angleterre, effective pour la Martinique et la Guadeloupe.

• Un an de Terreur (1793-1794)

On ne peut comprendre la politique de la Terreur sans restituer la crainte des révolutionnaires face à la multiplication des ennemis. Une fois le sort du roi réglé, la nouvelle république se retrouve face à de multiples périls et développe un sentiment de paranoïa, notamment à Paris.

Des ennemis extérieurs aux frontières

Émues par l'exécution de Louis XVI, les têtes couronnées européennes s'allient pour punir la République régicide. Aux premiers succès des révolutionnaires de l'automne 1792 succèdent les défaites de l'année 1793. Ultime coup dur : le général Dumouriez, victorieux à Valmy, passe à l'ennemi. Contre ces adversaires multiples (Autriche, Prusse, Angleterre, Espagne), la Convention décrète la « patrie en danger ». Aux Antilles, les Anglais se font menaçants sur les îles coloniales.

La contre-révolution vendéenne

Face à la levée en masse de 1793, des centaines de jeunes Vendéens entrent en rébellion ouverte contre la Révolution. En mars 1793 commence la guerre de Vendée, favorable à la monarchie et à l'Église, contre le gouvernement républicain. Dirigés par de grands chefs comme François de Charette, les Vendéens multiplient dans un premier temps les victoires. Consciente du danger, la Convention envoie de nombreux renforts qui matent la rébellion et commettent de nombreux massacres durant l'année 1794 (entre 120 et 200 000 morts selon les estimations). Parallèlement, en Bretagne et en Normandie se développe une insurrection contre-révolutionnaire, la Chouannerie, du nom de Jean Chouan qui a pour cri de ralliement un chat-huant. Les nobles émigrés et les Anglais cherchent alors à s'appuyer sur ce mouvement pour tenter de débarquer dans l'Ouest. Les troubles se poursuivent dans la région de manière épisodique jusqu'en 1799.

La France plongée dans un bain de sang

L'histoire retient surtout la politique répressive, ou « Terreur », menée contre les opposants réels ou supposés de la Révolution : les exécutions sous le couperet de la guillotine se multiplient. Sans oublier la pression constante exercée par les sans-culottes parisiens, particulièrement radicaux, sur le gouvernement républicain. Les partisans d'Hébert, qualifiés « d'enragés », poussent en effet à l'insurrection populaire.

Après de domestiquer le peuple parisien, le comité de Salut public n'hésite

© Groupe Eyrolles

pas à s'appuyer sur les divisions du Club des cordeliers proche des sans-culottes.

L'escalade est en marche : sont successivement exécutés les hébertistes jugés trop radicaux, puis Danton et ses proches, qualifiés d'« indulgents », dont la popularité et la critique contre les actions du comité de Salut public les condamnent irrémédiablement à la guillotine. La violence révolutionnaire se concentre désormais à Paris, où la justice exercée par le tribunal révolutionnaire est particulièrement expéditive depuis les lois de juin 1794. Ces dernières ôtent tout droit à la défense : 1 400 personnes sont exécutées dans les six semaines qui suivent la loi.

Triste bilan

Au total, la répression aurait fait environ 40 000 morts en France (parmi lesquels Marie-Antoinette), sans compter les victimes vendéennes de la guerre civile. Localement, certains représentants en mission outrepassent leurs fonctions et se comportent en véritables terroristes : à Nantes, le tristement célèbre Carrier noie des milliers de suspects dans la Loire. De son côté, la Vendée est « pacifiée » dans le sang au début de l'année 1794 : les estimations varient entre 128 000 et 200 000 morts.

Les montagnards tombent de haut !

Les montagnards sont victorieux et maîtres de la République. Robespierre domine le comité de Salut public : la Convention est soumise par la peur. Pourtant, au sommet du pouvoir, les divisions divisent les montagnards de l'intérieur, ce qui va entraîner leur perte. En effet, lassés de la Terreur et des exécutions de certains de leurs confrères, les députés de la Convention vont peu à peu s'allier contre Robespierre appelé « le tyran » : le 9 thermidor (27 juillet 1794), ces députés mettent Robespierre et ses alliés en accusation et ordonnent leur arrestation. Ils se réfugient à l'Hôtel de Ville, pris d'assaut par les troupes de la Convention. Robespierre et ses amis sont arrêtés et exécutés le lendemain. Dans plusieurs villes du pays, les jacobins sont pourchassés et exécutés : c'est la « Terreur blanche ».

La fin des sans-culottes

En mai 1795 (prairial), des femmes des quartiers populaires envahissent la Convention, toujours motivées par la faim. Un député est même tué et sa tête exhibée. La révolte se poursuit pendant plusieurs jours avant que la répression ne vienne briser le mouvement : plus d'un millier de sans-culottes sont arrêtés. C'est le dernier coup d'éclat du peuple parisien.

• 1795. Un régime contesté et contestable

La nouvelle constitution : le Directoire (26 octobre 1795 - 9 novembre 1799)

Après la chute des jacobins, les vainqueurs de Robespierre (appelés thermidoriens) veulent faire table rase du passé et instaurer un nouveau régime en adoptant une constitution qui aurait cinq directeurs assurant le pouvoir exécutif. La nouvelle constitution (dite constitution de l'an III) met en place « le Directoire », confiant le pouvoir législatif à deux assemblées, guidée par la volonté d'établir des contre-pouvoirs : le Conseil des anciens et le Conseil des cinq-cents. La période est marquée par de multiples contestations d'un régime très impopulaire, dominé par des personnalités corrompues comme Barras.

Le « roi Barras »

Ce surnom est donné à Barras pendant le Directoire car il apparaît comme l'homme fort du régime. Contrairement à Robespierre « l'incorruptible », il utilise son pouvoir à des fins d'enrichissement personnel. Les contemporains le considéraient comme un homme « sans foi comme sans mœurs », au train de vie royal.

Contrairement à la dictature jacobine de Robespierre, le régime affiche une certaine faiblesse que ses ennemis (royalistes et jacobins) vont exploiter pour reprendre le pouvoir.

Les armées révolutionnaires victorieuses

Sur le plan militaire, la période du Directoire est marquée par la montée en puissance de l'armée. En effet, à partir de 1795, les armées révolutionnaires rencontrent de vifs succès qui les portent vers les Provinces-Unies, l'Allemagne, la Suisse et l'Italie. Arrivant en libérateurs, les Français imposent rapidement leur domination sur des «

républiques-sœurs » en s'appuyant sur les patriotes locaux fascinés par la Révolution française. Plusieurs républiques-sœurs voient ainsi le jour. Elles marquent l'influence de la Révolution française en Europe. Mais les patriotes locaux déchantent rapidement face aux exigences françaises. Le Directoire tient rarement ses engagements et fait peu de cas des idéaux universalistes de la Révolution. Surtout, le pillage systématique organisé par les armées révolutionnaires a servi à dresser les populations locales contre la France.

© Groupe Eyrolles

• 1796. La conspiration de Babeuf

La mort de Robespierre ne met pas fin au jacobinisme. Sous le Directoire apparaît même un courant néo-jacobin menaçant pour le pouvoir en place. En 1796, l'un de ces néo-jacobins, Gracchus Babeuf, porteur d'idées avant-gardistes préconisant la mise en commun des richesses, est bien décidé à renverser le Directoire. Avec l'aide de complices, il lance la conjuration des Égaux. Celle-ci est rapidement démantelée suite à une dénonciation : Babeuf est exécuté en mai 1797.

L'avenir de la Conjurat

L'un de ses complices, l'Italien Buonarroti, qui a échappé à l'arrestation, se fera l'historien de la Conjurat. Cette transmission permettra au babouvisme d'être au XIXe siècle une source d'inspiration pour le socialisme révolutionnaire et le marxisme.

• La réponse à la menace royaliste Le recours aux généraux

Le retour aux élections au suffrage censitaire donne l'avantage aux royalistes puis aux néo-jacobins. Conscient de la menace, le Directoire décide d'annuler illégalement les élections et de déporter les députés gênants.

Le Directoire peut compter sur une génération de généraux brillants et farouchement républicains comme Jourdan, Hoche et surtout Bonaparte. Ainsi, lors de troubles royalistes, le régime fait appel à ce jeune général de 26 ans pour mater une rébellion le 5 octobre 1795. En signe de remerciement, Barras lui confie l'armée d'Italie engagée contre les Autrichiens. Pourtant en infériorité numérique, Bonaparte accumule les succès, à Arcole et Rivoli notamment, et contraint l'Autriche à négocier la paix à Campoformio le 17 octobre 1797.

Bonaparte se démarque

Général victorieux, le prestige de Bonaparte est immense. Le pouvoir commence à craindre cet homme à la popularité grandissante, dont l'influence sur l'armée pourrait lui permettre de fomenter un coup d'État. Afin de l'éloigner de France, il lui confie en 1798 le commandement d'une expédition en Égypte. Cet éloignement ne sauvera pas le Directoire puisque à son retour, l'année suivante, Bonaparte est bien décidé à prendre le pouvoir pour renverser un régime dont plus personne ne veut. C'est la fin de la Ire République et de la décennie révolutionnaire.

Bonaparte en Égypte

Bien que victorieux militairement en Égypte, notamment lors de la bataille des pyramides, Bonaparte est obligé de rentrer en France en secret, laissant son armée agonisante à cause d'une épidémie de peste. Le ravitaillement a été rendu impossible par la destruction de la flotte française par les Anglais dans la baie d'Aboukir. Toutefois, Bonaparte revient avec l'égyptologie dans ses bagages, par le biais d'une équipe scientifique jointe à l'armée française lors de cette campagne. Les Français révèlent alors aux Égyptiens l'intérêt historique de leur passé et fondent l'égyptologie.

Le Consulat : 1799-1804

Dominé par le consul Bonaparte, le nouveau régime glisse progressivement vers un pouvoir personnel. Les quatre années du Consulat marquent la construction de l'État moderne français à travers une série de réformes durables, qualifiées par Bonaparte de « masses de granit ».

Napoléon Bonaparte (1769-1821) : un révolutionnaire prend la couronne

Né en 1769 à Ajaccio, dans une famille nombreuse de la petite noblesse corse ralliée à la France, il affirme, dès son plus jeune âge, une grande fermeté de caractère et un certain autoritarisme. Envoyé sur le continent, il entre à l'école militaire de Brienne en 1779. Éloigné de sa famille et entouré de camarades raillant son accent corse, il affermit son caractère et révèle déjà ses capacités au commandement. Élève brillant, il entre à l'école

militaire de Paris afin de parfaire son instruction militaire. Il se spécialise alors dans l'artillerie et devient officier peu après. En 1792, il retourne en Corse et hésite encore à jouer son destin entre son île natale ou le continent. En raison de son soutien au jacobinisme, il est chassé par les Corses qui soutiennent le roi. Son choix est donc fait, il sait qu'il doit réussir en France et s'engage à corps perdu dans la Révolution. Il s'illustre peu après au siège de Toulon. Sous le Directoire, il se retrouve sans affectation. En 1795, Barras lui confère une répression anti-royaliste. Sa rapidité de décision et son génie militaire vont lui permettre de redresser la situation au profit du Directoire. Entré en grâce auprès de Barras, il devient un de ses intimes, lui permettant de faire la rencontre de Joséphine de Beauharnais. Peu après, il obtient le commandement de l'armée d'Italie qui lui ouvre la voie vers un destin glorieux et fulgurant : les victoires s'enchaînent. Ce destin s'appuie sur les qualités hors du commun de cet homme charismatique, véritable surdoué de l'art militaire et doté d'une capacité de travail hors norme.

© Groupe Eyrolles

- 1799. Un coup d'État pour un consulat

Ayant préparé le terrain quelques mois pour apparaître comme le seul recours, Bonaparte prend le pouvoir par un coup d'État le 9 novembre 1799 (selon le calendrier républicain, c'est le 18 Brumaire de l'an VIII) avec l'appui de son frère Lucien, qui préside le Conseil des Cinq-Cents. Le jour même, avec un sens aigu de la communication, il fait placarder des affiches en sa faveur ainsi que des articles dans la presse.

À la tête de l'État, il instaure le Consulat par une nouvelle constitution qu'il fait adopter par le peuple en mettant en place un plébiscite au suffrage universel. Le pouvoir est donc démocratiquement légitimé par ce suffrage, même si le Consulat met en place les bases d'un régime dictatorial, dont Bonaparte est le seul maître.

Une constitution autoritaire

La constitution du Consulat donne l'essentiel des pouvoirs au premier consul Bonaparte, assisté par deux autres consuls aux pouvoirs insignifiants. Le régime met également en place trois assemblées dont le rôle est assez marginal. Ainsi, le pouvoir législatif est composé du Conseil d'État (qui prépare les lois), du Tribunat (qui les discute), et du Corps législatif (qui les vote). La procédure de désignation des représentants est échelonnée par de multiples corps intermédiaires, rendant le suffrage universel très indirect. D'ailleurs, les listes de candidats sont soumises à l'avis du Premier consul. En somme, il s'agit là d'une démocratie fictive.

- 1800. Le renforcement du pouvoir

La bataille de Marengo

Arrivé au pouvoir dans une situation militaire difficile, le consul Bonaparte est contraint d'assurer la pérennité de son régime. Ainsi, il remporte contre les Autrichiens la bataille de Marengo en Italie (14 juin 1800). Une fois cette menace extérieure éloignée, Bonaparte voit son pouvoir affermi. Il peut donc entreprendre de nombreuses réformes, dont la plupart marqueront l'organisation de la France pour longtemps.

L'attentat de la rue Saint-Nicaise

L'opposition conspire et organise un attentat à la bombe ! Cette « machine infernale » explose au passage du carrosse de Bonaparte, rue Saint-Nicaise, alors qu'il se rend à l'opéra, le 24 décembre 1800. L'attentat fait deux morts et de nombreux blessés. Bonaparte en réchappe miraculeusement à deux minutes près, et profite de cet événement pour frapper le camp jacobin à gauche : le Sénat établit une liste de 130 proscrits qui seront pour la plupart déportés. Napoléon est convaincu de la nécessité d'établir une légitimité à son régime : l'idée de fonder un empire n'est pas loin.

Portrait-robot d'un cheval !

La bombe avait été placée sur une charrette attelée à un vieux cheval. Le préfet Dubois prend l'initiative de faire ramasser soigneusement les restes de la charrette et du cheval. On reconstitue le signalement de celui-ci et on le diffuse à tous les marchands de chevaux. L'un d'entre eux reconnaît le cheval et donne le nom de son acquéreur. L'enquête aboutit à l'arrestation et l'exécution de conspirateurs chouans.

- Un régime pacificateur

La paix religieuse

Face à un pays désorganisé par une décennie de troubles révolutionnaires, Bonaparte

décide de réformer le pays en profondeur. Soucieux de réconcilier les Français, il souhaite rétablir la paix religieuse, source de division, par un accord avec le pape qui avait condamné les persécutions contre l'Église de France durant la Révolution. En signant le Concordat de 1801, le Premier consul apaise le pays et rétablit les relations entre Paris et le pape. La religion catholique est proclamée « religion de la grande majorité des Français ». La contrepartie de cette reconnaissance est la mise sous tutelle de l'Église par l'État : le clergé est salarié de l'État et nommé par lui. La concorde religieuse est restaurée et Bonaparte, l'homme de guerre, se pose en pacificateur. Pour la première fois depuis dix ans, les cloches de Notre-Dame de Paris retentissent.

Une main tendue aux hommes hostiles à la Révolution

Bonaparte veut également atténuer les rancœurs entre révolutionnaires et contre-révolutionnaires. Pour cela, il permet aux émigrés (les Français hostiles à la Révolution ayant quitté la France) de revenir en France. Avec mansuétude, il leur permet même d'occuper des charges importantes dans le nouveau régime. Guidé là encore par une volonté de pacification, le Premier consul trouve un accord de paix avec les chefs chouans, hostiles à la Révolution, à la tête d'une rébellion dans une grande partie de la Bretagne.

© Groupe Eyrolles

Les préfets arrivent...

Durant les quatre années du Consulat, l'œuvre réformatrice de Bonaparte est impressionnante. Pour renforcer le pouvoir central, il met en place des préfets à la tête de chaque département dans le but d'affirmer le contrôle de l'État sur le pays. La France n'a jamais connu une organisation aussi centralisée.

Enfin le droit français unifié !

Dans le domaine de la justice, la création du Code civil (mars 1804) marque une étape fondamentale puisqu'elle unifie enfin le droit français dans l'ensemble du pays. Le Code civil impose notamment une vision patriarcale de la famille, plaçant les femmes dans une position de sujétion vis-à-vis du mari. En outre, le pouvoir judiciaire est réorganisé, vingt-neuf cours d'appel et un tribunal de cassation sont créés.

Le Code civil ou Code Napoléon

Le Code civil a inspiré le droit de nombreux pays comme la Belgique, les Pays-Bas, l'Espagne, l'Italie, le Portugal, et des régions comme le Québec ou l'État de Louisiane, colonie française vendue par Napoléon à la jeune république américaine en 1803.

Le bel avenir du franc

Le domaine fiscal et monétaire est également réformé. La banque de France est créée et le franc est stabilisé. Ce nouveau Franc, dit « germinal », connaîtra une longévité exceptionnelle puisqu'il conservera sa valeur pendant plus d'un siècle, jusqu'en 1914.

Le lycée polit la jeunesse

Par volonté de mettre en place une nouvelle élite, Bonaparte crée des lycées, réformant ainsi l'enseignement secondaire. Ouverts aux fils de bonne famille et aux élèves méritants encouragés par l'obtention de bourses d'études (en fait essentiellement les fils des cadres du nouveau régime), ces établissements mettent en place un enseignement fondé sur l'étude des humanités (latin, grec) dans le cadre d'une discipline toute militaire (port de l'uniforme). Le lycée apparaît donc comme l'incarnation de la volonté du retour à l'ordre, affichée par le nouveau régime.

Les honneurs aux plus méritants

C'est aussi à cette époque que Napoléon crée la Légion d'honneur afin de récompenser civils et militaires et d'attacher les hommes les plus méritants à son régime.

Des réformes pérennes

Ces réformes ont modifié de manière radicale l'organisation du pays. Des mesures telles que le système préfectoral, le Code civil, le Conseil d'État, la Légion d'honneur, les lycées, etc. sont toujours en vigueur aujourd'hui. Elles sont associées à la centralisation étatique, caractéristique de l'organisation administrative française.

● 1802-1804. Du Premier consul à l'Empereur

Les relations extérieures

Grâce à son œuvre réformatrice et pacificatrice, la popularité du Premier consul grandit sans cesse au sein d'une population lasse des désordres révolutionnaires et assoiffée de stabilité. Les Français sont également satisfaits de voir la paix s'affirmer avec l'Europe. En effet, par le traité d'Amiens du 27 mars 1802, l'Angleterre accepte enfin de signer la paix avec la France. Après plus de dix ans de guerre, cette paix déclenche l'enthousiasme du peuple et permet au Premier consul de renforcer encore son emprise sur le pays. C'est ce moment que Bonaparte choisit, répondant aux pressions du lobby colonial, pour rétablir l'esclavage dans les colonies. S'appuyant sur sa popularité, Bonaparte s'attribue davantage de pouvoir et renforce l'aspect dictatorial du régime en réduisant, entre autres, le pouvoir des assemblées.

Un vent de contestation à Saint-Domingue

L'autorité du Premier consul est fortement contestée à Saint-Domingue. Dans cette île des Antilles, cœur de l'empire colonial français pour sa production de canne à sucre, l'abolition de l'esclavage avait rendu la liberté à près de 465 000 personnes. Beaucoup s'engagent alors dans les armées révolutionnaires pour repousser une tentative d'invasion anglo-espagnole. Un esclave affranchi, Toussaint Louverture, devient même général et se proclame gouverneur de l'île. Lors du rétablissement de l'esclavage, la population, à 94 % noire, s'insurge et réclame son indépendance. Un corps expéditionnaire réprime très violemment la résistance. Toussaint Louverture est arrêté et déporté en France. Toutefois, Saint-Domingue échappe à la domination française en 1804 avec la proclamation de la république d'Haïti. Ce mouvement indépendantiste est le premier de l'empire colonial français.

© Groupe Eyrolles

Un suffrage révélateur

En août 1802, nommé dans sa fonction de Premier consul pour dix ans, Napoléon Bonaparte franchit une autre étape en interrogeant les Français par suffrage : « Napoléon Bonaparte sera-t-il consul à vie ? » La réponse est sans appel : il y a 3,6 millions de oui pour seulement 8 374 de non. L'idée impériale gagne progressivement tous les esprits favorables à Bonaparte. Dans une période de nombreux complots, dont un des figures emblématiques est le chouan Georges Cadoudal, le premier consul Bonaparte souhaite stabiliser le régime par un système dynastique.

Le duc d'Enghien, mort pour l'exemple

Le 21 mars 1804, pour lutter contre ces complots, le pouvoir n'hésite pas à donner l'exemple. Il fait enlever et exécuter un membre de la famille royale, le duc d'Enghien, prétextant que le conspirateur chouan Cadoudal aurait avoué l'implication d'un prince dans sa conspiration. L'exécution du duc pour complot royaliste, dans les fossés du château de Vincennes, est approuvée par tous les anciens révolutionnaires. Elle scandalise toutefois le milieu monarchiste qui voyait Napoléon comme un allié potentiel susceptible de rétablir les Bourbons au pouvoir. Cette exécution est désapprouvée par certains proches du Premier consul : Antoine Boulay de la Meurthe dit à ce propos : « C'est pire qu'un crime, c'est une faute. » Cette phrase est généralement attribuée à tort à Talleyrand.

Bonaparte devient Napoléon Ier

Le Premier consul souhaite créer une nouvelle monarchie au profit de sa lignée. Ne pouvant décemment rétablir la royauté en tant qu'ancien général républicain, il choisit de se faire sacrer empereur, plébiscité par les Français. Ainsi, en mai 1804, l'Empire est proclamé et Napoléon Ier devient l'empereur des Français.

Arrestation d'un conspirateur : Georges Cadoudal

En mars 1804, ce conspirateur chouan royaliste est arrêté après une course poursuite dans Paris au cours de laquelle il tue un policier. Il préméditait un attentat contre le Premier consul et avait des complices haut placés. Il est exécuté le 12 juin 1804.

Napoléon Ier est sacré avec son épouse Joséphine, le 2 décembre 1804, à la cathédrale Notre-Dame de Paris, en présence du pape. Cela ne l'empêche pas de se poser lui-même la couronne impériale sur la tête, montrant ainsi de qui il tient son pouvoir ! Le sacre est immortalisé par David, passé comme bien d'autres du jacobinisme au bonapartisme, dans un tableau monumental présentant le moment où Napoléon sacré Joséphine, moment politiquement plus correct !

Joséphine (1763-1814) : une passion napoléonienne

Joséphine de Beauharnais est née aux Antilles d'une famille de riches propriétaires terriens. Cette belle créole, très féminine, se marie en 1779 avec un officier de l'armée française, Alexandre de Beauharnais, avec qui elle a deux enfants. Elle se retrouve veuve sous la Révolution, son mari étant guillotiné en 1794. Elle devient alors la maîtresse de Barras, l'homme fort du Directoire. C'est grâce à lui qu'elle rencontre le général Bonaparte, de six ans son cadet. Leur mariage a lieu peu après en 1796. L'opinion dit alors que Barras offre en cadeau de mariage l'armée d'Italie à Bonaparte. La résidence des nouveaux époux, le château de Malmaison au sud de Paris, permet à Joséphine de multiplier les réceptions pour assurer l'ascension politique de son époux. Pendant la campagne d'Italie et d'Égypte, Joséphine est à Paris où elle trompe allégrement Bonaparte, tandis que celui-ci lui écrit des lettres d'amour enflammées. À son retour d'Égypte, Bonaparte souhaite divorcer. Par son attachement aux deux enfants de Joséphine (Eugène et Hortense), il change d'avis malgré l'opinion de sa famille. Une fois Napoléon au pouvoir, elle se met à l'admirer, mais c'est au tour de Napoléon de multiplier les maîtresses. Sacrée impératrice avec Napoléon, elle ne lui donne pas d'héritiers, ce qui lui vaut sa répudiation en 1810. L'Empereur épouse alors Marie-Louise d'Autriche, mais Joséphine garde son titre d'impératrice. En 1814, alors que Napoléon est en exil, elle meurt d'une pneumonie à la suite d'une réception dans un jardin en l'honneur du tsar Alexandre Ier.

Le Ier Empire : 1804-1814

Synthèse des idées révolutionnaires et des principes monarchiques, l'Empire porte, par les armes, la France au rang de première puissance européenne. Les premières défaites militaires et le mécontentement croissant de la population face aux difficultés économiques, liées à l'état de guerre continu, font chuter l'Empereur une première fois, en 1814. Cette période donne naissance à un courant original de la vie politique française, à mi-chemin entre libéralisme et autoritarisme : le bonapartisme.

© Groupe Eyrolles

- 1804-1807. Napoléon vainqueur de l'Europe coalisée Les victoires de la Grande Armée Sacré empereur et détenteur d'un prestige immense, Napoléon n'en est pas moins menacé par une partie de l'Europe. En effet, malgré le traité d'Amiens, l'Angleterre reprend les hostilités contre la France en 1803. Décidé à soumettre cet ennemi irréductible, l'Empereur réunit une armée à Boulogne-sur-mer en vue de débarquer sur les côtes britanniques et de mettre fin à la guerre. Pour longtemps, la peur d'une invasion française hantera les esprits britanniques.

Mais une autre menace se profile à l'Est : alors que les armées françaises sont rassemblées sur les côtes de la Manche, l'Autriche et la Russie s'allient à nouveau avec l'Angleterre pour combattre la France en l'attaquant à revers. Très réactif, Napoléon décide de prendre les devants et d'attaquer l'ennemi sur son terrain ; dans le plus grand secret, l'armée de Boulogne, baptisée la « Grande Armée », est envoyée à marche forcée vers l'Autriche. Surpris par la rapidité de mouvement des Français, les Autrichiens, isolés, sont contraints à la capitulation à Ulm, le 20 octobre 1805. La manœuvre est un succès : Vienne tombe peu après. Le reste de l'armée autrichienne rejoint l'armée russe pour prendre sa revanche contre le nouvel empereur. Les deux armées pourtant en supériorité numérique sont défaites à Austerlitz le 2 décembre 1805.

Austerlitz : la bataille des trois empereurs

Cette bataille apparaît comme la plus brillante du règne de Napoléon. En effet, après avoir pris Vienne, l'armée française poursuit les Autrichiens et les Russes à l'Est. L'hiver arrivant, loin de ses bases, mal ravitaillée et en infériorité numérique, l'armée française, réduite à 73 000 hommes, semble en difficulté face à la coalition austro-russe. Napoléon décide alors de livrer bataille pour finir au plus vite la guerre. Son coup de génie est de feindre la crainte et de simuler la retraite de ses armées : dégarnissant volontairement l'aile droite de son dispositif pour attirer l'ennemi. Celui-ci se jette dans le piège, affaiblissant ainsi son centre, comme l'avait prévu Napoléon. L'Empereur utilise cette faiblesse pour lancer une grande attaque sur le point sensible de l'ennemi. La manœuvre est un succès, les armées austro-russes sont battues. Un an jour pour jour après son sacre, le 2 décembre 1805, l'Empereur a donc mis hors de combat deux empires et contraint les empereurs russe et autrichien à cesser la guerre. Au soir de la bataille, les Français comptent environ 8 000 morts et blessés, tandis que les austro-russes en comptent le double. Cette victoire est symbolisée par le soleil qui illumine le champ de

bataille.

La guerre ne se termine pas pour autant en Europe, bien que la paix avec l'Autriche soit signée : malgré sa défaite, la Russie continue le combat contre la France. La guerre se poursuit également contre l'Angleterre et voit la destruction de la flotte française à Trafalgar, le 21 octobre 1805, empêchant ainsi tout débarquement français sur les côtes britanniques. Impuissant face à la puissance maritime britannique, Napoléon impose alors un blocus continental à l'Angleterre et interdit l'importation de ses marchandises. Le but est de ruiner l'économie anglaise et de contraindre son gouvernement à négocier la paix. Mais ce blocus, pour réussir, doit être appliqué partout en Europe, ce que Napoléon ne réussira jamais à imposer malgré le succès de ses armées.

En 1806, la Prusse, soutenue par l'Angleterre et la Russie, entre en guerre contre la France. Après une campagne éclair marquée par les victoires françaises éclatantes de Iéna et d'Auerstaedt (14 octobre 1806), la Grande Armée rentre triomphalement dans Berlin. La guerre se poursuit ensuite à l'Est contre la Russie, et les Français parviennent à vaincre les armées russes à Eylau (8 février 1807) puis à Friedland (14 juin 1807). Le tsar de Russie est alors contraint de signer la paix avec les Français à Tilsit, en juillet 1807, et accepte d'appliquer le blocus continental contre l'Angleterre.

• L'Empire et l'Empereur tout-puissants

Le régime napoléonien s'affirme de façon toujours plus autoritaire. Déjà dictatorial sous le Consulat, l'Empire voit le pouvoir de Napoléon se renforcer. Les assemblées perdent progressivement le peu d'influence qui leur restait. Composées essentiellement de modèles du régime, elles ne souhaitent pas et ne peuvent pas contester le pouvoir de l'Empereur.

La famille Bonaparte au pouvoir

Dans le but de consolider son système de domination sur l'Europe, l'Empereur décide de placer les membres de sa famille sur différents trônes européens. Son frère Louis est fait roi de Hollande, le royaume de Westphalie est donné à son petit frère Jérôme, tandis que son beau-frère, Eugène de Beauharnais, est désigné vice-roi d'Italie. Le royaume de Naples est offert à un modèle compagnon, Murat, un de ses maréchaux, marié à sa sœur Caroline.

© Groupe Eyrolles

Napoléon gouverne sans leur approbation, par le biais de décrets et de sénatus-consulte (actes votés par le Sénat à valeur de loi). En 1807, le Tribunat, seule assemblée à montrer des velléités d'indépendance et de contestation, est supprimé.

Afin de surveiller et de brimer toutes formes d'oppositions, Napoléon met en place une police efficace. Celle-ci est dirigée par le ministre Joseph Fouché qui assure la mainmise sur l'ensemble du territoire de l'Empire. Les arts, le théâtre et la littérature ne sont pas épargnés. Ils sont également sévèrement surveillés et censurés. De même, les journaux, étroitement contrôlés par les censeurs, sont supprimés pour une grande partie d'entre eux.

La presse décimée

Lors de l'arrivée au pouvoir de Napoléon en 1799, il existait environ soixante-dix journaux. À sa chute en 1814, il n'en reste plus que quatre, les autres ayant été supprimés par un pouvoir qui ne tolère plus la liberté d'expression. La lecture de la presse chute par conséquent durant la période.

Malgré ses atteintes aux libertés, l'Empire apparaît comme une période de relative prospérité. En effet, l'agriculture et les industries connaissent une phase de croissance et sont vivement encouragées. De plus, les conquêtes militaires ouvrent de nouveaux débouchés et développent le commerce, aidé par l'amélioration des voies de communication. Ce régime prospère est soutenu par la bourgeoisie marchande et entreprenante.

• 1808. La guérilla imprévue en Espagne

Peu de temps après la paix signée avec la Russie, Napoléon, sûr de sa force, décide de contraindre le roi d'Espagne à l'abdication et de le remplacer par un autre de ses frères, Joseph. Le peuple, modèle à son roi, se soulève contre les armées françaises le 2 mai 1808. L'insurrection, appuyée par les Anglais, se transforme peu à peu en guerre sanglante et marque un tournant pour le régime. En effet, l'armée française ne parvient pas à écraser définitivement la rébellion et s'affaiblit profondément durant cette guerre. En 1814, le peintre Goya célébrera la résistance espagnole dans son célèbre tableau *Tres de Mayo*, véritable hymne à la Liberté.

• 1809. La réaction autrichienne

Consciente de l'affaiblissement de la France dont une partie des armées est engagée en

Espagne, l'Autriche décide de lui déclarer la guerre. Elle veut prendre sa revanche suite à la défaite cuisante d'Austerlitz. Mais ses espoirs de victoire sont vite déçus, car l'armée autrichienne est battue consécutivement à Essling (21 mai 1809) puis à Wagram (5 juillet 1809). Vaincu une fois de plus par Napoléon, l'empereur d'Autriche est contraint de signer la paix avec la France.

- 1810-1811. La quête d'un héritier

Insatisfait par l'infertilité de l'impératrice Joséphine, Napoléon la répudie. Désireux d'établir une alliance durable avec son ancien ennemi autrichien, il décide en 1810 d'épouser Marie-Louise, la fille de l'empereur d'Autriche. La dynastie Bonaparte est renforcée un an plus tard par la naissance d'un héritier : le 20 mars 1811 naît le roi de Rome, appelé également Napoléon. Ce fils est resté dans l'histoire sous le nom de « l'Aiglon » (l'aiglon, par référence au symbole impérial, l'aigle).

Un prince au destin brisé

Le roi de Rome, appelé aussi Napoléon II bien qu'il n'ait pas régné, vivra sous le nom de duc de Reichstadt à la cour de son grand-père, l'empereur François Ier d'Autriche. Même si Napoléon abdique en sa faveur, il ne régnera jamais et mourra à 21 ans. Ses cendres ont été restituées par Hitler en 1940 en guise de gage de collaboration entre la France et l'Allemagne. Il repose donc actuellement auprès de son père, aux Invalides.

Ayant maintenant assuré sa descendance, Napoléon est au faite de sa gloire. L'Empire est à son apogée, s'étendant d'Amsterdam jusqu'à Rome. Cette puissance le convainc de se lancer dans une nouvelle aventure, cette fois très périlleuse, qui entraînera sa chute : la campagne de Russie.

- 1812. La Russie : une rivale redoutable

Malgré la paix entre les deux pays, la Russie reste une rivale menaçante pour Napoléon. Le tsar Alexandre Ier n'applique pas le blocus continental stipulé dans le traité. Les tensions entre les deux puissances se multiplient et déterminent Napoléon à envahir la Russie en 1812. Il

© Groupe Eyrolles

déploie alors une armée extraordinaire d'environ 600 000 hommes, provenant de plus de vingt nations différentes. Pour résister à cette armée redoutable, les Russes mènent une politique de terre brûlée désespérée, visant à affamer l'armée française : lorsque celle-ci arrive à Moscou, les Russes n'hésitent pas à brûler leur propre capitale ! L'hiver venant, le Tsar ne cède toujours pas. Loin de leur base, les Français, non équipés pour l'hiver, décident de battre en retraite à travers les grandes steppes russes. Le froid, la faim ainsi que les attaques incessantes des cavaliers cosaques détruisent presque complètement la Grande Armée. Sur les 600 000 hommes au départ, on en décompte moins de 100 000 à l'arrivée.

C'est la Bérézina !

Lors de cette retraite de Russie, les armées françaises doivent traverser une rivière appelée la Bérézina. Cette bataille, restée dans le vocabulaire français comme synonyme de déroute, est pourtant une victoire française. En effet, grâce à une habile manœuvre et le courage suicidaire des pontonniers français qui se sacrifient et construisent un pont dans l'eau glacé, les Français réussissent à échapper à leurs poursuivants russes. Toutefois, malgré cette manœuvre réussie, la Bérézina marque la fin de la campagne de Russie, une des plus grandes catastrophes militaires françaises.

- 1812. Un coup d'État au culot d'un général républicain

Le 23 octobre 1812, à 4 heures du matin, le général Malet profite de l'absence de Napoléon, parti en Russie où les communications sont difficiles, pour tenter un coup d'État en faisant croire à la mort de l'Empereur. À 9 heures du matin, il est maître de Paris sans effusion de sang, mais certains s'étonnent de ne pas avoir été les premiers prévenus. Ensuite, tout va très vite : Malet est arrêté à midi. Le 29 octobre, Malet et le général Lahorie, un ami des parents de Victor Hugo, sont fusillés. Napoléon n'apprend la nouvelle que le 6 novembre. Avec cette affaire Malet, la preuve est faite que sa dynastie ne s'est pas implantée. En effet, nul n'a pensé alors au roi de Rome comme successeur.

- 1813. Les ennemis de la France redressent la tête

Les ennemis de la France, soumis jusque-là par sa puissance militaire, sentent le vent tourner. Ils saisissent l'occasion pour s'allier et mettre fin à la domination française sur l'Europe. En 1813, l'Europe coalisée sonne la curée et déclare la guerre à la France. Les Français, en infériorité numérique, se battent avec courage pendant toute la campagne d'Allemagne, mais ils sont battus et doivent reculer, combattant ainsi l'ennemi sur leur

propre sol. Ironie du sort, cette campagne de France est l'une des plus brillantes de Napoléon : rapidité de mouvement, sens stratégique et tactique, héroïsme des hommes. En effet, à un contre cinq, les soldats français, brillamment commandés, réussissent à infliger de sévères défaites à l'ennemi (batailles de Champaubert et Montmirail par exemple). Ils sont néanmoins écrasés par le nombre important des assaillants, et Paris doit capituler.

Désireux de continuer le combat, Napoléon est malgré tout contraint à l'abdication par ses maréchaux et le Sénat, le 6 avril 1814. Il faut dire que les premiers revers militaires de Napoléon se joignent à un retournement de conjoncture économique. La baisse du commerce, la pression fiscale, les besoins incessants de la conscription détachent progressivement les Français d'un Empire qui ne rime plus avec prospérité.

Les alliés victorieux exilent l'Empereur sur l'île d'Elbe, en Méditerranée, et se partagent l'ensemble des conquêtes militaires de la France des vingt dernières années. Napoléon, un personnage contrasté

Le souvenir du Premier Empire est resté très vivace en France et en Europe. Figure fascinante et repoussante à la fois, Napoléon Bonaparte a autant d'admirateurs que de détracteurs. Officier génial, Napoléon reste un incontournable de l'histoire militaire. Pour autant, une légende noire de l'Empereur a aussi été forgée, soulignant ses conquêtes et l'état de guerre continu dans lequel l'Europe est plongée sous son règne : son nom reste synonyme de dictature, en particulier en Grande-Bretagne et aux États-Unis, certains universitaires n'hésitant pas à le comparer très abusivement à Hitler ou Staline. Pourtant, son nom continue de susciter la sympathie, et une véritable légende napoléonienne s'est mise en place.

© Groupe Eyrolles

Vision extérieure : le XVIIIe siècle européen et le choc des puissances

Au XVIIIe siècle, les puissances européennes se sont déplacées. L'Angleterre s'impose comme la première puissance maritime et coloniale. Les enjeux de puissance s'élargissent maintenant de l'Europe aux horizons du monde. Depuis la Révolution française, l'Empire napoléonien mobilise les forces européennes en de nombreuses coalitions.

- Duel entre l'Angleterre et la France

Dans quatre décennies du siècle, les guerres de succession d'Espagne et d'Autriche, la guerre de Sept Ans et la guerre d'Indépendance américaine, la France s'est heurtée à l'Angleterre. Si l'on prolonge cette rivalité jusqu'aux guerres napoléoniennes avec comme point culminant Waterloo, on peut parler d'une nouvelle guerre de Cent Ans. Il s'agit maintenant pour la France de se mesurer à la puissance anglaise sur mer et de protéger ses nouveaux marchés coloniaux. L'Angleterre est la concurrente la plus dangereuse par sa puissance maritime très supérieure, constituée d'une flotte imposante, extrêmement organisée. De plus, en tant qu'île, l'Angleterre n'a pas l'impérieux devoir, comme la France, de surveiller constamment ses frontières. Les Anglais peuvent donc se centrer sur un objectif exclusif : contrôler les mers afin de construire un empire maritime.

C'est sur quatre continents que les Anglais et les Français s'affrontent au XVIIIe siècle : Europe, Amérique, Asie et Afrique. Si la France doit abandonner le Canada à l'Angleterre, les rivalités s'exercent aussi ailleurs par le biais de compagnies commerciales privées, comme la Compagnie française des Indes et la Compagnie anglaise des Indes orientales. Les corsaires et pirates de tous bords sillonnent les mers en menant des affrontements maritimes ponctuels. Ils n'hésitent pas à attaquer des navires de commerce ou de pêche pour s'emparer de leur cargaison.

Toujours hostile à l'Angleterre, la monarchie française choisit son camp en soutenant les insurgés américains. Grâce à l'aide militaire et navale de la France, ces derniers parviennent à conquérir en 1783 leur indépendance au détriment de l'Angleterre.

- Des princes éclairés aux dents longues

Les Habsbourg sont désormais évincés de l'Espagne, retirés dans leurs terres d'Autriche-Hongrie, avec pour seule prétention l'élection à l'Empire. Toutefois, à la mort de l'empereur Charles VI, l'héritage de sa fille (mère de Marie-Antoinette), pourtant protégé par un traité européen, est remis en cause par les prédateurs de l'Europe, dont l'inattendu Frédéric II de Prusse, qui envahit la Silésie, terre Habsbourg. Frédéric II, devenu Frédéric le Grand, s'impose alors comme le grand général du siècle (avant Napoléon) par sa rapidité d'attaque. C'est de ce noyau prussien que va progressivement naître l'État allemand actuel.

La naissance de Berlin

Frédéric II a fait d'une ville de bois et de briques une vraie capitale aux larges boulevards, avec un bel alignement de maisons au style classique, peuplée de 150 000 habitants. Sa résidence d'été « Sans Souci » à Potsdam fait l'admiration de ses visiteurs. Peu amical pour ses alliés, ce roi très doué pour l'art militaire, contrairement à ses apparences de lettré, un brin philosophe, suit constamment ses intérêts sans respecter ses engagements. Il peut en effet changer d'alliance en pleine guerre, comme il le fait en 1742, abandonnant Français et Bavares à leur sort. La France avait choisi, sans doute par erreur de vue, de s'opposer à Marie-Thérèse et à son époux François de Lorraine, candidat au titre d'empereur, pour soutenir le prétendant bavarois à l'Empire. Le choix n'est pas forcément judicieux avec un allié comme Frédéric II. En effet, celui-ci rompt son alliance avec la France pour suivre ses intérêts. Échaudée par cette guerre de succession d'Autriche, la France estime lors de la guerre de Sept Ans qu'une alliance avec l'Autriche est préférable. Le mariage de Marie-Antoinette, la fille de Marie-Thérèse d'Autriche, avec le dauphin Louis concrétise ce nouveau rapprochement.

De son côté, la Russie s'impose progressivement depuis Pierre le Grand, celui qui a créé une nouvelle capitale en 1703, Saint-Petersbourg. La tsarine Catherine II de Russie fait de son pays une puissance qui compte, et c'est avec la Prusse et l'Autriche qu'elle choisit de dépecer la Pologne, le plus vaste pays de l'Europe de ce temps.

© Groupe Eyrolles

Catherine de Russie (1729-1796) : despotisme sous vernis philosophique

Impératrice de 1762 à 1796, elle poursuit l'œuvre de Pierre le Grand. Passionnée de lettres, elle s'intéresse à la philosophie des Lumières, admire Montesquieu et correspond avec Voltaire et D'Alembert. Elle favorise l'entrée de la culture européenne dans son pays. Toutefois, une grande révolte de paysans contre le servage et menée par un soldat cosaque, Pougatchev, prouve que ses idées « éclairées » ne s'appliquent pas vraiment sur le plan social.

• La France seule contre tous !

Au début de la Révolution française, les monarchies européennes voient l'affaiblissement de la puissance française d'un œil favorable. Mais la Révolution provoque vite l'inquiétude d'une contagion éventuelle des idées révolutionnaires. Une solidarité monarchique se met donc en place pour mettre fin aux troubles révolutionnaires. Les monarchies autrichiennes et prussiennes vont se montrer menaçantes vis-à-vis de la Révolution. Décidée à prendre les devants même mal préparée militairement, la France leur déclare la guerre le 20 avril 1792. Malgré les premières défaites, la nation française inverse le cours de la guerre en repoussant les ennemis lors de la fameuse bataille de Valmy, le 20 septembre de la même année.

• L'ambivalence de l'image de la France

Pendant la période révolutionnaire, la France apparaît tour à tour fascinante et inquiétante aux yeux des Européens. Les événements de l'été 1789 sont plutôt lus avec intérêt dans les milieux éclairés du continent. Un mouvement jacobin se forme même en Europe, notamment en Italie. Pourtant, à partir de 1792 et surtout en 1793, la France révolutionnaire devient menaçante : l'exécution du roi, la politique de Terreur et bientôt les conquêtes inquiètent de plus en plus. En Angleterre, un discours contre-révolutionnaire particulièrement virulent, utilisant la caricature, se met en place. La francophobie anglaise trouve un nouvel élan sous le Consulat et l'Empire, Napoléon incarnant la figure du tyran sanguinaire. Pour longtemps s'impose en Europe l'image d'une France impérialiste et dangereuse qu'il s'agira de contenir et d'isoler.

Une vision panoramique de 21 ans de coalitions contre la France

La France doit affronter de multiples coalitions de la naissance de la République, le lendemain de Valmy, le 21 septembre 1792, à la chute définitive de Napoléon Ier, en 1815. La vision de Napoléon en conquérant à l'ambition forcenée est donc à relativiser au regard des forces européennes rassemblées contre lui tout au long de son règne.

1re coalition (1793-1797) : coup de tonnerre pour les monarchies, l'exécution du roi Louis XVI, le 21 janvier 1793, indignent l'ensemble des souverains européens, entraînant une première coalition des puissances européennes (Angleterre, Russie, Sardaigne, Espagne, Naples, Prusse, Autriche) contre cette France régicide. Cette coalition combat durant près de quatre ans les armées françaises jusqu'au traité de Campoformio (avril 1797).

L'Angleterre isolée continue la guerre contre la France.

2e coalition (1799-1801) : la paix ne dure pas. Peu après se forme la deuxième coalition

avec pour épice l'Angleterre, ennemi irréductible de la France révolutionnaire. Suite aux défaites de ses alliés sur le continent, l'Angleterre, encore isolée diplomatiquement, est contrainte à la paix en 1802 (traité d'Amiens).

3e coalition (1805) : les hostilités reprennent en 1803 malgré la volonté de paix de Napoléon, contraint à la guerre par l'attitude de l'Angleterre. Inquiet d'un débarquement sur ses côtes, le gouvernement anglais met en effet en place une coalition avec l'Autriche et la Russie. La bataille d'Austerlitz met fin à leurs espoirs et l'Autriche, vaincue, se résigne à la paix.

4e coalition (1806-1807) : la Russie et l'Angleterre décident de poursuivre la guerre en s'alliant avec la Prusse. Encore une fois, l'invincibilité française brise cette coalition par l'écrasement de la Prusse en 1806, puis par la soumission de la Russie en 1807. Se joue alors un renversement d'alliances. Le tsar de Russie, Alexandre Ier, accepte une alliance stratégique avec la France et rompt avec l'Angleterre. Il s'engage même à participer au blocus continental français, censé ruiner le commerce anglais. Désormais sûr de sa force, Napoléon réorganise l'Europe et place sa famille sur les principaux trônes européens. Cette politique familiale l'amène à commettre une grave erreur : mettre son frère Joseph sur le trône d'Espagne, première faille dans le système napoléonien. Ce choix provoque un conflit interminable face à la résistance espagnole, affaiblissant la puissance française.

5e coalition (1809) : en 1809, l'Angleterre décide de s'allier avec l'Autriche, humiliée après Austerlitz. Scénario habituel, cette cinquième coalition aboutit à une défaite : Vienne est occupée et la paix est imposée par les armées françaises. Napoléon épouse peu après la fille de l'Empereur afin de créer une alliance durable avec l'Autriche.

© Groupe Eyrolles

6e coalition (1812-1814) : lors de ce rapprochement avec l'Autriche, les rapports de la France avec la Russie se détériorent. Choc des titans, Napoléon est face à Alexandre Ier. La France attaque la Russie qui s'allie avec l'Angleterre. Les Français, contraints à la retraite par l'hiver russe, ne tardent pas à voir s'éparpiller leurs anciens alliés (Prusse, Autriche, Suède, etc.) qui rejoignent la coalition. En position de force, celle-ci réussit enfin à mettre un terme à la domination de Napoléon.

7e coalition (1815) : le processus de coalitions n'est pas terminé car l'Empereur revient de l'île d'Elbe : les hostilités reprennent de nouveau en 1815 ! Il est définitivement battu à Waterloo. Les puissances européennes vont alors redéfinir la carte de l'Europe au congrès de Vienne, la même année.

Chapitre 8

XVIIIe siècle et 1er Empire : les Français et leur temps

•

Les Lumières illuminent le siècle...

•

Napoléon 1er entre dans la légende...

Les Lumières illuminent le siècle...

Le XVIIIe siècle est appelé le « siècle des Lumières » en raison de l'éclairage apporté par le progrès de la connaissance. Les phares de ce nouvel élan de la pensée occidentale sont des intellectuels de référence comme Montesquieu, Voltaire ou Diderot. C'est le siècle où l'Europe des élites échange en français, moment de rayonnement international de la langue française. Le latin régresse partout au profit des langues nationales, et le français devient la langue de la diplomatie européenne et des élites.

Les courants de pensée porteurs des Lumières ne sont pas en rupture avec leur passé comme l'a été deux siècles plus tôt la Renaissance. Le mouvement d'ensemble est en continuité avec les acquis de la civilisation occidentale. Centré sur la raison, il capitalise des savoirs de plus en plus approfondis et, par conséquent, de plus en plus morcelés et spécialisés. Les Lumières génèrent donc de multiples tentatives de synthèse dans tous les domaines, aptes à alimenter la réflexion de ses sympathisants, avides de changements et de

ruptures. Répondant à un besoin de repères clairs, la grande Encyclopédie de Diderot devient la référence suprême. Les Lumières s'infiltrent ainsi dans la société européenne par la parole et par les textes.

• Quelles idées sont sources de « Lumières » ?

Les Lumières s'opposent à l'obscurité par de nouveaux éclairages qui bouleversent les représentations du monde dans l'ensemble de l'Europe. Les idées novatrices sont portées par une élite intellectuelle, mêlant étroitement noblesse et bourgeoisie éclairées. Ce n'est qu'en 1789 que les classes populaires s'engouffrent vraiment dans la brèche, ouverte par les plus favorisés.

Une autre vision du Monde, de l'Homme et de Dieu

Le monde est désormais perçu comme inné grâce aux découvertes scientifiques révolutionnaires du XVIIe siècle, quand Galilée proposait une autre vision de l'univers, affirmant, après Copernic, que la Terre n'est pas le centre du monde. En appui sur les approches scientifiques, la philosophie, au XVIIIe siècle, se dégage de la religion.

Certains croient en un Dieu au-delà des différentes religions : ce sont les déistes, comme Voltaire ; d'autres osent nier son existence : ce sont les athées, avec Diderot en tête.

La philosophie devient véritablement laïque et

© Groupe Eyrolles

sert d'outil pour penser rationnellement le monde terrestre. Elle cesse d'être contemplative pour entrer dans l'action, avec pour objectif la transformation du monde par le progrès.

Le bonheur terrestre

Par effet de ricochet apparaît une laïcisation de la morale : la notion de salut céleste est remplacée par celle de bonheur terrestre. Face à cette recherche toute nouvelle du bonheur, le concept d'individu triomphe avec force. Vivre l'instant devient une valeur : l'optimisme est de rigueur. Au contact du monde concret, la sensibilité apparaît comme indispensable à côté de la raison. C'est en ce sens que Jean-Jacques Rousseau prône un retour à la nature et à la bonté originelle de l'homme. Le siècle de Louis XV est ainsi porteur d'un goût forcené de la vie terrestre, jusque dans ses dérives où la dépravation des mœurs n'est pas absente. Ce siècle est aussi celui du marquis de Sade.

Jean-Jacques Rousseau (1712-1778) : l'écorché vif

Fils d'un artisan de Genève, Jean-Jacques Rousseau est un être foisonnant d'idées, de talents, de contradictions. Très atypique, il passe de la misère à l'aisance, exerce plusieurs métiers, côtoie tous les milieux mais choisit par sincérité de vivre en ascète dans un Paris bourgeois et aristocrate. Protestant dans un univers catholique, Rousseau privilégie toujours sa liberté, refusant de se soumettre à toute obligation. Il touche à tous les genres : théâtre, contes, pamphlets, opéras, textes philosophiques... Homme de contrastes, il professe sa foi dans l'être humain et sa déviance envers la société des inégalités et de l'exploitation de l'homme. Être de feu, Jean-Jacques Rousseau provoque la haine ou la passion, lui-même tour à tour ami puis ennemi de ses contemporains les plus célèbres comme Voltaire. Son Contrat social, publié en 1762 à Amsterdam pour éviter la censure, est un texte idéaliste porteur de notions d'égalité, fondées sur un modèle antique en dehors de tous liens avec la réalité économique de son temps. C'est aussi un texte qui laisse son empreinte dans le terrain de la Révolution française.

Tolérance à l'honneur

Par leur ouverture et leur volonté d'action, les plus éclairés combattent toutes formes de préjugés et de systèmes établis archaïques, préférant la monarchie parlementaire à l'anglaise à la monarchie absolue française. Ce combat les amène à lutter aussi contre toute expression d'intolérance. L'affaire Calas en est l'exemple emblématique, lorsque Voltaire mobilise l'Europe entière contre une erreur judiciaire, un siècle avant l'affaire Dreyfus.

Tourmenter des hommes pour leurs croyances : l'affaire Calas

Un commerçant toulousain protestant, Jean Calas, est accusé à tort en 1762 de la mort de son fils, retrouvé pendu, sous prétexte qu'il voulait se convertir au catholicisme. Calas est condamné après une instruction bâclée et meurt par le supplice de la roue dans des conditions atroces. Or, jusqu'au bout, il clame son innocence. L'affaire en serait restée là si Voltaire, au sommet de sa gloire, n'avait pris l'affaire en main pour défendre l'honneur perdu de ce protestant. Le « roi Voltaire » ouvre alors un de ses fameux débats

européens sur le thème de la tolérance. Il plaide ainsi la cause des Calas devant l'Europe des Lumières et la convainc de l'innocence du protestant martyr. Par cette prise de position, il réussit à faire adoucir la cause des protestants. L'idée mûrit et fait son chemin. En 1787, Louis XVI promulgue un édit de tolérance envers ses sujets non catholiques.

Une seule ombre au tableau persiste : l'esclavage reprend ses marques avec le commerce triangulaire et ne semble pas mobiliser ceux qui défendent les idéaux de la jeune Amérique.

- La connaissance à portée de pensée

L'information est toujours plus accessible. Le nombre de volumes édités est multiplié par vingt. Le taux des alphabétisés est maintenant de 47 % au lieu d'environ 30 % un siècle plus tôt. Mais c'est surtout la présence de l'imprimé dans tous les milieux sociaux qui caractérise ce siècle : les idées sont véhiculées par d'autres supports que les livres, comme les journaux, les gazettes, les libelles... Ces nouveaux supports présentent l'avantage d'être lisibles partout et commentés dans les nouveaux lieux de parole : les salons, les cafés et les clubs.

- Une Encyclopédie que beaucoup veulent détruire

Les idées des Lumières sont portées par l'écrit. Un des supports les plus représentatifs est l'Encyclopédie en dix-sept volumes de Denis Diderot.

Une commande qui a bien tourné

Histoire au départ banale, les hasards de la vie ont conduit Diderot à accepter un travail de compilation encyclopédique sur un modèle anglais. À l'origine, ce projet est donc très modeste, mais Diderot l'accepte par nécessité, •ls sans fortune d'un artisan. Son enthousiasme et son génie associés à celui de son ami D'Alembert vont faire le reste et transformer cette banale commande en une œuvre considérable, riche de milliers d'articles.

© Groupe Eyrolles

L'Encyclopédie paraît progressivement par volumes (pendant vingt ans) et devient la saga politico-littéraire de la •n du règne de Louis XV, marquant la pensée critique de ce temps. Une fois interdite, tout le monde veut la lire... Autorisée, on se l'arrache. La plupart des grands noms du siècle mettent leur grain de sel par le biais d'un ou plusieurs articles, comme Turgot ou Voltaire. L'Encyclopédie est un monument de connaissances mais aussi une œuvre à la dimension rebelle qui, malgré ses nombreux volumes, a fait le tour de l'Europe.

Un philosophe du concret

Diderot est •ls de coutelier. Quand il s'attaque à la grande œuvre de l'Encyclo•pédie, il se charge donc de rédiger la plupart des articles concernant l'artisanat : ciselure, argenterie, bonneterie, mosaïque, etc. Grâce à lui, le travail effectué par les artisans est formalisé pour la première fois par écrit, et cela de manière très complète.

- Bouillon de culture...

Les académies

Les universités sont en déclin. Elles sont relayées par les académies qui assurent la transition entre le monde du savoir et les mondains. Celles-ci se multiplient : elles sont neuf en 1710, contre vingt-quatre en 1750. Les académies sont fréquentées par les classes aisées et par les membres d'autres académies en voyage. Par elles se répandent les nouvelles connaissances scienti•ques au gré de multiples échanges, ponctués de concours scienti•ques autour de thématiques de recherche. Rousseau participe ainsi à certains concours : il écrit son

Discours sur l'origine et les fondements de l'inégalité parmi les hommes

en réponse à un sujet proposé par l'académie de Dijon. Les académies exercent donc un rôle essentiel dans les débats d'idées du siècle et dans l'avancée des connaissances.

Les bibliothèques

Complémentaires aux académies, des bibliothèques sont créées un peu partout, •nancées par de riches particuliers. Signe de cette époque, on y trouve toujours une « salle de conversation » : la parole est d'or. Se multiplient également les cabinets de lecture où il est possible de lire gratuitement journaux et gazettes, alors fort coûteux. Par ailleurs, des loueurs de livres facturent aux Parisiens les ouvrages sur la base d'un tarif journalier.

Livres à l'heure !

Selon le témoignage de Louis-Sébastien Mercier, un contemporain, dans son Tableau de Paris : « Il y a des ouvrages qui excitent une telle fermentation que le bouquiniste est obligé de couper le volume en trois parts, afin de pouvoir fournir à l'empressement des nombreux lecteurs ; alors vous payez non par jour mais par heure. »

Cette proximité de la connaissance, accessible surtout aux roturiers, prouve l'intensité de la soif de savoir de cette population généralement riche ou très aisée, dont les rentes sont suffisantes pour permettre aux plus investis et aux plus passionnés de faire de la culture un métier.

Les salons littéraires

Si la France est un modèle pour l'Europe au XVIII^e siècle, il s'agit d'un modèle essentiellement parisien. Et ce modèle a pour épigone les salons littéraires. À partir de 1740, il est d'usage pour tout jeune Européen bien né d'y parfaire son éducation. Ce sont donc de véritables lieux internationaux de mixité sociale, où les femmes exercent un rôle essentiel. Certaines de « ces femmes savantes » s'y distinguent pour la qualité de leurs connaissances, telle Émilie du Châtelet (ou de Breteuil), surdouée des mathématiques et traductrice de Newton, apte à tenir une conversation sur les sujets les plus ardues. Les salons parisiens sont aussi concurrents ; chacun a son jour de réception, ce qui permet aux habitués d'évoluer d'un cercle à l'autre.

Dans notre souvenir, les salons sont étroitement associés au nom de leur hôtesse : salon aristocratique de la duchesse du Maine et salon de Madame Lambert sous la Régence, puis salon de Madame du Deffand, Julie de Lespinasse, Madame Geoffrin, Madame Tencin, Madame Necker, etc.

Un salon célèbre

Un tableau de Gabriel Lemonnier, Une soirée chez Madame Geoffrin, traduit l'atmosphère des salons et de leurs pratiques au quotidien : sur ce tableau sont représentés les habitués d'un des salons les plus célèbres, rue Saint-Honoré. On y voit un groupe de personnages assis en cercle écouter avec respect et attention une lecture, thème des échanges du jour.

© Groupe Eyrolles

Assise parmi ses amis, l'hôtesse n'a pas pour rôle de servir des petits fours : ses responsabilités sont plus intellectuelles. Tel un chef d'orchestre, l'hôtesse d'un salon se doit de favoriser et de conduire les joutes oratoires en coordonnant les échanges avec harmonie. Chacun doit s'y sentir à l'aise pour être en mesure d'exprimer ses idées avec la plus grande clarté. La délimitation des participants est à ce prix. Au-delà de l'apport de connaissances et de réflexions nouvelles, ces échanges sont l'occasion d'un enrichissement personnel par les commentaires nés du débat d'idées.

Débat sur l'actualité du mois

Choqué par le raz de marée qui détruit la capitale du Portugal le 1^{er} novembre 1755, Voltaire écrit un poème sur le désastre de Lisbonne. Il provoque ainsi de nombreux débats en Europe par la problématique qu'il pose : « Comment interpréter le rôle de Dieu face au scandale de ce cataclysme injuste où trente mille bons et méchants subissent le même sort implacable ? » Le confort intellectuel est ébranlé. Le débat est ouvert et chacun argumente et s'engage.

Au-delà de ces échanges passionnés, les salons sont aussi un lieu de valorisation de l'ego, où la vanité pointe lorsque la qualité d'une argumentation ou la finesse d'une répartie est applaudie. Il s'agit de s'imposer par son « esprit », c'est-à-dire par sa culture et sa conversation. Pendant cinquante ans, de la Régence jusqu'à la Révolution française, les grands courants d'idées du siècle se répandent ainsi à l'écart des autorités en place et de la censure.

C'est également sous la Régence que la mode anglophile et la culture des cafés et des clubs s'introduit en France. Ces nouvelles sphères publiques sont ouvertes aux couches de population plus larges, permettant ainsi de s'affranchir de la hiérarchisation de la société. Comme les salons, ce sont des espaces où des personnes « privées » échangent, en dehors du pouvoir politique, selon un principe d'absolue égalité. Cette anglophilie favorise l'entrée du débat d'idées autour de la monarchie parlementaire sur le modèle anglais.

La franc-maçonnerie

La franc-maçonnerie joue aussi un rôle dans l'unité européenne des Lumières : l'affiliation

à une loge maçonnique permet d'entrer dans la société internationale éclairée. La première loge parisienne est créée, en 1732, par le duc de Richmond avec la participation de Montesquieu. Malgré les condamnations papales, les loges se multiplient partout (le mari de Marie-Thérèse d'Autriche, François de Lorraine, est lui-même franc-maçon).

• Les plumes rebelles de la Révolution française

Trois belles plumes sont à retenir pour les années révolutionnaires. Ces trois personnalités sont victimes de leur idéalisme et de leur engagement politique, leur voix étant brutalement éteinte par la répression révolutionnaire. Ce sont Condorcet, André Chénier et Olympe de Gouges.

Condorcet : un marquis aux idées avancées

Condorcet, surnommé « le Condor », est un philosophe éclairé des Lumières, mathématicien et économiste. Dernier des encyclopédistes, il est l'auteur d'articles d'économie politique dans l'Encyclopédie. Homme passionné de justice, il se dresse toute sa vie contre les erreurs judiciaires et combat violemment l'esclavage et le racisme. Il défend aussi le droit à la citoyenneté des juifs et des protestants et la cause des femmes. Après son décret d'arrestation, il écrit son œuvre principale dans la clandestinité, peu avant sa mort en prison. Il s'agit de l'Esquisse d'un tableau des progrès de l'esprit humain.

Chénier : un poète décapité

Après s'être engagé dans le journalisme politique, André Chénier n'hésite pas à écrire de manière très polémique, selon la nouvelle liberté d'expression. Le temps n'est plus à l'autonomie de parole quand il cite dans ses articles, avec beaucoup d'imprudences, les puissants du jour comme par ce titre : « Quarante meurtriers, chéris de Robespierre. » Il est alors condamné à mort comme pamphlétaire. Une légende romantique se développe autour de son œuvre après sa mort, avec pour centre ses poèmes de prison comme La jeune captive.

Olympe de Gouges : une femme téméraire

Olympe de Gouges prône le droit d'expression des femmes pendant la Révolution française, sans toutefois calmer sa virulente expression sous la Terreur. Même si la qualité stylistique de ses textes est parfois contestable, il faut en retenir le fond, riche d'idées foisonnantes, manifestant un courage d'expression peu commun. Ainsi, elle prend l'initiative d'adresser à la première femme de France, la reine Marie-Antoinette, la « Déclaration des droits de la Femme et de la citoyenne », répondant à la Déclaration des droits de l'Homme. Plus tard, dans un temps de silence de la critique, cette femme énergique et idéaliste ose s'attaquer à Robespierre, lui-même, par un libelle virulent signé de son propre nom. Cet écrit dangereux la conduit à l'échafaud.

© Groupe Eyrolles

L'article X de la Déclaration des droits de la Femme précise : « Nul ne doit être inquiété pour ses opinions, même fondamentales. La femme a le droit de monter sur l'échafaud ; elle doit avoir également celui de monter à la tribune. »

L'Europe des idées

Les idées des Lumières soudent une vraie communauté intellectuelle, sorte de nouvelle « république des lettres » devenue tribunal de l'opinion publique. Toute nouvelle avancée du savoir, tout événement grave sont observés et commentés par toute l'Europe. De savant à savant, les idées se forment au contact des nouvelles pistes de recherche des confrères. Les inventions du XIXe siècle, résultats concrets de ce bain de culture, auront pour ferment les résultats apportés par la communauté scientifique. Les découvertes s'effectueront ainsi par relais et rebondissements entre savants européens. Il n'est pas anodin que Voltaire, le philosophe le plus influent du siècle, se soit attaché d'appartenir à l'Europe et croit en la valeur de son cosmopolitisme.

Napoléon Ier entre dans la légende...

La mort de Napoléon à Sainte-Hélène, le 5 mai 1821, marque la fin d'un destin hors du commun. Bonaparte, pourtant parti de rien, est devenu le maître incontesté de l'Europe en moins de trente ans. Son ascension est d'une rapidité fulgurante : général à 24 ans, premier consul à 30 ans, empereur à 35 ans ! Pour en arriver là, Napoléon a fait preuve d'une ambition sans bornes, servie par un génie tant militaire que politique. La Révolution française a joué en sa faveur et a révélé ses qualités de stratège. L'homme ne

laisse jamais indifférent, suscitant la haine et l'adoration de ses contemporains comme des générations suivantes. Chateaubriand résume le parcours et la légende en disant : « Vivant, Napoléon a manqué le monde ; mort, il le conquiert. »

● Napoléon invincible

La légende de Napoléon s'est essentiellement forgée sur les champs de bataille. En effet, dès sa première campagne militaire en Italie (1796), le général Bonaparte vole de victoire en victoire, contraignant les Autrichiens, pourtant en supériorité numérique, à signer la paix. La campagne d'Italie apparaît comme un chef-d'œuvre de stratégie militaire : les victoires françaises suscitent l'admiration de tous les Français. Une légende est en train de naître : Napoléon incarne peu à peu l'espoir de tout un peuple.

Napoléon journaliste

L'intelligence de Napoléon est d'avoir très vite compris l'intérêt de la propagande. Afin d'accroître sa popularité et de créer sa légende, il fonde des journaux pour valoriser son image victorieuse et rendre compte de ses succès. Lors de la campagne d'Italie, il crée le *Courrier de l'armée d'Italie* et *La France vue de l'armée d'Italie*. Ces deux journaux sont uniquement dévoués à la gloire du général Bonaparte. Il y écrit lui-même parfois certains articles. Ainsi, on peut y lire : « Bonaparte vole comme l'éclair et frappe comme la foudre. Il est partout et il voit tout. Il sait qu'il est des hommes dont le pouvoir n'a d'autres bornes que leur volonté, quand la vertu des plus sublimes vertus seconde un vaste génie. »

© Groupe Eyrolles

L'expédition d'Égypte (1798-1799) ajoute encore à sa gloire. Au pied des pyramides, isolé de la France par le blocus anglais, le général Bonaparte est vainqueur des ennemis ottomans et conquiert l'ancien royaume des pharaons. Malgré une campagne désastreuse, il transforme son retour en triomphe éclatant, lui permettant d'être célébré comme un sauveur dans toutes les villes qu'il traverse. La passion qu'il suscite est immense et frise déjà la dévotion. Usant de cette popularité acquise par la gloire militaire, Napoléon conquiert le pouvoir. Les multiples guerres du Consulat et de l'Empire vont ensuite lui permettre de renforcer son image d'invincibilité, étayée par la censure.

● Napoléon intime

À son image de guerrier s'ajoute aussi celle d'un empereur simple, proche de ses soldats et de leurs souffrances. Loin de l'image du monarque inaccessible, Napoléon gagne l'adoration de ses hommes par cette capacité à s'intéresser aux plus humbles de ses soldats. Ses troupes l'adulent et lui donnent le surnom affectueux de « petit caporal ». Napoléon à l'écoute de ses soldats

Lors de la campagne de Prusse en 1806, le *Journal de l'Empire* (le journal le plus lu de l'époque) rend compte de la foi inébranlable des soldats en leur chef. L'image est sûrement exagérée mais elle fait partie intégrante de la légende napoléonienne : « Pour connaître la confiance que l'empereur Napoléon inspire à ses soldats, il faut entendre parler les blessés, qui semblent moins occupés des secours dont ils ont besoin, que pressés de raconter ce qu'ils ont vu ; et ce qu'ils ont toujours vu avant tout, c'est le sang-froid, la constance, l'inébranlable fermeté du héros qui les commande. » Un autre article significatif montre un Napoléon bienveillant et plein de sollicitude envers ses hommes au lendemain de la bataille d'Eylau : « L'Empereur s'arrêtait à chaque pas devant les blessés, les faisait questionner, dans leur langue, les faisait consoler et secourir sous ses yeux. (...) Le regard consolateur d'un grand homme semblait adoucir les horreurs de la mort, et répandre un jour plus doux sur cette scène de carnage. » Cette image de chef protecteur est également véhiculée par la peinture. Un tableau représentant l'Empereur miséricordieux au milieu des soldats français et ennemis blessés est commandé au peintre Antoine Gros pour commémorer la bataille d'Eylau. Peu à peu, le mythe napoléonien se construit dans l'imaginaire des Français.

Très sensible aux actions de communication, Napoléon met également en place, à partir de 1805, les *Bulletins de la Grande Armée*, chargés de propager la version officielle des campagnes militaires. Ces bulletins sont évidemment à la gloire de l'Empereur et à celle de son génie militaire. Ces nouvelles sont attendues avec impatience par les Français, avides d'informations sur la situation de l'armée. La peinture officielle n'est pas en reste et se charge aussi de véhiculer l'image héroïque de Napoléon, glorifiant systématiquement les batailles et masquant bien sûr les atrocités. En tout cas, son sens de la propagande et de l'image fait de Bonaparte un homme politique très en avance sur son temps. Par ses glorieuses victoires associées et par ses actions de promotion, Napoléon

créé sa légende et assoit son pouvoir.

La force de l'image

Jacques-Louis David est le peintre officiel du régime consulaire puis impérial. C'est à lui que le Premier consul commande les plus célèbres toiles chargées de célébrer sa puissance. L'épisode de la traversée des Alpes par le col du Saint-Bernard pendant la deuxième campagne d'Italie fait l'objet d'un tableau resté célèbre. Il représente le Premier consul en général conquérant et romantique, les cheveux et la cape au vent, montant un cheval cabré et furieux. Sur le sol se détachent les noms d'Hannibal, le général ennemi des Romains qui a traversé les Alpes à dos d'éléphant, et celui de Charlemagne : la continuité impériale est d'ores et déjà annoncée. Pourtant, la réalité est moins glorieuse puisque Bonaparte monte ce col à dos d'âne, destrier bien moins noble mais ô combien plus confortable en terrain montagneux !

● Napoléon surhomme

Napoléon possède, nul ne peut le nier, des capacités personnelles exceptionnelles, dont son extraordinaire puissance de travail, reconnue par tous ses contemporains. La légende napoléonienne puise dans cette prodigieuse activité des éléments supplémentaires à sa légende. Il apparaît alors comme un homme infatigable, insatiable au travail, mettant toute son énergie au service de la France et de l'Empire. Cette capacité est mise en avant par les journaux dans un objectif propagandiste : « La force prodigieuse des organes du Premier consul lui permet 18 heures de travail par jour ; elle lui permet de fixer son attention pendant ces 18 heures sur une même affaire ou de l'attacher successivement à vingt, sans que la difficulté ou la fatigue d'aucune embarrasse l'examen d'une autre. » L'homme y est présenté comme insensible aux plaisirs de la vie, uniquement voué au service du bien commun. Il a l'image d'un homme ignorant la fatigue et la lassitude de sa charge, dont l'emploi du temps est exclusivement consacré au travail. Des résultats concrets comme les multiples réformes qui ont changé la France alimentent le bien-fondé de ce constat.

© Groupe Eyrolles

● Napoléon immortel

Les mémoires de Napoléon

À la dissolution de son empire en 1815, Napoléon est exilé à Sainte-Hélène où il vit ses dernières années, prisonnier des Anglais. Ces six années d'exil, de 1815 à 1821, parachèvent sa légende. En 1823, deux ans après sa mort, paraît en France le Mémorial de Sainte-Hélène, apologie de sa vie sous forme de mémoires. Ce texte rédigé par Las Cases, qui a suivi l'Empereur déchu à Sainte-Hélène, est la retranscription des conversations avec Napoléon. Réalisé pour réveiller les nostalgiques, ce récit glorieux rappelle les grandes batailles et révèle un Napoléon plus humain dans sa réalité quotidienne. Ce texte devient un véritable best-seller sous la monarchie retrouvée. Il avive la nostalgie des Français, vivant sous le régime moins glorieux du vieux roi Louis XVIII, impotent. Le dynamisme napoléonien est loin désormais !

Le temps faisant son œuvre, la nostalgie se met à croître au souvenir des quinze ans de gloire napoléonienne. La France s'ennuie et se prend à regretter ces temps épiques où ses armées se couvraient de gloire de Madrid à Moscou. Le culte napoléonien est également cultivé par les anciens soldats de la Grande Armée qui, malgré les changements de régimes, restent toujours fidèles à la mémoire de leur chef.

Le retour du défunt

L'année-clé du mythe napoléonien est 1840 : le gouvernement anglais autorise le rapatriement du corps de Napoléon en France. Jusque-là interdit, le retour des cendres de l'Empereur suscite une vague d'enthousiasme dans le pays entier et ravive la flamme bonapartiste.

Un héros littéraire

Un personnage de cette envergure ne peut laisser indifférente la littérature, qui s'accapare le mythe par le biais de la plupart des grands écrivains de l'époque, tels Stendhal, Nerval ou Hugo. La littérature donne une impulsion héroïque et dramatique au mythe du grand homme. Il dépasse le monde humain et se transforme en héros quasi mythologique. Son fils, le roi de Rome, par sa mort à vingt ans, devient au XIXe siècle un personnage romantique mis en scène par Edmond Rostand dans L'Aiglon.

Napoléon III reprend les rôles

Plus tard, Napoléon III va s'appuyer sur les répercussions vivaces de la légende pour

conquérir le pouvoir : en 1848, la légende bonapartiste contribue grandement à l'élection à la présidence de la République du neveu de l'Empereur (notre premier président de la République) : le prince Louis Napoléon Bonaparte. Fidèle à la légende, il ose un coup d'État le 2 décembre 1851, jour d'anniversaire du couronnement de Napoléon et de la bataille d'Austerlitz. Ce Second Empire attise volontairement la légende napoléonienne afin de légitimer le pouvoir du nouvel empereur, Napoléon III.

Le mythe Napoléon

Au début du XXe siècle, la Troisième République a également utilisé le mythe bonapartiste dans un but nationaliste, comme symbole du combat contre l'Allemagne. Aujourd'hui, le mythe se perpétue toujours par l'intermédiaire de nombreux passionnés, en France et partout dans le monde. C'est la preuve que le travail propagandiste de Napoléon a plutôt bien fonctionné, traversant même les siècles !

© Groupe Eyrolles

Partie VI

Le XIXe siècle (1814-1914) : le siècle de tous les possibles

Survол du siècle

Cent ans tout rond séparent la fin du Premier Empire du déclenchement de la Première Guerre mondiale. Ce siècle est celui de Victor Hugo, de Balzac, de Stendhal, de Flaubert, de Zola, autant de classiques de la littérature française qui nous sont familiers. Pourtant, le contexte politique et social dans lequel s'insèrent les aventures de Cosette et de Jean Valjean dans Les Misérables ou des mineurs de Germinal reste encore largement méconnu du grand public.

Les hommes du XIXe siècle croient au progrès, en la capacité de l'homme à changer le monde. Au cours de ces années, la France et l'Europe s'industrialisent, s'urbanisent, se modernisent dans le cadre de la révolution industrielle. Accompagnant ces bouleversements, des idéologies comme le socialisme, le communisme ou le nationalisme émergent et deviennent les nouveaux systèmes de lecture de la société conduisant à de nouveaux clivages.

En France comme ailleurs, ce siècle est celui de l'affirmation du principe national porté par l'objectif d'État-nation. Les peuples européens se considèrent désormais comme des nations, des communautés liées par une histoire et une culture communes, aspirant à l'autonomie dans le cadre d'un État. Le XIXe siècle est donc celui de l'indépendance de la Belgique, de la Grèce, de l'unité italienne et allemande. La carte de l'Europe se recompose en attendant le grand bouleversement de la Grande Guerre, aboutissement de la logique de confrontation des nationalismes européens.

Le monde devient le terrain des rivalités européennes. Hier maîtresses du Nouveau Monde, l'expansion coloniale européenne trouve un nouvel élan durant le XIXe siècle vers l'Afrique et l'Asie. Le Royaume-Uni et la France forgent désormais des empires d'envergure mondiale, guidés par un impérialisme d'abord porté par les dirigeants politiques puis encouragé par la société. L'Europe, en trop plein démographique, exporte également ses valeurs par le biais d'un vaste mouvement d'émigration vers les pays émergents, les États-Unis notamment.

La France expérimente au cours du siècle cinq régimes politiques différents dont l'enjeu est de concilier les acquis révolutionnaires avec le besoin d'ordre des classes dirigeantes. En somme, comment clore la Révolution française ? C'est à cette question que s'efforcent de répondre les différents régimes qui se succèdent entre 1814 et 1914. Chacun cherche à nier ou à prolonger l'expérience révolutionnaire. Les alternances sont, de plus, souvent violentes : révolutions (1830 et 1848), coup d'État (1851) et guerre (1870) sont à l'origine des changements de régimes. Les plaies ouvertes après 1789 sont loin d'être refermées et l'ombre de la Révolution française plane constamment sur les débats du siècle.

Les découvertes du siècle

1814 : locomotive

1824 : déchiffrement des hiéroglyphes

1826 : photographie
1829 : braille
1837 : télégraphe
1856 : convertisseur Bessemer (acier)
1859 : théorie de l'évolution
1876 : téléphone
1885 : vaccin contre la rage
1893 : moteur à essence
1895 : cinéma
1895 : rayons X
1896 : radio, psychanalyse
1903 : avion
1905 : théorie de la relativité

© Groupe Eyrolles

Filigrane chronologique : 1814-1914

France À l'étranger

Première Restauration : règne de Louis XVIII (1814-1815) marié à Marie-Joséphine de Savoie

1814 Charte établissant la Monarchie constitutionnelle

Cent-Jours : retour de Napoléon Ier (20 mars-22 juin 1815)

1815 Waterloo Congrès de Vienne

Seconde Restauration : règne de Louis XVIII (1815-1824)

Règne de Charles X (1824-1830) marié à Marie-Thérèse de Sardaigne

1830 Révolution de Juillet Conquête de l'Algérie

Monarchie de Juillet : règne de Louis-Philippe d'Orléans (1830-1848) marié à Marie-Amélie de Bourbon

1834 Révoltes à Paris et à Lyon

1848 Révolution de Février Printemps des Peuples

IIe République (1848-1852)

1848 Suffrage universel. Abolition de l'esclavage. Révoltes ouvrières de juin. Élection de Louis Napoléon Bonaparte

1850 Restriction du suffrage universel

1851 Coup d'État de Louis Napoléon Bonaparte

Second Empire : Napoléon III (1852-1870) marié à Eugénie de Montijo

1854 Guerre de Crimée

1859 Indépendance italienne

.../...

France À l'étranger

1860 Traité de libre-échange avec l'Angleterre

1861 Expédition mexicaine. Guerre de Sécession aux États-Unis

1870 Guerre contre la Prusse. Défaite de Sedan

IIIe République (1870-1940)

1870 Gouvernement de défense nationale

1871 Paix. Commune de Paris Allemagne unifiée

1875 Lois constitutionnelles

1877 Crise du 16 mai. Chambre républicaine

1882 Loi Ferry sur l'école laïque Triple alliance : Allemagne, Autriche-Hongrie, Italie. Conquête du Tonkin

1889 Crise boulangiste. Exposition universelle (tour Eiffel)

1892 Scandale de Panama. Alliance Franco-russe

1894-1899 Affaire Dreyfus

1900 Exposition universelle de Paris

1904 Entente cordiale avec le Royaume-Uni

1905 Loi de séparation de l'Église et de l'État Crise marocaine

1911 2e crise marocaine

1913 Service militaire porté à 3 ans

1914 Début de la Première Guerre mondiale

© Groupe Eyrolles

Panorama des régimes politiques du XIXe siècle
Premier Empire (1804-1814)
Dynastie des Bonaparte
Défaite militaire contre l'Europe coalisée

Révolution de 1830

Révolution de 1848

IIe République (1848-1852)
Coup d'État de Napoléon III

Défaite militaire contre la Prusse

IIIe République (1870-1940)

Frontières de la France en 1871
Chapitre 9

© Groupe Eyrolles

Les Français au XIXe siècle

La Première Restauration : 1814-1815

Louis XVIII, le frère de Louis XVI, replace les Bourbons sur le trône. 25 ans après 1789, le retour à l'absolutisme est impossible et le roi doit concéder une Charte constitutionnelle, fondement institutionnel de la Restauration monarchique.

Louis XVIII (1755-1824) : le roi qui voulait être roi

Autant Louis XVI n'était pas préparé à la fonction royale, autant son frère cadet aspire depuis toujours, avec force ambition, à la couronne de France. Louis XVIII a passé son enfance à Versailles où il a reçu une solide éducation appuyée par des capacités intellectuelles certaines. Il s'appelle alors le comte de Provence ou « Monsieur », comme on appelle les frères cadets des rois. Il s'exile habilement, lors de l'épisode de Varennes en 1791. En 1795, à la nouvelle de la mort du dauphin qui aurait dû régner sous le nom de Louis XVII, le comte de Provence prend le titre de Louis XVIII. Il doit attendre 1814 pour devenir roi, quand la dynastie des Bourbons est choisie pour revenir au trône, puis fuit précipitamment lors du retour de Napoléon, avant de revenir après les Cent-jours une nouvelle fois en 1815. Plutôt ouvert aux idées libérales, il est prêt à faire certaines concessions pour favoriser la restauration de la royauté. Il s'appuie d'ailleurs, dans les premières années de son règne, sur les modérés menés par le ministre de la Police, Élie Decazes, auquel il voue une admiration sans bornes. Toutefois, l'âge venant et les problèmes physiques liés à son obésité se faisant plus aigus, il doit s'effacer progressivement du pouvoir, laissant le champ libre aux idées des ultraroyalistes relayées ensuite par son successeur et frère, Charles X.

• Les Bourbons n'ont pas dit leur dernier mot

Le rappel aux affaires des Bourbons, la famille royale de la Révolution française, peut sembler paradoxal. En fait, plus qu'un réel désir du peuple français, c'est un choix par défaut qui les fait revenir en France. En effet, après plus de vingt ans de guerres presque ininterrompues, les Français aspirent à la paix. Or, aucune personnalité ne se dégage pour remplacer Napoléon. Le 6 avril 1814, Napoléon Ier abdique sans conditions et obtient de ses ennemis la souveraineté de l'Île d'Elbe, au large de la Toscane.

L'Europe est redessinée à Vienne

Dans la capitale autrichienne se tient de septembre 1814 à juin 1815 un congrès chargé de régler le partage de l'Empire napoléonien entre les différentes puissances victorieuses. La carte de l'Europe qui s'y dessine marque pour un siècle les grands équilibres géopolitiques européens. Seule la Grande Guerre mettra fin à cette Europe du congrès de Vienne. Le représentant français, l'habile Talleyrand, parvient à modérer les ambitions et les rancunes nourries par les puissances européennes contre la France vaincue, en jouant sur les rivalités entre Russes, Autrichiens, Prussiens et Anglais.

La France est alors un pays occupé, ramené à ses frontières de 1792 (Avignon, Montbéliard

et Mulhouse restent françaises). Plus d'un million de soldats des armées des puissances étrangères, coalisées contre elle, sont entrés sur son territoire. Seule une candidature recevable par les cours européennes peut être retenue. Les Bourbons font l'unanimité autour de Louis XVIII, le frère cadet du roi décapité. Toutefois, l'image de l'ancienne dynastie est durablement ternie pour les Français : elle revient dans les « fourgons de l'étranger ».

Talleyrand (1754-1838) : un homme d'influence

Charles-Maurice de Talleyrand-Périgord est un homme de plusieurs époques, de plusieurs vies traversant avec habileté les changements de régime jalonnant cette période mouvementée. Cela lui vaudra une réputation de cynique ou de traître qui fait peu justice à la dimension réelle de cet homme. Né sous l'Ancien Régime au sein de la haute noblesse, il est écarté de la carrière militaire à cause d'un pied-bot. Il troque donc l'épée pour la crosse et devient évêque d'Autun. Libéral, il fait partie des députés du clergé qui rejoignent en 1789 le camp de la Révolution et milite pour la nationalisation des biens du clergé. En 1790, il célèbre la messe lors de la fête de la Fédération. Excommunié par le pape, il devient persona non grata en France suite à la découverte de lettres

© Groupe Eyrolles

prouvant sa compromission auprès du roi. C'est l'heure de l'exil jusqu'à la chute des montagnards en 1794. Sous le Directoire, il prend en main la diplomatie française, poste où il excelle. Rallié à Bonaparte en 1799, il poursuit sa carrière diplomatique sous le Consulat puis l'Empire, jusqu'en 1807, avant de tomber en disgrâce. Passé du côté des Bourbons en 1814, il reprend son poste de ministre des Affaires étrangères. À ce titre, il représente la France au congrès de Vienne. La tournure ultraroyaliste que prend le nouveau régime le condamne bientôt pour sa tendance trop libérale. En 1830, il passe donc au service du nouveau roi, Louis-Philippe d'Orléans. Il reprend une dernière fois sa carrière diplomatique comme ambassadeur à Londres avant de s'éteindre quelques années plus tard. Sa vie romanesque faite d'intrigues et de revirements, son intelligence, ses aventures féminines (on lui prête la paternité non prouvée du peintre Delacroix) en ont fait un personnage de choix pour la littérature et le cinéma.

Conscient de l'impossibilité d'un retour au régime monarchique absolutiste de son frère Louis XVI, Louis XVIII nomme une commission chargée de rédiger une constitution. C'est cette initiative qu'avaient attendue autrefois du roi les esprits éclairés. Le 4 juin 1814, cette constitution, connue sous le nom de « Charte », est acceptée par Louis XVIII : elle constitue la base du système politique en vigueur jusqu'en 1830. Le drapeau tricolore est abandonné au profit du drapeau blanc des Bourbons, comme pour effacer visuellement le souvenir de la République et de l'Empire.

Concessions royales

élisent

Electeurs : hommes de plus de 30 ans payant le cens (110 000 personnes pour 29 millions d'habitants)

L'attitude vis-à-vis de la Révolution reste ambiguë : les principaux acquis révolutionnaires comme l'égalité ou la liberté religieuse sont maintenus dans la Charte. En revanche, Louis XVIII se place dans la continuité dynastique en datant son début de règne non en 1814 mais en 1795, date de la mort en prison de son neveu, le fils de Louis XVI (appelé Louis XVII bien qu'il n'ait jamais régné). Il considère ainsi être dans sa dix-neuvième année de règne, effaçant par là-même en une formulation le Directoire, le Consulat et l'Empire !

Deux chambres sont créées sur le modèle britannique : une Chambre haute, la Chambre des pairs siégeant à vie, et une Chambre basse, celle des députés. Les pairs sont nommés par le roi, assurant ainsi une chambre au service du pouvoir. Le mode de désignation des députés est censitaire, c'est-à-dire basé sur le niveau de fortune défini par le paiement des impôts : seules 100 000 personnes peuvent donc voter. Les conditions pour être candidat sont encore plus difficiles. Il s'agit donc bien là d'un véritable système conservateur.

Les prémices de la démocratie

Pour la première fois en France est mis en place un système parlementaire durable. Les mécanismes régissant les rapports entre le Parlement et le gouvernement sont rodés pendant cette période. Bien que démocratiquement limitée, cette monarchie constitutionnelle est une étape importante dans la construction de la démocratie libérale

en France.

Les Cent-Jours : 1er mars - 18 juin 1815

Le retour depuis l'île d'Elbe de Napoléon provoque le départ précipité des Bourbons, de nouveau sur les routes de l'exil. Le combat contre les puissances européennes reprend jusqu'à la défaite de Waterloo, après trois mois de nouveau pouvoir pour Napoléon Ier.

• 1815. Le retour de l'Aigle

L'opinion se renverse vite. L'évolution des titres du journal le Moniteur depuis le débarquement de Napoléon à golfe Juan le 1er mars 1815, jusqu'à son arrivée à Paris le 20 mars, est assez caractéristique de ce retournement. Les titres évoluent en effet en faveur de l'Empereur

© Groupe Eyrolles

déchu à mesure de sa progression : « L'ogre de Corse vient de débarquer au golfe Juan », « Le monstre a couché à Grenoble », « Le tyran a traversé Lyon », « Napoléon sera demain sous nos remparts », « L'empereur est arrivé à Fontainebleau », « Sa Majesté Impériale et Royale a fait hier son entrée en son château des Tuileries au milieu de ses dévotés sujets » !

Quand Napoléon remonte la vallée du Rhône, les ralliements rapides des militaires et des civils soulignent le peu d'attachement des Français aux Bourbons. L'heure est aux « girouettes », ces hommes qui retournent leur veste. Le retour de l'Empereur déclenche toutefois l'hostilité immédiate des puissances européennes. Trois mois plus tard, la défaite de Waterloo en Belgique, le 18 juin 1815, met fin définitivement à l'Empire napoléonien : Napoléon abdique une seconde fois. Prenant leurs précautions, les Anglais l'exilent cette fois beaucoup plus loin, sur une île au milieu de l'Atlantique sud : Sainte-Hélène. Après les Cent-jours, postface de l'épopée napoléonienne, la mémoire de l'Empire devient légende nationale.

Le règne de Louis XVIII : 1815-1824

Suivant les principes de la Charte, la deuxième partie du règne alterne entre modération et conservatisme : de 1816 à 1820, les royalistes modérés dominent la vie politique avant d'être remplacés par les ultraroyalistes, partisans d'un retour à l'absolutisme.

Benjamin Constant (1767-1830) : Constantes libertés

Benjamin Constant est l'une des principales figures intellectuelles du premier tiers du XIXe siècle. Né en Suisse, son ascension est favorisée sous le Directoire par sa liaison avec sa compatriote Germaine de Staël. Il manifeste alors une certaine défiance vis-à-vis du peuple dont les excès peuvent aboutir, selon lui, à l'arbitraire.

Il entre ensuite dans l'opposition au régime napoléonien qu'il juge arbitraire. Cela n'empêche pas son ralliement pendant les Cent jours et il rédige même l'acte additionnel aux constitutions de l'Empire. Ce revirement lui vaut une réputation d'opportunisme qui ne rend pas justice à une pensée cohérente. Pour lui, peu importe en effet la dynastie à la tête du pays tant que le régime, parlementaire et équilibré, assure la préservation des libertés individuelles.

• 1815-1816. Les royalistes instaurent un climat de terreur

La chute finale de l'Empire clôt l'épisode révolutionnaire et ses prolongements napoléoniens. Pour le peuple de droite, le retour des Bourbons libère des tensions et des ressentiments accumulés depuis un quart de siècle. La vengeance gronde. Dans le midi, une vague de massacres, la Terreur blanche, se propage contre les jacobins et les bonapartistes. C'est la réponse monarchiste et catholique à la Terreur républicaine des années révolutionnaires. Les autorités n'interviennent pas malgré plusieurs centaines de victimes.

À Paris, la victoire des conservateurs aux élections législatives est écrasante. Louis XVIII ne peut rêver mieux : c'est la « Chambre introuvable », comme il se plaît à appeler la nouvelle Chambre des députés. Les députés ultraroyalistes (les royalistes intransigeants) votent alors une série de décisions en leur faveur : loi de sûreté générale, loi contre les écrits séditieux, loi bannissant les régicides, épuration de l'administration, exécution des officiers ralliés à Napoléon. Cette politique réactionnaire commence à gêner le roi et son chef du gouvernement, le modéré duc de Richelieu. La Chambre finit par être dissoute en 1816, devenue plus royaliste que le roi ! Les modérés ou « constitutionnels » dominent alors la vie politique, imposant notamment une

libéralisation de la presse.

● 1820. Craintes pour l'avenir des Bourbons

Le neveu du roi, le duc de Berry, meurt assassiné par un ouvrier illuminé le 14 février 1820. Le meurtrier, un dénommé Louvel, l'a poignardé à sa sortie de l'Opéra. Le coup ne tue pas seulement le jeune duc, il vise également la dynastie, car son frère, le duc d'Angoulême, est stérile comme Louis XVIII. Un ultime espoir subsiste in extremis : la duchesse de Berry est enceinte et donne naissance à un fils posthume quelques mois plus tard. Cet héritier, le comte de Chambord, « l'enfant du miracle », incarnera pendant tout le XIXe siècle les espoirs des partisans des Bourbons.

Le comte de Chambord

Plus tard, après la mort de Charles X et de son autre fils le duc d'Angoulême, le comte de Chambord deviendra le seul prétendant au trône de France. Ses titres, duc de Bordeaux et comte de Chambord, serviront à le désigner tout comme le titre royal qu'il s'est donné : Henri V.

© Groupe Eyrolles

Pour l'heure, l'assassinat du duc héritier justifie une réaction conservatrice au sein du gouvernement. Les ultraroyalistes accusent les constitutionnels d'être responsables de la mort du duc de Berry. « J'ai vu le poignard de Louvel, c'était une idée libérale », peut-on ainsi lire dans le Journal des débats. Le président du Conseil, Decazes, a des ultraroyalistes, doit démissionner. La réaction conservatrice est violente. Le nouveau gouvernement suspend les libertés individuelles et la liberté de la presse en rétablissant la censure. Retour à la case départ. La Restauration a définitivement choisi le camp de la réaction.

Être plus royaliste que le roi : le courant ultraroyaliste

Pour les ultraroyalistes, la Charte de 1814 est beaucoup trop libérale. Ils réclament le retour de l'Ancien Régime et de « l'antique constitution de la France » dans son intégralité, jusqu'à l'inégalité civile de la société d'ordres. Les ultraroyalistes puisent leur idéologie dans la pensée contre-révolutionnaire opposée à l'effacement de l'influence catholique. Le retour à une monarchie féodale idéalisée devient le modèle, à une époque où le Moyen Âge est mis en vogue par les écrivains romantiques. Le parti ultraroyaliste s'organise autour de grands noms de la noblesse, avec pour chef de file le Comte d'Artois (futur Charles X). Les ultras se retrouvent au sein d'une ancienne société secrète créée sous l'Empire, les « Bannières » ou « Chevaliers de la foi », et peuvent s'appuyer sur une presse influente, à l'image du Conservateur fondé par l'écrivain Chateaubriand.

Les ultraroyalistes dominent la vie politique française entre 1820 et 1830. Ensuite, la chute des Bourbons entraînera ce courant dans l'opposition, prônant le retour de l'ancienne dynastie au pouvoir. Ils seront dès lors connus sous le nom de « légitimistes », souhaitant le retour au pouvoir de la branche légitime. En 1830, la mort du comte de Chambord, prétendant Bourbon au trône, leur portera un coup fatal. Le royalisme deviendra dès lors groupusculaire, sans aucun poids politique.

Les valeurs de l'extrême droite

Les idées contre-révolutionnaires sont l'un des fondements idéologiques de l'extrême droite en France. La politique de « révolution nationale » sous le régime de Vichy ou même certains points du programme du Front National, comme la préservation des valeurs chrétiennes, sont en relation directe avec cette pensée née en réaction à la France de 1789.

Le règne de Charles X : 1824-1830

Charles X, homme dévot et réactionnaire, soutient la politique ultraroyaliste de son Premier ministre, Villèle. Toutes les oppositions au régime se regroupent contre le gouvernement, aboutissant à sa chute lors de la révolution de Juillet, en 1830.

Charles X (1757-1836) : l'intransigeance sur le trône

Le nouveau roi de France est le frère cadet de Louis XVI et Louis XVIII. Avant son arrivée sur le trône, il est connu par son titre de comte d'Artois. Après une jeunesse plutôt insouciant, il se rapproche du parti dévot. Lorsque la monarchie entre en crise à partir de 1786, il est hostile à toute réforme pouvant remettre en cause sa nature. Lors de l'été 1789, le comte d'Artois est l'un des premiers nobles à émigrer, deux jours après la prise de la Bastille. Il dirige alors le parti émigré et fait le tour des capitales européennes

son de lancer une guerre contre la France révolutionnaire. Son rêve se réalise seulement en 1814, lorsqu'il arrive à Paris avec les armées étrangères avant son frère, le comte de Provence devenu Louis XVIII. Sous le règne de ce dernier, il est le chef du parti ultraroyaliste. Son arrivée au pouvoir en 1824 coïncide, en accord avec ses positions antérieures, avec un durcissement du régime dans un sens contre-révolutionnaire et traditionaliste. Sa personnalité inéxorable et autoritaire est pour beaucoup dans la révolution qui le renverse en 1830. Il reprend les routes de l'exil et meurt quelques années plus tard dans le Frioul, alors autrichien, ne laissant guère de bons souvenirs en France.

• 1825. Un sacre d'un autre âge

Dans une logique d'Ancien Régime, Charles X se fait sacrer « à l'ancienne » au terme d'une cérémonie reprenant point par point le rituel exécuté au Moyen Âge. Il choisit même de remettre en vigueur le rite du toucher des écrouelles, abandonné lors du sacre de Louis XVI en 1775 : ce ne sont pas moins de 2400 malades que Charles X se propose de guérir miraculeusement ! L'événement montre bien l'incapacité du nouveau roi à s'adapter aux changements survenus depuis trente ans.

La reconquête de la société française entreprise par la monarchie des Bourbons se réalise aussi dans le domaine des consciences ; le fondement de la légitimité de la monarchie d'Ancien Régime était le droit divin. Or, depuis la Révolution, la pratique religieuse est en recul. La Restauration offre maintenant à l'Église un cadre favorable à la

© Groupe Eyrolles

reconquête des consciences. En effet, la charte de 1814 refait du catholicisme la religion d'État. La religiosité est encouragée par les Bourbons car ils fondent leur autorité sur leur alliance avec l'Église.

L'alliance du trône et de l'autel

Afin de reconstituer et de rajeunir le clergé décimé pendant la période révolutionnaire, les effectifs des séminaires se gonflent, les prêtres sont renouvelés. La France redevient même une terre de mission. Partout dans le pays, le clergé érige des croix, mène des processions, importe d'Italie des reliques de saints extraites des catacombes romaines, vivier inépuisable de martyrs chrétiens. Le culte de la Vierge rencontre un succès particulier, surtout après son « apparition » à Paris, rue du Bac, en 1830. L'enseignement primaire est confié aux congrégations religieuses. Un évêque, Monseigneur Frayssinous, est nommé ministre de l'Instruction publique en 1824. Un certificat de bonne conduite délivré par le curé est même exigé pour être instituteur.

Désormais, avec un roi et un gouvernement ultras, la législation prend une tournure fortement réactionnaire : loi du sacrilège rendant passible de peine de mort toute profanation des hosties, vote de l'indemnisation des émigrés (remboursement des biens nobles nationalisés sous la Révolution), etc. Des voix s'élèvent contre cette réaction cléricale venue du sommet de l'État, y compris des rangs même de l'Église. Le courant « ultramontain », favorable au pape, hostile à la compromission de l'Église dans les affaires politiques du royaume, critique même le gouvernement. L'évêque de Vannes, Félicité de Lammenais, l'un des plus célèbres penseurs catholiques de l'époque, réclame davantage de libertés. L'homme et son journal, L'Avenir, créé en 1830, deviennent à la fin de la Restauration les chefs de file du mouvement catholique libéral.

• 1827. Une dissolution hasardeuse

Depuis l'arrivée au pouvoir de Charles X et de son président du Conseil, Villèle, rien ne va plus pour le gouvernement. Ces hommes attirent et attisent toutes les oppositions, même celles de droite ! La palette est large : républicains, libéraux écartés du pouvoir par les ultras en 1820, aristocrates passés de l'ultraroyalisme à l'opposition comme Chateaubriand, favorable à une certaine libéralisation du régime. Des intellectuels, Benjamin Constant, Victor Cousin, François Guizot ou Sainte-Beuve, des avocats comme Adolphe Thiers, des banquiers tel Casimir Perier, avancent les pions de l'opposition libérale.

En 1827, Villèle, après deux échecs devant le Parlement et le rejet des lois sur le droit d'aînesse et sur la censure, décide de dissoudre la Chambre des députés et d'organiser des élections anticipées. Les libéraux arrivent préparés aux élections. Ainsi, la société « Aide-toi, le ciel t'aidera » fondée par Guizot, est chargée de vérifier les listes électorales, parvenant ainsi à faire inscrire plus de 15 000 électeurs malencontreusement « oubliés » par le gouvernement, soit 15 % du corps électoral ! Les résultats sont sans appel : le gouvernement est mis en minorité et Villèle doit

démissionner.

- 1830. L'Algérie entre dans l'histoire de France

À la chute de l'Empire napoléonien, la France a récupéré ses anciennes colonies. Le drapeau des Bourbons est porté à Saint-Pierre-et-Miquelon, aux Antilles (Guadeloupe et Martinique), en Guyane, sur le littoral sénégalais, dans les comptoirs commerciaux indiens et enfin à la Réunion, ce qui constitue, somme toute, un empire très réduit. La France n'est alors que la cinquième puissance coloniale derrière la Grande-Bretagne, les Pays-Bas, l'Espagne et le Portugal. Qui plus est, la France a perdu son « joyau » colonial, Saint-Domingue, en 1804.

Il s'agit donc d'insuffler un nouvel élan à l'entreprise coloniale par l'expédition d'Alger en 1830. L'Algérie est alors sous domination turque par l'entremise du dey d'Alger, le gouverneur de l'administration turque. Le prétexte de l'intervention française est donné par « le coup de chasse-mouches » porté par le dey au consul de France ! L'occasion est trop belle pour le gouvernement français de redonner un certain prestige à un régime alors en proie à une opposition très combative. Le 5 juillet, Alger est facilement prise par le corps expéditionnaire français, mais il est déjà trop tard : le régime de Charles X est balayé en juillet 1830 par une insurrection parisienne.

La colonisation de l'Algérie

Les régimes français successifs vont poursuivre la politique de colonisation de l'Algérie. Celle-ci se fait de manière progressive et tâtonnante, sans plan préconçu. Les Arabes, dans un premier temps favorables à l'expulsion des Turcs, entrent bientôt en résistance. À Oran, l'émir Abd el-Kader, qui rêve d'un grand État arabe, lance une guerre sainte contre les Français. Le général Bugeaud organise alors la conquête de l'ensemble du pays par des méthodes très violentes. En revenant d'Algérie, Alexis de Tocqueville écrit en 1841 : « Nous faisons la guerre de façon beaucoup plus barbare que les Arabes eux-mêmes (...) c'est de leur côté que la civilisation se rencontre. » Il est vrai que

© Groupe Eyrolles

l'armée française se livre aux pillages, aux viols et aux massacres collectifs, amenant la France à annexer l'ensemble du pays en 1847. L'année suivante, l'Algérie est même départementalisée. Elle devient alors colonie de peuplement, la seule véritable de l'empire colonial français. Le début de l'expropriation des propriétaires arabes commence au profit des colons venus de métropole. Une barrière culturelle et sociale infranchissable s'élève entre les deux populations. Elle ne se démentira jamais jusqu'à l'indépendance algérienne en 1962.

- 1830. Une révolution kidnappée

L'erreur fatale de Charles X

Après une brève expérience libérale, Charles X confie le gouvernement à un ultra pur et dur, le prince Jules de Polignac, fils de la favorite de Marie-Antoinette. Grand aristocrate émigré, catholique mystique, il est la figure emblématique de l'ultra. C'est un affront supplémentaire pour l'opposition. Un bras de fer entre le gouvernement et la Chambre des députés ouvre donc l'année 1830 : 221 députés rappellent au roi les principes de la Charte de 1814, notamment l'importance de la Chambre des députés ; en réponse, Charles X dissout autoritairement celle-ci en mai et annonce de nouvelles élections pour juillet. Mauvais calcul : l'opposition progresse. La réaction royale met alors le feu aux poudres quand le roi promulgue, le 25 juillet, quatre ordonnances interprétant de manière très abusive la Charte, se servant du droit de légiférer sans l'accord des chambres pour la « sûreté de l'État ». En d'autres termes, c'est un coup d'État venu d'en haut.

Les classes populaires se révoltent

Les récoltes de 1828 et 1829 ont été mauvaises, plongeant le pays dans une crise économique. Toutes les classes sociales sont touchées par ce contexte socio-économique défavorable : le souvenir de l'été 1789 avec sa crise politique sur fond de crise économique est pourtant là pour rappeler les conditions d'une révolution.

La réaction aux ordonnances apparaît dans les classes populaires : le 27 juillet, les ouvriers typographes, concernés directement par une des ordonnances limitant la liberté de presse, partent manifester dans les rues de Paris. Ils sont rejoints par des étudiants, des ouvriers parisiens mais aussi par des vétérans de l'armée de Napoléon. On assiste alors aux coups de feu et aux barricades. L'Hôtel de Ville est pris le lendemain puis, par réaction en chaîne, le Louvre, les Tuileries et le palais Bourbon. Les républicains

sont en premières lignes sur les barricades. Au terme de ces trois journées, « les trois glorieuses », le roi est contraint de fuir à l'étranger : le pouvoir est désormais vacant.

Une nouvelle monarchie née en juillet

Les libéraux modérés entrent alors en scène afin d'éviter l'instauration d'une nouvelle République. Ils portent au pouvoir le duc Louis-Philippe d'Orléans (un descendant du Régent) connu pour son attachement au libéralisme. La Fayette fait basculer l'opinion en faveur de la solution orléaniste en apportant son soutien et sa popularité au duc. Le 31 juillet, il l'accompagne à l'Hôtel de Ville et se drape avec lui dans le drapeau tricolore.

Le 9 août, Louis-Philippe Ier est proclamé « roi des Français » et non « roi de France ». La nuance est importante : elle souligne l'origine populaire de la souveraineté du roi. C'est le début de la monarchie de Juillet, née du peuple parisien mais consacrée par la bourgeoisie libérale. D'ailleurs, pour le riche banquier Casimir Perier, « il n'y a pas eu de révolution, il n'y a eu qu'un simple changement dans la personne du chef de l'État ».

La liberté célébrée

Le souvenir de la révolution de 1830 est célébré par la colonne de la place de la Bastille à Paris, élevée en 1840. De même, l'un des plus célèbres tableaux d'Eugène Delacroix, La Liberté guidant le peuple, est un hommage à cette révolution où ouvriers et étudiants, issus de la bourgeoisie, se sont retrouvés sur les barricades.

La monarchie de Juillet, le règne de Louis-Philippe (1830-1848)

Louis-Philippe instaure une monarchie parlementaire qui s'appuie sur les classes moyennes. Souvent qualifiée de régime de notables, la monarchie de Juillet place la France sur les rails de la modernisation économique. Du point de vue social, le régime cherche à préserver l'ordre sous un vernis libéral, face aux contestations portées par les républicains et les premiers socialistes. Ces oppositions poussent le régime à restreindre les libertés dès 1835.

© Groupe Eyrolles

Branche des Bourbons

- Les nouvelles mesures

La Charte de 1814 est modifiée en 1830 pour s'adapter à la nouvelle réalité politique née de la révolution de Juillet. La première mesure d'importance est le rétablissement du drapeau tricolore, qui place le régime dans la continuité de la Révolution et de l'Empire. La religion catholique redevient, comme sous le Consulat et l'Empire, la religion de la « majorité des Français ». Il n'y a donc plus de religion d'État. La censure de la presse est abolie.

Du point de vue institutionnel, le droit du souverain à légiférer par ordonnances est supprimé. Les chambres partageront désormais avec le roi l'initiative des lois, c'est-à-dire le droit de les proposer. Enfin, le corps électoral est élargi par abaissement de l'âge du droit de vote et d'éligibilité et surtout du cens : il passe ainsi de quelques 90 000 électeurs à plus de 170 000, ce qui reste encore assez faible.

- 1831. La première révolte ouvrière

Les hommes au pouvoir, le « parti de la résistance », dont le credo est l'ordre à l'intérieur et la paix à l'extérieur, dominent le gouvernement à partir de 1831. Ce courant est favorable à une libéralisation limitée. La répression de la révolte des canuts lyonnais, à l'automne de cette année-là, illustre cette victoire de l'ordre sur la contestation sociale.

La grève pour un salaire minimum

Les ouvriers de la soie lyonnais, les canuts, travaillent dans des ateliers au profit de patrons qui fournissent les matières premières aux chefs d'atelier. Dans le contexte de crise économique renforcé par la concurrence étrangère, les canuts réclament l'établissement d'un salaire minimum. Les premières formes d'organisation ouvrière avaient déjà vu le jour à Lyon sous forme d'association de secours mutuels. Face au refus patronal, les canuts se mettent en grève, descendent de l'industrielle colline de la Croix-Rousse et élèvent des barricades en scandant : « Vivre en travaillant ou mourir en

combattant ! » La réaction est musclée : 36 000 soldats sont envoyés pour mater l'insurrection. Des centaines d'arrestations sont effectuées et la ville est quadrillée par 10 000 soldats.

La révolte des canuts, dans la région la plus industrialisée de l'époque, est la première grande insurrection ouvrière de l'histoire de France. La répression du gouvernement coupe définitivement les classes populaires du nouveau régime, favorisant ainsi leur intérêt pour le socialisme naissant.

- 1832-1834. Contestation tous azimuts

Outre les canuts lyonnais, tous les opposants au gouvernement se manifestent au début des années 1830. En 1832, la duchesse de Berry, belle-sœur de Charles X, débarque à Marseille et tente de soulever la Provence et la Vendée contre le nouveau roi. La tentative légitimiste se solde par un lamentable échec, d'autant que la duchesse, après son arrestation, met au monde un enfant en prison ; cet enfant est illégitime car la duchesse n'est pas remariée, ce qui ne fait pas « bon genre » au sein de la mouvance légitimiste, plutôt dévote !

© Groupe Eyrolles

Le danger pour le gouvernement vient donc de la gauche et des républicains qui sont mieux organisés et ont une audience plus importante. Le 5 juin 1832, les républicains parisiens déclenchent une insurrection dans les quartiers populaires de la capitale, pacifiée par l'intervention de l'armée commandée par le roi en personne. Le « roi des barricades », surnom hérité de 1830, assoit ainsi sa légitimité aux yeux des partisans de l'ordre en démantelant, deux ans plus tard, les nouvelles barricades parisiennes.

Les associations républicaines sont dissoutes et une loi interdisant les associations est même votée en 1834. Cette décision provoque encore la réaction de l'opposition, de plus en plus encline à élever des barricades à Lyon et à Paris.

Bavures au rendez-vous

À Lyon, une nouvelle révolte de canuts est écrasée dans le sang : 200 insurgés sont tués.

À Paris, l'intervention de l'armée se solde par une bavure qui choque l'opinion. À la suite d'un coup de feu tiré d'une fenêtre, tous les habitants, vieillards, femmes et enfants compris, du 12, rue de Transnonain (aujourd'hui rue Beaubourg), sont massacrés par la troupe. L'opposition républicaine est réduite au silence au prix d'un large discrédit pour la monarchie de Juillet.

- 1833. Guizot alphabétise les Français

François Guizot (1787-1874) : un homme d'ordre

Officiellement ministre des Affaires étrangères, François Guizot domine la vie politique française de 1840 à 1848. Jugé autoritaire et froid par ses contemporains, il incarne le conservatisme bourgeois. L'homme est né à Nîmes en 1787. Après des études d'histoire, il devient professeur d'histoire moderne. Il est, sous le règne de Charles X, l'un des chefs de file de l'opposition libérale au régime, mais il ne joue pas un rôle de premier plan dans le renversement du régime Bourbon. Il faut dire que Guizot se méfie du peuple et craint les mouvements révolutionnaires. C'est en cela une figure de la bourgeoisie libérale. Son idéal politique est celui de l'Angleterre : une monarchie parlementaire soucieuse des libertés individuelles, mais élitiste par essence. Guizot est un adversaire acharné de l'élargissement du droit de suffrage. Sa célèbre formule : « Enrichissez-vous par le travail et par l'épargne » fait de la possession de biens une condition préalable à l'obtention du droit de vote, responsabilités économiques et politiques étant étroitement liées dans son esprit. Le libéralisme de Guizot glisse finalement vers le conservatisme. Passé dans l'opposition, le poète Lamartine s'exclame sous son gouvernement : « La France s'ennuie ! »

Lorsque Louis-Philippe parvient au pouvoir, l'état de l'enseignement primaire français laisse plus qu'à désirer. Près d'un tiers des communes ne disposent pas d'école, tandis que les écoles existantes sont souvent dans un état déplorable, faute de moyens. L'école est pourtant un sujet sensible depuis la Révolution : au-delà de l'instruction des enfants, l'éveil des consciences a une finalité politique. Depuis la Révolution, l'idée que l'éducation doit être un service public fait son chemin malgré les résistances de l'Église, chargée traditionnellement de l'instruction élémentaire, comme on l'a vu pendant la Restauration.

L'idée de prise en charge publique de l'instruction primaire s'impose en 1833 avec la loi Guizot : celle-ci impose à toutes les communes la construction d'une école pour garçons, gratuite pour les plus pauvres. Le contrôle étatique de l'enseignement s'impose par la

fondation des écoles normales d'instituteurs dans chaque département. La création, deux ans plus tard, du poste d'inspecteur départemental chargé de vérifier la qualité de l'enseignement vient compléter ce dispositif. Mais les rejets sont forts dans les campagnes, même si l'école n'est pas encore obligatoire : les paysans ne voient pas l'intérêt de l'instruction, à l'image de ce propriétaire du Médoc qui déclare : « Nous avons besoin de vigneron, et non pas de lecteurs. » Pourtant, la mécanisation progressive des campagnes libère des bras et la scolarisation des fils devient rapidement un moyen d'ascension sociale. L'école prouve donc sa valeur.

Les Français sur les bancs de l'école

L'effort de l'État dans la scolarisation des Français se poursuit après la loi Guizot : la loi Falloux en 1852 impose la création d'écoles primaires pour les filles. Ces lois permettent l'alphabétisation des Français : en 1820, 54 % des hommes et 34 % des femmes sont capables de signer un document ; en 1872, ces chiffres passent à 77 % et 67 %.

● 1835. L'attentat de Fieschi rate le roi mais tue la presse

Puisque les insurrections échouent, les opposants au régime viennent à concevoir une autre forme de contestation : l'assassinat du roi. Les républicains sont prêts, mais les échecs répétés soulignent le caractère brouillon de ces tentatives régicides : on compte pas moins de sept attentats contre le roi entre 1835 et 1846 !

© Groupe Eyrolles

Encore une machine infernale !

Le 28 juillet 1835, Louis-Philippe doit passer en revue la Garde nationale. Une machine infernale est installée boulevard du Temple. Lorsque le cortège royal passe, un assemblage de fusils montés en série fauche 18 personnes, mais le roi ressort indemne de cet attentat, comme Napoléon autrefois rue Saint-Nicaise. Le coupable, un républicain corse, Fieschi, est arrêté avec ses deux complices.

L'attentat de Fieschi contre Louis-Philippe joue le même rôle que celui de Louvel après le meurtre du duc de Berry en 1820 : il entraîne un durcissement du régime. Le roi exploite ainsi l'événement pour faire passer à la Chambre une série de lois répressives connues sous le nom de « lois de Septembre 1835 ». La presse est immédiatement touchée avec une limitation de la liberté d'expression, restriction qui remet en cause l'un des principes qui avait guidé la Charte de 1830. Les idées républicaines sont désormais interdites ; les dessins sont soumis à autorisation préalable et les journaux doivent justifier d'une assise financière importante. Dans ces conditions, les petits journaux, républicains pour la plupart, sont condamnés.

● 1836. L'ultime come-back de Napoléon

Malgré la mort de l'empereur en 1821, le souvenir de l'épopée napoléonienne, portée par la nostalgie des vétérans de la Grande Armée, fait encore rêver les Français. Alors que la monarchie de Juillet est en place depuis dix ans, le roi et le président du Conseil, Adolphe Thiers, veulent redonner un nouveau souffle au régime. Quoi de mieux que faire vibrer la fibre patriotique en ravivant le souvenir bonapartiste ?

Les Invalides pour tombeau

En 1836, le gouvernement a déjà annoncé l'achèvement de l'Arc de Triomphe commencé sous l'Empire. Quatre ans plus tard, Thiers passe un accord avec la reine d'Angleterre pour faire revenir les cendres de Napoléon en France. L'un des fils de Louis-Philippe, le prince de Joinville, part lui-même à bord de la Belle-Poule vers le sud et l'île de Sainte-Hélène pour ramener le corps de l'Empereur. Une cérémonie grandiose est organisée le 15 décembre dans la cour des Invalides. Le corps de Napoléon y est déposé dans un tombeau monumental de porphyre rouge. Le vœu de l'empereur d'être enterré au bord de la Seine parmi le peuple français est enfin réalisé.

Le retour des cendres de Napoléon Ier n'a pas l'effet escompté : les ambitions bonapartistes sont réveillées. Le neveu de l'empereur, Louis Napoléon, le futur Napoléon III, tente quatre ans plus tard un débarquement à Boulogne-sur-Mer. Arrêté et enfermé au fort de Ham dans la Somme, il s'en évadera en 1846.

● 1842. La France prend le train de l'industrialisation

Le décollage économique de la France est évident durant la monarchie de Juillet. La loi de 1842 sur les chemins de fer est une étape importante dans l'industrialisation du pays. Malgré la construction d'une première ligne de chemins de fer en 1828 à Saint-Étienne, le retard français est patent. Ambitieux, le plan de 1842 prévoit la création de neuf lignes de chemins de fer dont sept partant de Paris. Ce plan en étoile rayonnant depuis la capitale est à l'origine du réseau ferroviaire français actuel. La construction des

chemins de fer est confiée à des compagnies privées et financée grâce à des capitaux privés, anglais principalement. Le train exerce alors un effet d'entraînement sur l'économie. Ce réseau ouvre de nouveaux marchés de consommation entre les grandes villes. Parallèlement aux constructions se développent les activités métallurgiques, minières et mécaniques. À cette date, la France entre dans la révolution industrielle.

La France des rails

Les compagnies privées de chemins de fer assureront le transport ferroviaire en France jusqu'à la création de la SNCF en 1937, faisant de ce secteur un monopole de l'État. Ce monopole est aujourd'hui remis en cause dans le fret et bientôt dans le transport de voyageurs suite aux directives européennes de 2000, relatives à la libéralisation du transport ferroviaire.

• 1846-1848. Trois crises en convergence

Entre 1846 et 1848, on assiste à une montée en puissance des contestations contre le gouvernement. Comme en 1789 ou en 1830, la crise politique se dessine avec pour toile de fond une crise économique. Avec les mauvaises récoltes de l'été 1846, la conjoncture économique s'est inversée. À cela s'ajoute une crise industrielle de surproduction sans précédents. Les faillites provoquent une hausse du chômage, alimentant la contestation populaire : pillage des boulangeries, destruction des machines dans les ateliers et les usines, etc. À cette

© Groupe Eyrolles

crise économique se greffe une crise de régime : toutes les oppositions convergent contre le système mis en place par Guizot et Louis-Philippe. Le régime est discrédité par de nombreuses « affaires », comme celle de l'assassinat de la duchesse de Choiseul-Praslin par son mari, pair de France, en 1847. L'historien Jules Michelet parle alors d'un « Waterloo moral ».

Meurtre rue Saint-Honoré

Le duc de Choiseul-Praslin, excédé par les harcèlements constants de sa femme, la tue d'un coup de couteau lors d'une dispute. Il fait alors croire à un assassinat de rôdeur mais est vite reconnu coupable. Cette affaire, survenue dans le milieu de la grande aristocratie, est utilisée par l'opposition pour démontrer la corruption des milieux au pouvoir.

L'opposition au régime vient de la gauche. Les républicains sont désormais appelés « radicaux », depuis le bannissement du terme « républicain » par les lois répressives de 1835. Les radicaux militent pour l'élargissement du corps électoral, comme le poète Alphonse de Lamartine ou l'historien Jules Michelet.

Un banquet explosif

La tradition des banquets républicains remonte au premier anniversaire de la prise de la Bastille lors de la fête de la Fédération le 14 juillet 1790. Elle s'est perpétuée jusqu'à nos jours. Organisés par les partis politiques, ils permettent de rassembler dans une ambiance conviviale représentants et administrés.

Pendant l'été 1847, les radicaux lancent une campagne de banquets dans tout le pays, visant à mobiliser la province en faveur d'une réforme du système électoral. À l'occasion de ces banquets, on évite soigneusement de porter le traditionnel toast au roi. Le feu est mis aux poudres le 22 février par l'interdiction du dernier banquet devant avoir lieu à Paris : la révolution de 1848 est en marche.

• Février 1848. Les Quarante-huitards restaurent la République

La révolution de 1848 apparaît comme une répétition de celle de 1830 : même conjoncture économique, même effervescence dans les milieux étudiants, même mobilisation de l'opposition, même origine parisienne de la révolution.

Une manifestation inattendue

Au matin du 22 février, la place du Panthéon se remplit de centaines d'étudiants et un cortège se forme en direction de la Madeleine. Les ouvriers se joignent à la manifestation d'où s'élèvent La Marseillaise, le Chant des Girondins et des « Vive la Réforme ! À bas Guizot ! ». Quelques heurts ponctuent la journée mais le gouvernement garde le contrôle de la situation. Le lendemain survient un coup de théâtre : la garde nationale et ses 40 000 hommes armés se rallie au camp des manifestants ! Il s'agit d'une milice urbaine bienveillante formée par les classes moyennes bourgeoises lassées du régime. Conscient du danger, Louis-Philippe renvoie Guizot. La foule marche alors vers le ministère des Affaires étrangères, boulevard des Capucines. Les soldats tirent pour protéger le ministère : 16 personnes sont tuées, une cinquantaine sont blessées.

L'abdication de Louis-Philippe

Cette fusillade déclenche la colère des Parisiens. Dans la nuit sont dressées 1500 barricades. Le 24 février, Louis-Philippe commet une faute en nommant à la tête de l'armée le maréchal Bugeaud, l'homme du massacre de la rue Transnonain. La partie est perdue pour le régime de Juillet : l'Hôtel de Ville est pris par les insurgés, qui se dirigent ensuite vers le palais des Tuileries, la résidence royale. À midi, le roi se résigne à signer son abdication. Les Tuileries sont pillées et saccagées dans une atmosphère de fête, scène décrite par Flaubert dans l'Éducation sentimentale.

Les républicains au gouvernement provisoire

À la Chambre des députés, les républicains se font acclamer. Un gouvernement provisoire est nommé. Les grandes figures républicaines y participent dans une joyeuse variété : Dupont de l'Eure, 83 ans et ancien député sous la Ire République, le poète Lamartine, l'astronome Arago, les avocats Ledru-Rollin, Crémieux, etc. Le peuple rassemblé à l'Hôtel de Ville impose deux autres noms : le socialiste Louis Blanc et un ouvrier, le premier de l'histoire de France à entrer dans un gouvernement : Alexandre Martin, dit Albert. Deux journalistes républicains, Flocon de La Réforme et Marrast du National complètent ce groupe dirigeant.

© Groupe Eyrolles

Lamartine sauve le drapeau tricolore

Le 25 février, le peuple parisien, par la voix du révolutionnaire Auguste Blanqui, réclame un drapeau rouge. Avec éloquence, Lamartine, faisant appel au brillant souvenir de la Révolution française, sauve in extremis le drapeau tricolore : « Le drapeau tricolore a fait le tour du monde avec nos libertés et nos gloires, tandis que le drapeau rouge n'a fait que le tour du Champ-de-Mars, baigné dans le flot de sang du peuple. »

Le 28 février, place de Bastille, le gouvernement provisoire proclame officiellement la République : la Deuxième République est née.

Le devenir de l'orléanisme

L'orléanisme ne meurt pas en 1848. Il devient une alternative royaliste aux côtés de ses anciens adversaires légitimistes. La solution orléaniste refait surface quand se posera la question du régime politique à donner à la France après l'effondrement du Second Empire. Courant politique s'appuyant essentiellement sur les notables et sans véritable soutien populaire, l'orléanisme aura toujours des difficultés à s'imposer dans une France véritablement démocratisée par l'instauration du suffrage universel. L'historien René Rémond décèle toutefois une certaine influence de l'orléanisme chez les républicains modérés du centre, dont le Modem est aujourd'hui l'héritier.

La IIe République : 1848-1852

La IIe République est une étape majeure dans le processus de démocratisation de la France. L'instauration du suffrage universel (encore masculin) est la réforme la plus retentissante. Née avec le concours des socialistes, la République doit composer avec les revendications ouvrières. L'élection de Louis Napoléon Bonaparte comme président de la République est la première marche vers l'instauration du Second Empire. Quatre ans seulement après les débuts de cette deuxième expérience républicaine, née à gauche et passée à droite, ce régime montre que la république ne peut être circonscrite à un seul bord politique.

• Mars 1848. La France à la conquête du suffrage universel

À qui profite le suffrage universel ?

Outre la suppression des entraves aux libertés d'expression, de réunion, d'association, la jeune République fait un immense pas en avant vers la démocratisation des institutions françaises avec l'instauration du suffrage universel direct, le 2 mars 1848. La France fait ici figure de précurseur en Europe. Le changement est de taille : le corps électoral passe de 240 000 électeurs à la fin de la monarchie de Juillet à plus de 9 millions d'électeurs ! Désormais, tout Français âgé de plus de 21 ans, résidant depuis au moins 6 mois dans une commune française, peut aller exprimer son opinion dans l'urne. Mieux, les conditions d'éligibilité des représentants sont elles aussi très ouvertes : il faut avoir plus de 25 ans, sans condition de résidence. Dérive possible, cette condition ouvre pour longtemps la possibilité de candidatures simultanées dans plusieurs endroits. Ainsi, aux

élections législatives de 1848, le poète Lamartine est élu député dans 10 départements à la fois !

Et les femmes dans tout ça ?

Dès 1848, quelques voix féminines réclament le droit de vote, mais il faut attendre 1944 pour que le suffrage devienne vraiment universel, après les Philippines ou la Turquie ! Pour comprendre le retard français, il faut se plonger dans les mentalités de l'époque. À droite comme à gauche, la femme n'est pas considérée comme un être autonome, ni comme un individu à part entière. La haute valeur accordée au mariage, où le mari décide pour le couple, fait même du droit de vote des femmes une menace pour l'équilibre matrimonial et cantonne la femme pour longtemps dans la sphère privée du foyer.

Les bouleversements du suffrage universel

L'instauration du suffrage universel transforme en profondeur le système politique. C'est en cela une autre révolution. La première conséquence du suffrage universel est la nationalisation des décisions politiques. Désormais, la population française dans son ensemble est amenée à exprimer son opinion. Le rapport de forces entre Paris et la province profite désormais à la seconde, car les campagnes abritent, au XIXe siècle, la majorité de la population. Les républicains de gauche prennent d'emblée la mesure du danger représenté par ce renversement politique : selon eux, sans une éducation politique du peuple, le suffrage universel pourrait se retourner contre ses auteurs, la province

© Groupe Eyrolles

rurale étant plus conservatrice que les villes. Les élections d'avril de l'Assemblée constituante en sont la preuve : un tiers des élus sont des royalistes, tandis que la majorité est accordée aux républicains modérés ou de « la dernière heure ». La révolution échappe encore, comme en 1830, à ceux qui l'ont portée.

La seconde conséquence du suffrage universel est la pacification progressive de la vie politique. L'idée sous-jacente des républicains est de troquer le fusil par le bulletin de vote, afin d'éviter les insurrections violentes menées par une minorité au profit de l'expression pacifique de la majorité. L'horizon républicain est atteint : la révolution apparaît désormais inutile.

L'éducation à la vie civique

La mise en place des premières élections est rapide. Moins de deux mois après la réforme électorale, les électeurs sont appelés aux urnes pour élire les députés, non sans une certaine confusion. Toutefois, cette première élection mérite que l'on s'y attarde : elle est sans doute la plus collective que la France ait jamais connue !

Aller voter en procession

Les électeurs doivent aller voter dans le chef-lieu du canton, le dimanche de Pâques. À la sortie de la messe, chaque village forme un cortège pour aller voter, mené par les notables, châtelain et curé. L'expérience marque à cet égard une certaine réconciliation entre l'Église et la République. Les notables ne se privent pas de « conseiller » le nom à placer dans l'urne (l'isoloir n'apparaîtra qu'en 1913) car l'éducation politique de la majorité des Français est encore à faire : 97 % des électeurs n'ont jamais voté ! Cette élection est un succès. Elle est appelée à devenir un rituel républicain, au cœur de notre système politique.

L'ambition d'une république fraternelle

Génération éduquée par le romantisme, les quarante-huitards rêvent d'établir une république fraternelle avec l'ambition d'améliorer la condition ouvrière. Le gouvernement décrète ainsi la réduction du temps de travail journalier : il sera désormais de 10 heures à Paris et de 11 heures en province. Pour lutter contre le chômage, le gouvernement met en place de ruineux ateliers nationaux financés par l'État.

Fraternité et humanité président au décret du sous-secrétaire à la Marine, Victor Schœlcher, qui proclame l'abolition de l'esclavage le 27 avril 1848.

L'esclavage en France : une expérience traumatisante

Aboli sous la Révolution en 1794, l'esclavage avait été rétabli par le consul Bonaparte sous la pression du lobby colonial. Alors que le Royaume-Uni votait l'abolition progressive dans ses colonies entre 1833 et 1838, la France conservait encore plus de 200 000 esclaves dans les siennes. Après l'abolition, le souvenir de l'esclavage continue à traverser les sociétés créoles jusqu'à nos jours. En 2001, l'esclavage est reconnu par l'ONU comme « crime contre l'humanité ».

L'enthousiasme éclate aux Antilles, car les anciens esclaves accèdent du jour au lendemain au statut de citoyen, le droit de vote leur étant accordé dans la foulée ! Mais ce droit de vote sera malheureusement provisoire, car le Second Empire se hâtera de le supprimer dès 1852, avant son rétablissement définitif en 1871 sous la IIIe République.

- Juin 1848. La fin de la république sociale

L'Assemblée élue en avril est composée d'hommes modérés, souvent des « républicains du lendemain », à l'image d'un Victor Hugo qui, hier encore, appelait à une régence de la duchesse d'Orléans. Les députés s'inquiètent des progrès de la contestation socialiste. Celle-ci trouve un certain écho dans les ateliers nationaux mis en place par le gouvernement provisoire. En effet, ces ateliers, censés remettre au travail les ouvriers, ne savent pas comment les employer. Ils deviennent donc un lieu de débat autour des idées socialistes et bonapartistes. Inquiète, l'Assemblée décide de les supprimer le 21 juin. Les ouvriers parisiens sont dans la rue dès le lendemain. Leur situation précaire en fait des êtres déterminés. Un ouvrier anonyme lance ainsi à Arago : « Ah, Monsieur Arago, vous n'avez jamais eu faim ! » Pendant quatre jours, retenus par l'histoire comme les « journées de Juin », l'Ouest parisien bourgeois se bat contre l'Est ouvrier. L'insurrection parisienne est écrasée avec la bénédiction de la province. La répression est alors terrible : 2500 morts, 3000 blessés, 15 000 arrestations, dont 4300 déportations vers l'Algérie.

Les ouvriers dans l'imaginaire bourgeois

En province, la presse bourgeoise présente les ouvriers comme une classe dangereuse et le socialisme comme un déchaînement barbare. Les journaux fabulent et évoquent ainsi décapitations, soldats scalpés, enfants-soldats envoyés au combat...

© Groupe Eyrolles

Le retour à l'ordre s'accompagne de la perte de la liberté de parole : la censure est rétablie, les clubs interdits. Les leaders socialistes, Albert, Blanqui et Raspail sont arrêtés ou s'exilent comme Louis Blanc. Le glas a sonné pour la République fraternelle et sociale. Karl Marx a vu dans ces journées de juin la première grande bataille de la lutte des classes.

Auguste Blanqui (1805-1881) : le professionnel de la contestation

Personnage fascinant, Blanqui commence sa carrière d'opposant sous la monarchie de Juillet. Républicain et socialiste, il mène une lutte infatigable contre les royalistes et les conservateurs. Inspiré par le babouvisme (mouvement précurseur du communisme fondé par Gracchus Babeuf), il cherche à imposer la réforme sociale par l'insurrection. Emprisonné à maintes reprises, Blanqui reprend son activité militante dès sa sortie. Au total, il passe 35 années de sa vie en prison ! Il est le prisonnier politique par excellence du XIXe siècle.

- Décembre 1848. Un Bonaparte peut en cacher un autre

La République s'est dotée d'une constitution en novembre. Celle-ci prévoit l'élection d'un président de la République avec un mandat de quatre ans, élu au suffrage universel sur le modèle de la République américaine. Un député, Jules Grévy, prend par anticipation la mesure du danger : « L'élection populaire donnera au président de la République une force excessive (...) Êtes-vous sûrs qu'il ne se trouvera jamais un ambitieux tenté de s'y perpétuer ? Et si cet ambitieux est un homme qui a su se rendre populaire (...) répondez-vous que cet ambitieux ne parviendra pas à renverser la République ? » Les événements vont lui donner raison.

L'élection du premier président de la République

Les premières élections présidentielles de notre histoire sont organisées le 10 décembre 1848. Plusieurs candidats sont en lice : des républicains, un socialiste, un légitimiste et le neveu de Napoléon Ier, Louis Napoléon Bonaparte. L'homme est inconnu du public mais peut s'appuyer sur le formidable pouvoir d'attraction de son nom. Pour preuve, cet inconnu au nom célèbre est élu avec près de 75 % des voix ! La victoire est acquise grâce au ralliement massif des campagnes sur le nom de Bonaparte. Le sauveur du drapeau tricolore, Lamartine, échoue piteusement avec 7910 voix, soit 0,1 % des suffrages ! Cette victoire marque la défaite définitive des républicains modérés. Les conservateurs ont repris le pouvoir, reste à savoir au profit de quelle dynastie...

Anathème républicain sur la fonction présidentielle

Cette victoire surprise jettera pendant longtemps aux yeux des républicains un voile de discrédit sur la fonction présidentielle, et surtout sur sa désignation par le suffrage

universel direct. Ainsi, les présidents de la III^e et de la IV^e Républiques seront élus au suffrage indirect et relégués aux fonctions symboliques (les fameux « inaugurateurs de chrysanthèmes », c'est-à-dire une action purement cérémoniale). Clemenceau dira même : « Il y a deux choses inutiles en France, la prostate et le président de la République. » Il faudra attendre la Constitution de 1958 et surtout la réforme de 1962, instituant l'élection présidentielle au suffrage universel direct que nous connaissons aujourd'hui, pour replacer la fonction au cœur des institutions républicaines.

• 1851. Une entreprise familiale napoléonienne : fossoyeurs de républiques

Aux élections législatives de 1849, le recul républicain a été parachevé par la victoire du parti de l'ordre, réunissant les monarchistes de tous bords. Entre 1849 et 1851, le parti de l'ordre a avancé ses pions : la loi Falloux favorisant l'Église dans le système éducatif (avec notamment le financement public des écoles privées toujours en vigueur aujourd'hui), et la restriction du suffrage universel. Bonaparte entend faire entendre une voix sensiblement différente des positions régressives des royalistes. C'est dans ce contexte que le prince-président lance une campagne pour réformer la constitution, le mandat présidentiel n'étant pas reconductible. Selon celle-ci, Louis-Napoléon doit quitter l'Élysée en décembre 1852, mais il n'est pas prêt à abandonner le pouvoir. Quand la réforme de la constitution échoue en juillet, le coup d'État reste sa seule solution. Une date anniversaire pour un coup d'État

En choisissant la date du 2 décembre pour ce coup de force, le président se place sous le patronage de son oncle. Cette date est en effet un double anniversaire : sacre de Napoléon I^{er} et victoire d'Austerlitz. Au matin, 25 000 soldats sont répartis dans les points stratégiques de la capitale, non pour prendre le pouvoir mais pour le conserver ! Afin de communiquer avec la population parisienne, l'Imprimerie nationale est occupée. Des affiches sont imprimées et placardées dans toute la ville. Le texte annonce la dissolution de

© Groupe Eyrolles

l'Assemblée, la rédaction d'une nouvelle constitution, un plébiscite pour la ratifier et le rétablissement du suffrage universel. Malgré cette dernière mesure démagogique, des voix s'élèvent contre ce coup d'État du président de la République !

La répression foudroie : à l'Assemblée, 220 députés sont arrêtés pour avoir voté la déchéance du président ; à Paris, le feu des troupes écrase la résistance populaire organisée en barricades ; en province, l'ordre est ramené pendant une semaine, surtout dans les villes moyennes et les campagnes dites « rouges » du Centre, du Sud-Est et du Sud-Ouest. La répression est d'autant plus forte que la résistance est nationale : 32 départements sont placés en état de siège, 26 000 républicains sont arrêtés, près de 10 000 sont déportés. Les principales figures du républicanisme prennent les chemins de l'exil. Les heures de la République sont maintenant comptées...

La restauration de l'Empire est ratifiée par plébiscite des Français le 20-21 novembre 1852. L'Empire est proclamé officiellement le 2 décembre, en toute originalité ! Louis Napoléon prend le nom de Napoléon III (nom qui le place dans la continuité de l'Aiglon, le fils de Napoléon I^{er}). La France redevient un empire.

Le Second Empire : 1852-1870

Il est habituel de distinguer deux phases dans le Second Empire : une première décennie à dimension autoritaire et une seconde plus libérale. Si la mémoire nationale, largement façonnée par l'histoire républicaine, est plutôt hostile au régime de Napoléon III, cette période est particulièrement riche, notamment sur les plans du développement économique ou de la création artistique.

Louis Napoléon Bonaparte (1808-1873) : un sphinx au pouvoir

Né en 1808, Louis Napoléon est le fils du frère de Napoléon, Louis Bonaparte, et d'Hortense de Beauharnais, la fille de Joséphine. Son demi-frère, le duc de Morny, petit-fils de Talleyrand, est l'un de ses plus proches conseillers. Avec le retour des Bourbons, Louis Napoléon passe son enfance en exil, en Suisse. Durant sa jeunesse, il adhère au carbonarisme, mouvement politique libéral italien favorable à l'unité nationale. Il prend alors le goût de l'engagement politique. Ainsi, en 1836 et 1840, il tente deux coups de force qui échouent lamentablement. À la deuxième tentative, il est incarcéré au fort de Ham. Louis Napoléon profite de cet emprisonnement pour parfaire sa culture et écrire des études historiques et économiques influencées par le socialisme. Son évasion rocambolesque

en 1846, déguisé avec les vêtements de l'ouvrier Badinguet, sera le sujet de nombreuses railleries. Pourtant, deux ans plus tard, il est élu président de la République. En 1853, il épouse une comtesse espagnole très pieuse, Eugénie, qui lui donne un fils trois ans après. L'homme est mystérieux, ses ennemis comme ses amis l'appellent le sphinx. Il faut dire que Louis Napoléon est difficile à cerner entre ses idées libérales personnelles et le modèle impérial autoritaire de son oncle auquel il se rattache. Dissimulant de réelles qualités humaines derrière un masque d'impassibilité, Louis Napoléon parvient à endormir la méfiance de ses adversaires, excepté son principal ennemi, Victor Hugo, qui a le sens de la formule : « Cet homme ternirait le second plan de l'histoire, il souille le premier », ou encore « Tyran pygmée d'un grand peuple ». Pourtant, une réelle habileté le garde plus de vingt ans à la tête du pays.

• 1852-1860. L'Empire impose sa marque

Un État policier

Chef de l'État, l'empereur cumule les pouvoirs exécutifs (chef de l'administration, des armées, des affaires étrangères) et législatifs (initiative des lois, droit commercial). Le corps législatif, bien qu'élu au suffrage universel, reçoit à l'inverse des pouvoirs très limités : c'est une simple chambre de ratification des lois.

L'Empire passe maître dans le contrôle de l'opinion même s'il se réclame de principes démocratiques. Les candidats officiels reçoivent le soutien de l'administration lors des élections, le plus souvent truquées. L'opposition est traquée systématiquement : censure de la presse, surveillance et élimination des sociétés secrètes républicaines, mise en place d'un réseau de « mouchards » dans les villes, interdiction aux instituteurs de porter la barbe (censée être un signe distinctif républicain), etc. Ce contrôle est renforcé en 1858 après l'attentat raté du révolutionnaire italien Felice Orsini. Une « loi des suspects » est votée, permettant de condamner sans procès toute personne récidiviste en matière politique.

Le Second Empire : autoritarisme sous vernis de démocratie

La Constitution de 1852 brouille les frontières classiques entre les types de régime politique. Les historiens parlent de « césarisme démocratique » pour qualifier un régime mêlant pouvoir personnel et souveraineté du peuple. Dans la pure tradition bonapartiste, Napoléon III est en effet décidé à instaurer une relation privilégiée entre l'empereur et le peuple par le biais du plébiscite, consultation électorale proche du référendum de la Ve République.

© Groupe Eyrolles

Bonaparte aux côtés des Anglais en Crimée (1854-1856)

Une guerre naît en Crimée (péninsule ukrainienne en mer Noire) en raison des ambitions russes sur les provinces roumaines et le détroit du Bosphore, contrôlés par l'Empire ottoman. Après l'entrée en guerre des Russes et des Turcs, Français et Britanniques sont décidés à appuyer la puissance turque, seule à pouvoir garantir la libre circulation en Méditerranée orientale et en mer Noire. Les deux pays déclarent donc la guerre à la Russie le 27 mars 1854. Grâce à leur maîtrise des mers, les armées alliées débarquent en Crimée avant de battre l'armée russe lors de la bataille de l'Alma, le 20 septembre. Après 332 jours d'un long siège devant Sébastopol faisant 95 000 morts, dont 75 000 du choléra côté français, les troupes du général Mac-Mahon parviennent à prendre la tour de Malakoff, poussant les troupes russes à fuir. Le traité de Paris en 1856 met fin au conflit et renforce pour un temps la position ottomane face aux ambitions russes.

L'économie : entre modernité et archaïsme

À partir des années 1850, le monde occidental entre dans un cycle de croissance économique portée par la révolution industrielle et la découverte de l'or californien (la fameuse ruée vers l'or) et australien. Par nature dirigiste, le pouvoir impérial intervient directement dans l'économie afin de moderniser les structures du système productif français et profiter de cette reprise mondiale. L'empire encourage ainsi le développement ferroviaire en multipliant les concessions accordées aux grandes compagnies ferroviaires comme la fameuse ligne PLM (Paris-Lyon-Méditerranée). De seulement 3500 km en 1851, le réseau français passe à 17 000 km en 1870. Les gares de voyageurs, érigées sur le modèle de la gare de l'Est à Paris, sont les vitrines de cette modernisation : grandes verrières, façades sculptées, etc. Le train est, sans mauvais jeu de mots, une véritable locomotive pour l'économie française : les besoins en charbon, en fer, en constructions mécaniques, la construction d'ouvrages d'art (ponts, viaducs, le tunnel de Fréjus) ont tiré les wagons de l'industrie. De nombreuses stations balnéaires françaises naissent avec

l'arrivée du train et les modes lancées par des personnalités de la cour : la ville de Deauville est rendue célèbre par le duc de Morny, Biarritz et Arcachon par le couple impérial, etc.

Par l'accord de libre-échange signé avec l'Angleterre en 1860, l'Empereur prend l'initiative d'encourager le développement commercial. Il est suivi d'autres accords avec la Belgique, l'Italie ou les États germaniques. Stratégie payante : la valeur du commerce extérieur triple sous le Second Empire.

Le libéralisme économique

Cette pensée économique est née à la fin du XVIIIe siècle avec l'œuvre du penseur anglais Adam Smith. L'idée est que le marché doit être régulé uniquement par le jeu de l'offre et de la demande, sans intervention extérieure, de l'État notamment. Ce courant domine la pensée économique du XIXe siècle. Dans le domaine des échanges internationaux, le libre-échange est l'application de cette théorie. Celui-ci lutte notamment contre les droits de douane préconisés par les politiques protectionnistes, entraves à la libre circulation des marchandises.

Le système bancaire français actuel se met également en place sous le Second Empire : banques de dépôt françaises telles que le Crédit Lyonnais, la Société Générale ou la Banque de Paris. Ces banques drainent l'argent des petits épargnants. Une véritable aristocratie de l'argent voit le jour, enrichie par les banques et l'industrie : elle se rapproche du pouvoir politique à l'image des frères Pereire, de James de Rothschild ou de la famille Schneider. Le roman de Zola, L'argent, met en lumière ce nouveau milieu. Ces grandes réussites dissimulent cependant de nombreux archaïsmes. Les progrès sont géographiquement et socialement inégalement répartis. À côté du développement industriel et agricole du Nord, du Bassin parisien et de l'Est, les régions montagnardes, le Sud-Ouest et la Bretagne sont rejetés aux marges de la modernisation. De même, l'enrichissement global de la nation ne profite pas à toutes les catégories sociales, faute de politique redistributive. L'ascension sociale reste presque impossible. L'industrialisation conduit donc à la création d'un prolétariat ouvrier, rejeté dans les périphéries des villes : c'est le début des banlieues ouvrières.

L'Empire se met en Seine !

Après avoir vécu à Londres, Napoléon III décide de transformer Paris en capitale moderne, à l'image de son homologue anglaise. La capitale doit en effet servir de vitrine à la France moderne. Ce projet de rénovation urbaine prend des proportions considérables. L'Empereur s'y investit complètement. Il confie l'action de rénovation au préfet de la Seine, Georges-Eugène Haussmann.

© Groupe Eyrolles

Le plan de la ville est complètement bouleversé par le percement de grandes artères rectilignes : la rue de Rivoli et le boulevard de Sébastopol font disparaître le cœur médiéval de Paris. Ces grandes percées ont l'immense avantage d'offrir, en cas d'insurrection, une rapidité de manœuvre pour les troupes. L'approvisionnement de la capitale est également transformé par la construction des pavillons des Halles, construits par Baltard, et des abattoirs de la Villette.

Paris en chiffres

Sous la férule de l'Empereur, Paris devient un immense chantier : 20 000 maisons sont rasées, 43 000 sont construites par 200 000 ouvriers. La ville double de superficie avec l'annexion, en 1860, des faubourgs : le nombre d'arrondissements passe de 12 à 20.

Si de nombreux jardins privés sont détruits, les espaces publics deviennent verts : on plante des arbres le long des nouveaux boulevards, les bois de Boulogne et de Vincennes sont aménagés, les parcs Montsouris et des Buttes-Chaumont sont créés. Par ailleurs, l'adduction d'eau et de gaz est améliorée : la ville s'illumine le soir grâce à l'éclairage public au gaz. L'évacuation des eaux usées est facilitée par le développement du réseau d'égouts suivant les théories hygiénistes de l'époque.

Écoles, lycées, bibliothèques, gares, hôpitaux rendent la ville plus fonctionnelle. Elle s'embellit avec la construction de nouveaux monuments comme le nouvel opéra, construit par Charles Garnier. Le programme rigoureux de construction des immeubles façonne un style qualifié d'haussmannien. Tout son génie est d'allier uniformité d'ensemble et diversité du détail, assurant à la fois une cohérence et une absence de monotonie. Les façades comptent six étages d'une hauteur limitée à 2,60 mètres, avec une ligne de balcons au cinquième, mais la liberté d'ornementation est infinie pour les fenêtres, corniches, balcons et

portes.

Une ségrégation horizontale et verticale

Hausmann veut que Paris soit une ville bourgeoise : les plus pauvres n'y ont pas leur place et sont rejetés vers la périphérie de l'est et du nord, comme Belleville ou le XXe arrondissement. Cette ségrégation horizontale du centre vers les périphéries s'ajoute à la traditionnelle ségrégation verticale des immeubles d'habitations. Dans un monde sans ascenseur, plus on prend de la hauteur, plus la fortune s'abaisse, comme en témoigne, au sommet, les fameuses chambres de bonnes pour les domestiques.

• 1859. Un Empereur italophile

Ayant vécu en Italie dans sa jeunesse, l'Empereur est favorable à l'évolution de ce pays composé alors d'une multitude de petits royaumes et principautés. L'idée d'unifier l'Italie est dans les esprits. Avec l'appui de la France, ce rêve va se réaliser avec le roi de Piémont Sardaigne, Victor Emmanuel II, et son ministre, Cavour. En avril 1859, l'empereur français marche en Italie sur les traces de Napoléon Ier en prenant la tête de l'armée contre les Autrichiens. Les Franco-Piémontais l'empportent une première fois à Magenta puis à Solferino en juin 1859.

À l'issue de cette dernière bataille, la paix est signée et la Lombardie est intégrée au royaume piémontais, la Vénétie restant autrichienne. Cette victoire lance le mouvement national italien autour du Piémont. L'unification se poursuit avec la conquête du Sud par les troupes patriotes (les chemises rouges) de Garibaldi. Plus tard, l'alliance avec la Prusse pendant la guerre austro-prussienne de 1866 permet le rattachement de la Vénétie. L'unité est enfin achevée avec le rattachement des États pontificaux en 1870. Rome devient, à la place de Florence, la capitale du nouvel État.

La fondation de la Croix-Rouge

La bataille de Solferino, très meurtrière avec ses 40 000 morts, est à l'origine de la création de la Croix-Rouge internationale fondée en 1864 lors de la première convention de Genève par le Suisse Henri Dunant, traumatisé par le spectacle des cadavres et des blessés laissés à eux-mêmes sur le champ de bataille.

• 1861-1870. L'Empire perd ses marques

En 1861, le gouvernement mexicain suspend le paiement de sa dette extérieure. La France, principale puissance lésée, envoie des troupes qui ont pour mission de renverser le gouvernement mexicain. C'est au cours de cette expédition que se déroule l'héroïque épisode de « Camerone », où 62 soldats de la Légion étrangère résistent à 6000 Mexicains. Après la prise de Mexico, un prince autrichien, l'archiduc Maximilien (beau-frère de la fameuse Sissi), candidat de la France, est placé sur le trône mexicain. Il n'y reste que peu de temps : en 1867, il est fusillé par les patriotes mexicains alors que les Français doivent se désengager. C'est un échec personnel pour Napoléon III, et le régime en sort fortement discrédité.

© Groupe Eyrolles

1863-1864 : du mal à retordre en France

Malgré le contrôle sévère organisé par le pouvoir, les oppositions au régime ne cessent d'enfermer au cours de la première décennie du régime. Les catholiques se détachent d'un gouvernement opposé aux intérêts du pape en Italie, et les milieux conservateurs voient d'un mauvais œil la politique libre-échangiste imposée par Napoléon III. Par souci de conciliation est alors décidée une politique d'ouverture à gauche, propre à réconcilier Napoléon III avec ses propres idéaux de jeunesse. L'empereur renforce les pouvoirs du corps législatif et l'autorise à discuter les lois : l'opposition s'engouffre dans cette brèche avec succès, notamment à Paris aux élections de 1863. Du côté de la classe ouvrière, Napoléon III pratique une politique de main tendue : amnistie des prisonniers politiques, envoi d'une délégation de 200 ouvriers français à l'Exposition universelle de Londres. Ceux-ci prennent contact avec les syndicats anglais. En 1864, un droit de grève limité est même reconnu. Toutefois, les ouvriers n'oublient ni leur drapeau rouge ni leurs espoirs républicains.

1869 : l'Empire devient un régime parlementaire

La dernière année du Second Empire voit sa transformation en régime parlementaire. Le décret de 1869 étend encore davantage les pouvoirs du corps législatif qui partage désormais l'initiative des lois avec l'Empereur et qui établit la responsabilité des ministres (même si les modalités ne sont pas précisées).

- Régime parlementaire

On parle de régime parlementaire lorsque le pouvoir exécutif est responsable devant le parlement, qui peut donc destituer le gouvernement. C'est le cas avec la constitution de la Ve République.

La nouvelle orientation donnée au régime est confirmée par la nomination d'un républicain rallié au régime comme chef du gouvernement : Émile Ollivier. Cette politique de libéralisation porte ses fruits lors du plébiscite de 1870 : le camp bonapartiste progresse. Enthousiaste, l'Empereur déclare le 23 mai : « Nous devons, plus que jamais, aujourd'hui, envisager l'avenir sans crainte. » Moins de quatre mois plus tard, le Second Empire disparaît par la guerre.

- 1870. Dernier acte à Sedan

Le conflit franco-allemand de 1870 trouve paradoxalement ses origines en Espagne. Les Bourbons d'Espagne viennent d'y être renversés et le trône espagnol est vacant.

Les descendants de Louis XIV

Les Bourbons d'Espagne règnent dans ce pays depuis 1700. Ce sont les descendants de Philippe V, petit-fils de Louis XIV qui avait hérité de l'Espagne par son grand-oncle. Le roi d'Espagne actuel descend de cette dynastie.

Léopold de Hohenzollern, un parent du roi de Prusse Guillaume Ier, se porte candidat à la couronne d'Espagne, décision inacceptable pour la France qui craint d'être encerclée. Elle réclame donc le retrait de ce candidat. Cette concession est acceptée par le roi de Prusse. Cependant, le chancelier Bismarck, favorable à la guerre, profite d'un incident mineur pour offenser les Français. C'est la fameuse affaire de la dépêche d'Ems (13 juillet 1870). Pour Napoléon III, encouragé par l'impératrice Eugénie, c'est un bon prétexte pour régler définitivement la question prussienne.

Quand une guerre tient à un bout de papier...

L'affaire de la dépêche d'Ems est une manipulation politique du chancelier allemand Bismarck par l'intermédiaire des médias. Bismarck reçoit en effet du roi de Prusse Guillaume Ier une dépêche provenant d'Ems, où celui-ci est en cure thermale. Il y confirme son acceptation du retrait de son parent candidat à la couronne d'Espagne, mais refuse de rencontrer l'ambassadeur de France pour la lui signifier. Bismarck résume à sa manière ce document dans une dépêche publiée dans un journal allemand. La situation est insultante pour la France, aggravée de plus par un défaut de traduction : « Sa Majesté a refusé de recevoir à nouveau l'ambassadeur [de France] et lui a fait dire par l'aide de camp de service qu'Elle n'avait plus rien à lui communiquer. » Pour les Français, un échange avec un simple aide de camp vaut bien une guerre, une guerre où l'on part le « cœur léger », comme l'annonce le Premier ministre français Émile Ollivier.

Comme l'avait prévu Bismarck, l'armée française perd la guerre. En effet, les troupes françaises cumulent les handicaps : mal préparées, mal commandées (l'empereur est victime de graves calculs rénaux, l'état-major est divisé sur la stratégie à suivre) et inférieures en nombre (un contre deux). Napoléon III est finalement encerclé à Sedan et fait prisonnier. Suprême humiliation, il est contraint d'accepter les rigoureuses conditions de reddition imposées par le chancelier Bismarck. À

© Groupe Eyrolles

Paris, les députés républicains en protestent pour proclamer la République le 4 septembre tout en votant la poursuite des combats. Le roi de Prusse est désigné empereur allemand dans la galerie des Glaces à Versailles, le 18 janvier 1871.

L'empreinte du bonapartisme

Courant original entre la droite conservatrice et la gauche socialiste, le bonapartisme a souvent été perçu comme un ancêtre du gaullisme. Ces deux courants se rapprochent par le prestige de leurs fondateurs (tous deux acquis dans l'armée), dans la croyance en un pouvoir personnel fort légitimé par un rapport direct avec le peuple (plébiscite/référendum), dans leur rejet commun du parlementarisme et des distinctions traditionnelles entre gauche et droite, nuisibles à la force de l'État et à l'union de la nation.

La IIIe République : 1870-1940

C'est la plus longue des Républiques : elle dure 70 ans. Ce régime installe définitivement, excepté la douloureuse expérience du régime de Vichy, la république en France. C'est le temps des grandes lois républicaines sur lesquelles repose le système politique français contemporain. Mais c'est aussi une époque difficile, traversée par trois conflits : 1870, la

Première Guerre mondiale et une partie de la Seconde Guerre mondiale.

• 1870-1871. Naissance difficile de la III^e République : le siège de Paris

Les Prussiens sont aux portes de Paris. Pourtant, le gouvernement est décidé à poursuivre la guerre, espérant un miracle de l'histoire comme en 1792, lorsque la République a réussi à repousser l'invasion étrangère. À Paris, 2 200 000 personnes et le gouvernement sont assiégés. Afin d'organiser la défense, le jeune ministre de l'Intérieur, Léon Gambetta, quitte la ville en ballon, épisode original resté dans les mémoires. Paris reste assiégée pendant tout l'hiver dans des conditions effroyables. La population, souffrant de la faim et du froid, est amenée à manger tout ce qui passe : chevaux, chiens, chats, rats et même les animaux du Jardin des plantes : éléphant et antilopes passent dans les assiettes. Victor Hugo nous apprend que « c'est excellent ».

Depuis Bordeaux, le très énergique Gambetta parvient à lever une armée de 600 000 hommes. Mais celle-ci est mal équipée et mal préparée. Dans ces conditions, l'armée française ne parvient pas à desserrer l'étau prussien autour de Paris. Avec pragmatisme, le ministre des Affaires étrangères, Jules Favre, décide alors de négocier l'armistice, le 28 janvier 1871, attendu par la majorité des Français, à l'exception des Parisiens. Bismarck impose l'élection d'une assemblée représentative à même de ratifier une paix définitive. Les élections ont donc lieu en février dans des conditions très difficiles. La droite monarchiste, légitimiste et orléaniste, fait campagne sur le thème de la paix et l'emporte avec deux tiers des nouveaux députés. Un ancien de la monarchie de Juillet, Adolphe Thiers, est nommé chef du gouvernement, mais il n'y a pas de majorité capable de se prononcer sur le régime politique à adopter. La III^e République reste donc en place. Adolphe Thiers (1797-1877) : un homme à travers le siècle

La grande longévité de Thiers lui permet de rester au premier plan de la vie politique française sous presque tous les régimes du XIX^e siècle. Avocat marseillais, Adolphe Thiers est monté à Paris en 1821 avec de grandes ambitions. Il intègre les milieux libéraux hostiles au régime de Charles X et joue un grand rôle dans l'arrivée au pouvoir de Louis-Philippe. La monarchie orléaniste répond à ses vues politiques car Thiers est un libéral modéré, soucieux de préserver l'ordre social. La révolution de 1848 marque le début de sa traversée du désert puisqu'il ne revient qu'en 1863 en tant que député. Hostile à la déclaration de guerre en 1870, c'est lui qui négocie avec les Prussiens l'arrêt des hostilités, ce qui lui vaut une forte popularité. Devenu président de la République en 1873, il se rallie finalement à celle-ci, convaincu que le retour à l'ordre prime sur la nature du régime. Ses funérailles en 1877 sont l'occasion d'une grande célébration républicaine, même si, aujourd'hui, le nom de Thiers reste entaché par la répression sanglante de la Commune.

Les négociations avec l'Allemagne sont conclues avec le traité de Francfort du 10 mai 1871, comportant des clauses particulièrement dures pour la France. L'Alsace et la Moselle, soit 1,6 million d'habitants, passent dans le giron allemand. La seule consolation, maigre mais néanmoins symbolique, est le territoire de Belfort qui reste français grâce à la résistance livrée par son gouverneur Denfert-Rochereau. Humiliation supplémentaire, la France doit s'acquitter d'une indemnité de 5 milliards de francs-or. Pour la payer, Thiers lance deux souscriptions nationales, puisant ainsi dans les économies des Français, les

© Groupe Eyrolles

fameux « bas de laine ». Visiblement garnis, ces derniers permettent de payer l'Allemagne et de mettre fin à l'occupation dès 1873, un an plus tôt que prévu.

© Groupe Eyrolles

Une défaite inoubliable

La défaite de 1870 a été longtemps perçue comme une humiliation nationale et comme le début de la rivalité franco-allemande à l'origine des deux guerres mondiales. La perte de l'Alsace-Lorraine, ostensiblement montrée sur les cartes de France, a nourri pendant longtemps l'esprit « revanchard », visible dans la montée du nationalisme en France. Seule la victoire de 1918 permettra d'effacer les rancœurs nées de la déroute de l'armée française face aux armées prussiennes. Pour l'Allemagne, la victoire de 1871 a permis d'achever le processus d'unification du monde germanique. L'Empire d'Allemagne (II^e Reich) est en effet proclamé dans la galerie des Glaces du château de Versailles, le 18 janvier 1871, alors que les troupes prussiennes assiègent Paris.

• 1871. La Commune de Paris : de la révolution à la guerre civile

Pendant le siège, Paris garde une forte effervescence politique : plus de 50 journaux de

tous bords circulent dans la capitale assiégée. L'hostilité contre le gouvernement, attisée par l'armistice jugée humiliante pour les Parisiens, décuple lors de l'élection d'une assemblée conservatrice et de son installation à Versailles. Le choix de l'ancienne résidence royale est perçu comme un signe de déance envers le peuple de Paris. La décision de supprimer la solde de la garde nationale pendant le siège parachève la rupture entre Parisiens et « Versaillais ». Celle-ci est consommée lorsque Thiers décide de faire retirer les canons de la garde nationale de la butte Montmartre. La foule refuse leur départ et fraternise avec l'armée. Le 26, un « Conseil général de la Commune de Paris » est élu sur le modèle de la Commune de 1792. Un véritable contre-gouvernement est alors mis en place à forte teinte révolutionnaire, républicaine et ouvrière. Les communards demandent, dans un élan idéaliste désordonné, la République et la victoire sur l'envahisseur, du pain et un toit pour tous, la justice et la solidarité sociale, la reconnaissance de leurs droits et de leur dignité, avec pour phare la liberté...

Le programme des communards

Les communards sont, comme leurs ancêtres sans-culottes, passionnément anticléricaux. La Commune proclame donc la séparation de l'Église et de l'État. Composée de nombreux socialistes et d'anarchistes, celle-ci impose un programme social mettant en place l'autogestion ouvrière dans les ateliers abandonnés par les patrons. La Commune se démarque de la Ie République par son fédéralisme et projette une association des communes dans le cadre d'une France fédérale. Pour cette raison, les communards sont aussi connus sous le nom de « fédérés ».

De son côté, le gouvernement officiel attend son heure pour écraser l'insurrection. Le 21 mai, plus de 100 000 soldats menés par Mac-Mahon entrent dans Paris : c'est le début de la « semaine sanglante », véritable guerre civile opposant Versaillais et communards dans les rues de la capitale. Une des grandes figures de la Commune, l'institutrice anarchiste Louise Michel, appelée « la Grande citoyenne », tient alors la barricade de la chaussée Clignancourt. Les communards, dans un mouvement de désespoir, incendient le palais des Tuileries et l'Hôtel de Ville ; ils exécutent près de 500 otages, dont l'archevêque de Paris.

Les derniers combattants, retranchés au cimetière du Père-Lachaise, sont fusillés le 28 mai contre le mur d'enceinte du cimetière. Au total, 20 000 communards sont exécutés contre moins de 1000 Versaillais tués : le bilan humain est donc très lourd. Au terme de procès expéditifs, près de 16 000 communards sont condamnés, allant de la simple amende jusqu'à la peine de mort. Les travaux forcés ou la déportation concernent près de 4600 hommes et femmes, qui doivent bientôt embarquer vers la Nouvelle-Calédonie, parmi lesquels Louise Michel.

Le souvenir de la guerre civile

Le mouvement socialiste français sort décapité de cette guerre civile. Seule une loi d'amnistie en 1880 permettra aux principales figures de la gauche française de revenir en France. Le souvenir de la Commune reste vivace et le « mur des Fédérés » au Père-Lachaise est aujourd'hui le lieu de mémoire et de commémoration de cet épisode tragique. Pour le camp adverse, la construction de la basilique du Sacré-Cœur, là même où tout avait commencé à Montmartre, a pour but d'expié non seulement la défaite de 1871, mais aussi le sang versé par la guerre civile parisienne.

• 1871-1876. La République entre en "lys"

Un régime sans constitution

La France est alors dans une situation paradoxale : la République est toujours en place mais sans constitution pour organiser le régime. Surtout, ce sont les royalistes, partisans du comte de Chambord

© Groupe Eyrolles

(légitimistes) ou du comte de Paris (orléanistes), et les bonapartistes qui dominent l'Assemblée.

En 1872, Thiers, pour qui la forme du régime importe moins que la préservation de l'ordre social, fait le choix de la République. Ce ralliement est vécu comme une véritable trahison par les députés. Mis en minorité en 1873, Thiers est contraint à la démission. Le maréchal Mac-Mahon, bien qu'hostile à la République, devient président. Pour les royalistes, c'est une solution provisoire : un président peut en effet facilement être remplacé par un roi. Pourtant, la situation s'enlise car le choix dynastique pose problème. Comme le souligne Thiers en 1871, « la monarchie ne se fera pas parce que dans le pays, il n'y a qu'un seul trône et plusieurs prétendants ». Pourtant, en 1873, un

accord est conclu : la couronne sera offerte dans un premier temps au comte de Chambord sans enfant puis, à sa mort, au comte de Paris. La solution choisie a le mérite de suivre la légalité dynastique (branche aînée/ branche cadette des Bourbons).

Les acteurs royalistes en lice

Le comte de Chambord (appelé aussi Henri de Bourbon, duc de Bordeaux), petit-fils de Charles X, est le fils posthume du duc de Berry assassiné. C'est le dernier représentant de la branche aînée des Bourbons. Le comte de Paris est le petit-fils du roi Louis-Philippe qui a abdicé en faveur du comte. Il appartient donc à la branche cadette des Bourbons (les Orléans).

Une querelle autour d'un drapeau

Toutefois, l'entente dynastique ne dure guère car un nouveau point d'achoppement est soulevé : le comte de Chambord insiste pour le rétablissement du drapeau blanc, symbole de sa dynastie. Pour les orléanistes, l'abandon du drapeau tricolore est impossible. Les royalistes ne parviennent pas à s'entendre autour de cette question de drapeau : la France reste donc une république. Mais il faut bien se résigner à rédiger une constitution. C'est chose faite avec les lois constitutionnelles de 1875. La première comprend l'amendement proposé par le député Henri Wallon : « Le président de la République est élu par le Sénat et la Chambre des députés. » Au détour d'une phrase, la République est donc bel et bien affirmée. Pour tous les partis politiques, il s'agit de rester le plus imprécis possible afin de passer facilement d'un régime à un autre : le rôle du président du conseil n'est ainsi pas clairement défini. Ces lois conféreront donc une grande souplesse à la IIIe République.

Répartition des pouvoirs sous la IIIe République

La naissance du septennat

La durée du mandat présidentiel est fixée en 1873. Pourquoi 7 ans ? Cette durée est le fruit d'un compromis entre la Chambre qui propose le quinquennat et Mac-Mahon qui veut le décennat. On coupe la poire en deux : le mandat est fixé à sept ans, période suffisamment longue pour différer la question de la querelle dynastique. Finalement, le septennat, né de marchandages monarchistes, s'imposera comme une tradition républicaine jusqu'à l'adoption du quinquennat en 2000.

Le régime choisi est parlementaire (le gouvernement est responsable devant le Parlement), mais une forte prépondérance est accordée au président de la République par le droit de dissolution de la Chambre des députés (avec l'accord du Sénat), l'initiative des lois, la direction de l'armée et la nomination des fonctionnaires. En remplaçant simplement le président par un roi, le régime devient une monarchie parlementaire. C'est là toute l'ambiguïté.

• 1876-1879. Mac-Mahon contre Gambetta

Aux élections législatives de 1876, les républicains sont majoritaires à la Chambre.

Inévitablement, Mac-Mahon refuse de prendre en compte ce nouveau rapport de forces et nomme un modéré comme président du Conseil. Ainsi, entre un président de droite et une chambre de gauche, une sorte de cohabitation avant l'heure se met en place. Mais bientôt éclate une crise à propos de la défense des intérêts du pape face à l'Italie unifiée. La droite est favorable à l'intervention française en

© Groupe Eyrolles

faveur du pape mais les républicains y sont hostiles. Gambetta lance la formule passée à la postérité : « Le cléricalisme, voilà l'ennemi ! » L'anticléricalisme est propre à rassembler les républicains.

Mac-Mahon, par une lecture très personnelle des lois constitutionnelles, s'arroge, le 16 mai 1877, le droit de renvoyer le chef du gouvernement et de le remplacer par un royaliste pur et dur : le duc de Broglie (prononcer « Breuil »). La Chambre dissoute, des élections sont organisées en octobre. La campagne électorale est particulièrement virulente. Le gouvernement entrave notamment la liberté d'expression et renoue avec les candidatures officielles. En réponse, Léon Gambetta, peu avare en formules historiques, prévient Mac-Mahon qu'à l'heure des résultats, « il faudra se soumettre ou se démettre ». En octobre, les nouvelles élections confirment celles de l'année précédente : les républicains sont majoritaires dans le pays. En 1879, quand le Sénat bascule à son tour dans le camp républicain, Jules Grévy, un républicain modéré et discret, remplace Mac-Mahon.

90 ans après la prise de la Bastille, Marianne sort donc victorieuse de son combat séculaire contre la royauté.

Pourquoi Marianne ?

Ce nom est donné à la figure allégorique représentant la république par référence à une chanson de la Révolution française. Le nom Marianne est la contraction des deux prénoms les plus courants dans les milieux populaires du XVIIIe siècle : Marie et Anne. C'est aussi dans la Révolution que Marianne tire ses attributs, comme le bonnet phrygien, symbole des sans-culottes et de la lutte pour la Liberté. Ce nom était devenu un signe de ralliement dans les sociétés secrètes républicaines du XIXe siècle. Désormais, Marianne et République ne font plus qu'une.

Les républicains radicaux sont parvenus à leurs fins en s'alliant aux hommes plus modérés issus de la bourgeoisie libérale. Ces derniers sont connus sous le nom d' « opportunistes ». Le prix à payer pour les républicains radicaux est l'abandon de l'idée de révolution au profit d'un régime modéré et rassurant.

Lorsque Jules Grévy prend ses fonctions, il annonce qu'il ne fera jamais usage du droit de dissolution prévu par les lois constitutionnelles. C'est là un choix fondamental pour comprendre le renforcement de la dimension parlementaire de la IIIe République, restée célèbre pour la faiblesse chronique du gouvernement face à un parlement sans contre-pouvoir.

• 1879-1889. Honneur à la République et aux républicains

La République triomphante

Entre la démission de Mac-Mahon en 1879 et le centenaire de la Révolution française en 1889, ce sont dix années de fondations républicaines qui s'égrainent. Les premières années sont notamment marquées par des réformes symboliques. Dès 1879, les assemblées reviennent à Paris : la Chambre des députés au palais Bourbon, le Sénat au palais du Luxembourg. La même année, La Marseillaise est choisie comme hymne national. Le 14 juillet devient fête nationale en 1880 : elle honore non seulement la prise de la Bastille, mais aussi et surtout la fête de la Fédération de 1790, jugée plus consensuelle.

Partout en France, les rues et les places sont rebaptisées ; des statues sont érigées à la gloire du nouveau régime. En signe d'union avec la République américaine, la statue de la Liberté, conçue par Bartholdi, Viollet-le-Duc et Gustave Eiffel, est offerte aux États-Unis en 1885 pour célébrer le centenaire de la guerre d'Indépendance américaine.

La tour Eiffel comme bougie d'anniversaire

En 1889, la République célèbre le centenaire de la Révolution française. Paris accueille à cette occasion une fastueuse Exposition universelle attirant plus de 25 millions de visiteurs. Chacun veut voir la tour de M. Eiffel, qui provoque l'admiration ou le rejet violent, mais jamais d'indifférence pour ce symbole de l'industrie triomphante. Avec ses 312 mètres de haut, c'est alors l'édifice humain le plus élevé du monde, et l'heure de gloire pour la République.

La République est également célébrée par de grandes cérémonies comme les funérailles de Gambetta en 1882 et surtout celles de Victor Hugo en 1885. À cette occasion, l'église Sainte-Geneviève à Paris est rendue à la vie civile. Elle redevient le Panthéon qu'elle était sous la Révolution. Victor Hugo, cet ardent défenseur de la République, mérite une sépulture à la hauteur de son talent et de ses engagements. Ses funérailles, grandioses, sont suivies par une foule considérable rendant hommage au poète républicain.

Les grandes lois républicaines

La décennie est aussi celle des grandes lois républicaines, façonnant jusqu'à aujourd'hui la culture républicaine française. Né dans le combat pour les libertés, le régime impose la liberté de presse et de

© Groupe Eyrolles

réunion, autorise le divorce et rétablit l'élection des maires. En 1884, la loi Waldeck-Rousseau consolide le droit de former des syndicats professionnels. La contre partie : désormais les organisations professionnelles doivent défendre des intérêts catégoriels et abandonner toute prétention politique.

Les célèbres lois du ministre de l'Instruction publique, Jules Ferry, viennent parachever ce travail de fondation inspiré par le laïcisme et le libéralisme républicains. En effet, en 1881, l'école publique devient gratuite, puis obligatoire de 7 à 13 ans, et enfin laïque (1882). L'accès à l'enseignement secondaire et supérieur reste cependant réservé aux plus

riches, les lycées restant payants. Toutefois, la réforme est d'importance, non seulement pour l'élévation du niveau d'instruction des Français, mais aussi pour les possibilités d'ascension sociale dans une société qui sélectionne non plus sur la naissance (aristocratie) mais sur la réussite scolaire (méritocratie).

La République cherche de nouveaux horizons

Sous la III^e République, la politique coloniale permet à la France de maintenir son statut de grande puissance. L'étendue de l'empire colonial décuple de 1870 à 1914 et passe de un à onze millions de km (soit 20 fois la France métropolitaine). Cette expansion se réalise notamment en Afrique (Afrique occidentale française, AOF, Afrique équatoriale française, AEF, Afrique du Nord, Madagascar) et en Asie, avec la conquête de l'Indochine (le Tonkin comme on l'appelle à l'époque). Cette expansion, théorisée par Jules Ferry, est motivée par diverses raisons : débouchés commerciaux, éducation des races, perçues alors comme « inférieures » dans le cadre d'une mission dite « civilisatrice », rayonnement de la France. Le drapeau français flotte désormais sur tous les océans du monde. L'expansion coloniale se heurte cependant aux autres impérialismes européens, britannique notamment.

Une mission civilisatrice ?

Cette idée de mission civilisatrice de la France est persistante dans le discours politique français jusqu'à nos jours, comme l'a montré la polémique de 2005 concernant l'enseignement des « bienfaits » de la colonisation.

• 1888-1889. La République pétrifiée par le général Boulanger

Dans l'histoire politique française, le nom du général Boulanger est devenu synonyme de droite nationaliste et populiste anti républicaine.

L'homme s'est fait connaître du grand public au ministère de la Guerre par ses réformes améliorant le quotidien des soldats (1886) et par son patriotisme outrancier, en accord avec une opinion traumatisée par la défaite de 1870. Ainsi, lors de l'affaire Schnaebelé en avril 1887, Boulanger tient des propos très belliqueux quand ce garde-frontière français est emprisonné en Allemagne pour espionnage. Après le règlement de cet incident, le ministre devient, aux yeux de l'opinion, le « général Revanche ».

Sa popularité est alors immense, et tous les opposants à la République radicale vont tenter de faire de Boulanger l'instrument d'un changement de régime. L'extrême gauche, les monarchistes et la droite nationaliste soutiennent dans une alliance contre-nature la candidature du général aux élections législatives de 1888. Vainqueur aux élections à Paris en janvier 1889 et acclamé par la foule, Boulanger peut envisager un coup d'État mais ne fait rien. Finalement, craignant une arrestation pour complot contre l'État, Boulanger fuit en Belgique en avril 1889.

En 1891, le général Boulanger se suicide à Bruxelles sur la tombe de sa maîtresse. Fin surprenante pour un homme qui menaçait deux ans plus tôt la III^e République, en portant sur son nom toutes les oppositions de la République modérée, depuis l'extrême gauche jusqu'aux monarchistes !

• 1892. Le canal de Panama fait scandale

Le personnel politique a déjà été éclaboussé par de nombreux scandales. Ainsi, en 1887, le président Jules Grévy avait dû démissionner à cause d'un trafic de fausses légions d'honneur dans lequel trempait son gendre, Daniel Wilson. L'affaire avait alors contribué à faire enlever le boulangisme.

Cependant, en septembre 1892, un scandale d'une toute autre ampleur est révélé autour du canal de Panama. En 1879, Ferdinand de Lesseps, l'ingénieur du canal de Suez construit sous le Second Empire, a obtenu l'autorisation de percer un canal interocéanique à

© Groupe Eyrolles

Panama pour relier l'Atlantique au Pacifique. Certains journalistes et députés sont soudoyés pour dissimuler le gouffre financier au public et faciliter les emprunts. Or, en 1892, Édouard Drumont, un antisémite notoire, dénonce ces malversations dans son journal La libre parole. Comme les deux financiers incriminés (Reinach et Herz) sont juifs, Drumont peut laisser libre cours à son antiparlementarisme et à son antisémitisme. L'affaire prend de nouvelles proportions avec le suicide mystérieux de Reinach et la fuite de Herz en Angleterre. Le scandale est tel qu'il pousse le président du Conseil à la démission. Des figures importantes sont éclaboussées, tel Clemenceau, dont le journal L'Aurore a reçu des financements de Reinach.

L'affaire révèle au grand public la collusion entre pouvoir financier et pouvoir politique, et rend les Français mécontents envers l'influence politique du monde de l'argent. En outre,

le scandale illustre la virulence de l'antisémitisme en France à la veille de l'affaire Dreyfus.

● 1894. L'affaire Dreyfus : la raison d'État contre l'honneur d'un homme

L'affaire Dreyfus débute en septembre 1894, dans une corbeille de l'Ambassade d'Allemagne à Paris : une femme de ménage, au service du contre-espionnage français, y découvre un document, le « bordereau », contenant des informations militaires secrètes. Une enquête militaire interne désigne rapidement l'auteur présumé du document sur la base d'un examen graphologique succinct : le capitaine Dreyfus, qui a le double tort d'être juif et d'avoir de la famille en Alsace allemande. Un conseil de guerre, tenu à huis clos, le condamne à la déportation à vie. Après avoir été solennellement dégradé, Dreyfus part pour la Guyane en février 1895. Le règlement de l'affaire a été très rapide et nul en France ne met en doute la culpabilité du capitaine, excepté la famille d'Alfred Dreyfus qui reste persuadée de son innocence. Son frère aîné et sa femme se battent pour mobiliser l'opinion publique et entrent en contact avec un jeune journaliste, Bernard Lazare, rapidement convaincu de l'innocence de Dreyfus. Parallèlement, un officier du contre-espionnage, le colonel Picquart, mène sa propre enquête. Il se rend compte que l'écriture du bordereau est en fait celle du commandant Esterhazy, et que certaines pièces sont des faux. Face à l'énormité de ces conclusions, l'état-major choisit d'étouffer l'affaire. La vie d'un officier juif ne pèse pas bien lourd face à l'honneur de l'armée française, dans un pays où antisémitisme et militarisme font recette.

Les dreyfusards trouvent alors un allié d'importance en la personne du vice-président du Sénat, Auguste Scheurer-Kestner, mis dans la confidence des résultats de l'enquête de Picquart. En novembre 1897, sa lettre dans le journal *Le Temps* prouve l'innocence de Dreyfus et convainc de nombreuses personnes. Bien que Méline, le président du Conseil, déclare « il n'y a pas d'affaire Dreyfus », l'affaire est bel est bien portée sur la place publique.

« J'accuse... » : un texte courageux

Le 13 janvier 1898, Émile Zola publie l'article « J'accuse... » à la une du journal de Clemenceau, *L'Aurore*, mettant sa carrière littéraire en danger. Il porte ainsi « l'Affaire » sur la place publique, jusque-là tenue secrète par l'armée. L'écrivain met en cause, pêle-mêle, plusieurs généraux, notamment le Conseil de guerre et les experts en écriture. Zola est condamné à un an de prison pour diffamation et doit fuir en Angleterre. Cette action produit une réaction en chaîne : à sa suite, d'autres intellectuels et hommes politiques réclament la révision du procès Dreyfus : Anatole France, Charles Péguy, Ernest Lavisse, André Gide, Marcel Proust, Léon Blum, Jean Jaurès (qui a mené sa propre enquête et publie *Les preuves*)... D'autres en revanche se rangent dans le camp anti-dreyfusard, avec l'écrivain nationaliste Maurice Barrès comme chef de file.

L'opinion est alors littéralement scindée en deux : chacun prend position en faveur ou contre le capitaine. La presse et les associations antisémites se déchainent : les dreyfusards sont accusés d'antipatriotisme. L'Affaire dépasse désormais le seul Dreyfus : elle devient un véritable conflit culturel et social, traduisant les divisions qui existent au sein la société française.

La République elle-même est menacée : en février 1899, Paul Déroulède tente d'organiser un putsch militaire. Pourtant, l'anti-dreyfusisme n'est pas l'apanage de l'extrême droite, beaucoup de républicains sont anti-dreyfusards au nom de la République et du patriotisme. Cette affaire crée donc une confusion sociale extrême qui va finalement donner la victoire aux dreyfusards.

L'honneur retrouvé du capitaine Dreyfus

Après quatre ans de lutte, les dreyfusards voient leurs efforts récompensés. En juin 1899, la cour de Cassation casse le jugement de 1894. En août 1899, le procès de révision s'ouvre à Rennes dans une atmosphère tendue en raison de manifestations des ligues d'extrême droite. Le Conseil de guerre confirme la culpabilité de Dreyfus mais réduit sa peine à dix ans de travaux forcés. L'honneur de l'armée reste sauf. Mais Émile Loubet, le président de la République, décide de gracier Dreyfus. Dans les rangs dreyfusards, certains poussent

© Groupe Eyrolles

le capitaine à refuser cette grâce qui ne lave pas son honneur, mais, après cinq ans de bagne, comment lui reprocher d'accepter la grâce ? Il faut attendre un nouvel arrêt de la cour de cassation en 1906 pour que l'innocence de Dreyfus soit enfin reconnue. Il est alors réintégré dans l'armée au rang de commandant et décoré de la Légion d'honneur.

La portée de l'Affaire est considérable. Le patriotisme se déplace : l'idée de nation était portée à gauche pendant la Révolution française. Avec l'affaire Dreyfus, la nation passe désormais dans le vocabulaire de l'extrême droite : le nationalisme est né. À la nation universaliste portée par la Révolution française s'oppose désormais la nation de l'extrême droite refermée sur la défense de la « race ». L'Action française, mouvement nationaliste, royaliste et antirépublicain ; fondé par l'écrivain Charles Maurras en 1899, portera désormais les valeurs d'extrême droite exacerbées pendant l'Affaire. Par ailleurs, l'Affaire souligne l'influence des « intellectuels » au niveau politique : pendant celle-ci, ils expérimentent alors les pétitions, les adresses, les tribunes de presse et les associations comme la Ligue des Droits de l'Homme, fondée en 1898. En France, la volonté des intellectuels d'investir le débat public ne se démentira jamais, à travers les figures de Romain Rolland, Jean-Paul Sartre, André Malraux et bien d'autres...

● 1898-1904. Le tournant des relations franco-britanniques

Une fâcheuse rencontre à Fachoda

Comment un petit groupe expéditionnaire français, composé de quelques officiers français et de leurs fantassins africains, ont-ils pu être à l'origine d'une crise diplomatique entre la France et l'Angleterre en étant postés dans un ancien fort abandonné sur les rives du Nil aux confins du Soudan ? Née de la rencontre physique et symbolique des deux impérialismes britannique et français en Afrique, cette crise est le point culminant de la « course au clocher », opposant la France au Royaume-Uni sur le continent africain au XIXe siècle.

La « course au clocher »

L'expression, datant de l'époque, désigne la compétition entre Européens pour gagner des territoires en Afrique. Les Occidentaux réunis à la conférence de Berlin de 1885 définissent les règles de cette conquête. Celles-ci autorisent les puissances coloniales basées sur les littoraux à revendiquer l'intérieur des terres ou, selon la terminologie allemande couramment utilisée, l'hinterland.

Deux expéditions, l'une française dirigée par le commandant Marchand, l'autre britannique menée par Herbert Kitchener, partent à la conquête du Soudan. L'avancée méthodique de Kitchener le long du Nil laisse le temps aux Français d'arriver les premiers, les troupes anglo-égyptiennes ne parvenant à Fachoda qu'en septembre 1898. Pendant près de deux mois, les deux pays semblent au bord de la guerre tant la couverture médiatique est agressive. En novembre, le gouvernement français, conscient de son infériorité maritime, évite le conflit en retirant son petit contingent.

La crise de Fachoda est le dernier acte d'une rivalité pluriséculaire avec la Grande-Bretagne. Six ans plus tard, la signature de l'Entente cordiale entre les deux pays scelle une nouvelle relation entre les deux « ennemis héréditaires ». Fachoda a en effet montré aux Britanniques que la France était devenue une puissance responsable.

La France et l'Angleterre, une longue histoire

Le souvenir de la crise sera repris pendant la Seconde Guerre mondiale, lorsque le gouvernement de Vichy tente de dresser l'opinion contre la Grande-Bretagne, notamment après le bombardement par la Royal Navy de la flotte française à Mers el-Kébir. Cet épisode est le seul à assombrir les relations entre les deux grandes démocraties européennes au XXe siècle, alliées en 1914 et en 1939, combattant côte à côte lors de la crise de Suez en 1956. Le tunnel sous la Manche, grand cauchemar anglais du XIXe siècle, concrétise depuis 1994 ce rapprochement entre les deux nations.

Les alliances : chercher la paix, trouver la guerre...

La défaite de la France face à l'Allemagne en 1871 a bouleversé les équilibres européens. Désormais, l'empire germanique est la grande puissance continentale, militairement, économiquement et démographiquement supérieure à la France. Le chancelier Bismarck, parfaitement conscient du désir de revanche des Français, a patiemment tissé un réseau d'alliance avec l'Autriche-Hongrie et l'Italie : c'est la Triple-Alliance (ou « Triplice »), alliance contre-nature tant sont vives les rivalités territoriales entre Autrichiens et Italiens. La France, quant à elle, est parvenue à briser son isolement diplomatique en s'alliant à la Russie en 1892. Là encore, c'est une alliance étonnante entre un régime démocratique et un empire autoritaire. Après 1904, la France trouve un nouvel allié de poids : la Grande-Bretagne. Cette dernière entre dans la Triple-Entente. Les acteurs de la Première Guerre mondiale sont en place.

© Groupe Eyrolles

- Le socialisme français cherche de nouvelles voies

Les gauches : entre division et union

La gauche fortement affaiblie par la répression de la Commune se reconstitue à partir de la loi d'amnistie de 1880 permettant le retour des communards emprisonnés, exilés ou déportés : Auguste Blanqui, Louise Michel, Jules Vallès... C'est à cette époque que le marxisme est introduit en France par l'entremise du socialiste Jules Bazile, dit Jules Guesde. Mais la gauche française reste profondément divisée entre courants socialistes, anarchistes, syndicalistes, libertaires, etc. Les milieux anarchistes, hostiles à toute forme d'autorité, étatique ou religieuse, font alors beaucoup parler d'eux. En décembre 1893, le jeune Auguste Vaillant fait exploser une bombe dans l'hémicycle de la Chambre des députés. L'appareil répressif est alors renforcé par le biais de lois qualifiées de « scélérates » par l'extrême gauche.

La fondation de la CGT

Les syndicats se sont rassemblés dans le cadre de la Confédération générale du travail (CGT) en 1895 à la suite de la loi sur la liberté syndicale de 1884. D'ailleurs, conformément à la loi, les principes de la CGT énoncés par la Charte d'Amiens de 1906 déterminent une action syndicale indépendante des partis politiques. La CGT s'engage sur la voie du syndicalisme révolutionnaire, c'est-à-dire la révolution du prolétariat au moyen de la grève générale. Le syndicalisme français refuse donc l'action réformatrice sur le modèle de la Grande-Bretagne ou de l'Allemagne.

Jean Jaurès, le rassembleur de la gauche

La défense des intérêts de la classe ouvrière est incarnée sur le plan politique par les socialistes, profondément divisés mais victorieux sur le plan électoral. L'élection des premiers socialistes à la Chambre des députés et à la tête des grandes villes (Roubaix, Saint-Denis, Marseille, Lille, etc.) installe le socialisme dans le paysage politique. La figure intransigeante de Jules Guesde est alors éclipsée par celle, plus conciliante, de Jean Jaurès. Celui-ci conduit l'union des partis socialistes au sein de la Section française de l'internationale ouvrière (SFIO) en 1905. D'emblée, le nouveau parti affirme sa vocation révolutionnaire dans une perspective marxiste. Mais Jean Jaurès impose rapidement sa propre vision du socialisme, marquée par son humanisme et son républicanisme. Les moyens de production doivent passer de la bourgeoisie au prolétariat par la voie démocratique et réformatrice.

Jean Jaurès (1859-1914) : combattre toutes les injustices

Jean Jaurès met son intelligence au profit de la lutte contre toutes les formes d'injustice. Après de brillantes études de philosophie, il entre en politique comme député dans sa ville d'origine, Castres, sous les couleurs républicaines. Il évolue rapidement vers les idées socialistes et se fait connaître notamment par son soutien aux mineurs de Carmaux, en grève en 1892. L'année suivante, Jaurès est élu député de la circonscription, et il sera le « député de Carmaux » jusqu'à sa mort. Son engagement dans l'affaire Dreyfus est parfaitement représentatif de son attachement aux droits de l'Homme. Il pratique même sa propre enquête, démontant point par point les charges retenues contre le capitaine. Au sein du parti ouvrier français, il entre rapidement en contact avec l'autre homme fort du socialisme français, Jules Guesde, à propos de la question de la participation au gouvernement. Se dessinent alors deux approches du socialisme, préfigurant la rupture de 1920 : à l'approche révolutionnaire de Guesde s'oppose la vision jaurésienne d'un socialisme réformatrice et démocratique. Jaurès représente alors le socialisme français auquel il imprime durablement ses convictions profondes, républicanisme, pacifisme, humanisme, énoncées régulièrement dans son journal L'Humanité. Alors que l'Europe bascule dans la Première Guerre mondiale, il est assassiné le 31 juillet 1914 pour ses idées pacifistes qui exacerbent la haine des nationalistes.

Jean Jaurès entre au Panthéon en 1924, preuve du caractère rassembleur d'un homme dont la personnalité influencera de nombreux hommes politiques français. La gauche (de Léon Blum à François Mitterrand) comme la droite (Georges Pompidou et Jacques Chirac) se réclameront de cette figure tutélaire.

- 1900-1914. Une « Belle époque » pas si reluisante

La loi de séparation de l'Église et de l'État s'inscrit dans la période qualifiée de « Belle époque », après le traumatisme de la Grande Guerre, en référence à un âge

apparaissant a posteriori comme un âge d'or. L'Exposition universelle de Paris de 1900 est un véritable succès et permet à la France de débiter le nouveau siècle avec optimisme. Malgré de grands déséquilibres dans la modernisation économique du pays, la France entre alors dans la deuxième révolution industrielle : l'électricité, l'aluminium, l'automobile, la chimie, l'aéronautique sont les nouveaux secteurs de pointe. Le prix Nobel des époux Curie est le moment le plus éclatant de reconnaissance de ce temps de progrès. Le public se passionne pour les premières courses automobiles comme le Paris-Madrid ou les exploits des pionniers de l'aviation, tel Louis Blériot traversant la Manche en 1909.

© Groupe Eyrolles

Marie Curie (1867-1934) : le rayonnement d'une femme active

Née à Varsovie, Maria Sklodowska arrive à Paris à 24 ans pour poursuivre des études de physique à la Sorbonne où elle rencontre son mari, le physicien Pierre Curie. Grâce à leurs travaux sur le rayonnement de l'uranium et à la découverte de la radioactivité, ils reçoivent, conjointement avec Henri Becquerel, le prix Nobel de physique en 1903. Première femme à recevoir un prix Nobel, Marie Curie avait déjà été la première femme agrégée de sciences physiques et la première enseignante à la Sorbonne. En 1911, Elle est également la première personne à recevoir un deuxième prix Nobel, de chimie cette fois, pour sa découverte de deux nouveaux éléments : le polonium (en référence à son pays d'origine) et le radium. Pendant la Grande Guerre, elle met en place des unités mobiles de radiologie, surnommées les « petites Curies ». En 1935, la famille Curie est à nouveau honorée à Stockholm, lorsque la fille Irène et le beau-fils Frédéric Joliot reçoivent le prix Nobel de chimie. Mais Marie Curie n'est plus là pour voir cette distinction, car elle meurt en 1934 des suites d'une trop longue exposition aux rayonnements radioactifs. Elle est la première femme à entrer au Panthéon, en 1995.

Ces années sont dominées par le parti républicain radical, fondé en 1901, porteur de la loi sur la liberté d'association votée la même année. Bien implantés sur l'ensemble du territoire, les héritiers de Gambetta ont réussi à rassembler un large pan de la société française au prix d'une évolution vers plus de conservatisme, en s'appuyant notamment sur les classes moyennes, les fonctionnaires et même les petits paysans.

Profondément anticlérical, le radicalisme engage la lutte contre les congrégations religieuses en fermant leurs écoles, n'hésitant pas à expulser les religieuses. La loi de séparation de l'Église et de l'État en 1905 institue la laïcisation de l'État français. Sur le plan social, les gouvernements républicains alternent entre conciliation (lois sur la journée de 8 heures pour les mineurs, sur le repos hebdomadaire, sur les retraites ouvrières, sur l'impôt sur le revenu) et répression. Ainsi, Georges Clemenceau, président du Conseil en 1906, forge sa réputation de « tigre » et de « premier socialiste de France » en brisant systématiquement les mouvements sociaux par l'emploi de l'armée, n'hésitant pas à arrêter les dirigeants de la C.G.T.

Un parti installé pour longtemps dans le paysage politique

Le radicalisme continuera à dominer la vie politique française jusqu'en 1940. La défaite de la France sonne le glas de ce parti, associé à l'échec de la IIIe République. En 1972, le Parti radical se scinde en deux quand les radicaux de gauche fondent le Mouvement radical de gauche (MRG), devenu depuis le Parti radical de gauche. En 1978, le Parti radical devient l'une des composantes de l'UDF, parti centriste créé cette année-là par le président de la République, Valéry Giscard d'Estaing. En 2002, les radicaux s'associent à l'UMP, union pour un mouvement populaire.

• 1905. Du dogme catholique au dogme laïc

Les relations entre l'État français et l'Église catholique sont marquées depuis 1801 par le Concordat, signé à l'époque par le consul Napoléon Bonaparte. La question religieuse reste pourtant l'un des plus importants motifs de division politique au cours du XIXe siècle. Déjà, en 1869, le programme défini par Gambetta à Belleville énonçait les principes du radicalisme républicain, parmi lesquels figure la nécessité d'une séparation de l'Église et de l'État dans la continuité de l'anticléricalisme républicain, résolu à substituer une véritable « religion civique », le républicanisme, à la religion catholique.

Une pratique religieuse en déclin

La « fille aînée de l'Église » a, bien avant 1905, largement quitté le domicile parental ! Si les Français continuent dans leur grande majorité à suivre les principaux sacrements (baptême, communion, mariage, extrême-onction), la pratique religieuse a considérablement décliné au cours du siècle. Seules les régions périphériques comme la Bretagne, la Vendée, l'Alsace ou le Massif central sont restées hermétiques aux nouveaux modes de vie.

Pendant l'affaire Dreyfus, les catholiques intransigeants avaient milité dans le camp anti-dreyfusard, la querelle religieuse s'était rouverte. La loi de 1905 parachève le processus de laïcisation de l'État. Désormais, le personnel religieux, catholique, juif ou protestant n'est plus rétribué par les pouvoirs publics. Toute référence à Dieu disparaît des espaces publics : les crucifix sont décrochés, les manuels scolaires révisés... En contrepartie, les différentes communautés religieuses retrouvent une totale liberté.

© Groupe Eyrolles

Les résistances catholiques

La loi prévoit un inventaire des biens de l'Église afin de les distribuer aux associations religieuses. Pour beaucoup de catholiques pratiquants, le mot inventaire est synonyme de profanation. La résistance catholique s'organise. Les catholiques occupent plusieurs églises pour empêcher l'entrée des représentants de l'État. L'Action française s'empare du sujet et de nombreux militants d'extrême droite s'opposent aux forces de l'ordre. Enfin, l'appel au calme lancé par l'Église ramène l'ordre dans les lieux de culte.

Les conséquences de la loi de 1905 sont majeures. La France fait de la laïcité un principe essentiel de son système politique. En contrepartie, la liberté retrouvée permet un vaste mouvement de rénovation de l'Église de France sous l'influence du pape. Ce dernier retrouve le droit de nommer les évêques.

La laïcité en question

L'engagement de l'Église dans le devoir de défense nationale pendant la Première Guerre mondiale mettra fin à l'anticléricalisme. La laïcité ne sera remise en cause qu'en 1940, sous le gouvernement de Vichy. La question laïque revient ensuite à travers la question scolaire, comme en 1951 avec les lois Marie et Barangé sur le financement public de l'enseignement privé, ou en 1984 avec le projet de loi visant à la suppression des écoles privées. Plus récemment, la question du voile islamique à l'école a donné lieu à la loi du 15 mars 2004 interdisant le « port de signes religieux ostentatoires ».

• 1905-1911. La France et l'Allemagne se disputent le Maroc

Le Maroc aurait pu être à l'origine de la Première Guerre mondiale à deux reprises, en 1905-1906 et en 1911. En effet, à deux moments, une grave crise diplomatique oppose la France à l'Allemagne à propos du Maroc, car les Allemands contestent la mainmise de Paris sur ce royaume nord-africain. En effet, les Britanniques et les Français se partagent le monde, tandis que l'Allemagne a été retardée dans son processus de colonisation par sa politique d'unification nationale. L'arrivée au pouvoir de Guillaume II change la situation car le nouvel empereur est très ambitieux : le monde est un nouvel horizon pour la puissance allemande, qui s'engage alors dans la Weltpolitik (politique mondiale). En 1905, les Allemands soutiennent les Marocains contre les Français. Avec l'appui britannique, la crise est finalement résolue en faveur des Français, alors que la France et l'Allemagne sont au bord de la déclaration de guerre. Le rapprochement franco-britannique est la première conséquence de cette entrée en lice tonitruante de l'Allemagne sur la scène internationale. Les ambitions allemandes sur le Maroc ne s'arrêtent pas là. En 1911, un navire allemand est envoyé à Agadir afin de protester contre l'expansion française dans le pays. Là encore, l'Entente cordiale montre sa solidité, la Grande-Bretagne apportant son soutien à la France. La guerre est une fois de plus évitée grâce à un accord par lequel Berlin abandonne ses prétentions sur le Maroc, en échange d'une partie du Congo. En 1912, la France établit donc officiellement son protectorat sur le Maroc.

Le ton monte avant la Grande Guerre

La Grande Guerre aurait pu commencer en 1911 et non en 1914. Les crises marocaines montrent que la tension entre l'Allemagne et la France est grandissante. Finalement, la crise de l'été 1914 n'est qu'un prétexte pour entrer dans une guerre que tous jugent alors inévitable entre les deux alliances.

© Groupe Eyrolles

Vision extérieure : l'Europe, entre construction nationale et expansion coloniale

Le XIXe siècle est celui des constructions nationales européennes. Le concept de nation est lié à la Révolution française. Ensuite, les guerres révolutionnaires ont exporté l'idée selon laquelle une communauté de langue et de culture doit être gouvernée par un État unifié. Mais les différents pays européens ne sont pas égaux en la matière : les disparités sont grandes entre les vieux États-nation comme la Grande-Bretagne et la

France, et des pays divisés en multiples principautés comme l'Allemagne ou l'Italie. Faisons le tour des principaux protagonistes européens.

- Le Royaume-Uni : la grande puissance du siècle

La Grande-Bretagne domine politiquement et économiquement le XIXe siècle. En 1815, la victoire anglaise à Waterloo écarte durablement la menace française sur le continent. Elle peut alors se consacrer à son expansion coloniale et à son développement économique. Le XIXe siècle est pour les Britanniques le siècle « victorien » puisque leur reine, Victoria, règne pendant presque tout le siècle, de 1837 à 1901.

Angleterre, Grande-Bretagne, Royaume-Uni : quelles différences ?

Il existe trois termes pour désigner les territoires d'outre-Manche. Le terme de Grande-Bretagne apparaît en 1707, avec l'acte d'union entre l'Angleterre, le pays de Galles et l'Ecosse. En 1801, lors du rattachement de l'Irlande, la Grande-Bretagne devient le Royaume-Uni. L'usage français utilise les trois termes.

La monarchie parlementaire anglaise se caractérise par la domination de l'aristocratie et de la haute bourgeoisie industrielle et marchande, situation offrant un décalage croissant avec les évolutions sociales du siècle. La Grande-Bretagne est à la fois portée par sa réussite économique liée à sa révolution industrielle précoce et par son expansion coloniale.

Vifs problèmes sociaux

La contestation sociale répond à la lenteur de la démocratisation des institutions et aux inégalités sociales. Les syndicats britanniques comptent ainsi parmi les plus puissants d'Europe à la fin du XIXe siècle, et la Ire Internationale ouvrière est fondée à Londres en 1864.

À la fin du XIXe siècle, la politique étrangère britannique s'articule autour du libre-échange économique, favorable à sa position de domination industrielle, bien que le développement économique des États-Unis et de l'Allemagne soient en voie de dépasser celui du Royaume-Uni. C'est surtout le développement militaire allemand qui fait peur. Il tend en effet à éclipser la crainte ancestrale de la France. Le pays s'engage alors dans une politique coloniale agressive, dont l'épisode le plus marquant est la guerre des Boers (1899-1904) en Afrique du Sud. Cette politique s'inscrit dans une vague d'impérialisme mêlé de nationalisme connue sous le nom de « jingoïsme » s'inscrivant dans le climat belliciste très répandu en Europe à l'orée de la Première Guerre mondiale.

Comment les Anglais voient les Français ?

Le Français est un personnage très représenté dans la caricature anglaise. Au XIXe siècle, les caricaturistes anglais se plaisent à représenter les Français sous les traits d'un personnage maigre, à l'image de ses moustaches noires, habillé de haillons et chaussé de sabots, symbolisant un pays rural et arriéré. Par effet d'opposition, le personnage symbolisant le peuple anglais, John Bull, est un homme corpulent, bien en chair, vêtu des habits typiques du marchand bourgeois, redingote et bottes cirées, symbolisant ainsi la prospérité de l'Angleterre.

- L'Allemagne unifiée monte en puissance

L'Allemagne n'existe pas en tant que telle au début du XIXe siècle. En 1815, c'est encore une mosaïque de royaumes (Prusse, Bavière...) et de principautés, rassemblés dans une confédération germanique lors du démembrement de l'empire napoléonien. Sans pouvoir central, cette confédération est dominée politiquement par l'Autriche. C'est pourtant sur cette base incertaine que l'unité allemande se met en place progressivement, au détriment des deux grandes puissances limitrophes, l'Autriche-Hongrie et la France. En effet, l'occupation française issue des conquêtes révolutionnaires et napoléoniennes exporte l'idée d'un État unié et entraîne une première prise de conscience nationale. De

© Groupe Eyrolles

plus, la victoire des Prussiens en 1866 sur les armées autrichiennes à Sadowa met fin à la domination autrichienne. Enfin, en janvier 1871, la victoire fulgurante contre la France (en 1870-1871) conclut l'unification allemande avec la fondation du IIe Reich (empire) dirigé par les souverains prussiens, proclamée dans le cadre prestigieux de la galerie des Glaces du château de Versailles. À la fin du siècle, l'Allemagne est devenue le pays le plus peuplé du continent, ravissant ce rang longtemps tenu par la France.

- L'Autriche-Hongrie, la puissance déclinante du siècle

En 1815, le ministre autrichien des Affaires étrangères, le prince Metternich, réorganise la carte de l'Europe lors du congrès de Vienne à la chute de l'Empire napoléonien.

L'Empire des Habsbourg impose ses vues et domine alors l'ensemble de l'Europe centrale

pendant toute la première moitié du siècle. Cet immense empire regroupe les actuelles Autriche, Hongrie, Tchécoslovaquie, Lombardie et Vénétie, Bosnie, Croatie, et le Sud de la Pologne. Cette diversité n'est pas un atout car les divisions et les conflits gangrènent les relations entre les diverses communautés germaniques, slaves et italiennes. À partir de 1866, la Prusse devient la principale puissance germanique, tandis qu'au Sud, la Lombardie et la Vénétie s'intègrent au nouvel État italien unifié. C'est même le nationalisme yougoslave réclamant l'indépendance qui déclenche la Première Guerre mondiale, lors de la crise de l'été 1914. Pourtant, l'Autriche-Hongrie est un important foyer culturel où s'exercent de multiples talents comme le médecin fondateur de la psychanalyse, Sigmund Freud, les écrivains Stefan Zweig et Franz Kafka (qui est tchèque), les peintres Klimt, Kokoschka et Schiele ou le musicien Gustav Mahler.

- L'Europe : un continent très fragmenté

Le XIXe siècle est aussi celui de l'indépendance de la Grèce et de la Belgique (1830) et de l'unification de l'Italie. L'Europe est encore une Europe des rois. Exceptions institutionnelles, seuls le Royaume-Uni, la Suisse, la Belgique, le Portugal et la France disposent d'institutions parlementaires. L'Europe est encore majoritairement rurale et agricole, avec un développement économique inégal, l'industrialisation étant plus précoce à l'Ouest qu'à l'Est. Le déséquilibre est criant entre une Angleterre déjà majoritairement urbaine et une Russie aux structures sociales encore très archaïques. Les problèmes alimentaires persistent d'ailleurs pendant un siècle de grandes innovations. Cette inégale répartition des richesses attise les mouvements contestataires, sociaux (marxisme) ou nationaux (indépendantismes italien, slave, irlandais, etc.).

Le « printemps des peuples »

C'est un mouvement de contestation sociale et nationale touchant plusieurs pays européens en 1848-1849. La révolution parisienne est la plus aboutie puisqu'elle provoque un changement de régime et la fondation d'une république. En Italie, en Allemagne, en Hongrie, en Pologne et en Bohême se dressent également des barricades, mais elles conduisent au mieux à des changements de gouvernement, au pire à la répression, comme en Autriche-Hongrie. C'est d'ailleurs pendant cette période, lors du congrès international de la paix universelle à Paris, en août 1848, que naît le terme « États-Unis d'Europe », première étape intellectuelle vers l'idée d'une Europe unifiée.

© Groupe Eyrolles

Chapitre 10

XIXe : les Français et leur temps

-

De la société d'ordres à la société de classes

-

Créativité débridée dans un siècle bourgeois

De la société d'ordres à la société de classes

L'été 1789 a mis fin à la société d'ordres et à la tripartition immuable : clergé, noblesse, tiers état. Cette hiérarchie sociale, qui trouvait ses fondements idéologiques dans la pensée médiévale (ceux qui prient, ceux qui combattent et ceux qui travaillent), est balayée par la Déclaration des droits de l'Homme et du citoyen qui porte les principes d'égalité civique et sociale.

Au XIXe siècle, de nouvelles formes de hiérarchisation sociale apparaissent pourtant. La bourgeoisie sort considérablement renforcée par l'épisode révolutionnaire qui achève le processus d'ascension sociale des bourgeois, entamé à la fin du Moyen Âge. À la société d'ordre se substitue désormais la société de classes. Les bouleversements économiques et sociaux issus de la révolution industrielle jouent à cet égard un rôle fondateur. L'entrée de la France dans la modernité technique et économique s'accompagne en effet de conséquences sociales majeures, dont nous sommes encore aujourd'hui tributaires : exode rural et urbanisation, expansion de la bourgeoisie, naissance de la classe ouvrière, modernisation progressive des campagnes, émergence d'une société de consommation et de loisirs. Le tableau que nous brossons ici est évidemment simplificateur, car la période, un

siècle, et l'espace considéré, la France entière, multiplie le champ des possibles.

- La bourgeoisie domine la société

Un pouvoir économique et politique

On évoque souvent le XIXe siècle comme le siècle de la France bourgeoise ou France des notables. Cette volonté de gérer un tout, la France, par une minorité, la bourgeoisie, souligne l'importance nouvelle prise par cette classe sociale depuis la Révolution française. Au XIXe siècle, la bourgeoisie allie domination économique et domination politique. Ses valeurs, le capitalisme en économie et l'ordre social en politique, guident l'essentiel des politiques menées par les différents gouvernements. Si la rotation des gouvernements est grande durant le siècle, l'influence de la bourgeoisie est une constante. Sous la monarchie de Juillet, le fameux appel de Guizot aux Français, « Enrichissez-vous », témoigne des ambitions économiques des gouvernants pour le pays.

© Groupe Eyrolles

La nouveauté du siècle est l'émergence d'une bourgeoisie d'affaires, enrichie par la banque et l'industrie, renouvelant durablement les élites du pays. Cette grande bourgeoisie affiche particulièrement sa réussite sous le Second Empire, la politique économique favorisant de grands entrepreneurs comme les Schneider, les Rothschild ou les Pereire. Ce petit monde forme une société très cloisonnée, où l'ascension sociale reste très difficile. Les stratégies d'alliance matrimoniale par mariages arrangés sont la loi. L'école, remet des inégalités

Si l'enseignement primaire s'ouvre aux classes populaires après les lois Guizot et Ferry, l'enseignement secondaire et supérieur reste très élitiste, comme l'atteste l'importance accordée à la culture classique dans les programmes des lycées. C'est aussi une éducation très masculine : la première bachelière, Julie Daubié, obtient son diplôme en 1861 seulement.

La morale bourgeoise est conservatrice, si bien que le conservatisme bourgeois influence sensiblement la démarche scientifique. Ce siècle, qui croit au progrès humain et à la domestication de la nature (positivisme), classe et hiérarchise pour construire une vision ordonnée du monde : races, classes, sexes, animaux, végétaux.

Ordre et peur du désordre

Les bourgeois craignent le désordre social et la classe ouvrière est souvent perçue comme une « classe dangereuse ». L'appareil policier et judiciaire s'étend tout au long du siècle, rendant d'autant plus sensible la mainmise de l'État sur l'ensemble du territoire. Il est représenté par le garde champêtre, le gendarme, le policier. La fin du siècle voit également les premiers pas de la police scientifique, initiée par les méthodes anthropométriques d'Alphonse Bertillon. Trois formes de déviations remettant en cause l'ordre social sont particulièrement surveillées : la criminalité, la folie et la prostitution. Ces déviations sont donc strictement encadrées et contrôlées au sein de la prison, de l'asile et de la maison de tolérance.

Un début de société de consommation

Les habitudes consuméristes se transforment avec le mode de vie bourgeois. Les premiers grands magasins ouvrent leurs portes dans la seconde moitié du siècle : le Bon Marché en 1852, le Printemps en 1865, la Samaritaine en 1869, les Galeries Lafayette en 1896. Derrière ces nouvelles formes de commerce, premiers germes de la société de consommation, une multitude de boutiques fournit encore des articles de mode, des meubles ou de l'épicerie fine, nécessaires au train de vie des bourgeois. Pour eux, les premières publicités ou « réclames » marquent l'avènement de la consommation de masse.

Vivre bourgeoisement

Le logement est un microcosme de l'univers bourgeois et du genre de vie propre à cette classe. Ainsi, l'intérieur bourgeois se doit d'être opulent, bien décoré, bien éclairé, bien chauffé. La domination bourgeoise s'affirme avec l'emploi de domestiques. Les loisirs prennent une place croissante : il y a donc des pièces pour manger, recevoir, fumer, jouer du piano, lire, dormir. Par leurs revenus, les bourgeois ont accès aux loisirs et à l'oisiveté. Ils se pressent dans les stations de villégiature, en été dans les stations thermales ou les premières stations de montagne, en hiver dans les stations balnéaires de la Riviera rebaptisée « Côte d'Azur » en 1877. Le tourisme est né et, signe des temps, Michelin édite son premier guide en 1900.

- Une France de notables

À la grande bourgeoisie particulièrement bien intégrée dans les cercles du pouvoir et immensément riche s'oppose une petite bourgeoisie aux conditions de vie sans commune mesure avec les élites parisiennes. Cette France des petits commerçants et des petits patrons, des avocats et des médecins, de l'intellectuel et du fonctionnaire, constitue la classe intermédiaire, bientôt qualifiée de « classe moyenne ». Certains comme l'instituteur, le médecin ou l'avocat deviennent de véritables notables locaux. Pour eux, l'idéal d'ascension sociale est primordial. Léon Gambetta, fils d'un petit commerçant d'origine italienne de Cahors, en est l'incarnation.

L'acte de naissance du fonctionnaire

Le développement de l'appareil étatique à travers l'école ou la poste donne naissance au fonctionnaire, figure incontournable de la société française. Les républicains y trouveront un électorat de poids à la fin du siècle.

• L'émergence du monde ouvrier

L'industrialisation de la France est très lente et progressive. L'image de l'ouvrier du XIXe siècle ne doit pas être télescopée par celle que nous nous faisons du monde de l'usine au siècle suivant. La classe ouvrière est alors très composite. L'ouvrier du XIXe siècle reste encore souvent

© Groupe Eyrolles

un paysan qui, lorsque l'activité agricole se réduit, trouve un revenu complémentaire dans le travail artisanal. Le travail ouvrier se fait encore souvent à domicile, de manière temporaire. Cela n'empêche pas la constitution d'un prolétariat ouvrier dans les villes les plus industrielles du moment comme Lyon et Paris, ou dans les régions minières telles que le Nord, Le Creusot, Carmaux, Trélaté, etc. Le travail ouvrier attire les populations rurales vers les villes : c'est le début de l'exode rural français, vaste mouvement d'urbanisation qui dure jusqu'aux années 1970.

La France devient une terre d'immigration

L'industrialisation nécessite l'apport d'une main-d'œuvre étrangère car la baisse de la natalité en France ne répond plus aux besoins économiques. L'immigration belge, allemande et italienne se développe, non sans certains heurts avec les populations locales, comme c'est le cas à Aigues-Mortes en 1893 où, selon les chiffres officiels, huit Italiens travaillant dans les salines sont tués.

Les conditions de vie sont particulièrement éprouvantes. Entassés dans des logements exigu et souvent insalubres favorisant la diffusion des maladies, ou parqués aux périphéries des villes, les ouvriers sont de plus soumis à des conditions de travail difficiles. Nous sommes alors loin des 35 heures : on travaille entre 11 et 13 heures par jour, six jours sur sept avant l'institution du repos hebdomadaire en 1906. Ces conditions de travail concernent hommes, femmes et enfants, puisque les lois interdisant le travail des enfants (de moins de huit ans en 1841) sont peu respectées. Et contrairement aux idées reçues, les femmes n'attendent donc pas la Première Guerre mondiale pour connaître le monde de la mine et de l'usine.

Le travail est en outre extrêmement dangereux : il est courant de mourir sur son lieu de travail, comme l'atteste en 1906 la dramatique catastrophe de Courrières (près de Lens), où 1099 mineurs sont victimes d'un coup de grisou (explosion des émanations inflammables issues de la formation du charbon). La protection sociale est à cette époque presque inexistante : l'ouvrier n'est pas protégé contre l'accident du travail, la perte de son emploi ou contre la vieillesse, autant de raisons qui poussent les ouvriers à s'unir dans le cadre de caisses mutuelles d'assistance, préfigurant la constitution de syndicats à partir de leur légalisation en 1884. La grève se banalise alors et devient le mode privilégié de la contestation sociale.

La naissance de la culture ouvrière

Hors de l'usine ou de la mine, les ouvriers peuvent se retrouver dans les espaces de loisirs et de discussion que sont le cabaret ou le café. Ces lieux de sociabilité voient la naissance d'une culture ouvrière fondée sur la solidarité et l'émergence d'une conscience de classe. Celle-ci s'affirme lors des grèves ou des manifestations, mais également à l'occasion de fêtes populaires comme la fête du Travail le 1er mai, célébrée chaque année depuis 1892.

La condition s'améliore au fil du siècle. Contrairement à ce que prévoyait Marx, le prolétariat ne s'appauvrit pas. Certes, l'enrichissement de la nation profite aux plus aisés, mais le salaire ouvrier augmente tout au long de la période. Telle est en tout cas la tendance structurelle au-delà des épisodes de crise économique et de chômage aux

conséquences souvent dramatiques. L'alimentation évolue également tout au long du siècle : la part du pain se réduit au profit de la viande et du vin. À la fin du siècle, l'habitat ouvrier s'améliore avec les premières mesures encourageant le logement social ou par l'intervention de certains patrons.

Le paternalisme patronal

Alertés par les premières enquêtes sociologiques sur la condition ouvrière, certains patrons décident d'améliorer la condition de leurs ouvriers, non sans une certaine forme de condescendance ni d'intérêt économique. Ainsi, autour de leurs usines, certains entrepreneurs créent des logements, des écoles, des hôpitaux, instaurant un rapport de dépendance entre l'ouvrier et son patron, du berceau jusqu'au tombeau. Ce paternalisme patronal tend également à lier le destin d'une ville à celui d'une famille, comme Le Creusot et les Schneider, Clermont-Ferrand et les Michelin, Montbéliard et les Peugeot.

• La paysannerie se transforme

La ville aspire les champs

Le monde rural, réputé immuable et rétif au changement, se transforme pourtant au début du siècle. Certes, l'amélioration des rendements reste lente : engrais et machines agricoles ont du mal à pénétrer les campagnes françaises, excepté les grandes exploitations du Bassin parisien. Le monde des campagnes, qui représente encore les trois quarts de la population au milieu du siècle, ne constitue plus que 56 % de la population totale en 1914. Les campagnes se transforment avec

© Groupe Eyrolles

les évolutions politiques, économiques et sociales que connaît la France. Le départ des hommes vers les usines ou des femmes comme domestiques (les bonnes) en ville, à l'image de Bécassine, personnage populaire de bande dessinée créé en 1905, forment les cohortes de l'exode rural.

Le train et la transformation des campagnes

Le développement routier et ferroviaire permet l'expansion des échanges sur le territoire national, en voie de décloisonnement. Les agriculteurs et les industriels peuvent désormais vendre dans le cadre d'un marché national et plus seulement local ou régional. La conséquence pour l'agriculture est importante. On assiste aux débuts d'une spécialisation régionale des productions et à l'abandon progressif de la polyculture. La France du nord devient alors céréalière et la France du sud, maraîchère et viticole. Du point de vue politique, le paysan français se distingue de ses homologues européens par son statut de propriétaire. La Révolution française a permis à une grande partie de la paysannerie d'accéder à la petite propriété, évolution renforcée par l'exode rural qui libère de nouvelles terres. Cela explique, au début du siècle, la réticence envers les républicains associés aux socialistes et aux « partageux » : en 1848, la victoire électorale de Louis Napoléon Bonaparte est due au ralliement massif de l'électorat rural, qui voit en ce dernier le garant de leur propriété.

Une éducation pour tous

Les républicains retiennent la leçon et s'appuieront désormais sur les masses paysannes où il est nécessaire de diffuser le sentiment républicain tout en préservant l'ordre social et économique. À partir de 1880, la République s'y emploie avec succès. L'enseignement laïque, gratuit et obligatoire, diffuse une culture nationale et républicaine, intégrant villages et « pays » dans un espace national historiquement déterminé et géographiquement délimité. Le français s'impose alors comme langue unique sur les parlers et patois locaux, non sans une certaine violence. Le service militaire universel et obligatoire joue également un rôle intégrateur, permettant d'ouvrir les horizons des jeunes ruraux. La Première Guerre mondiale, où les paysans paient « l'impôt du sang » au prix fort, prouvera que le travail intégrateur de l'école et de la caserne a plutôt bien fonctionné.

Créativité débridée

dans un siècle bourgeois

Le début du siècle voit la percée de deux tendances contraires : rationalité contre sensibilité. La première est un retour à l'Antiquité et au classicisme. Napoléon Ier y est favorable car la rationalité des règles classiques correspond bien aux logiques d'un

régime qui cherche à contrôler jusqu'à l'image de l'Empereur, présenté en héros antique. L'autre tendance, sentimentale et spontanée, puise ses origines dans l'œuvre de Jean-Jacques Rousseau, l'un des premiers à utiliser le mot « romantique ». Le retour à la nature et à la sensibilité devient avec lui une valeur nouvelle, et les sentiments sont magnifiés après deux siècles conduits par la raison. Rejeté dans l'ombre par la Révolution sensible au culte des héros, ce mouvement s'est épanoui en Angleterre et en Allemagne, avec Goethe et son Werther.

- L'Empire a le goût du classique

L'Empire tient à l'écart l'influence romantique, devenue étrangère par ses détours hors frontières. La censure foudroie lorsque Germaine de Staël tente de l'introduire en France en 1810, avec son livre *De l'Allemagne*, où elle dénonce le romantisme : il est interdit et elle est exilée. Le début du siècle ne fait donc place qu'aux règles traditionnelles codifiées. Les thèmes de l'Antiquité et de la Mythologie sont à l'honneur : la Bourse de Paris ou l'église de la Madeleine inspirés des temples grecs en sont d'imposants témoins. En peinture, le dessin est extrêmement réaliste dans la lignée des sculptures gréco-romaines et de l'art de la Renaissance. Ce néoclassicisme exerce une influence notable sur les artistes de la première moitié du XIXe siècle. Ils passent tous de près ou de loin par l'atelier de Jacques Louis David. Parmi eux, Ingres parvient cependant à s'affranchir des règles de l'époque ; par créativité personnelle, il n'hésite pas à rajouter des vertèbres aux corps féminins afin de leur donner un dos démesurément long et plongeant (*La Grande Odalisque*, 1824, *Le bain turc*, 1862). Cette entorse aux règles académiques provoque un profond scandale, annonciateur des prochaines remises en cause du style officiel, imposé par les académies de peinture.

© Groupe Eyrolles

Violon d'Ingres

Expression née de la passion du peintre Ingres pour le violon, signifiant activité artistique exercée pendant ses loisirs.

- Le romantisme se taille une place royale

Sous la Restauration, le romantisme prend ses marques ; son succès est amplifié par le développement croissant du nombre de lecteurs potentiels. Grâce à un lectorat suffisant et aux droits d'auteur nouvellement conquis, les écrivains vont enfin pouvoir vivre de leur talent. Ils y gagnent une belle indépendance, jamais connue auparavant. La fenêtre du romantisme s'ouvre largement sur un paysage de rêve, de sensations, de passions venues de l'inconscient et des forces obscures de l'être. Les paysages torturés sont à la mode : ruines, jardins touffus à l'anglaise, clairs de lune et lacs auprès desquels verser des torrents de larmes est de bon ton. Jean-Jacques Rousseau avait déjà ouvert le chemin. Stendhal, Chateaubriand, Victor Hugo, Lamartine prennent le relais. Paradoxalement, ces grands auteurs romantiques sont des hommes d'action, profondément engagés dans la vie politique de leur temps : ils mènent tous une carrière parallèle à la littérature. Lamartine, député et ministre, accède même au gouvernement en 1848. Seul le grand poète Alfred de Vigny ne parvient pas à faire carrière en politique ; battu à la députation de Charente, il en ressort morose et incompris.

Victor Hugo (1802-1885) : l'âme du XIXe siècle

Victor Hugo, fils d'un général de Napoléon Ier, connaît une vie romantique : passions, bonheurs et chagrins côtoient son engagement politique de tous les instants. À ses débuts, son ambition est d'être « Chateaubriand ou rien ! » Cet homme dévore la vie à pleines dents, sur tous les fronts de la littérature et des combats. Auteur à succès, il réussit à vivre de sa plume de manière indépendante. Ses livres et recueils de poésies connaissent d'immenses succès de librairie : *Notre-Dame de Paris*, *Les misérables*, *Les Contemplations*... Républicain, il est député quand il prédit le coup d'État de Napoléon III à la tribune de l'Assemblée nationale. Il s'obstine ensuite dans un exil volontaire à Guernesey, en ferme opposition à l'Empire. C'est lui qui qualifie Napoléon III du titre péjoratif de « Napoléon le petit ». Revenu à Paris, il est admiré et adulé : l'avenue où il habite est débaptisée en avenue Victor Hugo de son vivant même ! À sa mort, un enterrement national le consacre par la présence de deux millions de personnes. Ses cendres sont actuellement au Panthéon.

Le romantisme est un état d'esprit auquel se rattachent des auteurs de valeur très variable. Un cercle est à retenir, le « cénacle », fondé par Victor Hugo et son ami le critique Sainte-Beuve. Tous deux reconnaissent pour maître François-René de Chateaubriand. Le mouvement romantique choque par son individualisme et sa volonté de

liberté. Il connaît en 1830 sa grande bataille d'idées : la représentation de la célèbre pièce de Victor Hugo, *Hernani*. Romantiques et classiques s'affrontent alors verbalement dans une atmosphère passionnelle, les premiers arborant en signe distinctif un gilet rouge. Une femme connaît, pour la première fois, un succès littéraire considérable : c'est Aurore Dupin, dite George Sand. Son *Indiana* est un best-seller au début du règne de Louis-Philippe.

Des amants prestigieux

George Sand a su, en plein siècle de morale bourgeoise, vivre sa vie comme elle l'entendait. Elle quitte un mari qui l'ennuie profondément et, pour gagner sa vie, prend la plume un peu par hasard : c'est immédiatement un succès. Sa vie sentimentale est très libre et, par sa personnalité exceptionnelle, elle accumule des amants remarquables. Les plus prestigieux sont Alfred de Musset, mais surtout le pianiste-compositeur Frédéric Chopin, avec lequel elle entretient une relation intense d'une dizaine d'années. Habillée souvent en homme par souci pratique de déplacement dans les rues boueuses, elle choque et étonne ses contemporains par son autonomie et sa liberté de pensée.

De son côté, la peinture reçoit aussi l'influence romantique. Goût du mystère et exaltation des passions humaines produisent une série d'œuvres majeures. Deux artistes sont représentatifs de cette nouvelle tendance : Théodore Géricault et Eugène Delacroix. Ce dernier peint, en 1827, un véritable manifeste du romantisme : *La mort de Sardanapale*. Son déchaînement de couleurs et de mouvements exhale une sensualité toute orientale, à une époque où l'orientalisme est à la mode.

Une peinture de l'actualité

Avec *Le radeau de la Méduse* (1819), Géricault s'affranchit des thèmes historiques chers au néoclassicisme au profit d'un sujet à l'actualité brûlante : le naufrage d'une frégate, la *Méduse*, au large du Sénégal en 1816. Le tableau fait scandale malgré son haut degré de technicité : réalisme du dessin, maîtrise de la composition (structure pyramidale) et traitement de la lumière. La réalité morbide des corps en décomposition rappelle les histoires sordides de cannibalisme survenues pendant l'errance de ces 149 naufragés. L'engagement politique du peintre, dénonçant ici ouvertement le gouvernement responsable de l'expédition, choque les spectateurs.

© Groupe Eyrolles

• Le goût de la réalité tempère les ardeurs romantiques

Du romantisme au réalisme

Stendhal, de son vrai nom Henri Beyle, se méfie du romantisme et cherche plutôt l'objectivité. Ses romans psychologiques, ancrés dans la vie quotidienne, partent de faits divers. Il assure la transition entre romantisme et réalisme, comme Honoré de Balzac. Ce dernier brosse, dans *La comédie humaine*, des portraits par typologie de passions. Cette œuvre gigantesque est constituée de 91 ouvrages où 2209 personnages se croisent, se déchirent et s'aiment avec l'argent comme valeur suprême. Balzac brosse ainsi, avec un sens du détail particulièrement poussé, le portrait de la société bourgeoise de la première moitié du XIXe siècle.

La littérature se démocratise. Ainsi, Eugène Sue exprime ses idées sociales à travers un feuilleton populaire : *Les Mystères de Paris*. Ces textes, dévoilés progressivement au gré des parutions du journal, connaissent un succès populaire sans précédent sous Louis-Philippe. Tout le monde en parle et tous attendent la suite avec avidité. Cet intérêt enthousiaste étonnant marque l'arrivée d'un lectorat de masse.

L'observation attentive de la vie quotidienne est également menée par les peintres réalistes. De plus, l'essor d'un procédé de reproduction peu coûteux, la lithographie, permet une démocratisation de l'image par une diffusion de l'œuvre à grande échelle. Le dessinateur et caricaturiste Honoré Daumier devient un maître en la matière, et ses lithographies, publiées dans *La caricature* puis dans *Le Charivari*, lui permettent d'exprimer son sens critique, social et politique, à l'heure de la monarchie de Juillet. La lithographie, une arme politique

L'une des plus célèbres lithographies de Daumier est celle qui illustre le massacre de la rue Transnonain en 1834. La scène, vue du sol, plongée dans un contraste lumineux, montre une famille tuée au saut du lit. Daumier n'hésite pas à dénoncer la brutalité de la répression en représentant même un petit enfant écrasé par le corps de son père. Cette gravure a joué un grand rôle dans l'émotion populaire. Le contrôle étatique de la presse s'étend alors aux dessins de presse, preuve de son importance politique nouvelle au regard de l'opinion publique.

L'observation réaliste de la société guide également les peintres Jean-François Millet et Gustave Courbet. Le premier met son talent au service de l'étude du monde rural et du travail paysan. Ce goût pour les scènes de plein air est caractéristique de la peinture de l'« école de Barbizon » à laquelle Millet appartient. L'intérêt porté aux classes populaires caractérise aussi l'œuvre de Courbet. Ce peintre, proche des milieux socialistes, est refusé à l'exposition universelle de 1855, comme chef de l'école du « laid ».

Enterrement à Ornans

Ce tableau peint en 1849, un an après l'instauration de la IIe République, s'attache à décrire une société villageoise avec une précision presque sociologique. Courbet n'hésite pas à utiliser le format monumental (3 mètres sur 6), utilisé traditionnellement pour les grands sujets historiques, pour représenter une scène banale : un enterrement anonyme. Le peintre exprime ses conceptions politiques en mettant sur un même pied d'égalité prêtre, notables, villageois et villageoises. Aucun personnage ne se distingue des autres.

Du réalisme au naturalisme

C'est également l'esprit de provocation qui guide les peintres du « salon des refusés » de 1863. En effet, sous le Second Empire, l'art académique est triomphant : le beau est déni par les salons où, pour exposer, il faut suivre les règles strictes de l'académisme. En 1863, un groupe de peintres décide d'imposer la liberté artistique en exposant dans un autre salon, connu sous le nom de « salon des refusés ». Le Déjeuner sur l'herbe (1863) d'Édouard Manet fait alors scandale par la nudité provocante de la femme assise. Les réactions courroucées du public mettent en lumière l'hypocrisie de la moralité bourgeoise. Le nu féminin est loué dans une scène mythologique ou antique, mais rejeté dans une scène de la vie quotidienne. L'Olympia du même Manet, exposée en 1865, provoque un scandale similaire.

Le réalisme survient à une époque où les progrès scientifiques fascinent l'opinion, soucieuse de comprendre la réalité. Des écrivains comme Gustave Flaubert la décrivent, eux, par le biais d'un style rigoureux. Après 1870 se développe, sous l'influence du socialisme, le naturalisme avec Émile Zola. Ce dernier tente, à partir du destin de deux familles, les Rougon-Macquart, de retranscrire le déterminisme des lois de l'hérédité dans des milieux populaires. Il est le premier à décrire sans détours, de manière crue, les classes sociales les plus défavorisées, quitte à choquer violemment ses contemporains dans ses livres : l'Assommoir, Germinal, Nana, Gervaise, L'argent. Plus jeune mais formé par Flaubert, Guy de Maupassant développe le roman naturaliste et le conte noir dans une œuvre très pessimiste, décrivant de manière sarcastique ou par le biais du fantastique l'angoisse et l'aliénation humaine.

© Groupe Eyrolles

• Les parnassiens redoutent le lyrisme

L'auteur des Fleurs du Mal, Charles Baudelaire, est au carrefour des tendances. Il subit en effet l'influence romantique mais aussi celle d'une nouvelle tendance littéraire : le formalisme, très attaché à la rigueur du style.

Des poésies scandaleuses

Les Fleurs du Mal, ouvrage très prisé à notre époque, a fait l'objet d'un procès sous l'empire de Napoléon III. Des passages, jugés indécents, ont même dû être supprimés ! Ce siècle est foisonnant sur le plan artistique et littéraire. Les voix de la liberté recherchent constamment d'autres façons de se connaître. C'est ainsi que naît une nouvelle école poétique, le Parnasse, qui prosocrit, par réaction au romantisme, toute effusion lyrique. Quelques écrivains prônent le culte de la forme stylistique rigoureuse avec Théophile Gautier. Trois recueils de poèmes publiés à partir de 1866, intitulés Le Parnasse contemporain, présentent les œuvres de Paul Verlaine, Stéphane Mallarmé et Sully Prudhomme, premier prix Nobel de littérature en 1901. Un ami de Baudelaire et de Verlaine, Arthur Rimbaud, subit également l'influence des parnassiens, même si sa poésie rebelle, dont le •euron est Le Bateau ivre, en fait un poète à part, assoiffé de révolution sociale ou morale.

• Le Parnasse

Le Parnasse est une montagne située près de Delphes, en Grèce, où sont censées résider le dieu Apollon et ses muses. Les poètes parnassiens cherchent à se dépasser et à atteindre les sommets de leur art, un idéal en quelque sorte.

- Peindre des impressions : une tentative révolutionnaire

L'impressionnisme

En 1874, un groupe de peintres sont taxés « d'impressionnistes ». Édouard Manet devient leur mentor. Quant au terme « impressionniste », il est inventé péjorativement par un critique d'art à partir du titre détourné d'un tableau de Claude Monet : *Impressions Soleil levant*. Ce tableau est exposé dans l'atelier du photographe Nadar aux côtés des tableaux de Pierre-Auguste Renoir, Alfred Sisley, Camille Pissaro et Paul Cézanne. Le mouvement prend de l'ampleur. De 1874 à 1886, sept expositions impressionnistes se tiennent à Paris, donnant ainsi une cohérence au mouvement, composé de peintres pourtant fort différents. Les points communs sont le goût pour l'observation en plein air, la rénovation du traitement de la lumière et de la couleur et l'utilisation du gouache. Ces artistes s'attachent à restituer « l'impression » du peintre.

Le pointillisme

Après 1886, l'impressionnisme se renouvelle dans le « néo-impressionnisme », incarné entre autres par le maître de la couleur, Édouard Seurat. Celui-ci invente le « pointillisme » : les tableaux sont peints par juxtaposition de petits points de couleurs. L'image est désormais créée par l'œil même du spectateur : il n'y a plus de dessin sur la toile.

- Couleurs, toujours...

La créativité de cette époque est impressionnante. La fin du XIXe siècle et le début du XXe siècle voient ainsi l'écllosion de multiples talents originaux, parmi lesquels celui du peintre néerlandais Vincent Van Gogh, qui prend la Provence comme muse. Il réinvente la couleur et annonce le fauvisme, style qui distinguera l'œuvre d'Henri Matisse. Le goût pour les couleurs chatoyantes caractérise également les compositions de Paul Gauguin, issu de « l'école de Pont-Aven ». Les paysages exotiques du douanier Rousseau (en référence à son métier) sont nés de l'imagination fertile et colorée de ce peintre autodidacte, représentatif de l'art dit « naïf ». Les décors floraux sont également très présents dans « l'art nouveau », qui s'impose à la fin du siècle dans les arts décoratifs et l'architecture.

- Paris au centre de la créativité européenne

Au tournant du siècle, Paris est la capitale mondiale des lettres et des arts. À Montmartre, les artistes fréquentent les cabarets, à l'image de Toulouse-Lautrec qui dépeint avec son regard ironique et acerbe le monde de la nuit parisienne. Ce grand peintre et illustrateur souligne l'évolution de l'image avec l'invention de la publicité et de la réclame. L'afrochiste tchèque Alfons Mucha, exilé à Paris, en est une autre figure majeure. Lieu où s'inventent de nouvelles façons de voir et de représenter le monde, Paris attire des artistes du monde entier : le Russe Chagall, l'Italien Modigliani, etc.

© Groupe Eyrolles

Révolution picturale, le mouvement cubiste s'inspire de l'œuvre de Paul Cézanne, qui évolue vers une stylisation de la réalité représentée au moyen de formes géométriques (cubes, cylindres, sphères). L'œuvre du peintre immigré espagnol Pablo Picasso poursuit cette réflexion avec, entre autres, *Les demoiselles d'Avignon* (1907). Ce tableau lance le mouvement cubiste. Ce courant, en rupture avec les règles traditionnelles de la perspective par superposition des plans, n'est pas sans lien avec la transformation du rapport à l'image liée à l'invention du « cinématographe » par les frères Lumière en 1895. En outre, on découvre au même moment un nouveau rapport à l'espace par le biais de la théorie de la relativité d'Albert Einstein : le changement de perspective est dans l'air du temps.

Le goût du XIXe siècle

La peinture française du XIXe siècle compte aujourd'hui parmi les plus populaires de l'art occidental, et les salles des musées consacrées à cette période rivalisent en fréquentation avec les salles Renaissance. En 2000, un sondage montrait que parmi les cinq artistes préférés des Français, Van Gogh et Monet arrivaient en tête du classement devant Léonard de Vinci, Renoir et Michel-Ange. Quant aux écrivains de ce siècle, ils font presque tous partie de nos « classiques ». Le parcours exceptionnel de George Sand est devenu un modèle d'émancipation féminine.

Le XXe siècle (1914-2002) : la France entre guerres et paix Survол du siècle

L'ombre des guerres surplombe l'ensemble du XXe siècle, le plus sanglant de l'histoire de l'humanité : guerres mondiales, guerres de décolonisation, génocides, massacres de masse se succèdent dans une funeste danse macabre.

Ces conflits doivent être lus comme les fruits de la diffusion du nationalisme, dressant des peuples entiers les uns contre les autres, mais aussi comme la conséquence de la grande rupture de 1917, lorsque la Révolution bolchevique transforme la Russie en fédération de républiques socialistes. Le siècle est donc traversé par la lutte idéologique entre le communisme et ses opposants. L'expansion du nazisme s'appuie sur l'anticommunisme diffus au sein des sociétés européennes. La crainte du communisme soviétique explique également la Guerre froide divisant le monde à partir de 1947.

La France joue un rôle central dans les évolutions du siècle en tant que théâtre des deux guerres mondiales, mais aussi en tant qu'acteur privilégié de la décolonisation. Dans ces conflits, les Français sont à la fois victimes, héros et bourreaux. Pour autant, les motifs d'optimisme ne doivent pas être écartés : dans la seconde partie du siècle, la France se modernise puis achève son processus de démocratisation et de libéralisation politique ; la réconciliation franco-allemande porte les germes d'une paix longtemps espérée au sein d'un continent européen en voie d'unification. D'ailleurs, en 1989, le rideau tombe sur une scène de liesse lorsque l'Allemagne et l'Europe se réconcilient après 40 ans de divisions et de conflits Est-Ouest.

Quelques découvertes du siècle

1927 : premier film parlant 1928 : pénicilline 1934 : radioactivité artificielle 1942 : pile atomique 1945 : bombe atomique 1946 : ordinateur 1947 : franchissement du mur du son 1950 : télévision couleur 1953 : ADN 1957 : premier satellite artificiel (spoutnik) 1960 : pilule contraceptive 1961 : Youri Gagarine, premier homme dans l'espace 1969 : Premier vol habité sur la Lune. Concorde, premier avion commercial à réaction. 1971 : microprocesseur 1974 : Lucy, fossile australopithèque 1974 : carte à puce 1975 : fibre optique 1978 : première fécondation in vitro 1981 : P.C. (personal computer) et première ligne TGV 1982 : téléphonie mobile 1983 : identification du virus du SIDA 1992 : généralisation d'Internet, premier million d'utilisateurs 1996 : Dolly, premier mammifère cloné

© Groupe Eyrolles

Filigrane chronologique : 1914-2002

En France À l'étranger

IIIe République (1870-1940)

Première Guerre mondiale (1914-1918)

1914 Déclarations de guerre. Assassinat de Jaurès. Bataille de la Marne

1915 Génocide arménien

1916 Bataille de Verdun. Bataille de la Somme

1917 Chemin des Dames. Mutineries Révolutions de février et d'octobre en Russie. Entrée en guerre des États-Unis

1918 Armistice Paix de Brest-Litovsk

1919 Traité de Versailles Révolution spartakiste

1920 Congrès de Tours

1922 Prise de pouvoir de Mussolini en Italie

1929 Krach de Wall Street

1933 Hitler chancelier

1934 Émeutes d'extrême droite

1936 Gouvernement Blum : Front populaire Guerre civile espagnole

1938 Conférence de Munich

.../...

En France À l'étranger

Seconde Guerre mondiale (1939-1945)

1939 Entrée en guerre. Drôle de guerre Pacte germano-soviétique
Régime de Vichy (1940-1944)
1940 Campagne de France. Armistice. Appel du 18 juin. Entrevue de Montoire. Premier
statut des Juifs Bataille d'Angleterre
1941 Invasion de l'URSS. Pearl Harbor (entrée en guerre des États-Unis)
1942 Ra●e du Vélodrome d'hiver. Débarquement allié en Afrique du Nord. Occupation de la
zone libre Début de la politique d'extermination des Juifs
1943 Création du Conseil national de la Résistance Bataille de Stalingrad
1944 Débarquements de Normandie et de Provence. Libération
Gouvernement provisoire de la République française (1944-1946)
1944 Droit de vote aux femmes. Sécurité sociale
1945 Conférence de Yalta. Création de l'ONU. Hiroshima et Nagasaki
IVE République (1946-1958)
1946 Référendum sur la Constitution Guerre d'Indochine
1947 Plan Marshall. Vague de grèves Indépendance de l'Inde
1948 Coup de Prague. Création d'Israël. Blocus de Berlin
1949 OTAN. Création de la RFA et de la RDA. Chine populaire

.../...

© Groupe Eyrolles

En France À l'étranger

1950 Projet de Communauté européenne de défense Début de la guerre de Corée
1951 CECA
1954 Accords de Genève : ●n de la guerre d'Indochine Dien Bien Phù
1956 Début de la guerre d'Algérie (émeutes à Alger) Crise de Suez Indépendance du Maroc
et de la Tunisie. Insurrection de Budapest
1957 Traité de Rome : CEE
1958 Crise du 13 mai. Référendum sur la Constitution
Ve République (1958-2...)
Présidence de Charles de Gaulle (1958-1969)
1960 Nouveau franc. Bombe atomique française Indépendance de l'Afrique noire française.
1961 Attentats de l'OAS. Putsch des généraux à Alger Mur de Berlin
1962 Drame de Charonne. Accords d'Évian (●n de la guerre d'Algérie). Référendum sur
l'élection présidentielle Crise des missiles à Cuba
1964 Guerre du Vietnam
1965 Élections présidentielles au suffrage universel
1966 Retrait français de l'OTAN. Légalisation de la contraception
1968 Révoltes étudiantes et grèves ouvrières de mai-juin Printemps de Prague
Présidence de Georges Pompidou (1969-1974)
1973 Guerre du Kippour 1er choc pétrolier

.../...

En France À l'étranger

Présidence de Valéry Giscard d'Estaing (1974-1981)

1974 Loi Veil sur l'avortement
1979 Premières élections européennes Révolution iranienne. Invasion de l'Afghanistan
1re Présidence de François Mitterrand (1981-1988)
1981 Abolition de la peine de mort Nationalisations Solidarnosc en Pologne
1983 Projet Savary de réforme scolaire. Percée du F.N. Crise des euromissiles
1986 1re cohabitation : J. Chirac Premier ministre Perestroïka en URSS
1988 Réélection de F. Mitterrand. Règlement du con●it en Nouvelle-Calédonie
1989 Bicentenaire de la Révolution française Chute du mur de Berlin
1990 Invasion du Koweït par l'Irak
1991 Édith Cresson, 1re femme Premier ministre Guerre du Golfe. Fin de l'URSS. Guerre en
ex-Yougoslavie
1992 Référendum de Maastricht Union européenne
1993 2e cohabitation : E. Balladur Premier ministre
1994-1995 Vague d'attentats du GIA en France Génocide rwandais
Présidence de Jacques Chirac (1995-2007)
1995 Abolition de la conscription Grave con●it social

1997 Dissolution de l'Assemblée, 3e cohabitation : Lionel Jospin Premier ministre
1998 Assassinat du préfet Érignac Loi sur les 35 heures. Équipe de France championne du monde de football
1999 Introduction de l'euro Guerre au Kosovo

.../...

© Groupe Eyrolles

En France À l'étranger

2000 Référendum sur le quinquennat Loi sur la parité

2001 Attentats du 11 septembre Guerre en Afghanistan

2002 Mise en circulation de l'euro. Réélection de J. Chirac. J.-M. Le Pen au 2e tour

© Groupe Eyrolles

Chapitre 11

Les Français au XXe siècle

La Première Guerre mondiale : 1914-1919

Ce conflit, par l'ampleur des destructions humaines et matérielles, est un véritable traumatisme pour les peuples européens. Guerre d'un nouveau type, la Grande Guerre n'est plus seulement une opposition de soldats mais un conflit sans merci entre des peuples entiers tendus dans l'effort de guerre : c'est la « guerre totale ». On distingue généralement trois phases dans le conflit : la guerre de mouvement classique (août-novembre 1914) ; la stabilisation des lignes de front (en France à l'Ouest et en Russie à l'Est), appelée aussi la « guerre des tranchées » (octobre 1914-printemps 1918) ; la reprise de la guerre de mouvement après l'arrivée des troupes américaines donnant l'avantage décisif aux alliés (1918).

• 1914. Une entrée en guerre par réaction en chaîne

Le début de la guerre est souvent perçu comme le point d'aboutissement inévitable de la confrontation des puissances européennes : les systèmes d'alliances forgés à la fin du XIXe siècle auraient constitué un véritable baril de poudre prêt à exploser. Or, à l'été 1914, le déclenchement du conflit prend les Européens par surprise. Comment passe-t-on en moins d'une semaine de l'état de paix à celui de guerre ?

L'assassinat de l'héritier austro-hongrois

Le 28 juin 1914, l'archiduc François-Ferdinand, héritier de l'empire d'Autriche-Hongrie, meurt avec sa femme sous les balles d'un jeune étudiant nationaliste bosniaque de Serbie, Gavrilo Princip, hostile à l'occupation autrichienne en Bosnie-Herzégovine. Avec l'accord de son allié allemand, l'Autriche profite de l'événement pour mater la Serbie indépendante : un ultimatum est envoyé aux autorités serbes exigeant la répression des mouvements hostiles à l'Autriche, répression devant être appuyée par la participation de fonctionnaires autrichiens. Pour la Serbie, cette violation flagrante de sa souveraineté rend l'ultimatum inacceptable. En France, on est loin de se douter des événements à venir : l'ultimatum reste dans l'ombre suite à l'assassinat du directeur du Figaro par Mme Caillaux, excédée par la campagne de calomnies contre son époux, le ministre des Finances Joseph Caillaux.

La Serbie est une protégée de la Russie car c'est une nation slave. Les Autrichiens et les Allemands prennent le pari risqué de la non-intervention russe, mais ils se trompent. Russes et Autrichiens sont en effet engagés dans une vaste lutte d'influence opposant nationalités slaves et germaniques en Europe centrale. L'entrée en guerre de l'Autriche-Hongrie provoque, par réaction en chaîne des alliances, l'entrée en guerre de la quasi-totalité du continent.

Le jeu complexe des entrées en guerre

-

le 28 juillet : l'Autriche-Hongrie déclare la guerre contre la Serbie.

-

le 30 juillet : les Russes décident d'entrer en guerre contre l'Autriche-Hongrie.

- le 31 juillet : les Austro-hongrois déclarent la guerre à la Russie.
- le 1er août : l'Allemagne, solidaire de l'Autriche-Hongrie, déclare la guerre à la Russie.
- le 1er août : La France décide la mobilisation générale.
- le 3 août : l'Allemagne déclare la guerre à la France.
- le 4 août : le Royaume-Uni déclare la guerre à l'Allemagne.

L'empire ottoman rejoint les puissances germaniques en novembre 1918, ouvrant une nouvelle ligne de front au Sud-Est de l'Europe. L'Italie, quant à elle, attendra 1915 pour s'engager aux côtés des Alliés (France et Royaume-Uni), revenant ainsi sur son alliance passée avec les puissances germaniques. En moins d'une semaine, les principales puissances du continent entrent en guerre par un véritable jeu de domino diplomatique.

© Groupe Eyrolles

La mobilisation générale de l'Europe

En quelques jours, 20 millions d'Européens sont mobilisés et appelés sous les drapeaux : c'est l'aboutissement du principe de « conscription universelle », initié par la Révolution française. Toutefois, le mythe des Français enthousiastes partant « la •eur au fusil » par patriotisme est remis en cause par les historiens actuels : ils semblent partir en guerre par détermination plus que par enthousiasme, résolus à défendre leur pays agressé. L'heure est à la défense de la patrie, y compris dans les milieux paci•stes, surtout après l'assassinat de Jean Jaurès le 31 juillet 1914 par un nationaliste.

L'événement marque le ralliement des forces de gauche à la mobilisation nationale. Le patriotisme a prévalu sur l'internationalisme socialiste. Pour beaucoup en effet, plus qu'un con•it entre nations, c'est une véritable guerre morale qui s'engage, opposant le libéralisme à la barbarie autoritaire incarnée par l'empire allemand. L'enjeu pour la France est aussi de récupérer l'Alsace et le nord de la Lorraine.

Le déclenchement de la guerre apparaît comme le résultat du nationa•lisme et du militarisme européens. Les Allemands ont développé un vif sentiment de vulnérabilité face à l'alliance des Français avec la Russie, encerclant l'Allemagne à l'Est et à l'Ouest, mais aussi face à la puissance coloniale de la France et de la Grande-Bretagne. En outre, aucune puissance ne fait entendre, en cet été 1914, une voix de la paix susceptible de désamorcer le jeu des alliances. La Première Guerre mondiale est bel et bien un gouffre dans lequel tous les gouverne•ments sont entrés délibérément, comme si la guerre était jugée inévi•table par tous.

- 1914-1916. Une guerre d'un nouveau genre

Les armées avancent

Pour les états-majors, la guerre doit être rapide et offensive. Depuis 1905, l'armée allemande a anticipé sa stratégie en cas de con•it : elle envisage une percée éclair sur le front français pour porter ses efforts ensuite contre la Russie. En moins de deux mois, l'armée allemande est à quelques dizaines de kilomètres de Paris. Les soldats français, vêtus du fameux pantalon rouge garance, constituent une cible facile pour les mitrailleuses allemandes. Les choix vestimentaires sont encore ceux des guerres d'autrefois, où il fallait s'illustrer sur le champ de bataille ; mais désormais la guerre n'est plus un exploit individuel mais un engagement collectif.

Un mythe dans la guerre

L'offensive allemande est particulièrement violente : à Louvain en Belgique, 5500 civils ayant pris les armes sont exécutés car l'état-major allemand craint une guerre de francs-tireurs. Face à ces exactions bien réelles, la rumeur se déforme et en•e, donnant

naissance au mythe des jeunes filles aux « mains coupées » par les soldats allemands. Cette rumeur provoque la panique et l'exode des populations civiles. Elle sera abondamment utilisée par la propagande alliée et servira à la « diabolisation de l'ennemi », faisant du soldat adverse un être déshumanisé, naturellement violent, et donc légitime à combattre.

Pour l'heure, il s'agit d'un remake de la débâcle de 1870. Cependant, une erreur de l'état-major allemand, en proie à des difficultés sur le front russe et en Belgique, permet à l'armée française d'arrêter l'avancée allemande. C'est le début de la bataille de la Marne, où, sur plus de 300 km en Champagne, se joue le sort de la guerre. Grâce à une reconnaissance aérienne, grande première de l'histoire militaire, le mouvement allemand est percé à jour et offre une opportunité pour une contre-offensive franco-anglaise sur le flanc de l'armée ennemie. Le général Moltke est contraint d'ordonner le repli des troupes allemandes épuisées et en sous nombre. Le chef de l'état-major français, le général Joffre, peut alors crier victoire : il devient aux yeux de l'opinion le « héros de la Marne ».

Et les taxis de la Marne ?

L'histoire retient les taxis parisiens réquisitionnés pour transporter, en longues files, les troupes de Paris sur le front. En réalité, ce transport de troupes original n'a joué qu'un rôle symbolique dans la bataille et n'a nullement contribué à la victoire. Nouveau mythe dans la guerre, cet épisode sera habilement repris par la propagande française pour mobiliser l'opinion.

Les armées s'enterrent

La guerre est loin d'être finie : dès novembre, les fronts se stabilisent suite aux échecs successifs des nouvelles offensives allemandes. Chaque armée s'enterme dans des tranchées longues de 750 km, des Vosges à la mer du Nord. Pour les soldats, c'est le début de « l'enfer des tranchées ». D'autres fronts s'ouvrent aussi en Turquie, dans les Alpes italiennes, dans les Balkans (armée d'Orient), avec l'entrée en guerre de l'Empire ottoman et de la Bulgarie aux côtés des empires germaniques, de l'Italie et de la Roumanie du côté de l'Entente. Sur mer, les flottilles se

© Groupe Eyrolles

livrent une lutte sans merci ; le combat européen se déplace dans les colonies, notamment en Afrique où les colonies allemandes sont facilement occupées par les Français et les Britanniques.

« L'enfer, c'est la boue » : la vie dans les tranchées

La tranchée est devenue le symbole de la Grande Guerre, quotidien des soldats durant plus de trois ans. La guerre de position l'emporte désormais sur l'offensive. Pendant trois ans, les soldats français et allemands se font face, séparés par les quelques centaines de mètres d'un no man's land où les excavations creusées par l'artillerie et les barbelés freinent toute progression. Les tranchées, en pointes ou en créneaux pour maximiser la protection, sont d'une complexité extrême : tranchées de première ligne, tranchées de soutien, tranchées de réserve reliées entre elles par des boyaux perpendiculaires formant un véritable labyrinthe dans lequel même les soldats se perdent. La tranchée, dans cette exceptionnelle dimension, est du jamais vu dans l'art de la guerre. Elle conduit donc à l'adaptation et au perfectionnement des techniques de guerre : observation aérienne par ballon ou avion, lance-bombes, grenades... L'arme chimique entre en lice : le gaz est utilisé pour la première fois par les Allemands à Ypres en Belgique, d'où son nom d'Ypérite (surnommé gaz moutarde). Une année passe avant qu'arrivent le fameux uniforme bleu horizon et le casque « Adrian » remplaçant l'uniforme rouge très voyant et le calot peu protecteur.

Les historiens de la guerre s'intéressent aujourd'hui à la vie des soldats, à la guerre perçue par les combattants. Il reste malaisé d'imaginer le quotidien des « poilus » aux conditions de vie très difficiles en raison du mauvais ravitaillement, de la peur constante de la mort dans l'alternance d'offensives courageuses hors des tranchées et du martèlement assourdissant d'explosions d'obus (l'artillerie est à l'origine des trois quarts des décès). Face à ces conditions extrêmes, on s'interroge sur le ressort de la résistance psychologique des soldats. L'élan patriotique peut-il à lui seul expliquer cette abnégation au combat ? Une majorité d'historiens de la guerre avance l'idée du rôle essentiel d'une « culture de guerre », fondant l'adhésion des combattants à une propagande habilement menée contre l'ennemi allemand, le « Boche », présenté alors comme une menace

pour la civilisation. Les recherches s'orientent également sur la culture des tranchées et notamment l'esprit de camaraderie, l'esprit de corps. Pendant cette guerre, au-delà de la défense de la patrie, le combat se fonde sur l'élan de solidarité. Une véritable culture des tranchées apparaît avec ses journaux aux noms évocateurs : Le Crapouillot, L'écho des gourbis, Le Canard des poilus, L'Écho de la mitraille, etc. Moment d'évasion, un artisanat improvisé transforme en objets d'art les balles, obus, casques... et reste pour nous l'écho du quotidien des poilus.

Union sacrée autour de la défense de la patrie

Pendant la guerre, l'état-major impose ses vues au gouvernement pendant les premiers mois de la guerre. Pourtant, les institutions restent en place et fonctionnent presque normalement. Même si le Parlement n'est pas renouvelé, aucune élection n'a lieu pendant la durée des hostilités. Dès le début de la guerre, René Viviani constitue un gouvernement d'union nationale où sont représentées toutes les forces politiques de la droite jusqu'aux socialistes. Cette « Union sacrée » au sein du gouvernement perdure jusqu'en 1917.

Un certain nombre de libertés sont néanmoins suspendues. La liberté de la presse est limitée car on redoute les indiscretions pouvant favoriser l'ennemi, comme en 1870 lorsque les Prussiens avaient connu les mouvements des troupes françaises grâce aux journaux parisiens ! La censure commence : elle concerne d'abord les informations à caractère militaire, puis déborde rapidement vers le domaine politique. Toutes critiques contre le gouvernement ou le commandement, toute propagande pacifiste (assimilée au défaitisme) sont condamnées. Malgré la censure, un journal critique émerge en 1916 : Le Canard enchaîné.

Le gouvernement cherche encore à contrôler l'opinion par la propagande à travers divers thèmes : héroïsation des soldats français, dénigrement des soldats allemands, encouragement de l'effort de guerre, amplification des victoires, minimisation des défaites, etc. Cette propagande s'appuie sur de multiples supports : affiches, journaux, cartes postales, films... La population n'en reste pas moins mécontente face à ce qu'on appelle alors « le bourrage de crâne ».

• 1916. Verdun : de la bataille au mythe

Cette petite localité lorraine est jusqu'en 1916 connue pour le traité signé en 843 entre les trois petits-fils de Charlemagne se partageant l'Empire carolingien. Or, en 1916, Verdun devient le théâtre de la plus sanglante des batailles de la Première Guerre mondiale.

La bataille de tous les soldats

La bataille de Verdun débute sur la rive droite de la Meuse. La forte forteresse défendant la ville a été choisie par le commandement allemand pour « saigner à blanc », par un bombardement intensif, l'armée française. Cette dernière n'a donc pas d'autre choix que de tenir Verdun, véritable porte d'entrée vers Paris. L'offensive est lancée le 21 février 1916. La défense de la place est confiée au général Pétain, un spécialiste

du Groupe Eyrolles

de la défensive. Celui-ci, soucieux de ne pas exposer trop longtemps les mêmes soldats au feu ennemi, met en place une rotation des effectifs. L'engagement est en effet particulièrement violent. Verdun atteint le paroxysme de la guerre d'usure. Ainsi, durant les dix mois de la bataille, soixante millions d'obus sont tirés sur un front large de quelques dizaines de km² ! Verdun devient alors un paysage lunaire, véritable champ d'obus d'où s'élève une odeur pestilentielle en raison des milliers de cadavres en décomposition. La résistance française s'organise cependant grâce à la rotation des effectifs, mais le ravitaillement est difficile : une simple départementale et une seule ligne de chemins de fer relient la ville à l'arrière. Chaque jour, des milliers de camions défilent à la cadence d'un véhicule toutes les 15 secondes sur cette route qualifiée de « Voie sacrée » par la plume de l'écrivain nationaliste Maurice Barrès.

Une légende dans la guerre : la « tranchée des baïonnettes »

Pendant la bataille, une compagnie est retrouvée ensevelie dans une tranchée par les baïonnettes affleurant à la surface. Aussitôt, chacun y voit un symbole de l'héroïsme des soldats français, restés à leur poste et enterrés vivants. En fait, il est probable que les fusils aient servi à signaler des sépultures créées à la hâte, pratique courante à l'époque. Cette scène marquante devient une légende utilisée à des fins de propagande. Un monument commémoratif, en hommage à ces soldats courageux, sera d'ailleurs construit après

le connaît.

La contre-offensive française lancée à l'automne permet la reconquête des territoires perdus en février. Mais cette victoire est coûteuse en êtres humains : 163 000 Français et 143 000 Allemands sont morts à Verdun. Cette bataille devient le symbole de l'esprit de résistance et du courage des soldats français.

• 1917. L'année terrible

L'Europe est en guerre depuis deux ans et demi. Les populations, qui croyaient à une guerre rapide, commencent à se décourager. L'effort de guerre qui repose sur une adhésion pleine et entière de la population est compromis. L'objectif de victoire vacille avec la crise de l'année 1917.

Depuis le début de la guerre, les états-majors rêvent d'une offensive décisive susceptible de la faire basculer. En France, ce culte de l'offensive a déjà conduit à la désastreuse bataille de la Somme, en juillet 1916, menée conjointement avec l'armée britannique. Le résultat est peu probant : on compte 100 000 morts du côté français pour une progression de 5 km ! En 1917, le commandement prépare une nouvelle offensive avec attaque surprise et utilisation des chars. Le général Nivelle, remplaçant de Joffre, concentre l'attaque sur la région du Chemin des Dames, dans un relief encaissé jugé imprenable. Cette offensive est un échec sanglant : en deux semaines, les combats font 40 000 morts et 100 000 blessés du côté français.

Cette dernière offensive inutile provoque alors une vive émotion dans l'armée. De mai à juin, les deux tiers des unités connaissent des mutineries et des actes d'indiscipline. Les mutins réclament la fin des offensives absurdes et meurtrières, l'amélioration de leurs conditions de vie, voire l'arrêt des hostilités. Pour maintenir la discipline, 4000 soldats sont jugés par les conseils de guerre et 554 sont condamnés à mort (dont 49 seront exécutés). Le nouveau chef de l'armée, le général Pétain, cherche alors à préserver le moral des troupes en améliorant le quotidien des soldats et en stoppant les offensives inutiles. Cette prise de position est à l'origine de sa très grande popularité dans l'armée et dans la population.

La chanson de Craonne

Cette chanson restée anonyme, malgré la récompense promise par l'état-major pour connaître son auteur, exprime la détresse des soldats en 1917 : Ceux qu'ont l'pognon, ceux-là r'viendront/ Car c'est pour eux qu'on crève / Mais c'est moi, car les trouffions/ Vont tous se mettre en grève/ Ce s'ra votre tour, messieurs les gros/ De monter sur l'plateau/ Car si vous voulez la guerre/ Payez-la d'votre peau !

(extrait).

Cette vague de protestation ne traverse pas seulement l'armée, elle concerne aussi le pays à l'arrière. Depuis le début de la guerre, la paix sociale avait été maintenue par l'Union sacrée. Avec la baisse du pouvoir d'achat, le début de l'année 1917 est marqué par une série de grèves. À la Chambre, les partis de gauche se retirent du gouvernement en septembre. Georges Clemenceau forme alors un nouveau gouvernement, ancré plus à droite : c'est la fin de l'Union sacrée sur le plan politique.

Les fusillés de la mémoire

La polémique provoquée en 1998 par les propos de Lionel Jospin, à Craonne, montre que les plaies ouvertes en 1917, ne sont toujours pas refermées et interdisent la réintégration des mutins de 1917 dans la mémoire nationale.

© Groupe Eyrolles

Pour le camp allié de la France, l'année 1917 est aussi un tournant décisif : les États-Unis, indignés par l'outrance de la guerre sous-marine allemande dans l'océan Atlantique, entrent dans la guerre en avril.

Le torpillage du Lusitania par les Allemands

Déjà, le torpillage du paquebot britannique Lusitania, en mai 1915, avec ses 1198 victimes dont 128 Américains, avait fortement ému l'opinion américaine. La stratégie allemande viole ensuite le principe de liberté de navigation, essentiel pour les Américains dont le commerce avec l'Europe est vital.

Les États-Unis rompent alors avec « l'isolationnisme », doctrine de non-intervention dans les affaires européennes. Mais leur entrée en guerre est contrebalancée par la défection de l'allié russe, due à la révolution bolchevique d'octobre 1917. Or, le front russe est essentiel pour les Alliés qui visent à écarteler l'armée allemande entre deux fronts : à l'Ouest et à l'Est. Au bord de la guerre civile, le nouveau dirigeant russe, Lénine, hostile à une guerre « impérialiste », négocie une paix séparée avec l'Allemagne le 3 mars

1918 : c'est la paix de Brest-Litovsk.

L'arrêt des combats à l'Est permet aux empires germaniques de concentrer leurs efforts à l'Ouest. Cependant, la force industrielle et démographique des États-Unis doit entraîner à terme un basculement en faveur des Alliés. Pétain déclare d'ailleurs : « J'attends les chars et les Américains. »

- 1918. La victoire finale

Le temps joue en faveur des Alliés en raison de l'arrivée progressive des contingents américains, et le commandement allemand le sait. Ce dernier décide donc le tout pour le tout : trois offensives au printemps en Picardie, Flandres et Champagne. Pour démoraliser le pays, les populations civiles sont visées par l'artillerie. Le fameux canon « La Grosse Bertha » (du nom de la fille du fabricant de canons Krupp) frappe l'église Saint-Gervais à Paris, tuant du même coup 88 personnes. Les populations sont très angoissées face aux premiers bombardements aériens allemands sur Londres et Paris avec les avions Gothas. Après l'échec de la dernière offensive allemande, une contre-offensive alliée est dirigée par le commandant interallié, le général Foch. Les lignes allemandes sont enfoncées, prouvant la supériorité humaine et matérielle des Alliés. Pour la première fois depuis le début de la guerre, les troupes allemandes marquent des signes de défaillance. Leur esprit de résistance est définitivement brisé par la vaste offensive conjointe des Alliés, lancée le 26 septembre sur 350 km de front. Les empires austro-hongrois et ottoman sont également au bord de la déroute militaire. Plus grave pour l'Allemagne, l'arrière réclame l'armistice, alors que la situation devient pré-révolutionnaire avec le début de la révolution spartakiste à Berlin.

- Les spartakistes

Groupe de socialistes révolutionnaires allemands comprenant deux femmes restées célèbres, Rosa Luxemburg et Clara Zetkin. Ce mouvement faisait référence à Spartacus, l'esclave qui a dirigé une grande révolte contre Rome au premier siècle avant J.-C.

Après 1560 jours de combat, l'armistice est signé le 11 novembre par le maréchal Foch, alors même que les armées alliées n'ont pas pénétré le territoire allemand. Le wagon de Foch, dans la clairière de Rethondes en forêt de Compiègne, décor de cette signature officielle, est resté dans les mémoires.

- 1919. La « paix perpétuelle » prépare une nouvelle guerre

Un armistice est un arrêt des hostilités mais ne met pas fin à l'état de guerre. C'est l'objet des négociations de paix de 1919. La plus célèbre est celle de Versailles, qui règle la paix entre les Alliés et l'Allemagne. Clemenceau négocie pour la France, Lloyd George pour la Grande-Bretagne et Wilson pour les États-Unis. Événement d'importance, c'est la première fois qu'un président américain quitte le territoire national. Il est accueilli triomphalement à son arrivée à Paris en apôtre de la paix. En effet, ce sont ses propositions, les fameux « 14 points », qui ont servi de base aux négociations avec l'Allemagne.

14 points pour fonder un nouvel ordre mondial

Le président des États-Unis, Wilson, propose une réorganisation des relations internationales afin d'instaurer une « paix perpétuelle » entre les nations. Il propose entre autres la liberté du commerce dans une perspective libre-échangiste, la mise en place d'une association des nations visant au respect du droit international, et le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes.

© Groupe Eyrolles

Mais les désaccords se font vite sentir entre les Alliés, notamment entre Clemenceau et Wilson. Pour les Français, l'enjeu est d'obtenir des réparations financières pour reconstruire un pays dont le quart Nord-Est est en ruines. L'objectif est également de désarmer l'Allemagne afin de garantir la sécurité de la France. Pour les Américains, bientôt rejoints par les Britanniques, il ne faut pas trop affaiblir l'Allemagne pour ne pas rompre l'équilibre en Europe. Comme nul n'est prêt à rompre l'alliance victorieuse, des compromis sont trouvés. Le traité de Versailles est signé par les représentants allemands le 28 juin 1919 dans la galerie des Glaces du château, là même où l'unité allemande avait été proclamée moins de 50 ans plus tôt. Le fameux article 231 fait de l'Allemagne la seule responsable des dommages de guerre qu'elle doit rembourser. Le traité ouvre donc la délicate question des « réparations », future pomme de discorde entre les pays européens.

Des conditions humiliantes pour l'Allemagne

L'Allemagne restitue l'Alsace et la Lorraine à la France et perd toutes ses colonies : le

Togo et le Cameroun intègrent alors l'empire colonial français. Afin de garantir le respect du traité, l'armée allemande est désarmée et réduite à seulement 100 000 hommes ; la rive gauche du Rhin est démilitarisée et la Rhénanie est occupée pour une durée de 15 ans.

L'Allemagne ressort humiliée de ce diktat imposé par les Alliés.

Le traité de Versailles prévoit la création d'une Société des Nations (SDN), ancêtre de l'ONU, ayant vocation à imposer la paix par le respect du droit international (principe de sécurité collective). Les traités de Saint-Germain avec l'Autriche, de Neuilly avec la Bulgarie, de Trianon avec la Hongrie, de Sèvres avec les Ottomans viennent parachever ce règlement de la guerre. Ces traités de paix modifient considérablement la carte de l'Europe : la partition de l'Empire austro-hongrois donne naissance à l'Autriche, à la Hongrie, à la Pologne, à la Tchécoslovaquie, à la Roumanie et à la Yougoslavie ; au Moyen-Orient, le démantèlement de l'Empire ottoman conduit à l'apparition de nouveaux États : Syrie, Irak, Palestine et Arabie saoudite.

Les traités ouvrent la voie au fascisme

Ces traités ont été très mal reçus dans les pays vaincus. Dans les années 1920 et 1930, le nazisme s'appuiera sur les frustrations nées de ces traités, et leur remise en cause par Adolf Hitler sera l'un des fondements de sa popularité. Le traité de Versailles a été également très mal vécu en Italie, pourtant dans le camp des vainqueurs, les Italiens jugeant leurs gains territoriaux dérisoires au regard de leurs pertes. Ce sentiment de frustration, « la victoire mutilée », sera un terreau pour la montée du fascisme.

Paradoxalement, ces traités qui devaient instaurer la paix ont été une des causes du futur conflit mondial de 1939-1945.

La France de l'entre-deux-guerres : 1919-1939

Deux périodes se détachent : les années vingt, qualifiées souvent d'« années folles » pour signifier le retour à une certaine forme d'insouciance après la Grande Guerre. Mais ce phénomène concerne surtout les classes aisées parisiennes. Les années trente, beaucoup plus sombres, constituent une véritable crise morale et politique malgré la brève embellie de l'été 1936 faisant suite aux mesures sociales du Front populaire.

• 1919-1924. L'union de la droite : la « Chambre bleu horizon »

Les élections législatives de 1919 voient la victoire du Bloc national, une alliance des partis de droite recrutant même les partis conservateurs et catholiques écartés du pouvoir depuis 1879. Pour la première fois, le Parti radical, dominant avant guerre, recule à la Chambre des députés. De nombreux députés du Bloc national sont des hommes nouveaux recrutés parmi les anciens combattants. En référence à la couleur de l'uniforme des poilus, la Chambre est appelée « Bleu horizon ».

On a perdu le Président !

Georges Clemenceau, bien qu'auréolé par la victoire, s'est attiré beaucoup d'ennemis à cause de ses positions tranchées. Aux élections présidentielles de 1920, c'est le très modéré Paul Deschanel qui l'emporte, perpétuant la tradition du choix porté sur des personnalités de second plan pour le poste présidentiel. Mais sa santé mentale est vacillante : lors d'un voyage de nuit, il tombe du train ! Au petit matin, un couple de gardes-barrière voit arriver un homme en chemise de nuit leur annonçant : « Je suis le président de la République. » Démissionnaire, il est bientôt remplacé par Alexandre Millerand.

L'ombre de la guerre plane sur la Chambre. Lors de la séance inaugurale, une intense émotion traverse les bancs des députés à l'entrée des représentants de l'Alsace et de la Lorraine. La nouvelle législature cherche à prolonger l'esprit de réconciliation qui caractérisait l'Union sacrée. Une politique d'apaisement en direction de l'Église est ainsi menée : rétablissement des relations diplomatiques avec le Saint-Siège, maintien (jamais remis en cause) du statut concordataire de

© Groupe Eyrolles

l'Alsace-Lorraine de 1801. La loi de séparation des Églises et de l'État ne s'appliquera pas dans ces régions. Pour remédier à l'affaiblissement démographique provoqué par la guerre (la population française en 1920 équivaut à celle de 1870 avec 39 millions d'habitants environ), les lois durcissent la législation contre l'avortement et la contraception.

Sur le plan social, le gouvernement doit faire face, au printemps 1920, à l'un des plus importants mouvements de grève de l'histoire politique française. Face à la menace de

grève générale, le gouvernement réagit : envoi des forces de l'ordre contre les grévistes, arrestations des dirigeants syndicaux qui brisent le mouvement, licenciements massifs de grévistes. Le syndicalisme français en sortira pour de longues années affaibli et divisé.

• 1920. Division de la gauche au congrès de Tours

Les socialistes de la SFIO sont, comme les syndicats, amenés à se positionner par rapport à la révolution bolchevique de 1917. À Moscou, une IIIe Internationale ouvrière (Komintern) a été créée, et les partis socialistes européens sont invités à y adhérer. Mais lors du congrès de Tours en décembre 1920, la SFIO se scinde en deux.

La naissance du Parti communiste français

La majorité des socialistes approuve cette adhésion et crée la SFIC (Section française de l'Internationale communiste), bientôt appelée Parti communiste français (PCF). Le journal L'Humanité, fondé par Jaurès en 1904, devient la voix du nouveau parti. Cependant, les effectifs vont rapidement s'écrouler en raison des positions intransigeantes imposées par Moscou. À l'inverse, une minorité d'adhérents (50 000) reste fidèle à la SFIO et à la IIe Internationale (toujours existante). Ils rejettent l'alignement sur Moscou induit par l'adhésion à la IIIe Internationale. Tout en gardant l'analyse marxiste des rapports sociaux, les socialistes préfèrent la voie du réformisme et de la social-démocratie à la méthode révolutionnaire. D'ailleurs, en 1924-1926, ils participent à la courte expérience du Cartel des gauches aux côtés des radicaux.

La division est durable entre les deux frères ennemis de la gauche : communistes et socialistes. En effet, le nouvel homme fort à Moscou, Joseph Staline, refuse toute alliance avec les « sociaux-traîtres » malgré la montée de l'extrême droite anticommuniste pendant l'entre-deux-guerres.

• 1926-1929. Poincaré sauve le franc

La situation financière de l'État est critique depuis la guerre : le pays s'endette et le Franc est très instable. La crise financière est à l'origine de l'instabilité ministérielle sous le Cartel des gauches de 1924. En juillet 1926, Raymond Poincaré est appelé à la rescousse et forme un gouvernement d'union nationale alliant la droite et les radicaux. Figure rassurante et efficace, Poincaré gouverne pendant trois ans, une longévité exceptionnelle pour la IIIe République !

Une politique énergique

Poincaré mène une politique de réduction des dépenses publiques et d'augmentation des impôts permettant de rééquilibrer le budget de l'État. La confiance des milieux financiers est restaurée et le cours du franc remonte. En 1928, au lieu de briser l'inflation et de réduire la dette publique, une dévaluation du franc ramène son cours à 1/5 de sa valeur de 1913.

L'assainissement des finances permet la mise en place d'une politique de modernisation économique et sociale. En 1928, le gouvernement crée un système d'assurances sociales protégeant les salariés en cas de maladie, de maternité, d'invalidité, de retraite et de décès, permettant à la France de rattraper son retard en la matière. La même année, la loi Loucheur annonce la création de 200 000 habitations à bon marché (HBM), ancêtres des HLM. Cette politique modernisatrice permet de calmer les tensions sociales et politiques qui traversent le pays depuis la fin de la guerre, notamment aux deux extrêmes du paysage politique.

• 1919-1939. Une réconciliation impossible avec l'Allemagne ?

La grande question diplomatique de l'entre-deux-guerres est celle de la réconciliation franco-allemande. La méfiance et les rancunes sont fortes chez les deux ennemis d'hier. On peut néanmoins dégager trois phases dans les relations bilatérales entre la France et l'Allemagne durant l'entre-deux-guerres.

1919-1925 : intransigeance française

De 1919 à 1925, les rapports entre les deux pays sont soumis à la question du paiement des réparations. Pour les Français, c'est une évidence : « l'Allemagne paiera ». Cependant, le montant prévu est excessif pour les Allemands, incapables de payer dès 1922. En réaction, la France et

© Groupe Eyrolles

la Belgique décident d'occuper la Ruhr, première région industrielle allemande, pour prélever à la source les matières premières. Désapprouvant la politique française, les Américains et les Britanniques se désolidarisent de leur ancien allié, craignant une déstabilisation de l'Allemagne, porte ouverte à la révolution communiste.

L'occupation de la Ruhr

L'occupation de la région de Ruhr, dans la vallée du Rhin, se déroule dans un climat très tendu : les Allemands mettent en place une résistance passive et organisent une grève générale. Les Français réagissent vigoureusement : près de 150 000 Allemands sont expulsés, les manifestations sont réprimées avec violence. Le nouveau ministre des Affaires étrangères allemand, Gustav Stresemann, opère alors un changement de stratégie.

1925-1933 : temps de détente

De 1925 à 1933, l'heure est à la détente entre les deux pays. Cette nouvelle orientation diplomatique est notamment portée par Stresemann et son homologue du quai d'Orsay, Aristide Briand. Ce dernier fait le constat de l'affaiblissement général de la France : économique, démographique et diplomatique. La France ne peut se permettre une nouvelle guerre et doit donc trouver un terrain d'entente avec l'Allemagne.

En 1925, l'armée française évacue la Ruhr et les deux pays signent avec la Grande-Bretagne, l'Italie et la Belgique le traité de Locarno, reconnaissant les frontières établies par le traité de Versailles. L'année suivante, sur proposition française, l'Allemagne est admise à la Société des Nations. Stresemann et Briand obtiennent alors le prix Nobel de la paix. En 1929, le plan du banquier américain Young réduit la dette allemande et échelonne les remboursements jusqu'en 1988. En 1930, la Rhénanie est évacuée après onze ans d'occupation alliée.

Tous les espoirs sont permis : la réconciliation franco-allemande passe également par des accords commerciaux et industriels ; de nombreux échanges intellectuels et culturels ont lieu entre les deux pays. L'idée de fédération européenne revoit le jour. Toutefois, ce bel optimisme est bientôt réduit en miettes par la crise économique et la montée du nazisme en Allemagne.

1933-1939 : la marche à la guerre

De 1933 à 1939, l'arrivée au pouvoir d'Adolf Hitler marque une dégradation rapide des relations franco-allemandes. La politique étrangère nazie veut restaurer la puissance allemande, guidée par la remise en cause du traité de Versailles. L'Allemagne reconstitue son armée, remilitarise la Rhénanie et mène une politique agressive : soutien militaire aux nationalistes espagnols durant la guerre d'Espagne, annexion de l'Autriche et de la région des Sudètes en Tchécoslovaquie, alliance avec l'Italie fasciste et le Japon impérialiste. Ne parvenant pas à s'entendre avec la Grande-Bretagne, la France reste très isolée, tandis que les États-Unis mènent une politique isolationniste. La Seconde Guerre mondiale se profile avec, une fois de plus, la rivalité franco-allemande pour épicerie.

• 1931. Une crise économique à retardement

Les années 1930 sont le cadre de l'une des plus graves crises économiques de l'histoire mondiale. Le 24 octobre 1929, les cours des actions à la Bourse de Wall Street à New York s'effondrent. La crise boursière vient sanctionner une situation de surproduction affectant l'ensemble des pays industriels. Rapidement, faillites et fermetures d'usines font exploser le chômage aux États-Unis, au Royaume-Uni et en Allemagne. L'économie française, quant à elle, ne s'enfonce dans la crise qu'en 1931 : sa faible intégration dans les circuits commerciaux et financiers internationaux l'ont préservée un temps. Cependant, la crise internationale rattrape une crise économique structurelle jusque-là peu visible. L'effondrement des devises étrangères rend le Franc trop fort et freine la compétitivité des produits français à l'exportation. Avec une demande étrangère en baisse et une demande intérieure structurellement faible à cause de la stagnation du pouvoir d'achat, l'offre dépasse la demande. La France entre à son tour dans une crise de surproduction, tandis qu'à l'étranger l'heure est déjà à la reprise économique. La crise révèle les retards français, notamment en terme de compétitivité industrielle et de culture économique, avec une classe politique incapable de prendre les décisions nécessaires.

Les répercussions sociales sont importantes : au moins la moitié des travailleurs sont alors en situation de chômage partiel (sur une population active d'environ 20 millions de personnes). Le secteur agricole n'est pas épargné à cause de la baisse de la demande mondiale. En crise d'exportation, les caisses de l'État se vident, au moment où les problèmes sociaux et internationaux nécessitent une hausse des dépenses publiques. Dans ce domaine, la politique militariste allemande va relancer les dépenses d'armement à partir de 1933.

© Groupe Eyrolles

- 1934. Le palais Bourbon est attaqué par l'extrême droite

La corruption fait scandale

Le 6 février 1934, le régime républicain connaît l'une des plus graves crises politiques de son histoire : des émeutiers d'extrême droite prennent d'assaut la Chambre des députés et, sur la pression de la rue, le gouvernement doit démissionner. Cet événement marque la radicalisation du débat politique en France, liée à la crise économique et morale qui traverse le pays durant les années 1930. Dénouons le fil des événements.

Au début de la décennie, la multiplication des scandales de corruption réveille l'antiparlementarisme, l'une des principales thématiques de l'extrême droite française. Stavisky, banquier juif immigré, proche des francs-maçons, est l'incarnation de ce que l'extrême droite tient en horreur. La contestation se tourne aussi contre le régime et l'État « budgétivore », cible des critiques de l'extrême droite rejointe sur ce thème par les partis de droite.

L'affaire Stavisky : le scandale de trop

Alexandre Stavisky est un escroc d'origine ukrainienne naturalisé français. Sa vie mondaine très active lui permet de cultiver des relations fort utiles dans la haute société parisienne. En décembre 1933, on découvre qu'il a détourné plus de 200 millions de francs. Le scandale éclabousse de nombreuses personnalités proches de l'escroc : un ministre, des membres du Parquet de Paris, le préfet de Paris, des députés radicaux et des journalistes, de quoi nourrir l'idée d'une République corrompue, chère à l'extrême droite. Pis : le 9 janvier 1934, l'escroc est retrouvé mort lors de son interpellation par la police. Le Canard enchaîné titre « Stavisky se suicide d'un coup de revolver qui lui a été tiré à bout portant. » La vérité n'a jamais été faite sur cette affaire par la suite.

La nébuleuse d'extrême droite

La contestation du régime républicain est portée par plusieurs formations politiques, appelées Ligues, en plein renouveau au cours des années 1930. Ces formations recrutent au sein des classes moyennes, durement affectées par la crise économique, mais aussi auprès des anciens combattants et des intellectuels. Si l'extrême droite n'est pas un ensemble cohérent, certains thèmes sont récurrents comme l'antiparlementarisme, le nationalisme ou la défense des valeurs traditionnelles. Deux formations se distinguent ici : l'Action française de Charles Maurras et les Croix-de-Feu du colonel de La Rocque, association d'anciens combattants créée en 1927 qui atteint près de 200 000 membres en 1934.

Les années 1930 voient également l'émergence de nouvelles mouvances influencées par le fascisme italien qui séduit des hommes de droite et de gauche. C'est le cas du Parti franciste créé en 1933. Le fascisme est en effet une tentative de fusion des idéologies socialiste et nationaliste portées par un État totalitaire (visant à l'encadrement de la totalité de la vie des hommes) et militariste. Cependant, en France, le goût de la guerre porté par le fascisme fait peu recette, dans un pays qui reste traumatisé par la Grande Guerre. Le francisme ne dépassera jamais quelques milliers de membres avant la guerre. L'annonce de la nomination d'un radical à la tête du gouvernement, Édouard Daladier, déchaîne les ennemis de la République radicale. Droite et extrême droite prévoient de manifester le jour de la présentation du gouvernement à la Chambre. Le 6 février, la manifestation sombre dans la violence, et plusieurs émeutiers issus des ligues les plus radicales tentent un coup de force devant le palais Bourbon. Au petit matin, on compte une quinzaine de morts et plus de 2000 blessés. La presse de droite attaque avec véhémence le gouvernement et contraint le président du Conseil Daladier à démissionner. L'événement pousse les forces de gauche à s'allier dans le cadre du Front populaire.

Ennemis d'hier, alliés de demain

Le Front populaire naît d'une réaction des partis de gauche (radicaux, socialistes, communistes) contre la journée du 6 février 1934. Celle-ci est lue alors, à tort, comme l'émergence du fascisme en France dans la lignée de ce qu'ont connu l'Italie et l'Allemagne. Sur cette crainte, une alliance électorale fondée sur l'opposition au fascisme réunit pour la première fois communistes et socialistes. Peu après, les radicaux décident de rejoindre les deux partis ouvriers. Dans l'esprit des hommes de l'époque, il s'agit de reconstituer l'alliance entre classes moyennes et populaires comme aux grandes heures de la Révolution française. D'ailleurs, les partis et associations de gauche organisent un grand rassemblement unitaire le 14 juillet 1935, point de départ du Front populaire, en vue des élections législatives du printemps 1936.

© Groupe Eyrolles

● 1936-1938. Le Front populaire prend le pouvoir

Léon Blum à la tête du gouvernement

Lors des élections législatives de 1936, les candidats du Front populaire se désistent au second tour en faveur du candidat le mieux placé lors du premier. Au final, la gauche ne progresse que fort peu ; le véritable changement tient dans la forte progression du PCF et le recul des radicaux, dépassés pour la première fois par la SFIO. Mais sans l'appui des radicaux, les partis ouvriers n'obtiennent pas la majorité à la Chambre.

En position d'arbitres du jeu politique, les radicaux doivent laisser le dirigeant de la SFIO, Léon Blum, prendre la tête du gouvernement. C'est une première pour un socialiste mais aussi pour les femmes. En effet, trois femmes entrent au gouvernement comme sous-secrétaires d'État, alors qu'elles ne disposent toujours pas paradoxalement du droit de vote ! Signe des temps, un sous-secrétariat aux Sports et aux Loisirs est également créé, bientôt surnommé « ministère de la paresse » par l'opposition. Les communistes décident de ne pas prendre de portefeuille ministériel afin de pouvoir garder leurs distances avec la politique du Front populaire.

Les grèves joyeuses de mai et juin 1936

L'annonce de la victoire du Front populaire provoque une grande vague de grèves et d'occupation d'usines dans tout le pays qui souligne les espoirs que place la classe ouvrière dans le nouveau gouvernement. À droite, on craint le début d'une révolution sociale face à un mouvement d'une ampleur inaccoutumée. Pourtant les grèves ont lieu dans une atmosphère bon enfant où l'usine s'improvise bal populaire.

Les accords de Matignon

Les débuts du gouvernement sont difficiles puisqu'il faut remettre au travail les 2 millions de grévistes. C'est l'objet des accords de Matignon, signés par des représentants du patronat et de la CGT en juin 1936. Fondés sur une amélioration du pouvoir d'achat dans le cadre d'une politique de relance de la demande, ces accords prévoient une revalorisation de 7 à 15 % des salaires. Ils cherchent également à organiser le dialogue social en préconisant la signature de conventions collectives dans les entreprises et en imposant le respect du droit syndical. Le dispositif est complété par les grandes lois de l'été 1936 qui mettent en place les deux premières semaines de congés payés et la semaine de 40 heures (visant à améliorer les conditions de vie des ouvriers).

Les loisirs pour tous

Une véritable légende se construit autour de l'été 1936, perçu comme le début d'une nouvelle ère par le monde ouvrier. Pour la première fois, un gouvernement apparaît soucieux d'équité sociale et guidé par un esprit humaniste. On retient surtout les premiers congés payés, ouvrant les vacances aux classes populaires, jusque-là privilège exclusif des classes aisées. Plus tard, une troisième semaine sera accordée en 1956, une quatrième en 1969 puis une cinquième en 1981. On assiste alors également à la création des auberges de jeunesse, des premiers tarifs réduits dans les transports ou les musées et au développement du sport... Le Front populaire donne naissance à la société de loisirs appelée à se développer tout au long du siècle. Véritable parenthèse d'optimisme dans une époque tourmentée, l'euphorie des premiers mois du Front populaire se heurte pourtant bien vite aux dures réalités de la crise affectant la société française.

Les échecs du Front populaire

Le gouvernement Blum ne parvient pas à sortir la France de la crise économique malgré une légère embellie après les réformes de l'été 1936. La politique de relance par la consommation se heurte à l'inflation qui annule les bénéfices de la hausse des salaires. En outre, l'hostilité des milieux d'affaires vis-à-vis du nouveau gouvernement entraîne une fuite des capitaux vers l'étranger et la déstabilisation du franc. Dès février 1937, Léon Blum est contraint d'annoncer une « pause dans les réformes ».

À l'étranger, en juillet 1936, l'armée espagnole menée par les généraux Mola et Franco se soulève contre le gouvernement républicain. C'est le début de la guerre civile espagnole. Alors que les armées nationalistes sont clairement soutenues par les puissances fascistes, les démocraties refusent de soutenir officiellement le gouvernement espagnol. Le rejet britannique de toute forme d'intervention et le pacifisme de la société française

contraignent le gouvernement Blum à la neutralité. Le gouvernement prend alors conscience de l'isolement diplomatique de la France et de sa faiblesse militaire. En outre, le Parti communiste, réclamant « des canons et des avions pour l'Espagne », commence à se détacher du gouvernement. À l'inverse, les puissances fascistes envoient des troupes et du matériel pour soutenir le combat des nationalistes.

© Groupe Eyrolles

L'Espagne devient un vaste terrain d'entraînement pour l'armée allemande, qui développe sa stratégie de bombardement aérien dont Guernica, village basque rasé le 26 avril 1937, est la plus célèbre victime, grâce au témoignage du fameux tableau de Picasso.

Une neutralité risquée

La non-intervention dans le conflit espagnol est le premier grand recul des démocraties libérales face aux puissances fascistes. En effet, l'absence de solidarité entre la Grande-Bretagne et la France laisse le champ libre aux politiques impérialistes menées par l'Italie et l'Allemagne, préparant le terrain d'une nouvelle guerre mondiale. C'est aussi un constat d'échec pour le Front populaire, fondé à l'origine dans la lutte contre le fascisme.

En juin 1936, le Front populaire dissout les ligues d'extrême droite conformément à son programme politique. Mais celles-ci ne disparaissent pas pour autant : le colonel de La Rocque crée le Parti social français (PSF) dans la lignée de la droite nationaliste classique, tandis qu'un dissident du Parti communiste, Jacques Doriot, fonde le PPF (Parti populaire français), d'inspiration clairement fasciste. En même temps, un ancien militant de l'Action française crée un groupuscule terroriste, la Cagoule, qui vise un coup d'État militaire. L'extrême droite s'en prend très violemment à Léon Blum, victime de lamentables insultes antisémites. La droite se déchaîne également contre le ministre de l'Intérieur, Roger Salengro, injustement accusé de désertion pendant la Grande Guerre. Très ébranlé par cette campagne de diffamations, Salengro se suicide le 17 novembre 1936. Un véritable climat de haine s'installe en France sous le Front populaire, preuve des profonds clivages qui se creusent dans un pays alors en pleine crise morale. L'Union sacrée de la guerre de 1914-1918 paraît désormais bien loin, alors que le pays doit faire face à des difficultés nécessitant au contraire un front uni. D'ailleurs, la proposition de Léon Blum de former un gouvernement d'union nationale se heurte au refus catégorique de la droite. Abandonné par les radicaux, Blum démissionne en avril 1938.

● 1938. Le « lâche soulagement » des Munichois

Depuis son arrivée au pouvoir en 1933, Hitler multiplie les coups de force. Le dernier en date est l'Anschluss (mars 1938), c'est-à-dire l'intégration de l'Autriche dans le Reich allemand. Le vieux rêve pangermaniste de réunion de tous les peuples germaniques au sein d'un même État est sur le point de se réaliser. En septembre 1938, Hitler regarde vers les Sudètes, région germanophone à l'ouest de la Tchécoslovaquie. Or, cette dernière est liée à la France depuis 1924 par un traité d'alliance militaire. L'armée tchécoslovaque est d'ailleurs formée et équipée par les Français. Pourtant, en septembre 1938, le gouvernement français abandonne la Tchécoslovaquie lors de la conférence de Munich. Une solution négociée par la France, l'Allemagne, la Grande-Bretagne et l'Italie – en l'absence notable des Tchécoslovaques et des Soviétiques (ce qui a dû agacer Staline) –, valide l'annexion des Sudètes. Le négociateur britannique, le Premier ministre Neville Chamberlain, a fermement défendu une politique d'apaisement vis-à-vis de l'Allemagne, à laquelle Édouard Daladier, le nouveau président du Conseil radical, est contraint de se rallier.

L'esprit munichois : une expression devenue infamante

À leur retour dans leurs pays respectifs, Chamberlain et Daladier sont accueillis en héros, malgré leurs graves concessions à Hitler, par des populations viscéralement attachées à la paix. D'ailleurs, le premier sondage organisé en France est réalisé à propos de Munich. Il montre que 57 % des Français soutiennent ces accords, même si la majorité souhaite que cela soit la dernière concession vis-à-vis de l'Allemagne. C'est ce que l'on appelle « l'esprit munichois » : la recherche de la paix à tout prix. Le futur Premier ministre britannique Winston Churchill aura un jugement sans appel sur cet esprit de Munich : « Le gouvernement avait à choisir entre la honte et la guerre. Il a choisi la honte et il a eu la guerre. » En France, Léon Blum avoue être partagé entre « le lâche soulagement et la honte ». L'esprit munichois sera invoqué par George W. Bush, appelant le monde à ne pas répéter les erreurs des Britanniques et des Français en 1938. Par là, il justifiera l'intervention américaine en Irak en mars 2003, présentée comme une guerre des

démocraties contre la dictature.

- 1939. L'Allemagne envahit la Pologne

Les accords de Munich marquent la fin du Front populaire : socialistes et communistes passent dans l'opposition. Les réformes sociales du gouvernement Blum sont annulées pour mettre en place une économie de guerre, preuve que le gouvernement ne se fait pas d'illusions au sujet de la paix. En mars 1939, Hitler rompt les engagements pris à Munich et envahit la Tchécoslovaquie. En août 1939, c'est la stupeur dans le monde : les deux ennemis d'hier, l'Allemagne et l'URSS, ont signé un pacte de non-agression ! C'est un échec patent

© Groupe Eyrolles

pour la diplomatie française qui cherche depuis 1934 à se rapprocher de la puissance soviétique dans l'idée de forger une alliance contre l'Allemagne nazie.

Le 1er septembre 1939, l'Allemagne prétexte un incident de frontière, monté de toute pièce par les nazis pour envahir la Pologne. Aucun recul n'est désormais possible : la France et la Grande-Bretagne déclarent la guerre à l'Allemagne le 3 septembre. C'est le début de la Seconde Guerre mondiale, le conflit le plus meurtrier de l'histoire de l'humanité.

La Seconde Guerre mondiale : septembre 1939 - août 1945

La troisième confrontation avec l'Allemagne en moins de 70 ans s'inscrit dans un conflit d'envergure planétaire. La quasi-totalité des pays y prend part, et ce conflit, tant militaire qu'idéologique, se porte sur plusieurs fronts : européen, nord-africain, moyen-oriental, asiatique, océan Pacifique. Deux phases sont généralement distinctes : de 1939 à 1942, la période est favorable aux puissances de l'Axe, avec une Allemagne maîtresse de l'Europe continentale et un Japon dominant tout l'Extrême-Orient. 1942 voit un retournement de situation dans le Pacifique et en Méditerranée, lançant le mouvement irréversible de la reconquête par les Alliés.

- 1939-1940. La drôle de guerre

La « drôle de guerre » couvre la période qui s'étend de l'entrée en guerre de la France en septembre 1939, au début de l'invasion allemande en mai 1940. Les soldats sont mobilisés mais ne combattent pas, d'où cette expression inventée par l'écrivain Roland Dorgelès pour décrire une situation militaire inédite.

Pour l'état-major, toute nouvelle guerre doit être défensive ; l'idée n'est pas complètement stupide, d'ailleurs les Allemands ont eux-mêmes leur ligne de fortification : la ligne Siegfried. La France n'a pas les moyens humains de reproduire la « saignée » de 14-18 : pour économiser des vies, elle emploie donc une stratégie défensive. Comme le dit un homme politique de l'époque, Louis Marin, « nous ne pouvons à nos frais offrir au monde une bataille de la Marne tous les vingt ans ».

Une mobilisation efficace

En quelques semaines, 5 millions de Français ont revêtu l'uniforme avec résignation et sont positionnés sur la ligne Maginot. Cette ligne de fortifications allant du Rhin à la forêt des Ardennes, réputée infranchissable, découle des conceptions militaires de l'époque, en retard sur leur temps.

Jusqu'à Noël 1939, l'armée française ne compte qu'un seul mort car les combats se déroulent ailleurs, notamment en Pologne où l'armée archaïque est balayée en quelques semaines par l'armée allemande, la Wehrmacht, et par l'Armée rouge. L'URSS protège en effet de l'invasion allemande pour entrer en Pologne, conformément à un accord secret du pacte germano-soviétique partageant ce pays entre les deux puissances. Cette alliance des États totalitaires conduit à l'interdiction du Parti communiste français en septembre 1939.

Pendant ce temps, il faut occuper les soldats. Travaux des champs, distribution de ballons de football, tournées musicales de Maurice Chevalier n'y font rien : le moral des soldats décline dans l'attente et l'inaction. Les Français pensent que le temps va jouer en faveur des Alliés, forts de leurs empires coloniaux et de leur potentiel industriel. La stratégie d'attente s'accompagne également d'une certaine confiance dans la force de l'armée française, réputée depuis Verdun comme la « première armée du monde ». Mais cette stratégie va jouer en faveur de l'Allemagne. Le 10 mai 1940, débarrassés du front polonais, les Allemands jettent toutes leurs forces sur le front Ouest : c'est le début de la campagne de France.

- 1940. Hitler bat la « première armée du monde »

Une défaite qui aurait pu être évitée

La campagne de France de 1940 est le négatif de la campagne de 1914. Alors qu'en 1914, la guerre devait être courte et allait durer quatre ans, la situation inverse se produit en 1940. Bien que les états-majors aient préparé une guerre d'usure, la rupture recherchée pendant quatre ans durant la Première Guerre mondiale se produit dès le printemps 1940. En moins de six semaines, l'armée française est balayée au terme d'une stupéfiante guerre éclair, par la stratégie allemande de Blitzkrieg.

La défaite est directement imputable aux erreurs stratégiques des généraux français. Fondant leur plan sur l'impossibilité de franchissement de la forêt des Ardennes, ils délaissent cette zone, uniquement protégée par des régiments peu entraînés et mal équipés. Or, c'est

© Groupe Eyrolles

précisément là que l'armée allemande lance ses chars d'assaut, les Panzer, qui franchissent sans mal la frontière, coupant ainsi l'armée française en deux. Tout est joué : c'est le début d'une débâcle de six semaines.

À l'Ouest, l'armée allemande accule les Français et les Britanniques dans la poche de Dunkerque : 200 000 soldats britanniques et 130 000 soldats français parviennent à s'échapper par la mer. À l'Est, malgré des combats acharnés particulièrement sanglants, l'avancée allemande ne peut être contenue. Le 14 juin, les premiers soldats allemands entrent dans Paris.

Un vent de panique parcourt le pays

La progression allemande jette des centaines de milliers de civils sur les routes de l'exode. En quatre jours, 2 millions de personnes fuient la région parisienne, emportant le maximum de biens personnels. On estime à près de 8 millions le nombre de personnes quittant leur foyer en mai et juin. Pourtant, les risques sont grands car les convois de civils sont bombardés par l'aviation allemande.

Au sein du gouvernement, la panique n'en est pas moins grande. Paul Reynaud forme un nouveau gouvernement avec la vieille gloire de Verdun, le maréchal Pétain, mais aussi un certain Charles de Gaulle, nommé sous-secrétaire d'État à la Défense nationale. Comme en 1870, le gouvernement doit quitter Paris pour la Touraine puis Bordeaux. Le débat tourne autour de la question de l'armistice. Le camp des défaitistes l'emporte le 16 juin : le maréchal Pétain prend la place de Paul Reynaud. Les autres préfèrent fuir le pays, à l'image d'une soixantaine de parlementaires embarquant pour le Maroc ou de De Gaulle qui s'envole vers l'Angleterre.

Deux hommes qui ne sont pas sur la même longueur d'onde

Charles de Gaulle et le maréchal Pétain ont deux visions opposées de la situation de juin 1940. Pour De Gaulle, comme il l'explique depuis Londres dans son fameux appel radio-phonique du 18 juin 1940, la défaite est imputable aux erreurs stratégiques du haut commandement français. Il a une vision à long terme de la guerre, ne faisant pas de la défaite française la fin d'une guerre qu'il anticipe comme mondiale, et appelle donc à poursuivre le combat. C'est l'acte de naissance de la Résistance. En revanche, la célèbre phrase : « La France a perdu une bataille, mais la France n'a pas perdu la guerre » n'apparaît pas dans l'appel gaullien comme on le croit souvent. Elle est utilisée pour la première fois sur une affiche placardée à Londres en juillet 1940.

Pétain au contraire, dans son allocution radiodiffusée du 20 juin, interprète la défaite comme le résultat d'un déclin moral et d'un mauvais équipement de l'armée, rejetant ainsi la responsabilité de la défaite sur la classe politique. Mais contrairement aux idées reçues, l'armée française dispose d'un armement moderne et possède plus de chars que la Wehrmacht. Seule l'aviation française est inférieure à la Luftwaffe allemande.

L'armistice honteux

Le 22 juin, des représentants du gouvernement français signent l'armistice. Par esprit de revanche, Hitler insiste pour que l'acte soit signé à l'endroit même où les Allemands avaient signé l'armistice le 11 novembre 1918, dans le fameux wagon de la forêt de Rethondes. La France s'engage à livrer son matériel de guerre, sauf l'aviation et la flotte. Le pays est coupé en deux avec une zone occupée et une zone « libre », tenue néanmoins de payer de très lourds frais d'occupation. L'Alsace et la Lorraine repassent sous administration allemande. Les Français doivent livrer les réfugiés politiques allemands, notamment les socialistes et les communistes. Les Allemands gardent un moyen de pression sur les autorités françaises en amenant en Allemagne plus d'un million et demi de prisonniers de guerre, véritables otages politiques durant toute la durée de la guerre.

- Vichy : politique en eaux troubles

Pétain incarne le nouveau régime

Le 11 juillet 1940, la III^e République est enterrée au profit d'un nouveau régime appelé « État français ». La veille, dans le grand casino de la ville, le maréchal Pétain avait reçu les pleins pouvoirs accordés par l'Assemblée nationale (ce qui correspond à l'époque à la Chambre des députés et au Sénat) par 468 voix pour, 80 contre et 20 abstentions. Le nouveau régime naît donc dans la légalité au terme d'un véritable sabotage démocratique. L'effondrement est tout autant moral que militaire, et beaucoup voient dans le héros de Verdun le seul homme capable de redresser le pays. Vichy, petite ville d'eaux d'Auvergne, devient ainsi pendant quatre ans la capitale de la France, les nombreux hôtels de cette station thermale pouvant accueillir les services de l'administration centrale.

© Groupe Eyrolles

Philippe Pétain (1856-1951) : du firmament aux abîmes de l'Histoire

Le maréchal est né en 1856, sous le Second Empire, dans une famille paysanne. Toute sa carrière s'effectue dans l'armée comme officier d'infanterie. En 1914, colonel proche de la retraite, la Grande Guerre constitue un nouvel élan pour cet homme qui, à quelques années près, aurait pu rester dans l'ombre de l'Histoire. Nommé général en août 1914, expert de la défensive, il dirige les opérations à Verdun et, la victoire venant, devient un héros national. Pendant l'entre-deux-guerres, il garde une certaine influence politique puisqu'il est appelé au gouvernement en 1934. À la fin de cette période, ses valeurs traditionalistes le rapprochent des milieux d'extrême droite, sans que son nom soit officiellement rattaché à un courant particulier. En 1940, il est appelé au gouvernement comme vice-président puis comme président du Conseil. L'appel d'un homme très âgé perpétue une tradition bien française de recours à la figure du vieux sage appelé à la rescousse en situation de crise, comme Thiers, 74 ans en 1871, ou Clemenceau, 76 ans en 1917.

Aujourd'hui, son nom est rattaché à la politique de collaboration avec l'Allemagne nazie, instaurée sous son autorité par le régime de Vichy à la Libération, politique qui lui vaudra d'être condamné à mort, sentence commuée par De Gaulle en peine de prison à perpétuité. Il meurt en 1951 à l'âge de 95 ans sur l'île d'Yeu.

Un véritable pouvoir personnel d'allure monarchique se met en place : le Maréchal est tout à la fois chef de l'État et chef du gouvernement. Le Parlement lui a abandonné le pouvoir législatif. C'est la victoire d'une vision autoritaire et paternaliste du pouvoir : à 84 ans, Pétain incarne la figure du patriarche sage, patriote et simple. Le nouveau régime se rapproche des dictatures de l'époque (Allemagne, Italie, Espagne, URSS) fondées sur le culte du chef (Hitler, Mussolini, Franco, Staline). Ce culte s'appuie sur une propagande très active, non contestée par les Français en raison de la forte popularité du Maréchal alimentée par les discours à la radio, les portraits (le portrait du Maréchal se substitue au visage avenant de Marianne sur les timbres-poste), les chansons (« Maréchal, nous voilà »), les images d'Épinal, les jeux pour les enfants, etc.

Le maréchalisme : une culture populaire

L'abécédaire du Maréchal est un objet véhiculant le culte du chef et les nouvelles valeurs du régime : D comme Drapeau, H comme Honneur, M comme Maréchal... Les résistants en zone occupée détournent cet abécédaire à l'aide d'un tract où l'on peut lire : La République D.C.D., la Nation A.B.C., la Gloire F.A.C., la liberté F.M.R., mais l'espoir R.S.T. ! Pour autant, le nouveau régime n'est pas une dictature personnelle, car pendant la guerre, des luttes d'influence auront lieu dans les cercles du pouvoir. Jusqu'en décembre 1940, l'homme fort du régime est le vice-président du Conseil, Pierre Laval, qui a manœuvré en faveur de l'armistice ; le régime peut également s'appuyer sur l'administration car la majorité des fonctionnaires se rallie à Vichy.

Un large éventail politique pour les cadres du régime de Vichy

Il ne faut pas croire que tous les hommes de Vichy sont issus de l'extrême droite. Certes, les membres de l'Action française ou les anciens ligues sont nombreux, mais on trouve aussi des hommes en rupture avec les partis ou les syndicats de gauche. Chez ces derniers, le ralliement à Vichy tient souvent à une revanche personnelle fondée sur des rancœurs. L'écrivain Bernanos parle ainsi de Vichy comme de la « révolution des ratés ». Un véritable melting-pot politique se met en place dans leur rejet commun des institutions républicaines et la soumission à l'autorité du maréchal Pétain. Toutefois, rivalités et trahisons persistent.

La révolution pétainiste

Le maréchal et son gouvernement mettent en place une politique de retour aux valeurs traditionnelles appelée « révolution nationale ». Pourtant, c'est bien de contre-révolution qu'il s'agit, car c'est toute la France construite depuis 1789 qu'ils entendent détruire : le système représentatif fondé sur le suffrage universel est supprimé ; les chambres, dénuées de tout pouvoir dans le nouveau régime, ne sont plus réunies ; les maires et les conseillers municipaux des villes sont nommés par le gouvernement ; les syndicats sont supprimés et le droit de grève interdit ; nombre d'hommes politiques de la défunte République comme Léon Blum, Édouard Daladier ou Paul Reynaud sont arrêtés et désignés comme responsables de la défaite.

Le long travail de construction de la démocratie en France, depuis 1789, est donc balayé en quelques mois. L'école républicaine est particulièrement visée, jugée responsable du déclin national : l'école laïque est supprimée, les programmes révisés, les manuels changés, la sélection dans le secondaire rétablie, l'enseignement confessionnel encouragé. Les fractures religieuses qui ont divisé la France tout au long du XIXe siècle et que l'on a cru effacées dans l'euphorie de la victoire de 1918 sont donc rouvertes.

Retrouver l'ordre ancien

Les valeurs de Vichy sont résumées dans la nouvelle devise : « Travail, Famille, Patrie ». © Groupe Eyrolles

Par travail, Vichy entend le travail agricole ; le régime prône donc, en 1930, un retour à la terre dans un pays devenu majoritairement urbain. Comme le déclare Pétain, « la terre, elle, ne ment pas ». Il s'agit d'exalter le paysan sain et vigoureux pendant qu'on impute la défaite à une dégénérescence tant physique que morale. Des structures d'encadrement de la jeunesse sont mises en place afin d'élever les jeunes générations dans les valeurs du nouveau régime.

Le déclin moral doit être combattu par un retour aux valeurs de la famille incarnées par la famille paysanne traditionnelle. Vichy mène donc une intense politique nataliste : avantages sociaux, lutte contre le travail féminin, restrictions du droit de divorce, création de la fête des mères, criminalisation de l'avortement.

La Patrie, enfin, est la valeur centrale d'une idéologie fondée sur l'attachement viscéral à la terre, défendue par un homme : Pétain. Cette terre doit être épurée, il faut « rendre la France aux Français ». Cette politique exclut de la communauté nationale les communistes, aux ordres de Moscou et considérés à ce titre comme apatrides, les Tsiganes et les Juifs.

Héritier de l'antisémitisme du XIXe siècle, Vichy met en place, de sa propre initiative et sans injonction nazie, un « statut des Juifs » à partir d'octobre 1940, puis un commissariat général aux questions juives en mars 1941. Désormais spoliés de leurs biens, les Juifs sont exclus de la fonction publique, de la magistrature, de l'armée, des médias, de la Culture. Les Juifs étrangers, notamment les Allemands réfugiés en France dans les années 1930, sont astreints à résidence avant d'être emprisonnés dans des camps en France (Gurs, Rivesaltes...), antichambres des camps de la mort nazis. La haine plus ou moins contenue depuis l'affaire Dreyfus se déverse de nouveau sur la communauté juive.

Le choix de la collaboration

Pour les hommes de Vichy, il ne fait aucun doute que l'Allemagne sortira vainqueur du conflit. Il faut donc arrimer la France dans ce nouvel ordre européen dominé par l'Allemagne. En outre, l'anglophobie est forte et certains préfèrent une Europe allemande à une Europe anglaise. Cette haine de l'Angleterre a été ravivée après la destruction d'une partie de la flotte française réfugiée dans la rade de Mers el-Kébir (Algérie) par la marine anglaise en juillet 1940, lorsque Londres craignait de voir l'Allemagne s'emparer de la flotte française.

Aussi, la stratégie du gouvernement de Vichy est d'aller aux devants des demandes de l'Allemagne : c'est la collaboration d'État. Le 24 octobre 1940, l'entrevue de Montoire (près de Tours) entre Pétain et Hitler, de retour d'Espagne, est le résultat de demandes insistantes du côté français de rencontrer le Führer (le « guide »).

La police française traque les Juifs

Cette stratégie s'incarne dans l'aide apportée par la police française à la politique

anticommuniste et antisémite de l'occupant. Les 16 et 17 juillet 1942, les policiers français ra●ent ainsi 12 884 hommes, femmes et enfants juifs, internés pendant cinq jours au vélodrome d'hiver à Paris (« Vel' d'Hiv' ») et au camp de Drancy au nord de Paris, dernière étape avant la déportation vers Auschwitz pour un tiers d'entre eux. Au ●nal, 75 721 Juifs, deux tiers d'origine étrangère et un tiers de nationalité française, ont été déportés depuis la France après la mise en place de la « solution ●nale » en janvier 1942. Parmi eux, 10 000 enfants et adolescents de moins de dix-huit ans sont partis sur demande du gouvernement français. Seuls 3 % des déportés sont revenus des camps de la mort. La collaboration s'exerce également dans le domaine économique avec l'aide apportée par la France à l'effort de guerre allemand. Ainsi, a●n de rapatrier les prisonniers de guerre français internés en Allemagne, le gouvernement négocie « la relève » en juin 1942, c'est-à-dire l'échange d'un travailleur français pour un prisonnier de guerre. En février 1943, le service du travail obligatoire (STO) contraint tous les hommes de 21 à 23 ans à partir travailler en Allemagne.

La collaboration industrielle

Même si beaucoup d'entrepreneurs prétextent, à la Libération, du caractère forcé de cette collaboration, beaucoup d'entreprises ne rechignent guère à faire affaire avec l'Allemagne. Face à la délégation patronale, de Gaulle s'excla●mera alors : « Je n'ai vu aucun de vous, messieurs, à Londres. » La participa●tion de la France à l'effort de guerre allemand est importante et explique les bombardements alliés sur les usines françaises, comme Renault de Boulogne-Billancourt en mars 1942.

La politique de collaboration est au ●nal un véritable leurre. L'entente avec l'Allemagne est un marché de dupes : le retour des prisonniers de guerre se fait au compte-gouttes, la zone libre est occupée le 11 novembre 1942 après le débarquement allié en Afrique du Nord. Productions agricoles, productions industrielles, œuvres d'art traversent allégrement la frontière allemande. La dette morale est également

© Groupe Eyrolles

lourde vis-à-vis des milliers de victimes de l'appareil répressif allemand ayant bénéficié du soutien de la police française.

Un « passé qui ne passe pas »

Après la Libération, les hommes de Vichy tentent de faire croire que le régime a été un bouclier contre les politiques nazies que l'Allemagne a imposées en France. Les recherches historiques menées depuis les années 1960 et 1970 prouvent qu'il n'en est rien. Pis : la politique de collaboration a été voulue et recherchée par le gouvernement français. Les Français auront donc du mal à regarder cette période en face, même si la Résistance occulte la collaboration. Toutefois, les travaux d'historiens dans les années 1970, les poursuites enga●gées par l'avocat Serge Klarsfeld contre les crimes nazis, les procès de Klaus Barbie, de Paul Touvier, de Maurice Papon dans les années 1980/1990 et les révélations sur la jeunesse de François Mitterrand éclairciront les zones d'ombre d'un « passé qui ne passe pas ». En 1995, la reconnaissance of●cielle par le président Jacques Chirac de la responsabilité de l'État français dans la politique de persécution des Juifs sera le fruit de ce regard critique, lent à mettre en place, porté par les Français sur leur propre histoire.

Les combattants de l'ombre entrent en résistance

En France, le refus de la victoire allemande donne naissance à la Résis●tance intérieure. Dans les premiers mois, celle-ci est très désordonnée, souvent tributaire d'actes de révolte individuels. C'est le cas du préfet d'Eure-et-Loir, Jean Moulin, qui refuse de signer un document imposé par les Allemands et déshonorant pour l'armée française. C'est le cas aussi des lycéens et étudiants parisiens qui dé●lent pour célébrer la victoire de 1918 le 11 novembre 1940.

Mais la Résistance s'organise rapidement. Les « réseaux », particulièrement actifs en zone occupée, ont une action essentiellement militaire : sabotage, renseignement, évacuation des fugitifs vers l'Angleterre. Les « mouvements », quant à eux, préfèrent la mobilisa●tion de l'opinion et l'information par le biais de tracts, de journaux ou d'af●ches édités dans la clandestinité.

Une forme de résistance culturelle : les zazous

Ces jeunes parisiens aux cheveux longs, à la tenue négligée, écoutant du jazz (considérée par les nazis comme une musique « dégénérée » car noire améri●caine) ou ne jurant que par les ●lms américains af●chent ouvertement leur rejet de l'ordre bien-pensant imposé par

Vichy.

Les Résistants doivent apprendre à vivre dans la clandestinité. On change d'identité (« Chaban » pour Jacques Delmas), on communique par messages codés déposés dans des « boîtes aux lettres », etc. Dans ce domaine, le savoir-faire des communistes, passés dans la clandestinité après l'interdiction du parti en 1939, permet d'améliorer l'organisation de la Résistance intérieure. Les organisations de résistance sont multiples : Libération, Combat, Front national (organisation dominée par les communistes, sans rapport avec le parti politique du même nom), Franc-tireur, etc. En mai 1943, la création du Conseil national de la Résistance sous l'égide de Jean Moulin permet de réunir les principales organisations et les partis politiques opposés à Vichy. En outre, le CNR réunit Résistance intérieure et Résistance extérieure puisqu'il se place d'emblée sous l'autorité du général de Gaulle.

Pour tous ces combattants de l'ombre, la vie est particulièrement dangereuse car la Gestapo allemande et ses auxiliaires français les pourchassent sans relâche. Les résistants sont à la merci d'un délateur, d'une imprudence, d'un camarade parlant sous la torture, voire, malheureusement, d'une trahison, comme en aurait peut-être été victime Jean Moulin, démasqué et arrêté subitement par Klaus Barbie à Lyon. Beaucoup de résistants connaissent un sort tragique : torture, exécution, déportation. Beaucoup choisissent le suicide, à l'image de Pierre Brossolette qui se jette par une fenêtre du siège de la Gestapo, avenue Foch à Paris.

Les résistants en chiffres

Le nombre de résistants est difficile à déterminer. Au début de l'occupation, les effectifs sont faibles. Avec le durcissement du régime de Vichy, les rangs de la Résistance se gonflent. Ainsi, le STO constitue une véritable aubaine car plusieurs milliers de jeunes hommes préfèrent le combat au travail forcé en Allemagne. À la Libération, 220 000 personnes recevront leur carte de Résistant. Mais ce chiffre ne comptabilise pas tous les hommes et les femmes ayant pu prêter main-forte occasionnellement à la Résistance. Des actes parfois anodins, mais risqués, ont leur importance : un V de la victoire tracé sur un mur, un résistant ou un Juif hébergé et protégé, une information transmise, un tract distribué...

Après la guerre, les résistants serviront de cadres pour la France en reconstruction, les anciennes élites ralliées à Vichy s'étant massivement compromises dans la collaboration. Au fur et à mesure de la guerre, la Résistance a développé un programme politique fondé sur le rejet des erreurs de la IIIe République. La Charte du CNR réclame l'instauration d'une république démocratique et sociale et prévoit entre

© Groupe Eyrolles

autres l'instauration de la Sécurité sociale et la nationalisation des grandes entreprises. Ce programme jette les bases des politiques qui seront mises en place à la Libération.

● 1940-1944. Un combat pour l'honneur : la France libre

Charles de Gaulle (1890-1970) : la France incarnée

L'homme naît à Lille dans une famille conservatrice, ce qui lui vaudra des soupçons de la part de ses opposants sur la validité de son engagement républicain, pourtant jamais pris en défaut. Son éducation est fortement marquée par la littérature patriotique propre à la France de la fin du XIXe siècle. C'est là que se forge son amour pour l'histoire de France, avec laquelle il entretient une relation passionnée. Après ses études d'officier, il entre dans l'infanterie dans un régiment commandé par le colonel Pétain, son mentor mais aussi son futur adversaire. Pendant la Première Guerre mondiale, sa carrière reste en demi-teinte car il est fait prisonnier en 1916. Après la guerre, il se distingue par la qualité de ses analyses sur l'évolution de l'art de la guerre. Visionnaire, il présente l'importance de l'offensive grâce au recours aux unités blindées. Ses idées se heurtent cependant au conservatisme de l'état-major dominé par des partisans de la stratégie défensive.

1940 est un tournant. De Gaulle, à la tête d'une des divisions blindées françaises, est l'un des rares officiers à pouvoir se targuer d'avoir résisté à l'avancée allemande. Il est alors appelé au gouvernement, ce qui sera source de légitimité démocratique à Londres pour fonder la France libre. De là, il parvient à s'imposer comme le chef de la Résistance. Sa géniale intuition du 18 juin permet à la France de sortir en puissance victorieuse de la guerre et non comme puissance alliée de l'Allemagne nazie, évitant ainsi au pays une occupation militaire alliée. Chef du Gouvernement provisoire de la République française

de 1944 à 1946, il démissionne rapidement parce que ses vues ne sont pas respectées lors de la rédaction de la Constitution de la IV^e République, dont il devient un adversaire acharné.

Jusqu'en 1958, de Gaulle entre dans une sorte de « traversée du désert », réédifiant ses mémoires de guerre. Il suit de loin l'opposition du parti gaulliste, le Rassemblement du peuple français (RPF) fondé en 1947. En 1958, il apparaît comme l'unique recours pour sortir la France de la crise née de la guerre d'Algérie. Revenu aux affaires, il peut en imposer ses vues institutionnelles, préconisant un pouvoir exécutif fort. La Constitution de 1958, fondant la Ve République, est une synthèse de la vision gaullienne du pouvoir. Il devient le premier président de la Ve République. Pendant 11 ans, il occupe de toute sa stature le fauteuil présidentiel, contribuant à renforcer la nature présidentielle du régime. Très attaché à la relation directe avec le peuple français, il démissionne suite au rejet du référendum de 1969, transformant la question de la réforme institutionnelle en véritable plébiscite sur sa personne. Il meurt peu après, dans sa résidence de Colombey-les-Deux-Églises.

L'héritage gaullien est revendiqué par un large éventail d'hommes politiques. C'est le cas du courant gaulliste à travers le RPR fondé en 1976 par Jacques Chirac et transformé en 2002 en UMP. Mais la force de son engagement dans la Résistance et les qualités d'homme d'État portées par Charles de Gaulle transcendent les partis politiques.

L'appel du 18 juin 1940

De Londres, le général de Gaulle lance son fameux appel du 18 juin sur les ondes de la BBC : il appelle tous les Français à continuer le combat. Mais sa situation reste très précaire ; d'ailleurs, peu de Français peuvent se targuer d'avoir entendu son discours radiophonique. Seule une poignée d'hommes l'ont rejoint à Londres et son autorité n'a pas de pleine légitimité démocratique. Mais De Gaulle trouve un allié de poids en la personne du Premier ministre britannique, Winston Churchill, le premier à lui reconnaître le droit de parler au nom de la France. Par sa force de conviction, le bouillonnant général arrive à s'imposer non seulement aux Alliés mais aussi à la Résistance intérieure, notamment communiste.

La création des Forces françaises libres (FFL)

Son autorité grandit et son analyse de la dimension mondiale du conflit se vérifie avec le ralliement progressif des colonies à la France libre, notamment l'Afrique équatoriale française (AEF) en août 1940. Pour De Gaulle, l'enjeu est d'imposer la France comme puissance combattante aux côtés des Alliés. Il crée donc les Forces françaises libres (FFL), dont l'importance est dans un premier temps plus symbolique que militaire tant les effectifs sont réduits au début.

Les FFL s'illustrent à Bir Hakeim

L'Afrique du Nord est l'un des principaux théâtres de la guerre qui se livre entre les forces de l'Axe (Italie et Allemagne) et les Alliés. En mai 1942, une vaste offensive germano-italienne est lancée sur Bir Hakeim dans le désert de Libye. Cette position est tenue par un petit contingent français de 3300 hommes, commandés par le général Koenig et équipés de matériel datant parfois de la Grande Guerre. Leur héroïque résistance de 16 jours permet aux forces britanniques de se repositionner et d'éviter un désastre. Pour la première fois depuis 1940, des forces françaises ont résisté aux Allemands. L'événement révèle au monde et à la France l'existence de la France libre.

© Groupe Eyrolles

Après le débarquement anglo-américain en Algérie en novembre 1942 et le ralliement des troupes africaines du général Giraud, les effectifs grossissent avec plus de 400 000 hommes, issus pour la plupart des troupes indigènes. Les FFL jouent un rôle important dans la conquête de l'Italie puis dans la libération de la France. Des régiments s'illustrent également dans les armées alliées à l'image de l'escadre aérienne Normandie-Niemen dans l'armée soviétique. Avec la montée en puissance des Alliés, et alors que la victoire se profile, la France libre peut commencer à songer à l'après-guerre : le 3 juin 1944, le gouvernement provisoire de la République française (GPRF) est constitué à Alger.

• Tentations fascistes en France occupée

Le fascisme exerce une véritable fascination sur des hommes en rupture avec la société française. C'est le cas des écrivains Robert Brasillach ou Drieu La Rochelle. La station Radio-Paris ou le journal Je suis partout sont les voix de cette collaboration idéologique

avec le nazisme prônant la rupture avec le gouvernement de Vichy jugé trop mou et passéiste. Une véritable lutte d'influence s'engage entre « collabos » parisiens et « collabos » vichyssois. À Paris, Jacques Doriot et Marcel Déat créent la Légion des Volontaires Français. À Vichy, le régime se radicalise à partir de 1942 et Pierre Laval et Joseph Darnand fondent la Milice française en 1943. Ces organisations participent à la répression antisémite et anticommuniste. Certains de leurs membres mènent même la guerre sous l'uniforme de la Waffen-SS (corps militaire d'élite du parti nazi) comme Darnand ou sous celui de la Gestapo (la police politique nazie).

- 1944. Entre rires et larmes : la Libération

Le jour le plus longuement attendu

Le 6 juin 1944, le plus important débarquement militaire de l'histoire débute. Alors que les Allemands attendent les Alliés dans le Pas-de-Calais, les troupes britanniques, américaines et canadiennes débarquent en Normandie. L'effet de surprise est assez efficace, excepté à « Omaha Beach », dans le Cotentin, où les troupes américaines font face à une défense acharnée. En quelques jours, plus de 170 000 hommes posent le pied en Normandie : la reconquête de la France et de l'Europe occidentale peut commencer.

Le 15 août, les Alliés et les troupes du général de Lattre de Tassigny débarquent en Provence et remontent le long de la vallée du Rhône. Pendant ce temps, l'annonce du débarquement en Normandie provoque le soulèvement des FFI (Forces françaises de l'intérieur), armée unifiée des réseaux résistants. Mais les troupes allemandes ne sont pas prêtes à abandonner la partie : les maquisards retranchés dans le massif du Vercors sont bombardés l'été 1944. En juin, à Oradour-sur-Glane dans le Limousin, la quasi-totalité du village est massacrée par les SS, en guise de représailles contre l'action des maquis.

« Paris martyrisé ! Mais Paris libéré ! »

Du 19 au 25 août, la population parisienne se soulève contre l'occupant. Le général de Gaulle parvient à arracher aux Alliés le droit d'envoyer la 2e division blindée du général Leclerc à Paris. Le geste est symbolique : la capitale est libérée par les Français. Le 26 août, De Gaulle descend les Champs-Élysées, acclamé par deux millions de Parisiens en liesse. Sa légitimité en tant que chef du gouvernement provisoire n'est plus contestable. Avoir bonne presse

La plupart des anciens titres disparaissent à la Libération et sont remplacés par des journaux souvent nés dans la clandestinité. C'est le cas de France-Soir qui remplace Défense de la France, publié sous l'Occupation dans les sous-sols de la Sorbonne. Le Monde est fondé par Hubert Beuve-Méry en décembre 1944 et s'installe dans les bureaux du journal Le Temps ; il devient le quotidien des élites du pays.

Alors qu'en France on sort les drapeaux tricolores, on exulte et on s'embrasse, le sort du pays n'est pas définitivement scellé. Pour Washington, le seul pouvoir légitime en France était celui de Vichy. Avec la Libération, le pays doit donc passer sous administration alliée. C'est sans compter sur De Gaulle qui parvient à imposer la légitimité de son gouvernement au président américain pourtant très mécontent à son égard. Le pays ne sera donc pas un protectorat allié à l'image de l'Allemagne ou du Japon. L'autre danger pour de Gaulle est une prise du pouvoir par les communistes, particulièrement actifs et nombreux au sein de la Résistance. Il semblerait ici que Moscou ait imposé au PCF de déposer les armes et de reconnaître l'autorité du gouvernement provisoire. Par ailleurs, l'autorité du gouvernement est contestée par les règlements de compte spontanés se multipliant dans tout le territoire. Cette épuration populaire libère les frustrations et les rancœurs

© Groupe Eyrolles

contenues pendant la guerre. Les hommes soupçonnés de collaboration sont jugés et exécutés de façon sommaire. Les femmes accusées de rapports avec l'occupant sont tondues et laissées à la vindicte populaire. L'urgence pour le gouvernement est de reprendre le contrôle et de rétablir l'autorité de l'État. Des juridictions exceptionnelles jugent les principaux responsables du régime de Vichy ainsi que tous les hommes compromis dans la collaboration. Pétain et Charles Maurras, le chef de l'Action française, sont condamnés à la prison à perpétuité ; le vice-président du Conseil Pierre Laval, le chef de la Milice Darnand, l'écrivain collaborationniste Robert Brasillach sont condamnés à mort. Près de 50 000 personnes sont déchues de leurs droits civiques. Mais beaucoup échappent à la justice, ayant su à temps retourner leur veste, à l'instar du chef de la police de Vichy, René Bousquet, responsable de la Raïe du Vel' d'Hiv' mais non poursuivi grâce aux services

rendus à la Résistance.

La libération de la France ne signifie pas la fin de la guerre. L'armée française contribue à la défaite des armées allemandes qui se rendent le 8 mai 1945, date de la fin de la Guerre mondiale. Le conflit continue jusqu'à la reddition du Japon le 2 septembre 1945, suite aux bombardements nucléaires d'Hiroshima et Nagasaki, les 6 et 9 août. La France obtient, au titre de vainqueur, une zone d'occupation en Allemagne et en Autriche ainsi qu'un poste au Conseil de sécurité de l'ONU, créée en juin 1945, aux côtés des États-Unis, de la Grande-Bretagne, de l'URSS et de la Chine. Le pari lancé par De Gaulle en juin 1940 est gagné.

● 1945. L'heure des comptes

Au total, la Seconde Guerre mondiale a fait entre 40 et 50 millions de morts dans le monde, essentiellement des populations civiles, preuve de l'évolution de la nature des conflits devenus guerres totales.

Un lourd bilan

La population soviétique paie le plus lourd tribut avec 25 millions de victimes, soit près de la moitié du total des victimes du conflit. 5 à 6 millions de Juifs, un demi million de Tsiganes sont morts en raison de la politique d'extermination nazie. La France compte 600 000 victimes, dont deux tiers de civils (déportés, fusillés, victimes de bombardements). En France, le bilan matériel est considérable : un immeuble d'habitation sur 22 est détruit, la moitié du réseau ferré est hors d'usage... Des villes entières comme Caen ou Brest ont été rasées. Les problèmes du logement et de l'alimentation vont perdurer pendant longtemps. L'heure est à la reconstruction.

Dans le monde, l'alliance entre Soviétiques et puissances occidentales ne survit pas à la guerre. Bientôt, des sphères d'influence se forment entre communistes et puissances capitalistes. Un « rideau de fer » (l'expression est de Winston Churchill) s'élève au milieu de l'Europe centrale. C'est le début de la Guerre froide.

Le poids moral de la Seconde Guerre mondiale

Le poids moral de la guerre ne cesse de hanter les consciences. Entre 1939 et 1945, l'humanité expérimente de nouvelles formes de destruction massive : génocide juif, bombardement nucléaire (Hiroshima, Nagasaki en août 1945). Les procès de Nuremberg et de Tokyo jugent pour la première fois des « crimes contre l'humanité ». Le projet d'unification européenne découle directement de la volonté de mettre fin aux guerres qui ont ensanglanté le continent.

Le Gouvernement provisoire de la République française et la IVe République (1944-1958)

La IVe République n'a pas bonne presse dans l'histoire politique de notre pays. Malgré ses succès économiques, ce régime n'est pas parvenu à supporter le poids de la Guerre froide s'additionnant à celui de la décolonisation. En 1954, la France subit une humiliante défaite en Indochine et s'engage deux ans plus tard dans la guerre d'Algérie, qui aura finalement raison du régime en 1958.

● 1944-1945. Le Gouvernement provisoire ne fait pas dans le provisoire

D'importantes mesures sont prises par le gouvernement de De Gaulle. Elles seront, pour beaucoup, au fondement de l'organisation politique, économique et sociale de la France contemporaine. Ainsi, par égard à leur action souvent décisive dans la Résistance, les femmes obtiennent le droit de vote en avril 1944. La France est la dernière grande démocratie à prendre cette mesure.

© Groupe Eyrolles

Sur le plan social

Le gouvernement reprend certaines idées portées par la Charte du Conseil national de la Résistance. C'est le cas notamment de la Sécurité sociale fondée en octobre 1944, mettant en place un système de solidarité nationale visant à protéger les salariés contre les risques du travail : maladie, chômage, retraite, accident, etc. L'objectif est de fonder une république à la fois démocratique et sociale, bref de faire la synthèse, 150 ans après, des Déclarations des Droits de l'Homme de 1789 et 1793.

Sur le plan économique

En raison du principe de dirigisme économique prôné au-delà des milieux de gauche, de nombreuses nationalisations sont décrétées. L'État cherche à s'adjuger le monopole des secteurs-clefs. Cette période voit ainsi la création d'EDF/GDF et d'Air France. La Banque

de France, le Crédit Lyonnais, la Société Générale, les 34 compagnies d'assurance et les entreprises Renault et Berliet sont nationalisés. Par ailleurs, la reconstruction est dirigée par un Commissariat général au plan, chargé de veiller au relèvement et à la modernisation du pays.

- 1946. De Gaulle claque la porte

Le paysage politique français est bouleversé par la guerre. Les partis de droite, compromis dans le régime de Vichy, sont hors-jeu ; le Parti radical, qui a lié son destin à celui de la IIIe République, entre dans un déclin dont il ne sortira pas. Les partis dominants sont ceux qui ont participé à la Résistance : il s'agit des partis de gauche, SFIO et PCF, particulièrement actifs dans la Résistance, ainsi que le courant des résistants démocrates-chrétiens réunis dans un nouveau parti, le MRP, le Mouvement républicain populaire, très influent sous la IVe République. Ces partis lisent la défaite de 1940 dans un déficit démocratique et préconisent un renforcement du pouvoir législatif. Le « parti des 75 000 fusillés »

Le Parti communiste est devenu la principale force politique. Par sa participation déterminante dans la Résistance, le parti se présente lui-même, non sans exagération, comme le « parti des 75 000 fusillés », effaçant ainsi le souvenir du pacte germano-soviétique et certifiant son patriotisme. La popularité du PCF s'inscrit dans le prestige plus large de l'URSS et de Joseph Staline, auquel on attribue les mérites de la victoire alliée. Les intellectuels prennent fait et cause pour le Parti et deviennent ses « compagnons de route » : le poète Aragon, le philosophe Jean-Paul Sartre, le peintre Picasso, le chanteur Yves Montand, entre autres...

Mais le général de Gaulle a une toute autre analyse : il rejette aussi les institutions de la IIIe République mais prône au contraire un renforcement de l'exécutif par réaction contre l'instabilité ministérielle de l'ancienne République. Pour lui, l'affaiblissement de la France est lié aux divisions du pays provoquées par la confrontation des partis politiques. Il se veut donc au-dessus des partis, mais à ce petit jeu, ce sont ces derniers qui l'emportent.

Depuis octobre 1944, une assemblée constituante a été élue et étudie une nouvelle organisation institutionnelle. Afin d'imposer ses vues, De Gaulle tente le tout pour le tout : il démissionne le 20 janvier 1946 dans le but de créer un choc dans l'opinion, espérant être aussitôt rappelé au pouvoir. Mais c'est l'effet inverse qui se produit, car les trois grands partis sont soulagés de se débarrasser du remuant général. C'est le début du « Tripartisme » (PCF, SFIO, MRP) qui domine la vie politique jusqu'en 1947. Après un premier projet rejeté par référendum et l'élection d'une nouvelle assemblée, un second projet est accepté par les Français en octobre 1946. La France sort du provisoire, c'est le début de la IVe République.

- La IVe République : résultat de compromis

En 1946, on veut renforcer le rôle du Parlement et l'aspect démocratique du régime, car on se souvient bien que la IIIe République a permis la mise en place du régime personnel du maréchal Pétain. Le Parlement domine donc le nouvel édifice institutionnel. Le pouvoir législatif est de nouveau divisé en deux chambres : l'Assemblée nationale (comme en 1789 et 1848) et le Conseil de la République. La première, élue au suffrage universel au scrutin proportionnel, détient l'exclusivité du pouvoir législatif, tandis que le second sert essentiellement de chambre de réflexion et non de décision. La prépondérance du Parlement sur l'exécutif est importante : le président de la République est élu par les deux chambres quand le président du Conseil est investi par la seule Assemblée nationale. Celle-ci peut faire tomber le gouvernement par rejet d'une « question de confiance » ou par le dépôt d'une « motion de censure ». Un contre-pouvoir est toutefois prévu : le droit de dissolution. Mais la procédure est compliquée, limitant sa portée et sa faisabilité. Les constituants ont du mal à réhabiliter complètement cette procédure, bannie des pratiques républicaines depuis la crise du 16 mai 1877.

Toutefois, il semblerait que la principale cause de l'échec institutionnel de la IVe République tienne aux hommes politiques eux-mêmes, enfermés

© Groupe Eyrolles

dans des habitudes et des pratiques nées sous la IIIe République. Tous ces facteurs conduisent à une instabilité ministérielle chronique : 25 gouvernements en 12 ans ! Le régime des partis

Sous la IVe République, le problème récurrent est le multipartisme empêchant la constitution d'une majorité parlementaire solide. Le scrutin proportionnel conduit à

l'éclatement du paysage politique. En outre, après la rupture du Tripartisme et l'exclusion des communistes du gouvernement au début de la Guerre froide, un quart des députés passent dans l'opposition au régime. Plus tard, avec l'émergence d'un puissant mouvement gaulliste, le RPF (Rassemblement du peuple français), en 1947, un autre quart de l'Assemblée rejette les institutions. Ainsi, les futurs gouvernements pourront former des majorités avec la moitié seulement des députés.

• 1947. La France au bord de la guerre civile

En 1947, le Parti communiste est dans une position délicate. Exclu du gouvernement en mai, son assise électorale s'effrite en raison des mécontentements ouvriers. Qui plus est, une critique virulente de la stratégie du PCF par Moscou accuse les communistes français de « crétinisme parlementaire » car ces derniers n'ont pas contesté l'aide financière américaine apportée par le plan Marshall. Le parti est alors aux abois.

La France choisit son camp : le plan Marshall

On date généralement le début de la Guerre froide en 1947, bien que les signes avant-coureurs soient antérieurs. En juin 1947, les États-Unis proposent aux pays européens un plan d'aide à la reconstruction du nom du secrétaire d'État américain (ministre des Affaires étrangères), George Marshall. L'idée des États-Unis est d'éviter un basculement des pays européens dans le communisme, tout en recréant un marché de consommation pour les productions américaines. Seuls les pays de l'Est refusent l'aide américaine sur injonction de l'URSS. Deuxième bénéficiaire du plan Marshall après la Grande-Bretagne, la France recevra 22 % des fonds distribués, arrimant le pays au bloc capitaliste.

À l'automne, les communistes s'appuient sur un mouvement social naissant et spontané pour réorienter leur stratégie politique. Avec l'aide de la CGT, le PCF radicalise les revendications ouvrières, déplaçant ainsi la contestation sociale vers la critique du régime et de l'alliance avec les États-Unis. Les grèves lancées en novembre 1947 sont particulièrement violentes (sabotages, émeutes...) et étendues : mines, chemins de fer, ports, EDF, etc. sont bloqués. Beaucoup en France croient à une prise de pouvoir communiste, à l'image de ce qui se passe au même moment en Tchécoslovaquie (« coup de Prague » en février 1948). Le gouvernement décrète donc la mobilisation de l'armée à laquelle on adjoint également des mesures sociales. Les ouvriers se remettent au travail. Le PCF redevient le paria de la vie politique car inféodé à Moscou. Le socialiste Guy Mollet déclare : « Le PCF n'est pas à gauche, il est à l'Est. »

Ces grèves entraînent un affaiblissement du mouvement syndical. Une partie de la CGT refuse la mainmise du PCF et quitte le syndicat pour fonder la CGT Force ouvrière (FO).

• 1951. Le charbon et l'acier : une mine pour l'Europe

Depuis la fin de la guerre, l'idée de fédération européenne portée entre autres par Aristide Briand dans l'entre-deux-guerres ressort des cartons. Pour plusieurs hommes politiques de l'époque, notamment les démocrates-chrétiens et les socialistes, il faut mettre fin aux divisions qui ont conduit aux guerres mondiales en unifiant le continent européen.

En 1950, le commissaire général au plan, Jean Monnet, soumet une idée au ministre des Affaires étrangères, Robert Schuman : réunir sous une même autorité les productions de charbon et d'acier, qui sont les deux principales matières premières des industries de l'époque. L'idée est d'empêcher toute guerre en liant les pays par l'économie. Lorrain, Schuman a une conscience particulièrement aiguë de la nécessité de la réconciliation franco-allemande et embrasse le projet. En 1950, il propose aux pays européens qui le souhaitent de mettre en commun leurs productions de charbon et d'acier. L'Allemagne, l'Italie, la Belgique, les Pays-Bas et le Luxembourg acceptent. En 1951, les six pays ratifient le traité de Paris, créant ainsi la CECA, Communauté européenne du charbon et de l'acier.

Les bases de la future Communauté économique européenne sont jetées. Ce projet est un premier pas vers la réconciliation franco-allemande et apparaît comme le moteur de la construction européenne, douze ans avant le traité de l'Élysée.

© Groupe Eyrolles

• 1950-1954. La Communauté européenne de défense (CED) fait débat

En 1949, les pays d'Europe occidentale signent avec les États-Unis et le Canada une alliance militaire dans le cadre du pacte de l'Atlantique. L'organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN) devient le pilier de la sécurité européenne face à l'URSS. Cependant, la création de la République fédérale d'Allemagne (RFA), la même année, pose la question de son intégration dans l'OTAN et de la reconstitution d'une armée allemande.

Cette idée fait horreur aux Français. Jean Monnet propose alors de créer une armée européenne qui permettrait de placer le réarmement allemand sous commandement européen. En 1950, le gouvernement français propose le projet de Communauté européenne de défense (CED) à ses alliés ; il sera bientôt accepté par tous.

Mais les Français à l'origine du projet sont ses fossoyeurs. Une véritable ligne de fracture traverse les partis politiques qui se divisent entre partisans et opposants du projet. Seuls les communistes et les gaullistes offrent un front uni sur le sujet : pour les premiers, le projet renforce la dépendance de la France vis-à-vis des États-Unis ; pour les seconds, il est impensable de dissoudre l'armée française, principal garant de l'indépendance nationale. Le clivage est tellement profond dans la classe politique que les gouvernements ne se décident pas à trancher et se repassent le dossier tel un marron chaud. Il faut attendre le gouvernement Mendès France pour que la CED soit définitivement enterrée après un vote négatif au Parlement en 1954. La RFA n'en retrouve pas moins sa souveraineté et son armée entre dans l'OTAN.

L'armée européenne

L'échec de la CED montre que l'engagement européen de la France est encore balbutiant en 1954. L'idée d'une armée européenne ne disparaît pas pour autant. En 1992, la France, l'Allemagne, la Belgique, l'Espagne et le Luxembourg créent le premier corps militaire européen (Eurocorps). Aujourd'hui, la réflexion autour de la constitution d'une Europe politique et diplomatique soulève de nouveau l'idée d'une Europe de la Défense.

• 1954. Gouverner autrement : la France de Mendès

Depuis les élections législatives de 1951, la France est entrée dans une période de grande instabilité politique. Les majorités politiques ne sont pas claires, il faut treize tours de scrutin pour élire René Coty, le nouveau président de la République, et l'instabilité ministérielle n'a jamais été aussi grande. C'est dans ce contexte que Pierre Mendès France arrive au pouvoir. Bien que radical et proche de la gauche, il est nommé président du Conseil par une Assemblée plutôt marquée à droite. Il faut dire que depuis la défaite de Dien Bien Phû en mai, la France perd pied en Indochine. Or, Mendès France est le seul, en dehors des communistes, à avoir préconisé la négociation avec les nationalistes indochinois.

Pierre Mendès France (1907-1982) : « PMF »

Avocat, « PMF » entre au parti radical très jeune et devient le plus jeune député de la Chambre de 1932. Il cherche alors à moderniser le parti radical et à réformer la vie politique. Résistant, il est ministre du gouvernement provisoire. En 1954, sa compétence le conduit à Matignon dans un moment difficile pour la République. Malgré son bref passage au pouvoir, Mendès France gardera longtemps une empreinte morale sur la gauche. Une forme de nostalgie entoure son nom, devenu depuis synonyme de compétence et de modération.

D'emblée, il impose un style énergique qui tranche avec les habitudes de la IV^e République, ce qui plait beaucoup aux Français, lassés par la valse des gouvernements. Il refuse ainsi de négocier avec les partis, la composition de son gouvernement étant plutôt axée au centre.

Le « style Mendès » tient dans le rapport direct que le président du Conseil cherche à instaurer avec les Français. Il utilise abondamment les médias et met en place des causeries hebdomadaires « au coin du feu », radiodiffusées. Il peut également compter sur le soutien de grands titres de presse comme France Observateur et surtout L'Express de Jean-Jacques Servan-Schreiber et Françoise Giroud.

En quelques mois, Mendès France règle des dossiers considérés comme insolubles. Le 20 juillet 1954, il signe les accords de Genève avec le Vietminh mettant fin à la guerre d'Indochine dans laquelle la France est enlisée depuis près de dix ans. Il règle aussi l'épineuse question de la CED et parvient à un accord sur la décolonisation pacifique de la Tunisie. Cependant, au bout de sept mois, son gouvernement tombe car les oppositions politiques se sont multipliées autour de la question de la CED. Ainsi, divers lobbies comme celui des bouilleurs de cru, attaqués dans leur privilège de distillation de l'alcool, ou le lobby colonial, fustigeant le « bradeur d'empire » malgré sa politique de fermeté en Algérie, affaiblissent ainsi sa position.

© Groupe Eyrolles

Le mendésisme et la gauche française

La mendésisme a exercé une influence notable sur la gauche française en ouvrant la voie de l'unification des courants de gauche non communistes, réalisée par François Mitterrand, ancien ministre de Pierre Mendès France, au sein du Parti socialiste créé en 1969.

- 1956. Les crispations politiques

En janvier 1956, les électeurs élisent la dernière assemblée de la IV^e République. Ces élections se déroulent dans un climat tendu car la situation se dégrade en Algérie : 200 000 soldats du contingent sont positionnés dans la colonie •n 1955.

Le poujadisme

Les élections voient le réveil de l'extrême droite, groupusculaire depuis la Libération. Pierre Poujade, un papetier du Lot, fédère les mécontentements des petits commerçants, artisans, paysans autour de thématiques comme la lutte contre le •sc, le centralisme parisien ou la défense des prix. Ce populisme de droite se radicalise avec le soutien de l'extrême droite qui déplace son discours vers le thème de la défense de l'empire colonial, le teintant bientôt de saillies antisémites et xéno•phobes. Le mouvement obtient 52 sièges, dont celui d'un jeune avocat, Jean-Marie Le Pen.

Le gouvernement de Guy Mollet

Bien qu'aucune majorité claire ne se dégage, c'est le secrétaire général de la SFIO, Guy Mollet, qui est chargé de former un nouveau gouvernement tandis que l'opinion attend plutôt Mendès France. Dans la lignée du Front populaire, Guy Mollet accorde une troisième semaine de congés payés. La loi-cadre Defferre ouvre un processus de décolonisa•tion paci•que dans les territoires français d'Afrique. Si l'on ajoute la signature du traité de Rome, le bilan du gouvernement Mollet n'est pas négligeable, bien qu'il soit considérablement terni par son traitement de la question algérienne.

Guy Mollet accueilli à coups de tomates

Le 6 février 1956, Mollet est en visite en Algérie. Il vient de nommer un nouveau ministre résident à Alger, le général Catroux, jugé trop libéral aux yeux des Euro•péens d'Algérie. A•n de manifester leur mécontentement, ces derniers accueillent le président du Conseil au moyen de tomates et d'injures. Effrayé, Mollet nomme un nouveau représentant, Robert Lacoste ; comme 22 ans plus tôt, un gouvernement recule sous la pression de la rue. La communauté euro•péenne d'Algérie, hostile à toute émancipation, prend conscience de son in•uence politique ; elle ne se privera pas pour en user et en abuser.

Guy Mollet révisé sa politique algérienne et subordonne toute négocia•tion à une élection démocratique des représentants algériens dans le cadre d'un cessez-le-feu. Mais qui dit cessez-le-feu dit contraindre par la force les nationalistes à déposer les armes. La France glisse donc progressivement dans la guerre d'Algérie, avec le doublement des effec•tifs militaires chargés de « paci•er » le pays.

- 1956. Les passions se déchainent pour un canal

En juillet 1956, le tout nouveau président égyptien, le colonel Nasser, décide la nationalisation du canal de Suez a•n de •nancer la construc•tion du grand barrage d'Assouan sur le Nil. Les Britanniques, princi•paux actionnaires et usagers du canal, ripostent. Ils trouvent un soutien à Paris où l'on reproche à l'Égypte son appui au FLN (Front de libération nationale) algérien, et en Israël où l'on craint le nationalisme arabe défendu par Nasser. Un plan secret est préparé : l'État hébreu doit attaquer l'Égypte dans le Sinaï, justi•ant ainsi l'intervention franco-britannique comme force d'interposition.

Le plan se déroule comme sur des roulettes : l'armée israélienne avance sans dif•culté dans le territoire égyptien, et les parachutistes franco-britanniques sautent sur Port-Saïd à l'entrée du canal. Mais c'est sans compter sur les deux superpuissances qui, pour une fois, sont d'accord : les États-Unis menacent leurs alliés de représailles économiques quand l'URSS préfère brandir le chiffon rouge nucléaire. Les troupes franco-britanniques se retirent alors en décembre, au terme d'un véritable •asco diplomatique.

Le prestige de Nasser dans le monde arabe en sort décuplé, celui de la France durablement affaibli. La crise apparaît aujourd'hui comme le dernier écho de la « politique de la canonnière » utilisée par les puis•sances coloniales dans leurs empires pour mater les révoltes. Les deux

© Groupe Eyrolles

grandes puissances du XIX^e siècle font le constat amer de ne plus être maîtresses de leur politique étrangère : elles ne peuvent rivaliser avec les nouvelles superpuissances. Pour la France, la nécessité de retrouver une position de force sur la scène internationale conduit à l'intensi•cation des recherches sur l'armement nucléaire.

- 1957. La Communauté économique européenne naît à Rome

En 1957, les six partenaires de la CECA décident d'aller plus loin dans l'unification de leurs économies : ils mettent en place un marché commun permettant la libre circulation des marchandises. C'est l'objet du traité de Rome du 25 mars 1957, qui donne naissance à la Communauté économique européenne (CEE). Un volet agricole est prévu, car un cinquième de la population communautaire travaille encore dans l'agriculture. La CEE s'engage à fixer des prix minima dans le cadre de ce qui va devenir, en 1962, la PAC (politique agricole commune), dont la France sera la première bénéficiaire.

La communauté devient union

Le commerce intracommunautaire explose et contribue au redressement économique européen. La PAC remplit rapidement ses objectifs : de déficitaire, la production agricole devient excédentaire. Ces succès entraînent l'adhésion de nouveaux membres : de 6 membres, la CEE passe à 9 en 1973 avec l'intégration du Royaume-Uni, de l'Irlande et du Danemark, à 10 en 1981 avec l'arrivée de la Grèce, puis à 12 avec l'entrée de l'Espagne et du Portugal en 1986. La CEE devient l'Union européenne (UE) avec le traité de Maastricht en 1992. En 1995, trois nouveaux États entrent dans l'Union : l'Autriche, la Suède et la Finlande. Après la chute du Mur, le nouvel horizon européen se trouve à l'Est : les anciennes démocraties populaires entrent progressivement dans l'Union : Hongrie, Pologne, République tchèque, Slovaquie, Slovénie, Estonie, Lettonie, Lituanie ainsi que Chypre et Malte en 2002, la Bulgarie et la Roumanie en 2007.

• 1958. D'une République à l'autre

La question algérienne grandit, la République vacille

Au début de l'année 1958, la situation est critique. La France est paralysée par la question algérienne. Elle est mise au ban des nations à l'ONU pour sa politique algérienne, endettée par la hausse des dépenses militaires et profondément divisée entre tenants de l'Algérie française et partisans de l'émancipation. Le règlement du problème est urgent. Un partisan de la négociation avec le FLN, Pierre Poimlin, est donc appelé à Matignon le 13 mai. À Alger, les colons réagissent très mal à cette nomination et forment une insurrection avec le soutien de l'armée. Un comité de Salut public est même formé avec les généraux Massu et Salan à sa tête.

La crise de régime est engagée : guerre civile, sécession des Français d'Algérie, coup d'État militaire, tout est alors possible. Les moyens d'action du gouvernement sont limités avec une armée sortie de son devoir de réserve et une police noyautée par l'extrême droite. La rumeur court, sur des bases fondées, que des parachutistes sont prêts à sauter sur Paris et à renverser le gouvernement.

Le général de Gaulle réapparaît

Le général de Gaulle sort alors de sa réserve et propose ses services. Il sait qu'il a le soutien de l'armée et que les Algérois le réclament. Anticipant la décision du président de la République, il annonce la formation d'un nouveau gouvernement alors que Poimlin est toujours en place ! Mais ce dernier évite la crise et se désiste. Le président René Coty nomme donc officiellement De Gaulle président du Conseil le 27 mai. On le voit, De Gaulle s'impose comme le seul recours, non sans certaines ambiguïtés et en bousculant quelque peu les pratiques républicaines.

La deuxième étape du retour au pouvoir du général est le ralliement de Guy Mollet et d'une partie de la SFIO, condition nécessaire à son investiture. Le 1er juin, l'Assemblée vote l'investiture et le 3 juin, elle accorde au gouvernement le droit de rédiger une nouvelle constitution. La légalité républicaine est préservée, mais la IVe République est morte.

Une république mal-aimée

La IVe République entre dans le cimetière des régimes politiques de la France. Peu de Français la regrettent, la crise nationale algérienne jetant un voile de discrédit sur un régime réputé incapable de gouverner, enfermé dans un parlementarisme stérile voué à l'impuissance. C'est là mésestimer les réalisations de cette République : redressement économique d'un pays en ruines en 1944 et lancement de la construction européenne dont nous sommes toujours tributaires. Ce régime a dû faire face à une situation internationale particulièrement difficile, et notamment, la Guerre froide, la guerre d'Indochine et la guerre d'Algérie ont eu raison d'elle.

© Groupe Eyrolles

La Ve République (1958-2...)

© Groupe Eyrolles

La Ve République est le second régime le plus long que la France ait connu depuis 1789. L'originalité de ce régime tient dans l'importance des pouvoirs accordés au président de la République, limités uniquement en cas de cohabitation. Deux hommes dominent la vie politique de 1959 à 1995 : Charles de Gaulle et François Mitterrand. C'est pendant cette période que la France entre définitivement dans la voie de la modernité, malgré la crise économique affectant le pays à partir du milieu des années 1970.

• 1958. Une Constitution ambiguë

Les travaux constitutifs sont confiés à une commission dirigée par Michel Debré, un modèle du général. En trois mois, la nouvelle constitution est rédigée et présentée aux Français par De Gaulle, le jour anniversaire de la proclamation de la IIIe République, le 4 septembre 1958, place de la République à Paris. Il s'agit donc d'emblée d'inscrire le texte dans la continuité républicaine. Il faut dire que le projet a de quoi inquiéter les hommes, à cheval sur les traditions parlementaires du pays.

Organisation des pouvoirs sous la Ve République

Électeurs (hommes et femmes de plus de 21 ans puis 18 ans à partir de 1974)

Pouvoir exécutif et pouvoir législatif

Le projet renforce notablement le pouvoir exécutif, même si le régime reste parlementaire : le gouvernement est toujours responsable devant le Parlement (procédures de motion de censure et question de confiance). Celui-ci reste bicaméral : Assemblée nationale et Sénat, élus respectivement au suffrage direct (5 ans) et indirect (9 ans renouvelé par tiers des sénateurs). Mais le pouvoir législatif est affaibli. Ainsi, le principe de séparation des pouvoirs n'est pas respecté car le gouvernement partage le droit d'initiative législative, ce dont il ne se privera pas. Aujourd'hui, la grande majorité des lois est initiée par le gouvernement (projet de loi) et non par les parlementaires (proposition de loi).

Le renforcement des pouvoirs du président de la République

Le texte donne des pouvoirs inusités depuis 1848 au président de la République. Ce dernier choisit le Premier ministre.

• Le Premier ministre

Le terme « ministre » signifie, étymologiquement, « serviteur ». Ainsi, le Premier ministre perd son titre de « président » du Conseil et devient le premier des « serviteurs ».

Le président de la République peut dissoudre l'Assemblée nationale (ce droit de dissolution a été employé à cinq reprises sous la Ve République : 1962, 1968, 1981, 1988, 1997) sans qu'aucune procédure de destitution ne soit prévue comme contre-pouvoir.

L'article 16 autorise également le Président à prendre les pleins pouvoirs provisoirement en cas de menace exceptionnelle. En outre, grande nouveauté, il peut passer au-dessus du Parlement en consultant directement les Français par voie de référendum, répondant là au vœu gaullien d'un rapport direct avec le peuple. Le régime, bien que parlementaire, prend donc une forte coloration présidentielle, même si, jusqu'en 1962, le Président reste élu au suffrage indirect.

Une nouveauté discrète : le Conseil constitutionnel

Pour la première fois, la France se dote d'un organe chargé de vérifier la constitutionnalité des lois sur le modèle de la Cour suprême américaine. Dans un premier temps, le Conseil reste proche du pouvoir, constituant une simple chambre d'enregistrement. Mais une réforme de 1974 permet aux parlementaires de saisir le Conseil constitutionnel. Les partis d'opposition ne s'en priveront pas et pourront ainsi peser politiquement malgré une représentation minoritaire à l'Assemblée.

© Groupe Eyrolles

De Gaulle élu et conforté dans son autorité

Le projet fédère les oppositions de la plupart des partis. En effet, beaucoup y lisent une menace pour la démocratie, et le parallèle entre Louis Napoléon Bonaparte et Charles de Gaulle est brandi pour faire le lien entre pouvoir présidentiel et régime personnel. Tandis que tous les partis non gaullistes appellent à voter « non » contre le projet, le référendum est approuvé par 79 % des électeurs : ce vote massif montre que De Gaulle apparaît à l'époque comme la seule personnalité politique capable de débloquer la France

après la IV^e République. D'ailleurs, aux élections législatives qui se tiennent dans la foulée, l'UNR (Union pour la nouvelle République), le nouveau mouvement gaulliste, frôle la majorité absolue à l'Assemblée. Elle bénéficie du scrutin uninominal à deux tours, favorisant la constitution de majorités et non la pluralité caractéristique du scrutin proportionnel.

• 1962. De Gaulle prépare sa succession

En 1958, Charles de Gaulle n'avait pas osé aller jusqu'au bout de sa réforme des institutions. L'élection du président de la République au suffrage universel avait été abandonnée depuis l'élection de Louis Napoléon Bonaparte en 1848. La légitimité conférée par le suffrage universel à un seul homme faisait craindre une dérive autoritaire du pouvoir. Mais De Gaulle n'est pas Bonaparte, et si le gaullisme s'inscrit dans la lignée du bonapartisme, l'attachement du général à la démocratie et à la République est réel. Cela n'empêche pas une pratique quelque peu personnelle du pouvoir. L'homme de l'appel du 18 juin n'aime guère qu'on lui marche sur les pieds. C'est lui qui taille le « domaine réservé » du président de la République : Défense et Affaires étrangères. Il faut dire que les questions économiques et sociales ne le passionnent guère. Comme il le dit lui-même : « l'intendance suivra ». Il nomme ses délégués au gouvernement, sans guère d'intérêt pour les élus, et ce sont des techniciens qui héritent des grands portefeuilles. C'est le cas de l'indéboulonnable Maurice Couve de Murville, un diplomate aux Affaires étrangères, ou de Georges Pompidou, Premier ministre à partir de 1962, affilié à aucun parti politique. De Gaulle cherche à rendre pérennes les institutions qu'il a créées. Mais son autorité tient essentiellement à son charisme personnel, à la légitimité conférée par son combat pour la France libre et au règlement de la question algérienne. La succession sera donc difficile pour son remplaçant, et le risque d'un retour aux anciennes pratiques est élevé. La question est d'autant plus urgente que De Gaulle est victime d'un attentat de l'OAS (Organisation armée secrète), fomenté par des militaires nostalgiques de l'Algérie française.

De Gaulle sauvé par sa DS

Le 22 août 1962, le président échappe miraculeusement à l'attentat du Petit Clamart, dans la banlieue Sud de Paris. Un guet-apens surprend le cortège présidentiel à un carrefour. Le président est sauvé par sa Citroën DS : son chauffeur réussit à prendre la fuite malgré deux pneus crevés et des tirs de mitraillette dans les portières. De Gaulle est sauf et la réputation de la voiture est lancée !

Après d'assurer la légitimité des futurs présidents de la République, De Gaulle propose aux Français sa désignation au suffrage universel. Pour la classe politique, c'est une nouvelle attaque contre les traditions parlementaires. Le président du Sénat, le Guyanais Gaston Monnerotte, parle même de « forfaiture » ; accuser l'ancien chef de la France libre de trahison, il faut oser ! Malgré l'opposition des partis non gaullistes, les Français approuvent une nouvelle fois le général à 62 %. Sa légitimité acquise, le président peut se lancer dans sa politique de restauration de la « grandeur » nationale. Une passion pour la France

La femme de De Gaulle peut être jalouse : son mari entretient une relation passionnée avec la France. Comme il le dit lui-même en ouverture de ses Mémoires, il est guidé par « une certaine idée de la France », idée façonnée par une éducation où les grands hommes et les grandes batailles donnaient à l'Histoire de France une dimension épique. De Gaulle est donc animé par un seul but : restaurer la « grandeur » du pays, refaire entendre la voix de la France dans le concert des nations. La tâche n'est pas simple en pleine Guerre froide, mais l'heure est à la détente entre l'URSS et les Etats-Unis, ce qui permet à De Gaulle de se démarquer au sein du camp occidental.

• 1960-1969. La modernisation de la France

La « grandeur » passe d'abord par la modernisation du pays. De Gaulle veut accélérer la recherche dans les secteurs de pointe et lance de grands projets industriels qui, mis à part le nucléaire, se révéleront des échecs commerciaux : dans l'informatique (plan Calcul), l'aéronautique (projet franco-britannique Concorde) et surtout le nucléaire. La

© Groupe Eyrolles

première bombe A française explose dans le Sud de l'Algérie en février 1960. Devenue puissance nucléaire, la France peut se permettre de retrouver une liberté d'action en annonçant en 1966 son retrait du commandement intégré de l'OTAN, tout en restant membre de l'Alliance atlantique. Les militaires américains stationnés au siège de l'organisation à Paris doivent plier bagages et partir à Bruxelles.

Les Jeux olympiques

De Gaulle, voulant rivaliser avec les grandes nations sportives, fait entrer le sport français dans l'ère scientifique et technique. Les Jeux olympiques sont en effet le terrain pacifique mais très symbolique de la Guerre froide, les équipes américaines, soviétiques et Est-allemandes rivalisant pour la première place.

De Gaulle et les États-Unis

Le Président cherche à se démarquer des États-Unis au sein du bloc occidental. Il initie une politique d'ouverture vers le bloc communiste. La France est ainsi le premier pays occidental à reconnaître la Chine populaire en 1964. De Gaulle n'hésite pas à critiquer ouvertement les États-Unis, comme à Phnom-Penh, au Cambodge, à propos de la guerre au Vietnam, ou à Mexico, sur les relations avec les pays du tiers monde. On se souvient surtout de la célèbre formule « Vive le Québec libre ! » lancée lors d'un voyage à Montréal en 1967.

La même année, il prend ses distances avec les politiques pro-israéliennes traditionnelles après la guerre des Six jours qui oppose, en juin, Israël aux pays arabes. C'est aussi une certaine déception vis-à-vis des États-Unis qui le pousse à refuser l'entrée du Royaume-Uni dans la CEE, présenté comme un cheval de Troie américain, et à bloquer les institutions communautaires pendant plusieurs années.

De Gaulle soutient Kennedy

En octobre 1962, des avions espions américains découvrent des rampes de lancement de missiles à Cuba. La révolution castriste, trois ans plus tôt, a placé cette île située à quelques kilomètres de la Floride dans le camp socialiste. Le jeune président américain, J.F. Kennedy, décide un embargo militaire sur l'île. Pendant quelques jours, la guerre nucléaire semble imminente. Au moment des négociations, De Gaulle affiche une solidarité sans failles avec l'allié américain. Il reste donc malgré tout respectueux de l'Alliance atlantique, gage de la sécurité de l'Europe face à l'URSS.

Très attaché au principe d'État-nation, le Général est déçu vis-à-vis des organisations supranationales comme la Communauté européenne ou l'ONU, le « machin », comme il se plaît à l'appeler. En revanche, conscient de l'importance de la réconciliation franco-allemande pour la pacification de l'Europe, il fait un voyage historique et triomphal en Allemagne en 1962. L'année suivante, la signature du traité de l'Élysée développera l'amitié et la coopération entre les deux ennemis d'hier.

La voix de la France

Sur le long terme, le ton est donné, la diplomatie française garde jusqu'à aujourd'hui les grandes impulsions données par De Gaulle : indépendance militaire (projet Ariane dans les années 1970), défense d'un monde multipolaire, politique pro-arabe, dose d'antiaméricanisme. Seules la CEE et l'ONU trouveront plus de grâce aux yeux des successeurs du général et, en 1996, Jacques Chirac, bien que gaulliste, réintègrera la France dans le commandement militaire de l'OTAN.

• 1945-1975. La France des « Trente Glorieuses »

En 1945, la France sort ruinée de la guerre ; les pillages systématiques réalisés par l'occupant et les destructions matérielles liées aux combats ont profondément désorganisé l'économie du pays. L'heure est donc à la reconstruction.

Une politique interventionniste

Jusqu'au début des années 1950, le rôle de l'État est très important dans le cadre d'une économie planifiée. C'est le cas par exemple dans le bâtiment où les besoins sont énormes à cause des destructions, de la hausse démographique (baby-boom) et de l'immigration.

L'heure est à l'ouverture des frontières

L'économie française profite des facilités de crédit des États-Unis ainsi que de l'aide américaine dans le cadre du plan Marshall. La contrepartie est l'exigence d'ouverture des frontières aux importations et l'intégration du pays dans le commerce international. La France adhère ainsi au GATT (Accord général sur les tarifs et le commerce), ancêtre de l'OMC (Organisation mondiale du commerce), qui préconise la disparition des barrières douanières. Le libéralisme économique guide également les fondateurs du marché commun dans le cadre de la CECA puis de la CEE.

© Groupe Eyrolles

La France s'enrichit et se transforme : elle entre dans la société de consommation.

Pendant près de trente ans (entre 1945 et 1975), la croissance est très forte, avec une

moyenne annuelle de 5 %.

L'avènement de la société de consommation

Les foyers s'équipent d'appareils électroménagers, de la télévision, etc. La voiture, bien de consommation par excellence, devient accessible grâce à la 2 CV de Citroën (la « deuche »), la Renault 4 CV ou la Fiat 500, voitures économiques et populaires devenues les symboles d'une époque. Le premier supermarché ouvre en 1957, le premier hypermarché en 1963. Bientôt, le caddie remplace le cabas.

La restructuration du paysage français

La structure de l'économie se modifie. L'agriculture, plus productive grâce à la mécanisation, a besoin de moins de bras. Les jeunes des campagnes partent à la ville (exode rural), tandis que le paysan devient un véritable chef d'entreprise à mesure que l'agriculture se modernise et se complexifie. En même temps, les classes moyennes urbaines s'élargissent avec le développement du secteur tertiaire. Ces catégories sociales s'entassent dans les banlieues en pleine expansion, à vocation presque exclusivement résidentielle : c'est le début du « métro-boulot-dodo ». Les premières villes nouvelles sont lancées dans les années 1960 pour rééquilibrer les périphéries vis-à-vis des espaces centraux, ce qui sera finalement un échec partiel.

Une main-d'œuvre venue d'ailleurs

Les besoins liés à la reconstruction nécessitent le recours à la main-d'œuvre étrangère. Ce n'est pas une nouveauté : depuis la seconde moitié du XIXe siècle, la France est une terre d'immigration. Comme au début du XXe siècle, les Italiens constituent le premier contingent d'immigrés devant les Polonais. La France accueille également de nombreux « musulmans d'Algérie », qui ne sont pas à proprement parler des immigrés puisqu'ils bénéficient de la nationalité française de 1947 jusqu'à l'indépendance. Les années 60/70 voient également l'arrivée massive de travailleurs espagnols et portugais. La population immigrée passe de 1,7 million de personnes (4,1 % de la population) à près de 3,5 million (6,5 %) entre 1954 et 1975.

Une période pas si glorieuse...

Ces arrivées ne se font pas dans des conditions idéales et renforcent même la situation dramatique du logement. Les laissés-pour-compte de la croissance sont nombreux. Les bidonvilles de développent aux périphéries des villes, comme c'est le cas à Nanterre ou à Saint-Denis. Ces situations n'émeuvent guère les pouvoirs publics et l'opinion car l'immigré est alors peu visible : c'est souvent un homme seul venu temporairement travailler en France.

Les laissés-pour-compte de la croissance

Le rigoureux hiver 1954 et l'appel aux dons en faveur des sans-abri lancé par l'abbé Pierre nous rappellent que les fruits de la croissance économique ne sont pas partagés par tous. La fondation de la communauté d'Emmaüs en 1949 anticipe la création, quelques décennies plus tard, des Restos du Cœur par Coluche.

La xénophobie, entre parenthèses depuis la dernière guerre, est réactivée par la guerre d'Algérie. Les populations arabes sont la cible de crimes racistes comme l'ont été les Italiens au XIXe siècle. C'est le cas en 1973 à Marseille, où sept Nord-Africains trouvent la mort en réponse à l'assassinat d'un tramot marseillais par un déséquilibré algérien.

● 1968. En mai, fais ce qu'il te plaît

L'aspiration à une société nouvelle

En 1968, le pouvoir gaulliste est à bout de souffle. Les critiques s'élèvent au sein de la majorité, à l'image du centriste Valéry Giscard d'Estaing qui dénonce l'« exercice solitaire du pouvoir ». Les médias eux-mêmes sont aux ordres : les deux seules chaînes de télévision sont étroitement contrôlées par le ministre de l'Information. Cette rigidité contraste avec l'évolution de la société. En effet, la France s'est enrichie et urbanisée. Les premières générations du baby-boom arrivent à l'âge adulte et remplissent les bancs des universités, dont les effectifs ont plus que doublé au cours des années 1960. C'est l'époque des yéyés et du rock, où l'on affiche une volonté de rupture avec la « France à papa », conservatrice et bien pensante, incarnée par le général de Gaulle.

Les premières révoltes de 1968, qui sont d'ailleurs internationales, ont lieu à la faculté de Nanterre. Cette jeune université, implantée au cœur d'un bidonville, où les étudiants

issus des classes moyennes côtoient les ouvriers immigrés, est le symbole parfait des inégalités sociales qui caractérisent encore la société française.

© Groupe Eyrolles

Mai 68 débute en mars

Le 22 mars, des étudiants gauchistes occupent la salle du conseil de l'université. C'est le début du « mouvement du 22 mars », mené entre autres par un étudiant en sociologie, Daniel Cohn-Bendit. Les étudiants réclament la libre circulation des garçons dans les résidences de filles poussés par un esprit de liberté. Le gouvernement réagit par la violence et décide la fermeture de la faculté. Mal lui en prend : le mouvement se transpose en plein cœur de Paris dans le Quartier latin, et les étudiants de la Sorbonne se rallient. La contestation étudiante prend de l'ampleur à mesure que se durcit la répression policière. Les esprits s'échauffent également avec les provocations violentes des étudiants d'extrême droite du mouvement Occident. Le 3 mai, les premières barricades sont élevées dans Paris, des voitures sont brûlées et les pavés volent sur les CRS. Les revendications sont multiples et les murs se couvrent de slogans libertaires (« Il est interdit d'interdire »), tiers-mondistes, anti-capitalistes (« À bas la société de consommation »), antimilitaristes (« CRS-SS ») ou tout simplement poétiques (« Sous les pavés, la plage »).

Le gauchisme est à la mode

Depuis la mort de Staline en 1953 et la politique de déstalinisation engagée en URSS, le marxisme soviétique fait beaucoup moins rêver. La jeunesse étudiante se passionne pour les révolutions chinoises ou cubaines, avec la figure romantique de Che Guevara. Le trotskisme, mouvement dissident au sein du marxisme soviétique, trouve également un souffle nouveau... Autant de signes d'inquiétude pour la ligne doctrinale du PCF, qui condamne le mouvement étudiant.

Le mouvement prend progressivement de l'ampleur : des grèves spontanées d'étudiants et d'ouvriers se multiplient sur l'ensemble du territoire. La France compte bientôt 9 millions de grévistes ! Mais la liaison entre étudiants et ouvriers ne se fait pas car, de part et d'autres, on ne tient pas le même langage, les aspirations étant différentes : à l'utopisme des premiers s'opposent les revendications concrètes des seconds.

Le retour du mouvement

Pour le gouvernement il y a urgence. Georges Pompidou négocie avec les syndicats les « accords de Grenelle », relevant les salaires et généralisant la quatrième semaine de congés payés. Mais les ouvriers désavouent les syndicats et ne reprennent pas le travail : la crise devient politique. Les partis de gauche pensent qu'il y a un coup à jouer. Il faut dire qu'il semble y avoir un sursaut au gouvernement. Le 29 mai, c'est même la stupeur car De Gaulle a disparu ! On apprendra par la suite qu'il est parti en Allemagne, dans la zone d'occupation française, où il a retrouvé le général Massu. Lorsqu'il revient, il est bien décidé à reprendre les choses en main. Il annonce la dissolution de l'Assemblée, ramenant ainsi la contestation sur le terrain démocratique. Le 30 mai, un demi-million de personnes défile sur les Champs-Élysées derrière les grandes figures du Gaullisme. C'est le début du retour du mouvement. Fin juin, les élections voient la victoire totale du parti gaulliste qui obtient la majorité absolue des sièges. La gauche, quant à elle, est laminée. Les Français, qui dans un premier temps ont eu de la sympathie pour les étudiants, ont finalement pris peur face au discours révolutionnaire. Les opposants auront cependant droit à un deuxième round à l'occasion du référendum du 27 avril 1969 à propos d'une réforme du Sénat. Le non l'emporte et De Gaulle, s'estimant désavoué par les Français, démissionne. Deux semaines plus tard, Georges Pompidou est élu président de la République. Le vieux général se retire alors dans sa résidence de Colombey-les-Deux-Églises, où il meurt en novembre 1970.

Que reste-t-il de mai 1968 ?

Tout d'abord, une légende forgée par une génération assimilée à ces événements, les « soixante-huitards ». Une culture soixante-huitarde se met en place. Le journal Libération, fondé en 1973, en est la figure emblématique. Les principaux legs de la génération contestataire seront la libération des mœurs ainsi que la libération féminine, portée entre autres par le Mouvement de libération des femmes (MLF) qui naît à la fin des années 1960. Le mouvement écologiste sera un nouveau terrain de contestation pour certains soixante-huitards comme Daniel Cohn-Bendit, passé du libertarisme rouge au libéralisme

vert.

- 1969-1974. La France pompidolienne

L'ancien Premier ministre Georges Pompidou, évincé après la crise de mai-juin 1968, est facilement élu en 1969. À l'élection, la gauche est complètement laminée, puisque l'antique SFIO n'obtient que 5 % des voix au premier tour, signant ainsi son arrêt de mort. Quant à l'extrême gauche, elle repasse dans l'ombre. Les maïstes et certains trotskistes décident d'investir et de transformer les partis et les syndicats de gauche de l'intérieur : c'est la stratégie d' « entrisme ».

Le gaulliste historique, Jacques Chaban-Delmas, héros de la Résistance et maire de Bordeaux, est appelé à Matignon. Très énergique, il lance son projet de « nouvelle-société » visant à moderniser le pays

© Groupe Eyrolles

avec, par exemple, l'instauration d'un salaire minimum interprofessionnel indexé sur la croissance (SMIC). Mais Chaban-Delmas commence à inquiéter les gaullistes conservateurs avec son idée de gouverner au centre. Pour ce faire, il s'entoure en effet de personnalités de gauche comme le mendésiste Jacques Delors, ce qui déplaît fortement. En 1972, Pompidou décide de se séparer de son Premier ministre et nomme le conservateur Pierre Messmer, militaire héros de la France libre et gardien du gaullisme pur et dur. Malgré les oppositions internes, le régime pompidolien se maintient. La maladie du Président, atteint d'une leucémie qui l'emporte en 1974, entraîne un certain écartement dans le gouvernement. Celui-ci ne réagit guère à la guerre du Kippour, quatrième guerre israélo-arabe en 1973, et à la crise pétrolière qui en découle. L'heure est à la guerre de succession, et pour l'occasion, le jeune ministre des Finances, Valéry Giscard d'Estaing, se construit une image populaire à coups d'accordéon, de parties de football ou de pulls à col roulé.

Pompidou ose une architecture différente

Pompidou marque son empreinte dans la ville de Paris, avec la construction du quartier de la Défense, les voies rapides sur les berges de la Seine, ou encore la construction très controversée d'un musée d'art contemporain aux lignes avantgardistes en plein cœur du quartier des Halles : Beaubourg.

- 1971-1974. Mitterrand redresse la gauche

Le ralliement des partis

À gauche, le Parti communiste reste la première force. Cependant, les révélations sur le stalinisme et le système concentrationnaire soviétique, notamment sur les politiques de répressions menées à Budapest en 1956 et surtout à Prague en 1968, ont considérablement écorné l'image de la « mère patrie du socialisme ». Le Parti communiste n'en maintient pas moins une force électorale importante : il peut s'appuyer sur ses bastions municipaux, notamment dans la « ceinture rouge » autour de Paris. Mais le parti, désormais dirigé d'une main de fer par Georges Marchais, est engagé sur la voie du déclin. Le développement du secteur des services réduit les effectifs de la classe ouvrière, électeurat traditionnel du PCF. Surtout, François Mitterrand ambitionne de faire du Parti socialiste le premier parti de gauche.

Un an après mai 1968, la SFIO, le vieux parti de Jean Jaurès, est transformée en Parti socialiste (PS), mais sa force électorale reste faible. En 1971, au congrès d'Épinay-sur-Seine, François Mitterrand prend la direction du PS, parti auquel il vient d'adhérer.

L'homme qui a mis De Gaulle en ballottage en 1965 est décidé à remporter les élections présidentielles sur la base d'une union de la gauche. Cette union nécessite une entente avec le PCF. L'accord est trouvé assez facilement en juin 1972 : c'est la naissance du « programme commun », un ensemble de mesures que la gauche appliquera en cas de victoire électorale. Ce texte traduit une approche marxiste des rapports socio-économiques. En effet, le programme prévoit, entre autres, la nationalisation de certaines entreprises, la planification de l'économie, l'autogestion ouvrière, etc.

C'est un pari réussi pour le PS : les adhésions pleuvent et aux élections législatives de 1973, il égalise presque avec le PCF. En 1974, aux élections présidentielles, Mitterrand échoue de peu face à Valérie Giscard d'Estaing : 49 contre 51 % au second tour.

L'élection de 1974

Pour beaucoup, le résultat final s'est joué pour la première fois à la télévision. Au cours d'un duel télévisé, Valéry Giscard d'Estaing, aguerri à cet exercice face à un adversaire très crispé, lance le fameux : « Monsieur Mitterrand, vous n'avez pas le monopole du cœur.

» Par ailleurs, il faut noter que pendant cette élection, un groupe de députés gaullistes, menés par le jeune Jacques Chirac, abandonne le candidat officiel de leur parti, Jacques Chaban-Delmas, au profit de Valéry Giscard d'Estaing. En outre, ce scrutin voit la première candidature écologiste ainsi que celle de Jean-Marie Le Pen, dont le score, 0,74 % des voix, ne présage pas un second tour 28 ans plus tard.

L'union de la gauche explose en 1977, quand le Parti communiste prend conscience que l'union favorise surtout les socialistes. Les chemins des deux grands partis de gauche se séparent donc à nouveau, le PCF renouant même avec la ligne pro-soviétique lors de l'invasion de l'Afghanistan par l'URSS en 1979. En 1981, les voix communistes seront néanmoins nécessaires à François Mitterrand, et le premier gouvernement socialiste comportera des ministres communistes jusqu'en 1984.

● 1974-1981. Les « années Giscard »

Pour la première fois depuis 1958, le mouvement gaulliste perd la présidence de la République, gardant toutefois le contrôle de l'Assemblée nationale. Un jeune gaulliste, Jacques Chirac, rallié à Valéry Giscard

© Groupe Eyrolles

d'Estaing, est alors nommé à Matignon. Dans un premier temps, le président Giscard d'Estaing semble animé par une réelle volonté de changement et de modernisation. Dans le registre symbolique, il multiplie les initiatives qui seront autant de sujets de railleries pour ses adversaires : il s'invite à dîner chez les Français, prend le petit-déjeuner avec les éboueurs de l'Élysée, etc.

Des femmes charismatiques au gouvernement

Pour marquer le changement, Valéry Giscard d'Estaing place des femmes au sein du gouvernement. C'est le cas de la journaliste Françoise Giroud, nommée, signe des temps, secrétaire d'État à la condition féminine, ou encore de Simone Veil, rescapée d'Auschwitz et brillante magistrate, au ministère de la Santé publique.

Une série de réformes importantes, adaptant la législation aux évolutions de la société française, inaugure le septennat. C'est ainsi que la majorité est abaissée à 18 ans pour répondre aux vellétés d'expression politique manifestées par la jeunesse en mai 1968. Mais c'est un mauvais calcul politique, car en 1981, la jeunesse votera massivement pour François Mitterrand. Giscard d'Estaing soutient également, contre l'avis de sa majorité et d'une partie de l'opinion, la loi Veil légalisant l'avortement (IVG). Sept ans après la loi Neuwirth sur la contraception, c'est une autre grande victoire pour le féminisme qui militait alors pour rendre aux femmes le droit de disposer de leur corps.

La marge de manœuvre du président est toutefois rapidement limitée par l'opposition de gauche « dopée » par son score de 1974 et par les dissidences qui s'expriment au sein du mouvement gaulliste. C'est notamment à cette période que Jacques Chirac claque bruyamment la porte de Matignon (1976). Valéry Giscard d'Estaing le remplace par celui qu'il qualifie de « meilleur économiste de France », Raymond Barre. Ce dernier va mettre en place une politique libérale, à l'heure où les préoccupations sont essentiellement économiques.

La fin des Trente Glorieuses

En 1973, les membres de l'OPEP (Organisation des pays exportateurs de pétrole) augmentent le prix du pétrole (multiplié par 4) en réaction à la position occidentale lors de la guerre du Kippour. Les pays occidentaux sont durement touchés : leur facture énergétique explose, leurs exportations diminuent, leur production industrielle chute. En 1975, pour la première fois depuis la guerre, l'économie française entre en récession et recule de 0,3 %. En 1979, le second choc pétrolier, lié à la révolution iranienne, est encore plus violent. Le prix du pétrole est multiplié par 10, alimentant une inflation à deux chiffres. Les faillites industrielles ainsi que la modernisation des systèmes de production (robotisation, premières délocalisations), entraînent l'apparition d'un chômage de masse : on compte 1 million de chômeurs en 1977, 2 millions en 1981 et 3 millions en 1992.

Le gaullisme chiraquien devient l'ennemi juré du giscardisme. Les deux principaux courants de la droite française se déchirent aux différentes élections de la fin du mandat présidentiel. En 1977, aux premières élections municipales de Paris après une réforme du statut de la capitale, Jacques Chirac l'emporte sur le candidat giscardien. L'Hôtel de Ville de Paris devient le tremplin pour ses futures ambitions présidentielles et le cœur d'un véritable système politique qui n'a pas encore dévoilé tous ses secrets.

Aux élections législatives de 1978, la droite doit sa victoire aux propres divisions de la gauche, le PCF ayant mis fin à la stratégie d'union avec le PS. À l'approche des premières élections européennes, depuis l'hôpital Cochin où il est soigné pour un accident de la

route, Jacques Chirac tient un discours très anti-européen tourné contre l'UDF : « l'appel de Cochin » est un véritable tollé et le nouveau parti gaulliste fondé par Jacques Chirac, le Rassemblement pour la République (RPR), obtient un score médiocre aux élections. Le paysage politique français en 1981 est donc un véritable champ de bataille où tous les coups sont permis.

- 1981. Un socialiste entre à l'Élysée

Le président sortant remet son mandat en jeu dans un climat tendu : l'affaire des « diamants de Bokassa », cadeaux présumés du dictateur centrafricain à son « ami » Valéry Giscard d'Estaing, a terni l'image du président sortant. François Mitterrand, son rival, s'évertue quant à lui à donner confiance. Sa campagne, préparée par un publicitaire (signe des évolutions de la communication politique), est axée autour du slogan « la Force tranquille ». Son affiche électorale le présente souriant avec un village pittoresque en arrière plan. C'est l'antithèse de son affiche de 1965 où l'on voyait un pylône et d'austères usines en arrière-plan !

Les élections voient la victoire de François Mitterrand avec 52 % des voix. La défaite de Valéry Giscard d'Estaing s'explique en partie par le manque d'enthousiasme dont Jacques Chirac fait preuve lorsqu'il s'agit d'appeler son camp à voter Giscard d'Estaing. L'ancien président en tirera un vif ressentiment envers son ancien Premier ministre. L'autre

© Groupe Eyrolles

enseignement de ce scrutin est le recul très net des communistes au premier tour : Georges Marchais obtient 15 % des voix (c'est la dernière fois qu'un candidat communiste obtient plus de 10 % des voix aux présidentielles). La victoire socialiste est donc totale.

Le soir de la victoire de François Mitterrand, le 10 mai, la foule afflue place de la Bastille sous une pluie battante. Les électeurs de gauche exultent car c'est la fin de plus de vingt ans de gouvernements de droite. Dans la foulée, François Mitterrand dissout l'Assemblée et les socialistes obtiennent la majorité des sièges. Le nouveau Premier ministre, Pierre Mauroy, peut lancer son programme de réformes en toute légitimité.

Un vaste chantier de réformes

En matière de lutte contre le chômage, le gouvernement met en place une politique de type keynésienne, c'est-à-dire de relance par la demande, en revalorisant le SMIC, en facilitant le crédit, etc. Pour pousser les entreprises à embaucher, le temps de travail hebdomadaire passe de 40 à 39 heures. Dans la lignée du Front populaire, une cinquième semaine de congés payés est accordée. Un vaste programme de nationalisation est lancé dans la banque et l'industrie. Du point de vue institutionnel, la politique de décentralisation est mise en place par le ministre de l'Intérieur Gaston Defferre : désormais, les collectivités locales sont dotées de pouvoirs étendus. Sur le plan culturel, la bande FM est libérée du monopole étatique tandis que le médiatique ministre de la Culture, Jack Lang, tente de rendre la culture plus accessible (prix unique du livre, Fête de la Musique...). Enfin, la peine de mort est abolie par l'un de ses plus farouches opposants, le garde des sceaux Robert Badinter.

Malgré les réformes, la France connaît de grandes difficultés économiques. Un plan d'austérité est donc mis en place à partir de 1983 et le gouvernement socialiste se prépare à l'échéance législative de 1986. Mais les résistances se font jour. En 1983, c'est la fin de « l'état de grâce » et à l'Assemblée, l'opposition se réveille par l'entremise de jeunes députés gaullistes. La politique de relance est un échec : elle favorise les importations et fait baisser les exportations, les entreprises françaises perdant en compétitivité. La balance commerciale s'écroule.

La défense d'une telle politique est insoutenable dans le cadre du marché commun.

Mitterrand tranche donc en faveur de l'Europe et engage une politique de rigueur budgétaire dès 1983. L'année suivante, le projet Savary sur la réforme de l'enseignement rassemble contre lui plus d'un million de personnes attachées à l'école privée.

L'heure est donc à la reconquête de l'électorat. Le président nomme Laurent Fabius à Matignon. Celui-ci, qui n'a que 37 ans à l'époque, passe pour un socialiste modéré. Grâce à lui, le président remonte dans les sondages malgré les premiers scandales de l'ère mitterrandienne. On se souvient notamment de l'affaire du Rainbow warrior, ce navire de l'organisation écologiste Greenpeace protestant contre les essais nucléaires français, coulé en baie d'Auckland (Nouvelle-Zélande) par les services secrets français en 1985.

- 1986-1988. La Ve République inaugure la cohabitation

En 1986, la droite remporte les élections législatives. Malgré un mode de scrutin passé à la proportionnelle pour gêner le RPR et l'UDF, ceux-ci obtiennent ensemble la majorité

absolue. Le PS devient néanmoins le premier parti de France, le PCF retrouve ses scores de 1932 et le Front national installe ses premiers députés au palais Bourbon grâce au mode de scrutin. La situation est inédite : le président doit gouverner avec un Premier ministre d'un autre bord politique. C'est l'époque de la « cohabitation », lorsque Jacques Chirac est appelé pour la deuxième fois de sa carrière à Matignon.

Lors du premier conseil des ministres, le ton est donné : le président est décidé à garder toute son autorité, notamment dans le « domaine réservé » du chef de l'État, la défense et la diplomatie. Aux sommets internationaux, les chefs d'États étrangers doivent s'habituer à discuter avec deux représentants de la France. En terme de politique intérieure, la marge de manœuvre présidentielle est beaucoup plus réduite malgré quelques tentatives d'obstruction. Le gouvernement peut donc lancer son programme de réformes libérales.

Le libéralisme bat son plein

L'époque est au libéralisme économique. Margaret Thatcher en Grande-Bretagne et Ronald Reagan aux États-Unis ont transformé en profondeur les économies de ces pays. Jacques Chirac s'en inspire. Un vaste programme de privatisation est lancé dans la banque (BNP, Société Générale, etc.) l'industrie (Saint-Gobain, Alcatel, etc.) ou les médias (TF1). Sur le plan social, le gouvernement facilite les procédures de licenciement dans un souci de flexibilité du marché de l'emploi. Toujours en direction des milieux d'affaires, l'impôt sur les grandes fortunes (IGF) est supprimé.

© Groupe Eyrolles

Les réformes avancées par l'État sont dénoncées aussi bien à gauche qu'à droite ; elles font un tollé dans l'opinion publique. Le gouvernement doit également composer avec les critiques grandissantes du Front national et de son turbulent président, Jean-Marie Le Pen, qui multiplie les déclarations provocantes. En outre, le gouvernement doit faire face, en 1986, aux manifestations étudiantes ainsi qu'aux violentes insurrections des indépendantistes de Nouvelle-Calédonie.

● 1988-1995. Un deuxième tour pour Mitterrand

En 1988, Mitterrand est réélu président de la République triomphalement, déjouant ainsi les ambitions de son Premier ministre. Au soir du premier tour, deux tendances sont à retenir : la marginalisation du Parti communiste, désormais remplacé, dans le rôle du parti contestataire, par le Front national, qui ravit au parti de la place Fabien (siège parisien du PCF) le statut de premier parti ouvrier de France. Quant à Jacques Chirac, le président de la République l'a habilement placé dans une position subalterne, accréditant aux yeux de l'opinion l'idée qu'il n'aurait pas la carrure d'un homme d'État. Au soir du second tour, le visage de François Mitterrand apparaît une nouvelle fois sur les écrans de télévision avec un score de 54 % des voix.

La majorité socialiste

L'Assemblée nationale est aussitôt dissoute et l'élection d'une chambre à majorité socialiste ferme la parenthèse de la cohabitation. La volonté de rassemblement est marquée par la surprenante nomination de Michel Rocard à Matignon, ennemi juré du président de la République au sein du camp socialiste. Sous la conduite de cet homme de compromis, le gouvernement s'ouvre ainsi aux hommes du centre-droit et aux personnalités de la société civile.

Le gouvernement Rocard se distingue par la résolution de l'épineuse question néo-calédonienne : en juin 1988, l'accord de Matignon ratifié par les Français par référendum ouvre la voie à l'autodétermination de l'île. Par ailleurs, afin de lutter contre l'exclusion sociale induite par l'explosion du chômage, le gouvernement socialiste met en place le Revenu minimum d'insertion (RMI) permettant de lutter contre la grande pauvreté en France. En 1989, alors que les Français célèbrent le bicentenaire de leur libération de 1789, un vent de liberté parcourt l'Europe de l'Est. Le 9 novembre, le Mur de Berlin n'est plus : la famille européenne est de nouveau réunie. En 1991, l'URSS disparaît : c'est la fin de la Guerre froide.

Le problème numéro un reste cependant la montée du chômage, à peine enrayée par une éphémère embellie économique. Dès 1991, alors que la guerre du Golfe vient de s'achever, le président renvoie Michel Rocard, considérant que l'opinion ne le soutient plus. Pour la première fois en France, une femme est appelée à Matignon : Édith Cresson prend la tête du gouvernement. L'heure n'est pourtant pas au féminisme : elle est rapidement victime de nombreuses railleries misogynes qui font choux gras de son ton volontiers cassant et de quelques maladresses. Moins d'un an après sa nomination, Édith Cresson est donc congédiée

et remplacée par le rigoureux Pierre Bérégovoy. En 1992, les Français approuvent par référendum le traité de Maastricht ouvrant la voie à l'union monétaire européenne. Le nouveau Premier ministre a un an pour préparer le Parti socialiste aux élections législatives de 1993. C'est une défaite annoncée car le deuxième mandat Mitterrand est marqué par de nombreux scandales politiques et financiers : affaire du sang contaminé, scandale du Crédit Lyonnais, financement occulte du Parti socialiste... De plus, le président, très affaibli par un cancer de la prostate, s'éclipse progressivement du premier plan. La droite remporte logiquement les élections : la deuxième cohabitation commence avec Édouard Balladur à Matignon. Le climat est délétère avec le suicide de Pierre Bérégovoy le 1er mai 1993, avec pour toile de fond un chômage à plus de 13 % de la population active.

La seconde cohabitation

La deuxième cohabitation (1993-1995) est beaucoup moins agressive que la première en raison de l'usure du président et de la personnalité du nouveau Premier ministre, un homme de rondeur tant physique que psychologique. Il mène alors une politique libérale, reprenant les privatisations des grandes entreprises nationalisées (BNP, Renault, Seita, etc.). Le gouvernement assoit sa popularité en réagissant avec fermeté face au terrorisme. C'est le cas lors de la prise d'otages d'une maternelle de Neuilly par un dépressif en 1993, ou lors du détournement d'un Airbus Alger-Paris en 1994 par des terroristes algériens. Ce dernier cas annonce le 11 septembre 2001 : l'intégrisme musulman entre en guerre contre les démocraties occidentales. Mais à cette date, personne n'en a encore vraiment pris la mesure. En revanche, en 1994, la France et les grandes puissances ne parviennent pas à enrayer le génocide rwandais : près d'un million de personnes s'entre-tuent dans ce petit pays africain.

© Groupe Eyrolles

• 1995-2002. D'un siècle à l'autre sous le président Chirac

L'ancien Premier ministre de Valéry Giscard d'Estaing et de François Mitterrand parvient enfin à la fonction suprême après deux tentatives infructueuses en faisant campagne sur le thème de la « fracture sociale ». Dès sa prise de fonction, Jacques Chirac est décidé à retrouver l'esprit gaulliste en matière de politique internationale : reprise des essais nucléaires français dans l'archipel de Mururoa en Polynésie provoquant un véritable tollé sur la scène internationale, modernisation de l'armée avec le passage d'une armée de conscription à l'armée de métier, politique volontariste dans les Balkans pour mettre fin au conflit sanglant en ex-Yougoslavie enlisée depuis près de quatre ans. Toutefois, l'« état de grâce » dure peu : le président et son Premier ministre, Alain Juppé, doivent faire face à un violent conflit social durant l'hiver 1995-1996 qui paralyse un temps le pays. L'opinion est fortement échaudée contre le gouvernement et, à la faveur d'une dissolution surprise en 1997, il place au pouvoir la « gauche plurielle » unissant le Parti socialiste aux Verts et au PCF. Le président doit se préparer à une longue cohabitation de cinq ans avec le socialiste Lionel Jospin.

La République contestée

En février 1998, le préfet Érignac, représentant de l'État en Corse du Sud, est assassiné par des indépendantistes corses. L'émotion est grande dans l'île et dans le pays. Le nouveau préfet, Bernard Bonnet, entame une action musclée de reprise en main républicaine qui s'achève sur un massacre en 1999 (affaire des paillotes incendiées par des gendarmes). En 2001, un nouveau statut territorial est voté pour cette île au fort sentiment identitaire. Le « quinquennat » de Lionel Jospin à Matignon est marqué par une série de réformes importantes, parmi lesquelles la très contestée réduction du temps de travail, porté à 35 heures hebdomadaires dans certains secteurs. La priorité reste en effet la lutte contre le chômage, et le partage du temps de travail apparaît alors pour la gauche comme un moyen efficace de créer de l'emploi. Signe des temps, la gauche gouvernementale se rallie à l'économie de marché recommandée par les institutions européennes : les politiques de privatisation conduites par le gouvernement socialiste sont les plus importantes jamais menées (France Telecom, GAN, Crédit Lyonnais, Air France, etc.). Le gouvernement Jospin s'attache également à une politique de modernisation sociale : la loi sur la parité homme/femme dans la vie politique, l'instauration de la Couverture médicale universelle (CMU) et du Pacte civil de solidarité (PACS) font figure de mesures emblématiques.

La nature s'affole

L'enjeu environnemental devient prégnant au cours des années 1990. En 1999, le naufrage du

pétrolier Erika entraîne une dévastatrice marée noire sur les côtes du littoral Atlantique. L'opinion est d'autant plus consternée que les pouvoirs publics réagissent avec lenteur. Il faut dire aussi que la nature semble se dérégler : en 1996, la crise de la vache folle avait par exemple jeté des doutes sur les conséquences environnementales de l'agriculture et de l'élevage productivistes. En 1999, les Français sont surpris sortant des tables du réveillon de Noël par une tempête particulièrement violente. Bientôt, la multiplication des records de température va provoquer une prise de conscience forte de la nécessité de trouver des solutions aux problèmes de pollution atmosphérique. En 2002, la France ratifie ainsi le protocole de Kyoto sur la limitation des émissions de gaz à effet de serre.

En 2000, le passage symbolique dans le XXI^e siècle et celui réussi à l'euro, qui remplace définitivement le franc en 2002, semblent annoncer l'entrée dans une nouvelle ère. Cependant, celle-ci ne débute pas sous les meilleurs auspices. Les attentats du 11 septembre 2001 à New-York et Washington transforment en profondeur l'état des relations internationales. La France, touchée en 1994 et 1995 par le terrorisme islamiste, prend part avec les États-Unis à la « guerre contre le terrorisme » dont l'Afghanistan des Talibans est la première des cibles en octobre 2001. Pour la France, l'élection présidentielle de 2002 et l'arrivée au deuxième tour de l'extrême droite sont également le signe d'une profonde crise morale et politique.

La grande évolution en ce début de XXI^e siècle est la méfiance croissante vis-à-vis des classes dirigeantes et la percée de l'extrême droite, phénomène pas uniquement français. En 2002, son candidat, Jean-Marie Le Pen, arrive pour la première fois au second tour de l'élection présidentielle. La progression de l'abstention et l'éclatement de l'offre politique (16 candidats aux présidentielles de 2002) marquent le détachement des Français vis-à-vis de leurs dirigeants et de leurs institutions. Les nombreux scandales de l'ère Mitterrand et Chirac (écoutes téléphoniques, financement occulte de partis politiques, affaire Elf et bien d'autres), ainsi que les soupçons souvent fondés de collusion entre milieux politique, financier et médiatique, jettent un voile de défiance généralisée sur la classe politique.

© Groupe Eyrolles

Vision extérieure : De Sarajevo à Berlin, la France face aux défis internationaux
Les problèmes internationaux prennent une ampleur inégalée au XX^e siècle : assassinat de François-Ferdinand à Sarajevo en 1914, chute du mur de Berlin en 1989. La France, ancienne grande puissance, sort considérablement affaiblie des deux guerres mondiales et devient une pièce (le cavalier seul ?) parmi les autres sur l'échiquier mondial, les États-Unis et l'URSS faisant office de rois adverses dans le cadre de la Guerre froide. Le processus de construction européenne devient alors un projet de puissance, capable de peser dans le concert des nations.

Le XX^e siècle est également celui de la décolonisation, mettant fin à près de cinq siècles de domination européenne sur le monde. Désormais, il faut compter avec les pays du Sud, et leurs retards économiques et sociaux soulèvent la question de l'inégalité des échanges mondiaux dans le cadre de la mondialisation de l'économie. Ce processus d'émergence d'enjeux globaux et d'interdépendance au niveau mondial devient de plus en plus fort à mesure que les moyens de communication se développent. À partir des années 1970, l'enjeu environnemental devient même une préoccupation globale, d'abord portée par une poignée de chercheurs avant de devenir un problème politique mondial.

• La Guerre froide : le monde divisé en deux

La rivalité politique, économique et idéologique entre les États-Unis et l'URSS structure l'ensemble des relations internationales. L'originalité de cette rivalité tient à la confrontation indirecte entre les deux puissances, la confrontation directe étant devenue quasi impossible depuis que l'URSS possède la bombe A (en 1949, quatre ans après les Américains). C'est le début de « l'équilibre de la terreur ». Par conséquent, la Guerre froide se livrera indirectement sur les périphéries des blocs, sur les espaces de contact : blocus de Berlin-Ouest en 1948-1949, guerre d'Indochine à partir de 1949, guerre de Corée de 1950 à 1953, crise des missiles à Cuba en 1962, guerre du Vietnam en 1964-1973, invasion soviétique de l'Afghanistan en 1979, sans compter les diverses luttes d'influence sur tous les continents. Toutes les batailles secrètes de la Guerre froide nous restent probablement inconnues car c'était aussi une guerre d'espions et de désinformation

visant à déstabiliser l'adversaire.

Plus pacifiquement mais avec des enjeux symboliques extrêmement forts, la rivalité Est-Ouest est aussi à l'origine de la « course à l'espace » (Sputnik et Gagarine contre Apollo et Armstrong) ou la course aux médailles durant les Jeux olympiques. La dernière crise de la Guerre froide (crise des euromissiles européens et « course aux armements ») reprend dans les années 1980. L'incapacité soviétique de répondre au défi américain conduit à la fin d'un conflit.

La crise des euromissiles

Depuis la fin des années 1970, la Guerre froide s'est intensifiée depuis l'installation de missiles nucléaires soviétiques en Europe de l'Est. Le nouveau gouvernement américain de Ronald Reagan, lancé dans une politique de fermeté vis-à-vis de l'URSS, veut installer ses propres missiles en Allemagne. En RFA, un mouvement pacifiste proteste vivement contre la décision. La France socialiste est alors attendue au tournant. Or, François Mitterrand, qui déclare que « les euromissiles sont à l'Est et les pacifistes à l'Ouest », soutient fermement le projet américain. Le nouveau chancelier allemand Helmut Kohl en tire une vive gratitude envers le président français : c'est le début d'une longue amitié entre les deux hommes.

• Un monde dominé par deux superpuissances

Les États-Unis : de l'absence à l'omniprésence

Les États-Unis sont la grande puissance du XXe siècle, sortie victorieuse des trois grands conflits du siècle : les deux guerres mondiales et la Guerre froide. Mais cette omniprésence américaine est un fait nouveau : au début du siècle, les États-Unis brillent essentiellement par leur absence, repliés sur leur espace américain. Même l'intervention dans le premier conflit mondial fait figure d'exception, si bien qu'en 1920, les États-Unis reviennent à leur politique traditionnelle d'isolationnisme. Seule l'entrée en guerre en 1941, après Pearl Harbor (attaque surprise japonaise contre la flotte américaine du Pacifique), initie l'intervention définitive des États-Unis dans les affaires du monde. Ils prennent alors la tête du monde libre, d'abord contre les puissances de l'Axe (Allemagne, Italie, Japon) puis contre l'URSS.

L'aura des États-Unis est pendant l'après-guerre à son apogée. L'économie américaine se développe à pas rapides et entre dans l'ère de la société de consommation. Le monde occidental est alors fasciné par le mode de vie américain, opulent et sûr de lui, porté par le mythe de

© Groupe Eyrolles

L'American Way of life. Son avance technique fascine : en 1969, les premiers pas de Neil Armstrong et de Buzz Aldrin sur la Lune concrétisent un vieux rêve de l'humanité.

Culture américaine, culture mondiale

Le pouvoir d'attraction des États-Unis s'étend au domaine culturel. Son cinéma porte les valeurs de la nation grâce à l'audience planétaire d'Hollywood, d'autant en emporte le vent (1939) à La guerre des étoiles (1977). Le jazz, introduit en Europe par les soldats américains en 1918, et le rock n'roll bouleversent les habitudes musicales et les mentalités. Le festival de Woodstock en 1969 apparaît aujourd'hui comme le symbole de la génération du baby-boom.

Pourtant, malgré les succès portés par une certaine forme de messianisme voulant que les États-Unis soient la puissance du Bien, les crises sociales et morales s'égrainent progressivement au fil du siècle. Le début des années 1930 est ainsi celui de la Grande dépression. La politique de ségrégation, dont sont victimes les Afro-américains dans les États du Sud, révèle aussi les limites de la démocratie américaine. D'autres crises morales traversent le pays : répression anticommuniste et « chasse aux sorcières », menées par le sénateur McCarthy durant les années 1950, traumatisme profond provoqué par la guerre du Vietnam (1964-1973), soutien apporté aux dictatures d'Amérique du Sud (Chili de Pinochet) ou d'Europe (Espagne de Franco), mais les États-Unis montrent leur capacité à aller de l'avant et se relèvent toujours de ces crises, à l'image de l'esprit pionnier des premiers immigrants américains.

Les États-Unis vont de l'avant

En 1931, le président démocrate Franklin D. Roosevelt redresse l'économie par le biais du New Deal et la mise en place de l'État providence. De même, le combat en faveur des droits civiques mené par le révérend noir Martin Luther King aboutit, par des moyens pacifiques et démocratiques, à la reconnaissance des droits des Noirs. Enfin, en 1973-1974, la crise politique du Watergate provoque la démission du président Richard Nixon, accusé d'avoir

fait espionner les bureaux de l'opposition. Le journal qui a révélé l'affaire, le Washington Post, prouve la vitalité des contre-pouvoirs, notamment médiatiques. Les années 1980 parachèvent le triomphe des États-Unis. La politique volontariste et réformiste du président Reagan transforme en profondeur le système économique américain, ouvrant la voie vers l'ultra libéralisme où le creusement des inégalités sociales passe derrière les objectifs de croissance économique. Surtout, la politique de fermeté vis-à-vis de l'URSS provoque l'effondrement soviétique ; les États-Unis se retrouvent alors seuls à la tête du monde. Cette situation politique nouvelle ne tarde pas à produire ses effets. En 1991, les États-Unis forment une vaste coalition internationale contre l'Irak lors de la 1ère Guerre du Golfe.

De la Russie à l'URSS et de l'URSS à la Russie

Le XXe siècle entraîne la Russie dans la voie du communisme. Premier pays à réaliser la révolution communiste rêvée par Marx. La Russie incarnera désormais soit un idéal soit un repoussoir. Tout commence avec la révolution bolchevique d'octobre 1917 portée par Lénine : les bolcheviks prennent le pouvoir aux sociaux-démocrates (mencheviks) qui avaient renversé le tsar Nicolas II en février. S'ouvre alors une période de guerre civile particulièrement violente entre les bolcheviks et leurs opposants : les partisans du Tsar (les blancs), les mencheviks et les paysans (les verts).

Les bolcheviks sortent victorieux, et l'URSS, Union des Républiques Socialistes Soviétiques, est officiellement créée en 1922. Après la mort de Lénine, la guerre de succession entre Trotski et Joseph Staline voit la victoire du second. Personnalité particulièrement violente et autoritaire, Staline met en place un système totalitaire et répressif symbolisé par le goulag, système concentrationnaire soviétique.

En 1941, l'Allemagne entre en guerre contre l'URSS ; menacée dans sa survie par un ennemi motivé par l'anticommunisme et la haine des Slaves, l'URSS parvient à résister et à renverser la machine de guerre allemande pendant la bataille de Stalingrad. En 1945, la victoire des Soviétiques sur les nazis confère un prestige immense à l'URSS et à son chef, car le monde est redevable au lourd tribut payé par ce pays durant la guerre : plus de 20 millions de morts.

Après guerre, l'URSS place les pays libérés par l'Armée rouge sous sa tutelle et engage avec les États-Unis une rivalité de près de 45 ans. À l'Ouest, les partis communistes européens sont étroitement contrôlés par le biais du Kominform, nouvelle Internationale communiste placée sous l'autorité de Moscou. La contestation de la tutelle soviétique conduit à une répression systématique : à Budapest en 1956, à Prague en 1968, en Pologne en 1981.

Après la mort de Staline, le pays opère une politique de déstalinisation révélant au monde un certain nombre de crimes commis par l'ancien dirigeant soviétique. Il faudra attendre les années 1980 pour voir une politique

© Groupe Eyrolles

d'ouverture et de démocratisation opérée par Mikhaïl Gorbatchev. Mais il est déjà trop tard : en 1989, les démocraties populaires d'Europe centrale reprennent leur indépendance tandis que les républiques socialistes se détachent progressivement de l'Union soviétique. Le XXe siècle s'éteint avec la fin de l'URSS en 1991, dont l'existence aura profondément conditionné les rivalités internationales du siècle.

• Les pays du Sud font entendre leurs voix

La décolonisation voit l'émergence de nouveaux acteurs sur la scène internationale. Ces pays, qualifiés par le statisticien français Alfred Sauvy de « tiers monde » en référence au tiers état d'Ancien Régime, cherchent à faire entendre une voix discordante en refusant de choisir entre les deux blocs. Cette « troisième voie » ou « tiers-mondisme », portée notamment par l'Inde de Nehru ou l'Égypte de Nasser, fait pression sur les puissances coloniales pour accélérer le processus de décolonisation et dénonce l'ordre économique mondial fondé sur les inégalités de développement et la dissymétrie des échanges commerciaux favorables au pays du Nord.

Pourtant, le poids économique des pays du Sud est révélé au monde en 1973. Cette année-là, les pays exportateurs de pétrole du Moyen-Orient décident de sanctionner la politique pro-Israélienne des Occidentaux en augmentant brutalement les prix de l'or noir. L'Europe s'enfoncé alors dans la crise économique, bientôt suivie des pays du Sud eux-mêmes. Le fort endettement des pays africains et sud-américains les place en effet en situation de banqueroute et en totale dépendance vis-à-vis des politiques, intéressées, d'aide au

développement venues du Nord.

- Les nouveaux acteurs

Au-dessus des États

À la fin de la Première Guerre mondiale, le président des États-Unis, Wilson, impose le système de sécurité collective et le respect du droit international fondé sur une organisation internationale, la Société des Nations (SDN). Son échec à préserver la paix conduit à la création, en juin 1945, d'une nouvelle institution, l'Organisation des Nations Unies (ONU). Son assemblée générale est une tribune pour l'ensemble des États membres qui y sont représentés sur un pied d'égalité. En revanche, l'organe décisionnel, le Conseil de sécurité, beaucoup plus restreint, est dominé par les membres permanents : États-Unis, URSS, Grande-Bretagne, Chine et France sont dotés d'un droit de veto. Dans le cadre de la Guerre froide, il est en effet très difficile de trouver un consensus, et l'influence des grandes puissances conduit souvent à l'impuissance de l'Organisation quand principes juridiques et intérêts politiques ne concordent pas.

En dehors des États

L'après-guerre voit également l'arrivée sur la scène internationale des Organisations non gouvernementales (ONG) appelées à prendre une influence croissante. Les organisations pacifistes comme Amnesty International, écologistes (World Wild life Fund, Greenpeace, etc.) et humanitaires (la Croix-Rouge, Médecins sans frontières, etc.) deviennent des interlocuteurs privilégiés voire redoutés des États, et pallient souvent à l'inaction de ces derniers grâce à leur expertise technique et à une certaine liberté d'action. Les « french doctors » imposent le droit d'ingérence humanitaire. Ce principe reconnu aujourd'hui dans le Droit international est né lors de la guerre du Biafra au Nigeria (1967-1970). Alors que la Croix-Rouge est contrainte par le gouvernement nigérian de quitter le pays, des médecins français décident de rester pour porter secours aux victimes. De cet acte de rébellion naît en 1971 Médecins sans frontières (MSF), organisation totalement indépendante de secours aux victimes, qui reçoit en 1999 le prix Nobel de la paix.

© Groupe Eyrolles

Chapitre 12

XXe : les Français et leur temps

-

Les Français dans les guerres mondiales

-

Flux et reflux de la colonisation

-

La littérature en reflet du siècle

Les Français dans les guerres mondiales

Au XXe siècle, l'humanité expérimente des formes nouvelles de guerre et de destruction, inconnues jusqu'alors. Les Français sont aux premières lignes, les deux guerres mondiales se déroulant entre autres sur le sol national. Ces conflits font entrer « l'art de la guerre » dans une nouvelle ère, celle des guerres totales, c'est-à-dire des conflits où ne s'affrontent plus seulement des armées mais bel et bien des nations entières. Ces guerres d'un nouveau genre posent le problème de l'implication des hommes et des femmes dans le conflit.

- L'Union sacrée des Français dans la Grande Guerre (1914-1918)

Un pays entier tendu dans l'effort de guerre

La Première Guerre mondiale est la première guerre industrielle : c'est un conflit humain mais aussi un conflit matériel, où les économies des belligérants s'affrontent. En cela, les guerres du XXe siècle sont celles de la révolution industrielle du siècle précédent. En 1914, le général Joffre réclame 50 000 obus par jour, alors que la réponse industrielle

est limitée à 14 000. En 1917, cette capacité de production est portée à 170 000 alors que les besoins sont passés à 190 000. Au total, la Grande Guerre engloutit pas moins de 331 millions d'obus et plus de 6 milliards de cartouches d'infanterie !

Toute l'économie du pays est réquisitionnée par l'armée : il faut équiper les soldats en armements mais aussi en vêtements, chaussures, nourriture, etc., acheminés grâce au réseau ferré élaboré au XIXe siècle. Les grands groupes industriels comme Renault ou Citroën répondent aux énormes commandes militaires et transforment leurs systèmes de production. En France, l'introduction des méthodes scientifiques d'organisation du travail (la chaîne de montage par exemple) inventées aux États-Unis date de l'époque.

Les femmes à l'usine

La guerre provoque un important besoin en main-d'œuvre alors que la majorité des hommes est au front. Pendant la guerre, on assiste donc à une féminisation des usines, surtout dans le secteur de l'armement. La figure de la « munitionnette », l'ouvrière de l'armement, illustre cette évolution du travail féminin. Mais la guerre n'est qu'une parenthèse car la démobilisation des soldats

© Groupe Eyrolles

stoppe immédiatement cette féminisation de l'industrie. Si évolution du travail féminin il y a, c'est au regard des femmes issues des classes moyennes qui se tournent vers les emplois salariés comme le secrétariat ou les emplois hospitaliers car, depuis toujours, les femmes des classes populaires sont actives, au champ ou à l'atelier.

Le « front de l'arrière »

La Grande Guerre est aussi une guerre de civils. L'ombre du conflit plane sur l'ensemble des activités sociales et sur toute la population. La mobilisation concerne notamment les enfants. La guerre leur est expliquée pour faire comprendre le départ ou la disparition du père. Ce discours est porté par la famille mais aussi par l'école, les livres, les jeux, les jouets (déguisements de soldat, figurines militaires, etc.) qui créent ensemble une « culture de guerre enfantine ».

Une guerre morale

Dès ses débuts, la guerre est vue comme le moyen de régénérer une France en déclin, notamment dans les milieux catholiques ou d'extrême droite. La guerre se doit d'être vertueuse et moralisatrice. Ainsi, l'absinthe est interdite dans les débits de boisson pour lutter contre l'alcoolisme. L'expérience du combat est alors vue comme régénératrice car elle développe l'endurance et fortifie le caractère des soldats. Bien vite, la dureté des combats va faire tomber ce bel optimisme.

La guerre brouille également les frontières entre les sexes : alors que les femmes devraient être tenues à l'écart de la guerre, leur mobilisation se fait non seulement dans les usines d'armement ou les hôpitaux militaires, mais également en tant que soutien moral pour les soldats. La presse invente ainsi les marraines de guerre, ces femmes qui écrivent et envoient des colis aux « poilus ».

Cette implication des civils dans le conflit est jugée comme essentielle pour la victoire. On parle même de « front de l'arrière » pour souligner l'importance de la mobilisation de la population dans l'effort de guerre. Cependant, l'implication des civils peut prendre des aspects plus tragiques. Dans la logique de la guerre totale, tout est permis pour réduire les capacités de résistance de l'adversaire. Les civils deviennent alors les cibles directes des combats : les villes sont bombardées par l'artillerie lourde ou par l'aviation. À la fin du conflit, les millions de victimes européennes de la grippe espagnole peuvent être considérées comme des victimes indirectes de la guerre, car ce sont les déplacements massifs de soldats qui ont favorisé la diffusion de l'épidémie. Enfin, dans les territoires occupés par l'armée allemande, en Belgique et dans le Nord de la France, la population peut être réquisitionnée pour servir l'effort de guerre ennemi : à la souffrance physique liée aux conditions de travail difficiles s'ajoute alors la douleur morale de travailler pour l'ennemi.

Ainsi, en mobilisant économies et sociétés, la Grande Guerre est une guerre totale. Elle initie les nouvelles formes de la guerre propres au XXe siècle et dont la Seconde Guerre mondiale constituera le modèle le plus achevé.

La guerre, suite et fin ?

Les combats cessent le 11 novembre mais ne mettent pas fin à la guerre pour autant. Le 11 novembre est aujourd'hui la date de référence pour célébrer la fin de la guerre. En

France, l'annonce de l'armistice jette des millions de personnes dans les rues ; les villes et les villages s'égayent de scènes de liesse à la mesure des souffrances accumulées pendant quatre ans. La victoire est celle de toute une nation et la guerre a rétabli l'entente nationale. La République se réconcilie ainsi avec l'Église qui a appelé à la défense nationale. Clemenceau déclare le 11 novembre : « La France, hier soldat de Dieu, aujourd'hui soldat du Droit, sera toujours le soldat de l'Idéal. » Pourtant, la fin de la guerre ne peut être réduite à cette seule date.

L'heure est en effet au retour des poilus dans leurs familles. Le passage à la vie civile est difficile quand on a quitté son domicile depuis un, deux, trois voire quatre ans, et lorsqu'on a enduré une guerre difficile à raconter à qui n'a pas vécu l'épreuve du front. Souvent, l'incompréhension règne entre les poilus et leurs proches car chacun a vécu la guerre d'une manière différente. Bien des couples n'ont pas survécu aux longs mois de séparation, et le retour est d'autant plus ardu quand on revient du front avec un corps mutilé ou déformé. Les « gueules cassées » seront toute leur vie durant les témoins des ravages de la guerre. D'autres porteront de manière moins visible les stigmates du conflit à travers des troubles psychologiques plus ou moins graves que la psychanalyse et la psychiatrie naissantes s'efforcent de soigner.

Pour de nombreuses familles, la fin de la guerre fait naître des sentiments ambivalents, car près de 1 400 000 hommes ne reviendront jamais du front : autant d'époux, de fiancés, de frères, de pères, de fils à pleurer. La guerre laisse 680 000 veuves et 760 000 orphelins. La mortalité de cette guerre est socialement égalitaire : paysans, intellectuels (Alain Fournier, Charles Péguy, Apollinaire, entre autres), bourgeois, soldats des colonies... tous sont passés par l'épreuve du feu. Seuls les ouvriers, par les besoins induits par la guerre industrielle, représentent la catégorie sociale proportionnellement la moins

© Groupe Eyrolles

touchée. En outre, un phénomène de classe creuse apparaît par le déficit des naissances : les disparus sont autant de pères en moins. À une époque où la notion de « race » est très en vogue, beaucoup sont préoccupés par l'avenir de la France et des Français en tant que peuple. Les peines contre l'avortement sont donc renforcées en 1920.

Honorer les morts : la mémoire de la guerre

Dans chaque commune de France, des monuments aux morts sont érigés pour rendre hommage aux « Morts pour la patrie ». À Paris, l'Arc de Triomphe abrite, à partir du 11 novembre 1920, la dépouille d'un soldat anonyme, le « soldat inconnu », dont le corps symbolise toutes les victimes non identifiées de la guerre. Sur les anciens champs de bataille, d'immenses cimetières militaires alignent les sépultures tandis que les ossuaires réunissent les corps anonymes comme celui de Douaumont à Verdun. Chaque année, à la même date, ces monuments sont le cadre de cérémonies du souvenir réunissant notables, anciens combattants et même les écoliers. On le voit, le 11 novembre a une vocation édifiante dans le rejet de la guerre : 14-18 doit être la « Der des Der ».

Le pacifisme est porté en France par les associations d'anciens combattants. Par leur courage et leurs souffrances, les poilus accèdent au statut de héros. Réunis dans ces associations, les soldats de la Grande Guerre se veulent sentinelles de la moralité et du civisme, et leurs avis et opinions pèseront d'un grand poids dans la vie politique française de l'entre-deux-guerres.

● Vivre sous l'Occupation : la Seconde Guerre mondiale (1939-1945)

La France allemande

La France allemande s'étend de la moitié Nord du pays en novembre 1942 à l'ensemble du territoire après l'invasion de la zone Sud. Cette présence de l'occupant est particulièrement visible : les croix gammées remplacent les drapeaux tricolores sur les édifices publics des grandes villes, les panneaux en allemand se dressent aux carrefours. L'armée allemande s'afiche dans les théâtres, les cinémas, les grands restaurants, etc. qui lui sont réservés. Mais cette visibilité de l'occupant est variable selon les lieux : bien des villages de France voient de loin la présence allemande.

Le quotidien des Français est partout difficile. Le pillage industriel et agricole exercé par les Allemands a conduit à la mise en place d'un système de rationnement des biens de consommation : nourriture, vêtements, tabac, charbon sont distribués à l'aide de tickets. Le « système D »

L'heure est à la chasse au gaspillage et à l'utilisation des ersatz, ces produits de

substitution comme la saccharine en guise de sucre ou les rutabagas, une sorte de navet qui remplit les estomacs. Le cuir et le caoutchouc manquent ? Les semelles des chaussures et les pneus des vélos seront faits de bois. Les bas sont introuvables ? Une teinture et un trait de pinceau à l'arrière du mollet pour simuler la couture font illusion et permettent aux femmes de rester élégantes.

Le marché noir permet de détourner le rationnement mais les prix s'envolent. Le prix d'une cravate équivaut au salaire mensuel d'une dactylo ! Certains sont accusés de profiter de la situation. Un fossé se creuse notamment entre urbains et ruraux, car la vie est plus aisée à la campagne grâce aux produits de la ferme.

Malgré la guerre, il faut continuer à vivre comme si de rien n'était, d'ailleurs la natalité repart à la hausse dès 1943 : c'est le début du « baby-boom ». Les cabarets, les théâtres, les bibliothèques, les cinémas ne désertent pas. Paris reste une capitale intellectuelle de premier plan, et des auteurs comme Jean-Paul Sartre ou Albert Camus commencent leur carrière littéraire pendant cette période. À cause de la censure mais aussi du goût pour les sujets hors du temps, les grands succès de l'époque n'ont souvent aucun rapport direct avec l'actualité. Les succès cinématographiques de la période, *Les Visiteurs du soir* de Marcel Carné (1942) ou *Le Corbeau* d'Henri-Georges Clouzot (1943), sont particulièrement représentatifs de cet état d'esprit.

© Groupe Eyrolles

Flux et reflux de la colonisation

© Groupe Eyrolles

- Les enjeux de la décolonisation

Le XXe siècle est celui de la décomposition de l'empire colonial constitué au siècle précédent. De l'Algérie en 1830 aux anciennes colonies allemandes annexées en 1919, la France a mis près d'un siècle à constituer un empire mondial, centré sur ses possessions africaines (Maghreb, Afrique de l'Ouest et équatoriale, Madagascar) et ses implantations en Asie (péninsule indochinoise, comptoirs indiens), au Proche-Orient (Liban, Syrie) et dans le Pacifique (Nouvelle-Calédonie, Polynésie française), sans oublier les possessions américaines (Antilles, Guyane, Saint-Pierre-et-Miquelon), héritées du premier âge colonial (XVIIe et XVIIIe siècles).

En moins de 20 ans, de 1945 à 1962, cet immense empire, le second au monde après celui des Britanniques, est démantelé. Ce processus de décolonisation, porté par les revendications nationalistes des populations indigènes, se réalise dans la douleur. La guerre d'Indochine (1946-1954) et surtout la guerre d'Algérie (1956-1962) constituent de véritables traumatismes moraux, et ces blessures ne sont toujours pas refermées. Ainsi, la guerre d'Algérie a été inégalement vécue et perçue selon l'Algérien, l'ancien combattant du contingent, le Pied-Noir ou le harki (Algérien combattant avec les Français). Cette pluralité de points de vue souvent inconciliables rend particulièrement difficile le travail de mémoire.

Aujourd'hui, la société française est l'héritière de ce passé colonial. L'immigration originaire de l'ex-empire a porté avec elle ses us et coutumes provoquant certaines incompatibilités avec le modèle culturel français, notamment la laïcité, mais contribue à faire de la France une société cosmopolite et métissée.

- L'âge d'or de la société coloniale

L'exposition coloniale de Paris en 1931 incarne le paroxysme de l'âge colonial. Cette année-là, 34 millions de personnes se pressent à la porte de Vincennes pour visiter les différents pavillons présentant les arts et productions des différentes colonies, le clou du spectacle étant la reconstitution grandeur nature du temple cambodgien d'Angkor.

Un zoo humain à Vincennes !

À côté des animaux du zoo de Vincennes construit pour l'exposition, la France coloniale est fière de mettre derrière les barreaux des hommes et des femmes issus de la lointaine Nouvelle-Calédonie, présentés comme des « anthropophages kanaks ». Récemment, le champion du monde de football, Christian Karembeu, a révélé que son arrière-grand-père faisait partie de ces personnes exhibées à la curiosité du public parisien. Cette anecdote illustre bien les conceptions racistes qui ont présidé à l'œuvre colonisatrice. Les Européens s'investissent alors d'une mission civilisatrice car il ne fait nul doute pour eux que les populations indigènes sont primitives et arriérées, preuve d'une totale méconnaissance de la culture des populations colonisées.

Un véritable engouement pour l'empire traverse alors la société française. En 1931, André Citroën lance la fameuse « croisière jaune » à travers le continent asiatique. Les figures de l'homme et de la femme noirs sont reprises abondamment par la publicité (« L'Ami y'a bon » de Banania). La certitude coloniale se diffuse dans les manuels scolaires, sur les cartes murales des leçons de géographie. Ce renforcement de l'attachement à l'empire colonial, perçu comme prolongation de la France, expliquera les fortes résistances pendant la décolonisation.

L'époque est également au renforcement des liens économiques avec l'empire colonial devenu le premier partenaire commercial de la France. Les colonies exportent essentiellement des matières premières comme les métaux d'Afrique du Nord ou des productions agricoles comme l'hévéa indochinois, le cacao et le café africains, ou encore le vin algérien. Ces productions sont portées par une économie de plantation moderne et commerciale aux mains de l'État français ou des colons. L'espace colonial n'est valorisé que dans la mesure où les infrastructures favorisent son intégration au commerce international : ports et chemins de fer sont ainsi construits, mais sans interconnexions entre les colonies entre elles.

- Un empire aux couleurs contrastées

L'organisation sociale des sociétés indigènes précoloniales est extrêmement variée, des sociétés tribales et villageoises d'Afrique subsaharienne aux sociétés féodales et aux États organisés d'Indochine ou d'Afrique du Nord. La colonisation s'appuie d'ailleurs sur les hiérarchies sociales existantes, ouvrant les écoles de la République ou les chambres de commerce aux élites indigènes afin de mieux encadrer les populations locales.

© Groupe Eyrolles

Cependant, malgré ce processus partiel de « francisation », le statut des populations indigènes n'évolue guère en raison des fortes réticences des colons face à toute politique d'assimilation. En Algérie, seule véritable colonie de peuplement de l'empire, les colons sont particulièrement résistants contre toute évolution, eu égard au déséquilibre démographique avec les populations indigènes : près de 900 000 Européens contre 5,5 millions d'Arabes et Berbères en 1936. Même l'engagement massif des populations indigènes dans l'armée française pendant la Première et la Seconde Guerre mondiale ne remet pas en cause les inégalités de droit.

Ces blocages expliquent le développement des aspirations indépendantistes dans les colonies, notamment chez les élites alphabétisées ou dans les milieux d'anciens combattants. Pour beaucoup, ces revendications sont liées aux principes des Droits de l'Homme diffusés par la France, bien éloignés des réalités de la France coloniale. En Indochine, le nationalisme est porté par le développement des idées communistes, tandis qu'au Proche-Orient, il se fonde sur le nationalisme arabe. C'est également l'époque d'une prise de conscience culturelle et de l'affirmation identitaire des colonies, avec l'invention de la « négritude » portée par l'écrivain martiniquais Aimé Césaire ou le poète sénégalais Léopold Sédar Senghor.

- Un vent d'émancipation

Après la défaite de 1940, l'Indochine passe sous domination japonaise ; le reste de l'empire est l'objet des luttes d'influence entre le gouvernement de Vichy et les gaullistes. À ce petit jeu, ce sont les seconds qui l'emportent grâce au ralliement décisif de l'Afrique équatoriale française en juillet 1940. Suivent bientôt l'Afrique du Nord où débarquent les Anglo-américains en novembre 1942, provoquant le ralliement de l'Afrique occidentale française. La Syrie et le Liban, libérés par les Anglais en 1942, prennent leur indépendance.

Dès lors, les effectifs de la France libre se gonflent grâce à l'apport des troupes indigènes. En effet, 220 000 Nord-Africains (Arabes et Pieds-Noirs) et 113 000 Africains et Malgaches participent à la Libération de la France. En contrepartie, à l'occasion de la conférence de Brazzaville en janvier 1944, De Gaulle promet aux colonies africaines d'ouvrir la voie de l'autonomisation dans le cadre d'une fédération où métropole et anciennes colonies seraient placées sur un pied d'égalité. La IV^e République concrétise ce projet dans le cadre de « l'Union française », dont l'organisation est placée directement dans la constitution du nouveau régime.

Cependant, l'émancipation n'est pas au rendez-vous et les peuples colonisés ne s'y trompent pas. Dès la fin de la guerre, les révoltes se multiplient dans l'empire. Le 8 mai 1945, 21 Européens sont massacrés dans la région de Sétif à l'Est d'Alger. La répression est terrible, l'armée française tuant plusieurs milliers de personnes. S'ouvre alors la

phase armée de la décolonisation car les Français ne sont pas prêts à abandonner une seule miette de leur immense empire. Malgré l'opposition du Parti communiste et de quelques intellectuels éclairés comme André Gide, le colonialisme fait recette à une époque hantée par le déclin de la France. On s'inquiète en effet de sa faiblesse sur une scène internationale où s'opposent les deux superpuissances du moment : l'URSS et les États-Unis.

Un massacre oublié

En 1947, suite aux résistances de la France opposée à toute autonomie et à des élections truquées, les mouvements nationalistes de Madagascar se révoltent contre la France. En mars, plusieurs Français sont assassinés tandis qu'une partie de l'île bascule dans l'insurrection armée. La répression s'abat avec une très grande violence : le bilan officiel est de plus de 11 000 morts, probablement sous-estimé même si les calculs malgaches, qui parlent de 100 000 victimes, sont sans doute très exagérés. Restent des épisodes particulièrement horribles comme l'exécution de 150 suspects enfermés dans un train à Moramanga en mai 1947. Pour les Français, le message est adressé non seulement aux Malgaches mais aussi à l'ensemble de l'Afrique noire : la métropole ne tolérera aucun processus vers l'indépendance.

• La « sale » guerre d'Indochine

Colonie française depuis les années 1890, la péninsule indochinoise regroupe trois États actuels : Laos, Cambodge et Vietnam. Après la capitulation japonaise en 1945, Hô Chi Minh proclame la République démocratique du Vietnam. Côté français, deux hommes sont chargés de la reprise en main de la colonie asiatique : le général Leclerc à la tête du corps expéditionnaire français et l'amiral Thierry d'Argenlieu, le représentant du gouvernement provisoire. Leclerc, très réaliste quant à la position de la France, négocie avec Hô Chi Minh pour faire du Vietnam un État libre intégré à l'Union française.

© Groupe Eyrolles

Hô Chi Minh (1890-1969) : le père du Vietnam

À 21 ans, Hô Chi Minh s'embarque sur un navire en partance pour la France. Devenu cuisinier et jardinier à Londres et à Paris, il s'initie aux idées socialistes et adhère à la SFIO puis au Parti communiste. Il voyage ensuite en URSS et en Chine où il fonde, en 1930, le Parti communiste indochinois. Il rentre en 1941 dans son pays alors sous occupation japonaise. Après avoir combattu les Japonais, Hô Chi Minh s'oppose au retour des Français après guerre, plongeant le pays dans la guerre d'Indochine jusqu'en 1954. Père de la République démocratique du Vietnam, son nom est donné à l'ancienne capitale, Saïgon.

C'est sans compter sur l'inexhibibilité de Thierry d'Argenlieu, qui, renouant avec la bonne vieille politique de la canonnière, bombarde Haiphong en novembre 1946, le grand port de la province du Tonkin, chef du Vietminh, parti nationaliste indochinois. Cette prise de position solitaire reçoit immédiatement l'appui du gouvernement français tandis que le Vietminh initie la résistance armée : la guerre d'Indochine commence.

Pendant huit ans, la « guerre du tigre et de l'éléphant », selon l'expression d'Hô Chi Minh, oppose les nationalistes vietnamiens à l'armée française. Après le soutien apporté à ces derniers par l'URSS et la Chine populaire (née en 1949), les États-Unis décident de soutenir les Français dans une guerre de décolonisation récupérée par la Guerre froide. En France, le soutien de l'opinion est faible pour ce conflit lointain où combattent seulement soldats de métier et troupes coloniales.

Mais la position de la France se dégrade rapidement. Au Vietnam, elle concentre tous ses espoirs sur l'empereur Bao Dai, placé stratégiquement sur le trône vietnamien. Mal lui en prend, la corruption règne rapidement à la cour de cet empereur fantoche. C'est dans ce contexte qu'en février 1954 s'ouvrent les négociations de Genève, chargées de régler le conflit, car l'opinion nationale et internationale presse le gouvernement français d'en finir avec cette guerre.

Diên Biên Phu

En novembre 1953, l'état-major français décide de couper la « piste Ho Chi Minh » par laquelle transite depuis le Laos l'armement chinois. Les Français décident d'investir la cuvette de Diên Biên Phu, tête de pont en plein cœur de la jungle, uniquement ravitaillée par l'aviation. C'est sans compter sur le génie du général Giap, grand théoricien de la guérilla, et de la force de volonté vietnamienne : à dos d'hommes et de bicyclettes, des pièces d'artillerie lourde sont positionnées sur les hauteurs dominant le camp français. Le pilonnage intensif détruit les pistes d'atterrissage, interdisant ainsi tout

ravitaillement. Le 7 mai, les Français se rendent et les Vietnamiens font plus de 10 000 prisonniers. Les Vietnamiens prouvent à tous les peuples colonisés que la domination européenne peut être brisée.

Le nouveau gouvernement de Pierre Mendès France est chargé de régler la question indochinoise. C'est chose faite en juillet 1954 avec les accords de Genève : le Laos et le Cambodge sont confirmés en tant qu'États indépendants. Le Vietnam est divisé en deux : le Nord revient au Vietminh, le Sud reste aux mains de Bao Dai, bientôt renversé par les militaires. La France évacue piteusement le pays. Pour l'armée, l'Indochine est une blessure immense, expliquant pour beaucoup la future position des officiers français en Algérie.

• L'Algérie, la guerre tue L'Algérie française

Si la Tunisie et le Maroc accèdent en 1956 à l'indépendance, il en va tout autrement pour l'Algérie. Contrairement aux protectorats ou aux colonies d'encadrement, l'Algérie est pleinement intégrée au territoire national : depuis 1848, le pays est divisé en trois départements représentés au Parlement. Colonie de peuplement, le nœud du problème algérien tient dans le déséquilibre démographique entre les huit millions de musulmans et les Européens, inférieurs à un million de personnes.

Les Pieds-Noirs

Les populations européennes d'Algérie tiendraient leur surnom de la couleur des chaussures des soldats français ayant conquis l'Algérie au XIXe siècle. Les colons d'Algérie, viscéralement attachés à une terre où la très grande majorité d'entre eux est née, contrôlent les grands domaines agricoles du pays. Les relations entre communautés sont caractérisées par une stricte séparation entre populations indigènes et européennes, et ces dernières refusent toute forme d'émancipation aux premières.

Depuis 1947, le statut de l'Algérie a octroyé la citoyenneté aux populations musulmanes qui ont droit désormais à une représentation politique. Mais cette représentation se fait sur une base inégalitaire car au sein de l'Assemblée algérienne, les colons sont représentés par le même nombre de députés que les musulmans, pourtant huit fois plus nombreux. D'ailleurs, le compromis ne satisfait ni les Européens, « jetés en pâture aux musulmans », ni les nationalistes.

© Groupe Eyrolles

Les Algériens organisent la résistance

En 1954, peu après la retentissante défaite française en Indochine, les groupes nationalistes algériens se fédèrent au sein du Front de libération nationale (FLN) fondé au Caire par Ahmed Ben Bella. En novembre 1954, le FLN lance l'insurrection armée dans les Aurès, où huit Européens sont tués. La « Toussaint rouge » marque le début de la guerre d'Algérie. La IVe République répond par la voix de son ministre de l'Intérieur, François Mitterrand : « la seule négociation, c'est la guerre » et « l'Algérie, c'est la France ». En 1955, les violences s'amplifient, notamment dans le Constantinois où 123 colons trouvent la mort. La répression est terrible : on compte plus de 10 000 morts algériens. Désormais, la guerre entre les communautés est consommée. En France, le gouvernement perd le contrôle des événements : le 6 février 1956, les Pieds-Noirs parviennent à dicter leur loi au nouveau président du Conseil, Guy Mollet. Le gouvernement envoie donc un contingent en Algérie : les effectifs militaires sont doublés et passent de 200 à 450 000 hommes, dans le cadre de ce qui reste encore une simple « opération de maintien de l'ordre ».

Pour l'armée, l'Algérie devient le moyen d'effacer l'Indochine et la désastreuse expédition de Suez. Elle s'y jette corps et âme : les jeunes appelés du contingent sont aux premières lignes au sein d'une population hostile. Ils alternent entre missions de protection, de répression mais aussi action psychologique. L'armée ambitionne en effet de diffuser « l'amour de la France » chez les populations indigènes. Mais l'hostilité des musulmans est grande, notamment à l'encontre des harkis, leurs compatriotes engagés dans l'armée française.

La violence s'amplifie

Les premiers attentats du FLN touchent les villes, notamment Alger. Le gouvernement français charge alors le général Massu et ses « paras » de nettoyer la capitale. De janvier à l'été 1957, la « bataille d'Alger » voit alterner attentats sanglants et opérations de police particulièrement brutales, l'armée française n'hésitant pas à recourir systématiquement à la torture. Si l'opération est une réussite militaire, du point de vue politique c'est un désastre. En France, les voix commencent à s'élever contre les méthodes barbares de l'armée française. Des intellectuels comme l'éditeur François

Maspero prennent fait et cause pour le FLN, tandis que l'historien Pierre Vidal-Naquet dénonce le recours à la torture. À l'ONU, la France est mise au ban des nations.

Le conflit s'exporte en métropole

La crise algérienne est à l'origine de la chute de la IV^e République. La crise du 13 mai 1958 ramène le général de Gaulle aux affaires. Dans un premier temps, l'armée et les Français d'Algérie pensent avoir trouvé l'homme de la situation : en juin 1958, De Gaulle lance à Alger son fameux « Je vous ai compris ! » C'est aussi lui qui signe, quatre ans plus tard, les accords d'Évian, faisant de l'Algérie un État indépendant. La position gaullienne évolue rapidement car le nouveau président de la République a compris l'intérêt de tourner la page de l'Algérie française. Son évolution sémantique est progressive afin de préparer l'opinion, passant de la « paix des braves » à l'autodétermination puis à l'« Algérie algérienne », et enfin à la « République algérienne ». Stratégie payante, en 1961, la majorité des Français le suit en ratifiant par référendum l'autodétermination algérienne.

L'armée désavoue De Gaulle !

L'évolution gaullienne sur la question algérienne est vécue comme une véritable trahison par les Français d'Algérie et par l'armée. Dès lors, coups d'État, sécession, attentats... tous les moyens sont bons pour garder l'Algérie française. En janvier 1960, l'armée d'Algérie se soulève quand le général Massu est relevé de ses fonctions. Seul un discours très ferme du général de Gaulle ramène l'armée à l'obéissance. Les plus radicaux passent alors dans la clandestinité et fondent l'organisation armée secrète (OAS), qui multiplie les attentats sur le territoire métropolitain. En 1961, quatre généraux tentent un pronunciamiento (c'est d'ailleurs De Gaulle qui fait entrer le mot dans le vocabulaire français par référence au coup d'État de Franco en Espagne en 1936). Là encore, De Gaulle fait jouer toute son autorité pour faire échouer le « putsch des généraux ».

Des négociations secrètes sont lancées avec les nationalistes algériens ; elles se déroulent dans un climat extrêmement tendu : attentats de l'OAS, violences d'extrême droite. Ainsi, le 17 octobre 1961, une manifestation organisée par le FLN donne lieu à un déchaînement de violences policières couvertes par le préfet de police, Maurice Papon. Le lendemain, les cadavres d'Algériens jetés à l'eau flottent encore dans la Seine. Le 7 février 1962, protestant contre un attentat de l'OAS, neuf manifestants français sont chargés par la police, alors noyauté par l'extrême droite favorable à l'Algérie française, et écrasés contre les grilles du métro Charonne. Malgré ce contexte d'une violence inouïe, exacerbant les divisions nationales, les négociations aboutissent aux accords d'Évian le 3 juillet 1962, mettant fin à 132 ans de présence française en Algérie.

© Groupe Eyrolles

Les traumatismes

La signature des accords provoque un véritable vent de panique en Algérie : 700 000 Pieds-Noirs abandonnent leurs foyers et leurs biens sous la menace du FLN, dont la devise est « la valise ou le cercueil ». Une partie des Juifs d'Algérie trouve refuge en Israël, et la plupart des Pieds-Noirs s'installent dans le Sud-Est de la France, logés dans des bâtiments construits dans la précipitation. Les conditions humiliantes et traumatisantes du départ attisent un sentiment de profond déchirement, blessure constitutive de la culture pied-noir désormais très présente en métropole. Le sort des harkis est encore plus cruel : ceux qui sont restés au pays sont massacrés, ceux ayant trouvé refuge en France sont laissés à leur sort et sont parqués dans des « camps de transit » aux allures de bidonvilles.

L'épineuse question de l'Algérie

La mémoire de la guerre d'Algérie est difficile à évoquer. D'ailleurs, il faudra attendre 1999 pour que le Parlement français parle officiellement de « guerre d'Algérie », et non plus de simple « événement d'Algérie ». Face à l'abondance des récits de soldats des deux guerres mondiales, les témoignages des anciens combattants d'Algérie sont peu nombreux et commencent à peine à émerger, après plusieurs décennies de silence. Il faut dire que le traumatisme est grand pour les jeunes appelés du contingent amenés à combattre au nom d'une guerre illégitime. Plus grave est le regard porté sur les hommes ayant participé aux actes de torture contre les combattants algériens, comme l'a montré l'affaire Aussares en 2003. Toutes ces expériences rendent difficile l'émergence d'une mémoire nationale relative à cette guerre. La polémique de 2002 sur le choix de la date de commémoration de la guerre

est, à cet égard, particulièrement significative.

• La décolonisation de l'Afrique subsaharienne

L'indépendance algérienne s'inscrit dans le cadre plus large de l'émancipation de l'Afrique. La Constitution de la Ve République offre ainsi aux colonies le choix de devenir département d'outre-mer ou d'entrer dans une « Communauté », structure permettant de garder le lien avec la métropole. Dans les colonies d'Afrique noire, des référendums portant sur l'adhésion à la nouvelle structure sont organisés. Seule la Guinée de Sekou Touré refuse. Pourtant, deux ans plus tard, la Communauté disparaît car l'heure est à la décolonisation pleine et entière. Les indépendances sont proclamées à partir de 1960, donnant naissance à une multitude d'États : Sénégal, Côte d'Ivoire, Mali, Niger, Tchad, Centrafrique, Congo, Gabon, Madagascar, Dahomey (Bénin à partir de 1975), République voltaïque (Burkina Faso à partir de 1984), Mauritanie.

Les Comores (1975) et Djibouti (1977) suivent bientôt. Pour autant, la page de la décolonisation n'est pas définitivement tournée : entre 1986 et 1988, les populations indigènes de Nouvelle-Calédonie entrent en insurrection. La paix retrouvée en 1988 aboutit la même année aux accords de Nouméa qui prévoient, à l'horizon 2014-2018, un référendum d'autodétermination dans l'île. En outre, la Polynésie française s'engage sur la voie de l'autonomisation croissante avec l'obtention du statut de collectivité d'outre-mer autonome en 2003 et 2004.

La France et ses anciennes colonies

Du point de vue diplomatique, la France a du mal à sortir de l'ère coloniale ; elle entretient des relations étroites avec ses anciennes colonies, particulièrement en Afrique noire. Dans les années 1960, de multiples accords militaires sont signés et la France installe des bases dans plusieurs pays africains. La France, souvent perçue comme le « gendarme de l'Afrique », intervient plus de vingt fois sur le continent après 1978 : en Centrafrique en 1979, au Tchad en 1986, au Rwanda en 1994, en Côte d'Ivoire en 2002, etc. Par ailleurs, à travers le Franc CFA, indexé sur le cours du franc français et par les politiques d'aide au développement, la France place ses anciennes colonies dans une forte dépendance économique. En référence à cette politique en eaux troubles naît le concept « Françafrique », renvoyant aux réseaux d'influence tissés entre Paris et le continent africain. De nombreuses dictatures africaines sont ainsi couvertes par la France au prix d'une subordination à l'ancienne métropole. Les liens culturels sont également maintenus dans le cadre de la Francophonie, organisation réunissant depuis 1986 les chefs d'État des pays francophones, anciennes colonies ou non.

© Groupe Eyrolles

La littérature en reflet du siècle

© Groupe Eyrolles

Comme au siècle précédent, les écrivains du XXe siècle sont ancrés dans leur époque et vivent aussi les soubresauts de l'histoire. Nombreux sont ceux qui participent directement à la Première Guerre mondiale. C'est le cas d'Alain-Fournier, l'auteur du *Grand Meaulnes* (1913), de Charles Péguy et d'Apollinaire qui meurent au front. Ceux qui en reviennent nous fournissent une retranscription réaliste, comme Roland Dorgelès dans *les Croix de bois*, ou en tirent des conclusions sur la nature humaine, à l'image de Louis-Ferdinand Céline et son *Voyage au bout de la nuit*. On se souvient aussi d'Antoine de Saint-Exupéry, engagé comme pilote des Forces françaises libres, qui meurt en 1944 au-dessus de la Méditerranée. Son métier d'aviateur lui a inspiré *Courrier sud*, *Vol de nuit* et *le Petit prince*.

D'autres écrivains participent de loin à la guerre, comme Romain Rolland qui est à la tête du mouvement pacifiste pendant la Grande Guerre. Marcel Proust édite entre 1913 et 1927 sa *Recherche du temps perdu*. L'entre-deux-guerres est traversé par de nouveaux courants littéraires comme le dadaïsme, né en Suisse avant d'être importé à Paris par Tristan Tzara. Ce courant donne naissance au mouvement surréaliste fondé par André Breton et influencé par les recherches de Freud sur l'inconscient. De nombreux écrivains et poètes côtoient ce mouvement à l'image de Paul Éluard, Louis Aragon ou Jean Cocteau.

La tradition de l'engagement intellectuel, inaugurée par l'affaire Dreyfus, se poursuit au XXe siècle : André Gide, François Mauriac, André Malraux, Albert Camus et bien d'autres sont autant de noms qui se dressent pour dénoncer les dérives du siècle (nazisme, colonialisme, stalinisme, etc.). C'est aussi le cas de Jean-Paul Sartre qui fonde

l'existentialisme, et de sa compagne Simone de Beauvoir qui écrit un véritable manifeste féministe, le Deuxième sexe (1949).

La seconde moitié du siècle est marquée par l'émergence de nouvelles formes d'écriture, en réaction contre le roman réaliste et psychologique, dans une école appelée « Nouveau roman ». Ses écrivains (Michel Butor, Nathalie Sarraute, Marguerite Duras...) cherchent à rendre compte de la réalité par une extrême créativité de la construction et de la forme. Un nouveau théâtre s'impose aussi avec Samuel Beckett (En attendant Godot) et Eugène Ionesco (La cantatrice chauve), où le jeu de langage met en valeur l'absurdité tragique du monde moderne. Le siècle est aussi celui d'une généralisation de la lecture. Le roman policier connaît sa popularité initiée au tout début du XXe siècle par les personnages de Rouletabille et d'Arsène Lupin, inventés par Gaston Leroux et Maurice Leblanc. Le commissaire Maigret prend le relais et sa popularité occulte à tort les autres romans de son créateur, l'écrivain belge Georges Simenon. La Belgique est d'ailleurs porteuse d'une littérature extrêmement populaire avec l'école franco-belge de bande dessinée, où dominent les figures de Tintin d'Hergé et d'Astérix de Goscinny et Uderzo, dans un siècle où l'écrit rejoint l'image.

© Groupe Eyrolles

Conclusion

Maintenant que le fil de l'Histoire est déroulé, doit-on finir par trois petits points ou un point d'interrogation ? Beaucoup, aujourd'hui, se posent la question de l'avenir de la voie de la France dans le brouhaha mondial. Pour certains analystes et hommes politiques, la voie est descendante. Alors, la France en déclin ? Cette notion qui inquiète est à nuancer car, l'Histoire l'atteste, les Français se sont plus d'une fois considérés en déclin par rapport à un âge d'or le plus souvent fantasmé. Les références historiques conduisent à relativiser les obstacles. Il n'est pas nécessaire d'aller bien loin : en 1998, dans l'euphorie de la coupe du monde de football, tout le monde s'extasiait alors sur un prétendu modèle français, alliant croissance et protection sociale

Toutefois, comment ce petit pays (48e rang mondial pour la superficie) de 62 millions d'habitants (1 % de la population mondiale), réputé allergique aux réformes et au système capitaliste, faiblement doté en matières premières, fait-il encore partie des plus grandes puissances économiques et politiques du monde ? Il faut le rappeler, les Français appartiennent au monde riche et développé (ce qui n'est pas le cas de 80 % de la population mondiale), et l'espérance de vie est la plus élevée au monde derrière le Japon. Plus de 70 millions d'étrangers convergent chaque année pour visiter la France et partager un certain « art de vivre », réputé dans bien des pays.

La France a, en tout cas, les moyens de ses ambitions. Elle vit aujourd'hui dans un continent pacifié, véritable privilège dans l'état actuel du monde. Français et Allemands ont su se pardonner, preuve de l'écho de la culture humaniste dans ces deux pays. Pourtant, deux guerres mondiales, ce n'est pas rien ! Les Français ont su se redresser, mais aujourd'hui, la compétition mondiale est un nouveau défi à relever pour ne pas oublier des femmes et des hommes au bord du chemin. Savoir d'où l'on vient, c'est se donner les moyens de maîtriser l'avenir...

© Groupe Eyrolles

La mode
au fil
des siècles

XVe siècle :
visages lisses et pieds pointus

Les vêtements du XVe siècle suivent les lignes du corps. Cette nouvelle apparence est liée à l'invention récente de la fine aiguille de métal qui permet de préciser la couture des vêtements, qui deviennent ainsi plus moulants (auparavant, les coutures, effectuées avec une aiguille en os, se limitaient à joindre les tissus par des lacets).

Des femmes longilignes au front immense

Les femmes de ce siècle ont les cheveux tirés en arrière, ce qui accentue la hauteur du front de manière altière. Celui-ci est épilé à la poix (sorte de cire à épiler) pour le mettre en valeur. Agnès Sorel, la favorite du roi Charles VII, semble être l'instigatrice de cette mode. Les cheveux sont dissimulés par des coiffes pointues (hennins) au début du siècle, puis plus aplaties. Les femmes sont minces et acquièrent un ventre légèrement proéminent par une découpe de la taille sous la poitrine.

La disparition des barbues

Les hommes ne portent ni barbes, ni moustaches

pendant tout le siècle ; courts ou mi-longs, leurs cheveux sont généralement coupés au bol. Il est ainsi aisé de dater un tableau de ce siècle par comparaison : les hommes du siècle suivant sont au contraire tous barbues et moustachus. Les cheveux des hommes du XVe siècle sont dissimulés par des chapeaux ou des turbans de couleur, à la mode italienne. Des chaussures pointues appelées « poulaines »

Dans les milieux privilégiés, les hommes et les femmes portent des chaussures étroites, longues et pointues, dites « à la poulaine ». Leur longueur est réglementée par des édits spéciaux appelés « édits somptuaires », codifiant le port du vêtement en fonction des catégories sociales et des bonnes mœurs. Le vêtement est donc une carte de visite du statut social.

La mode au fil des siècles

435

Des hommes portant bas et mini robes

Le costume de cour des hommes est une sorte de veste serrée à la taille par une ceinture. Les jambes, apparentes, sont enserrées dans des bas tricotés de couleur vive. La mode dans les cours royales ou princières est au vêtement bicolore : une jambe d'une couleur, l'autre d'une autre ! Toutefois, les personnages sérieux comme les savants, les ecclésiastiques, les magistrats ou les hommes âgés sont vêtus de longues robes sombres.

La folie de la fourrure

Ce siècle est celui de la fourrure, portée pour la première fois en pelisse, à l'envers, directement

contre le corps (dépassant aux poignets et au col).

Selon son degré de qualité, la fourrure est un signe extérieur de richesse, marquant également le rang social.

La mode au fil des siècles

© Groupe Eyrolles

436

XVIe siècle : culottes bouffantes, corsets et dentelles...

Les hommes de ce siècle sont tous barbues et les femmes portent les cheveux tressés, agrémentés de perles sur le front. Leur allure d'abord aérienne, comme sur les tableaux de Botticelli, se rigidifie progressivement au cours du siècle. En effet, ce siècle voit naître le corset, pendant longtemps carcan des femmes !

Barbus au rendez-vous

Le port de la barbe, lancé par François Ier, est à la mode pendant tout le siècle.

Toutefois, du simple collier, les barbes s'allongent, deviennent pointues sous Henri III pour évoluer au carré sous Henri IV. Cette caractéristique est agrandissante, indice qui démarque facilement un tableau du XVIe siècle.

La culotte bouffante se déforme

La mise en valeur des jambes masculines par le port de bas de couleur est constante. Les culottes bouffantes apparaissent : François Ier les porte avec allure. Nouveauté originale, la mise en valeur du sexe par une coque rigide faisant office de sac à main ! Progressivement, la culotte bouffante s'allonge jusqu'au dessus des genoux, à la fin du siècle. À la même époque apparaît la mode masculine des estomacs mis en valeur par des rembourrages, rondeur soulignée par une ceinture !

La dentelle fait jour, la fraise s'épanouit

La dentelle est utilisée pour la première fois de manière visible sur des vêtements ; elle

est le signe essentiel pour identifier un tableau du siècle. D'abord discrète sur les cols, elle prolifère ensuite partout. Les cols deviennent immenses, tuyautés : ce sont les fraises. Ces cols sont amovibles pour être changés aisément.

La mode au fil des siècles

437

Manches déchiquetées et chaussures carrées

Les manches à crevé (ouvertes sur la chemise) complètent un vêtement à l'allure très italienne, aux épaules très larges. Puis le vêtement des hommes évolue : les épaules deviennent étriquées comme l'illustrent les portraits d'Henri III ou d'Henri IV. Les longues chaussures à poulaine ont complètement disparu au profit de chaussures aux bouts carrés.

Prisonnières de corsets et armatures

La silhouette des femmes change : le corps est désormais maintenu par « la tournure », sorte de corset, serrant étroitement la taille. Cet accessoire est indispensable car les femmes grossissent nettement à cette époque, en raison de nouvelles habitudes alimentaires où le sucre venu d'Amérique joue un rôle essentiel. Enserées, elles sont de moins en moins à l'aise, enveloppées par une armature qui fait gonfler la jupe : le vertugadin.

La mode au fil des siècles

© Groupe Eyrolles

438

XVIIe siècle :

une société du paraître

Fraises, dentelles et lavallières

Sur les tableaux, il est facile de repérer l'époque par trois types de cols distinguant significativement les trois règnes d'Henri IV, de Louis XIII et de Louis XIV. Ces cols sont portés aussi bien par les hommes que par les femmes. Sous Henri IV, on porte la fraise, ce col empesé, blanc et tuyauté. Sous Louis XIII apparaît un immense col carré plat, bordé de dentelle. Ce col disparaît sous Louis XIV au profit des lavallières, sorte de foulards de dentelles, ancêtres de la cravate, inventés par la première favorite de Louis XIV, Louise de Lavallière.

Bottes et capes de mousquetaire

Sous Louis XIII, le vêtement devient très ample : pantalons très larges et très amples sont pris dans des hautes bottes de cuir à larges revers, montant au-dessus du genou. On porte de grandes et longues capes ainsi que de larges chapeaux de feutre avec une plume sur le côté.

La perruque, une nouvelle tendance

Si les hommes ont tous les cheveux courts et des barbes carrées sous Henri IV, peu après, les cheveux sont mi-longs (jusqu'aux épaules), avec bouc et une moustache sous Louis XIII. Quant à la période de Louis XIV, elle est marquée par le port de volumineuses perruques. Cette mode est créée par le roi lui-même autour de 1672 quand, exaspéré par une calvitie naissante, il décide de la dissimuler sous une perruque imposante aux proportions inconnues jusqu'alors. Cette mode, à l'origine d'une vaste industrie, va se répandre en Europe, marquant d'une empreinte indélébile le XVIIe siècle.

La mode au fil des siècles

439

Nœuds et couleurs excentriques

Sous Louis XIV, le vêtement masculin se resserre sur le corps. Une longue veste ajustée affine la silhouette, rendant encore plus imposante la perruque portée très longue sur les épaules. Les culottes, maintenant étroites, s'arrêtent aux genoux et sont parfois agrémentées d'un large volant de dentelle blanche. Les vêtements des hommes sont

extrêmement chatoyants, aux couleurs les plus fantaisistes et les plus voyantes ! Les courtisans parsèment l'ensemble de multiples nœuds ! Le tout orné par des chaussures à boucles carrées avec de larges talons hauts et rouges ! Une canne à pommeau parachève l'allure.

Le costume féminin est coordonné au costume masculin

Jupes et justaucorps dominent toujours le vêtement. Mieux qu'une robe, les différentes pièces peuvent être séparées pour être changées, donnant ainsi une grande souplesse d'utilisation. Les grandes capes assorties d'une capuche large ponctuent l'allure féminine des années Louis XIII. Des vertugadins font gonfler à nouveau les jupes sous Louis XIV.

La mode au fil des siècles

© Groupe Eyrolles

440

Du XVIIIe siècle à l'Empire : une mode en rupture

L'allure générale des personnages du XVIIIe siècle est facile à identifier jusqu'à la Révolution française en raison de leurs cheveux gris ou blancs, tant pour les hommes que pour les femmes. C'est la seule époque qui a choisi de se vieillir par souci de mode.

Queues de cheval, tricornes et poudre

La perruque blanche avec queue de cheval enserrée dans un nœud, appelé catogan, domine l'époque Louis XV. Les hommes ne portent ni barbe ni moustache. La tête, recouverte de la perruque à boucles roulées au-dessus des oreilles, est surmontée d'un tricorne, chapeau à trois côtés. Les femmes ont également les cheveux poudrés, gris ou blancs, rappelant la coiffure des hommes.

Des femmes en couleur pastel

Au milieu du siècle, Madame de Pompadour lance le vêtement de couleur pastel dans une seule dominante de couleur : automnale, rosée, bleutée... Quand le cou n'est pas protégé d'un jabot de dentelle comme les hommes, le haut du buste est décolleté. La taille est fine, très serrée par un corset, tandis que les hanches s'épanouissent à l'aide de paniers. L'arrière du vêtement est plat comme le devant, transformant le bas du corps des femmes en rectangle sans épaisseur, comme des cartes à jouer ! Sous Louis XVI, l'allure de la robe s'arrondit et les épaules se couvrent de châles, tandis que la coiffure prend une considérable ampleur.

La mode au fil des siècles

441

La mode au fil des siècles

© Groupe Eyrolles

Des chapeaux extravagants

Sous le règne de Louis XVI, la mode met en valeur les chapeaux des femmes, devenus extraordinaires. D'une extravagance folle, ils sont posés sur des cheveux attachés en coiffures extrêmement volumineuses, bourrées de cheveux postiches. Le visage des femmes apparaît comme très menu au milieu d'un tel volume. Les portraits de Marie-Antoinette peints par Madame Vigée-Lebrun illustrent cette mode. Les chapeaux portés pour les grandes réceptions de la cour sont des sommets d'ingéniosité, souvent en rapport avec l'actualité : batailles navales reconstituées, jardins potagers, oiseaux sifflant dans leur cage, chapeaux agrémentés de fleurs naturelles protégées dans de petits vases remplis d'eau !

Le pantalon détrône la culotte

Les hommes portent des vestes longues taillées dans des tissus colorés, avec des jabots et de larges poignets de dentelle. Ils portent aussi la culotte, sorte de pantalon court et moulant s'arrêtant au-dessous du genou, prolongé par des bas de soie généralement blancs. Pendant la Révolution, cette mode très marquée Ancien Régime est abandonnée au profit du pantalon, symbole du peuple. Les révolutionnaires seront ainsi appelés les « sans-culottes », signifiant que le modèle est désormais le vêtement du travailleur et non plus celui de l'aristocratie.

Directoire, Consulat et Empire

Dans l'histoire des costumes, la rupture visuelle entre l'allure d'Ancien Régime et la nouvelle allure napoléonienne est très nette après la Révolution. Les perruques ont disparu au profit des cheveux naturels, courts ou mi-longs pour les hommes, en chignons hauts cascadeant en boucles pour les femmes. Les hommes portent maintenant un pantalon clair (souvent crème), et la redingote sombre voit le jour avec sa queue de pie. De grandes bottes montantes complètent l'apparence relativement martiale des hommes, tandis que les femmes portent des chaussures à petits talons ou des bottines.

442

Fini les corsets pour quelques années...

À partir du Directoire, la mode est à l'antique depuis la découverte des ruines de la ville de Pompéi. Les femmes portent désormais des robes et non plus un haut et un bas interchangeables. Une femme très belle, Madame Tallien, rejette le corset et lance la mode de la nudité sous une robe quasi transparente à manches ballons. Joséphine de Beauharnais adopte cette mode comme Madame de Récamier.

La mode au fil des siècles

443

La mode au fil des siècles

© Groupe Eyrolles

XIXe siècle : fantaisies exclusivement féminines

Jusqu'à la Révolution française, les hommes des classes aisées portaient des vêtements dont la fantaisie rivalisait avec ceux des femmes. Mais l'âge industriel change tout. Les hommes des classes aisées s'engagent dans l'industrie ou la politique. Désormais au travail, ils ont besoin de vêtements fonctionnels : redingote et port systématique du pantalon, l'ensemble de couleur sombre. L'allure générale s'uniformise et évolue peu durant le siècle ; elle est assez proche du costume de notre époque, avec pour seule originalité le chapeau haut-de-forme. Les femmes, au contraire, adoptent entre 1814 et 1914 des modes très différentes, évoluant en trois grandes étapes.

Les boucs et les barbes reviennent

Quelques romantiques portent des cheveux mi-longs, mais tous sont quasiment sans barbe ni moustache jusqu'au milieu du siècle. Sous Napoléon III, ces attributs reviennent en force avec le port du « bouc », mais les moustaches sont fines, parfois relevées. La barbe sera à nouveau à la mode entre la IIIe République et la Première Guerre mondiale.

Venu d'Angleterre, le chapeau melon fait son apparition au début du XXe siècle jusqu'à la fin de la première guerre mondiale.

Le canotier, en paille, est le chapeau d'été, immortalisé par le tableau « Déjeuner des canotiers » de Pierre Auguste Renoir.

Dans les milieux populaires, les hommes portent quant à eux la casquette.

Macarons, gigots et dentelle

Après un début de siècle en robes droites à manches ballons, les femmes changent d'allure pendant la Restauration, influencées par le mouvement romantique. Les robes reprennent de l'ampleur. Les émigrées ont ramené de leur exil anglais une mode de boucles cascadeant de part et d'autre du visage : les anglaises. Les cheveux sont parfois portés en torsades sur le haut des tempes : ce sont les macarons. Les manches ballons ont évolué en manche dites « gigots », très larges des épaules aux coudes, puis très

444 étroites jusqu'aux poignets. Une caractéristique notable est l'apparition des tissus à carreaux provenant d'Angleterre. La robe se raccourcit légèrement à la cheville pour laisser apparaître des pantalons de dentelle, peu pratiques dans les embarras boueux de Paris !

L'influence espagnole de l'impératrice Eugénie

Sous le Second Empire, l'impératrice Eugénie introduit la mode espagnole : les cheveux sont lissés en bandeaux, retenus par un volumineux chignon bas enserré dans une résille.

L'événement vestimentaire est alors la vaste et large robe à « panier », au volume jamais atteint auparavant, peu pratique, mais qui accentue la finesse de la taille.

Tournures, corsets et tailles •nes

La période de la IIIe République est marquée par des femmes à la taille de plus en plus •ne : leurs corsets lacés sont si serrés que la moindre émotion leur est fatale : il faut les dégrafer pour leur permettre de retrouver leurs esprits ! La tournure ou « faux cul » constitue un embarras supplémentaire : cette armature attachée à la taille sur le jupon a pour fonc•tion d'accentuer le volume des fesses, alors que le ventre est désormais plat après la disparition du panier. Les caricaturistes s'en donnent à cœur joie et comparent les femmes à des volatiles ! La mode des robes longues perdure jusqu'à la •n de la guerre de 14-18. Une rupture très nette se mani•feste alors dans le costume féminin d'après guerre.

La mode au fil des siècles

445

XXe siècle : la mode se démocratise

La mode au fil des siècles

© Groupe Eyrolles

et s'uniformise

Les vêtements du début du XXe siècle étaient encore très proches de ceux du XIXe siècle, mais la Grande Guerre constitue une rupture décisive dans l'histoire du vêtement féminin : la vie professionnelle va avoir des réper•cussions considérables sur l'évolution du costume féminin. Les femmes portent désormais des vêtements plus fonctionnels qui ne contraignent plus le corps. Ceux-ci se raccourcissent progressivement, de la cheville au haut des cuisses. Le statut social n'est plus aussi apparent qu'autrefois. Le blue-jeans en est l'exemple, porté dans la seconde moitié du siècle par toutes les couches de la société, hommes et femmes confondus. Ceux-ci, différenciés pendant des siècles, portent désormais les mêmes vêtements fonctionnels.

Les années « folles » ou la germination de la mode du XXe siècle

Choix pratique, les femmes d'après-guerre, pour la première fois de leur histoire, portent des cheveux courts et un chapeau cloche sur les yeux, in•uencées au départ par le roman La Garçonne de Victor Margueritte (1925). Pour répondre à ces nouvelles attentes, le soutien-gorge rompt avec plusieurs siècles de corset. Les vêtements sont coupés très droits, faits pour le mouvement (sport, danse, travail), traduisant les évolutions sociales en cours. À la même époque, une étape est encore franchie : la mode découvre le genou, du jamais vu ! Révolution supplémentaire, les femmes portent des pantalons (au XIXe siècle, seule George Sand avait osé en porter).

446

L'apparition des tissus synthétiques

Après la Seconde Guerre mondiale, les tissus synthétiques, dont le nylon, conquièrent les femmes par leurs avantages pratiques. Après le bas de soie et les jambes nues colorées au brou de noix, l'invention du bas de nylon en 1940 est une révolution complétée par celle du collant, en 1959. Ce dernier devient indispensable en 1965, quand Courrèges intro•duit en France la minijupe, inventée en 1962 par une créatrice anglaise. Par ailleurs, les femmes abandonnent le port du chapeau, allant désor•mais tête nue, ce qui était autrefois impossible si l'on voulait être consi•dérée comme une femme respectable. Les jupes-culottes et les pantalons font leur apparition, notamment les jeans, introduits sous l'in•uence américaine.

L'uniformisation masculine

Le costume des hommes du XXe siècle est l'ancien costume de sport d'autrefois, généralement sans gilet. Il est strict, taillé dans des tissus gris, ardoise, bleu marine, marron foncé ou noir. Seule la cravate apporte une touche de fantaisie et de personnalisation comme, parfois, le nœud papillon. Quant à la chemise, elle évolue tant dans ses formes que dans ses couleurs. Ce type de tenue masculine est maintenant un standard international de représentation. Plus fantaisistes et plus variés sont les

vêtements de sport et de loisir, avec la diffusion du sportswear. Longtemps signe de deuil, le noir s'impose de plus en plus comme une « couleur » de tous les jours.

La mode au fil des siècles

447

Bibliographie indicative

XVe siècle

BEAUNE Colette, Jeanne d'Arc, Perrin, 2004. DELORT Robert, La vie au Moyen Âge, Seuil, 1982. HEERS Jacques, Louis XI, Perrin, 2003.

XVIe siècle

MUCHEMBLED Robert, Sociétés, cultures et mentalités dans la France moderne, XVIe-XVIIIe siècle, Armand Colin, 2001.

WANEGFFELEN Thierry, Catherine de Médicis, le pouvoir au féminin, Payot, 2005.

XVIIe siècle

BLUCHE François, Richelieu, Perrin, 2003.

CHALINE Olivier, Le règne de Louis XIV, Flammarion, 2005.

SOLNON Jean-François, La cour de France, Fayard, 1987.

© Groupe Eyrolles

L'Histoire de France

XVIIIe siècle

ANTOINE Michel, Louis XV, Hachette, 1982.

BIARD Michel, DUPUY Pascal, La Révolution française, Dynamiques,

influences, débats, 1787-1804, Armand Colin, 2004. CRAVERI Benedetta, Madame du Deffand et son monde, Seuil, 1999. LEVER Évelyne, Les dernières noces de la monarchie, Fayard, 2005. NICOLAS Jean, La rébellion française, Seuil, 2002. TULARD Jean, Napoléon, Fayard, 2006. WAGENER Françoise, L'impératrice Joséphine, Perrin, 1999.

XIXe siècle

AGULHON Maurice, Marianne au combat : l'imagerie et la symbolique républicaines de 1789 à 1880, Flammarion, 2001.

BREDIN Jean-Denis, Dreyfus, un innocent, Fayard, 2006.

DEMIER Francis, La France du XIXe siècle, Seuil, 2000.

MOLLIER Jean-Yves, Le Camelot et la rue, politique et démocratie au tournant des XIXe et XXe siècles, Fayard, 2004.

WINOCK Michel, Histoire de la France politique, Seuil, 2000.

XXe siècle

AUDOIN-ROUZEAU Stéphane, BECKER Jean-Jacques (dir.), Encyclopédie de la Grande Guerre, Bayard, 2004.

LE NAOUR Jean-Yves, Misères et tourments de la chair durant la Grande Guerre, Aubier, 2002.

PAXTON Robert, La France de Vichy, Seuil, 1973.

RÉMOND René, Le siècle dernier de 1918 à 2002, Fayard, 2003.

Vous pouvez aussi lire des mémoires de contemporain dans la collection « Le temps retrouvé » (Mercure de France), comme ceux de la princesse Palatine sur la vie à la cour de Louis XIV ou ceux de Madame Campan, la première femme de chambre de Marie-Antoinette.

© Groupe Eyrolles

Thématiques transversales

Bibliographie indicative

CORBIN Alain (dir.), 1515 et les grandes dates de l'histoire de France, Seuil, 2005.

FERRIERES Madeleine, Histoire des peurs alimentaires, Seuil, 2002. FRAISSE Geneviève, Les femmes et leur histoire, Gallimard, 1998. GRUZINSKI Serge, Les quatre parties du monde, Histoire d'une mondialisation, Seuil, 2004. MELCHIOR-BONNET Sabine, Histoire du miroir, Hachette, 1994. MESCHONNIC Henri, De la langue française, Hachette, 1997. NORA Pierre (dir.), Les Lieux de mémoire, Gallimard, 1997. PASTOUREAU Michel, Bleu, histoire d'une couleur, Seuil, 2000. SOLNON Jean-François, Histoire de Versailles, Perrin, 2003. TODOROV Tzvetan, Éloge de l'individu, Adam Biro, 2000. VIGARELLO Georges, Histoire des pratiques

de santé, Seuil, 1999.
© Groupe Eyrolles

Index

A

Absolutisme 144 Académie française 156 Aiglon 224 Aix-la-Chapelle (traité d') 180 Alembert (Jean le Rond d') 165, 229, 236 Alès (paix d') 124 Alésia 17 Alexandre Ier 220, 224, 230 Algérie (guerre de) 376, 384, 386, 419, 425, 427 Aliénor d'Aquitaine 33, 42 Amiens (traité d') 218 Anne d'Autriche 115, 127 Anne de Beaujeu 49 Anne de Bretagne 49 Apanage 41 Appel 18 juin 372, 389 Armagnacs 41 Art naïf 326 Art nouveau 326 Attila 18 Aubigné (Agrippa d') 111 Auerstaedt (bataille d') 222 Augsburg (coalition d') 140 Austerlitz (bataille d') 221, 280 Azincourt 40

B

Babeuf (Gracchus) 213 Baïonnettes (tranchée des) 345 Barbie (Klaus) 370 Baroque (art) 101, 158 Barras 212 Bastille 197, 203, 262, 273 Baudelaire (Charles) 325 Beauharnais (Joséphine de) 220 Bellay (Joachim du) 110 Bérégovoy (Pierre) 404 Bérézina 225 Bismarck (Otto von) 288, 302 Blanc (Louis) 274, 279 Blanche de Castille 28 Blandine (sainte) 17 Blanqui (Auguste) 279, 303 Blum (Léon) 357, 358, 359, 360, 366 Bonapartisme 289, 389 Bossuet 132, 161 Boulanger (général) 298 Bourbons (dynastie des) 194, 255, 256, 288, 293 Bourguignons 41 Briand (Aristide) 353, 380 Broussel 128 Buckingham (duc de) 126 Bugeaud (général) 264 Burke (Edmund) 204 Buonarrotti 213

C

Cadoudal (Georges) 219 Cahiers de doléances 193 Callas (affaire) 236 Calendrier républicain 207 Calvin (Jean) 107 Calvinisme 109 Camisards 141 Camp du drap d'or 78 Campoformio (traité de) 230 Camus (Albert) 418, 429 Canuts 268, 269 Cartel des gauches 351 Catherine de Russie 229 Céline (Louis Ferdinand) 429 Cent Ans (guerre de) 12, 26, 29, 38, 39, 43, 51 Cent-Jours 258, 259 César (Jules) 17 Chaban Delmas (Jacques) 370, 396, 397 Chambord (Château de) 102

© Groupe Eyrolles

Chambord (comte de) 260, 292, 293 Chambre introuvable 260 Charlemagne 12, 21, 33, 77, 244, 344

Charles Ier (d'Angleterre) 116, 117, 125, 146

Charles V 30, 33, 37 Charles VI 40 Charles VII 41, 42 Charles VIII 49 Charles IX 70, 84

Charles X 191, 262, 263, 264, 265 Charles d'Orléans 41, 43, 64 Charles de Bourbon 46

Charles le Chauve 22 Charles le Téméraire (duc de Bourgogne) 48 Charles Martel 20 Charles

Quint 77, 82, 83, 93, 100, 129, 143 Château de Versailles 137, 142, 188, 199, 291, 311

Chateaubriand 242, 321 Chénier (André) 240 Chevalier Bayard 79 Chirac (Jacques) 304, 369,

392, 398, 402, 405 Choiseul (duc de) 182 Chouannerie 210 Chouans 216 Churchill (Winston)

360, 372, 376 Claude de France 74 Clémenceau (Georges) 280, 346, 416 Clovis 19, 20, 24

Code civil 217 Cœur (Jacques) 33 Cohabitation 402, 404, 405 Cohn-Bendit (Daniel) 395, 396

Colbert 134, 138

Colbertisme 134, 138 Coligny (amiral de) 86, 88 Collaboration 224, 365, 367, 368, 369, 373

Collège de France 80 Collier (affaire du) 190 Colomb (Christophe) 51, 94 Comité de salut

public 208, 386 Commune 291, 292, 303 Comte de Provence 255, 262 Concini (Concino) 119,

121, 129 Conclave 39 Condorcet 187, 209, 240 Congrès de Vienne 231, 256, 257, 311 Consulat

243, 257, 445 Contre-réforme 108, 139 Convention 206, 207, 210, 211 Convulsionnaires 177

Corday (Charlotte) 209 Corneille (Pierre) 157 Cortès Hernan 96 Coty (René) 381, 386

Croisades 25 Cromwell (Oliver) 146 Curie (Marie) 305

D

D'Artagnan 133 Dagobert 21 Daladier (Édouard) 356, 360, 366 Damiens (Robert-François) 182

Danton (Georges) 206, 208, 211 Dauphin 38 David (Jacques Louis) 209, 220, 244, 320 De

Gaulle (Charles) 363, 365, 368, 371, 374, 377, 386, 389, 390, 391, 421, 426 Débarquement

373 Decazes (Élie) 255, 261 Déclaration des droits de l'Homme 198, 240, 314 Découverte de

l'Amérique 51, 53, 69 Delacroix (Eugène) 257, 322 Dépêche d'Ems 288 Descartes (René) 157

Desmoulins (Camille) 201, 208 Deux-Roses (guerre des) 51 Dévolution (guerre de) 134 Diane

de Poitiers 85 Dictionnaire 155, 156 Diderot (Denis) 157, 165, 234, 236 Directoire 194,

212 Dolet (Étienne) 81, 98 Dorgelès (Roland) 361, 429 Doriot (Jacques) 373 Dragonnades 139

Dreyfus (Alfred) 299, 300, 367, 429 Du Barry (Comtesse) 190 Duc d'Alençon 87 Duc de Guise 83, 86, 87, 88 Dumouriez 210 Dunois 46 Dupes (journée des) 124 Dupont de Nemours 184, 187

E

Écrouelles 44, 262 Édité de Nantes 90, 139 Édité de Turgot 188 Édouard II 28 Édouard III 30, 34, 39 Édouard IV 48 Eiffel (Gustave) 296 Élisabeth I (d'Angleterre) 84, 108, 146 Éloi (saint) 21 Empire germanique 48, 69, 74, 78, 302 Encyclopédie 157, 234, 236 Enghien (duc d') 219 Entente cordiale 302, 308 Erasme 98, 104, 105 Erignac 405 Esclavage 148, 209, 218, 236, 240, 277, 278 Essling (bataille d') 224 États généraux 28, 120, 192, 193 Évian (accords d') 426

F

Fabius (Laurent) 402 Fachoda (crise de) 301 Farines (guerre des) 188 Fascisme 349, 356, 373 Fauvisme 326 Fédérés 292 Fénelon 132, 143, 161 Féodalité 22, 23, 26 Ferdinand V d'Aragon 52 Ferry (Jules) 297, 315 Fête de la Fédération 203, 256 Feuillants 204 Fleury 174, 175 Foch 347 Fontainebleau 101, 259 Fontenoy 178, 180 Formalisme 325 Fouché (Joseph) 223 Fouquet (Nicolas) 133, 159, 179 Franc-maçonnerie 239 François Ier 69, 74, 75, 82, 85, 93, 95, 101, 106, 437 François II 84 Francs 19, 20, 39 Friedland (bataille de) 222

© Groupe Eyrolles

Froissart (Jean) 65 Frondes 115, 127, 128, 130, 132, 146, 156 Front populaire 356, 357, 359, 360 Furetière 157

G

Galigai (Éléonora) 120 Gallicanisme 45, 143 Gallo-romains 17 Gambetta (Léon) 289, 294, 305, 316 Gaston d'Orléans 90, 122, 131 Gaule 7, 19, 25, 45 Gaullisme 389, 397, 400 Gaulois 11, 17, 18 Genève (accords de) 382, 424 Geneviève (sainte) 18 Génocide 376, 404 Girondins 194, 205, 208 Giroud (Françoise) 382 Giscard d'Estaing (Valéry) 306, 394, 398, 399, 400 Gothique 26, 98, 101 Gouges (Olympe de) 198, 240 Gouvernement provisoire 274, 376, 422 Grand Schisme 39 Grande Armée 221, 245, 271 Grande Mademoiselle 131 Grégoire IX 52 Grégoire de Tours 20 Grenelle (accords de) 395 Grévy (Jules) 279, 295, 298 Guerre d'Algérie 376, 386, 394, 419, 425 Guerre des Trois Henri 87, 107 Guerre froide 331, 376, 379, 386, 390, 391, 403, 407, 412, 423 Guerres d'Italie 49, 50, 59, 74, 76 Guerres de religion 84, 88, 106, 142 Guesde (Jules) 303, 304 Guillaume III d'Orange 135, 146 Guillaume le Conquérant 23 Guizot (François) 263, 270, 274, 314 Gutenberg 33, 62, 63

H

Habsbourg 48, 69, 77, 82, 92, 99, 115, 121, 124, 128, 129, 133, 140, 146, 228, 311 Harki 419, 425, 427 Hastings 23 Haussmann 284, 285 Hébert (Jacques René) 201, 210 Henri de Guise 87 Henri II 26, 70, 80, 82 Henri III 70, 85, 86 Henri IV 87, 88, 89, 90, 91, 92, 111, 115, 119, 123, 151, 176, 187, 439 Henri V (d'Angleterre) 42, 260 Henri VII (d'Angleterre) 51 Henri VIII (d'Angleterre) 78, 82, 93, 107 Hiroshima (bombardement d') 375, 376 Hitler (Adolf) 224, 349, 353, 359, 360, 362 Hô Chi Minh 422, 423 Hospital (Michel de l') 106 Hugo (Victor) 225, 245, 249, 278, 282, 289, 296, 321 Huguenots 107 Hugues Capet 12, 24 Humanisme 98

I

Iéna (bataille d') 222

Immigration 317, 393

Impériaux 79

Imprimerie 33, 62, 105

Indulgents 211

Inquisition 27, 52

Invalides 271

Isabeau de Bavière 40

Isabelle de Castille 52

J

Jansénisme 142 Jansénistes 142, 143, 176, 183 Jaurès (Jean) 303, 304, 341, 351, 398 Jean le Bon 30, 38, 41, 47 Jean Sans Peur 41 Jean Sans Terre 27 Jeanne d'Arc 33, 42, 43 Jésuites 108, 139, 183 Joseph (Père) 122 Joseph II de Prusse 187 Jospin (Lionel) 405, 406 Joyeuse entrée 85

K

Kohl (Helmut) 408

L

La Fayette (marquis de) 189,

193, 203, 204, 266
La Fontaine (Jean de) 159
La Rochefoucauld (François de)

159

La Vallière (Louise de) 138
Lamartine (Alphonse de) 269,
273, 274, 275, 276, 279, 321
Lammenais (Félicité de) 263
Laval (Pierre) 366, 373, 375
Law (John) 173, 181
Le Brun (Charles) 132

Le Nôtre (André) 132, 136 Le Pen (Jean-Marie) 383, 398, 403, 406 Ledru-Rollin (Alexandre)
274 Législative (assemblée) 204, 205, 208 Léon X 77, 105 Leszczyńska (Marie) 175
Libéralisme économique 284, 392 Ligue catholique 87 Ligues d'extrême droite 300, 359 Loi
salique 39, 74 Loi Veil 399 Loi-cadre Defferre 383 Loménie de Brienne 191 Louis le Pieux
22 Louis V 24 Louis VI 26 Louis X le Hutin 39 Louis XI 39, 41, 46, 47 Louis XII 50, 70,
73, 74, 75 Louis XIII 121, 122, 123, 125, 126, 127, 128, 152, 158, 159 Louis XIV 122, 127,
129, 130, 131, 132, 133, 134, 135, 137, 138, 139, 140, 141, 142, 143, 144, 145, 146, 151,
156, 160, 161, 171, 172, 173 Louis XV 143, 144, 153, 165, 172, 174, 175, 178, 179, 180,
181 Louis XVI 137, 165, 166, 175, 182, 185, 186, 187, 188, 189, 195, 198, 199, 203, 205,
206, 207, 235, 237, 255, 262 Louise de la Vallière 138 Louise Michel 292, 303 Louis-
Philippe d'Orléans 266, 267, 270, 271, 273, 274, 290

© Groupe Eyrolles

Loyola (Ignace de) 218 Louvre 27, 101, 135, 265 Loyola (Ignace de) 108, 183 Lumières 165,
185, 188, 193, 194, 198, 229, 234, 236, 239 Lutèce 18 Luther (Martin) 104, 105, 106 Luynes
(duc de) 121

M

Mac-Mahon (maréchal) 283, 292, 294 Mai 68 395 Maintenon (Madame de) 138 Marcel (Étienne)
225 Manuce (Alde) 63, 100 Marat (Jean-Paul) 201, 204, 209 Marcel (Étienne) 38 Marengo
(bataille de) 215 Marguerite de Navarre 79 Marie de Médicis 90, 92, 115, 119, 127, 192
Marie Stuart 84, 146 Marie Tudor 107, 108 Marie-Antoinette 187, 190, 199, 205, 211, 228,
240, 265, 444 Marie-Thérèse d'Autriche 182, 187, 228, 239 Marie-Thérèse d'Espagne 132, 138
Marignan (bataille de) 76, 77 Marne (bataille de) 342, 361 Marot (Clément) 76, 81
Marseillaise 206, 274, 296 Matignon (accords de) 357 Maupeou (René Nicolas de) 185 Mauroy
(Pierre) 401 Maurras (Charles) 301, 356, 375 Mazarin (cardinal Jules) 115, 127, 128, 129,
132, 133, 135, 146, 171 Mécène 37 Médicis (dynastie) 84, 85, 99, 101, 115, 127, 192 Mendès
France (Pierre) 381, 424 Mérovingiens 12 Mers el-Kébir 302, 367 Metternich (prince de) 311
Michelet (Jules) 273 Mirabeau (comte de) 193, 196, 198 Mitterrand (François) 369, 397,
400, 403, 406, 425
Molière (Jean Baptiste Poquelin dit) 132, 159, 160 Mollet (Guy) 380, 383, 386, 425
Monarchie de Juillet 266 Monet (Claude) 325 Monet (Jean) 380 Montagnards 194, 198, 205,
207, 208, 211, 257 Montaigne (Michel de) 103, 111 Montespan (Madame de) 138 Montesquieu
229, 234, 239 More (Thomas) 98 Moulin (Jean) 369 Munich (conférence de) 360 Mussolini
(Benito) 365

N

Napoléon Ier 38, 166, 214, 215,
216, 217, 218, 219, 220, 221,
222, 223, 224, 225, 226, 242,
243, 244, 245, 246, 256, 258,
259, 271, 272, 279, 280, 281
Napoléon II 224
Napoléon III 272, 279, 280, 281,
282, 284, 286, 287, 288, 389,
444

Naturalisme 324 Necker (Jacques) 191, 192, 197 Néoclassicisme 320 Noailles (duc de) 178
Nostradamus 85 Nouveau roman 429

O

Ollivier (Émile) 287, 288
Opportunistes 295
Ordonnance de Villers-Cotterêts 81, 155

P

Palatine (princesse) 140, 154, 172 Panama (scandale de) 298 Paoli (Pascal) 185 Papon (Maurice) 369, 426 Paré (Ambroise) 83 Parnassiens 325 Parti communiste (PCF) 351, 357, 358, 362, 377, 379, 385, 397, 405, 422 Pascal (Blaise) 160 Pasteur (Louis) 154 Paulette 79, 91 Pavie (bataille de) 76, 79 Pépin le Bref 21 Pétain (Philippe) 344, 363, 364, 365, 371, 375, 378 Philippe II (d'Espagne) 93, 100, 108 Philippe IV (Le Bel) 27, 28 Philippe V (d'Espagne) 125, 134 Philippe VI (de Valois) 33 Philippe d'Orléans (régent) 171, 172, 173, 174, 266, 267 Philippe Égalité 267 Philippe le Hardi (duc de Bourgogne) 41, 61 Physiocratie 184 Pic de la Mirandole 98 Picasso (Pablo) 327, 359, 377 Pierre l'Ermite 25 Pippinides 20 Pisan (Christine de) 43, 65 Placards (affaire des) 80 Pléiade 110, 155 Poincaré (Raymond) 352 Pointillisme 326 Poisons (affaire des) 138 Polysynodie 171 Pompadour (Madame de) 174, 178, 179, 182, 187, 444 Pompidou (Georges) 304, 389, 395, 397 Port-Royal 142 Poujadisme 383 Praguerie 46 Première Guerre mondiale 289, 302, 307, 339, 341, 362, 414 Protestantisme 83, 105, 108, 139, 141 Proust Marcel 300, 429 Pyrénées (traité des) 132, 146

Q

Quesnay (François) 184

R

Rabelais(François) 81, 110 Racine (Jean) 132, 160 Rafle du Vel' d'Hiv 375 Rainbow warrior (affaire du) 402 Raspail (François Vincent) 279 Ravillac 92, 119, 182 Réalisme 324 Réforme 106, 108 Regalia 44 Régence 172, 173, 239 Rémi (Saint) 19 Remontrance (droit de) 172

© Groupe Eyrolles

Renaissance 33, 49, 52, 64, 70, 75, 82, 98, 234, 320, 327 Renaudot 125 République des lettres 98, 241 Ire République 213 IIe République 275 IIIe République 289 IVe République 376 Ve République 387 Résistance 345, 369, 370, 372, 377, 396 Restauration 255, 261 Révolution de 1848 273, 290 Révolution française 21, 189, 194, 204, 209, 212, 242, 250, 296, 301, 319, 443 Reynaud (Paul) 363, 366 Richard Cœur de Lion 27 Richelieu (cardinal de) 115, 120, 122, 123, 124, 127, 142, 152, 156, 171 Rimbaud (Arthur) 325 Robespierre (Maximilien) 204, 208, 211, 213, 240 Rocard (Michel) 403 Rocroi (victoire de) 126, 128 Roman (art) 25 Romantisme 320, 321 Roncevaux 21 Ronsard (Pierre de) 110 Rosso (le) 101 Rousseau (Jean-Jacques) 185, 235, 320

S

Sacre 25, 42, 43, 44, 65, 187, 220, 221, 262, 280 Saint-Barthélemy (massacres de) 84, 86, 88, 89, 107 Saint Just (Louis Antoine Léon de) 208, 209 Saint Louis (Louis IX) 27, 81 Saint-Nicaise (attentat de) 215 Salons (littéraires) 238, 324 Sand (George) 322, 327, 451 Sans-culotte 194, 201, 209, 211, 291, 295 Sarajevo (attentat de) 407 Sartre (Jean-Paul) 301, 377, 418, 429 Saxe (maréchal de) 180 Schisme 39, 105, 107 Schoelcher (Victor) 277 Schuman (Robert) 380 Seconde Guerre mondiale 354, 361, 375, 376, 416, 421 Sept Ans (guerre de) 181, 183, 184, 227, 228 Serf 24 Serment du jeu de Paume 195 Serments de Strasbourg 22 Sieyès (abbé) 195, 196, 198 Soliman le Magnifique 81, 95 Somme (bataille de la) 345 Sorbonne (université) 395 Staël (Madame de) 192, 320 Staline (Joseph) 395, 410 Stavisky (affaire) 355 Stresemann (Gustav) 353 Suger (abbé) 26 Sully (duc de) 89, 91, 119, 151

T

Talleyrand 203, 219, 256, 281 Templiers 29 Terreur blanche 211 Thiers (Adolphe) 263, 271, 290, 291, 293, 365 Tiers État 314, 411 Tiers Monde 411 Tiers-mondisme 411 Tours (congrès de) 20, 351 Toussaint Louverture 218 Trafalgar (bataille de) 222 Traité d'Amiens 218 Traité de Verdun 11, 22, 33, 344 Traité de Versailles (1783) 189 Traité de Versailles (1919) 349, 353, 354 Traité de Vervins 90 Trente Ans (guerre de) 126, 145 Trente Glorieuses 392, 399 Tripartisme 378, 379 Triplice 302 Tuiles (journées des) 192 Turgot 184, 187, 188, 191, 237

U

Ultramontain 263 Ultraroyalistes 255, 259, 261 Unigenitus (Bulle) 176, 181 Union sacrée

344, 346, 350, 359, 414 Urbain II (pape) 25

V

Valmy (bataille de) 206, 210, 229 Vandales 19 Vase de Soissons 20 Vassalité 22, 33 Vauban 145 Vaugelas 155, 156 Veil (Simone) 399 Vendée (guerre de) 210 Vercingétorix 18 Verdun 11, 22, 33, 344 Vichy (régime de) 289, 364, 365, 370, 377 Vienne (congrès de) 231 Villèle (comte de) 262, 263 Villon (François) 64 Vincent de Paul (saint) 131 Vinci (Léonard de) 78, 98, 100, 101, 103, 327

Voltaire (François Marie Arouet dit) 173, 178, 182, 229, 234, 235, 239 Vote des femmes 276, 376

W

Wagram (bataille de) 224 Wallon (Henri) 293 Wassy (massacres de) 84 Waterloo (bataille de) 227, 231, 258, 309 Westphalie (traité de) 129, 146 Wilson (Thomas Woodrow) 298, 348, 411 Wisigoths 19

Z

Zola (Émile) 249, 284

© Groupe Eyrolles

Table des matières

Introduction

7 Partie I

58 avant J.-C. – 1364 : de la Gaule à la guerre de Cent Ans

Survol de la période..... 11

Filigrane chronologique : 800 av. J.-C. – 1428 12

Les Gaulois deviennent les Gallo-romains 17

La Gaule conquise lors du siège d'Alésia 17

Christianisation de la Gaule 17

L'apport culturel des Romains 18

Les hordes barbares et la fin de l'Empire : Ve siècle 18

Les Mérovingiens fondent le royaume des Francs :

Ve - VIIIe

siècle 19

Les Carolingiens dessinent la France : 732-947 21

Pépin le Bref et Charlemagne 21

843. D'un empire morcelé naît la France 22

843-987. La naissance de la féodalité 23

L'empire, objet de toutes les convoitises 23

Le système féodal : une réaction de survie 23

Trois siècles de Capétiens directs : 987-1328 24

Hugues Capet 24

Le XIe siècle : la croisée des chemins	25
Les XIIe et XIIIe siècles : le beau Moyen Âge	26
1180-1223 : Philippe Auguste donne de l'envergure à la royauté	27
1226-1270 : Louis IX offre un saint aux Capétiens	28
1285-1314 : Philippe le Bel : un roi autoritaire	28
La guerre de Cent Ans : premier acte	29
Partie II	
Le XVe siècle (1364-1498) : un siècle charnière Survola du siècle.....	33
Filigiane chronologique : 1364-1498	34
Chapitre 1 : Les Français au XVe siècle.....	37
Le règne de Charles V : 1364-1380	37
1364. Un royaume vacillant	38
1364-1380. La guérilla	38
1374. La loi salique : un roi de France anglais, jamais !	39
1378. Le Grand Schisme de l'Église	39
Le règne de Charles VI : 1380-1422	40
1415. Azincourt, anatomie d'une défaite	40
1407-1436. Un roi fou : partie d'échecs entre Armagnacs et Bourguignons	41
1422. Le roi est mort, vive l'État !	42
Le règne de Charles VII : 1422-1461	42
1422. Le Royaume dans la confusion	42
1428-1429. Le siège d'Orléans : naissance d'un mythe	43
1429. Un sacre très symbolique	44
1438. La naissance d'une Église nationale	45
1439. L'impôt et l'État	45
1440. La Praguerie, un complot au sommet de l'État	46

Le règne de Louis XI : 1461-1483	47
1465. Le trône en danger	47
1477. La chute du Téméraire	48
Le règne de Charles VIII : 1483-1498	49
1483. Anne de Beaujeu : une femme au pouvoir	49
1494. Le début des guerres d'Italie	50
Vision extérieure : trois puissances en devenir	51
L'Angleterre, une cousine bien envahissante	51
L'Italie, foyer de la Renaissance	52
L'Espagne : de l'unité nationale à l'expansion internationale	52
Chapitre 2 : XVe : les Français et leur temps.....	55
Avec la peste pour fléau... ..	56
Un premier effet de l'internationalisation des échanges	56
Ce qu'il ne faut pas faire... ils le font	57
La peste noire, source de toutes les interprétations	58
Art de la Mort	58
Du manuscrit à l'imprimé : la démocratisation du livre	60
La découverte des textes anciens	60
Le livre, un produit rare et vulnérable	60
Des princes intellectuels	61
Des révolutions techniques complémentaires : papier et imprimerie	62
Les imprimeurs à la conquête de l'Europe	63
La langue française entre en littérature	64
Un prince sauvé par la littérature et un poète emprisonné	64
En direct du Moyen Âge	65
© Groupe Eyrolles	
Partie III	
Le XVIe siècle (1498-1610) : un beau siècle ? Survол du siècle.....	69
Filigrane chronologique : 1498-1610	70
Chapitre 3 : Les Français au XVIe siècle	73

Le règne de Louis XII : 1498-1515	73
1499. Le début de l'unification législative	73
1499-1504. Victoires et défaites en Italie	74
1506. François Ier fait ses premiers pas	74
1513. Rien n'est jamais acquis !	75
Le règne de François Ier : 1515-1547	75
1515. Marignan : une date facile à retenir !	76
1516. L'Église française sous tutelle	77
1519. Les luttes électorales, Valois contre Habsbourg	77
1520. Le choc des titans	78
1525. Pavie : le roi est prisonnier	79
1530. L'enseignement hors de l'Église	80
1534. L'affaire des Placards : un tournant religieux	80
1535. Le scandale de l'alliance entre le roi et le sultan	81
1539. L'ordonnance de Villers-Cotterêts :	
acte de naissance du français	81
1544. Chevaliers déchus	82
Le règne d'Henri II : 1547-1559	82
1547-1549. Un règne sous le signe de l'intolérance	83
1552-1559. Charles Quint accuse la fatigue	83
Le règne de François II : 1559-1560	84
Marie Stuart, reine de France aux côtés de François II	84
Le règne de Charles IX : 1560-1574	84
1562. Le massacre de Wassy met fin	
à la tolérance religieuse	84
1564-1566. Un roi en campagne	85
1572. La Saint-Barthélemy : noces sanglantes	86
Le règne d'Henri III : 1574-1589	86
1574-1576. Les blocs antagonistes	87
1584. Une branche casse... ..	87
1588-1589. Assassinats au sommet de l'État	88

Le règne d'Henri IV : 1589-1610	88
1592-1594. Paris reconquis	89
1598. L'édit de Nantes en catimini	90
1600. Fonder une dynastie absolument	90
1604. La Paulette : perte du contrôle des officiers royaux	91
1610. Un couronnement et un assassinat	92
Vision extérieure : le monde est rond, c'est prouvé !	93
Un trio de titans	93
Un ennemi venu d'ailleurs : Soliman le Magnifique	95
Galions et caravelles sur les routes maritimes du Nouveau Monde	95
Chapitre 4 : XVIe : les Français et leur temps.....	97
La Renaissance en clair-obscur	98
Florence perd son statut de capitale	99
Les phares de la nouvelle Renaissance	100
Venise canalise les nouvelles tendances.....	100
Les papes font dans le grandiose.....	100
Peindre à sa manière.....	101
La France aux couleurs de la Renaissance	101
François Ier : un collectionneur d'œuvres d'art	101
Henri II : un roi de marbre	102
L'art délaissé au profit du politique	102
La musique adoucit les mœurs.....	103
L'Église catholique déchirée en deux : le protestantisme	104
Martin Luther fait table rase	105
Liens étroits entre humanistes et protestants	106
Les guerres de religion embrasent l'Europe	106

L'anglicanisme : un schisme sur l'initiative d'Henri VIII	107
L'Église se réforme enfin !	108
Le français conquiert ses lettres de noblesse	110
Le français ne fait pas encore le poids !	110
Le français : une langue d'Oïl	110
Mission Pléiade : construire un lexique riche et nuancé	110
Montaigne : un penseur dans un temps de tourmente	111
Agrippa d'Aubigné : le grand poète protestant	111
Partie IV	
Le XVIIe siècle (1610-1715) : le « Grand siècle » Survola du siècle.....	115
Filigrane chronologique : 1610-1715	116
Chapitre 5 : Les Français au XVIIe siècle.....	119
La régence de Marie de Médicis : 1610-1617	119
© Groupe Eyrolles	
1610. Avec la France en héritage	119
1614. Les états généraux : une dernière avant la Révolution française	120
1617. La révolte violente d'un roi de 15 ans	121
Le règne de Louis XIII : 1617-1643	121
1624. Richelieu fait sa place	122
1627-1629. Les protestants assiégés à La Rochelle	123
1630. Un pouvoir à deux têtes	124
Un projet controversé.....	124
La journée des Dupes.....	124

1631. La presse au service du pouvoir	125
Les Français dans la guerre de Trente Ans	126
1642-1643. Deuils à répétition	127
La régence d'Anne d'Autriche : 1643-1661	127
1643. Une Espagnole et un Italien à la tête de la France	128
Anne d'Autriche prend de l'autorité	128
Rocroi : une victoire inaugurale.....	128
1648. L'opposition parlementaire : le déclencheur de la Fronde	128
1649. Un roi fuit dans la nuit... ..	129
1650. Les princes s'associent aux parlementaires	130
1651-1653. Frondes de tous bords	130
Le Parlement s'associe aux nobles	130
Le coup de Condé.....	130
1654. L'aube du Soleil	131
1659. La paix scellée par mariage	132
Le règne de Louis XIV : 1661-1715	132
1661. Le matin du règne	133
1663. Le Canada devient français	134
1667-1668. Une guerre de « dévolution » pour un héritage	134
1669. Cumul de fonctions pour Colbert	134
1672-1681. Esquisse du contour définitif des frontières	135
1677. Versailles : un château à la démesure du roi	135
1682. Versailles, capitale de la France	136
1683. Un mariage anticonformiste	137

1683. La mort de Colbert, le maître d'œuvre	
de l'économie	138
Le colbertisme : un protectionnisme économique.....	138
1685. Oser la révocation de l'édit de Nantes	139
1685. La coalition d'Augsbourg : l'Europe inquiète	140
1695. Un effort de guerre financé par tous	140
1700. Retournement géopolitique :	
la réconciliation franco-espagnole	140
1702. Le siècle débute dans la guerre	141
La France et l'Espagne contre la coalition.....	141
Les camisards entrent en résistance	141
1709. Un souffle glacé sur la France	142
1711. Des catholiques rejetés : les jansénistes	142
1712. Hécatombe à Versailles	143
1713. Entre conflit et paix	143
Le pape contre les jansénistes	143
Une paix obligatoire	143
1715. Soleil couchant	144
Vision extérieure : La France renforce ses	
frontières et s'ouvre au monde	145
La France, une puissance protégée	145
Les Habsbourg, encore et toujours	146
L'Angleterre en révolution permanente	146
La France s'élargit au monde	147
Chapitre 6 : XVIIe : les Français et leur temps	149
La vie quotidienne dans l'air du temps	150
Les parasites nés du corps	150
Eau : attention danger !	150
Le beau linge : symbole de propreté	151

Les effluves de parfum pour tout effacer	152
Évacuer les humeurs absolument... ..	152
Les vertus du sucre	153
Le café et le tabac ravissent	153
La langue se cristallise et scintille	155
Malherbe fait le ménage... ..	155
L'Académie française au service d'un projet politique	156
Stabiliser la langue française.....	156
La bataille des dictionnaires.....	157
Le siècle « classique »	158
La nouvelle tendance : salons et art de la conversation	158
La pensée de Descartes devient cartésianisme	159
Les engagements en faveur du jansénisme	159
Des classiques pas si classiques... ..	160
Deux pédagogues de renom pour deux dauphins	161

© Groupe Eyrolles
Partie V

Le XVIIIe siècle (1715-1814) : Lumières et Révolution Survola du siècle.....	165
---	-----

Filigrane chronologique : 1715-1814	167
---	-----

Chapitre 7 : Les Français au XVIIIe siècle

et sous le Ier Empire	171
La régence de Philippe d'Orléans : 1715-1723	171
1715. La noblesse reprend ses marques	171
L'erreur fatale : redonner le droit de parole aux parlements	172
1718. La critique de la Régence	173
1720. Une affaire financière ébranle la Régence	173

Le règne de Louis XV : 1723-1774	174
1724. Marier le roi : une urgence dynastique	175
1726. Fleury : un vieillard au pouvoir	175
1728. L'opposition janséniste invente la presse indépendante	175
1731-1732. Le parlement de Paris entre en résistance	176
1732. Des miracles à la pelle... ..	177
1733-1738. Le retour de l'engrenage de la guerre : la Pologne	177
1742. La police du livre existe : la censure	177
1743. Louis XV cherche sa voie	178
1745. La Pompadour impose son style	178
1740-1748. L'escalade de la guerre autour de l'Autriche	179
Un jeu d'alliances complexe.....	179
1745. Fontenoy : une victoire d'image	180
1752-1755. Mourir avec autorisation	181
1756. Les parlements en remparts des privilèges	181
1757. Damiens poignarde le roi	182
1762-1763. La suppression de l'ordre des Jésuites	183
1756-1763. Une guerre « mondialisée » de sept ans	183
Des alliances inédites	183
Sept ans pour en finir	184
Le Québec change de couronne	184
1764. La fin du protectionnisme économique	184
1766. Louis XV joue la carte de la fermeté	185
1768. L'achat de la Corse	185
1770-1774. La dernière réaction autoritaire sous Maupeou	185

Le règne de Louis XVI : 1774-1792	186
Les premières tentatives de réformes avortées	186
Une équipe compétente	186
Les propositions de Turgot.....	187
1775. La guerre des Farines	188
1777-1783. Les Français s'engagent en Amérique	188
1781. Noblesse oblige... ..	190
1784. L'affaire du collier étrangle la réputation de la reine	190
1786-1787. L'impossible réforme de l'État	191
1788. Le prologue de la Révolution	191
La journée des Tuiles	192
1789. Connaître les revendications de chacun :	
les cahiers de doléances	193
Le grand bouleversement révolutionnaire : 1789-1799	194
Comment expliquer la Révolution française ?	194
1789. La révolution des députés	195
1789. Un peuple en révolution	196
Le 14 juillet 1789 : la révolution parisienne	197
La révolte paysanne.....	197
La nuit du 4 août : affirmation de l'égalité et de la liberté	197
26 Août. La Déclaration des droits de l'Homme	198
Le roi à Paris !	198
Les journées du 4 et 5 octobre : les femmes soumettent le roi	199
Une France nouvelle	199
1790-1791. Vers la première constitution française :	
l'émergence d'une culture politique	200

Le retour au calme	200
La naissance d'un mouvement : les jacobins.....	200
L'homme révolutionnaire : le sans-culotte	201
Les prémices d'une nouvelle guerre de religion	202
1790 : la fête de la fédération.....	203
Des réformes contestées.....	203
1791. Le roi prend la fuite	203
Guerre ou paix ?	204
La divergence des feuillants et des jacobins	204
La France a mauvaise réputation.....	204
1792. Vers la république	205
1792. Une république née dans le sang	207
Le roi est mort, vive la République !	207
© Groupe Eyrolles	
1793-1794. La dictature républicaine	208
Une œuvre sociale dans l'ombre de la Terreur	209
Un an de Terreur (1793-1794)	210
Des ennemis extérieurs aux frontières.....	210
La contre-révolution vendéenne.....	210
La France plongée dans un bain de sang.....	210
Les montagnards tombent de haut !	211
La fin des sans-culottes.....	211
1795. Un régime contesté et contestable	212
La nouvelle constitution : le Directoire (26 octobre 1795 - 9 novembre 1799).....	212
Les armées révolutionnaires victorieuses	212
1796. La conspiration de Babeuf	213
La réponse à la menace royaliste	213
Le recours aux généraux.....	213
Bonaparte se démarque	213

Le Consulat : 1799-1804	214
1799. Un coup d'État pour un consulat	215
1800. Le renforcement du pouvoir	215
La bataille de Marengo	215
L'attentat de la rue Saint-Nicaise	215
Un régime pacificateur	216
La paix religieuse	216
Une main tendue aux hommes hostiles à la Révolution	216
Les préfets arrivent.....	217
Enfin le droit français unifié !	217
Le bel avenir du franc	217
Le lycée polit la jeunesse.....	217
Les honneurs aux plus méritants	218
1802-1804. Du Premier consul à l'Empereur	218
Les relations extérieures	218
Un suffrage révélateur.....	219
Bonaparte devient Napoléon Ier	219
Le Ier Empire : 1804-1814	220
1804-1807. Napoléon vainqueur de l'Europe coalisée	221
Les victoires de la Grande Armée.....	221
L'Empire et l'Empereur tout-puissants	222
1808. La guérilla imprévue en Espagne	223
1809. La réaction autrichienne	224
1810-1811. La quête d'un héritier	224
1812. La Russie : une rivale redoutable	224
1812. Un coup d'État au culot d'un général républicain	225
1813. Les ennemis de la France redressent la tête	225
Vision extérieure : le XVIIIe siècle européen et le choc des puissances	227
Duel entre l'Angleterre et la France	227

Des princes éclairés aux dents longues	228
La France seule contre tous !	229
L'ambivalence de l'image de la France	229
Chapitre 8 : XVIIIe siècle et Ier Empire :	
les Français et leur temps	233
Les Lumières illuminent le siècle... ..	234
Quelles idées sont sources de « Lumières » ?	234
Une autre vision du Monde, de l'Homme et de Dieu	234
Le bonheur terrestre.....	235
Tolérance à l'honneur	235
La connaissance à portée de pensée	236
Une Encyclopédie que beaucoup veulent détruire	236
Bouillon de culture... ..	237
Les académies.....	237
Les bibliothèques.....	237
Les salons littéraires.....	238
La franc-maçonnerie.....	239
Les plumes rebelles de la Révolution française	240
Condorcet : un marquis aux idées avancées	240
Chénier : un poète décapité	240
Olympe de Gouges : une femme téméraire.....	240
Napoléon Ier entre dans la légende... ..	242
Napoléon invincible	242
Napoléon intime	243
Napoléon surhomme	244
Napoléon immortel	245
Les mémoires de Napoléon.....	245
Un héros littéraire	245
Napoléon III reprend les rênes	246

Partie VI

Le XIXe siècle (1814-1914) : le siècle de tous les possibles

Survol du siècle..... 249

Filigrane chronologique : 1814-1914 251

Chapitre 9 : Les Français au XIXe siècle..... 255

La Première Restauration : 1814-1815 255

Les Bourbons n'ont pas dit leur dernier mot 256

Les Cent-Jours : 1er mars - 18 juin 1815 258

1815. Le retour de l'Aigle 258

© Groupe Eyrolles

Le règne de Louis XVIII : 1815-1824 259 1815-1816.

Les royalistes instaurent un climat de terreur . 260 1820. Craintes pour l'avenir des Bourbons 260 Être plus royaliste que le roi : le courant

ultraroyaliste..... 261

Le règne de Charles X : 1824-1830 262

1825. Un sacre d'un autre âge 262

1827. Une dissolution hasardeuse 263

1830. L'Algérie entre dans l'histoire de France 264

1830. Une révolution kidnappée 265

L'erreur fatale de Charles X..... 265

Les classes populaires se révoltent..... 265

Une nouvelle monarchie née en juillet..... 266

La monarchie de Juillet, le règne

de Louis-Philippe (1830-1848) 266

Les nouvelles mesures 267

1831. La première révolte ouvrière 268

1832-1834. Contestation tous azimuts 268

1833. Guizot alphabétise les Français 269

1835. L'attentat de Fieschi rate le roi mais tue

la

presse 270

1836. L'ultime come-back de Napoléon 271

1842. La France prend le train de l'industrialisation	272
1846-1848. Trois crises en convergence	272
Février 1848. Les Quarante-huitards restaurent	
la République	273
Une manifestation inattendue	274
L'abdication de Louis-Philippe.....	274
Les républicains au gouvernement provisoire.....	274
La IIe République : 1848-1852	275
Mars 1848. La France à la conquête	
du suffrage universel	276
À qui profite le suffrage universel ?.....	276
Les bouleversements du suffrage universel	276
L'éducation à la vie civique.....	277
L'ambition d'une république fraternelle	277
Juin 1848. La fin de la république sociale	278
Décembre 1848. Un Bonaparte peut	
en cacher un autre	279
L'élection du premier président de la République	279
1851. Une entreprise familiale napoléonienne :	
fossoyeurs de républiques	280
Le Second Empire : 1852-1870	281
1852-1860. L'Empire impose sa marque	282
Un État policier	282
Bonaparte aux côtés des Anglais	
en Crimée (1854-1856).....	283
L'économie : entre modernité et archaïsme	283
L'Empire se met en Seine !	284
1859. Un Empereur italophile	286
1861-1870. L'Empire perd ses marques	286
1863-1864 : du fil à retordre en France.....	287

1869 : l'Empire devient un régime parlementaire.....	287
1870. Dernier acte à Sedan	288
La IIIe République : 1870-1940	289
1870-1871. Naissance difficile de la	
IIIe République : le siège de Paris	289
1871. La Commune de Paris : de la révolution	
à la guerre civile	291
1871-1876. La République entre en "lys"	292
Un régime sans constitution.....	292
Une querelle autour d'un drapeau.....	293
1876-1879. Mac-Mahon contre Gambetta	294
1879-1889. Honneur à la République	
et aux républicains	296
La République triomphante	296
Les grandes lois républicaines.....	296
La République cherche de nouveaux horizons.....	297
1888-1889. La République pétrifiée	
par le général Boulanger	298
1892. Le canal de Panama fait scandale	298
1894. L'affaire Dreyfus : la raison d'État	
contre l'honneur d'un homme	299
1898-1904. Le tournant des relations	
franco-britanniques	301
Une fâcheuse rencontre à Fachoda	301
Les alliances : chercher la paix, trouver la guerre... ..	302
Le socialisme français cherche de nouvelles voies	303
Les gauches : entre division et union.....	303
Jean Jaurès, le rassembleur de la gauche	303
1900-1914. Une « Belle époque » pas si reluisante	304
1905. Du dogme catholique au dogme laïc	306

Les résistances catholiques.....	307
1905-1911. La France et l'Allemagne se disputent	
Le Maroc	307
© Groupe Eyrolles	
Vision extérieure : l'Europe, entre construction nationale et expansion coloniale	309
Le Royaume-Uni : la grande puissance du siècle	309
L'Allemagne unifiée monte en puissance	310
L'Autriche-Hongrie, la puissance déclinante du siècle	311
L'Europe : un continent très fragmenté	311
Chapitre 10 : XIXe : les Français et leur temps.....	313
De la société d'ordres à la société de classes	314
La bourgeoisie domine la société	314
Un pouvoir économique et politique.....	314
Ordre et peur du désordre	315
Un début de société de consommation	315
Une France de notables	316
L'émergence du monde ouvrier	316
La paysannerie se transforme	318
La ville aspire les champs	318
Une éducation pour tous	319
Créativité débridée dans un siècle bourgeois	320
L'Empire a le goût du classique	320
Le romantisme se taille une place royale	321
Le goût de la réalité tempère les ardeurs romantiques	323
Du romantisme au réalisme	323
Du réalisme au naturalisme.....	324
Les parnassiens redoutent le lyrisme	325
Peindre des impressions : une tentative révolutionnaire ...	325

L'impressionnisme	325
Le pointillisme.....	326
Couleurs, toujours... ..	326
Paris au centre de la créativité européenne	326
Partie VII	
Le XXe siècle (1914-2002) : la France entre guerres et paix	
Survol du siècle.....	331
Filigrane chronologique : 1914-2002	333
Chapitre 11 : Les Français au XXe siècle	339
La Première Guerre mondiale : 1914-1919	339
1914. Une entrée en guerre par réaction en chaîne	339
L'assassinat de l'héritier austro-hongrois	340
1914-1916. Une guerre d'un nouveau genre	341
Les armées avancent	341
Les armées s'enterrent	342
Union sacrée autour de la défense de la patrie.....	344
1916. Verdun : de la bataille au mythe	344
La bataille de tous les soldats	344
1917. L'année terrible	345
1918. La victoire finale	347
1919. La « paix perpétuelle » prépare	
une nouvelle guerre	348
La France de l'entre-deux-guerres : 1919-1939	350
1919-1924. L'union de la droite :	
la « Chambre bleu horizon »	350
1920. Division de la gauche au congrès de Tours	351
1926-1929. Poincaré sauve le franc	352
1919-1939. Une réconciliation impossible	
avec l'Allemagne ?	352

1919-1925 : intransigeance française	352
1925-1933 : temps de détente	353
1933-1939 : la marche à la guerre	353
1931. Une crise économique à retardement	354
1934. Le palais Bourbon est attaqué par l'extrême droite	355
La corruption fait scandale.....	355
La nébuleuse d'extrême droite.....	355
1936-1938. Le Front populaire prend le pouvoir	357
Léon Blum à la tête du gouvernement.....	357
Les accords de Matignon	357
Les loisirs pour tous.....	358
Les échecs du Front populaire.....	358
1938. Le « lâche soulagement » des Munichois	359
1939. L'Allemagne envahit la Pologne	360
La Seconde Guerre mondiale :	
septembre 1939 - août 1945	361
1939-1940. La drôle de guerre	361
1940. Hitler bat la « première armée du monde »	362
Une défaite qui aurait pu être évitée	362
L'armistice honteux.....	364
Vichy : politique en eaux troubles	364
Pétain incarne le nouveau régime	364
La révolution pétainiste	366
Retrouver l'ordre ancien	366
Le choix de la collaboration.....	367
Les combattants de l'ombre entrent en résistance	369
1940-1944. Un combat pour l'honneur : la France libre	371
L'appel du 18 juin 1940.....	372

La création des Forces françaises libres (FFL).....	372
Tentations fascistes en France occupée	373
1944. Entre rires et larmes : la Libération	373
Le jour le plus longuement attendu	373
« Paris martyrisé ! Mais Paris libéré ! »	374
1945. L'heure des comptes	375
Le Gouvernement provisoire de la République française et la IVe République (1944-1958)	376
1944-1945. Le Gouvernement provisoire ne fait pas dans le provisoire	376
Sur le plan social	377
Sur le plan économique	377
1946. De Gaulle claque la porte	377
La IVe République : résultat de compromis	378
1947. La France au bord de la guerre civile	379
1951. Le charbon et l'acier : une mine pour l'Europe	380
1950-1954. La Communauté européenne de défense (CED) fait débat	381
1954. Gouverner autrement : la France de Mendès	381
1956. Les crispations politiques	383
Le poujadisme	383
Le gouvernement de Guy Mollet	383
1956. Les passions se déchaînent pour un canal	384
1957. La Communauté économique européenne naît à Rome	385
1958. D'une République à l'autre	385
La question algérienne grandit, la République vacille...	385
Le général de Gaulle réapparaît	386
La Ve République (1958-2...)	387
1958. Une Constitution ambiguë	387

Pouvoir exécutif et pouvoir législatif	387
Le renforcement des pouvoirs du président de la République.....	388
De Gaulle élu et conforté dans son autorité	389
1962. De Gaulle prépare sa succession	389
1960-1969. La modernisation de la France	390
De Gaulle défie les États-Unis	391
1945-1975. La France des « Trente Glorieuses »	392
L'heure est à l'ouverture des frontières.....	392
La restructuration du paysage français	393
Une main-d'œuvre venue d'ailleurs	393
Une période pas si glorieuse... ..	393
1968. En mai, fais ce qu'il te plaît	394
L'aspiration à une société nouvelle	394
Mai 68 débute en mars.....	395
Le reflux du mouvement.....	395
1969-1974. La France pompidolienne	396
1971-1974. Mitterrand redresse la gauche	397
Le ralliement des partis.....	397
1974-1981. Les « années Giscard »	398
1981. Un socialiste entre à l'Élysée	400
1986-1988. La Ve République inaugure la cohabitation	402
1988-1995. Un deuxième tour pour Mitterrand	403
La majorité socialiste	403
La seconde cohabitation	404
1995-2002. D'un siècle à l'autre sous le président Chirac	405
Vision extérieure : De Sarajevo à Berlin, la France	

face aux défis internationaux	407
La Guerre froide : le monde divisé en deux	407
Un monde dominé par deux superpuissances	408
Les États-Unis : de l'absence à l'omniprésence.....	408
De la Russie à l'URSS et de l'URSS à la Russie	410
Les pays du Sud font entendre leurs voix	411
Les nouveaux acteurs	411
Au-dessus des États.....	411
En dehors des États.....	412
Chapitre 12 : XXe : les Français et leur temps.....	413
Les Français dans les guerres mondiales	414
L'Union sacrée des Français dans la Grande Guerre	
(1914-1918)	414
Un pays entier tendu dans l'effort de guerre.....	414
Le « front de l'arrière ».....	415
La guerre, suite et fin ?	416
Vivre sous l'Occupation : la Seconde Guerre	
mondiale (1939-1945)	417
La France allemande.....	417
Flux et reflux de la colonisation	419
Les enjeux de la décolonisation	419
L'âge d'or de la société coloniale	419
Un empire aux couleurs contrastées	420
Un vent d'émancipation	421
La « sale » guerre d'Indochine	422
L'Algérie, la guerre tue	424
© Groupe Eyrolles	
L'Algérie française.....	424
Les Algériens organisent la résistance	425
Le conflit s'exporte en métropole	426

Les traumatismes	427
La décolonisation de l'Afrique subsaharienne	427
La littérature en reflet du siècle	429
Conclusion.....	431
La mode au fil des siècles.....	433
Bibliographie indicative	449
Index.....	453

Adresse courriel des auteurs : michelle.fayet@wanadoo.fr vilar.histoiregeo@laposte.net